ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS599/R

5 décembre 2024

(24-8565)

Page: 1/400

Original: espagnol

PANAMA – MESURES CONCERNANT L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS EN PROVENANCE DU COSTA RICA (DS599)

RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION 25
1.1 Plainte du Costa Rica 25
1.2 Établissement et composition du Groupe spécial 25
1.3 Travaux du Groupe spécial 25
1.3.1 Généralités 25
1.3.2 Décision préliminaire 27
1.3.3 Consultation d'experts 28
2 ASPECTS FACTUELS 28
2.1 Mesures en cause 28
2.1.1 Introduction 28
2.1.2 Mesure concernant l'importation de fraises (Mesure 1) 29
2.1.2.1 Description 29
2.1.2.2 Réglementation panaméenne pertinente 29
2.1.3 Mesure concernant l'importation de produits laitiers et de produits carnés (Mesure 2) 30
2.1.3.1 Description 30
2.1.3.2 Réglementation panaméenne pertinente 31
2.1.4 Mesure concernant l'importation d'ananas (Mesure 3) 32
2.1.4.1 Description 32
2.1.4.2 Réglementation panaméenne pertinente 32
2.1.5 Mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4) 32
2.1.5.1 Description 32
2.1.5.2 Réglementation panaméenne pertinente 33
2.2 Autres aspects factuels 33
2.2.1 Introduction 33
2.2.2 Parasites et pesticide 34
2.2.2.1 Introduction 34
2.2.2.2 Pesticide oxamyle 34
2.2.2.3 Parasite cochenille rose de l'hibiscus (*Maconellicoccus hirsutus* Green) 35
2.2.2.4 Parasite Foc R4T (*Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* de souche tropicale 4) 36
2.2.3 Normes et directives internationales invoquées dans le présent différend 38
2.2.3.1 Introduction 38
2.2.3.2 La Commission du Codex Alimentarius et le Codex Alimentarius 38
2.2.3.3 Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux et Normes internationales pour les mesures phytosanitaires 41
3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 43
4 ARGUMENTS DES PARTIES 46
5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 46
6 RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 46

6.1 Introduction 46
6.2 Mesure 1 47
6.3 Mesure 2 49
6.3.1 Teneur de la Mesure 2 49
6.3.2 Dispositions de l'Accord SPS applicables à la Mesure 2 et allégation au titre de l'article 5:6 de l'Accord 49
6.3.3 Allégation au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS 50
6.4 Mesures 3 et 4 50
6.5 Mesure 3 51
6.6 Mesure 4 52
7 CONSTATATIONS 53
7.1 Mandat du Groupe spécial 53
7.1.1 Décision préliminaire 53
7.1.2 Question de savoir si les procédures contestées par le Costa Rica au sujet des Mesures 1, 3 et 4 relèvent du mandat du Groupe spécial 54
7.1.2.1 Principaux arguments des parties 55
7.1.2.2 Évaluation du Groupe spécial 56
7.1.2.3 Conclusion sur la question de savoir si le Costa Rica a indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial les procédures qu'il conteste en ce qui concerne les Mesures 1, 3 et 4 61
7.2 Ordre d'analyse 61
7.2.1 Ordre d'analyse parmi les accords cités par le Costa Rica 62
7.2.2 Ordre d'analyse des allégations au titre de l'Accord SPS 63
7.3 Mesure concernant l'importation de fraises (Mesure 1) 65
7.3.1 Allégations au titre de l'Accord SPS 65
7.3.1.1 Question de savoir si la Mesure 1 est une mesure sanitaire ou phytosanitaire qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS 65
7.3.1.2 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:7 de l'Accord SPS 69
7.3.1.3 Allégations au titre des articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS 130
7.3.1.4 Allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS 148
7.3.1.5 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS 151
7.3.1.6 Allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS 152
7.3.2 Allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture 153
7.3.2.1 Principaux arguments des parties 153
7.3.2.2 Évaluation du Groupe spécial 154
7.4 Mesure concernant l'importation de produits laitiers et de produits carnés (Mesure 2) 155
7.4.1 Teneur de la Mesure 2 155
7.4.1.1 Principaux arguments des parties 155
7.4.1.2 Évaluation du Groupe spécial 160
7.4.2 Allégations au titre de l'Accord SPS 177
7.4.2.1 Question de savoir si la Mesure 2 est une mesure sanitaire ou phytosanitaire qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS 177

7.4.2.2 Dispositions de l'Accord SPS invoquées par le Costa Rica applicables à la Mesure 2 181
7.4.2.3 Allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS 186
7.4.2.4 Allégations au titre des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS 231
7.4.2.5 Allégations au titre des articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS 256
7.4.2.6 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS 267
7.4.2.7 Allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS 269
7.4.3 Allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture 269
7.4.3.1 Principaux arguments des parties 269
7.4.3.2 Évaluation du Groupe spécial 270
7.5 Mesure concernant l'importation d'ananas (Mesure 3) 271
7.5.1 Allégations au titre de l'Accord SPS 271
7.5.1.1 Question de savoir si la Mesure 3 est une mesure sanitaire ou phytosanitaire qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS 271
7.5.1.2 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:7 de l'Accord SPS 273
7.5.1.3 Allégations au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS 310
7.5.1.4 Allégations au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS 319
7.5.1.5 Allégations au titre des articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS 320
7.5.1.6 Allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS 332
7.5.1.7 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS 334
7.5.1.8 Allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS 335
7.5.2 Allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture 336
7.5.2.1 Principaux arguments des parties 336
7.5.2.2 Évaluation du Groupe spécial 336
7.6 Mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4) 337
7.6.1 Allégations au titre de l'Accord SPS 338
7.6.1.1 Question de savoir si la Mesure 4 est une mesure sanitaire ou phytosanitaire qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS 338
7.6.1.2 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:7 de l'Accord SPS 353
7.6.1.3 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS 367
7.6.1.4 Allégations au titre des articles 5:6 et 2:2 370
7.6.1.5 Allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS 379
7.6.1.6 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS 381
7.6.1.7 Allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS 382
7.6.2 Allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture 382
7.6.2.1 Principaux arguments des parties 382
7.6.2.2 Évaluation du Groupe spécial 383
8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 384
APPENDICE 1 – CHRONOLOGIE DES FAITS RELATIFS AU RENOUVELLEMENT DES HOMOLOGATIONS SANITAIRES DES 18 ÉTABLISSEMENTS COSTARICIENS EN QUESTION (MESURE 2) 389

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels	14

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique intégré des arguments du Costa Rica	18
Annexe B-2	Résumé analytique intégré des arguments du Panama	49

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie	69
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	73
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments du Canada	76
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	79
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	85

ANNEXE D

DÉCISION PRÉLIMINAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe D-1	Décision préliminaire du Groupe spécial	90

AFFAIRES DANS LE CADRE DE L'OMC CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Mesures à l'importation	Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures affectant les importations de marchandises*, WT/DS438/AB/R / WT/DS444/AB/R / WT/DS445/AB/R, adoptés le 26 janvier 2015
Argentine – Peaux et cuirs	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001
Australie – Pommes	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande*, WT/DS367/R, adopté le 17 décembre 2010, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS367/AB/R
Australie – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande*, WT/DS367/AB/R, adopté le 17 décembre 2010
Australie – Saumons	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/R, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS18/AB/R
Australie – Saumons	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS18/RW, adopté le 20 mars 2000
Brésil – Pneumatiques rechapés	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés*, WT/DS332/AB/R, adopté le 17 décembre 2007
Brésil – Pneumatiques rechapés	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés*, WT/DS332/R, adopté le 17 décembre 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS332/AB/R
Canada – Automobiles	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/AB/R, adopté le 27 septembre 2004
Canada – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS321/AB/R, adopté le 14 novembre 2008
Canada – Maintien de la suspension	Rapport du Groupe spécial *Canada – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS321/R et Add.1 à Add.7, adopté le 14 novembre 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS321/AB/R
Canada – Périodiques	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures concernant les périodiques*, WT/DS31/AB/R, adopté le 30 juillet 1997
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques	Rapports du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, WT/DS291/R, Add.1 à Add.9 et Corr.1 / WT/DS292/R, Add.1 à Add.9 et Corr.1 / WT/DS293/R, Add.1 à Add.9 et Corr.1, adoptés le 21 novembre 2006
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Hormones (Canada)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones), plainte déposée par le Canada*, WT/DS48/R/CAN, adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R
CE – Hormones (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones), plainte déposée par les États-Unis*, WT/DS26/R/USA, adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Produits dérivés du phoque	Rapports du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque*, WT/DS400/R et Add.1 / WT/DS401/R et Add.1, adoptés le 18 juin 2014, modifiés par les rapports de l'Organe d'appel WT/DS400/AB/R / WT/DS401/AB/R
CE – Produits dérivés du phoque	Rapports de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque*, WT/DS400/AB/R / WT/DS401/AB/R, adoptés le 18 juin 2014
CE – Sardines	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/R et Corr.1, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS231/AB/R
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/R, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS207/AB/R
Colombie – Textiles	Rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Mesures visant les importations de textiles, vêtements et chaussures*, WT/DS461/AB/R et Add.1, adopté le 22 juin 2016
Colombie – Textiles (article 21:5 – Colombie) / Colombie – Textiles (article 21:5 – Panama)	Rapport des Groupes spéciaux *Colombie – Mesures visant les importations de textiles, vêtements et chaussures – Recours de la Colombie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends / Colombie – Mesures visant les importations de textiles, vêtements et chaussures – Recours du Panama à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS461/RW et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 5 octobre 2018, appel formé le 20 novembre 2018
Corée – Navires de commerce	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005
Corée – Radionucléides	Rapport du Groupe spécial *Corée – Interdictions d'importer, et prescriptions en matière d'essais et de certification pour les radionucléides*, WT/DS495/R et Add.1, adopté le 26 avril 2019, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS495/AB/R
Corée – Radionucléides	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Interdictions d'importer, et prescriptions en matière d'essais et de certification pour les radionucléides*, WT/DS495/AB/R et Add.1, adopté le 26 avril 2019
Costa Rica – Avocats (Mexique)	Rapport du Groupe spécial *Costa Rica – Mesures concernant l'importation d'avocats frais en provenance du Mexique*, WT/DS524/R et Add.1, adopté le 31 mai 2022
États-Unis – Animaux	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures affectant l'importation d'animaux, de viandes et d'autres produits d'origine animale en provenance d'Argentine*, WT/DS447/R et Add.1, adopté le 31 août 2015
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R et Add.1 à Add.3, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/RW, adopté le 21 novembre 2001, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS58/AB/RW
États-Unis – Crevettes (Équateur)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur*, WT/DS335/R, adopté le 20 février 2007
États-Unis – Essence	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/R, adopté le 20 mai 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS2/AB/R
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005, et Corr.1
États-Unis – Loi de 1916	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000
États-Unis – Maintien de la réduction à zéro	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro*, WT/DS350/AB/R, adopté le 19 février 2009
États-Unis – Plomb et bismuth II	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/AB/R, adopté le 7 juin 2000
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Volaille (Chine)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine*, WT/DS392/R, adopté le 25 octobre 2010
Inde – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures concernant le secteur automobile*, WT/DS146/R, WT/DS175/R, et Corr.1, adopté le 5 avril 2002
Inde – Droits d'importation additionnels	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Droits additionnels et droits additionnels supplémentaires sur les importations en provenance des États-Unis*, WT/DS360/AB/R, adopté le 17 novembre 2008
Inde – Mesures liées aux exportations	Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures liées aux exportations*, WT/DS541/R et Add.1, 31 octobre 2019, notification d'une solution mutuellement convenue
Inde – Produits agricoles	Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures concernant l'importation de certains produits agricoles*, WT/DS430/R et Add.1, adopté le 19 juin 2015, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS430/AB/R
Inde – Produits agricoles	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Mesures concernant l'importation de certains produits agricoles*, WT/DS430/AB/R, adopté le 19 juin 2015
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998
Indonésie – Poulet	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet*, WT/DS484/R et Add.1, adopté le 22 novembre 2017
Indonésie – Poulet (article 21:5 – Brésil)	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Mesures concernant l'importation de viande de poulet et de produits à base de poulet – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS484/RW et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 10 novembre 2020, appel formé le 17 décembre 2020
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport du Groupe spécial *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/R, WT/DS10/R, WT/DS11/R, adopté le 1er novembre 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R
Japon – Pommes	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/R, adopté le 10 décembre 2003, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS245/AB/R
Japon – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures visant l'importation de pommes – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS245/RW, adopté le 20 juillet 2005
Japon – Produits agricoles II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
Philippines – Spiritueux distillés	Rapports de l'Organe d'appel *Philippines – Taxes sur les spiritueux distillés*, WT/DS396/AB/R / WT/DS403/AB/R, adoptés le 20 janvier 2012
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R, adopté le 19 mai 2005
Russie – Matériels ferroviaires	Rapport de l'Organe d'appel *Russie – Mesures affectant l'importation de matériels ferroviaires et leurs parties*, WT/DS499/AB/R et Add.1, adopté le 5 mars 2020
Russie – Matériels ferroviaires	Rapport du Groupe spécial *Russie – Mesures affectant l'importation de matériels ferroviaires et leurs parties*, WT/DS499/R et Add.1, adopté le 5 mars 2020, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS499/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Russie – Porcins (UE)	Rapport du Groupe spécial *Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne*, WT/DS475/R et Add.1, adopté le 21 mars 2017, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS475/AB/R
Ukraine – Véhicules automobiles pour le transport de personnes	Rapport du Groupe spécial *Ukraine – Mesures de sauvegarde définitives visant certains véhicules automobiles pour le transport de personnes*, WT/DS468/R et Add.1, adopté le 20 juillet 2015

AFFAIRES DANS LE CADRE DU GATT CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Article 337 de la Loi douanière	Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – L'article 337 de la Loi douanière de 1930*, L/6439, adopté le 7 novembre 1989, IBDD S36/386
États-Unis – Tabac	Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Mesures affectant l'importation*, la vente et l'utilisation de tabac sur le marché intérieur, DS44/R, adopté le 4 octobre 1994, IBDD S41/1/145

PIÈCES FRÉQUEMMENT CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT[1]

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-2	Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006)	Asamblea Nacional de Panamá, Decreto Ley Nº 11, que crea la Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos y dicta otras disposiciones, de 22 de febrero de 2006
CRI-5	SFE, Certification des pesticides destinés à être utilisés sur les fraises, AE-REG-C-0035-2022	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Unidad de Registro de Agroquímicos, Certificación de plaguicidas para uso en fresas, AE-REG-C-0035-2022, de 11 de julio de 2022
CRI-6	Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (19 février 2020)	Respuestas de Costa Rica del 19 de febrero de 2020 al cuestionario de Panamá para la verificación del estatus fitosanitario de un país, que solicite la renovación de la elegibilidad o el reconocimiento de un área, lugar o sitio de producción libre o de baja prevalencia de una enfermedad cuarentenaria, para la exportación de productos lácteos a la república de Panamá
CRI-7	Note n° AUPSA-AG-051-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-051-2020, de 20 de febrero de 2020
CRI-8	Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007)	Ministerio de Salud de Panamá, Decreto Ejecutivo Nº 467, por el cual se adopta el Reglamento Sanitario que establece los límites máximos de residuos de plaguicidas y otros contaminantes en frutas y vegetales de consumo nacional y de exportación, de 7 de noviembre de 2007
CRI-9	Note officielle n° DSFE-0343-2020	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DSFE-0343-2020, de 5 de mayo de 2020
CRI-11	Note officielle n° DSFE-0525-2020	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DSFE-0525-2020, de 12 de junio de 2020
CRI-13	Note n° DNSV-0111-2021-OIAR	Dirección Nacional de Sanidad Vegetal (DNSV) de Panamá, Nota DNSV-0111-2021-OIAR, de 22 de febrero de 2021
CRI-14	Accord bilatéral de Paso Canoas (12 février 2021)	Acuerdo bilateral resultante de la Reunión binacional entre la República de Costa Rica y la República de Panamá (12 de febrero de 2021)
CRI-15	Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session nº 1 (18 février 2021)	Ayuda memoria de la Sesión Nº 1 de la Comisión Técnica Bilateral de Trabajo en asuntos de medidas sanitarias y fitosanitarias entre Costa Rica y Panamá el 18 de febrero de 2021
CRI-16	Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session nº 2 (25 février 2021)	Ayuda memoria de la Sesión Nº 2 de la Comisión Técnica Bilateral de Trabajo en asuntos de medidas sanitarias y fitosanitarias entre Costa Rica y Panamá el 25 de febrero de 2021
CRI-17	Note officielle n° DSFE-0128-2021	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DSFE-0128-2021, de 1 de marzo de 2021
CRI-18	Note n° DNSV-0128-2021	Dirección Nacional de Sanidad Vegetal (DNSV) de Panamá, Nota DNSV-0128-2021, de 1 de marzo de 2021
CRI-19	Note n° AUPSA-AG-151-2021	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Administración General, Nota AUPSA-AG-151-2021, de 17 de marzo de 2021
CRI-21	Note officielle n° DSFE-0393-2021	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DSFE-0393-2021, de 18 de mayo de 2021

[1] Le présent tableau ne comprend que les pièces qui sont citées au moins trois fois dans le rapport.

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-22	AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), *Manual de Procedimientos para la elegibilidad sanitaria de países, regiones, zonas y compartimentos; el reconocimiento fitosanitario de: áreas, lugares, sitios libres de plagas cuarentenarias y áreas de baja prevalencia de plagas reglamentadas; y la aprobación de cadenas de producción y/o plantas procesadoras, para que exporten alimentos hacia la República de Panamá* (5 de diciembre de 2013)
CRI-23	AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), *Manual de Procedimiento para la aprobación de establecimientos, cadenas de producción y/o plantas procesadoras, para que exporten alimentos hacia la República de Panamá* (5 de diciembre de 2013)
CRI-24	Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001)	Ministerio de Desarrollo Agropecuario, Decreto Ejecutivo Nº 49, por el cual se establece el procedimiento, requisitos y tarifas para la elegibilidad zoosanitaria, de regiones, países, zonas, plantas procesadoras y otras instalaciones relacionadas con la producción de animales, sus productos y subproductos, de 16 de abril de 2001
CRI-26	Résolution n° AUPSA-DINAN-092 2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA DINAN-092 2007, por medio del cual se emite la resolución que aprueba la elegibilidad sanitaria de países, regiones, zonas, compartimentos, cadenas de producción y/o plantas y las condiciones fitosanitarias de áreas, lugares, sitios, cadenas de producción y/o plantas; para que exporten sus productos hacia Panamá, de 2 de marzo de 2007
CRI-27	Annexe à la Résolution n° AUPSA-DINAN-092 2007, mise à jour en juillet 2014	Anexo al Resuelto AUPSA-DINAN-092-2007, actualización de julio de 2014
CRI-29	Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama concernant l'évaluation sanitaire du Costa Rica (3 juin 2021)	Respuestas de Costa Rica del 3 de junio de 2021 al cuestionario de Panamá para la evaluación sanitaria de Costa Rica, DINASAC01-2020
CRI-31	Note officielle n° AUPSA-DINAN-009-2017	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Oficio AUPSA-DINAN-009-2017, de 24 de enero de 2017
CRI-32	Note n° AUPSA-DINAN-154	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-DINAN-154, de 9 de agosto de 2017
CRI-35	Note n° AUPSA-AG-399-2019	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-399-2019, de 15 de octubre de 2019
CRI-37	Note officielle n° SENASA-DG-0159-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-0159-2017, de 14 de febrero de 2017
CRI-38	Note n° AUPSA-AG-001-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-001-2020, de 2 de enero de 2020
CRI-39	Courrier électronique du Directeur de la quarantaine animale du SENASA à l'Administrateur général de l'AUPSA (19 février 2020)	Correo electrónico del 19 de febrero de 2020 de Byron Gurdian García, Director de Cuarentena Animal del Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, a Raúl Saucedo, Administrador General de Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA)
CRI-40	Note n° AUPSA-AG-059-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-059-2020, de 27 de febrero de 2020
CRI-41	Note n° AUPSA-AG-078-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-078-2020, de 9 de marzo de 2020
CRI-42	Note officielle n° SENASA-DG-1420-2020	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-1420-2020, de 24 de noviembre de 2020

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-43	Note officielle n° SENASA-DG-721-2020	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-721-2020, de 12 de junio de 2020
CRI-44	Note officielle n° DM-COR-CAE-0330-2020	Ministra de Comercio Exterior de Costa Rica, Oficio DM-COR-CAE-0330-2020, de 8 de julio de 2020
CRI-45	Note n° AUPSA-AG-0229-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-229-2020, de 10 de julio de 2020
CRI-46	Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 015-AG-AUPSA-2020, de 27 de julio de 2020 (sobre establecimientos de Perú)
CRI-47	Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 014-AG-AUPSA-2020, de 24 de julio de 2020 (sobre establecimientos de México)
CRI-48	Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 018-AG-AUPSA-2020, de 30 de julio de 2020 (sobre establecimientos de Nueva Zelandia)
CRI-50	Note officielle n° SENASA-DG-946-2020	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-946-2020, de 11 de agosto de 2020
CRI-51	Note n° AUPSA-AG-395-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-395-2020, de 21 de agosto de 2020
CRI-52	Note n° AUPSA-AG481-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-481-2020, de 9 de octubre de 2020
CRI-53	Note officielle n° SENASA-DG-1233-2020	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-1233-2020, de 13 de octubre de 2020
CRI-55	Note n° AUPSA-AG-571-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-571-2020, de 23 de noviembre de 2020
CRI-57	Note n° AUPSA-AG-100-2021	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-100-2021, de 22 de febrero de 2021
CRI-58	Note officielle n° SENASA-DG-191-2021	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio-SENASA-DG-191-2021, de 24 de febrero de 2021
CRI-60	Note officielle n° SENASA-DG-340-2021	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-340-2021, de 24 de marzo de 2021
CRI-61	Réponses actualisées du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (24 mars 2021)	Respuestas actualizadas de Costa Rica del 24 de marzo de 2021 al cuestionario de Panamá para la verificación del estatus fitosanitario de un país, que solicite la renovación de la elegibilidad o el reconocimiento de un área, lugar o sitio de producción libre o de baja prevalencia de una enfermedad cuarentenaria, para la exportación de productos lácteos a la república de Panamá
CRI-62	Note n° AUPSA-AG-176-2021	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-176-2021, de 1 de abril de 2021
CRI-63	Note officielle n° SENASA-DG-725-2021	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-725-2021, de 3 de junio de 2021
CRI-64	Note n° DSA-335-2021	Dirección Nacional de Salud Animal de Panamá, Despacho del Director, Nota DSA-335-2021, de 12 de julio de 2021
CRI-65	Note n° AUPSA-AG-032-2019	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-032-2019, de 29 de enero de 2019
CRI-66	Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-116-2008, de 4 de julio de 2008, por medio del cual se emite el Requisito Fitosanitario para la importación de Piñas (*Ananas comosus*) frescas, para consumo humano y/o transformación

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-68	Note officielle n° DSFE-261-2014	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DSFE-261-2014, de 7 de mayo de 2014
CRI-69	Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014)	Informe de *Maconellicoccus hirsutus* (cochinilla rosada del hibisco) de Costa Rica para la Secretaría de la Convención Internacional de Protección Fitosanitaria (CIPF) del 12 de mayo de 2014, actualizado el 25 de octubre de 2018
CRI-70	OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018)	Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA), *Informe técnico sobre la situación actual de la cochinilla rosada del hibisco (crh) Maconellicoccus hirsutus (Green) en los países de la región del OIRSA* (mayo 2018)
CRI-71	CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021)	Centro de Biociencia Agrícola Internacional (CABI), Ficha técnica sobre *Maconellicoccus hirsutus* (cochinilla rosada del hibisco) (2021)
CRI-72	OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de cochenille rose de l'hibiscus* (2010)	P.E. Echegoyén Ramos y H. González Hernández, Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA), *Plan de contingencia ante un brote de cochinilla rosada del hibisco (Maconellicoccus hirsutus)* (mayo 2010)
CRI-73	Martínez Rivero (2007)	M.A. Martínez Rivero, "La Cochinilla rosada del hibisco, *Maconellicoccus hirsutus* (Green), un peligro potencial para la agricultura cubana" (2007), volumen 22, Nº 3, *Revista Protección Vegetal*, páginas 166-182
CRI-74	USDA, IICA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003)	Departamento de Agricultura de los Estados Unidos (USDA) e Instituto Inter Americano de Cooperación en Agricultura (IICA), D.E. Mayerdirk, R. Warkentin, B. Attavian, E. Gersabeck, A. Francis, M. Adams, and G. Francis, *Manual del Proyecto para el Control Biológico de la Cochinilla Rosada del Hibisco* (febrero de 2003)
CRI-75	CIPV, NIMP 5	Secretaría de la Convención Internacional de Protección Fitosanitaria (CIPF), Glosario de términos fitosanitarios, NIMF 5, adoptada en 2018, publicada en 2018
CRI-77	INEC, Importations d'ananas au Panama (2010-2020)	Instituto Nacional de Estadística y Censo (INEC) de Panamá, Datos oficiales de importaciones de piña en Panamá para el periodo 2010-2020
CRI-78	Note officielle n° DSFE-083-2019	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DSFE-083-2019, de 6 de febrero de 2019
CRI-91	SFE, *Renseignements requis pour l'évaluation des risques associés à l'importation d'ananas du Costa Rica au Panama* (2021)	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, *Información requerida para evaluar los riesgos asociados a la importación de fruta fresca de piña (Ananas comosus) de Costa Rica a la República de Panamá* (23 de abril de 2021)
CRI-95	Note n° AUPSA-AG-392-2019	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-392-2019, de 10 de octubre de 2019
CRI-96	Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-106-2009, de 27 de noviembre de 2009, por medio del cual se emite el Requisito Fitosanitario para la importación de plátanos (*Musa paradisiaca*) frescos, para consumo humano y/o transformación, originarios de Costa Rica
CRI-97	Note n° AUPSA-AG-424-2019	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-424-2019, de 25 de octubre de 2019
CRI-98	Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes plantains	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-019-2012, de 26 de abril de 2012, por medio del cual se deroga el Resuelto AUPSA-DINAN-003-2009 y en su lugar se establecer los requisitos fitosanitarios para la importación de frutos de banano (*Musa balbisiaca acuminata, Musa paradisiaca o Musa fapientum*) frescos, para consumo humano y/o transformación, originarios de Costa Rica

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-101	CIPV, NIMP 2	Secretaría de la Convención Internacional de Protección Fitosanitaria (CIPF), Marco para el análisis de riesgo de plagas, NIMF 2, adoptada en 2007
CRI-103	Note n° DM-N-1352-2019	Ministro de Comercio e Industrias de Panamá, Nota DM-N-1352-2019, de 18 de diciembre de 2019
CRI-104	Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019	Ministerio de Desarrollo Agropecuario de Panamá, Resolución Nº OAL-102-ADM-2019, de 12 de septiembre de 2019
CRI-105	Note officielle n° DSFE-0079-2020	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DSFE-0079-2020, de 30 de enero de 2020
CRI-106	Note officielle n° DFSE-0080-2020	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DFSE-0080-2020, de 30 de enero de 2020
CRI-109	Note n° DNSV-0113-2021-OIAR	Dirección Nacional De Sanidad Vegetal (DNSV) de Panamá, Nota DNSV-0113-2021-OIAR, de 22 de febrero de 2021
CRI-111	Note n° DNSV-0129-2021	Dirección Nacional De Sanidad Vegetal (DNSV) de Panamá, Nota DNSV-0129-2021, de 1 de marzo de 2021
CRI-112	Note n° DNSV-0207-2021	Dirección Nacional De Sanidad Vegetal (DNSV) de Panamá, Nota DNSV-0207-2021, de 17 de marzo de 2021
CRI-113	Note officielle n° DSFE-0533-2021	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Oficio DSFE-0533-2021, de 6 de agosto de 2021
CRI-114	INEC, Importations de bananes au Panama (2000)	Instituto Nacional de Estadística y Censo (INEC) de Panamá, Datos oficiales de importaciones de banano en el año 2000
CRI-123	OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019)	Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA), *Análisis de Riesgo: Fusarium oxysporum f. sp. cubense raza 4 tropical (Foc R4T) Plaga cuarentenaria* (octubre de 2019)
CRI-124	OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de Foc R4T dans un pays de la région de l'OIRSA* (2013)	Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA), *Plan de contingencia ante un brote de la raza 4 tropical de Fusarium oxysporum f. sp. cubense en un país de la región del OIRSA* (julio de 2013)
CRI-125	Codex Alimentarius, Index des pesticides, "Oxamyl"	Codex Alimentarius, Índice de plaguicidas, "Oxamyl"
CRI-126	Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010)	Comisión del Codex Alimentarius (Codex), Directrices para la formulación, aplicación, evaluación y acreditación de sistemas de inspección y certificación de importaciones y exportaciones de alimentos, CAC/GL 26-1997, 5ª edición, revisión de 2010
CRI-127	Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006)	Comisión del Codex Alimentarius (Codex), Directrices sobre sistemas de control de las importaciones de alimentos, CAC/GL 47-2003, 5ª edición, revisión de 2006
CRI-129	Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne	Reglamento de Ejecución (UE) Nº 2018/1660 de la Comisión, de 7 de noviembre de 2018, por el que se imponen condiciones especiales a la importación de determinados alimentos de origen no animal procedentes de determinados terceros países debido a los riesgos de contaminación por residuos de plaguicidas, por el que se modifica el Reglamento (CE) Nº 669/2009 y por el que se deroga el Reglamento de Ejecución (UE) Nº 885/2014 (Texto pertinente a efectos del EEE)
CRI-130	Règlement n° 669/2009 de l'Union européenne	Reglamento (CE) Nº 669/2009 de la Comisión, de 24 de julio de 2009, por el que se aplica el Reglamento (CE) Nº 882/2004 del Parlamento Europeo y del Consejo en lo que respecta a la intensificación de los controles oficiales de las importaciones de determinados piensos y alimentos de origen no animal y se modifica la Decisión 2006/504/CE

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-131	Règlement n° 885/2014 de l'Union européenne	Reglamento de Ejecución (UE) Nº 885/2014 de la Comisión, de 13 de agosto de 2014, por el que se establecen las condiciones específicas aplicables a la importación de quingombó y hojas de curry de la India y se deroga el Reglamento de Ejecución (UE) Nº 91/2013
CRI-132	USFDA, "Import Operations and Actions" (2022)	Administración de Alimentos y Medicamentos de los Estados Unidos (USFDA), "Chapter 9: Import Operations and Actions", *Regulatory Procedures Manual* (enero 2022)
CRI-133	USFDA, *Pesticide Residue Monitoring Program Fiscal Year 2019 Pesticide Report*	Administración de Alimentos y Medicamentos de los Estados Unidos (USFDA), *Pesticide Residue Monitoring Program Fiscal Year 2019 Pesticide Report*
CRI-135	Codex, Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (2016)	Comisión del Codex Alimentarius (Codex), Directrices para el intercambio de información entre países sobre casos de rechazo de alimentos importados, CAC/GL 25-1997, revisión de 2016
CRI-141	Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-0160-2017, de 14 de febrero de 2017
CRI-142	CIPV, NIMP 11	Secretaría de la Convención Internacional de Protección Fitosanitaria (CIPF), Análisis de riesgo de plagas para plagas cuarentenarias, NIMF 11, adoptada en 2013, publicada en 2019
CRI-144	OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021)	Organización Europea y Mediterránea para la Protección Vegetal (EPPO), Ficha técnica sobre *Maconellicoccus hirsutus* (cochinilla rosada del hibisco) (2021)
CRI-145	CIPV (1997)	Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO), Convención Internacional de Protección Fitosanitaria de 1997
CRI-147	SAGARPA, SENASICA, *Cochenille rose de l'hibiscus*, Fiche technique n° 6 (2016)	Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación (SAGARPA) de México, Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y Calidad Agroalimentaria (SENASICA) de Costa Rica, Dirección General de Sanidad Vegetal, *Cochinilla rosada del hibisco, Maconellicoccus hirsutus (Green),* Ficha Técnica Nº 6 (marzo de 2016)
CRI-149	Chong *et al.* (2015)	J.H. Chong, L.F. Aristizábal, y S.P. Arthurs, "Biology and Management of *Maconellicoccus hirsutus* (Hemiptera: Pseudococcidae) on Ornamental Plants" (2015), volumen 6, Nº 1, *Journal of Integrated Pest Management*
CRI-150	Culik *et al.* (2013)	M.P. Culik, M.J. Fornazier, D. dos Santos Martins, J. Salazar Zanuncio, J. Aires Ventura, A.L. B.G. Peronti, et al., "The invasive mealybug *Maconellicoccus hirsutus*: lessons for its current range expansion in South America and invasive pest management in general" (2013), volumen 86, Nº 3, *Journal of Pest Science*
CRI-159	SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008)	Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y Calidad Agroalimentaria (SENASICA) de México, Dirección de Protección Fitosanitaria, *Manual Técnico Operativo de la campaña contra la cochinilla rosada del hibisco (Maconellicoccus hirsutus Green)*, MP-DPF-CRH (2008)
CRI-161	CIPV, NIMP 20	Secretaría de la Convención Internacional de Protección Fitosanitaria (CIPF), Directrices sobre un sistema fitosanitario de reglamentación de importaciones, NIMF 20, adoptada en 2004
CRI-163	Résolution directoriale du Pérou n° 0042-2016-MINAGRI-SENASA-DSV établissant les PPI pour l'avocat frais de Colombie	Dirección de Sanidad Vegetal del Servicio Nacional de Sanidad Agraria del Perú, Resolución Directoral Nº 0042-2016-MINAGRI-SENASA-DSV, de 5 de octubre de 2016, por la que se establecen requisitos fitosanitarios para la importación de palta fruto fresco variedad Hass de origen y procedencia Colombia

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-164	Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-122-2009, de 22 de diciembre de 2009, por medio del cual se modifica el requisito fitosanitario AUPSA-DINAN-026-2007, para la importación de aguacates (*Persea americana*) frescos, para consumo humano y/o transformación, originarios de Colombia
CRI-165	OEPP, Distribution de la cochenille rose aux États-Unis (2022)	Organización Europea y Mediterránea para la Protección Vegetal (EPPO), Base de datos: Detalles de distribución de cochinilla rosada en los Estados Unidos (2022)
CRI-167	OEPP, Distribution de la cochenille rose en Colombie (2022)	Organización Europea y Mediterránea para la Protección Vegetal (EPPO), Base de datos: Detalles de distribución de cochinilla rosada en Colombia (2022)
CRI-170	CIPV, NIMP 12	Secretaría de la Convención Internacional de Protección Fitosanitaria (CIPF), Certificados fitosanitarios, NIMF 12, adoptada en 2001
CRI-174	OEPP, Distribution de la cochenille rose au Costa Rica (2022)	Organización Europea y Mediterránea para la Protección Vegetal (EPPO), Base de datos: OEPP, Détails concernant la distribution de la cochenille rose au Costa Rica (2022)
CRI-176	Note officielle n° AUPSA-AG-025-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Oficio AUPSA-AG-025-2020, de 3 de febrero de 2020
CRI-180	Note n° AUPSA-AG-049-2020	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-049-2020, de 20 de febrero de 2020
CRI-185	"La Colombie confirme la présence de Fusarium R4T dans des plantations de bananes de La Guajira" (8 août 2019), *BananoTecnia*	"Colombia confirma presencia de Fusarium R4T en plantaciones de banano en La Guajira" (8 de agosto de 2019), *BananoTecnia*
CRI-186	OIRSA, "Alerte phytosanitaire en vue de l'exclusion et de la prévention du flétrissement causé par la fusariose de la banane et de la banane plantain dans la région de l'OIRSA" (2019)	Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA), "Alerta fitosanitaria para exclusión y prevención de marchitez por fusarium del banano y plátano en región del OIRSA" (julio de 2019)
CRI-188	OIRSA, *Analyse des risques phytosanitaires concernant le Foc R4T* (2018)	Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (OIRSA), *Análisis de Riesgo de Plagas Fusarium oxysporum f. sp. cubense raza 4 Tropical (FocR4T), como plaga cuarentenaria para la región del OIRSA*, versión 1.0 (febrero de 2018)
CRI-190	SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes du Costa Rica (4 juillet 2019)	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Certificado fitosanitario de exportación de banano de Costa Rica, Nº 6382415-1 (4 de julio de 2019)
CRI-191	SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes plantains du Costa Rica (21 septembre 2019)	Servicio Fitosanitario del Estado (SFE) de Costa Rica, Certificado fitosanitario de exportación para envío de plátano de Costa Rica, Nº 6440692-2 (21 de septiembre de 2019)
CRI-204	Note officielle n° SENASA-DG-0161-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-0161-2017, de 14 de febrero de 2017
CRI-206	AUPSA, Résolution n° 43 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 43, de 21 de julio de 2014
CRI-213	Note n° AUPSA-AG-428-2021	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-428-2021, de 16 de agosto de 2021
CRI-215	AUPSA, Résolution n° 10 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 10, de 3 de abril de 2014
CRI-216	Note officielle n° SENASA-DG-0139-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-0139-2017, de 9 de febrero de 2017
CRI-217	AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022)	Captura de pantalla de la página web de AUPSA, Consulta de países elegibles con aprobación de plantas procesadoras para la exportación hacia Panamá: Costa Rica (julio de 2022)
CRI-219	AUPSA, Résolution n° 48 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 48, de 7 de noviembre de 2014

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-220	Note officielle n° SENASA-DG-840-2020	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-840-2020, de 16 de julio de 2020
CRI-225	AUPSA, Résolution n° 16 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 16, de 3 de marzo de 2014
CRI-226	Note officielle n° SENASA-DG-046-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-046-2017, de 17 de enero de 2017
CRI-228	AUPSA, Résolution n° 11 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 11, de 3 de abril de 2014
CRI-229	Note officielle n° SENASA-DG-047-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-047-2017, de 13 de enero de 2017
CRI-231	AUPSA, Résolution n° 12 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 12, de 3 abril de 2014
CRI-232	Note officielle n° SENASA-DG-512-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-512-2017, de 3 de mayo de 2017
CRI-234	AUPSA, Résolution n° 028-2014	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 028-2014, de 7 de mayo de 2014
CRI-235	Note officielle n° SENASA-DG-805-2020	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-805-2020, de 3 de julio de 2020
CRI-236	AUPSA, Résolution n° 029-2014	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 029-2014, de 23 de enero de 2013
CRI-237	AUPSA, Résolution n° 030-2014	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 030-2014, de 7 de mayo de 2014
CRI-238	AUPSA, Résolution n° 10-CTI-16	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 10-CTI-16, de 15 de febrero de 2016
CRI-239	Note officielle n° SENASA-DG-1587-2018	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-1587-2018, de 4 de diciembre de 2018
CRI-241	AUPSA, Résolution n° 14 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 14, de 3 de marzo de 2014
CRI-242	Note officielle n° SENASA-DG-140-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-0140-2017, de 9 de febrero de 2017
CRI-244	AUPSA, Résolution n° 15 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 15, de 3 de marzo de 2014
CRI-245	Note officielle n° SENASA-DG-170-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-170-2017, de 16 de febrero de 2017
CRI-247	AUPSA, Résolution n° 039-2014	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 039-2014, de 18 de junio de 2014
CRI-248	Note officielle n° SENASA-DG-246-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-246-2017, de 2 de febrero de 2017
CRI-250	AUPSA, Résolution n° 46 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 46, de 7 de noviembre de 2014
CRI-251	Note officielle n° SENASA-DG-983-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-983-2017, de 9 de agosto de 2017
CRI-253	AUPSA, Résolution n° 45 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 45, de 7 de noviembre de 2014
CRI-254	Note officielle n° SENASA-DG-704-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-704-2017, de 21 de junio de 2017
CRI-256	AUPSA, Résolution n° 44 (2014)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 44, de 7 de noviembre de 2014

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-257	Note officielle n° SENASA-DG-963-2017	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-963-2017, de 4 de agosto de 2017
CRI-259	AUPSA, Résolution n° 008-CTI-16	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 008-CTI-16, de 15 de febrero de 2016
CRI-260	Note officielle n° SENASA-DG-1512-2018	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-1512-2018, de 12 de noviembre de 2018
CRI-262	AUPSA, Résolution n° 007-CTI-16	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 007-CTI-16, de 15 de febrero de 2016
CRI-263	Note officielle n° SENASA-DG-1511-2018	Servicio Nacional de Salud Animal (SENASA) de Costa Rica, Oficio SENASA-DG-1511-2018, de 12 de noviembre de 2018
CRI-268	Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021)	Ministerio de Desarrollo Agropecuario (MIDA), Dirección Nacional de Salud Animal (DINASA), Cuestionario preliminar para determinar la elegibilidad zoosanitaria de un país, a efecto de comprobar si sus medidas logran el mismo nivel de protección establecido en las leyes y reglamentos de la República de Panamá en la materia (rige solo para leche y productos lácteos) (22 de febrero de 2021), anexo a la Nota AUPSA-AG-100-2021
CRI-273	Présidence de la République du Costa Rica, "L'allongement des horaires des plages et l'ouverture de vols en provenance d'Amérique centrale et du Panama favoriseront la création d'emplois" (octobre 2020)	Presidencia de la República de Costa Rica, Comunicado de prensa, "Horario ampliado en playas y apertura de vuelos de Centroamérica y Panamá generarán mayores empleos" (8 de octubre de 2020)
CRI-274	Note n° AUPSA-AG-078-2021	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Nota AUPSA-AG-078-2021, de 15 de febrero de 2021
CRI-284	Résolution n° AUPSA-DINAN-007-2010 concernant l'importation de produits laitiers	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-007-2010, de 26 de enero de 2010, por medio del cual se modifica el Resuelto AUPSA-DINAN-154-2008, en el cual se emiten los requisitos sanitarios de inocuidad y calidad para la importación de productos lácteos para consumo humano, y se derogan los Resueltos AUPSA-DINAN-093-2007 y AUPSA-DINAN-107-2007
CRI-285	Résolution n° AUPSA-DINAN-032-2010 concernant l'importation de farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de viandes, d'abats, de cretons, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, et d'autres préparations, destinés à la consommation animale	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-032-2010, de 12 de mayo de 2010, por medio del cual se emiten los requisitos sanitarios para la importación de harinas, polvo y "pellets", de carne, despojos, chicharrones, pescado o de crustáceos, moluscos o demás invertebrados acuáticos y otras preparaciones, para consumo animal y se deroga el Resuelto AUPSA-DINAN-083-2008
CRI-286	Résolution n° AUPSA-DINAN-045-2011 concernant l'introduction d'aliments à teneur en protéines provenant de ruminants, destinés à la consommation exclusive de chiens et de chats	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-045-2011, de 6 de octubre de 2011, por medio del cual se deroga el Resuelto AUPSA-DINAN-003-2011 y en su lugar se emiten los requisitos sanitarios para la Introducción de alimentos, que contengan proteína de origen rumiante, para consumo exclusivo de perros y gatos
CRI-287	Résolution n° AUPSA-DINAN-017-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce porcine, destinés à la consommation humaine	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-017-2009, de 23 de marzo de 2009, por medio del cual se emite el requisito sanitario para la introducción de carne y despojos de animales de la especie porcina fresca, refrigerada o congelada para consumo humano

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
CRI-288	Résolution n° AUPSA-DINAN-059-2013 concernant l'importation de produits carnés d'origine bovine, destinés à la consommation humaine	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-059-2013, de 8 de agosto de 2013, por medio del cual se emiten los requisitos sanitarios para la importación de productos cárnicos de origen bovino, para consumo humano, sometidos a un proceso de inactivación de agentes infecciosos de importancia y envasados herméticamente al vacío
CRI-289	Résolution n° AUPSA-DINAN-016-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce bovine, destinés à la consommation humaine	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-016-2009, de 23 de marzo de 2009, por medio del cual se emite el requisito sanitario para la introducción de carne y despojos de animales de la especie Bovina fresca, refrigerada o congelada para consumo humano
CRI-290	Résolution n° AUPSA-DINAN-035-2011 concernant l'importation de produits carnés d'origine porcine, destinés à la consommation humaine	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-035-2011, de 25 de agosto de 2011, por medio del cual se deroga el Resuelto AUPSA-DINAN-085-2007, de 12 de marzo de 2007, por medio del cual se emite el Requisito Sanitario para la importación de alimento preenvasado de carne de porcino para consumo humano y a su vez, se emiten los requisitos sanitarios para la importación de productos cárnicos porcinos, para consumo humano, sometidos a un proceso de inactivación de agentes infecciosos de importancia
CRI-292	Résolution n° AUPSA-DINAN-061-2013 concernant l'importation de produits laitiers (*Bovidae*), destinés à la consommation humaine	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-061-2013, de 8 de agosto de 2013, por medio del cual se deroga el Resuelto AUPSA-DINAN-028-2011, y se emiten los Requisitos Sanitarios para la importación de productos lácteos (Familia *Bovidae* / Género: *Bos, Bubalus, Capra, Ovis*) para consumo humano, sometidos a un proceso de inactivación de agentes infecciosos de importancia
CRI-368	USDA, Exportations d'ananas frais des États-Unis (2018-2022)	Departamento de Agricultura de los Estados Unidos (USDA), Estadísticas sobre exportaciones de piña fresca de los Estados Unidos (2018-2022)
CRI-369	IICA, *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* (2017)	Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA), *Manual de buenas prácticas agrícolas y de producción para el cultivo de la fresa* (2017)
CRI-370	Codex, Limites maximales de résidus (LMR) (2021)	Codex Alimentarius, Límites máximos de residuos para residuos de medicamentos veterinarios en los alimentos (2021)
CRI-393	Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019)	Comunicaciones entre Biomar y AUPSA (diciembre de 2017-octubre de 2019)
CRI-397	Note n° APA-DD-410-2023	Agencia Panameña de Alimentos (APA), Nota APA-DD-410-2023, de 18 de mayo de 2023
CRI-398	AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2020)	Captura de pantalla de la web de AUPSA, de julio de 2020, Consulta de países elegibles con aprobación de plantas procesadoras para la exportación hacia Panamá: Costa Rica
CRI-402	CIPV, NIMP 12 (2022)	Secretaría de la Convención Internacional de Protección Fitosanitaria (CIPF), Certificados fitosanitarios, NIMF 12, adoptada en 2022
CRI-403	SIVUCE, Exportateurs de fraises vers le Panama (2019-2020)	Sistema de Ventanilla Única de Comercio Exterior de Costa Rica (SIVUCE), extracto de información fresas exportadas a Panamá en 2019 y 2020
PAN-1	AUPSA, Résolution n° 28 (2009)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 28, de 2 de abril de 2009, que aprueba la elegibilidad sanitaria de Costa Rica para que exporten productos cárnicos derivados de bovinos para consumo humano hacia Panamá
PAN-2	AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 145-AG-2019, de 26 de diciembre de 2019, que aprueba la extensión de la habilitación de establecimientos de productos de origen bovino, porcino, aviar y acuícola de Costa Rica

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
PAN-3	Ministère de la santé du Panama, Résolution n° 75 (2020)	Ministerio de Salud de la República de Panamá, Resolución Nº 75, de 23 de enero de 2020, que ordena la Activación del Centro de Operaciones de Emergencias en Salud en el marco de la Alerta Internacional de Salud declarada por la OMS/OPS en relación con el COVID-19
PAN-14	Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 507 (2020)	Ministerio de Salud de la República de Panamá, Decreto Ejecutivo Nº 507, de 24 de marzo de 2020, que amplía el toque de queda decretado mediante el Decreto Ejecutivo Nº 490 de 17 de marzo de 2020 y dicta otras disposiciones
PAN-19	Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 466 (2020)	Ministerio de la Presidencia de la República de Panamá, Decreto Ejecutivo Nº 466, de 5 de junio de 2020, que adopta el protocolo para preservar la higiene y salud en el ámbito laboral para la prevención ante el COVID-19 en el Sector Público
PAN-34	Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA-DINAN-006-2008, de 15 de enero de 2008, por medio del cual se emite el Requisito Fitosanitario para la importación de Fresas (*Fragaria ananassa*) frescas, para consumo humano y/o transformación, originarias de Costa Rica
PAN-36	DINASA, Laboratoire d'analyse des résidus de pesticides dans les végétaux et les produits végétaux, réception d'échantillons et rapport d'analyse CSTAQ-LRT-PON-F-30, échantillon LRT-003-2020	Dirección Nacional de Sanidad Vegetal (DINASA) de Panamá, Departamento de Coordinación de Servicios Técnicos de Análisis Químicos, Laboratorio de Análisis de Residuos de Plaguicidas en Plantas y Productos Vegetales, Recepción de Muestras e Informe de Análisis CSTAQ-LRT-PON-F-30, Muestra LRT-003-2020
PAN-37	DINASA, Laboratoire d'analyse des résidus de pesticides dans les végétaux et les produits végétaux, rapport d'analyse CSTAQ-LRT-PON-F-30, échantillon LRT-009-2020	Dirección Nacional de Sanidad Vegetal (DINASA) de Panamá, Departamento de Coordinación de Servicios Técnicos de Análisis Químicos, Laboratorio de Análisis de Residuos de Plaguicidas en Plantas y Productos Vegetales, Informe de Análisis CSTAQ-LRT-PON-F-30, Muestra LRT-009-2020
PAN-39	EPA, Données sur l'oxamyle (2000)	Agencia de Protección Ambiental de los Estados Unidos (EPA), Hechos sobre Oxamyl (2000)
PAN-40	EFSA, Avis (2010)	Autoridad Europea de Seguridad Alimentaria (EFSA), Dictamen, "Review of the existing maximum residue levels (MRLs) for oxamyl according to Article 12 of Regulation (EC) No 395/2005" (2010), volumen 8, Nº 10, *EFSA Journal*
PAN-41	FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008)	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO), *FAO Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides - Oxamyl* (2008)
PAN-42	EPA, Base de données sur les pesticides, Recherche des LMR pour l'oxamyle	Agencia de Protección Ambiental de los Estados Unidos (EPA), Base de datos de pesticidas, Búsqueda de LMR para Oxamyl
PAN-43	Département de la santé et des services aux personnes âgées du New Jersey, *Fiche d'information sur les substances dangereuses – Oxamyl*e (1999)	Departamento de Salud y Servicios para las Personas Mayores del Estado de Nueva Jersey, *Hoja informativa sobre sustancias peligrosas – Oxamyl* (julio 1999)
PAN-44	Extoxnet, Pesticide Information Profiles – Oxamyl (1996)	Extension Toxicology Network (Extoxnet), Pesticide Information Profiles – Oxamyl (1996)
PAN-45	DNSV, Communication interne du 19 août 2021, "Rapport et annexes montrant les analyses effectuées sur les fraises du Costa Rica"	Dirección Nacional de Sanidad Vegetal (DNSV) de Panamá, Comunicación interna del 19 de agosto de 2021, "Informe y anexos evidencias de los análisis realizados a la fresa de Costa Rica"
PAN-50	Chong *et al.* (2015)	J.H. Chong, F. Aristizábal, y S.P. Arthurs, "Biology and Management of *Maconellicoccus hirsutus* (*Hemiptera: Pseudococcidae*) on Ornamental Plants" (2015), volumen 6, Nº 1, *Journal of Integrated Pest Management*

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
PAN-53	Hodgson et Łagowska (2011)	C.J. Hodgson y B. Łagowska, "New scale insect (*Hemiptera: Sternorrhyncha: Coccoidea*) records from Fiji: three new species, records of several new invasive species and an updated checklist of *Coccoidea*" (2011) volumen 2766, Nº 1, *Zootaxa*
PAN-58	Olivares *et al.* (2021)	B.O. Olivares, J.C. Rey, D. Lobo, J.A. Navas-Cortés, J.A. Gómez, y B.B. Landa, "Fusarium Wilt of Bananas: A Review of Agro-Environmental Factors in the Venezuelan Production System Affecting Its Development" (2021), volume 11, Nº 986, *Agronomy*
PAN-59	EFSA, Groupe de travail sur la préservation des végétaux, "Scientific opinion on the pest categorisation of *Fusarium oxysporum f. sp. cubense* Tropical Race 4" (2022)	Autoridad Europea de Sanidad Alimentaria (EFSA) Panel sobre sanidad vegetal, C. Bragard, P. Baptista, E. Chatzivassiliou, F. Di Serio, P. Gonthier, et al., "Scientific Opinion on the pest categorisation of *Fusarium oxysporum f. sp. cubense* Tropical Race 4", volumen 20, Nº 1, *EFSA Journal*
PAN-61	FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014)	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO), L. Pérez-Vicente, M.A. Dita, y E. Martínez-de la Parte, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (mayo de 2014)
PAN-62	Stellenbosch University, "Brief History of Banana Fusarium Wilt"	Stellenbosch University, "Brief History of Banana Fusarium Wilt"
PAN-73	Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019	Ministerio de Desarrollo Agropecuario de la República de Panamá, Resolución Nº OAL-106-ADM-2019 Panamá, de 1 de octubre de 2019, que crea la Comisión Técnica de Apoyo para prevenir la entrada del Hongo *Fusarium oxysporum f.sp. cubense* Raza 4 Tropical (Foc R4T), en la República de Panamá
PAN-75	Bai *et al.* (2020)	T. Bai, M. Qin, X. Li, H. Fan, S. Xu, L. Zeng, y S.J. Zheng, "An Additional Threat to 'Cavendish' Banana Growers and Traders: The Infection of Banana Peduncles *by Fusarium oxysporun f. sp. Cubense* Tropical Race 4 (Foc TR4)" (2020), volumen 21, No 4, *Plant Health Progress*
PAN-86	Ministère de l'intérieur du Panama, Décret exécutif n° 244 (2020)	Ministerio de Gobierno de la República de Panamá, Decreto Ejecutivo Nº 244, de 19 de marzo de 2020, que suspende temporalmente todos los vuelos internacionales y dictas otras disposiciones
PAN-98	Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996	Asamblea Legislativa de la República de Panamá, Ley Nº 47 del 9 de julio de 1996, por la cual se dictan Medidas de Protección Fitosanitaria y se adoptan otras disposiciones
PAN-105	Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997)	Asamblea Legislativa de la República de Panamá, Ley Nº 23, de 15 de julio de 1997, por la cual se aprueba el Acuerdo de Marrakech, constitutivo de la Organización Mundial del Comercio; el Protocolo de Adhesión de Panamá a dicho Acuerdo junto con sus anexos y lista de compromisos; se adecua la legislación interna a la normativa internacional y se dictan otras disposiciones, artículos 1 y 64-68
PAN-107	DINASA, Note n° DSA-212-2022	Dirección Nacional de Salud Animal (DINASA) de Panamá, Nota DSA-212-2022, de 17 de marzo de 2022
PAN-112	Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019	Ministerio de Desarrollo Agropecuario de la República de Panamá, Resolución Nº OAL-102-ADM-2019, de 12 de septiembre de 2019
PAN-116	Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-001-ADM-2015	Ministerio de Desarrollo Agropecuario de la República de Panamá, Resolución Nº OAL-001-ADM-2015, de 6 de enero de 2015, que declara el hongo *Fusarium oxysporum f. sp. cubense* Raza 4 Tropical como plaga cuarentenaria en el territorio nacional y se prohíbe el ingreso al país de plantas, material de reproducción y de material vegetal de musáceas y heliconias procedentes de áreas donde la plaga haya sido reportada

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
PAN-118	USDA, Exportations d'ananas des États-Unis (2019-2023)	Departamento de Agricultura de los Estados Unidos (USDA), Estadísticas sobre exportaciones de piña de los Estados Unidos (2019-2023)
PAN-119	Règlement n° 396/2005 de l'Union européenne concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale	Reglamento (CE) Nº 396/2005 del Parlamento y del Consejo Europeo, de 23 de febrero de 2005, relativo a los límites máximos de residuos de plaguicidas en alimentos y piensos de origen vegetal y animal y que modifica la Directiva 91/414/CEE del Consejo (Texto pertinente a efectos del EEE, páginas 1 y 24).
PAN-121	ITC, Trade Map – Liste des marchés fournisseurs de fraises fraîches importées par le Panama (2015-2022)	Centro de Comercio Internacional (ITC), Trade Map: Estadísticas del comercio para el desarrollo internacional de las empresas, Datos comerciales mensuales, trimestrales y anuales. Consulta de mercados proveedores de fresa fresca importada por Panamá (2015-2022)
PAN-122	DNSV, Résultats des antécédents en matière de respect des LMR pour les expéditions du Costa Rica (2016-2020)	Ministerio de Desarrollo Agropecuario de Panamá (MIDA), Dirección Nacional de Sanidad Vegetal (DNSV), Cuadro: Resultados de historial de cumplimiento de los LMR de los envíos de Costa Rica (2016-2020)
PAN-123	Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 63 (1997)	Ministerio de Desarrollo Agropecuario, Decreto Ejecutivo Nº 63, por el cual se reglamenta el Capítulo V del Título III de la Ley Nº 47 del 9 de julio de 1996, sobre control de plaguicidas y fertilizantes: registro, aplicación, actividad y servicio y se crea la Comisión Técnica de Plaguicidas, de 1 de septiembre de 1997
PAN-125	USFDA, "FDA's Pesticide Residue Monitoring and Enforcement" (2018)	Administración de Alimentos y Medicamentos de los Estados Unidos (USFDA), presentación titulada "FDA's Pesticide Residue Monitoring and Enforcement", de 30 de mayo de 2018
PAN-128	AUPSA, *Manuel de procédure: Échantillonnage pour le contrôle des résidus de pesticides dans les produits d'origine végétale* (2013)	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), *Manual de procedimiento: Muestreo para el control de residuos de plaguicidas en productos de origen vegetal* (MPDNAC-006-09) (8 de octubre de 2013)
PAN-129	AUPSA, Résolution n° 143-AG-2019	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resolución Nº 143-AG-2019, de 26 de diciembre de 2019
PAN-130	Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997)	Asamblea Legislativa de la República de Panamá, Ley Nº 23, por la cual se aprueba el Acuerdo de Marrakech, constitutivo de la Organización Mundial del Comercio; Protocolo de Adhesión de Panamá a dicho Acuerdo junto con sus anexos y la lista de compromisos; se adecúa la legislación interna a la normativa internacional y se dictan otras disposiciones, de 15 de julio de 1997
PAN-131	AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Cuestionario de verificación del estatus sanitario de un país, zona/región o compartimento que solicite la elegibilidad para la introducción de productos cárnicos a la República de Panamá (FDNN-009-09/13.04.09)
PAN-132	AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Cuestionario de verificación del estatus sanitario de un país, zona/región o compartimento que solicite la elegibilidad para la introducción de productos lácteos a la República de Panamá (FDNN-010-09/13.04.09)
PAN-136	Résolution n° AUPSA-DINAN-026-2007 concernant l'importation d'avocats de Colombie	Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos (AUPSA), Resuelto AUPSA DINAN-026-2007, por medio del cual se emite el requisito fitosanitario para la importación de Aguacates (*Persea americana*) frescos, para consumo humano y/o transformación, originario de Colombia, de 25 de enero de 2007
PAN-141	Déclarations douanières d'importation d'ananas au Panama (2014-2016)	Autoridad Nacional de Aduanas de Panamá, Estadísticas de importación de piña de Estados Unidos y Colombia en Panamá (2014-2016) y declaraciones aduaneras de dichas importaciones

Pièce	Titre abrégé	Titre complet
PAN-151	Déclarations douanières d'importation d'ananas au Panama (2020-2022)	Autoridad Nacional de Aduanas de Panamá, Estadísticas de importación de piña de Estados Unidos y Colombia en Panamá (2020-2022) y declaraciones aduaneras de dichas importaciones

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Désignation
Accord SPS	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires
ARP	analyse du risque phytosanitaire
AUPSA	Direction de la sécurité sanitaire des aliments
BPA	bonnes pratiques agricoles
BPF	bonnes pratiques de fabrication
BPPA	bonnes pratiques de production animale
c.a.f.	coût, assurance, fret (*cost, insurance, freight*)
CABI	Centre international pour l'agriculture et les biosciences (*Centre for Agriculture and Bioscience International*)
CDI	Commission du droit international
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CMP	Commission des mesures phytosanitaires
Codex	Commission du Codex Alimentarius
CTI	Commission technique institutionnelle
DECA	Direction exécutive de la quarantaine agricole
DNSV	Direction nationale de la protection phytosanitaire
DWPE	Rétention sans examen physique (*Detention without physical examination*)
EFSA	Autorité européenne de sécurité des aliments (*European Food Safety Authority*)
EPA	Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (*U.S. Environmental Protection Agency*)
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization of the United Nations*)
FDA	Agence des médicaments et des produits alimentaires (*Food and Drug Administration*)
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
ICA	Institut colombien de l'agriculture et de l'élevage
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
INEC	Institut national de la statistique et du recensement
LMR	Limite maximale de résidus
MAG	Ministère de l'agriculture et de l'élevage du Costa Rica
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends)
MIDA	Ministère du développement agricole du Panama
NIMP	Normes internationales pour les mesures phytosanitaires
OEPP	Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (*European and Mediterranean Plant Protection Organization*)
OIE	Office international des épizooties
OIRSA	Organisation internationale régionale pour la protection des plantes et la santé animale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONPV	Organisation nationale de la protection des végétaux
ORD	Organe de règlement des différends
PPI	Prescriptions phytosanitaires pour l'importation
Règlement LMR	Règlement sanitaire du Panama fixant les limites maximales de résidus de pesticides et d'autres contaminants dans les fruits et légumes destinés à la consommation nationale et à l'exportation
SENASA	Service national de santé animale du Costa Rica
SFE	Service phytosanitaire de l'État du Costa Rica
SIVUCE	Système de guichet unique du commerce extérieur du Costa Rica
UNESYF	Unité d'évaluation sanitaire et phytosanitaire
USD	Dollar des États-Unis
USDA	Département de l'agriculture des États-Unis (*United States Department of Agriculture*)

1 INTRODUCTION

1.1 Plainte du Costa Rica

1.1. Le 11 janvier 2021, le Costa Rica a demandé l'ouverture de consultations avec le Panama, conformément aux articles 1er et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, à l'article 11 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) et à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), au sujet des mesures et allégations exposées ci-après.[2]

1.2. Les consultations ont eu lieu le 8 février 2021 mais n'ont pas permis de régler le différend.

1.2 Établissement et composition du Groupe spécial

1.3. Le 19 août 2021, le Costa Rica a demandé, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, l'établissement d'un groupe spécial doté du mandat type.[3] À sa réunion du 27 septembre 2021, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme le Costa Rica l'avait demandé dans le document WT/DS599/4, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord.[4]

1.4. Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par le Costa Rica dans le document WT/DS599/4; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.[5]

1.5. Le 12 janvier 2022, le Costa Rica a demandé à la Directrice générale de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément à l'article 8:7 du Mémorandum d'accord. En conséquence, le 24 janvier 2022, la Directrice générale a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. Mario MATUS

Membres: Mme Delilah CABB AYALA
Mme María Manuela MOCCERO

1.6. L'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Guatemala, le Honduras, l'Inde, le Mexique, le Nicaragua, le Royaume-Uni, le Taipei chinois et l'Union européenne ont notifié leur intérêt pour la participation aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.3 Travaux du Groupe spécial

1.3.1 Généralités

1.7. Le 7 avril 2022, le Groupe spécial a tenu une réunion organisationnelle avec les parties.[6] Le 19 avril 2022, après avoir consulté les parties, il a adopté ses procédures de travail[7] et un calendrier de travail partiel. À la même date, en réponse à la demande du Panama et après consultation des parties, il a également adopté ses procédures de travail additionnelles concernant les

[2] Demande de consultations présentée par le Costa Rica, WT/DS599/1 (demande de consultations du Costa Rica).
[3] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica, WT/DS599/4 (demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica).
[4] ORD, Compte rendu de la réunion tenue le 27 septembre 2021, WT/DSB/M/456, paragraphe 4.6.
[5] Note relative à la constitution du Groupe spécial, WT/DS599/5, paragraphe 2.
[6] Les travaux du Groupe spécial n'ont pas pu commencer comme il était prévu car le Secrétariat manquait de personnel hispanophone disponible pour assister le Groupe spécial dans ce différend.
[7] Voir les procédures de travail du Groupe spécial à l'annexe A-1.

renseignements commerciaux confidentiels.[8] Après avoir consulté les parties, il a révisé son calendrier de travail à plusieurs reprises, et le 30 janvier 2024 pour la dernière fois.[9]

1.8. Le Costa Rica et le Panama ont présenté leur première communication écrite le 14 juillet 2022 et le 12 septembre 2022, respectivement. Le 3 octobre 2022, le Groupe spécial a reçu les communications présentées par le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne en tant que tierces parties.

1.9. À la suite d'une demande du Panama visant à reporter la première réunion de fond avec les parties, initialement prévue la semaine du 28 novembre 2022, le Groupe spécial a tenu cette réunion les 12 et 13 décembre 2022.[10] La séance avec les tierces parties a eu lieu le 13 décembre 2022. Avant la première réunion de fond avec les parties, le 5 décembre 2022, le Groupe spécial a envoyé à l'avance aux parties une liste de questions auxquelles elles devaient répondre à la réunion. Après la réunion, le 18 janvier 2023, il a envoyé des questions écrites aux parties et aux tierces parties.

1.10. Le 23 janvier 2023, le Costa Rica a demandé que le délai prévu pour la présentation de la deuxième communication écrite des parties soit prolongé du 6 au 21 avril 2023. À la même date, le Panama a demandé que la date de présentation des réponses aux questions posées par le Groupe spécial après la première réunion de fond avec les parties soit reportée du 15 février 2023 au 1er mars 2023. Les parties ne se sont pas opposées à leurs demandes respectives et le 27 janvier 2023, le Groupe spécial a accepté de modifier son calendrier de travail pour tenir compte des changements demandés.

1.11. Le 15 février 2023, l'Australie, le Brésil, le Canada, les États-Unis et l'Union européenne ont présenté leurs réponses en tant que tierces parties aux questions du Groupe spécial. Le 1er mars 2023, le Groupe spécial a reçu les réponses du Costa Rica et du Panama.

1.12. Le Costa Rica et le Panama ont présenté leur deuxième communication écrite le 21 avril 2023. Le Groupe spécial a tenu la deuxième réunion de fond avec les parties les 19 et 20 septembre 2023. Avant cette deuxième réunion de fond, le 11 septembre 2023, il a envoyé à l'avance aux parties une liste de questions auxquelles elles devaient répondre à la réunion. Après la réunion, le 6 octobre 2023, il a envoyé des questions écrites aux parties.

1.13. Le 13 octobre 2023, le Costa Rica a demandé une prolongation de deux semaines des délais prévus pour la réception des réponses des parties aux questions du Groupe spécial et des observations de chaque partie sur les réponses de l'autre. Le Costa Rica a également proposé que les résumés analytiques intégrés soient présentés le 15 janvier 2024 au lieu du 4 décembre 2023. Le Panama a indiqué qu'il n'avait pas d'objection à cet égard. Le Groupe spécial a accepté les prolongations demandées par le Costa Rica. Le 10 novembre 2023, il a reçu les réponses du Costa Rica et du Panama. Le 15 décembre 2023, il a reçu les observations du Costa Rica et du Panama sur les réponses de l'autre partie.

[8] Voir les procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels à l'annexe A-2. Aucune des parties n'a désigné de renseignements comme renseignements commerciaux confidentiels.

[9] Le Groupe spécial a révisé son calendrier de travail, après avoir consulté les parties, le 27 avril 2022, le 15 juin 2022, les 10 et 27 janvier 2023, les 2 et 16 octobre 2023, et le 30 janvier 2024.

[10] Le 22 avril 2022, le Panama a demandé que la première réunion de fond avec les parties soit reportée de deux semaines. Le Costa Rica a indiqué qu'il jugeait suffisant de reporter la réunion d'une semaine et, si cela n'était pas possible, qu'il était disponible les 12 et 13 décembre 2022. Le 17 novembre 2022, le Panama a de nouveau demandé le report de la première réunion de fond avec les parties. Après examen des observations des deux parties, le Groupe spécial a rejeté cette demande du Panama. Il a informé les parties que si la demande du Panama était acceptée, cela donnerait lieu à des retards excessifs dans les travaux. En outre, il a considéré que, dans les circonstances de la présente affaire, sa décision de rejeter la demande du Panama ne porterait pas atteinte aux droits de ce dernier en matière de régularité de la procédure. Il a proposé aux parties des modalités permettant de faciliter leur participation à la réunion à la date prévue. (Groupe spécial, communication aux parties du 23 novembre 2022)

1.14. Le 31 janvier 2024, le Groupe spécial a remis le projet de partie descriptive de son rapport aux parties. Il leur a remis son rapport intérimaire le 14 août 2024.[11] Il leur a remis son rapport définitif le 16 octobre 2024.

1.3.2 Décision préliminaire

1.15. Le 13 juin 2022, le Panama a demandé au Groupe spécial de constater que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica était incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Il estimait que cette demande d'établissement d'un groupe spécial ne satisfaisait pas à la prescription imposant de présenter "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème".[12]

1.16. Conformément à ses procédures de travail[13], le Groupe spécial a demandé au Costa Rica et aux tierces parties de présenter leurs observations sur la demande du Panama dans le délai fixé pour la présentation de leurs communications écrites respectives, c'est-à-dire le 14 juillet et le 3 octobre 2022, respectivement.[14]

1.17. Le 14 juillet 2022, le Costa Rica a présenté sa réponse à la demande de décision préliminaire du Panama. Dans cette réponse, le Costa Rica demandait au Groupe spécial de rejeter la demande du Panama dans son intégralité.[15]

1.18. Dans sa première communication écrite du 12 septembre 2022, le Panama a réitéré sa première demande de décision préliminaire[16] et a soulevé une deuxième question concernant le mandat du Groupe spécial, pour laquelle il a également demandé une décision préliminaire.[17] Il a soutenu que, dans sa première communication écrite, le Costa Rica avait présenté de nouvelles allégations au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS qui n'avaient pas été indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il estimait que, par conséquent, ces allégations sortaient du cadre du mandat du Groupe spécial au titre des articles 6:2 et 7:1 du Mémorandum d'accord.[18]

1.19. Les États-Unis et l'Australie ont formulé des observations en tant que tierces parties sur la première demande de décision préliminaire du Panama le 3 octobre et le 13 décembre 2022, respectivement.

1.20. Après sa première réunion avec les parties, tenue les 12 et 13 décembre 2022, le Groupe spécial a posé des questions au Costa Rica et aux tierces parties concernant la deuxième demande de décision préliminaire du Panama. Le 15 février 2023, le Canada, les États-Unis et l'Union européenne ont présenté leurs réponses en tant que tierces parties aux questions concernant cette demande. Le 1er mars 2023, le Costa Rica a présenté ses réponses.

1.21. Le Groupe spécial a décidé de rendre une seule décision préliminaire, dans laquelle il abordait les deux questions soulevées par le Panama, à savoir:

a. si, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica, il y a un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord; et

b. si les allégations au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS sortent du cadre du mandat du Groupe spécial.

[11] Conformément au calendrier de travail du Groupe spécial adopté le 16 octobre 2023, la date prévue pour la remise du rapport intérimaire aux parties était "mi-juillet 2024". À la demande du Costa Rica et en l'absence d'objections de la part du Panama, le 30 janvier 2024, le Groupe spécial a adopté un calendrier de travail révisé dans lequel la nouvelle date de remise du rapport intérimaire aux parties était le 14 août 2024.
[12] Panama, demande de décision préliminaire, paragraphe 1.
[13] Procédures de travail du Groupe spécial, paragraphe 4.1 a) et 4.1 d).
[14] Groupe spécial, communication aux parties du 15 juin 2022, page 2.
[15] Costa Rica, réponse à la demande de décision préliminaire du Panama, paragraphe 59.
[16] Panama, première communication écrite, paragraphes 23 à 48.
[17] Panama, première communication écrite, paragraphes 49 à 55 et 58.
[18] Panama, première communication écrite, paragraphes 22 et 49.

1.22. Le Groupe spécial a rendu sa décision préliminaire le 5 avril 2023 et a indiqué que celle-ci ferait partie intégrante de son rapport final, sous réserve des éventuelles modifications qui pourront être nécessaires pour tenir compte des observations reçues des parties au cours de la procédure. La décision préliminaire du Groupe spécial est reproduite à l'annexe D-1.

1.3.3 Consultation d'experts

1.23. Au cours de la réunion organisationnelle tenue le 7 avril 2022, le Panama a indiqué à titre préliminaire qu'il jugeait nécessaire de tenir une réunion avec des experts compte tenu de la nature technique du différend. En réponse à la position du Panama, le Costa Rica a affirmé qu'il appartenait au Groupe spécial de décider si, dans le présent différend, il y avait des questions de nature scientifique ou technique qui nécessitaient l'avis d'experts. En attendant de prendre ultérieurement une décision sur ce sujet[19], le Groupe spécial a décidé d'inclure dans ses procédures de travail, adoptées le 19 avril 2022, la possibilité de demander l'avis d'experts et d'organisations internationales, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord et à l'article 11:2 de l'Accord SPS, ainsi que des dispositions relatives à la consultation d'experts.

1.24. Après sa première réunion de fond avec les parties, le 18 janvier 2023, le Groupe spécial a demandé aux parties de formuler des observations au sujet de la possibilité pour lui de demander un avis scientifique ou technique à des experts individuels et/ou des organisations internationales compétentes dans le présent différend. Les deux parties ont dit au Groupe spécial qu'elles ne pensaient pas qu'il avait besoin de consulter des experts ou des organisations internationales.[20]

1.25. Le 6 avril 2023, le Groupe spécial a informé les parties qu'il avait décidé de ne pas organiser de réunion avec des experts avant la deuxième réunion de fond, conformément aux paragraphes 32 à 34 des procédures de travail. Toutefois, il se réservait le droit de demander des renseignements à des experts individuels et/ou des organisations internationales compétentes au cours de la procédure conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord et à l'article 11:2 de l'Accord SPS, et aux paragraphes pertinents des procédures de travail, s'il le jugeait opportun.[21]

2 ASPECTS FACTUELS

2.1 Mesures en cause

2.1.1 Introduction

2.1. Le présent différend porte sur certaines mesures imposées par le Panama qui visent l'importation a) de fraises; b) de produits laitiers et de produits carnés; c) d'ananas; et d) de bananes plantains et de bananes du Costa Rica.[22]

2.2. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica conteste les mesures qui suivent:

a. "Mesure qui restreint ou prohibe les importations de fraises originaires du Costa Rica" (Mesure 1)[23,24];

b. "Mesure qui restreint ou prohibe les importations de: i) produits laitiers, ii) produits carnés d'origine bovine; iii) produits carnés d'origine porcine; iv) produits carnés

[19] Le paragraphe 22 des procédures de travail dispose que, "[a]u cours de la procédure, le Groupe spécial déterminera, après consultation des parties, s'il est nécessaire de demander l'avis d'experts".

[20] Costa Rica, réponse à la question n° 1 du Groupe spécial; et Panama, réponse à la question n° 1 du Groupe spécial.

[21] Décision du Groupe spécial concernant la possibilité de demander des avis scientifiques ou techniques à des experts individuels et/ou des organisations internationales compétentes, du 6 avril 2023. Le Groupe spécial n'a pas consulté d'experts individuels et/ou organisations internationales compétentes dans la présente procédure.

[22] Dans le présent rapport, les termes "fraise", "ananas", "banane plantain" et "banane" désignent des produits frais, sauf indication contraire.

[23] Le Groupe spécial a décidé de numéroter les mesures pour simplifier la référence à ces dernières dans le rapport. La numérotation qu'il utilise correspond à celle de la demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica.

[24] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 1 à 3.

(charcuterie) d'origine bovine, porcine et avicole; v) aliments pour animaux aquatiques (poissons) et vi) aliments pour animaux de compagnie (chiens) à teneur en protéines provenant de ruminants, tous étant originaires du Costa Rica" (Mesure 2)[25];

c. "Mesure qui restreint ou prohibe les importations d'ananas frais originaires du Costa Rica" (Mesure 3)[26]; et

d. "Mesure qui restreint ou prohibe l'importation de bananes plantains et de bananes originaires du Costa Rica" (Mesure 4).[27]

2.3. On trouvera ci-après une description, faite sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica, de chacune des mesures en cause ainsi que du contexte réglementaire pertinent qui l'entoure. Les questions de fait sur lesquelles les parties sont en désaccord seront abordées par le Groupe spécial dans ses constatations (section 7 du rapport) dans la mesure où cela sera nécessaire.

2.1.2 Mesure concernant l'importation de fraises (Mesure 1)

2.1.2.1 Description

2.4. Selon le Costa Rica, la Mesure 1 consiste en une "prohibition visant les importations de fraises en provenance du Costa Rica"[28] que le Panama a adoptée le 20 février 2020, au moyen de la Note n° AUPSA-AG-051-2020.[29]

2.5. Dans cette communication, la Direction de la sécurité sanitaire des aliments (AUPSA) a informé le Service phytosanitaire de l'État du Costa Rica (SFE) qu'elle avait détecté, en février 2020, des non-conformités concernant la concentration de résidus chimiques autorisés dans des fraises originaires du Costa Rica, en particulier la concentration du pesticide oxamyle.[30] Elle a également indiqué que, par conséquent, il y aurait "refus temporaire de l'importation de fraises du Costa Rica en République du Panama".[31]

2.1.2.2 Réglementation panaméenne pertinente

2.6. La Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008, dont l'inactivation a été notifiée au Costa Rica le 20 février 2020[32], établit les prescriptions phytosanitaires applicables aux importations de fraises (*Fragaria ananassa*) fraiches, destinées à la consommation humaine et/ou à la transformation, originaires du Costa Rica.[33] Elle exige, entre autres choses, que les expéditions de fraises soient accompagnées d'un certificat phytosanitaire délivré par l'organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) du pays d'origine, qui atteste le respect d'une série de prescriptions.[34] Elle exige également que les fraises soient conformes à d'autres règles nationales applicables.[35]

[25] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 3 et 4.
[26] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 4 et 5.
[27] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 5 et 6.
[28] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 2.
[29] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 1. Voir aussi la Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).
[30] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).
[31] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).
[32] Au moyen de la Note n° DNSV-0111-2021-OIAR datée du 22 février 2021, le Panama signale que, contrairement à ce qu'a dit le Costa Rica dans ses notes officielles de mai et juin 2020, la Note n° AUPSA-AG-051-2020 "n'emploie pas le concept de "prohibition" et "fait référence à l'inactivation de la résolution qui régit l'importation du produit fraises destinées à être consommées à l'état frais". (Note n° DNSV-0111-2021-OIAR (pièce CRI-13))
[33] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34).
[34] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34), article 3. Ces prescriptions exigent que: a) les fraises aient été cultivées et emballées au Costa Rica; b) les fraises proviennent de zones, lieux ou sites soumis à inspection par l'ONPV du pays d'origine pendant la période de croissance active, de récolte et d'emballage du produit alimentaire; et c) les lots soient exempts des parasites *Frankliniella occidentalis* et *Peridroma saucia*.
[35] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34), article 12.

2.7. Parmi les règles dont le respect est exigé pour l'importation de fraises figure le Décret exécutif n° 467 du 7 novembre 2007. Ce décret est l'instrument juridique par lequel le Panama adopte le "Règlement sanitaire fixant les limites maximales de résidus [LMR][36] de pesticides[37] et d'autres contaminants dans les fruits et légumes destinés à la consommation nationale et à l'exportation" (Règlement LMR).

2.8. En vertu de l'article 2 du Décret exécutif n° 467, les LMR fixées par le Règlement LMR sont fondées sur celles qui sont "fixées par la Commission du Codex Alimentarius ou, à défaut, par l'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (EPA) et la Communauté européenne (CE)".[38] Le Règlement LMR ne fixe pas expressément une LMR d'oxamyle pour les fraises.[39] Toutefois, le Panama indique que, en vertu de l'article 2 du Décret exécutif n° 467, il a adopté la LMR d'oxamyle de l'Union européenne pour les fraises, qui correspond au seuil minimal de détection, à savoir 0,01 mg/kg, étant donné que ni la Commission du Codex ni l'EPA n'avaient fixé une LMR d'oxamyle pour les fraises.[40]

2.1.3 Mesure concernant l'importation de produits laitiers et de produits carnés (Mesure 2)

2.1.3.1 Description

2.9. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica décrit la Mesure 2 comme une "prohibition des importations" de produits d'origine animale du Costa Rica en vigueur depuis le 30 juin 2020.[41] Il affirme que cette "prohibition des importations" est maintenue:

a. en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de divers établissements costariciens qui produisent et exportent les produits en question, et

b. en vertu de l'exigence du Panama visant à ce que le Costa Rica se soumette à une nouvelle procédure d'admissibilité zoosanitaire comme condition pour la reprise du commerce desdits produits, comme s'il s'agissait d'un pays qui allait exporter pour la première fois.[42]

[36] Le Règlement LMR définit la "limite maximale de résidus" (LMR) comme la "concentration maximale d'un résidu de pesticides (exprimée en mg/kg) légalement tolérée dans la République du Panama pour les produits alimentaires. Les LMR sont fondées sur les bonnes pratiques agricoles." (Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007) (pièce CRI-8), titre I, chapitre I, article premier du Règlement LMR) Le Codex définit la LMR pour un pesticide dans ou sur un produit destiné à l'alimentation humaine ou animale comme la concentration maximale de résidus légalement tolérée du pesticide en question lorsque celui-ci est utilisé correctement, conformément aux bonnes pratiques agricoles. (Codex, Limites maximales de résidus (LMR) (2021) (pièce CRI-370))

[37] Le Règlement LMR définit un "pesticide" comme "toute substance ou association de substances qui est destinée à prévenir, détruire, attirer, repousser ou combattre tout type de parasites, y compris les espèces de plantes et d'animaux indésirables pendant la production, le stockage, le transport, la distribution et la production des produits alimentaires, des produits agricoles ou des aliments pour animaux. Le terme inclut les insecticides, les fongicides, les herbicides, les acaricides, les mollusquicides, les nématicides, les rodenticides; les régulateurs de croissance, les agents de dessiccation, les défoliants, les agents d'éclaircissage des fruits, les agents utilisés pour empêcher la chute prématurée de ceux-ci, les substances appliquées sur les cultures, avant ou après la récolte. Sont exclus de cette définition les engrais, les éléments nutritifs pour plantes et les additifs alimentaires." (Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007) (pièce CRI-8), chapitre I, article premier du Règlement LMR)

[38] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007) (pièce CRI-8), titre I, chapitre II, article 2 du Règlement LMR. Bien que l'article 2 du Règlement LMR fasse explicitement référence aux LMR "fixées dans l'annexe [de ce] règlement", ces LMR sont énoncées à l'article 17 dudit règlement.

[39] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007) (pièce CRI-8), article 17 du Règlement LMR, page 18.

[40] Panama, première communication écrite, paragraphes 170 et 202; et réponse à la question n° 15 b) du Groupe spécial, paragraphe 72. Voir aussi EPA, Base de données sur les pesticides, Recherche des LMR pour l'oxamyle (pièce PAN-42); et Codex Alimentarius, Index des pesticides, "Oxamyl" (pièce CRI-125).

[41] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 4. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 41; et deuxième communication écrite, paragraphe 9.

[42] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 4.

2.10. Le Costa Rica énumère dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial les 18 établissements costariciens qu'il considère comme étant affectés par le non-renouvellement des homologations sanitaires par le Panama.[43]

2.11. Étant donné que le Panama ne souscrit pas à la qualification de la Mesure 2 par le Costa Rica, le Groupe spécial abordera cette question dans la section 7 de son rapport, dans la mesure où cela sera nécessaire, avec les autres questions de fait contestées.

2.1.3.2 Réglementation panaméenne pertinente

2.12. En vertu de la réglementation panaméenne[44], pour importer au Panama les produits laitiers et les produits carnés en question, il faut satisfaire aux conditions préalables cumulatives qui suivent.

2.13. La première condition concerne l'admissibilité sanitaire et l'admissibilité zoosanitaire du pays ou de la région depuis lequel/laquelle on cherche à exporter ces produits. Le *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) de l'AUPSA (ci-après *Manuel AUPSA d'admissibilité sanitaire*) établit les procédures que les pays ou régions doivent suivre pour obtenir l'admissibilité sanitaire accordée par l'AUPSA[45], par produit ou espèce animale, leur permettant d'exporter leurs produits vers le Panama.[46] Le Décret exécutif n° 49 de 2001 établit quant à lui la procédure qui permet à l'intéressé d'obtenir l'admissibilité zoosanitaire accordée par la Direction nationale de la santé animale (DINASA) du Ministère du développement agricole du Panama (MIDA).[47]

2.14. La deuxième condition est que l'établissement exportateur dispose d'une homologation sanitaire et d'une homologation zoosanitaire lui permettant d'importer ses produits au Panama. Le *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (ci-après *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*) énonce les conditions auxquelles doivent satisfaire les établissements, les chaînes de production et/ou les usines de transformation et la procédure qu'ils doivent suivre pour obtenir l'homologation et exporter leurs produits d'origine animale destinés à la consommation humaine et/ou animale vers le Panama.[48] Ce manuel contient aussi les conditions et procédures applicables au renouvellement d'une homologation sanitaire.[49] Le Décret exécutif n° 49 de 2001 établit la procédure qui permet à

[43] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, annexe, page 9. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, annexe.

[44] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), article 6.6; AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 8, paragraphes 2 à 4. Voir aussi la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'homologation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26), article premier.

Les prescriptions sanitaires pour l'importation des produits en question figurent dans différentes résolutions versées au dossier. Bien que toutes ne soient pas identiques, les résolutions font toutes référence à l'admissibilité en tant que pays et à l'homologation des établissements aux fins de l'exportation de produits alimentaires vers le Panama. Voir, par exemple, la Résolution n° AUPSA-DINAN-007-2010 concernant l'importation de produits laitiers (pièce CRI-284), article 4.2 et 4.3; la Résolution n° AUPSA-DINAN-032-2010 concernant l'importation de farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de viandes, d'abats, de cretons, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, et d'autres préparations, destinés à la consommation animale (pièce CRI-285), articles 2 et 3. Voir aussi la Résolution n° AUPSA-DINAN-017-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce porcine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-287), article 2; et la Résolution n° AUPSA-DINAN-016-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce bovine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-289), article 2.

[45] Le Manuel définit l'"admissibilité sanitaire" comme "la reconnaissance par l'[AUPSA] de l'existence de pays, régions, zones et compartiments exempt[s] de la maladie considérée, reconnaissance définie par l'autorité officielle compétente du pays exportateur, aux fins de l'importation ou du transit des produits alimentaires". (AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 3)

[46] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), pages 7 à 9.

[47] Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24), articles 4 à 13. Voir aussi Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-130), articles 6.5 et 31.

[48] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 2, sections II et III.

[49] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 14 et 15, section VII, paragraphe 7.

l'intéressé d'obtenir de la DINASA l'homologation zoosanitaire des établissements, des usines de transformation et des autres installations liées aux produits de l'élevage.[50]

2.1.4 Mesure concernant l'importation d'ananas (Mesure 3)

2.1.4.1 Description

2.15. Selon le Costa Rica, la Mesure 3 consiste en une "prohibition des importations d'ananas frais costariciens"[51] que le Panama a adoptée le 29 janvier 2019, au moyen de la Note n° AUPSA-AG-032-2019.[52]

2.16. Dans cette communication, l'AUPSA informait le Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG) du Costa Rica que, sur la base de son évaluation des risques, "la situation phytosanitaire concernant l'importation d'ananas (*Ananas comosus*) frais originaires du Costa Rica [avait été] vérifié[e], et il [avait] été fait état de la présence du parasite cochenille rose (*Maconellicoccus hirsutus*)".[53] Elle ajoutait que ce parasite était un organisme de quarantaine pour le Panama. Elle affirmait que comme "mesure de prévention", le Panama envisageait de "rendre temporairement inactive" la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 établissant les "prescriptions phytosanitaires pour l'importation d'ananas (*Ananas comosus*) frais, destinés à la consommation humaine et/ou à la transformation, originaires du Costa Rica".[54]

2.1.4.2 Réglementation panaméenne pertinente

2.17. La Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008, dont l'inactivation a été notifiée au Costa Rica le 29 janvier 2019, établit les prescriptions sanitaires applicables aux importations d'ananas du Costa Rica.[55] Elle exige, entre autres choses, que les expéditions d'ananas soient accompagnées d'un certificat phytosanitaire délivré par l'ONPV du pays d'origine, qui atteste le respect d'une série de prescriptions.[56] Elle exige également que les ananas frais soient conformes à d'autres règles nationales applicables.[57]

2.1.5 Mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4)

2.1.5.1 Description

2.18. Selon le Costa Rica, la Mesure 4 consiste en la "prohibition des importations de bananes plantains et de bananes costariciennes"[58] que le Panama a adoptée le 10 octobre 2019 (pour les bananes plantains) et le 25 octobre 2019 (pour les bananes), au moyen des Notes n° AUPSA-AG-392-2019 et n° AUPSA-AG-424-2019, respectivement.[59]

2.19. S'agissant de l'importation de bananes plantains, dans la Note n° AUPSA-AG-392-2019, l'AUPSA a indiqué qu'elle avait "entamé un processus de révision technique des résolutions publiées" lors duquel il avait été constaté que la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 établissait que les bananes plantains devaient provenir de "zones ou sites de production et d'usines de conditionnement soumis à inspection et enregistrement par l'[ONPV] du pays d'origine et, s'agissant des usines de

[50] Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24), articles 14 à 19. Voir aussi Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-130), articles 6.5 et 31.

[51] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 4 et 5.

[52] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 4. Voir aussi la Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65).

[53] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65).

[54] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65). Voir aussi la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66).

[55] Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66).

[56] Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), article 3. Ces prescriptions exigent que: a) les ananas aient été cultivés et emballés au Costa Rica; b) les ananas proviennent de zones, lieux ou sites soumis à inspection par l'ONPV du pays d'origine pendant la période de croissance active, de récolte et d'emballage du produit alimentaire; et c) les lots soient exempts des parasites *Paracoccus marginatus*.

[57] Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), article 12.

[58] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 5 et 6.

[59] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 5. Voir aussi la Note n°AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); et la Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97).

conditionnement, à homologation par l'[AUPSA]".[60] Elle a affirmé qu'étant donné qu'elle n'avait pas "homologué les usines de conditionnement" de bananes plantains, elle avait procédé à "l'inactivation temporaire des prescriptions" visant l'importation de bananes plantains (*Musa paradisiaca*) fraiches, destinées à la consommation humaine et/ou à la transformation, originaires du Costa Rica, visées dans la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009.[61]

2.20. S'agissant de l'importation de bananes, dans la Note n° AUPSA-AG-424-2019, l'AUPSA a informé le SFE qu'elle avait "entamé un processus de révision technique" de la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 établissant les prescriptions phytosanitaires pour l'importation de bananes (*Musa balbisiaca acuminata*, *Musa paradisiaca* ou *Musa fapientum*) fraiches, destinées à la consommation humaine et/ou à la transformation, originaires du Costa Rica.[62] Elle a affirmé à ce propos qu'elle avait procédé à "l'inactivation temporaire de [ces] prescriptions".[63]

2.21. Les parties sont en désaccord sur le point de savoir si le risque d'introduction du parasite *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* de souche tropicale 4 (Foc R4T) est la raison qui a motivé l'adoption de la Mesure 4. Comme il a été indiqué précédemment, vu qu'il s'agit d'une question de fait contestée, le Groupe spécial l'examinera, dans la mesure où cela sera nécessaire, dans la section 7 du présent rapport.

2.1.5.2 Réglementation panaméenne pertinente

2.22. Les Résolutions n° AUPSA-DINAN-106-2009[64] et n° AUPSA-DINAN-019-2012[65], dont l'inactivation a été notifiée au Costa Rica les 10 et 25 octobre 2019, respectivement, établissent les prescriptions phytosanitaires applicables aux importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica. Elles exigent, entre autres choses, que les expéditions de bananes plantains et de bananes soient accompagnées d'un certificat phytosanitaire délivré par l'ONPV du pays d'origine, qui atteste le respect d'une série de prescriptions.[66] La Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 exige également que les bananes fraiches soient conformes à d'autres règles nationales applicables.[67]

2.2 Autres aspects factuels

2.2.1 Introduction

2.23. Dans la présente section sont présentés les parasites et le pesticide en question dans le présent différend, ainsi que les normes internationales invoquées par le Costa Rica dans le cadre de ses allégations.

[60] Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95). Voir aussi la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), article 3.2.

[61] Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95). Voir aussi la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96).

[62] Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97). Voir aussi la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98).

[63] Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97).

[64] Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96).

[65] Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98).

[66] Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), article 3; et Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98), article 3. Ces prescriptions incluent les suivantes: a) les bananes plantains/bananes doivent provenir de zones ou sites de production soumis à inspection et enregistrement par l'ONPV du pays d'origine; b) le lot doit être exempt d'insectes vivants de tout type, ainsi que d'autres contaminants biologiques, chimiques et physiques, y compris de terre; et c) le lot doit être exempt d'éléments mûrs, et être exempt de feuilles ou de tout résidu végétal. Dans le cas des bananes plantains, l'inspection et l'enregistrement par l'ONPV du pays d'origine s'étend également aux usines de conditionnement, et l'homologation de ces usines par l'AUPSA est exigée. Voir la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), article 3, paragraphe 3.2.

[67] Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98), article 11.

2.2.2 Parasites et pesticide

2.2.2.1 Introduction

2.24. Les parasites et le pesticide en question dans le présent différend sont les suivants:

Tableau 1 – Parasites et pesticides

Parasite/pesticide	Mesure en cause
Pesticide oxamyle	Mesure concernant l'importation de fraises (Mesure 1)[68]
Parasite *Maconellicoccus hirsutus* Green (cochenille rose de l'hibiscus)	Mesure concernant l'importation d'ananas (Mesure 3)[69]
Parasite *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* (Foc) et, en particulier, sa souche tropicale 4 (Foc R4T)	Mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4)[70]

2.2.2.2 Pesticide oxamyle

2.25. L'oxamyle est un pesticide appartenant au groupe des composés de carbamate[71] utilisés comme insecticide, acaricide et nématicide.[72] Il est appliqué aux cultures de champs, aux fruits et aux légumes par pulvérisation foliaire, par incorporation dans le sol ou par irrigation du sol.[73] Les plantes l'absorbent par les racines ou par contact direct[74] et il sert à contrôler divers insectes, acariens, tiques et ascarides.[75]

2.26. S'agissant des effets sur la santé humaine, l'EPA note que l'oxamyle peut stimuler de manière excessive le système nerveux, causant ainsi des nausées, des vertiges et une confusion mentale et, dans le cas d'expositions très fortes (dues par exemple à des accidents ou des déversements importants), une paralysie respiratoire et la mort.[76] Il est également indiqué que l'exposition à l'oxamyle (par inhalation ou à travers la peau) peut causer une intoxication rapide et grave, accompagnée de maux de tête, vertiges, vision floue, oppression dans la poitrine, transpiration, nausées et vomissements, entre autres effets nocifs.[77]

2.27. En 2008, l'OMS a classé l'oxamyle dans la catégorie des substances extrêmement dangereuses.[78] De même, les autorités européennes considèrent que l'oxamyle est très toxique par inhalation ou ingestion, et l'EPA considère qu'il est éminemment toxique par voie orale, cutanée et

[68] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 14 à 40.
[69] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 104 à 127.
[70] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 128 à 150.
[71] EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39), page 1. Les carbamates sont un groupe de pesticides qui affectent la fonction du système nerveux. (*Ibid.*) Voir aussi Département de la santé et des services aux personnes âgées du New Jersey, *Fiche d'information sur les substances dangereuses – Oxamyle* (1999) (pièce PAN-43), page 1.
[72] EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40), page 7; et Extoxnet, Pesticide Information Profiles – Oxamyl (1996) (pièce PAN-44), page 1. Voir aussi Codex Alimentarius, Index des pesticides, "Oxamyl" (pièce CRI-125) (où l'oxamyle est classé comme insecticide); FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41), page 16 (où l'oxamyle est appelé insecticide/nématicide); et EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39), page 3 (où l'oxamyle est appelé insecticide/acaricide et nématicide systémique et de contact).
[73] FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41), page 16. Dans le document EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39), page 2, sont énumérés les produits pour lesquels l'oxamyle est utilisé aux États-Unis.
[74] EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40), page 7.
[75] Extoxnet, Pesticide Information Profiles – Oxamyl (1996) (pièce PAN-44), page 1. Voir aussi FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41), page 16 (où il est dit que l'oxamyle est actif contre diverses espèces d'insectes, d'acariens et de nématodes); et EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40), page 7 (où il est dit que l'oxamyle est principalement utilisé pour le contrôle des nématodes, araignées rouges, insectes broyeurs et suceurs pour lesquels il agit comme inhibiteur de la cholinestérase).
[76] EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39), page 3.
[77] Département de la santé et des services aux personnes âgées du New Jersey, *Fiche d'information sur les substances dangereuses – Oxamyle* (1999) (pièce PAN-43), pages 1 et 2. Voir aussi Extoxnet, Pesticide Information Profiles – Oxamyl (1996) (pièce PAN-44), page 2.
[78] FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41), page 18.

respiratoire[79], si bien qu'il figure sur la liste des substances extrêmement dangereuses établie par les États-Unis.[80]

2.28. Comme il a été dit plus haut, le Panama applique une LMR d'oxamyle de 0,01 mg/kg pour les fraises.[81] Pour sa part, le Costa Rica indique que l'utilisation d'oxamyle est prohibée dans ses cultures de fraises.[82]

2.2.2.3 Parasite cochenille rose de l'hibiscus (*Maconellicoccus hirsutus* Green)

2.29. La cochenille rose de l'hibiscus (*Maconellicoccus hirsutus* Green) est un insecte éminemment polyphage, qui tire son nom de sa couleur et de sa préférence pour les espèces du genre *Hibiscus*.[83]

2.30. La cochenille rose est petite et a un corps mou. La femelle, qui ne vole pas, contrairement au mâle, pond ses œufs dans des ovisacs qu'elle dépose sur l'hôte, quelquefois en grand nombre, et qui prennent l'apparence d'une couche blanchâtre. La femelle, les nymphes et le mâle sont également très visibles sur l'hôte et sont, à tous les stades, de couleur rougeâtre à rose, et recouverts d'une pellicule de cire visqueuse et blanchâtre qui laisse transparaître la couleur de leur corps.[84] La cochenille rose forme des colonies denses dans les fissures et les fentes.[85] Pendant qu'il s'alimente, cet insecte injecte de la salive contenant une substance phytotoxique dans la plante hôte. La sensibilité des plantes hôtes à la toxine et l'intensité de leur réponse à cette dernière diffèrent.[86] Les symptômes vont de malformations des fleurs, des fruits, des feuilles et des tiges à la mort de la plante.[87]

2.31. Selon certaines sources, le nombre de plantes hôtes de ce parasite polyphage[88] varie entre 224 genres, répartis en plus de 78 familles[89], et plus de 300 genres, répartis en plus de 85 familles.[90] Les hôtes incluent des végétaux comme les légumes et les plantes ornementales, fruitières et sylvestres.[91] L'ananas est considéré comme un hôte de ce parasite.[92]

[79] FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41), page 18.

[80] Code des règlements fédéraux des États-Unis, Liste des substances extrêmement dangereuses et seuils applicables aux quantités de planification (2008) (pièce PAN-38). Voir aussi Extoxnet, Pesticide Information Profiles – Oxamyl (1996) (pièce PAN-44), pages 1 et 2.

[81] Panama, première communication écrite, paragraphes 170 et 202; et réponse à la question n° 15 b) du Groupe spécial, paragraphe 72. Voir plus haut le paragraphe 2.8.

[82] Costa Rica, réponse à la question n° 112 du Groupe spécial, paragraphe 3.6; et SFE, Certification des pesticides destinés à être utilisés pour les fraises n° AE-REG-C-0035-2022 (pièce CRI-5).

[83] Martínez Rivero (2007) (pièce CRI-73), page 166.

[84] USDA, IISA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003) (pièce CRI-74), section 1, page 3.

[85] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 18.

[86] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 31.

[87] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 3. Voir aussi CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), pages 31 et 38; USDA, IISA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003) (pièce CRI-74), section 1, page 7; et Hoy *et al.* (2020) (pièce PAN-47), pages 2 et 3.

[88] Comme dans les communications des parties et les articles scientifiques, dans le rapport (en espagnol), les termes "huésped", "hospedador" et "hospedante" ("hôte") sont employés de manière interchangeable.

[89] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 18. Voir aussi USDA, IISA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003) (pièce CRI-74), section 1, page 10.

[90] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), pages 3 et 11.

[91] SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008) (pièce CRI-159), pages 5 à 7; et Martínez Rivero (2007) (pièce CRI-73), page 170.

[92] Voir Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53). Voir aussi CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 19; et Groupe de travail sur la préservation des végétaux, "Scientific opinion on the pest categorisation of Maconellicoccus hirsutus" (2022) (pièce PAN-48), page 24.

2.32. Le parasite est présent dans la plupart des zones tropicales et subtropicales de la planète, et dans certaines régions tempérées.[93] Le Costa Rica indique que depuis 2014, il est présent dans certaines zones de son territoire, associé à l'hôte *Hibiscus* spp., et fait l'objet d'une lutte officielle.[94] Le Panama signale qu'il n'est pas encore arrivé sur son territoire.[95]

2.33. La dispersion de la cochenille rose peut se faire comme suit: a) de manière naturelle (par les nymphes de premier stade, mobiles, qui rampent activement ou sont portées par le vent ou par un animal); b) de manière vectorielle (par les fourmis, qui peuvent ramasser et transporter les cochenilles ailleurs; c) de manière accidentelle (par les humains et, dans une moindre mesure, par les produits et les fleurs); ou d) de manière intentionnelle (même s'il n'y a pas de raison ni de preuve que cela ait eu lieu).[96] L'identification du parasite se fait par inspection visuelle.[97]

2.34. Le parasite est considéré comme difficile à éradiquer une fois qu'il s'est établi.[98] Les sources mentionnées dans le dossier identifient les méthodes de contrôle suivantes: a) chimique; b) biologique; c) culturale; d) juridique; et e) physique.[99] Le contrôle biologique est mentionné comme étant la solution la plus appropriée à long terme.[100]

2.35. Le parasite est considéré comme ayant une importance économique en raison des dégâts directs qu'il cause à un large éventail d'hôtes[101], des problèmes qu'il engendre pour l'exportation et le commerce des produits agricoles[102] ainsi que pour la production végétale, et en raison des coûts du contrôle.[103]

2.2.2.4 Parasite Foc R4T (*Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* de souche tropicale 4)

2.36. Le *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* (Foc) est un champignon qui cause la maladie connue sous le nom de "jaunisse fusarienne".[104] Sa présence a été signalée dans toutes les régions productrices de bananes du monde, à quelques rares exceptions.[105] Trois souches ont été identifiées – R1, R2 et R4 – selon le cultivar de l'espèce *Musaceae* (bananes et bananes plantains) qu'elles affectent[106], même s'il n'existe pas de différences dans la symptomatologie.[107]

---

[93] USDA, IISA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003) (pièce CRI-74), section 1, page 10; OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 3; Martínez Rivero (2007) (pièce CRI-73), page 176; et SAGARPA, SENASICA, *Cochenille rose de l'hibiscus, Fiche technique n° 6* (2016) (pièce CRI-147), page 5.

[94] Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce CRI-69). C'est également ce qu'indiquent les bases de données du CABI et de l'OEPP, lesquelles reflètent les renseignements donnés par le pays. (CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71); et OEPP, Distribution de la cochenille rose au Costa Rica (2022) (pièce CRI-174))

[95] Panama, première communication écrite, paragraphe 254.

[96] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 35.

[97] OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144), page 4.

[98] Culik *et al.* (2013) (pièce CRI-150), page 396.

[99] SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008) (pièce CRI-159), pages 15 à 22. Voir aussi SAGARPA, SENASICA, *Cochenille rose de l'hibiscus, Fiche technique n° 6* (2016) (pièce CRI-147), pages 18 à 20; et Chong *et al.* (2015) (pièces CRI-149, PAN-50), pages 10 à 12.

[100] USDA, IISA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003) (pièce CRI-74), section 1, page 11; et USDA, APHIS, *Pest Alert – The Pink Hibiscus Mealybug* (1999) (pièce PAN-49), page 2.

[101] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 3; et SAGARPA, SENASICA, *Cochenille rose de l'hibiscus, Fiche technique n° 6* (2016) (pièce CRI-147), page 4.

[102] SAGARPA, SENASICA, *Cochenille rose de l'hibiscus, Fiche technique n° 6* (2016) (pièce CRI-147), page 4.

[103] Voir la liste des répercussions dans Martínez Rivero (2007), (pièce CRI-73), page 168.

[104] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 2; OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123), page 18; et OIRSA, Dispositif d'intervention face à un foyer de Foc R4T dans un pays de la région de l'OIRSA (2013) (pièce CRI-124), page xi.

[105] Les exceptions sont certaines îles du Pacifique, la Somalie et des pays méditerranéens. Voir Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 2; et Stellenbosch University, "Brief History of Banana Fusarium Wilt" (pièce PAN-62), pages 1 et 2.

[106] Bai *et al.* (2020) (pièce PAN-75), page 312.

[107] FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), pages 4 et 8.

2.37. La souche R4 est considérée comme la plus dangereuse des trois car elle affecte aussi le cultivar Cavendish[108] qui, aujourd'hui, représente 99% des exportations mondiales de bananes[109] et est résistant aux souches R1 et R2. Le Foc R4 se subdivise en deux souches – la souche tropicale (R4T) et la souche subtropicale (R4S).[110] La souche que le Panama juge pertinente dans le présent différend est la souche R4T. Ni le Panama ni le Costa Rica ne font état de la présence de cette souche du Foc sur leur territoire.[111] Dans la région de l'Amérique latine, le parasite a été signalé uniquement en Colombie (2019), au Pérou (2021) et au Venezuela (2023).[112]

2.38. Le symptôme externe le plus visible et caractéristique de la maladie causée par toutes les souches du Foc est le jaunissement des feuilles et leur chute progressive. Au niveau interne, on observe une décoloration du tissu vasculaire.[113]

2.39. Le Foc infecte la plante par son système racinaire et atteint les vaisseaux du xylème, dans lesquels il croît et se multiplie, les bouchant et limitant l'absorption de nutriments et d'eau par la plante.[114] L'agent pathogène peut également croître dans les tissus environnants pendant que les plantes meurent et il produit des chlamydospores qui contaminent les sols, dans lesquels ils peuvent rester plus de 20 ans.[115] Ces chlamydospores affectent les racines d'autres plantes, et dispersent ainsi le parasite.[116] La dispersion du Foc peut se faire par le matériel végétal de plantation, l'eau, les particules de terre, les outils, les chaussures et les machines.[117] Elle est rapide sur les cultivars sensibles.[118]

2.40. Le Foc est considéré comme le principal problème phytopathologique des plantations de bananes dans les zones tropicales.[119] En ce qui concerne le cultivar Cavendish, ce parasite a donné lieu à une réduction sensible de la production de bananes et à une augmentation notable des coûts de production.[120] Quant au contrôle, on estime qu'à long terme, la seule mesure disponible consiste à planter des cultivars résistants.[121]

[108] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), pages 2 et 3.
[109] FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), page 4.
[110] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 3; et Stellenbosch University, "Brief History of Banana Fusarium Wilt" (pièce PAN-62), page 2.
[111] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 3. Les sources citées pour ces renseignements sont le CABI, l'OEPP et PROMUSA.
[112] "La Colombie confirme la présence de Fusarium R4T dans des plantations de bananes de La Guajira", *BananoTecnia* (8 août 2019) (pièce CRI-185); G. Jackson, "Panamá Disease Tropical Race 4, Banana – Colombia (Magdalena)" (2022), *Pestnet* (pièce PAN-64); EFEAgro, "Amérique latine, alerte due à un champignon qui provoque des dégâts sur les bananes" (9 août 2019) (pièce PAN-65); et Rapport de détection du Foc R4T du Pérou et du Venezuela à l'intention du Secrétariat de la CIPV (pièce PAN-117).
[113] FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), pages 7 et 8; et ICA, Foc R4T (pièce CRI-152), page 2.
[114] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 4.
[115] FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), page 12.
[116] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 4; et FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), page 8.
[117] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 11; et FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), pages 4, 15, 16, et 18.
[118] FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), page 16.
[119] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 1; et Bai *et al.* (2020) (pièce PAN-75), page 312.
[120] FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), page 4.
[121] Olivares *et al.* (2021) (pièce PAN-58), page 11; EFSA, Groupe de travail sur la préservation des végétaux, "Scientific opinion on the pest categorisation of *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* Tropical Race 4" (2022) (pièce PAN-59), page 20; FAO, *Technical Manual – Prevention and diagnostic of Fusarium Wilt (Panama disease) of banana caused by Fusarium oxysporum f. sp. cubense Tropical Race 4 (TR4)* (2014) (pièce PAN-61), page 22; et Stellenbosch University, "Brief History of Banana Fusarium Wilt" (pièce PAN-62), page 2.

2.2.3 Normes et directives internationales invoquées dans le présent différend

2.2.3.1 Introduction

2.41. Dans le présent différend, le Costa Rica invoque certaines Directives du Codex et certaines Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), présentées ci-après.

2.2.3.2 La Commission du Codex Alimentarius et le Codex Alimentarius

2.2.3.2.1 Renseignements institutionnels et fonctions

2.42. L'Annexe A 3) a) de l'Accord SPS indique que la Commission du Codex Alimentarius (Codex) est l'organisation internationale compétente pour établir les normes, directives et recommandations pour l'innocuité des produits alimentaires (y compris les normes concernant les additifs alimentaires, les résidus de médicaments vétérinaires et de pesticides, les contaminants, les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, ainsi que les codes et les directives en matière d'hygiène).

2.43. Actuellement, le Codex compte 189 membres, dont le Panama et le Costa Rica.[122] Le Codex adopte et, conjointement avec ses organes subsidiaires, révise les normes et textes apparentés du Codex Alimentarius, ou Code alimentaire, afin de faire en sorte qu'ils reflètent les connaissances scientifiques les plus récentes.[123]

2.44. Le Codex Alimentarius est un recueil de normes alimentaires, de lignes directrices et de codes d'usage et autres recommandations destinés à protéger la santé des consommateurs et à garantir l'équité du commerce international des produits alimentaires.[124] Les normes Codex Alimentarius peuvent porter sur des questions d'ordre général ou à caractère particulier. Les normes générales, lignes directrices et codes d'usage sont les textes de base du Codex Alimentarius et s'appliquent à tous les produits et catégories de produits et traitent de questions portant sur les usages en matière d'hygiène, l'étiquetage, les additifs, les inspections et certifications, la nutrition et les résidus de médicaments vétérinaires et de pesticides. Les normes spécifiques du Codex Alimentarius sont les normes qui visent un produit particulier. Toutefois, le Codex élabore de plus en plus des normes relatives à des catégories d'aliments.[125] Les normes du Codex Alimentarius s'appuient sur des données scientifiques solides fournies par des organismes internationaux et indépendants d'évaluation des risques ou dans le cadre de consultations spéciales organisées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).[126]

2.2.3.2.2 Directives du Codex invoquées par le Costa Rica

2.45. Le Costa Rica renvoie en particulier aux Directives du Codex suivantes:

[122] Codex Alimentarius, "À propos du Codex - Membres", disponible à l'adresse suivante: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/members/fr/ (consultée le 13 août 2024).
[123] Codex Alimentarius, "À propos du Codex Alimentarius", disponible à l'adresse suivante: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/fr/ (consultée le 13 août 2024).
[124] Codex Alimentarius, "À propos du Codex Alimentarius", disponible à l'adresse suivante: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/fr/ (consultée le 13 août 2024).
[125] Codex Alimentarius, "Textes du Codex", disponible à l'adresse suivante: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/codex-texts/fr/ (consultée le 13 août 2024).
[126] Codex Alimentarius, "À propos du Codex Alimentarius", disponible à l'adresse suivante: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/fr/ (consultée le 13 août 2024); et Codex Alimentarius, "À propos du Codex: Le Codex et la science", https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/about-codex/science/fr/ (consultée le 13 août 2024).

Tableau 2 – Directives du Codex

Directives du Codex[127]	Mesure en cause
Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (Directives CAC/GL 26-1997)	Mesure concernant l'importation de fraises (Mesure 1)[128]
Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (Directives CAC/GL 47-2003)	
Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (Directives CAC/GL 25-1997)	

2.2.3.2.2.1 Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires, CAC/GL 26-1997

2.46. Les Directives CAC/GL 26-1997 se veulent un cadre pour la mise au point de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations qui concordent avec les principes pertinents du Codex.[129] Ces Directives visent à aider les pays à respecter les exigences spécifiées et à déterminer les équivalences, de façon à protéger les consommateurs et à faciliter les échanges de denrées alimentaires.[130]

2.47. Le Costa Rica renvoie spécifiquement aux paragraphes 34 et 35 de ces Directives.[131] Ces paragraphes figurent dans la section 6 intitulée "Infrastructure du système d'inspection et de certification", plus précisément à l'alinéa consacré aux "Critères de décision et mesures". Ces critères et mesures concernent la mise en place et l'exécution des vérifications des importations et la gestion des situations de non-conformité.

2.2.3.2.2.2 Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires, CAC/GL 47-2003

2.48. Les Directives CAC/GL 47-2003 fournissent un cadre en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un système de contrôle des importations alimentaires destiné à protéger les consommateurs et à faciliter l'usage de pratiques équitables dans le commerce des denrées alimentaires tout en garantissant qu'il ne donne pas lieu à des obstacles techniques injustifiés au commerce.[132] Elles complètent les Directives CAC/GL 26-1997 décrites plus haut.[133]

---

[127] Le Groupe spécial observe que le sigle CAC/GL dans les titres des Directives du Codex a été remplacé par le sigle CXG.

[128] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 339 à 351, 408 à 417 et 425 à 428 (pour les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003) et 418 à 420 et 429 à 442 (pour les Directives CAC/GL 25-1997). Le Costa Rica mentionne en outre les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 dans le cadre de la mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4) (*Ibid.*, paragraphes 1073, 1126 et 1212). Il les mentionne en relation avec le pesticide chlorpyriphos, que le Panama dit avoir détecté dans les expéditions de bananes du Costa Rica. Toutefois, au cours de la procédure, le Panama a précisé que ce n'était pas la détection de chlorpyriphos qui avait motivé l'adoption ou le maintien de la Mesure 4 (Panama, réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 171).

[129] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 1, paragraphe premier. Ce paragraphe mentionne les Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires (CAC/GL 20-1995), disponibles à l'adresse suivante https://www.fao.org/3/y6396s/y6396s02.htm (consultée le 13 août 2024).

[130] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 1, paragraphe premier.

[131] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 342 à 344, 411, 412, 1073 et 1126.

[132] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), section 1, paragraphe premier.

[133] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), section 1, paragraphe premier. Voir aussi les Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires (CAC/GL 20-1995), disponibles à l'adresse suivante https://www.fao.org/input/download/standards/37/CXG_020f.pdf (consultée le 13 août 2024).

2.49. Le Costa Rica renvoie spécifiquement au paragraphe 20 de l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003.[134] Ce paragraphe figure dans la section 6 de l'annexe, intitulée "Mise en œuvre du programme d'inspection des importations fondé sur le risque". Il aborde les situations de "non-respect des exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments d'un pays importateur" et indique les mesures éventuellement applicables dans ces situations.[135]

2.2.3.2.2.3 Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation, CAC/GL 25-1997

2.50. Les Directives CAC/GL 25-1997 doivent servir de base à un échange structuré d'informations sur les rejets d'aliments importés lorsque la raison du rejet est liée à la sécurité sanitaire des aliments et aux pratiques loyales dans le commerce alimentaire. Elles sont d'application si l'entrée dans un pays a été refusée à un aliment à cause de sa non-conformité aux exigences du pays importateur.[136]

2.51. Le Costa Rica renvoie aux lignes directrices de la section 3, intitulées "Informations détaillées".[137] Cette section décrit les renseignements qui doivent être exposés ou déclarés en cas de rejet d'un lot d'aliments.[138]

2.2.3.2.2.4 Autres Directives mentionnées par le Costa Rica

2.52. Le Costa Rica mentionne en outre les Directives suivantes:

a. Directives concernant les bonnes pratiques de laboratoire en matière d'analyse des résidus de pesticides[139];

b. Directives pour l'évaluation de la compétence des laboratoires d'essais chargés du contrôle des importations et des exportations de denrées alimentaires[140];

c. Directives pour l'estimation de l'incertitude des résultats[141]; et

[134] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 345, 415, 416, 1073 et 1126.

[135] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), Annexe, section 6, paragraphe 20.

[136] Codex, Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (2016) (pièce CRI-135), section 1.

[137] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 420.

[138] Codex, Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (2016) (pièce CRI-135), section 3.

[139] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 436 (citant Codex, Directives concernant les bonnes pratiques de laboratoire en matière d'analyse des résidus de pesticides (2010) (pièce CRI-136)). L'objectif de ces Directives est d'aider à assurer la fiabilité des résultats d'analyse en vérifiant la conformité avec les LMR se trouvant dans les aliments faisant l'objet d'un commerce international. (Codex, Directives concernant les bonnes pratiques de laboratoire en matière d'analyse des résidus de pesticides (2010) (pièce CRI-136), page 1)

[140] Costa Rica, première communication écrite, note de bas de page 1596 (citant Codex, Directives pour l'évaluation de la compétence des laboratoires d'essais chargés du contrôle des importations et des exportations de denrées alimentaires (pièce CRI-202)). Ces Directives fournissent un cadre pour l'application de mesures de garantie de qualité visant à assurer la compétence des laboratoires d'essais chargés du contrôle des importations et des exportations de denrées alimentaires. (Codex, Directives pour l'évaluation de la compétence des laboratoires d'essais chargés du contrôle des importations et des exportations de denrées alimentaires (pièce CRI-202), page 1)

[141] Costa Rica, réponse à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphes 2.56, 2.57 et 2.70 (citant Codex, Directives pour l'estimation de l'incertitude des résultats (2011) (pièce CRI-280)). Ces Directives abordent l'identification des sources d'incertitude, les procédures pour l'estimation de l'incertitude de la mesure, les valeurs indicatives pour des incertitudes acceptables et l'utilisation des informations sur l'incertitude. (Voir Codex, Directives pour l'estimation de l'incertitude des résultats (2011) (pièce CRI-280), sections 2 à 5.)

d. Directive sur les critères de performance pour les méthodes d'analyse en vue de la détermination des résidus de pesticides dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale.[142]

2.2.3.3 Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux et Normes internationales pour les mesures phytosanitaires

2.2.3.3.1 Renseignements institutionnels et fonctions

2.53. L'Annexe A 3) c) de l'Accord SPS identifie le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et les organisations régionales opérant dans le cadre de ladite Convention comme étant les organisations internationales compétentes sous les auspices desquelles sont élaborées les normes, directives et recommandations pour la préservation des végétaux.

2.54. La CIPV est un traité intergouvernemental au moyen duquel les parties contractantes s'engagent à assurer une action commune et efficace afin de prévenir la dissémination et l'introduction d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux, et en vue de promouvoir l'adoption de mesures appropriées de lutte contre ces derniers.[143] Elle compte 185 parties contractantes, dont le Panama et le Costa Rica.[144]

2.55. L'une des tâches principales de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP)[145], organe directeur de la CIPV, consiste à élaborer et adopter des normes.[146] Pour ce faire, elle a créé le Comité des normes, qui dirige les travaux de normalisation.[147] Le Secrétariat de la CIPV mène les travaux techniques, opérationnels et administratifs afin de soutenir l'élaboration de normes phytosanitaires internationales et la mise en œuvre effective de la CIPV.[148] Les normes élaborées dans le cadre de la CIPV sont appelées NIMP.[149]

2.2.3.3.2 NIMP invoquées par le Costa Rica

2.56. Le Costa Rica renvoie en particulier aux NIMP suivantes:

---

[142] Costa Rica, réponse à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphe 2.70 (citant Codex, Directive sur les critères de performance pour les méthodes d'analyse en vue de la détermination des résidus de pesticides dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale (2017) (pièce CRI-281)). L'objectif de cette directive est de définir et de décrire les critères de performance que doivent observer les méthodes d'analyse de résidus de pesticides dans les aliments destinés à l'alimentation humaine et animale. Ce document traite des caractéristiques/paramètres dont devraient disposer les méthodes analytiques afin de fournir un niveau de confiance scientifique acceptable dans la méthode analytique. (Codex, Directive sur les critères de performance pour les méthodes d'analyse en vue de la détermination des résidus de pesticides dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale (2017) (pièce CRI-281), page 2)

[143] CIPV (1997) (pièce CRI-145), article I:1.

[144] CIPV, "Pays: Liste des pays", disponible à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/fr/countries/all/list-countries/ (consultée le 13 août 2024).

[145] CIPV, "Core Activities: Standard setting", disponible à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/fr/about/core-activities/standards-setting/ (consultée le 13 août 2024); et CIPV (1997) (pièce CRI-145), articles X:2 et XI:2 b).

[146] CIPV, "Commission des mesures phytosanitaires (CMP)", disponible à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/fr/commission/cpm/ (consultée le 13 août 2024). Voir aussi CIPV (1997) (pièce CRI 145), article XI.

[147] CIPV, "Standards Committee (SC)", disponible à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/fr/commission/standards-committee/ (consultée le 13 août v2024); et CIPV, "Core Activities: Standard setting", disponible à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/fr/about/core-activities/standards-setting/ (consultée le 13 août 2024).

[148] CIPV, "Secrétariat de la CIPV", disponible à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/fr/about/secretariat/ (consultée le 13 août 2024). Voir aussi CIPV, "Historique de la CIPV", disponible à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/fr/history-of-the-ippc/ (consultée le 13 août 2024).

[149] CIPV, "Adopted Standards", disponible à l'adresse suivante: https://www.ippc.int/fr/core-activities/standards-setting/ispms/ (consultée le 13 août 2024).

Tableau 3 – NIMP

Normes internationales	Mesure(s) en cause
NIMP 2: Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire NIMP 20: Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations	Mesure concernant l'importation d'ananas (Mesure 3) et Mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4)[150]

2.2.3.3.2.1 NIMP 2: Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire

2.57. La NIMP 2 fournit un cadre décrivant le processus d'analyse du risque phytosanitaire (ARP) dans le contexte de la CIPV.[151] Elle donne des indications détaillées concernant l'étape de mise en route de l'ARP (étape 1)[152], ainsi que sur les étapes suivantes – Évaluation du risque phytosanitaire (étape 2) et Gestion du risque phytosanitaire (étape 3).[153] Elle renvoie à d'autres NIMP pour plus de précisions sur les étapes 2 et 3 de l'ARP, y compris la NIMP 11 sur les ARP pour les organismes de quarantaine.[154] Elle aborde en outre des aspects généraux de l'ARP concernant la collecte d'information, la documentation, la communication des risques, l'incertitude et la cohérence.[155]

2.58. Le Costa Rica renvoie spécifiquement à la section traitant du fait qu'une ARP nouvelle ou révisée peut s'avérer nécessaire en cas d'examen des politiques phytosanitaires[156] qu'aucune mesure nouvelle ne devrait être appliquée jusqu'à ce que l'ARP révisée ou nouvelle soit terminée.[157]

2.2.3.3.2.2 NIMP 20: Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations

2.59. La NIMP 20 décrit la structure et le fonctionnement d'un système phytosanitaire de réglementation des importations et les droits, obligations et responsabilités qui doivent être pris en compte lors de l'établissement, de l'application et de la révision de ce système.[158]

2.60. Le Costa Rica se concentre sur deux sections de la NIMP 20: a) la section 5.1.6.2, qui traite des actions d'urgence; et b) la section 5.1.6.4, relative au retrait ou à la modification d'une réglementation en cas de non-conformité répétée, ou dans un cas de non-conformité important ou d'interception nécessitant une action d'urgence.[159]

2.2.3.3.2.3 Autres NIMP mentionnées par le Costa Rica

2.61. Le Costa Rica renvoie également aux NIMP suivantes:

a. NIMP 4: Exigences pour l'établissement de zones indemnes[160];

---

[150] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 756, 757, 783, 855, 836 à 849, 864, 867, 970, 976 et 977 (Mesure 3); et 1058 à 1061, 1068, 1134, 1115 à 1120, 1122 à 1124, 1141, 1144 et 1210 (Mesure 4).

[151] CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 5.

[152] CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), section 1.

[153] CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), section 2.

[154] CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), section 2, page 12. La NIMP 5, qui contient le glossaire des termes phytosanitaires associés à l'application de la CIPV et des NIMP, définit l'"organisme de quarantaine" comme un "[o]rganisme nuisible qui a une importance potentielle pour l'économie de la zone menacée et qui n'est pas encore présent dans cette zone ou bien qui y est présent mais n'y est pas largement disséminé et fait l'objet d'une lutte officielle" (CIPV, NIMP 5 (pièce CRI-75), page 19). (mise en relief omise)

[155] CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), section 3.

[156] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 783, 838, 844, 1041, 1059 et 1068.

[157] CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), section 1.1.3.

[158] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 6.

[159] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 840, 844 et 1060.

[160] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 868 (citant CIPV, NIMP 4 (pièce CRI-171)). La NIMP 4 concerne les exigences pour l'établissement et l'utilisation de zones indemnes, soit en tant qu'options de gestion du risque dans le cadre de la certification phytosanitaire des végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés exportés de la zone indemne, soit comme élément de la justification scientifique des mesures phytosanitaires mises en place par un pays importateur pour la protection d'une zone indemne menacée (CIPV, NIMP 4 (pièce CRI-171), page 39).

b. NIMP 5: Glossaire des termes phytosanitaires[161];

c. NIMP 10: Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles[162];

d. NIMP 11: Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine[163];

e. NIMP 12: Certificats phytosanitaires[164]; et

f. NIMP 19: Directives sur les listes d'organismes nuisibles réglementés.[165]

3 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1. Le Costa Rica demande que le Groupe spécial constate que les mesures en cause, décrites plus haut dans la section 2.1, sont incompatibles avec les obligations du Panama au titre de l'Accord SPS, de l'Accord sur l'agriculture et du GATT de 1994. En particulier, il demande que le Groupe spécial constate que le Panama agit d'une manière incompatible avec les dispositions suivantes:

a. S'agissant de la mesure concernant l'importation de fraises:

i. l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS et, donc, également l'article 2:2 dudit accord, étant donné que la mesure n'est pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS;

ii. l'article 3:1 de l'Accord SPS;

iii. l'article 5:6 et, donc, l'article 2:2 de l'Accord SPS;

iv. l'article 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS;

v. l'article 7 et l'Annexe B 5) ou l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS;

vi. en conséquence de ce qui précède, les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS;

vii. l'article XI:1 du GATT de 1994; et

viii. l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.

b. S'agissant de la mesure concernant l'importation de produits laitiers et de produits carnés:

[161] Costa Rica, première communication écrite, note de bas de page 1119 (citant CIPV, NIMP 5 (pièce CRI-75)). La NIMP 5 est le glossaire des termes phytosanitaires associés à l'application de la CIPV et des NIMP. (CIPV, NIMP 5 (pièce CRI-75), page 5).

[162] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 868 (citant CIPV, NIMP 10 (pièce CRI-172)). La NIMP 10 décrit les exigences pour l'établissement et l'utilisation de lieux et de sites de production exempts en tant qu'options de gestion du risque phytosanitaire, permettant de respecter les exigences phytosanitaires pour l'importation de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés. (CIPV, NIMP 10 (pièce CRI-172), page 5).

[163] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 756 et 757 (citant CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142)). La NIMP 11 indique en détail la marche à suivre pour l'ARP, qui permet de déterminer si des organismes nuisibles sont des organismes de quarantaine. Elle donne des indications sur les trois étapes d'une ARP (mise en route, évaluation du risque et gestion du risque) et décrit précisément les processus intégrés à mettre en œuvre pour l'évaluation du risque ainsi que la sélection des options de gestion du risque. Elle aborde également la question de la documentation de l'ARP. (CIPF, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 5).

[164] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 864, 867, 870 et 1144 (citant CIPV, NIMP 12 (pièce CRI-170)). La NIMP 12 décrit les principes et directives pour la préparation et la délivrance de certificats phytosanitaires et de certificats phytosanitaires pour la réexportation. (CIPV, NIMP 12 (pièce CRI-170), page 165; et CIPV, NIMP 12 (2022) (pièce CRI-402), page 6).

[165] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 107 (citant CIPV, NIMP 19 (pièce CRI-67)). La NIMP 19 décrit les procédures d'établissement, de maintien et de mise à disposition des listes d'organismes nuisibles réglementés. (CIPV, NIMP 19 (pièce CRI-67), page 4).

i. l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS et, donc, également l'article 2:2 dudit accord, étant donné que la mesure n'est pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS;

ii. l'article 5:6 et, donc, l'article 2:2 de l'Accord SPS;

iii. l'article 2:3 de l'Accord SPS;

iv. l'article 5:5 de l'Accord SPS;

v. l'article 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS;

vi. l'article 8 et l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS;

vii. l'article 7 et l'Annexe B 5) ou l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS;

viii. en conséquence de ce qui précède, les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS;

ix. l'article I:1 du GATT de 1994;

x. l'article XI:1 du GATT de 1994; et

xi. l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.

c. S'agissant de la mesure concernant l'importation d'ananas:

i. l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS et, donc, également l'article 2:2 dudit accord, étant donné que la mesure n'est pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS;

ii. l'article 3:1 de l'Accord SPS;

iii. l'article 5:6 et, donc, l'article 2:2 de l'Accord SPS;

iv. l'article 2:3 de l'Accord SPS;

v. l'article 5:5 de l'Accord SPS;

vi. l'article 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS;

vii. l'article 7 et l'Annexe B 5) ou l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS;

viii. en conséquence de ce qui précède, les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS;

ix. l'article I:1 du GATT de 1994;

x. l'article XI:1 du GATT de 1994; et

xi. l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.

d. S'agissant de la mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes:

i. l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS et, donc, également l'article 2:2 dudit accord, étant donné que la mesure n'est pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS;

ii. l'article 3:1 de l'Accord SPS;

iii. l'article 5:6 et, donc, l'article 2:2 de l'Accord SPS;

iv. l'article 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS;

v. l'article 7 et l'Annexe B 5) ou l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS;

vi. en conséquence de ce qui précède, les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS;

vii. l'article XI:1 du GATT de 1994; et

viii. l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[166]

3.2. Le Costa Rica demande également, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, que le Groupe spécial recommande que le Panama retire les mesures contestées afin que le commerce des produits costariciens considérés puisse reprendre.[167]

3.3. Le Panama demande que le Groupe spécial formule les constatations suivantes:

a. S'agissant de la mesure concernant l'importation de produits laitiers et de produits carnés:

i. La mesure contestée par le Costa Rica dans la présente procédure constitue une "procédure d'homologation" au sens de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. En tant que telle, elle n'est pas soumise aux disciplines des articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:3, 5:5, 5:6 et 5:7 de l'Accord SPS.

ii. Le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama n'avait pas engagé et achevé les procédures d'homologation "sans retard injustifié" au sens de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS en ce qui concerne les 16 établissements de traitement des produits laitiers et des produits carnés du Costa Rica.

iii. Le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama avait agi d'une manière incompatible avec l'article 8 et l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS car il a demandé des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour les procédures d'homologation des établissements de traitement des produits laitiers et des produits carnés du Costa Rica.

iv. Par conséquent, le Costa Rica n'a pas pu établir le bien-fondé de ses allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS, des articles I:1 et XI:1 du GATT de 1994, et de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.

b. S'agissant des mesures concernant l'importation de fraises, d'ananas, de bananes plantains et de bananes:

i. Ces mesures sont des mesures provisoires et le Costa Rica n'a pas démontré qu'elles ne respectaient pas les prescriptions de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

[166] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 6 à 8; première communication écrite, paragraphes 1247 à 1251; et deuxième communication écrite, paragraphes 583 à 589. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 67 (dans laquelle il confirme qu'il a décidé de ne pas développer ses allégations au titre des dispositions ci-après: les articles 5:4, 5:8 et 6:1, l'Annexe B 1) et l'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS, et l'article X:1 et X:3 du GATT de 1994 pour toutes les mesures en cause; l'article 3:1 de l'Accord SPS pour la mesure concernant l'importation de produits laitiers et de produits carnés; l'article 5:3 de l'Accord SPS pour la mesure concernant l'importation de fraises; les articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS et l'article I:1 du GATT de 1994 pour les mesures concernant l'importation de fraises, de bananes plantains et de bananes; et l'Annexe C 1) c) pour les mesures concernant l'importation de fraises, d'ananas, de bananes plantains et de bananes); et à la question n° 106 (dans laquelle il confirme que, dans la mesure où le Groupe spécial considèrera que l'article 7 de l'Accord SPS peut être invoqué indépendamment de l'Annexe B, il maintient son allégation indépendante au titre de l'article 7 de l'Accord SPS) du Groupe spécial.

[167] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1252.

ii. Par conséquent, le Costa Rica n'a pas pu démontrer que ces mesures provisoires étaient incompatibles avec les articles 2:2, 3:1, 5:1, 5:2, 5:3 et 5:6 de l'Accord SPS.

iii. Le Costa Rica n'a pas pu démontrer non plus que la mesure concernant l'importation d'ananas était incompatible avec les articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS.

iv. Le Costa Rica n'a pas établi l'applicabilité de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS aux mesures provisoires en question.

v. Par conséquent, le Costa Rica n'a pas pu établir le bien-fondé de ses allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS, des articles I:1 et XI:1 du GATT de 1994, et de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[168]

4 ARGUMENTS DES PARTIES

4.1. Les arguments des parties sont exposés dans les résumés analytiques qu'elles ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 36 des procédures de travail adoptées par celui-ci (voir les annexes B-1 et B-2).

5 ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1. Les arguments de l'Australie, du Brésil, du Canada, des États-Unis et de l'Union européenne sont exposés dans les résumés analytiques qu'ils ont fournis au Groupe spécial conformément au paragraphe 39 des procédures de travail adoptées par celui-ci (voir les annexes C-1, C-2, C-3, C-4 et C-5). La Chine, la Fédération de Russie, le Guatemala, le Honduras, l'Inde, le Mexique, le Nicaragua, le Royaume-Uni et le Taipei chinois n'ont pas présenté d'arguments écrits ou oraux au Groupe spécial.

6 RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Introduction

6.1. Le 14 août 2024, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties. Le 4 septembre 2024, le Costa Rica et le Panama ont demandé par écrit que le Groupe spécial réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire. Le 25 septembre 2024, le Costa Rica a présenté des observations sur les demandes de réexamen du Panama, et le Panama a indiqué qu'il n'avait pas d'observations à formuler sur les demandes de réexamen présentées par le Costa Rica. Aucune des parties n'a demandé la tenue d'une réunion consacrée au réexamen intérimaire.

6.2. Conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord, la présente section du rapport expose la réponse du Groupe spécial aux demandes présentées par les parties pendant la phase de réexamen intérimaire.[169]

6.3. Le Groupe spécial observe que les demandes de réexamen intérimaire présentées par les parties consistent en: a) la correction d'erreurs typographiques; b) des suggestions concrètes visant à modifier le libellé de certains paragraphes et de certaines notes de bas de page; et c) des suggestions de caractère général qui ne s'accompagnent pas de propositions spécifiques de modification du libellé. Ces dernières sont généralement liées à des demandes visant à ce que le Groupe spécial réévalue ou revoie sa position concernant certains aspects de son raisonnement.

6.4. Dans la présente section, il sera examiné certaines des suggestions concrètes visant à modifier le libellé qui ont été rejetées, ainsi que les suggestions de caractère général liées au réexamen d'un aspect précis du raisonnement du Groupe spécial. Pour ce qui est du reste des demandes, le Groupe

[168] Panama, première communication écrite, paragraphes 442 et 443.

[169] La numérotation des notes de bas de page du rapport final a changé en raison des révisions effectuées pendant la phase de réexamen intérimaire. Les numéros des notes de bas de page indiqués dans la présente section correspondent à ceux du rapport final.

spécial a corrigé les erreurs typographiques indiquées par les parties ainsi que celles qu'il a détectées lui-même depuis qu'il a remis son rapport intérimaire aux parties. Par ailleurs, plusieurs paragraphes et notes de bas de page ont été remaniés en réponse à des suggestions spécifiques de modification, qui peuvent ou non se recouper avec les propositions des parties. Ces remaniements ont pour objectif d'assurer la cohérence, la clarté et la précision du libellé.[170]

6.2 Mesure 1

6.5. Le Panama demande au Groupe spécial de rejeter la pièce CRI-405 mentionnée au **paragraphe 7.173** car: a) elle n'a pas été présentée conformément aux procédures de travail du Groupe spécial, et b) le Panama n'a eu "aucune possibilité véritable" de formuler des observations sur cet élément de preuve, alors que la régularité de la procédure exige que chaque partie se voie accorder une possibilité véritable de faire des observations sur les éléments de preuve fournis par l'autre partie. Il observe que cet élément de preuve a été présenté par le Costa Rica avec ses observations sur la réponse du Panama à la question n° 114 du Groupe spécial, et qu'il porte sur un sujet qui n'a pas été examiné par le Groupe spécial.[171]

6.6. Le Costa Rica demande au Groupe spécial de rejeter cette suggestion du Panama pour deux raisons.[172] Premièrement, il allègue que le paragraphe 5 1) des procédures de travail du présent Groupe spécial autorise expressément la présentation d'éléments de preuve lors de l'étape procédurale au cours de laquelle des observations concernant les réponses données par l'autre partie sont formulées.[173] Deuxièmement, il estime que le Panama fait erreur dans sa description du contexte qui a conduit à la présentation de la pièce CRI-405 car le Groupe spécial n'était pas tenu de formuler une constatation, comme le laisse entendre le Panama, sur la question de savoir si les instruments juridiques figurant dans les pièces CRI-392 et CRI-405 "auraient pu fonctionner ensemble aux fins de la surveillance du respect des LMR au Costa Rica au moment où la mesure en cause a été adoptée".[174] Selon le Costa Rica, cette question "dépasse le cadre de l'analyse du Groupe spécial concernant le caractère suffisant des preuves scientifiques".[175]

6.7. Le Groupe spécial ne partage pas l'avis du Panama selon lequel la pièce CRI-405 mentionnée au paragraphe 7.173 n'a pas été présentée conformément à ses procédures de travail, et selon lequel il a été porté atteinte aux droits du Panama en matière de régularité de la procédure. Premièrement, le Groupe spécial se réfère au paragraphe 5 1) des procédures de travail, qui établit que les parties peuvent présenter des éléments de preuve après la première réunion de fond si ceux-ci sont nécessaires "aux fins de la réfutation" ou "pour répondre aux questions ou pour formuler des observations concernant les réponses données par l'autre partie". Comme l'indique le Costa Rica, la pièce CRI-405 a été présentée dans le cadre de ses observations sur la réponse du Panama à la question n° 114 du Groupe spécial. En conséquence, celui-ci estime que cette pièce a été présentée conformément à ce que prévoient ses procédures de travail.

6.8. Deuxièmement, en ce qui concerne l'atteinte alléguée aux droits du Panama en matière de régularité de la procédure, le Groupe spécial n'est pas d'accord avec le Panama car: a) celui-ci n'a pas contesté cet élément de preuve lorsqu'il a été présenté, ni n'a demandé au Groupe spécial de lui donner la possibilité de répondre; et b) cette pièce est présentée en ce qui concerne un point qui a été abordé dans la série de questions posées après la deuxième réunion de fond, celui de savoir si le Panama disposait de renseignements suffisants sur les bonnes pratiques agricoles et de production de fraises du Costa Rica et sur leur respect. Par conséquent, il ne s'agissait pas d'une question nouvelle qui aurait été présentée pour la première fois dans les observations du Costa Rica sur les réponses du Panama. Comme il ressort du paragraphe 7.173, le Groupe spécial est arrivé à la conclusion que le Panama disposait de renseignements suffisants sur la question pertinente, principalement sur la base du *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* (pièce CRI-369), et il a complété sa conclusion en faisant référence à la pièce CRI-405.

[170] Voir les paragraphes 7.296, 7.774 et 7.1137, et la note de bas de page 2216.
[171] Demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 6 à 8 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Cigarettes (Philippines)*, paragraphes 155 et 160).
[172] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 2.8.
[173] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 2.4 et 2.5.
[174] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 2.6 et 2.7 (faisant référence à Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 7).
[175] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 2.7.

6.9. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial décide de rejeter la demande du Panama et de conserver le libellé du rapport intérimaire.

6.10. Le Panama demande au Groupe spécial d'ajouter aux **paragraphes 7.181 et 7.250** une référence à sa réponse à la question n° 132 du Groupe spécial dans laquelle il explique que la vérification sur place et d'autres mesures de gestion du risque n'étaient pas raisonnablement applicables par le Panama durant la pandémie de COVID-19 en raison des restrictions en matière de voyages et de la capacité réduite de maintien d'un programme pleinement opérationnel en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires (dans le cas d'autres mesures de gestion du risque).[176]

6.11. Selon le Costa Rica, l'ajout proposé par le Panama n'est pas pertinent parce que le Groupe spécial a constaté que celui-ci n'avait pas mentionné la nécessité de procéder à ces vérifications sur place et, par conséquent, il n'est pas pertinent d'examiner s'il était possible de les effectuer durant la pandémie de COVID-19.[177] Le Costa Rica ajoute qu'il ne juge pas approprié d'ajouter une référence à un argument du Panama qui a été rejeté par le Groupe spécial.[178]

6.12. Le Groupe spécial rejette la demande du Panama étant donné que les paragraphes 7.181 et 7.250 s'inscrivent dans un contexte différent, à savoir celui de l'évaluation par le Groupe spécial de l'allégation au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS. Plus précisément, ces paragraphes traitent de la pertinence et du caractère suffisant des preuves scientifiques disponibles au moment de l'adoption de la Mesure 1, et de la question de savoir si le Panama a adopté cette mesure sur la base des renseignements pertinents disponibles. En revanche, la question n° 132 du Groupe spécial, ainsi que la question de savoir si les mesures de rechange pour la Mesure 1 indiquées par le Costa Rica (y compris la vérification à l'origine) étaient raisonnablement applicables, s'inscrivent dans le cadre de l'évaluation de l'allégation au titre de l'article 5:6. Cette évaluation est développée en détail aux paragraphes 7.342 à 7.402 du rapport du Groupe spécial.

6.13. Le Panama demande au Groupe spécial de supprimer la dernière phrase du **paragraphe 7.295** parce qu'il estime que les paragraphes 7.169 à 7.173 auxquels il est fait référence n'étayent pas l'affirmation du Groupe spécial selon laquelle le Panama n'a pas fait valoir qu'il voyait un quelconque problème concernant les BPA du Costa Rica décrites dans le Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise. Il ajoute qu'on ne voit pas très bien ce que signifie le membre de phrase "problème concernant les BPA du Costa Rica décrites dans ce manuel", ni en quoi il est pertinent pour la question en cause.[179]

6.14. Le Costa Rica estime que la demande du Panama est dénuée de fondement parce que l'observation du Groupe spécial est correcte et corrobore sa conclusion que le Panama n'a pas étayé sa position selon laquelle il existait un problème systémique concernant les contrôles de la production de fraises au Costa Rica au moment de l'adoption de la Mesure 1.[180]

6.15. Le Groupe spécial relève que les observations du Panama donnent à penser que l'emplacement de la note de bas de page au paragraphe 7.295, ainsi que la dernière phrase de ce paragraphe, peuvent susciter une certaine confusion chez le lecteur. En même temps, il juge nécessaire de maintenir la dernière phrase pour présenter une vue complète de la position du Panama, s'agissant de sa connaissance du système de production des fraises au Costa Rica et des contrôles applicables dans ce pays. Il a donc modifié l'emplacement de la note de bas de page ainsi que la dernière phrase de ce paragraphe, dans un souci de clarté.

6.16. Le Panama suggère de modifier le libellé du **paragraphe 7.297** afin qu'il soit compatible avec les conclusions du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.192 à 7.200 et qu'il rende plus

[176] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 10 et 11.

[177] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 2.10 à 2.12.

[178] Le Costa Rica indique que le Groupe spécial a constaté que: a) les visites sur place constituaient une mesure de rechange faisable pour la Mesure 1 à la date d'adoption de cette mesure, et b) le Panama n'avait pas démontré que, en septembre 2021, les visites sur place étaient toujours infaisables. Voir Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 2.13 et 2.15.

[179] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 12.

[180] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 2.20.

fidèlement compte de son argument.[181] Le Costa Rica n'a pas formulé d'observations sur cette demande du Panama.

6.17. Le Groupe spécial rejette la demande du Panama étant donné qu'elle ne cadre pas avec ce qu'il a affirmé au paragraphe 7.199 de son rapport. Toutefois, ce paragraphe a été remanié pour tenir compte de la modification apportée au paragraphe 7.296 et de la conclusion formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.199 en ce qui concerne l'importance systémique de l'exportateur de fraises costaricien Fresas Gego.

6.3 Mesure 2

6.3.1 Teneur de la Mesure 2

6.18. Le Panama demande au Groupe spécial, dans un souci d'exhaustivité, de remplacer les références aux "produits laitiers et … produits carnés" au **paragraphe 7.454** et à "tous les produits en cause" aux **paragraphes 7.497 et 7.500** par une liste détaillée des produits en cause, telle qu'elle figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica.[182]

6.19. Le Costa Rica juge inutile de modifier ces paragraphes comme le demande le Panama parce que le paragraphe 2.2 du rapport intérimaire contient la liste complète des produits laitiers et des produits carnés en cause.[183]

6.20. Le Groupe spécial rejette la demande du Panama parce qu'il estime que le remplacement des références aux "produits laitiers et … produits carnés" au paragraphe 7.454 et à "tous les produits en cause" aux paragraphes 7.497 et 7.500, par une liste détaillée des produits en cause, allonge inutilement le paragraphe et n'apporte pas d'éclaircissement supplémentaire à ce qui est indiqué dans le libellé du rapport intérimaire. Afin d'éviter les répétitions inutiles, le Groupe spécial a inséré les notes de bas de page 998, 1104 et 1109 dans chacun des trois paragraphes indiqués par le Panama, lesquelles renvoient à la liste complète des produits en cause qui est détaillée plus haut au paragraphe 2.2 du rapport. En outre, il est indiqué dans les notes de bas de page que, dans la section du rapport consacrée à la Mesure 2, l'expression "les produits en cause" est employée pour désigner ces produits laitiers et ces produits carnés.

6.3.2 Dispositions de l'Accord SPS applicables à la Mesure 2 et allégation au titre de l'article 5:6 de l'Accord

6.21. Le Panama demande au Groupe spécial de modifier le **paragraphe 7.551** afin de conclure que l'article 5:6 de l'Accord SPS ne s'applique qu'aux mesures SPS de fond, et de supprimer ou modifier les **paragraphes 7.805 à 7.859** de manière à les rendre conformes à cette conclusion. De l'avis du Panama, le texte de l'article 5:6 établit expressément qu'il est applicable exclusivement aux mesures SPS de fond.

6.22. Le Costa Rica demande au Groupe spécial de rejeter les modifications proposées par le Panama parce que cette demande "dépasse le cadre du réexamen du rapport intérimaire d'un groupe spécial"[184], du fait qu'elle présente des arguments juridiques soulevant des questions concernant le bien-fondé de l'analyse du Groupe spécial, mettant ainsi en cause le fondement même des conclusions de celui-ci.[185] Selon le Costa Rica, la demande du Panama "revient clairement à engager un débat avec le Groupe spécial sur le bien-fondé de son analyse concernant l'applicabilité des articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS aux mesures qui constituent des procédures de renouvellement".[186] Le Costa Rica indique que, dans des différends antérieurs, des groupes spéciaux ont établi que la phase de réexamen n'avait pas pour objet de donner aux parties la possibilité d'"engager un débat avec le Groupe spécial" et avaient rejeté les demandes de réexamen qui

[181] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 15.
[182] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 16 à 18.
[183] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 3.2 et 3.3.
[184] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 3.5 et 3.6.
[185] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 3.9 et 3.10.
[186] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 3.7.

soulevaient des questions concernant le bien-fondé de l'analyse et des constatations du groupe spécial.[187]

6.23. Le Groupe spécial rejette la demande du Panama parce que la question de l'applicabilité des différentes dispositions de l'Accord SPS, y compris l'article 5:6, à la Mesure 2 a été examinée aux paragraphes 7.546 à 7.553. Dans ses communications, le Panama avait déjà fait valoir que, selon lui, les obligations énoncées à l'article 5:6 ne s'étendaient pas aux procédures d'homologation, de contrôle ou d'inspection, mais uniquement aux mesures SPS de fond.[188] Comme il est indiqué au paragraphe 7.551, le Groupe spécial ne partage pas cet avis, car il ne voit aucune raison pour laquelle les obligations énoncées aux articles 5:6 et 2:2 ne s'appliqueraient pas à la Mesure 2. De plus, il souscrit à l'approche adoptée dans des différends antérieurs selon laquelle, conformément à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord, le processus de réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base d'arguments qui ont déjà été débattus.[189]

6.3.3 Allégation au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS

6.24. Le Panama demande au Groupe spécial de faire mention, aux **paragraphes 7.728 et 7.731,** du fait que la Mesure 2 et l'AUPSA ont pour objectif de vérifier et d'assurer le respect des prescriptions sanitaires à l'importation, conformément à ce que le Groupe spécial lui-même a indiqué aux paragraphes 7.543 et 7.544.[190]

6.25. Le Costa Rica estime que l'ajout proposé par le Panama "n'est pas pertinent pour les constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.728 et 7.731".[191] Selon lui, le libellé proposé par le Panama fait référence à une caractéristique de la Mesure 2 qui n'est pas pertinente aux fins de la constatation du Groupe spécial concernant l'objectif poursuivi au sens de l'Annexe A 1) et les risques traités par la Mesure 2.[192]

6.26. Le Groupe spécial rejette la demande du Panama car, bien que celle-ci ne soit pas incorrecte, le libellé proposé n'est pas pertinent. Ces paragraphes font référence à l'évaluation par le Groupe spécial de la question de savoir si ladite mesure constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS et, plus précisément, à la détermination de l'objectif sanitaire de la Mesure 2 au titre de cette Annexe. Afin de clarifier ce point, le Groupe spécial a modifié la dernière phrase du paragraphe 7.731.

6.4 Mesures 3 et 4

6.27. Le Panama suggère de modifier le libellé des **paragraphes 7.882, 7.1195 et 7.1196** parce que, selon lui, le libellé du rapport intérimaire donne à penser que la qualification des Mesures 3 et 4 en tant que mesures SPS a été une question controversée entre les parties, ou que la position du Panama a été ambiguë sur ce point.[193] Il demande par ailleurs que les paragraphes 7.1195 et 7.1196 soient fusionnés pour former un seul paragraphe, étant donné que la Mesure 4 est une mesure SPS "précisément *parce qu'*elle a été adoptée aux fins de la protection contre un risque phytosanitaire spécifique, à savoir l'introduction du Foc R4T sur le territoire panaméen".[194]

---

[187] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 3.6 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 5.2; et *Indonésie – Produits en fer ou en acier (Viet Nam)*, Annexe A-3, paragraphe 2.4).

[188] Voir, par exemple, Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 45.

[189] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Poulet (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 6.43 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259; et aux rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 6.106; *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7; et *UE – Paquet législatif pour l'énergie*, paragraphe 6.3).

[190] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 26.

[191] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 3.14.

[192] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 3.16.

[193] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 28 (concernant la Mesure 3) et 36 (concernant la Mesure 4).

[194] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 36. (mise en relief dans l'original)

6.28. Le Costa Rica estime que la modification proposée par le Panama devrait être rejetée parce que le libellé du Groupe spécial rend plus précisément compte du fait que le Panama n'a pas abordé la question de savoir si les Mesures 3 et 4 pouvaient être qualifiées de mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) a) et de l'article 1:1 de l'Accord SPS.[195] Il indique en outre que, puisque la modification demandée par le Panama au paragraphe 7.1195 n'est pas pertinente, la demande visant à fusionner ce paragraphe avec le paragraphe 7.1196 ne devrait pas non plus être acceptée.[196]

6.29. Le Groupe spécial ne souscrit pas à l'avis du Panama selon lequel le libellé du rapport intérimaire, qui indique que le Panama ne s'est pas prononcé sur la question de savoir si les Mesures 3 et 4 relèvent de l'Accord SPS, donne à penser que cette question a été controversée ou que la position du Panama sur ce point a été ambiguë. Toutefois, par souci de clarté, le Groupe spécial a remanié le libellé pour indiquer que l'absence d'arguments spécifiques à cet égard signifie que le Panama ne conteste pas l'applicabilité de l'Accord SPS aux mesures en cause dans la présente procédure.[197] En ce qui concerne les modifications proposées par le Panama au paragraphe 7.1196, le Groupe spécial les rejette car, bien que le Panama ne se soit pas prononcé sur le point de savoir si la Mesure 4 est une mesure SPS conformément à la définition de l'Annexe A 1) et à l'article 1:1 de l'Accord SPS, il s'est spécifiquement prononcé sur l'objectif poursuivi par cette mesure, un aspect sur lequel les parties sont en désaccord.

6.5 Mesure 3

6.30. Le Panama demande la modification du libellé concernant la charge de la preuve aux **paragraphes 7.894 et 7.913** afin de rendre compte de l'attribution de cette charge au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS, décrite au paragraphe 7.121 du rapport. Selon le Panama, ladite charge incombe au Costa Rica et non à lui.[198]

6.31. Le Costa Rica estime que la modification proposée par le Panama n'est pas pertinente car, bien qu'il lui incombe de démontrer que la Mesure 3 ne satisfait pas au moins à l'une des prescriptions de l'article 5:7, c'est le Panama qui doit démontrer que les mesures satisfont aux quatre prescriptions prévues dans cette disposition. À son avis, c'est ce que signifie précisément le libellé des paragraphes en question dans le rapport intérimaire. Le Costa Rica ajoute que la demande de modification du paragraphe 7.894 inclut la suppression des observations du Groupe spécial sur la relation entre l'article 5:7 et les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS, sans qu'il y ait de motif pour cette suppression.[199]

6.32. Le Groupe spécial rejette les modifications du libellé des paragraphes 7.894 et 7.913 proposées par le Panama parce qu'elles ne rendent pas adéquatement compte de l'attribution de la charge de la preuve au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS, telle qu'elle est décrite au paragraphe 7.121. Toutefois, afin d'assurer la cohérence avec d'autres passages du présent rapport et de rendre fidèlement compte de l'interprétation du Groupe spécial concernant la charge de la preuve au titre de cette disposition, le libellé de ces deux paragraphes a été remanié.

6.33. Le Panama demande au Groupe spécial de supprimer les **paragraphes 7.949 à 7.951** dans le rapport final car il les juge inutiles.[200] De ce fait, il demande également que le début du **paragraphe 7.952** soit modifié.[201]

6.34. Le Costa Rica estime que la demande du Panama visant à supprimer les paragraphes indiqués devrait être rejetée parce que: a) ces paragraphes démontrent que le Costa Rica a été le seul à maintenir la communication avec le Panama, de sorte que l'affirmation concernant le silence de

[195] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 4.3 et 4.4 (concernant la Mesure 3), et 5.3 et 5.4 (concernant la Mesure 4).
[196] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 5.3 et 5.4.
[197] Dans un souci de cohérence, des remaniements similaires ont été apportés aux paragraphes 7.59 et 7.512, qui résument la position du Panama sur le point de savoir si la Mesure 1 et la Mesure 2 constituent des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) a) et de l'article 1:1 de l'Accord SPS.
[198] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 29 et 30.
[199] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 4.8 à 4.12.
[200] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 31 et 32.
[201] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 33.

celui-ci est correcte d'un point de vue factuel, et b) la description du Groupe spécial est requise et nécessaire pour évaluer le caractère suffisant des preuves scientifiques.[202]

6.35. Le Groupe spécial rejette la demande du Panama parce que, selon lui, les paragraphes 7.949 et 7.950 décrivent fidèlement plusieurs demandes de renseignements que le Panama a adressées au Costa Rica en ce qui concerne l'adoption de la Mesure 3. Les renseignements en question étaient ceux que le Panama jugeait nécessaires pour procéder à l'évaluation du risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais du Costa Rica, un aspect essentiel aux fins de l'examen au titre de la première prescription de l'article 5:7. Il est donc pertinent d'indiquer en détail les différentes formulations adoptées au fil du temps pour les demandes de renseignements du Panama. Le Groupe spécial a modifié le paragraphe 7.949 afin d'éviter que, comme l'allègue le Panama, on puisse comprendre qu'il fait référence à toutes les communications entre les parties qui sont postérieures à l'adoption de la Mesure 3. En ce qui concerne les paragraphes 7.951 et 7.952, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'y apporter un quelconque changement, étant donné qu'il n'a pas fondamentalement modifié les paragraphes 7.949 et 7.950.

6.6 Mesure 4

6.36. Le Panama propose d'apporter des modifications aux **paragraphes 7.1199 b), 7.1200 et 7.1205** afin de rendre plus fidèlement compte de ses arguments concernant le contexte dans lequel la Mesure 4 a été adoptée.[203] Par ailleurs, il demande au Groupe spécial de réévaluer les **paragraphes 7.1217 à 7.1219 et 7.1231**, ainsi que certains éléments de preuve qui font partie du dossier, pour déterminer si la Mesure 4 a été adoptée aux fins de la protection contre l'entrée du Foc R4T sur le territoire panaméen.[204]

6.37. Le Costa Rica estime que le Groupe spécial devrait rejeter les demandes du Panama concernant les paragraphes 7.1199, 7.1200, 7.1205, 7.1217 à 7.1219 et 7.1231, à l'exception de la correction de l'erreur dans la date de l'alerte régionale de l'OIRSA au paragraphe 7.1199.[205]

6.38. Pour ce qui est du paragraphe 7.1199, le Costa Rica estime que les ajouts demandés par le Panama sont inutiles[206], étant donné que le libellé du rapport intérimaire reprend l'argument du Panama selon lequel plusieurs événements liés au Foc R4T qui sont antérieurs à la Mesure 4 ont conduit à l'adoption de celle-ci.[207] En ce qui concerne le paragraphe 7.1200, le Costa Rica indique que, puisque la modification du paragraphe 7.1199 est jugée inutile, ce paragraphe ne devrait pas non plus être modifié.[208]

6.39. Concernant le paragraphe 7.1205, le Costa Rica estime que le libellé du rapport intérimaire décrit de manière objective les éléments factuels qui, selon le Panama, "font indissociablement partie des circonstances qui entourent l'application de la Mesure 4".[209]

6.40. En ce qui concerne les paragraphes 7.1217 à 7.1219, le Costa Rica fait valoir que, dans ces paragraphes, le Groupe spécial tient compte de la chronologie établie par le Panama et examine tous les faits de celle-ci, sans se concentrer sur l'un d'eux de manière isolée.[210] Par ailleurs, il soutient que la demande du Panama concernant ces paragraphes dépasse le cadre du réexamen du rapport intérimaire d'un groupe spécial parce que le Panama demande au Groupe spécial de revoir son

[202] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 4.14 à 4.18.
[203] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 39 à 41.
[204] Panama, demande de réexamen intérimaire, paragraphes 42 à 50. Ces éléments consistent dans l'importance d'un point de vue chronologique de l'alerte phytosanitaire de l'OIRSA indiquant la présence du Foc R4T dans la région, la déclaration d'urgence sanitaire en Colombie en raison de la présence du parasite le 5 août 2019, et la communication du Panama au Costa Rica du 22 février 2021, conjointement avec les autres événements mentionnés dans la réponse du Panama à la question n° 193 b) du Groupe spécial.
[205] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 5.6, 5.14, 5.16, 5.25, 5.28 et 5.31.
[206] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphes 5.8 à 5.10.
[207] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 5.7.
[208] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 5.14.
[209] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 5.17.
[210] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 5.23.

évaluation objective de plusieurs éléments factuels, ainsi que sa conclusion que la Mesure 4 n'a pas pour objectif la prévention de l'entrée du Foc R4T au Panama.[211] De même, le Costa Rica estime que la demande du Panama concernant le paragraphe 7.1231 dépasse le cadre du réexamen du rapport intérimaire d'un groupe spécial, du fait qu'il est demandé au Groupe spécial de revoir l'évaluation objective qu'il a faite de la pièce CRI-109, ainsi que ses conclusions à cet égard.[212]

6.41. Le Groupe spécial rejette les modifications rédactionnelles proposées par le Panama concernant le paragraphe 7.1199, étant donné que le libellé du rapport intérimaire rend précisément compte des arguments de celui-ci. Pour la même raison, il rejette aussi les modifications que le Panama demande en ce qui concerne les paragraphes 7.1200 et 7.1205.

6.42. Le Groupe spécial rejette également la demande du Panama visant à ce que le Groupe spécial réévalue les paragraphes 7.1217 à 7.1219 et conclue que l'objectif de la Mesure 4 était la protection contre le risque d'entrée et d'établissement du Foc R4T au Panama. Aux paragraphes 7.1208 à 7.1227 du rapport, le Groupe spécial examine attentivement les éléments de preuve versés au dossier afin de déterminer l'objectif de la Mesure 4. La conclusion de cette analyse, qui est complétée par celle qui suit aux paragraphes 7.1228 à 7.1232, est que les événements qui, selon le Panama, constituent le "contexte" de la Mesure 4, comme les communications du Panama postérieures à l'adoption de cette mesure, ne démontrent pas que l'objectif de la Mesure 4 est la protection contre le risque d'introduction du Foc R4T sur le territoire panaméen. Les observations du Panama concernant les paragraphes 7.1217 à 7.1219 visent à ce que le Groupe spécial réévalue cette conclusion à partir d'une évaluation des éléments de preuve versés au dossier suivant des arguments qu'il a déjà présentés dans ses communications.[213] En outre, comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial souscrit à l'avis selon lequel le processus de réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base d'arguments qui ont déjà été débattus.[214]

6.43. Enfin, le Groupe spécial rejette la demande du Panama visant à ce qu'il réexamine la teneur de la pièce CRI-109 et réévalue sa conclusion figurant au paragraphe 7.1231 sur l'objectif de la Mesure 4. Il a évalué cette pièce dans le cadre de l'ensemble des éléments de preuve versés au dossier sur lesquels il a fondé ses conclusions concernant l'objectif de la Mesure 4; ladite pièce n'est pas le seul élément de preuve étayant sa conclusion. Afin d'exprimer plus clairement cette idée, il a remanié le libellé du paragraphe 7.1231.

7 CONSTATATIONS

7.1 Mandat du Groupe spécial

7.1.1 Décision préliminaire

7.1. Comme il a été indiqué plus haut dans la section 1.3.2, le Panama a posé deux questions au sujet du mandat du Groupe spécial que celui-ci a abordées dans une seule décision préliminaire, à savoir:

a. si, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica, il y a un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord; et

b. si les allégations formulées par le Costa Rica au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS sortent du cadre du mandat du Groupe spécial.

7.2. S'agissant de la première question, le Groupe spécial a conclu que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica établissait explicitement un lien entre les mesures contestées et les dispositions des accords visés dont il était allégué qu'elles avaient été enfreintes.

[211] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 5.24 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 5.2; et *Indonésie – Produits en fer ou en acier (Viet Nam)*, Annexe A-3, paragraphe 2.4).

[212] Costa Rica, observations sur la demande de réexamen intérimaire du Panama, paragraphe 5.30.

[213] Voir, par exemple, Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 195 à 200; et réponse à la question n° 193 du Groupe spécial, paragraphes 231 à 234.

[214] Voir plus haut la note de bas de page 189.

Par conséquent, il a constaté que cette demande d'établissement d'un groupe spécial n'était pas incompatible avec la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord imposant qu'elle contienne "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème".[215] En conséquence, le Groupe spécial a également constaté que les droits en matière de régularité de la procédure du Panama n'avaient pas été violés parce qu'il n'avait pas été satisfait à la prescription susmentionnée de l'article 6:2.[216]

7.3. S'agissant de la deuxième question relative aux allégations formulées par le Costa Rica au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS, le Groupe spécial a conclu que le Costa Rica n'avait pas inclus ces allégations dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il a donc constaté que ces allégations sortaient du cadre de son mandat.[217]

7.1.2 Question de savoir si les procédures contestées par le Costa Rica au sujet des Mesures 1, 3 et 4 relèvent du mandat du Groupe spécial

7.4. Le Costa Rica allègue que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS lorsqu'il a occasionné des retards injustifiés en engageant et en achevant des procédures dont l'objet était de vérifier et d'assurer le respect des prohibitions à l'importation de fraises, d'ananas, de bananes plantains et de bananes du Costa Rica (Mesures 1, 3 et 4, respectivement).[218]

7.5. Le Costa Rica décrit les procédures contestées relatives aux Mesures 1, 3 et 4 comme il est indiqué en détail ci-après:

a. La procédure relative à la Mesure 1 correspond à "la procédure d'examen par le Panama de la demande du Costa Rica visant le retrait de la prohibition à l'importation de fraises imposée le 20 janvier 2020".[219]

b. La procédure relative à la Mesure 3 correspond "au "processus de révision par le Panama des prescriptions phytosanitaires pour l'importation d'ananas du Costa Rica, qui inclut un processus d'évaluation du risque"".[220]

c. La procédure relative à la Mesure 4 correspond "au "processus d'examen qui inclut une évaluation du risque qui requiert également l'homologation des usines de conditionnement costariciennes"".[221]

7.6. Cette description des procédures, associée à la description que le Costa Rica a faite des mesures en cause dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, a amené le Groupe spécial à juger opportun d'examiner si ces procédures avaient été dûment indiquées dans cette demande. À cet égard, il convient de rappeler que, conformément aux dispositions des articles 6:2 et 7 du Mémorandum d'accord, le mandat d'un groupe spécial se limite aux mesures indiquées et aux allégations présentées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial du plaignant. En conséquence, les groupes spéciaux doivent traiter toutes les questions qui touchent au fondement de leur compétence, le cas échéant de leur propre chef, afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils sont habilités à connaître de l'affaire.[222] Il s'ensuit que le Groupe spécial juge nécessaire de s'assurer

[215] Décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 3.43. Voir l'Annexe D-1 du présent rapport.
[216] Décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 3.46.
[217] Décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 4.21.
[218] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 423 e), 539 et 544 (Mesure 1); 184 f) et 308 (Mesure 3); et 335 d) et 390 (Mesure 4).
[219] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 541. Dans sa première communication écrite, le Costa Rica fait référence à la procédure relative à la Mesure 1 en d'autres termes. Voir Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 471, 472 et 497.
[220] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 312.
[221] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 394.
[222] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 36 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 54). Dans des différends antérieurs, il a été considéré que "[l]'attribution de compétence à un groupe spécial [était] une condition préalable fondamentale à la licéité de la procédure de groupe spécial" et que "[p]our cette raison, les groupes spéciaux ne [pouvaient] simplement faire abstraction de questions qui touch[aient] au fondement de leur compétence – c'est-à-dire à leur pouvoir de traiter et de régler des questions." (*Ibid*.)

que, dans l'affaire dont il est saisi, les procédures relatives aux Mesures 1, 3 et 4 contestées par le Costa Rica relèvent de son mandat. Il procèdera ci-après à l'analyse de cette question.

7.1.2.1 Principaux arguments des parties

7.1.2.1.1 Costa Rica

7.7. Le Costa Rica soutient que les procédures relatives aux Mesures 1, 3 et 4 entrent dans le cadre du mandat du Groupe spécial. De l'avis du Costa Rica, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, il a décrit les actes et omissions qui constituent les mesures en cause, ce qui comprend ces procédures.[223]

7.8. Le Costa Rica indique que, conformément à la jurisprudence, tout acte ou toute omission imputable à un Membre peut être indiqué comme étant la mesure en cause dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. Il ajoute qu'il est important de ne pas confondre cette prescription avec la prescription imposant d'exposer les allégations juridiques, et que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord n'exige pas que, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les actes ou omissions qui constituent la mesure en cause soient décrits d'une manière qui incorpore les allégations juridiques.[224] De plus, le Costa Rica signale que le Panama n'a présenté aucune exception en matière de compétence concernant la description des mesures dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[225]

7.9. Le Costa Rica considère que, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, il ne s'est pas limité à décrire les mesures comme étant des prohibitions à l'importation. Il affirme que sa description des mesures inclut un récit détaillé reflétant ses échanges avec le Panama en vue de reprendre le commerce. Selon le Costa Rica, les événements qu'il décrit indiquent que ces échanges correspondaient à un *processus* visant à déterminer si le Panama autorisait à nouveau les importations de fraises, d'ananas, de bananes plantains et de bananes du Costa Rica.[226]

7.10. S'agissant de la Mesure 1, le Costa Rica considère que sa demande d'établissement d'un groupe spécial inclut une description des communications au moyen desquelles il a demandé au Panama le "retrait de la prohibition à l'importation" de fraises du Costa Rica. Selon lui, la procédure relative à la Mesure 1 est l'examen de cette demande par le Panama, tel que cela a été indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[227]

7.11. S'agissant de la Mesure 3, le Costa Rica considère que sa demande d'établissement d'un groupe spécial inclut une description des différents faits qui indique les actes et omissions imputables au Panama pendant une longue période.[228] Selon le Costa Rica, la procédure relative à la Mesure 3 est le "processus de révision" des prescriptions phytosanitaires pour l'importation (PPI) d'ananas du Costa Rica.[229] Le Costa Rica considère que la description de la Mesure 3 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial reflète le fait que "la prohibition" à l'importation d'ananas costariciens était liée à l'obtention de renseignements sur le statut phytosanitaire du Costa Rica. Il indique que la "prohibition" serait maintenue jusqu'à ce que le Panama considère qu'il avait tous les renseignements nécessaires pour la réviser. Selon le Costa Rica, ce processus de révision est reflété dans les communications entre les parties.[230]

7.12. S'agissant de la Mesure 4, le Costa Rica considère que sa demande d'établissement d'un groupe spécial inclut une description des différents faits qui indique les actes et omissions imputables

---

[223] Costa Rica, réponse à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphes 1.6 et 1.15. Voir aussi Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 1.6.

[224] Costa Rica, réponse à la question n° 102, paragraphe 1.5 (citant les rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81; *Australie – Pommes,* paragraphe 417; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 136), et à la question n° 103, paragraphes 1.18 et 1.20, du Groupe spécial.

[225] Costa Rica, réponses aux questions du Groupe spécial n° 102, paragraphe 1.7; et n° 103, paragraphe 1.19.

[226] Costa Rica, réponse à la question n° 103 du Groupe spécial, paragraphe 1.19. (italique dans l'original)

[227] Costa Rica, réponse à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphes 1.9 et 1.10.

[228] Costa Rica, réponse à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 1.11.

[229] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 938.

[230] Costa Rica, réponse à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 1.12.

au Panama pendant une certaine période.[231] Selon le Costa Rica, la procédure relative à la Mesure 4 est le processus de révision technique des PPI visant les bananes plantains et les bananes, y compris, dans le cas des bananes plantains, les homologations des usines de conditionnement.[232] Le Costa Rica considère que la description de la Mesure 4 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique clairement que la procédure en question relève du mandat du Groupe spécial.[233]

7.1.2.1.2 Panama

7.13. Le Panama considère que les procédures que le Costa Rica conteste dans ses communications en ce qui concerne les Mesures 1, 3 et 4 sortent du cadre du mandat du Groupe spécial parce qu'elles n'ont pas été suffisamment indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica.[234]

7.14. De l'avis du Panama, il ressort de la description des Mesures 1, 3 et 4 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica que celui-ci contestait des mesures SPS de fond, et non des procédures visant à vérifier et à assurer le respect de ces mesures SPS de fond.[235] De plus, le Panama considère qu'une liste générique d'échanges entre les parties est tout simplement insuffisante pour indiquer les mesures en cause avec le degré de spécificité requise par l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[236]

7.15. Le Panama considère que les communications auxquelles le Costa Rica se réfère lorsqu'il décrit les Mesures 1, 3 et 4 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'indiquent pas que le Costa Rica conteste une procédure en vertu de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS.[237] S'agissant de la Mesure 4, le Panama ajoute que, bien qu'elle inclue une brève référence à la suspension des importations de bananes plantains et de bananes jusqu'à ce qu'il homologue les usines de conditionnement costariciennes, la description explicative de la mesure se réfère à une mesure SPS de fond.[238] Il considère que les communications du Costa Rica dans la présente procédure corroborent ce qui précède.[239]

7.1.2.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1.2.2.1 Critère juridique pertinent

7.16. L'article 7:1 du Mémorandum d'accord prescrit que le mandat des groupes spéciaux consiste à "examiner, à la lumière des dispositions pertinentes (de l'accord visé (des accords visés) cité(s) par les parties au différend), la question portée devant l'ORD […], faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans cet accord (ces accords)". En conséquence, comme il a été indiqué plus haut dans le paragraphe 1.4, le mandat du Groupe spécial est défini par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica.

7.17. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord définit les prescriptions auxquelles doit satisfaire une demande d'établissement d'un groupe spécial. Conformément à cette disposition, en plus d'être présentée par écrit et de préciser si des consultations ont eu lieu, la demande d'établissement d'un groupe spécial "indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du

---

[231] Costa Rica, réponse à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphes 1.13 et 1.14.

[232] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1166 (citant la Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); et la Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97)); et deuxième communication écrite, paragraphe 392. Le Costa Rica confirme ce qui précède dans sa réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.189.

[233] Costa Rica, réponse à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 1.14.

[234] Panama, réponse à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 1; et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 8.

[235] Panama, réponse à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphes 2 à 5.

[236] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 1.

[237] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphes 2 à 5.

[238] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 6.

[239] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 102 du Groupe spécial, paragraphe 7.

fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". Il découle de ce qui précède que les mesures qui n'ont pas été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica et les allégations qui n'y figurent pas ou y figurent de manière erronée ne pourraient pas être examinées par le Groupe spécial.[240]

7.18. Comme cela a été indiqué précédemment, le Groupe spécial juge nécessaire de s'assurer que les procédures relatives aux Mesures 1, 3 et 4 relèvent de son mandat. Par conséquent, la prescription pertinente pour l'analyse du Groupe spécial est celle qui concerne l'indication des mesures spécifiques en cause. Étant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial réalise un objectif concernant la régularité de la procédure, cette prescription a été interprétée comme impliquant que les mesures en cause soient indiquées "avec le niveau de détail suffisant pour dévoiler la nature de la mesure et l'essentiel de ce qui est en cause".[241]

7.19. Le Groupe spécial partage l'avis du Costa Rica[242] selon lequel, lors de l'examen de la question de savoir si une mesure a été indiquée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, il ne faut pas exiger que la mesure ait été indiquée telle qu'était libellée l'obligation dont le non-respect est allégué. De plus, il a été considéré que le caractère suffisant d'une demande d'établissement d'un groupe spécial pour ce qui est d'indiquer une mesure doit être vérifié en lisant cette demande dans son ensemble et d'après le libellé utilisé dedans.[243]

7.20. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial examinera ci-après si les procédures que le Costa Rica conteste en ce qui concerne les Mesures 1, 3 et 4 ont été indiquées avec le niveau de détail suffisant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica et, en conséquence, relèvent de son mandat.

7.1.2.2.2 Question de savoir si le Costa Rica a indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial les procédures qu'il conteste en ce qui concerne les Mesures 1, 3 et 4

7.1.2.2.2.1 Procédure relative à la Mesure 1

7.21. Le Costa Rica indique que, "en ce qui concerne la prohibition à l'importation de fraises, le Costa Rica conteste la procédure d'examen par le Panama de sa demande visant le retrait de la prohibition à l'importation de fraises du Costa Rica."[244] Le Groupe spécial procèdera à l'examen du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica pour déterminer si celui-ci a indiqué avec le niveau de détail suffisant la procédure qu'il conteste en ce qui concerne la Mesure 1.

7.22. Le Costa Rica décrit la mesure relative à l'importation de fraises (Mesure 1) dans la section I.1 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial qui est intitulée "Mesure qui restreint ou prohibe les importations de fraises originaires du Costa Rica." Cette section se compose de six paragraphes. Le premier paragraphe décrit la mesure comme la décision du Panama de "prohiber les importations de fraises du Costa Rica" dont le Panama a informé le Costa Rica au moyen de la Note n° AUPSA-AG-051-2020 du 20 février 2020, et explique les raisons pour lesquelles le Panama a imposé cette prohibition. Dans les quatre paragraphes suivants, le Costa Rica se réfère aux échanges de communications qu'il a eus avec le Panama en ce qui concerne la Mesure 1.[245] Dans ces paragraphes, il n'est pas fait mention d'une demande du Costa Rica visant à ce que le Panama retire la prohibition à l'importation de ses fraises, mais il est seulement indiqué que, dans des communications du 12 juin 2020 et du 19 février 2021, le Costa Rica réaffirmait être disposé à "remédier à cette situation, avec pour objectif fondamental de rétablir les expéditions de fraises du Costa Rica."[246] Dans le dernier paragraphe de cette section, il est conclu que, "[m]algré les renseignements et les explications fournies par le Costa Rica, le Panama maintient à ce jour la prohibition visant les importations de fraises en provenance du Costa Rica […], laquelle est

[240] Voir les rapports des Groupes spéciaux *Colombie – Textiles (article 21:5 – Colombie) / Colombie – Textiles (article 21:5 – Panama)*, paragraphe 7.368; et *Russie – Matériels ferroviaires*, paragraphe 7.822.

[241] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 169.

[242] Costa Rica, réponses aux questions du Groupe spécial n° 102, paragraphe 1.5; et n° 103, paragraphe 1.20.

[243] Rapport de l'Organe d'appel *Russie – Matériels ferroviaires*, paragraphes 5.29 et 5.38.

[244] Costa Rica, réponse aux questions du Groupe spécial n° 96, paragraphe 3.162; et n° 98, paragraphe 3.174. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 541.

[245] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 1 et 2.

[246] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 2.

dépourvue de fondement, de preuves scientifiques, d'analyse des risques ou de quelque autre justification valable au regard des règles de l'OMC."[247]

7.23. Le Groupe spécial considère que la description que le Costa Rica fait de la Mesure 1 dans la section I.1 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial et, en particulier, dans les paragraphes 2 à 6 de cette section, ne permet pas de discerner que le Costa Rica conteste, en plus d'une prohibition à l'importation de fraises du Costa Rica dont celui-ci allègue qu'elle a été imposée sans justification scientifique, une procédure qui consiste à examiner la demande de suppression de cette prohibition. Bien que les explications figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial fournissent un contexte sur la raison de la prohibition et les tentatives de dialogue et d'éclaircissements techniques ultérieures, à aucun moment il n'est fait référence, directement ou indirectement, à une procédure comme celle qui est décrite par le Costa Rica dans ses communications. De l'avis du Groupe spécial, ce manque de précision fait que le Panama est dans l'impossibilité de savoir, en se fondant sur les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial, que le Costa Rica contestait non seulement la prohibition visant ses importations de fraises, mais également une procédure liée à cette prohibition.

7.24. Il n'est pas remédié à ce manque de précision dans la section I.1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial en ce qui concerne l'indication de la procédure que le Costa Rica conteste par la forme sous laquelle celui-ci a présenté son allégation au titre de l'article 8 et de l'Annexe C dans la section II de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Dans cette section, qui contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte, le Costa Rica indique que "[t]outes les mesures décrites dans la section I de la présente demande (appelées collectivement les "mesures en cause") sont incompatibles avec toutes les obligations suivantes contractées par le Panama au titre des Accord visés de l'OMC"[248] et il allègue que ces mesures sont incompatibles avec:

a. L'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS, lue conjointement avec l'article 8, étant donné que le Panama a occasionné des retards injustifiés en engageant et en achevant les procédures nécessaires pour vérifier et assurer le respect de chacune des mesures en cause.

b. L'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS, lue conjointement avec l'article 8, en ce qui concerne la durée, au Panama, des procédures visant à vérifier et à assurer le respect de chacune des mesures en cause.

c. L'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS, lue conjointement avec l'article 8, étant donné que les demandes de renseignements du Panama ne sont pas limitées à ce qui est nécessaire pour mener à bien les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation liées à chacune des mesures en cause.[249]

7.25. Dans cette section, le Costa Rica se réfère aux "procédures nécessaires pour vérifier et assurer le respect de chacune des mesures en cause". Cette référence ne donne aucun renseignement sur les procédures nécessaires pour vérifier et assurer le respect de la prohibition à l'importation de fraises auxquelles le Costa Rica se réfère. Pour le Groupe spécial, on ne voit pas très bien comment la procédure contestée (à savoir l'examen de la demande du Costa Rica visant à ce que le Panama retire cette prohibition) aurait pu être comprise par le Panama comme une procédure relative à la vérification et au respect de cette même prohibition. Ainsi, lorsqu'elle décrit la mesure contestée au titre de l'article 8 et de l'Annexe C, la demande d'établissement d'un groupe spécial ne fournit pas de renseignements additionnels permettant de discerner que le Costa Rica contestait la procédure telle qu'il la décrivait dans ses communications. La conclusion antérieure est confirmée par l'accent que le Costa Rica met sur l'absence de fondement ou de justification scientifique de la Mesure 1, ce qui indique qu'il contestait la prohibition à l'importation de fraises costariciennes, et non une procédure liée à cette prohibition.

7.26. En conclusion, à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, le Groupe spécial considère que le Costa Rica n'a pas indiqué dans cette demande, en tant que mesure en cause, la procédure qu'il conteste en ce qui concerne la Mesure 1, à savoir l'examen par le Panama de la demande du Costa Rica visant le retrait de la prohibition à l'importation

[247] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 2 et 3.
[248] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6.
[249] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 7 et 8.

de fraises du Costa Rica. En conséquence, le Groupe spécial constate que la procédure contestée par le Costa Rica en ce qui concerne la Mesure 1 ne relève pas de son mandat.

7.1.2.2.2.2 Procédure relative à la Mesure 3

7.27. Le Costa Rica décrit la procédure relative à la Mesure 3 comme le "processus de révision" des PPI visant les ananas du Costa Rica[250], "qui inclut une évaluation du risque, pour laquelle le Panama exige de déterminer le statut phytosanitaire des zones productrices d'ananas du Costa Rica."[251] Le Groupe spécial procèdera à l'examen du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica pour déterminer si celui-ci a indiqué avec le niveau de détail suffisant la procédure qu'il conteste en ce qui concerne la Mesure 3.

7.28. Le Costa Rica décrit la mesure relative à l'importation d'ananas (Mesure 3) dans la section I.3 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial qui est intitulée "Mesure qui restreint ou prohibe les importations d'ananas frais originaires du Costa Rica." Cette section se compose de cinq paragraphes. Le premier paragraphe décrit la mesure comme la décision du Panama de "prohiber les importations d'ananas frais du Costa Rica" dont le Panama a informé le Costa Rica au moyen de la Note n° AUPSA-AG-032-2019 du 29 janvier 2019, et explique les raisons pour lesquelles le Panama a pris cette décision. Dans les trois paragraphes suivants, le Costa Rica se réfère aux échanges de communications qu'il a eus avec le Panama après l'adoption de la Mesure 3.[252] Ces paragraphes ne mentionnent pas le "processus de révision" des PPI visant les ananas qui est contesté par le Costa Rica. Dans le dernier de ces paragraphes, il est fait référence à diverses communications du Panama et il est indiqué que, au moyen de la première de ces communications, le Panama a exigé "du Costa Rica des renseignements complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas en ce qui concerne la cochenille rose et [a] réaffirm[é] sa préoccupation quant à la fusariose de l'ananas."[253] Il est également indiqué que, dans des communications ultérieures, présentées en réponse à une demande de clarification du Costa Rica, le Panama a précisé les renseignements additionnels qu'il demandait et que le Costa Rica a envoyés ultérieurement. Le Costa Rica affirme que le Panama a fermé son marché à l'ananas frais du Costa Rica "sans aucune justification technique".[254] Dans le dernier paragraphe de cette section, il est conclu que le "Panama maintient, à ce jour, la prohibition des importations d'ananas frais costariciens."[255]

7.29. Le Groupe spécial considère que la description que le Costa Rica fait de la Mesure 3 dans la section I.3 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial et, en particulier, dans les paragraphes 2 à 5 de cette section, ne permet pas de discerner que le Costa Rica conteste, en plus de la prohibition à l'importation d'ananas du Costa Rica dont celui-ci allègue qu'elle a été imposée sans justification scientifique, une procédure qui consiste à réviser les PPI visant les ananas. Bien que les explications figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial fournissent un contexte sur la raison de la prohibition et les tentatives de dialogue et d'éclaircissements techniques ultérieures, à aucun moment il n'est fait mention, directement ou indirectement, d'une procédure comme celle qui est décrite par le Costa Rica dans ses communications. De l'avis du Groupe spécial, ce manque de précision ne permet pas au Panama de savoir, en se fondant sur les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial, que le Costa Rica contestait non seulement la prohibition visant ses importations d'ananas, mais également une procédure liée à cette prohibition.

7.30. Comme il a été indiqué plus haut[256], la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, lorsqu'elle décrit les allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C, fait référence aux "procédures nécessaires pour vérifier et assurer le respect de chacune des mesures en cause". Cette référence ne donne aucun renseignement sur les procédures nécessaires pour vérifier et assurer le respect de la prohibition à l'importation d'ananas auxquelles le Costa Rica se réfère. Pour le Groupe

[250] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 938.
[251] Costa Rica, réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.187; et deuxième communication écrite, paragraphe 310. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 937 et 938; et réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.184.
[252] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 4 et 5.
[253] Le Groupe spécial fait observer que, dans son argumentation au sujet de la Mesure 3, le Panama fait référence au parasite *Fusarium guttiforme*. Cependant, le Panama lui-même a confirmé dans la présente procédure que ce parasite n'était pas lié à l'adoption et au maintien de la Mesure 3. (Panama, réponse à la question n° 53 du Groupe spécial, paragraphe 153)
[254] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 5.
[255] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 5.
[256] Voir plus haut les paragraphes 7.24 et 7.25.

spécial, on ne voit pas très bien comment, sur la base du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Panama aurait pu comprendre que la procédure contestée (à savoir la procédure de révision des PPI visant les ananas du Costa Rica) était une procédure relative à la vérification et au respect de la prohibition à l'importation d'ananas costariciens. Ainsi, la description de l'objet des allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne fournit pas de renseignements additionnels permettant de discerner que le Costa Rica contestait la procédure telle qu'il la décrivait dans ses communications. La conclusion antérieure est confirmée par l'accent que le Costa Rica met sur l'absence de fondement ou de justification scientifique de la mesure, ce qui indique qu'il contestait la prohibition à l'importation d'ananas costariciens, et non une procédure liée à cette prohibition.

7.31. En conclusion, à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, le Groupe spécial considère que le Costa Rica n'a pas indiqué dans cette demande, en tant que mesure en cause, la procédure qu'il conteste en ce qui concerne la Mesure 3, à savoir la révision des PPI visant les ananas du Costa Rica qui comprend une évaluation du risque. En conséquence, le Groupe spécial constate que la procédure contestée par le Costa Rica en ce qui concerne la Mesure 3 ne relève pas de son mandat.

7.1.2.2.2.3 Procédure relative à la Mesure 4

7.32. Le Costa Rica décrit la procédure relative à la Mesure 4 comme étant le processus de révision technique des PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes, y compris, dans le cas des bananes plantains, les homologations des usines de conditionnement.[257] Le Costa Rica ajoute que ce processus de révision inclut une évaluation du risque.[258] Le Groupe spécial procèdera à l'examen du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica pour déterminer si celui-ci a indiqué avec le niveau de détail suffisant la procédure qu'il conteste en ce qui concerne la Mesure 4.

7.33. Dans la section I.4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, intitulée "Mesure qui restreint ou prohibe l'importation de bananes plantains et de bananes originaires du Costa Rica", le Costa Rica décrit la mesure relative à l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4). Cette section se compose de six paragraphes. Dans le premier paragraphe, la mesure est décrite comme étant la prohibition des importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica dont le Panama a informé le Costa Rica au moyen des Notes n° AUPSA-AG-392-2019 et n° AUPSA-AG-424-2019 du 10 et 25 octobre 2019, et qui, de l'avis du Costa Rica, a été adoptée sans aucune justification scientifique. Dans ce paragraphe de sa demande, le Costa Rica ajoute que, lorsqu'il a notifié les mesures, "le Panama a indiqué que l'importation de ces produits restait suspendue jusqu'à ce que le Panama achève la révision technique des prescriptions phytosanitaires existantes et homologue les usines de conditionnement costariciennes".[259] Le Costa Rica décrit également le commerce antérieur avant l'imposition de la mesure. Dans les quatre paragraphes suivants, il se réfère aux échanges de communications qu'il a eus avec le Panama après l'adoption de la Mesure 4 et qui incluaient des affirmations du Panama sur les motifs de l'adoption de la mesure. Dans ces paragraphes, le Costa Rica affirme qu'"il n'y avait aucun changement concernant la situation phytosanitaire du Costa Rica qui justifie une fermeture de marché" et insiste sur le fait que le Panama maintient "la fermeture du marché pour les bananes plantains et les bananes du Costa Rica sans aucune justification" scientifique ou technique.[260] Dans le sixième et dernier paragraphe de cette section, il est conclu que le "Panama maintient, à ce jour, la prohibition des importations de bananes plantains et de bananes costariciennes."[261]

7.34. Le Groupe spécial considère que la description que le Costa Rica fait de la Mesure 4 dans la section I.4 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial et, en particulier, dans les paragraphes 1 à 6 de cette section, ne permet pas de discerner que le Costa Rica conteste, en plus de la prohibition à l'importation de bananes plantains et de bananes dont il allègue qu'elle a été imposée sans justification scientifique, une procédure qui consiste à réviser les PPI visant les

[257] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1166 (citant la Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); et la Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97)); et deuxième communication écrite, paragraphe 392. Le Costa Rica confirme ce qui précède dans sa réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.189.

[258] Costa Rica, réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.191.

[259] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 5.

[260] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6.

[261] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6.

bananes plantains et les bananes du Costa Rica et à homologuer les usines de conditionnement costariciennes. Bien que les explications figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial fournissent un contexte sur la raison de la prohibition à l'importation de bananes plantains et de bananes et les tentatives de dialogue et d'éclaircissements techniques ultérieures, il n'est pas fait référence de manière suffisamment précise à une procédure différente de la prohibition elle-même en tant que mesure en cause. De l'avis du Groupe spécial, les références faites par le Costa Rica à la révision des PPI et à l'homologation des usines de conditionnement visent à expliquer le fonctionnement de la prohibition qu'il conteste, dans la mesure où elles indiquent que la suspension des importations de bananes plantains et de bananes serait maintenue jusqu'à ce que cette révision et cette homologation aient été effectuées. Ainsi, le Groupe spécial considère que le Costa Rica ne faisait pas référence à une procédure indépendante de la prohibition. Ce manque de précision ne permet pas au Panama de savoir, en se fondant sur les termes de la demande d'établissement d'un groupe spécial, que le Costa Rica contestait, outre la prohibition des importations de bananes plantains et de bananes, une procédure liée à cette prohibition.

7.35. Comme il a été indiqué plus haut[262], la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, lorsqu'elle décrit les allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C, fait référence aux "procédures nécessaires pour vérifier et assurer le respect de chacune des mesures en cause". Cette référence ne donne aucun renseignement sur les procédures nécessaires pour vérifier et assurer le respect de la prohibition à l'importation de bananes plantains et de bananes auxquelles le Costa Rica se réfère. Pour le Groupe spécial, on ne voit pas très bien comment, sur la base du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial, le Panama aurait pu comprendre que la procédure contestée (à savoir la révision technique des PPI visant les bananes plantains et les bananes, y compris, dans le cas des bananes plantains, les homologations des usines de conditionnement) était une procédure relative à la vérification et au respect de la prohibition à l'importation de bananes plantains et de bananes du Costa Rica. Ainsi, la description de l'objet des allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne fournit pas de renseignements additionnels permettant de discerner que le Costa Rica contestait la procédure telle qu'il la décrivait dans ses communications. La conclusion antérieure est confirmée par l'accent que le Costa Rica met sur l'absence de fondement ou de justification scientifique de la mesure, ce qui indique qu'il contestait la prohibition à l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes, et non une procédure liée à cette prohibition.

7.36. En conclusion, à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble, le Groupe spécial considère que le Costa Rica n'a pas indiqué dans cette demande, en tant que mesure en cause, la procédure qu'il conteste en ce qui concerne la Mesure 4, à savoir la révision des PPI visant les bananes plantains et les bananes du Costa Rica et l'homologation des usines de conditionnement costariciennes. En conséquence, le Groupe spécial constate que la procédure contestée par le Costa Rica en ce qui concerne la Mesure 4 ne relève pas de son mandat.

7.1.2.3 Conclusion sur la question de savoir si le Costa Rica a indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial les procédures qu'il conteste en ce qui concerne les Mesures 1, 3 et 4

7.37. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Costa Rica n'a pas indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial les procédures relatives aux Mesures 1, 3 et 4 qu'il conteste. En conséquence, le Groupe spécial constate que ces procédures ne relèvent pas de son mandat.

7.38. Une fois précisée la portée de son mandat, le Groupe spécial abordera ci-après l'ordre dans lequel il examinera les allégations du Costa Rica.

7.2 Ordre d'analyse

7.39. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica a présenté des allégations, concernant les quatre mesures en cause, au titre des dispositions suivantes: les articles 1:1, 2:1, 2:2, 2:3, 3:1, 5:1, 5:2, 5:3, 5:4, 5:5, 5:6, 5:7, 5:8, 6:1, 7 et 8, l'Annexe B 1) et

[262] Voir plus haut les paragraphes 7.24 et 7.25.

l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS, les articles I:1, X:1, X:3 a) et XI:1 du GATT de 1994, et l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[263]

7.40. Le Groupe spécial organisera son analyse par mesure car cette approche lui permettra d'aborder de manière plus claire et structurée les aspects particuliers de chaque mesure en cause.[264] En outre, il juge nécessaire de décider, pour chacune des mesures, quel accord il va examiner en premier et dans quel ordre il va examiner les différentes allégations.[265] Il observe que, suivant un principe général, les groupes spéciaux ont le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'ordre dans lequel ils analysent les différentes mesures et allégations.[266] La principale limite à ce pouvoir discrétionnaire est celle qu'imposent "la structure et la logique" mêmes des dispositions en question.[267] En ce sens, il convient de noter que le Groupe spécial pourrait commettre une erreur de droit en ne suivant pas un ordre particulier découlant des dispositions pertinentes, s'il y en a un.[268]

7.41. Il convient également de noter que l'obligation énoncée à l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi n'exige pas que le Groupe spécial se prononce sur toutes les allégations formulées par le plaignant. Le Groupe spécial peut examiner uniquement les allégations qu'il juge nécessaires pour arriver à une solution positive du différend.[269] À cet égard, il a été considéré que la possibilité d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle est un élément que les groupes spéciaux pourraient prendre en compte au moment de décider dans quel ordre ils souhaitent structurer leur analyse des allégations du plaignant.[270]

7.2.1 Ordre d'analyse parmi les accords cités par le Costa Rica

7.42. Le Costa Rica a présenté des allégations au titre de trois accords visés, à savoir l'Accord SPS, le GATT de 1994 et l'Accord sur l'agriculture. Il estime que, si le Groupe spécial constate que le Panama a agi d'une manière incompatible avec les obligations que lui impose l'Accord SPS, il peut considérer qu'il n'est pas nécessaire de formuler des constatations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture pour régler la question soulevée.[271]

7.43. Le Panama estime aussi que, si le Groupe spécial constate une violation au titre de l'Accord SPS, il peut appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture, comme l'ont fait des groupes spéciaux antérieurs.[272]

7.44. Le Groupe spécial observe que, dans des différends antérieurs dans lesquels des allégations ont été formulées au titre de ces accords, il a été décidé de commencer l'analyse par l'Accord SPS,

[263] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 6 à 8. Dans ses communications écrites, le Costa Rica n'a pas développé les allégations au titre des articles 5:4, 5:6, 5:8 et 6:1, de l'Annexe B 1) et de l'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS, et de l'article X:1 et X:3 a) du GATT de 1994. (Costa Rica, réponse à la question n° 67 du Groupe spécial)

[264] Le Groupe spécial observe que les parties s'entendent sur cette approche. (Costa Rica, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 3.3; et Panama, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 187)

[265] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphes 71 et 73; et *Canada – Automobiles*, paragraphes 116 et 117.

[266] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 126.

[267] Rapports de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 151; et *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 109.

[268] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.154.

[269] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphes 71 et 73; et *Canada – Automobiles*, paragraphes 116 et 117.

[270] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphes 7.61 à 7.69 (où le Groupe spécial examine quel serait l'ordre d'analyse "le plus logique ou économique" dans les circonstances de ce différend).

[271] Costa Rica, réponse à la question n° 65 du Groupe spécial, paragraphe 3.20.

[272] Panama, réponse à la question n° 65 du Groupe spécial, paragraphe 202 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphes 8.332 et 8.333; *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.732 et 8.2; *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.202; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.2505, 7.3422 et 7.3429; *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.2319 et 7.2320; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.803).

qui est l'accord le plus spécifique.[273] En particulier, il a été tenu compte du fait que les allégations au titre de l'Accord SPS devraient être examinées même s'il était déterminé que la mesure était compatible avec le GATT de 1994, alors que le contraire n'était pas nécessairement vrai.[274]

7.45. Dans la présente affaire, le Groupe spécial ne trouve aucune raison justifiant l'adoption d'une approche différente. Par conséquent, il va commencer son analyse par les allégations du Costa Rica au titre de l'Accord SPS. En fonction de ses constatations, il décidera s'il est nécessaire de formuler des constatations au titre du GATT de 1994 et/ou de l'Accord sur l'agriculture pour arriver à une solution positive du différend.

7.2.2 Ordre d'analyse des allégations au titre de l'Accord SPS

7.46. Le Costa Rica préconise que le Groupe spécial garde le même ordre que celui qu'il a lui-même suivi dans sa première communication écrite, c'est-à-dire qu'il examine en premier l'applicabilité de l'Accord SPS aux mesures en cause; ensuite le moyen de défense du Panama au titre de l'article 5:7, puis la compatibilité avec les articles 5:1, 5:2, 5:3; 2:2; 3:1; 5:6; 2:2; 2:3 et 5:5; l'Annexe C lue conjointement avec l'article 8; et l'article 7 et l'Annexe B, selon ce qui sera pertinent pour chaque mesure.[275]

7.47. Le Panama fait une distinction entre la Mesure 2, d'une part, et le reste des mesures en cause, d'autre part. Dans le cas de la Mesure 2, il estime que le Groupe spécial devrait commencer son analyse en examinant la teneur de la mesure en question et l'applicabilité des disciplines de l'Accord SPS à cette mesure.[276] Si le Groupe spécial devait déterminer que, comme l'allègue le Panama, la Mesure 2 constitue une procédure d'homologation au titre de l'article 8 et de l'Annexe C, le Panama estime que le Groupe spécial devrait examiner si le Costa Rica a établi l'incompatibilité de la Mesure 2 avec l'Annexe C 1) a) et l'Annexe C 1) c). De l'avis du Panama, les autres dispositions de l'Accord SPS ne s'appliquent pas à la Mesure 2.[277] En ce qui concerne les Mesures 1, 3 et 4, le Panama estime que le Groupe spécial devrait commencer son analyse par l'article 5:7 de l'Accord SPS car il s'agit d'"un droit assorti de réserves qui les exclut" des dispositions de l'article 2:2 et, par conséquent, des articles 2:3, 3:1, 5:1, 5:2, 5:3, 5:5 et 5:6.[278] Selon lui, si les Mesures 1, 3 et 4 étaient conformes à l'article 5:7 de l'Accord SPS, il ne serait pas nécessaire d'examiner le reste des allégations du Costa Rica.[279]

7.48. Comme le Panama présente des arguments qui sont spécifiques de la Mesure 2 en ce qui concerne les disciplines de l'Accord SPS qui lui sont applicables compte tenu de sa nature, le Groupe spécial devra examiner cette question pour déterminer quels aspects de cette mesure ont été démontrés par le Costa Rica et quelles dispositions de l'Accord SPS lui sont applicables. Il suivra donc un ordre d'analyse différent pour les allégations concernant les Mesures 1, 3 et 4, d'une part, et la Mesure 2, d'autre part.

7.49. En ce qui concerne les Mesures 1, 3 et 4, le Groupe spécial commencera son analyse en examinant l'applicabilité de l'Accord SPS à ces mesures.[280] Puis, comme les parties le suggèrent[281],

---

[273] Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.45; *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.42; *Australie – Saumons*, paragraphe 8.39; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.125 et 7.126.

[274] Conformément à l'article 2:4 de l'Accord SPS, une mesure qui est compatible avec l'Accord SPS sera présumée compatible avec le GATT de 1994. Par contre, une mesure compatible avec le GATT de 1994 peut quand même être incompatible avec une ou plusieurs dispositions de l'Accord SPS et devrait donc être examinée au regard de cet accord. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.67.

[275] Costa Rica, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 3.5.

[276] Le Panama soutient en outre que le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama avait révoqué l'admissibilité sanitaire en tant que pays pour les produits en question, ce qui est l'un des aspects de la Mesure 2.

[277] Panama, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 189.

[278] Panama, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 190.

[279] Panama, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 190. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphes 166 et 436.

[280] Cette approche a été suivie dans des différends antérieurs. Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.11; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.125; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.31.

[281] Costa Rica, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 3.5; et Panama, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 190.

il examinera si les Mesures 1, 3 et 4 sont couvertes par l'article 5:7 de l'Accord SPS, étant donné que cette disposition a été considérée comme une exemption assortie de réserves de l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesure SPS sans preuves scientifiques suffisantes, obligation développée à l'article 5:1 de l'Accord SPS.[282]

7.50. Si le Groupe spécial constate que les mesures en cause sont des mesures provisoires au titre de l'article 5:7, comme l'allègue le Panama, il se prononcera sur la question de savoir si cette exemption s'applique uniquement aux articles 2:2 et 5:1, comme le suggère le Costa Rica, ou à d'autres obligations de l'Accord SPS, comme le suggère le Panama. Si, au contraire, le Groupe spécial constate que ces mesures ne sont pas couvertes par l'article 5:7, comme l'allègue le Costa Rica, il passera à son examen de la question de savoir si elles sont incompatibles avec l'article 5:1 et, par conséquent, avec les articles 5:2, 5:3[283] et 2:2 de l'Accord SPS.[284]

7.51. Ensuite, le Groupe spécial continuera avec son analyse du reste des allégations formulées par le Costa Rica, s'il le juge nécessaire. Ces allégations concernent: a) l'existence d'une discrimination arbitraire et injustifiable (articles 2:3 et 5:5)[285]; b) la nécessité de la mesure ou son caractère restrictif pour le commerce (articles 2:2 et 5:6); c) l'harmonisation avec les normes, directives ou recommandations internationales (article 3:1); d) la transparence (article 7 et Annexe B 1)); et e) l'incompatibilité des mesures en cause avec l'Accord SPS (articles 1:1 et 2:1).

7.52. Le Groupe spécial observe que l'Accord SPS n'établit aucun ordre d'analyse entre les dispositions mentionnées au paragraphe précédent. Il ne considère pas non plus qu'il existe des considérations relatives à l'application du principe d'économie jurisprudentielle qui guident l'ordre d'analyse en ce qui concerne ces dispositions. Il convient toutefois de noter que, dans des différends antérieurs, les allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 ont été examinées à la fin de l'examen du Groupe spécial au titre de l'Accord SPS, étant donné qu'une constatation d'incompatibilité avec une ou plusieurs dispositions de l'Accord SPS entraîne une violation de ces deux dispositions.[286]

7.53. En conséquence, et gardant ces points à l'esprit, le Groupe spécial va aborder les allégations du Costa Rica dans l'ordre suivant: a) les articles 2:3 et 5:5; b) les articles 2:2 et 5:6; c) l'article 3:1; d) l'article 7 et l'Annexe B; et e) les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS.

7.54. En ce qui concerne la Mesure 2, le Groupe spécial commencera son analyse en examinant la teneur de cette mesure, question sur laquelle les parties sont en désaccord.[287] Après avoir défini la teneur de la Mesure 2, il examinera l'applicabilité de l'Accord SPS à celle-ci, comme pour les Mesures 1, 3 et 4. Ensuite, il examinera si la Mesure 2 est compatible avec l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS, étant donné que les parties ne sont pas en désaccord quant à l'existence de son élément de procédure (la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens en question). Pour le reste des allégations présentées par le Costa Rica en ce qui concerne la Mesure 2, il suivra le même ordre que pour les Mesures 1, 3 et 4, c'est-à-dire en premier les allégations au titre des articles 2:3 et 5:5; ensuite, les allégations au titre des articles 2:2 et 5:6; puis les allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B; et enfin les allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS.

---

[282] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 80. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.2969, 7.2974 et 7.2976; *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.292 et 7.293; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.643.

[283] Le Costa Rica ne présente pas d'allégation au titre de l'article 5:3 en ce qui concerne la Mesure 1.

[284] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 314 (concernant la Mesure 1), 542 (concernant la Mesure 2), 760 (concernant la Mesure 3) et 1033 (concernant la Mesure 4)).

[285] Le Costa Rica ne présente pas d'allégation au titre des article 2:3 et 5:5 en ce qui concerne les Mesures 1 et 4.

[286] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.28, concernant l'ordre d'analyse des allégations du Mexique qui incluaient les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS.

[287] Le Costa Rica allègue que la Mesure 2 comporte deux éléments, un élément le fond et un élément de procédure, et qu'elle est incompatible avec les articles 2:2, 2:3, 3:1, 5:1, 5:2, 5:3, 5:5, 5:6, 5:7,7 et 8, l'Annexe B et l'Annexe C. Le Panama n'est pas d'accord avec le Costa Rica et allègue que la Mesure 2 est une procédure d'homologation au sens de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS qui se compose uniquement d'un élément de procédure et relève exclusivement de l'article 8 et de l'Annexe C. Il fait valoir que ces procédures ne relèvent pas des articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:3, 5:5, 5:6 et 5:7 de l'Accord SPS. Voir Costa Rica, première, communication écrite, paragraphe 516; deuxième communication écrite, paragraphes 15 et 16; et Panama, première, communication écrite, paragraphe 85.

7.55. Comme il a été indiqué au début de la section, le Groupe spécial va maintenant examiner les allégations du Costa Rica concernant la Mesure 1.

7.3 Mesure concernant l'importation de fraises (Mesure 1)

7.3.1 Allégations au titre de l'Accord SPS

7.3.1.1 Question de savoir si la Mesure 1 est une mesure sanitaire ou phytosanitaire qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS

7.56. Comme il a déjà été dit[288], le Costa Rica a présenté des allégations au titre de plusieurs dispositions de l'Accord SPS concernant la Mesure 1. Bien que le Panama ne conteste pas le fait que cette mesure entre dans le champ d'application de l'Accord SPS, le Groupe spécial rappelle que l'article 11 du Mémorandum d'accord exige des groupes spéciaux qu'ils procèdent à une évaluation objective de l'applicabilité des accords visés pertinents aux mesures en cause. Par conséquent, le Groupe spécial déterminera d'abord si la Mesure 1 est assujettie aux dispositions de l'Accord SPS.

7.57. Les arguments des parties sur la question de l'applicabilité de l'Accord SPS à la Mesure 1 sont présentés ci-après, suivis de l'examen effectué par le Groupe spécial.

7.3.1.1.1 Principaux arguments des parties

7.3.1.1.1.1 Costa Rica

7.58. Le Costa Rica allègue que la Mesure 1 relève de l'Accord SPS car elle est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) b) dudit accord et affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1.[289] Il soutient que la Mesure 1 a été adoptée aux fins de la protection de la santé et de la vie des personnes des risques découlant d'un contaminant au sens de l'Annexe A 1) b) car elle a été adoptée en raison de la détection alléguée du pesticide oxamyle dans des expéditions de fraises du Costa Rica destinées à la consommation humaine.[290] Il affirme aussi que la Mesure 1 affecte directement le commerce international car la décision du Panama de "refus[er] temporaire[ment] … l'importation de fraises du Costa Rica" empêche l'importation au Panama de fraises originaires du Costa Rica.[291]

7.3.1.1.1.2 Panama

7.59. Le Panama ne conteste pas le fait que la Mesure 1 est une mesure SPS telle que définie à l'Annexe A 1) et à l'article 1:1 de l'Accord SPS à laquelle s'applique ledit accord.

7.3.1.1.2 Évaluation du Groupe spécial

7.3.1.1.2.1 Critère juridique pertinent

7.60. L'article premier de l'Accord SPS dispose ce qui suit dans sa partie pertinente:

> 1. Le présent accord s'applique à toutes les mesures sanitaires et phytosanitaires qui peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Ces mesures seront élaborées et appliquées conformément aux dispositions du présent accord.
>
> 2. Aux fins du présent accord, les définitions données à l'Annexe A seront d'application.

7.61. Par conséquent, l'Accord SPS s'applique à toute mesure satisfaisant à deux prescriptions: a) elle constitue une mesure SPS telle que définie à l'Annexe A de l'Accord SPS; et b) elle peut,

---

[288] Voir plus haut le paragraphe 3.1 a). Voir aussi plus haut le paragraphe 7.39.

[289] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 293, 296 et 297.

[290] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 299 (citant le Codex Alimentarius, Index des pesticides, "Oxamyl" (pièce CRI-125); et la Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7), paragraphe 1).

[291] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 300 (faisant référence à la Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7), dernier paragraphe).

directement ou indirectement, affecter le commerce international.[292] Le Groupe spécial va maintenant examiner si la Mesure 1 satisfait aux deux prescriptions.

7.62. En ce qui concerne la première prescription en matière d'applicabilité de l'Accord SPS, le Groupe spécial se réfère tout d'abord à la définition de l'expression "mesure sanitaire ou phytosanitaire" figurant à l'Annexe A de l'Accord SPS:

> 1. *Mesure sanitaire ou phytosanitaire* – Toute mesure appliquée:
>
> a) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes;
>
> b) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux;
>
> c) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes des risques découlant de maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites; ou
>
> d) pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites.
>
> Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents, y compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; les régimes de quarantaine, y compris les prescriptions pertinentes liées au transport d'animaux ou de végétaux ou aux matières nécessaires à leur survie pendant le transport; les dispositions relatives aux méthodes statistiques, procédures d'échantillonnage et méthodes d'évaluation des risques pertinentes; et les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires.

7.63. Pour que la mesure en cause soit considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1), il faut qu'elle soit appliquée pour atteindre au moins un des objectifs énumérés ci-dessus.[293] Le Groupe spécial rappelle que, dans des différends antérieurs concernant des mesures SPS, il a été considéré que "le rapport entre la mesure et l'un des objectifs énumérés à l'Annexe A 1) doit être manifeste dans la mesure elle-même ou bien ressortir clairement des circonstances relatives à l'application de la mesure".[294] En ce sens, il a été considéré que "le but

[292] Rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.39; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.36. Voir aussi, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.69; *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.22; *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.191; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.30; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.136; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.62.

[293] Le Groupe spécial considère que la détermination de l'objectif de la mesure, y compris le risque que l'on cherche à traiter au moyen de la mesure, est importante non seulement pour établir l'applicabilité de l'Accord SPS à la mesure en cause, mais aussi au moment d'examiner plusieurs des dispositions de l'Accord SPS. Par exemple, l'objectif d'une mesure (et, en particulier, le risque pertinent) a une incidence sur la question de savoir si une mesure SPS est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes au sens de l'article 2:2, étant donné que l'analyse de cette question nécessite un examen de la relation entre la mesure SPS et les preuves scientifiques liées au risque auquel cette mesure fait face. En outre, lorsqu'il s'agit d'examiner si une mesure SPS établit une discrimination entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, l'objectif de la mesure SPS peut éclairer les conditions qui doivent être identiques ou similaires. (Voir le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.102; et le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.59.)

[294] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.193; *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.25; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.77.

d'une mesure doit être établi sur la base de considérations objectives"[295] et que l'examen des circonstances doit révéler "un rapport clair et objectif entre cette mesure et les buts spécifiques énumérés à l'Annexe A 1)".[296] Il a été noté à cet égard que la détermination pouvait être fondée non seulement sur les objectifs de la mesure tels qu'ils sont exprimés par le défendeur, mais aussi sur le texte et la structure de la mesure pertinente, le contexte réglementaire qui l'entoure et la manière dont elle est conçue et appliquée.[297] Il convient de mentionner que des groupes spéciaux ont examiné un large éventail d'éléments factuels, aussi bien antérieurs que postérieurs à l'adoption de la mesure en cause, pour déterminer son objectif.[298] Le Groupe spécial souscrit à cette approche.

7.64. En outre, le Groupe spécial observe que ni la définition de la "mesure sanitaire ou phytosanitaire" figurant à l'Annexe A 1) ni aucune autre disposition de l'Accord SPS n'indique le moment auquel un groupe spécial doit discerner l'objectif d'une mesure ni comment cette analyse doit être abordée.[299]

7.65. En ce qui concerne la période de référence pour la détermination de l'objectif d'une mesure SPS, il convient de noter que l'Annexe B 5) b) et 6 a) de l'Accord SPS, concernant les procédures de notification des réglementations sanitaires et phytosanitaires, exige que lors de la notification d'une réglementation soient indiqués "brièvement l'objectif et la raison d'être de la réglementation". Conformément à ces dispositions, les notifications devraient être faites assez tôt (dans le cas des réglementations projetées, comme le prévoit l'Annexe B 5) b)) ou immédiatement (en cas de problèmes urgents de protection sanitaire, comme le prévoit l'Annexe B 6) a)). Cependant, de l'avis du Groupe spécial, ce qui est établi dans ces dispositions concernant le moment de la notification de l'"objectif et la raison d'être" d'une réglementation a trait au respect des obligations en matière de transparence qui y sont énoncées, mais ne détermine pas la période de référence pour la détermination de l'objectif d'une mesure SPS.

7.66. En ce qui concerne la liste des instruments au moyen desquels une mesure SPS peut être adoptée, mentionnés dans la deuxième phrase de l'Annexe A 1), le Groupe spécial observe que cette liste est exemplative, comme le montre l'utilisation de l'expression "y compris, entre autres choses". Comme il a été dit dans le passé, cette liste "illustre[], … au moyen d'un ensemble d'exemples concrets, les différents types de mesures qui, lorsqu'elles font apparaître le lien approprié avec l'un des buts spécifiés, constitueront des mesures SPS et, en conséquence, seront soumises aux disciplines énoncées dans l'*Accord SPS*".[300] Ainsi, le Groupe spécial n'exclut pas que des mesures adoptées au moyen d'instruments différents de ceux qui sont mentionnés dans la deuxième phrase de l'Annexe A 1) puissent constituer une mesure SPS.

---

[295] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

[296] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 173.

[297] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphes 172 et 173. Voir les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.31; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.139; *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.193 et 7.194; *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.25; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.77, 7.87 et 7.202.

[298] Par exemple, lorsque la mesure prenait la forme d'une loi ou d'un règlement, le texte de la législation ou de l'instrument juridique pertinent, y compris les fins énoncées dans son préambule, et les prescriptions qu'il établissait, a été examiné en premier. (Voir les rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.22; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.189, 7.190 et 7.395; *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.35 et 7.42; *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.143 à 7.146; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.89 et 7.90.) Dans les cas où le texte de la mesure ne contenait pas de référence claire à un objectif sanitaire ou phytosanitaire, ou la mesure constituait un comportement ou une prescription qui n'était pas reflété dans un instrument juridique spécifique, d'autres documents dans lesquels les mesures étaient annoncées ou leurs objectifs éclaircis ont été examinés. Parmi ces documents figurent un historique législatif, des déclarations d'une député, un rapport du comité parlementaire, le rapport d'analyse des risques, les instructions données par l'autorité compétente aux chefs des départements territoriaux, une lettre adressée à l'autorité compétente du plaignant, et des communiqués de presse annonçant les mesures. (Voir les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.106 à 7.115; *Australie – Saumons*, paragraphes 8.34 et 8.35; *Australie – Pommes*, paragraphes 7.124 à 7.128, 7.134 et 7.138; *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.199 à 7.206 et 7.222 à 7.224; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.26.)

[299] En particulier, le Groupe spécial observe que les dispositions de l'Accord SPS font référence à la fois à l'adoption de la mesure (par exemple, les articles 2:1 et 5:7) et à son application (par exemple, les articles 1:1, 2:2 et 2:3). Toutefois, aucune de ces dispositions ne donne d'orientation définitive quant à la période pertinente pour l'analyse de l'objectif de la mesure.

[300] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 176. (mise en relief dans l'original)

7.67. Enfin, s'agissant de la deuxième prescription en matière d'applicabilité de l'Accord SPS, à savoir que la mesure puisse, directement ou indirectement, affecter le commerce international, le Groupe spécial observe que, dans des différends antérieurs, une interprétation large a été donnée au terme "affecter".[301] En effet, l'emploi des termes "peuvent … affecter" et "directement ou indirectement" à l'article 1:1 de l'Accord SPS semble indiquer que cet accord vise des mesures qui peuvent produire une vaste gamme d'effets potentiels sur le commerce international.[302] Le Groupe spécial partage l'appréciation des groupes spéciaux antérieurs qui ont constaté qu'une interdiction d'importer, de par sa nature même, affecte le commerce international.[303]

7.3.1.1.2.2 Question de savoir si la Mesure 1 constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS

7.68. Comme il est indiqué dans la partie descriptive, la Mesure 1 refuse l'importation de fraises du Costa Rica.[304] Compte tenu du critère juridique exposé ci-dessus, la tâche du présent Groupe spécial consiste à déterminer si la Mesure 1 a été appliquée aux fins de la réalisation d'au moins un des objectifs énumérés à l'Annexe A 1) a) à d) de l'Accord SPS, qui sont reproduits plus haut au paragraphe 7.62. À cet égard, le Groupe spécial observe que, dans la Note n° AUPSA-AG-051-2020, dans laquelle le Panama faisait part de la Mesure 1 au Costa Rica, le Panama a indiqué que cette mesure était adoptée en raison de la "situation sanitaire" résultant de la détection du pesticide oxamyle dans des expéditions de fraises costariciennes. En particulier, cette note mentionne le "refus temporaire de l'importation de fraises du Costa Rica" jusqu'à ce que l'autorité sanitaire costaricienne indique les mesures correctives prises pour remédier à la non-conformité détectée par le Panama, étant donné que les non-conformités pouvaient "affecter la santé de [ses] consommateurs".[305]

7.69. La Note n° AUPSA-AG-051-2020 contient des renseignements sur la non-conformité détectée par le Panama, y compris l'exportateur concerné (Fresas Gego), le produit (fraises destinées à la consommation humaine), le pesticide (oxamyle) et le fondement juridique de la constatation de cette non-conformité (le Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR).[306] En ce sens, de l'avis du Groupe spécial, la note fait part d'une mesure dont l'application vise à répondre aux préoccupations du Panama concernant le risque pour la santé des personnes. Ce risque résulte de la présence d'un pesticide en quantités supérieures à la LMR du Panama dans un produit destiné à la consommation humaine.

7.70. Le Groupe spécial observe que le terme "contaminants" au sens de l'Accord SPS englobe "les résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires et les corps étrangers".[307] Le pesticide oxamyle peut donc être considéré comme un contaminant aux fins de la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A de l'Accord SPS. Par ailleurs, le Groupe spécial observe que, outre la référence aux risques pour la santé des personnes dans la Note n° AUPSA-AG-051-2020, le dossier contient des renseignements sur les effets nocifs de ce pesticide sur la santé des personnes.[308]

7.71. Par conséquent, le Groupe spécial considère que l'objectif de la Mesure 1 correspond à l'objectif de "protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux", énoncé à l'Annexe A 1) b) de l'Accord SPS.

---

[301] Rapport du Groupe spécial *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.175 et 7.176 (citant les rapports de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 220; et *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 209 et 210).

[302] Rapport du Groupe spécial *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.177 à 7.179.

[303] Voir le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.157 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.26; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.23). Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.44 à 7.47; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.234 à 7.236.

[304] Voir plus haut la section 2.1.2.1.

[305] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).

[306] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7); et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007) (pièce CRI-8).

[307] Annexe A de l'Accord SPS, note de bas de page 4.

[308] Voir, par exemple, EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39); et Département de la santé et des services aux personnes âgées du New Jersey, *Fiche d'information sur les substances dangereuses – Oxamyle* (pièce PAN-43).

7.72. Quant au type de mesure, le Groupe spécial rappelle que la Mesure 1 consiste en une décision de "refus[er] … l'importation de fraises du Costa Rica".[309] Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, la Mesure 1 pourrait être qualifiée de prescription aux fins de l'Annexe A 1).[310] En tout état de cause, comme le Groupe spécial l'a déjà dit, une mesure qui n'est pas expressément incluse dans la liste de mesures figurant à l'Annexe A 1) peut être considérée comme une mesure SPS si elle est appliquée aux fins de la réalisation de l'un des objectifs énumérés dans cette disposition.[311] La Mesure 1 satisfait à cette prescription et peut donc être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.3.1.1.2.3 Question de savoir si la Mesure 1 peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international

7.73. Comme il a été dit plus haut, le Groupe spécial partage l'appréciation des groupes spéciaux antérieurs qui ont constaté qu'une interdiction d'importer, de par sa nature même, affecte le commerce international.[312] Il considère que la Mesure 1, dès lors qu'elle empêche l'importation de fraises costariciennes au Panama par suite de la décision de ce dernier de "refus[er] temporaire[ment]"[313] cette importation, affecte directement le commerce international. Par conséquent, il constate que la Mesure 1 affecte le commerce international.

7.3.1.1.3 Conclusion concernant l'applicabilité de l'Accord SPS à la Mesure 1

7.74. Ayant déterminé que la Mesure 1 constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) b) de l'Accord SPS et qu'elle affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord, le Groupe spécial constate que l'Accord SPS s'applique à cette mesure.

7.75. En conséquence, le Groupe spécial va maintenant examiner les allégations du Costa Rica au titre de l'Accord SPS concernant la Mesure 1. Comme il l'a indiqué dans la section relative à l'ordre d'analyse, il va examiner en premier les allégations présentées au titre des articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:7 de cet accord.

7.3.1.2 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:7 de l'Accord SPS

7.3.1.2.1 Ordre d'analyse

7.76. Le Costa Rica allègue que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes. Il allègue également que, par conséquent, la Mesure 1 n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, d'une manière incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS. De même, le Costa Rica soutient que la Mesure 1 n'est pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS et

[309] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).

[310] Le Groupe spécial observe que la définition du terme "prescripción" (prescription) est "acción y efecto de prescribir" (action et effet de prescrire), où "prescribir" (prescrire) signifie "[p]receptuar, ordenar, determinar algo" (dicter des préceptes, ordonner, déterminer). (RAE, définition de "prescripción" https://dle.rae.es/prescripci%C3%B3n?m=form; et "prescribir" https://dle.rae.es/prescribir (consultée le 13 août de 2024)). En outre, dans l'affaire *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, après avoir observé que la référence à des "prescriptions" faite à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS était large et sans réserve, le Groupe spécial a considéré que tant une autorisation qu'une interdiction de commercialiser un produit étaient des "prescriptions". Selon lui, le second exemple constituerait une prescription négative. (Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2597) Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7 217.

[311] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphes 175 et 176.

[312] Voir le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.157 (faisant référence aux rapports du Groupe spécial *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.26; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.23). Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.44 à 7.47; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.234 à 7.236.

[313] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7), dernier paragraphe.

que, par conséquent, si le Panama invoque cette disposition comme justification de l'absence d'analyse du risque, cette justification n'est pas appropriée.[314]

7.77. Pour sa part, le Panama affirme que le Costa Rica n'a pas établi *prima facie* qu'il ne satisfaisait pas aux quatre prescriptions de l'article 5:7 de l'Accord SPS. Le Panama demande au Groupe spécial de conclure que la Mesure 1 est une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 et qu'il n'a donc pas agi d'une manière incompatible avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.[315]

7.78. À la lumière des arguments des parties, le Groupe spécial estime nécessaire d'examiner la relation qui existe entre les articles 5:1, 5:2 et 2:2 et l'article 5:7 pour déterminer l'ordre dans lequel il analysera les allégations y relatives.

7.79. Le Costa Rica indique que le Groupe spécial pourrait commencer son analyse par le moyen de défense du Panama au titre de l'article 5:7 et examiner ensuite la compatibilité de la Mesure 1 avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2.[316] Le Panama considère lui aussi que le Groupe spécial devrait commencer son analyse par l'article 5:7 étant donné qu'à son avis, cet article exempte la Mesure 1 de l'application des articles 3:1, 5:1, 5:2 et 5:6.[317]

7.80. Le Groupe spécial observe que les obligations de l'article 5 de l'Accord SPS concernant l'évaluation du risque et la détermination du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire développent les droits et obligations fondamentaux prévus à l'article 2 de cet accord.[318] L'article 2:2 de l'Accord SPS exige que les Membres fassent en sorte que leurs mesures SPS soient fondées sur des principes scientifiques et qu'elles ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Ces obligations sont développées à l'article 5:1[319], qui énonce l'obligation d'établir les mesures SPS sur la base d'une évaluation du risque. Dans cette évaluation, il doit être tenu compte des éléments décrits à l'article 5:2. De même, l'article 5:7 prévoit une exemption de l'article 2:2 qui s'étend à l'article 5:1.[320]

7.81. Conformément à ce qui précède, dans des différends antérieurs, il a été considéré que le moyen privilégié de s'acquitter des obligations fondamentales énoncées à l'article 2 passait par les "voies" ou "obligations spécifiques" figurant à l'article 5.[321] Par conséquent, lorsque les plaignants ont présenté des allégations au titre des articles 2 et 5 de l'Accord SPS, les groupes spéciaux ont commencé leur analyse par l'article 5.[322] Dans les affaires dans lesquelles les plaignants ont présenté des allégations au titre des articles 2:2 et 5:1 et le défendeur a affirmé que la mesure était couverte par l'article 5:7, les groupes spéciaux ont d'abord examiné l'article 5:7.[323]

7.82. Étant donné que le Costa Rica a formulé des allégations au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2, et que le Panama a invoqué l'article 5:7, le présent Groupe spécial estime également approprié de commencer son analyse en examinant si la Mesure 1 est une mesure SPS provisoire couverte par l'article 5:7. Si nécessaire, il procédera ensuite à son examen des allégations au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2.

---

[314] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6; et première communication écrite, paragraphes 294 et 1248.

[315] Panama, première communication écrite, paragraphes 166, 247, 435 et 436.

[316] Costa Rica, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 3.5 2).

[317] Panama, réponse à la question n° 63 du Groupe spécial, paragraphe 190.

[318] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.93); *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 674; et *Australie – Pommes*, paragraphes 339 et 341.

[319] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.

[320] L'article 5:7 a été considéré comme une "exemption assortie de réserves" de l'obligation établie à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesure SPS sans preuves scientifiques suffisantes. (Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.264.) L'article 5:7 a également été considéré comme une exemption assortie de réserves de l'obligation énoncée à l'article 5:1, étant donné que l'article 5:1 est une application spécifique des obligations de l'article 2:2 et qu'il ne s'applique pas dans les situations où l'article 2:2 n'est pas applicable. (Rapports des Groupes spéciaux *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2996)

[321] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.25.

[322] Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.157; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.24.

[323] Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.264 et 7.265; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.629 et 7.630.

7.3.1.2.2 Question de savoir si la Mesure 1 est une mesure SPS couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS

7.3.1.2.2.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.83. Le Costa Rica allègue que la Mesure 1 ne peut pas être considérée comme une mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS.[324] Il soutient que le Panama ne s'est pas acquitté de la charge qu'il lui incombait de démontrer qu'il avait été satisfait à chacune des quatre prescriptions cumulatives de l'article 5:7.[325]

7.84. En ce qui concerne la *première prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas démontré qu'il existait une situation d'insuffisance des preuves scientifiques l'empêchant de procéder à une évaluation du risque qui servirait de base pour appliquer une mesure assurant le respect de la LMR d'oxamyle dans les expéditions futures de fraises du producteur concerné.[326]

7.85. Selon le Costa Rica, la détection d'un pesticide en quantités supérieures à la LMR pertinente, que ces quantités soient "alarmantes" ou non, n'est pas un facteur qui, dans les circonstances de la Mesure 1, rendrait insuffisantes les preuves scientifiques qui étaient suffisantes. De l'avis du Costa Rica, la détection du non-respect de la LMR d'oxamyle dans des fraises est précisément le type de renseignement qu'il aurait été pertinent de prendre en considération dans l'évaluation du risque que le Panama n'a pas effectuée.[327]

7.86. Le Costa Rica considère qu'étant donné que la Mesure 1 a été motivée par la détection de résidus d'oxamyle dans deux expéditions de fraises costariciennes, le Panama disposait de tous les renseignements pertinents sur les circonstances qui, à son avis, impliquaient un risque pour la santé de ses consommateurs. Le Costa Rica affirme que rien n'indique que les preuves scientifiques étaient insuffisantes pour procéder à une évaluation du risque, étant donné que le Panama disposait de renseignements sur les deux expéditions de fraises en question, le pesticide en question, les quantités exactes du résidu, le nom du producteur costaricien en question et ses antécédents en matière de respect des LMR, ainsi que de renseignements sur la prohibition de l'utilisation d'oxamyle pour la culture de la fraise au Costa Rica.[328]

7.87. En ce qui concerne la *deuxième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas adopté la Mesure 1 sur la base des renseignements pertinents disponibles au moment de l'adoption de cette mesure.[329] Selon le Costa Rica, il n'y avait pas d'éléments de preuve indiquant l'existence d'un risque relatif à l'importation de fraises du Costa Rica.[330] Le Costa Rica fait valoir que le Panama disposait des renseignements pertinents suivants:

a. Directives du Codex sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires

[324] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 326 à 398.
[325] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 507 à 512.
[326] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 436 et 437.
[327] Costa Rica, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphes 3.80 et 3.83.
[328] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 331 et 332. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 3.79; et deuxième communication écrite, paragraphe 442. Le Costa Rica affirme que le Panama se contredit en affirmant d'une part qu'il ne disposait pas de renseignements suffisants pour évaluer le risque lié aux résidus d'oxamyle dans deux expéditions de fraises costariciennes et en exigeant d'autre part que le Costa Rica adopte des mesures correctives pour "traiter suffisamment le risque d'effets négatifs sur la santé découlant de la présence d'oxamyle". Voir les observations du Costa Rica sur la réponse du Panama à la question n° 128 du Groupe spécial, paragraphe 3.93 (faisant référence à la première communication écrite du Panama, paragraphe 229).
[329] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 336 et 366; et deuxième communication écrite, paragraphe 448.
[330] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 336.

(Directives CAC/GL 26-1997); et Directives du Codex sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (Directives CAC/GL 47-2003)[331];

b. Mesures adoptées par l'Union européenne, les États-Unis et l'Australie en cas de non-respect des exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments importés[332];

c. le fait que l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises n'est pas autorisée sur le territoire du Costa Rica[333]; et

d. le fait que le producteur responsable des cas de non-respect, Fresas Gego, n'est pas le seul producteur de fraises costaricien.[334,335]

7.88. Le Costa Rica affirme qu'il n'existe pas de lien rationnel ou objectif entre les renseignements disponibles et la Mesure 1.[336] Selon lui, les Directives du Codex et les mesures de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Australie indiquent qu'en cas de non-respect d'une LMR, la mesure appropriée consiste à modifier la manière de gérer le risque, et non à imposer une "prohibition totale à l'importation du produit".[337] Le Costa Rica fait valoir que la suspension des importations est la mesure de dernier recours, justifiable uniquement "dans les cas les plus graves et persistants".[338] Selon lui, les communications du Panama confirment que les cas de non-conformité détectés ne relèvent pas de cette catégorie[339], et le Panama a reconnu que la Mesure 1 avait été motivée uniquement par deux cas de non-respect en février 2020.[340]

7.89. De même, le Costa Rica considère que la Mesure 1 – qui empêche l'importation de fraises de tous les producteurs costariciens, y compris de ceux pour lesquels le Panama n'a détecté aucune infraction aux LMR panaméens – n'a pas de lien rationnel et objectif avec les renseignements pertinents disponibles sur les cas de non-conformité dans deux expéditions d'un producteur costaricien spécifique.[341] Selon le Costa Rica, les renseignements disponibles indiquaient non pas un "problème généralisé ou systématique" affectant tous les producteurs de fraises costariciens, mais, dans le pire des cas, un risque limité au producteur concerné.[342] Le Costa Rica estime pertinent le

[331] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 339 et 340 (citant Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126); et Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127)); et deuxième communication écrite, paragraphes 449 à 453.

[332] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 352; et deuxième communication écrite, paragraphe 480.

[333] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 363. Selon le Costa Rica, le Panama aurait dû conclure qu'en raison de la prohibition de l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises au Costa Rica, il était improbable qu'il y ait un problème systémique affectant tous les producteurs de fraises lié à l'utilisation d'oxamyle dans cette production. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 483)

[334] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 484 et 485.

[335] Costa Rica, réponse à la question n° 120 du Groupe spécial, paragraphe 3.32 (mentionnant les éléments d'information indiqués aux points a) à d) du présent paragraphe).

[336] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 338 et 366.

[337] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 449. Voir aussi *ibid*., paragraphe 466.

[338] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 347; et deuxième communication écrite, paragraphe 453.

[339] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 350 (citant Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), paragraphe 35; Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), paragraphe 20 de l'annexe; et la Note AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7), dernier paragraphe).

[340] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 472 et 473. Le Costa Rica ajoute que le Panama confirme que les cas de non-conformité détectés dans des expéditions postérieures de fraises du Costa Rica correspondent à "des expéditions différentes de celles qui sont citées dans la Note AUPSA-AG-051-2020", dont les résultats de laboratoire "ont été obtenus après" l'adoption de la Mesure 1. (*Ibid*. (citant Panama, réponse à la question n° 19 du Groupe spécial, paragraphe 83))

[341] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 361 et 365. Comme il a été indiqué, le Costa Rica affirme que Fresas Gego, le producteur costaricien responsable des cas de non-respect, n'est pas le seul producteur de fraises costaricien. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 484)

[342] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 362. Pour le Costa Rica, la Mesure 1 est disproportionnée par rapport aux faits, étant donné que le non-respect d'une quelconque LMR par un producteur spécifique indique que ce producteur n'a probablement pas respecté les bonnes pratiques agricoles (BPA) applicables, et il n'y a aucune raison de conclure la même chose en ce qui concerne d'autres

fait que l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises n'est pas autorisée sur son territoire[343], aussi bien pour les fraises produites pour l'exportation que pour les fraises destinées à la consommation nationale.[344] Il ajoute que son *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise*, dont le Panama n'a pas tenu compte, confirme que le Costa Rica maintient un système de bonnes pratiques agricoles (BPA) obligatoire pour les producteurs de fraises, ce qui tend à indiquer qu'il est peu probable qu'il y ait un problème systémique dans l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises au Costa Rica.[345]

7.90. S'agissant de la *troisième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica allègue que le Panama n'a pas satisfait à cette prescription parce qu'il n'a pas essayé d'obtenir des renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque.[346] Il affirme qu'en lui notifiant l'adoption de la Mesure 1, le Panama n'a demandé aucun renseignement pertinent pour procéder à une évaluation du risque et a uniquement fait savoir que la mesure serait maintenue jusqu'à ce que le Costa Rica indique les mesures correctives mises en œuvre.[347] Il indique que, bien que le Panama ait la charge de rechercher des renseignements additionnels[348], le Costa Rica a pris l'initiative du processus de compilation de ces renseignements, et s'est efforcé de fournir des documents qui permettraient au Panama d'examiner la mesure.[349] Le Costa Rica allègue qu'après qu'il a demandé au Panama à plusieurs reprises d'indiquer si ces renseignements étaient suffisants et d'expliquer les renseignements dont il avait besoin[350], le Panama a apporté cette dernière précision le 17 mars 2021, un an après l'adoption de la Mesure 1.[351] Le Costa Rica indique que, deux mois plus tard, le 18 mai 2021, il a communiqué les renseignements demandés par le Panama.[352] Selon le Costa Rica, le Panama n'a pas répondu à sa communication ni ne s'est prononcé sur les renseignements communiqués.[353]

7.91. Pour ce qui est de la *quatrième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas examiné la Mesure 1 depuis son adoption le 20 février 2020.[354] Selon lui, l'inactivité du Panama se manifeste en deux périodes: a) un premier retard de plus d'un an entre l'adoption de la Mesure 1, le 20 février 2020, et la reprise de contact du Panama avec le Costa Rica au sujet de la Mesure 1, le 22 février 2021[355]; et b) un second retard, qui coïncide en partie avec le premier, et

producteurs, qui n'ont rien à voir avec ce non-respect. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 409, 419 et 420)

[343] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 363.

[344] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 483.

[345] Costa Rica, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, paragraphes 3.10 et 3.16.

[346] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 369 et 379; et deuxième communication écrite, paragraphe 501.

[347] Selon le Costa Rica, cela n'équivaut pas à l'identification d'une quelconque insuffisance des preuves scientifiques que le Panama doive corriger pour procéder à une évaluation du risque; et cela ne signifie pas non plus que le Panama ait "[fait] tout son possible pour remédier aux insuffisances des preuves scientifiques pertinentes au moyen de recherches scientifiques additionnelles". (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 370 (citant la Note AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7); et les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679))

[348] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 368 et 377 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux,* paragraphe 7.294).

[349] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 371 et 372 (citant la Note officielle n° DSFE-0343-2020 (pièce CRI-9)); et deuxième communication écrite, paragraphes 488 et 490.

[350] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 373 (citant la Note officielle n° DSFE-0525-2020 (pièce CRI-11); et la Note officielle n° DSFE-0108-2021 (pièce CRI-12), page 2) et 375 (citant la Note officielle n° DSFE-0128-2021 (pièce CRI-17)); et deuxième communication écrite, paragraphes 491, 492 et 494. Le Costa Rica allègue que, le 22 février 2021, le Panama a indiqué que les explications et mesures communiquées par le Costa Rica le 5 mai 2020 démontraient une très faible efficacité des contrôles et de la traçabilité, sans expliquer quels renseignements il exigeait du Costa Rica. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 374 (citant la Note n° DNSV-0111-2021-OIAR (pièce CRI-13)); et deuxième communication écrite, paragraphe 493)

[351] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 376 (citant la Note n° AUPSA-AG-151-2021 (pièce CRI-19)); et deuxième communication écrite, paragraphes 495 et 496.

[352] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 376 (citant la Note officielle n° DSFE-0393-2021 (pièce CRI-21)); et deuxième communication écrite, paragraphes 497 à 499.

[353] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 500.

[354] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 383.

[355] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 385 à 387 (citant la Note DNSV-0111-2021-OIAR (pièce CRI- 13)).

qui correspond à l'absence d'examen de la Mesure 1 par le Panama depuis l'adoption de cette mesure le 20 février 2020.[356]

7.92. De l'avis du Costa Rica, aucune raison ne justifie le silence que le Panama a gardé pendant plus d'un an, sachant que le Costa Rica a donné suite à la situation.[357] Le Costa Rica affirme que l'absence d'examen de la mesure est étroitement liée au fait que le Panama n'a pas essayé d'obtenir de renseignements additionnels.[358] Pour lui, cette absence d'examen du Panama ne peut pas s'expliquer par la difficulté d'obtenir les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, étant donné que le Costa Rica a communiqué au Panama des renseignements pertinents, exhaustifs et détaillés sur la Mesure 1.[359] Le Costa Rica ajoute que la pandémie de COVID-19 ne justifie pas non plus les périodes d'inactivité et de silence du Panama.[360]

Panama

7.93. Pour sa part, le Panama soutient que la mesure en question constitue une mesure provisoire adoptée et maintenue conformément à l'article 5:7.[361] Selon lui, le Costa Rica n'a pas démontré que l'article 5:7 était inapplicable à la Mesure 1.[362]

7.94. En ce qui concerne la *première prescription* de l'article 5:7, le Panama affirme que le Costa Rica n'a pas démontré que les preuves scientifiques étaient suffisantes pour procéder à une évaluation du risque associé aux effets négatifs que pourrait avoir sur la santé humaine la présence d'oxamyle dans les fraises.[363]

7.95. Le Panama affirme que les cas de non-respect des LMR conduiraient à une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes au sens de l'article 5:7 "dès lors que les renseignements postérieurs "[mettent] en question" les conclusions d'un Membre au sujet du risque".[364]

7.96. Le Panama affirme que les renseignements sur les expéditions spécifiques, le pesticide et le producteur en question ne sont pas suffisants pour procéder à une évaluation adéquate du risque parce qu'ils ne disent rien sur l'efficacité des systèmes de contrôle sanitaire du Costa Rica. Il estime que, sans renseignements sur l'efficacité des contrôles sanitaires du Costa Rica, il n'est pas possible d'évaluer adéquatement les risques pour la santé humaine que crée la présence de résidus d'oxamyle dans les fraises en provenance du Costa Rica.[365]

7.97. Le Panama soutient que les preuves scientifiques qui démontraient l'existence de cas répétés de non-conformité avec la LMR dans des expéditions de fraises en provenance du Costa Rica ont mis "en question" les conclusions du Panama concernant le risque en question, en raison des "quantités alarmantes" de résidus détectés et du fait que les expéditions non conformes "représentent

[356] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 389. Selon le Costa Rica, aux fins de l'article 5:7, le Panama n'a pas procédé à "une évaluation formelle de [la mesure] dans le but d'apporter un changement au besoin". (*Ibid*. (citant les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3257)) Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 511.

[357] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 386. Le Costa Rica indique que la réponse du Panama est arrivée après plusieurs démarches du Costa Rica et des discussions bilatérales tenues dans le cadre de la Commission technique bilatérale de travail dans le domaine SPS. (*Ibid*., paragraphes 386 à 388 (citant la Note officielle n° DSFE-0343-2020 (pièce CRI-9); la Note officielle n° DSFE-0525-2020 (pièce CRI-11); la Note officielle n° DSFE-0108-2021 (pièce CRI-12); Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session nº 1 (18 février 2021) (pièce CRI-15); et Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session nº 2 (25 février 2021) (pièce CRI-16))

[358] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 390.

[359] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 391 et 392.

[360] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 393.

[361] Panama, première communication écrite, paragraphe 19; et deuxième communication écrite, paragraphe 186.

[362] Panama, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 39; et deuxième communication écrite, paragraphe 185.

[363] Panama, première communication écrite, paragraphes 206 et 207.

[364] Panama, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 221 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 667).

[365] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 111.

potentiellement la totalité du volume des importations".[366] Le Panama note qu'il était précédemment arrivé à la conclusion que sa LMR de 0,01 mg/kg pour l'oxamyle dans les fraises[367] était suffisante pour obtenir son niveau approprié de protection correspondant au "moindre risque possible de contamination"[368] parce qu'elle opérait "de façon synergique" avec la prohibition de ce pesticide appliquée par le Costa Rica.[369] Selon le Panama, à la suite des détections en question, les risques pour la santé humaine qu'impliquait la présence d'oxamyle dans les fraises en provenance du Costa Rica semblaient bien plus élevés que prévu en raison de problèmes possibles concernant les contrôles sanitaires du Costa Rica. Le Panama affirme que, pour cette raison, il a agi avec précaution et a temporairement suspendu les importations pendant qu'il obtenait des renseignements additionnels auprès des autorités costariciennes pour évaluer de manière objective les risques pertinents.[370]

7.98. En ce qui concerne la *deuxième prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 1 n'était pas fondée sur les renseignements pertinents disponibles.[371] Selon le Panama, la suspension temporaire des importations de fraises du Costa Rica est fondée sur les renseignements suivants:

a. les mesures du Codex et des États-Unis, "qui n'ont pas pu établir une LMR pour l'oxamyle dans les fraises"[372];

b. les preuves scientifiques qui indiquent la présence de résidus d'oxamyle dans les expéditions de fraises en provenance du Costa Rica[373]; et

c. l'ensemble des preuves scientifiques relatives aux effets négatifs pour la santé humaine découlant de la présence d'oxamyle dans les fraises.[374]

7.99. Le Panama ajoute qu'en prenant les décisions pertinentes en matière de gestion des risques, ses autorités ont tenu compte, entre autres, des éléments suivants: a) la violation répétée; b) l'importance systémique du fournisseur en infraction, y compris le volume de ses exportations rapporté aux importations totales du Panama en provenance du Costa Rica; c) la nocivité du pesticide oxamyle; d) le degré de dépassement de la LMR pour l'oxamyle du Panama; et e) sa connaissance du système de production et de contrôle du Costa Rica. Le Panama soutient que ces

[366] Panama, première communication écrite, paragraphe 206; et deuxième communication écrite, paragraphes 92 et 110.

[367] Panama, première communication écrite, paragraphes 200 et 202. Le Panama affirme que sa LMR pour l'oxamyle dans les fraises était fondée sur la LMR de l'Union européenne qui correspondait à la limite inférieure de quantification analytique. Selon lui, "ni le CODEX ni les États-Unis n'ont considéré que les preuves scientifiques étaient suffisantes pour établir une LMR pour l'oxamyle dans les fraises qui soit sûre pour la consommation humaine". (*Ibid.*, paragraphe 202)

[368] Panama, première communication écrite, paragraphes 203 (où le Panama explique que "la détection de toute quantité d'oxamyle dans les fraises, aussi petite soit-elle, empêcherait la commercialisation et donnerait lieu à des mesures sanitaires pertinentes") et 217. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 221.

[369] Panama, première communication écrite, paragraphe 203; et réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphes 221, 224 et 225. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 92.

[370] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 110. Le Panama affirme que la détection indiquait, au minimum, l'existence d'un risque potentiel que l'oxamyle soit effectivement utilisé dans la production de fraises au Costa Rica, et les "quantités alarmantes détectées" ont suscité d'importantes préoccupations quant aux effets négatifs sur la santé des consommateurs panaméens. (Panama, première communication écrite, paragraphes 204 et 206. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 111.)

[371] Panama, première communication écrite, paragraphe 219.

[372] Panama, première communication écrite, paragraphe 218 (citant FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41); et EPA, Base de données sur les pesticides, Recherche des LMR pour l'oxamyle (pièce PAN-42)).

[373] Panama, première communication écrite, paragraphe 218.

[374] Panama, première communication écrite, paragraphe 218 (citant EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39); EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40); FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41); Département de la santé et des services aux personnes âgées du New Jersey, *Fiche d'information sur les substances dangereuses – Oxamyle* (1999) (pièce PAN-43); et Extoxnet, Pesticide Information Profiles – Oxamyl (1996) (pièce PAN-44)). Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 121.

éléments, considérés dans leur ensemble, indiquent un risque accru d'exposition et d'ingestion du pesticide pour les consommateurs panaméens.[375]

7.100. Le Panama soutient que les Directives du Codex et les mesures de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Australie auxquelles se réfère le Costa Rica ne sont pas pertinentes parce qu'elles sont génériques et qu'elles ne disent rien sur le risque particulier que le Panama évalue.[376] Il fait valoir que, même à supposer que les Directives soient pertinentes, la suspension temporaire des importations provenant du producteur ou du pays concerné figure parmi les mesures prescrites par le Codex pour les cas les plus graves ou les plus persistants[377], dont la Mesure 1 fait partie, selon lui.[378] Le Panama affirme en outre que les mesures d'autres Membres n'excluent pas la possibilité d'introduire une prohibition à l'importation pour tout le pays exportateur[379], et il n'est pas rare que les pays adoptent une telle mesure en cas de violations répétées des LMR.[380]

7.101. Le Panama ajoute que les renseignements disponibles indiquaient l'existence d'un "problème généralisé ou systémique" de non-respect de la LMR, étant donné qu'il a été détecté des résidus d'oxamyle en quantités 2,2 à 8,6 fois supérieures à la LMR correspondante dans les expéditions du seul exportateur de fraises costaricien. De l'avis du Panama, cela tendait à indiquer que la prohibition de l'utilisation d'oxamyle n'était pas effectivement mise en œuvre par le Costa Rica.[381]

7.102. Pour ce qui est de la *troisième prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient qu'il a essayé d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective de la "possibilité d'effets négatifs sur la santé humaine découlant de la présence d'oxamyle dans les fraises costariciennes".[382] Le Panama affirme qu'il a clairement identifié les insuffisances des preuves pertinentes dès qu'il a notifié la Mesure 1, et qu'il a demandé au Costa Rica des renseignements sur les mesures correctives appliquées.[383] Selon lui, les renseignements que le Costa Rica a communiqués le 5 mai 2020 étaient "clairement insuffisants pour démontrer la prise des "mesures correctives" nécessaires à une évaluation plus objective" du risque en question.[384] Le Panama ajoute qu'à partir de ce moment, le Costa Rica a systématiquement refusé de communiquer les renseignements nécessaires.[385]

7.103. Le Panama soutient que, le 17 mars 2021, il a expliqué qu'il avait besoin de renseignements sur les programmes de contrôle concernant les BPA du Costa Rica, les échantillonnages sur les sites de production destinés à l'exportation, les résultats de laboratoire, la méthode d'analyse et les techniques analytiques.[386] Il indique que, deux mois plus tard, le 18 mai 2021, le Costa Rica a

[375] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 123, paragraphe 61; et n° 124, paragraphe 64.

[376] Panama, première communication écrite, paragraphes 211, 212, 214 et 215. Le Panama affirme que les Directives en question sont des directives génériques sur le fonctionnement des systèmes d'inspection, de certification et de contrôle et n'équivalent pas à une "norme internationale en matière de sécurité des aliments qui évaluerait le risque pour la santé humaine associé à la présence de résidus d'oxamyle dans les fraises". (*Ibid.*, paragraphe 212)

[377] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 119.

[378] Panama, réponse à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphe 208 (dans le contexte d'une question relative à l'article 3:1 de l'Accord SPS). Voir aussi Panama, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 96 (dans laquelle le Panama dit que "[l]e non-respect répété des LMR par [Fresas Gego] suscite invariablement une préoccupation systémique").

[379] Panama, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 94 et 95.

[380] Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphes 53 et 54.

[381] Panama, première communication écrite, paragraphe 217; et deuxième communication écrite, paragraphes 116 et 117.

[382] Panama, première communication écrite, paragraphes 223 et 233. Le Groupe spécial observe que le Panama indique que l'article 10:1 de l'Accord SPS établit qu'il sera dûment tenu compte des besoins spéciaux des pays en développement. (*Ibid.*, paragraphe 222)

[383] Panama, première communication écrite, paragraphes 224 (citant la Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7) et 233; et deuxième communication écrite, paragraphe 125.

[384] Panama, première communication écrite, paragraphes 225 (citant la Note officielle n° DSFE-0343-2020 (pièce CRI-9) et 234; et deuxième communication écrite, paragraphe 125. Le Panama décrit les renseignements communiqués par le Costa Rica le 5 mai 2020 comme "superficiels et dénués de fondement". (Panama, première communication écrite, paragraphe 234)

[385] Panama, première communication écrite, paragraphes 226 (citant la Note officielle n° DSFE-0525-2020 (pièce CRI-11)), 229 (faisant référence à la Note officielle DSFE-0128-2021 (pièce CRI-17)) et 234.

[386] Panama, première communication écrite, paragraphe 230 (citant la Note n° AUPSA-AG-151-2021 (pièce CRI-19)); et deuxième communication écrite, paragraphe 126.

finalement cherché à présenter les renseignements initialement demandés par le Panama.[387] Il indique qu'il évaluait toujours ces renseignements quand le Costa Rica a présenté sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le 19 août 2021.[388]

7.104. S'agissant de la *quatrième prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que, lorsque les détections d'oxamyle ont mis en question ses conclusions relatives au risque en question, il a estimé nécessaire d'obtenir les renseignements pertinents disponibles en ce qui concerne la solidité et la robustesse des contrôles sanitaires du Costa Rica. Selon lui, une évaluation exhaustive du système de contrôles sanitaires du Costa Rica nécessite, par définition, beaucoup de temps et ne peut pas être menée à bien en quelques jours, comme le laisse entendre le Costa Rica.[389]

7.105. Le Panama soutient que le Costa Rica détenait des renseignements additionnels dont il avait besoin. Il affirme qu'il a indiqué ces renseignements dès la notification de la mesure, mais que le Costa Rica a seulement cherché à les communiquer un an et deux mois plus tard, le 18 mai 2021.[390] Le Panama affirme que les trois mois écoulés entre cette réponse du Costa Rica et sa demande d'établissement d'un groupe spécial constituaient encore une période raisonnable pour qu'il analyse les renseignements et examine éventuellement la Mesure 1.[391]

7.106. Le Panama considère en outre qu'en évaluant ce qui constitue un "délai raisonnable" dans le cadre de l'article 5:7, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit qu'à partir du 16 mars 2020 et jusqu'en 2021, la pandémie de COVID-19 a entraîné des retards importants dans les procédures administratives du Panama et a porté préjudice à sa capacité d'examiner les renseignements pertinents disponibles et de procéder à une évaluation plus objective du risque.[392]

7.3.1.2.2.2 Évaluation du Groupe spécial

7.107. Le Groupe spécial va à présent évaluer si la Mesure 1 constitue une mesure SPS provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS. Avant cette évaluation, le Groupe spécial exposera le critère juridique pertinent et formulera des observations sur la charge de la preuve dans le cadre de cette disposition.

Critère juridique pertinent

7.108. L'article 5:7 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> Dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, un Membre pourra provisoirement adopter des mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base des renseignements pertinents disponibles, y compris ceux qui émanent des organisations internationales compétentes ainsi que ceux qui découlent des mesures sanitaires ou phytosanitaires appliquées par d'autres Membres. Dans de telles circonstances, les Membres s'efforceront d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examineront en conséquence la mesure sanitaire ou phytosanitaire dans un délai raisonnable.

7.109. Par conséquent, l'article 5:7 de l'Accord SPS permet aux Membres d'adopter et de maintenir une mesure *provisoire* à condition qu'un Membre qui adopte une telle mesure satisfasse à chacune des prescriptions suivantes:

---

[387] Panama, première communication écrite, paragraphe 231.
[388] Panama, première communication écrite, paragraphes 232 et 234.
[389] Panama, première communication écrite, paragraphe 240.
[390] Panama, première communication écrite, paragraphes 241 et 242. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphes 39 à 44; et deuxième communication écrite, paragraphe 130.
[391] Panama, première communication écrite, paragraphe 242. Le Panama affirme que, sans préjuger des résultats de l'évaluation du risque, les renseignements communiqués par le Costa Rica semblaient étayer plutôt que réfuter l'existence d'un risque d'effets négatifs sur la santé découlant de la présence de pesticides dans les fraises du Costa Rica, étant donné le nombre relativement élevé de cas de non-respect des LMR. (*Ibid.*, paragraphe 232 (citant la Note officielle n° DSFE-0393-2021, pièce CRI-21)) Le Panama ajoute que les renseignements reçus étaient insuffisants et qu'il manquait des renseignements sur les programmes de contrôle des BPA. (Voir le tableau figurant dans la réponse du Panama à la question n° 5 du Groupe spécial.)
[392] Panama, première communication écrite, paragraphes 243 et 244; et deuxième communication écrite, paragraphe 131.

a. le Membre doit adopter la mesure dans une situation où "les preuves scientifiques pertinentes [sont] insuffisantes";

b. le Membre doit adopter la mesure "sur la base des renseignements pertinents disponibles";

c. le Membre qui adopte la mesure doit s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et

d. le Membre qui adopte la mesure doit "examiner[] en conséquence la mesure … dans un délai raisonnable".[393]

7.110. Le Groupe spécial observe que les deux premières prescriptions font référence à l'*adoption* d'une mesure SPS provisoire, tandis que les deux dernières se rapportent à son *maintien*.[394] Ces quatre prescriptions de l'article 5:7 sont cumulatives[395] et, par conséquent, s'il n'est pas satisfait à l'une des prescriptions, la mesure en cause n'est pas couverte par l'article 5:7.[396]

7.111. La première prescription concerne l'adoption de la mesure dans des situations d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes. Elle a été interprétée comme visant les situations dans lesquelles les lacunes de l'ensemble des preuves scientifiques ne permettent pas à un Membre, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie à l'Annexe A de l'Accord SPS.[397] Dans de telles circonstances, le Membre en question ne pourrait pas arriver à une conclusion suffisamment objective au sujet du risque.[398]

7.112. La deuxième prescription exige que le Membre adopte la mesure provisoire sur la base des renseignements pertinents disponibles.[399] D'après le texte de l'article 5:7, ces renseignements peuvent comprendre "ceux qui émanent des organisations internationales compétentes ainsi que ceux qui découlent des mesures [SPS] appliquées par d'autres Membres".[400] Compte tenu du contexte de l'article 5:7, les renseignements pertinents sont des éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque et, par conséquent, il doit exister un lien rationnel et objectif entre les renseignements relatifs au risque et la mesure provisoire.[401] En ce qui concerne l'existence d'un lien rationnel et objectif entre les renseignements relatifs au risque et la mesure provisoire, le Groupe spécial estime pertinente l'interprétation de cette expression donnée dans le contexte de

[393] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 676; *Japon – Pommes*, paragraphe 176; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.107; et les rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.213; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.632.

[394] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 676.

[395] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89.

[396] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Pommes*, paragraphe 176 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89).

[397] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179; et *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 674 et 677. L'Organe d'appel a formulé ces observations en tenant compte du texte et du contexte de l'article 5:7. L'article 5:7 fait partie de l'article 5, intitulé "Évaluation des risques et détermination du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire", est précédé de l'obligation d'établir les mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques et fait référence à "une évaluation plus objective du risque".

[398] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 677.

[399] Le Groupe spécial observe que l'expression "sur la base des" est semblable aux expressions "comme base de" et "établie sur la base de". Ces deux dernières expressions ont été interprétées dans des différends antérieurs, dans le contexte de l'article 2.4 de l'Accord OTC et de l'article 3 de l'Accord SPS, comme signifiant qu'"il [devait] y avoir une relation très forte et très étroite entre deux choses pour que l'on puisse dire que l'une [était] "la base de" l'autre". En ce sens, quelque chose ne peut pas être considéré comme une "base" de quelque chose d'autre si les deux choses sont contradictoires. (Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 245; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.77)

[400] Le Groupe spécial observe que tant la version en anglais que la version en français de l'Accord SPS font référence aux "*Members*" et aux *"Membres*", respectivement, au lieu des "partes contratantes" (parties contractantes), terme utilisé dans la version en espagnol de l'Accord. De même, conformément à la note explicative 2 a) du GATT de 1994, dans les dispositions du GATT de 1994, l'expression "partie contractante" sera réputée s'entendre d'un "Membre". Le Groupe spécial observe à cet égard que le préambule de l'Accord SPS indique que cet accord élabore des règles pour l'application des dispositions pertinentes du GATT de 1994. Par conséquent, toute référence à des "partes contratantes" (parties contractantes) dans le cadre de l'article 5:7 doit s'entendre comme une référence à des "Miembros" (Membres).

[401] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678.

l'article 2:2. En particulier, il a été considéré qu'il n'existait pas de "lien rationnel ou objectif" entre la mesure et les preuves scientifiques pertinentes lorsque la mesure était "manifestement disproportionnée" au risque identifié, compte tenu des preuves scientifiques disponibles.[402]

7.113. La troisième prescription dispose que le Membre qui adopte la mesure provisoire doit s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Cela a été interprété comme signifiant qu'une fois la mesure provisoire adoptée, le Membre devrait faire tout son possible pour remédier aux insuffisances des preuves scientifiques pertinentes au moyen de recherches scientifiques additionnelles ou en recueillant des renseignements auprès des organisations internationales compétentes ou d'autres sources.[403] Étant donné qu'il s'agit de s'efforcer d'obtenir de plus amples renseignements dans le but de procéder à "une évaluation plus objective du risque", ces renseignements devraient permettre de mener à bien une telle évaluation.[404] L'"évaluation plus objective du risque" mentionnée à l'article 5:7 correspond à l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1 et définie à l'annexe A 4).[405]

7.114. La quatrième prescription concerne l'examen de la mesure provisoire dans un délai raisonnable. Le terme "razonable" (raisonnable) est défini comme signifiant "adecuado, conforme a razón" (adéquat, conforme à la raison) ou "proporcionado o no exagerado" (proportionné ou non exagéré).[406] Ce qui constitue un "délai raisonnable" devrait être établi selon les circonstances spécifiques, en tenant compte en particulier de la difficulté d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires à l'évaluation et des caractéristiques de la mesure provisoire.[407] Dans des différends antérieurs, il a été tenu compte du point de savoir si le retard s'agissant de mener à bien l'examen de la mesure provisoire était légitime et justifiable par opposition à injustifié ou excessif, pour déterminer si cet examen avait été effectué dans un "délai raisonnable".[408]

7.115. Le Groupe spécial partage ces appréciations sur le critère juridique applicable au titre de l'article 5:7 formulées dans les différends susmentionnés et procédera à son évaluation sur cette base. Avant cela, il considère qu'il convient de préciser à qui incombe la charge de prouver que la mesure en cause est couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS.

Charge de la preuve

7.116. En ce qui concerne l'attribution de la charge de la preuve au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS, le Costa Rica indique que cet article est une "exemption assortie de réserves" de l'obligation de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes. Pour lui, si le plaignant a bien une charge initiale d'invoquer l'inapplicabilité de l'article 5:7, c'est le défendeur qui décide en fin de compte s'il souhaite invoquer cet article dans son moyen de défense, auquel cas la charge de la preuve lui incombe.[409] Le Costa Rica affirme qu'il s'est acquitté de la charge initiale

[402] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.198.
[403] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679.
[404] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92). L'article 5:7 n'établit pas explicitement le type de renseignements additionnels qu'il faut obtenir, la manière de les obtenir ni les résultats des efforts déployés pour les collecter. (*Ibid.*)
[405] Voir les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.2988 à 7.2990.
[406] Diccionario de la Real Academia Española, définition de "razonable", https://dle.rae.es/razonable (consulté le 13 août 2024). Les États-Unis notent, en tant de tierce partie, que le dictionnaire d'Oxford définit "*reasonable*" ("raisonnable") comme "*[p]roportionate*" (proportionné) ou "*[w]ithin the limits of reason; not greatly less or more than might be thought likely or appropriate; moderate*" ("dans les limites de la raison; pas beaucoup moins ni plus que ce qui pourrait être considéré comme probable ou approprié; modéré"). (États-Unis, réponse à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphe 34)
[407] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 93.
[408] Rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.701 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437); et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.301. À cet égard, pour établir si l'examen d'une mesure SPS a été effectué dans un délai raisonnable, des groupes spéciaux antérieurs ont estimé pertinente l'interprétation faite du terme "retard injustifié" figurant à l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. (Rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.701 (citant les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1495 à 7.1497 (en ce qui concerne l'Annexe C 1) a)) et 7.3245 (en ce qui concerne l'article 5:7)); et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.301)
[409] Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 14 à 16 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.293).

qui lui incombait d'invoquer l'inapplicabilité de l'article 5:7, et qu'il l'a fait dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans sa première communication écrite.[410] Il ajoute qu'étant donné que le Panama a affirmé que la Mesure 1 entrait dans le champ d'application de l'article 5:7, il lui incombe de prouver qu'il a été satisfait à chacune des quatre prescriptions cumulatives. Le Costa Rica soutient que le Panama ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait de démontrer qu'il était satisfait à ces prescriptions.[411]

7.117. Le Panama répond qu'étant donné le caractère provisoire de la Mesure 1, la question que le Groupe spécial doit aborder est de savoir si le Costa Rica s'est acquitté de la charge qui lui incombait d'établir que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 5:7. Il affirme que le Costa Rica n'a pas réussi à s'acquitter de la charge qui lui incombait en ce qui concerne la Mesure 1.[412]

7.118. Parmi les tierces parties, l'Union européenne considère que le Costa Rica a la charge de la preuve[413], et le Canada est d'avis que le Costa Rica a la "charge initiale" à cet égard.[414] Pour les États-Unis, la charge de la preuve incombe au Panama.[415] Pour sa part, le Brésil indique qu'en règle générale, la partie qui affirme une chose a la charge de la démontrer.[416]

7.119. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:7 a été considéré comme une exemption assortie de réserves de l'obligation qu'ont les Membres au titre de l'article 2:2 de faire en sorte que leurs mesures SPS ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes.[417] À cet égard, sachant que cette obligation au titre de l'article 2:2 s'applique "exception faite de ce qui est prévu [à l'article 5:7]", la question de savoir si une mesure est couverte par l'article 5:7 détermine la portée des obligations applicables. Il convient d'ajouter que, pour pouvoir bénéficier du droit d'adopter des mesures provisoires conféré par l'article 5:7, un Membre doit satisfaire aux prescriptions établies dans cet article.[418]

7.120. Le Groupe spécial observe que, dans des différends antérieurs dans lesquels les plaignants ont allégué que la mesure en cause était incompatible avec les articles 2:2 et 5:1 de l'Accord SPS et n'était pas couverte par l'article 5:7, il leur a été attribué la charge initiale de démontrer que le défendeur n'avait pas satisfait à au moins une des prescriptions de l'article 5:7.[419] De plus, si le

[410] Le Costa Rica soutient qu'il a démontré l'inapplicabilité de cette disposition aux mesures en cause. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 327 et 395)

[411] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 191, 192, 256, 340, 370, 423 b) et 431 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.643; et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.293).

[412] Panama, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 38 et 39. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 132.

[413] Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 24; et réponse en tant que tierce partie à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphes 34 et 35.

[414] Canada, réponse en tant que tierce partie à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 43.

[415] États-Unis, réponse en tant que tierce partie à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 33.

[416] Brésil, communication en tant que tierce partie, paragraphe 3; et réponse en tant que tierce partie à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphes 12 et 13.

[417] Voir plus haut le paragraphe 7.80.

[418] Voir les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.2973 et 7.2974; et les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 674 (indiquant que l'applicabilité des articles 2:2 et 5:1, d'une part, et de l'article 5:7, d'autre part, dépendra du caractère suffisant des preuves scientifiques).

[419] Cette approche a également été suivie dans des différends antérieurs dans lesquels a été examinée la charge de la preuve au titre de dispositions qui limitaient le champ d'application d'autres dispositions – appelées dispositions d'exclusion, exemptions ou droits autonomes – et il a été conclu que la charge incombait au plaignant car ces dispositions concernaient la question de savoir si le plaignant avait établi une allégation valable. (Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures liées aux exportations*, paragraphes 7.7 à 7.9) Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.270 à 7.285 (où le Groupe spécial a déterminé que le plaignant avait la charge initiale de montrer que les mesures en cause entraient dans le champ d'application des obligations avec lesquelles il alléguait qu'elles étaient incompatibles, ce qui incluait la charge de montrer qu'il n'était pas satisfait aux conditions énoncées à l'article 13 de l'Accord sur l'agriculture qui définissaient en partie la portée de ces obligations). De même, dans l'affaire *Inde – Droits d'importation additionnels*, l'Organe d'appel a considéré que, dans les circonstances de cette affaire, on pouvait penser que la mesure pouvait ne pas entraîner de violation de l'article II:1 b) du GATT de 1994 parce qu'elle satisfaisait aux prescriptions de l'article II:2 a) du même accord, c'est pourquoi il incombait dans une certaine mesure au plaignant d'établir que les conditions de l'article II:2 a) du GATT de 1994 n'étaient pas respectées. (Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Droits d'importation additionnels*, paragraphes 190 et 192) Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104 (s'agissant des articles 3:1 et 3:3 de l'Accord SPS).

défendeur affirmait qu'il avait adopté et maintenu une mesure SPS conformément aux prescriptions de l'article 5:7, il avait la charge de prouver son affirmation.[420]

7.121. Le Groupe spécial souscrit à l'attribution de la charge de la preuve dans ces différends et considère que, ayant invoqué l'inapplicabilité de l'article 5:7 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica doit s'acquitter de la charge initiale qui lui incombe de montrer que la Mesure 1 n'est pas couverte par l'article 5:7. Pour ce faire, le Costa Rica doit montrer que la Mesure 1 ne satisfait pas à au moins une des prescriptions cumulatives énoncées à l'article 5:7. De même, étant donné que le Panama affirme que la Mesure 1 est couverte par l'article 5:7, il lui incombe de prouver son affirmation selon laquelle il est satisfait aux quatre prescriptions de cette disposition.

7.122. Après avoir clarifié la question de l'attribution de la charge de la preuve, le Groupe spécial procédera à son analyse en examinant la première prescription de l'article 5:7, qui concerne la question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 1 dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes.

Question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 1 dans une situation où les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes

7.123. Conformément au critère juridique énoncé plus haut[421], le Groupe spécial va maintenant examiner si la Mesure 1 a été adoptée dans une situation où les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes, au sens de la première prescription de l'article 5:7 de l'Accord SPS. Il rappelle que l'article 5:7 vise les situations dans lesquelles les lacunes de l'ensemble des preuves scientifiques ne permettent pas à un Membre, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie à l'Annexe A de l'Accord SPS.[422]

7.124. Le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas démontré qu'il existait une situation d'insuffisance des preuves scientifiques l'empêchant de procéder à une évaluation du risque qui servirait de base pour appliquer une mesure assurant le respect de la LMR d'oxamyle dans les expéditions futures de fraises du producteur concerné.[423] Pour sa part, le Panama affirme que le Costa Rica n'a pas démontré que les preuves scientifiques étaient suffisantes pour procéder à une évaluation du risque associé aux effets négatifs que pourrait avoir sur la santé humaine la présence d'oxamyle dans les fraises.[424]

7.125. Étant donné que les parties sont en désaccord sur ce qui constitue une situation d'insuffisance des preuves scientifiques aux fins de l'article 5:7, le Groupe spécial va procéder à l'examen de cette question avant d'aborder d'autres aspects pertinents pour son analyse.

Considérations sur ce qui constitue une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes

7.126. Le Costa Rica allègue que le Panama propose une approche erronée s'agissant de ce qui constitue une situation d'insuffisance des preuves scientifiques aux fins de l'article 5:7.[425] Selon lui,

[420] Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.292 et 7.293; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.643. Voir aussi les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.2963 à 7.3000. Dans les affaires *Japon – Pommes* et *Corée – Radionucléides*, les Groupes spéciaux ont considéré qu'il incombait au défendeur de prouver que l'article 5:7 était applicable à ses mesures. Il convient toutefois de noter que, dans l'affaire *Corée – Radionucléides*, l'Organe d'appel a déclaré sans fondement et sans effet juridique les constatations du Groupe spécial au titre du même article. (Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.212; et *Corée – Radionucléides*, paragraphes 7.70, 7.74 et 7.75; et rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.118)

[421] Voir plus haut le paragraphe 7.111.

[422] Voir plus haut le paragraphe 7.111 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179; et *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 674 et 677).

[423] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 436 et 437.

[424] Panama, première communication écrite, paragraphes 206 et 207.

[425] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 438 à 440 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 677 et 703).

le Panama n'a pas identifié les insuffisances des preuves scientifiques pertinentes comme il lui incombait de le faire.[426]

7.127. De même, le Costa Rica estime que le Panama utilise à tort le membre de phrase "mettre en question", en faisant une analogie erronée avec le différend *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*. Le Costa Rica indique que, dans ce différend, l'Organe d'appel a expliqué que les preuves scientifiques qui étaient précédemment suffisantes pour procéder à une évaluation des risques pourraient devenir insuffisantes en raison d'un avis scientifique compétent. Il ajoute que l'Organe d'appel a constaté que l'insuffisance des preuves scientifiques pourrait découler de nouvelles preuves scientifiques qui "[pouvaient] amener à se demander si l'ensemble des preuves scientifiques existant précédemment *perm[ettait] encore une évaluation suffisamment objective des risques*".[427]

7.128. Selon le Costa Rica, le Panama cite ce différend pour alléguer que les cas de non-respect de la LMR d'oxamyle ont mis en question ses conclusions sur sa décision de permettre les importations de fraises costariciennes soumises à une LMR de 0,01 mg/kg pour l'oxamyle. Il soutient que le Panama n'explique pas pourquoi cette circonstance a rendu insuffisantes les preuves scientifiques préalables de sorte qu'il ne lui a pas été possible de procéder à une nouvelle évaluation du risque.[428]

7.129. Pour le Costa Rica, on ne peut pas alléguer que les preuves scientifiques soient insuffisantes pour procéder à une évaluation du risque uniquement parce qu'il y a eu un changement de circonstances. Le Costa Rica indique qu'à la différence de l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension* que cite le Panama, en l'espèce, il n'y a pas eu d'"avis scientifique compétent et respecté" qui entraîne un manque de preuves scientifiques pour procéder à une évaluation du risque. Il comprend que, dans le contexte de la première prescription de l'article 5:7, l'examen pertinent concerne non seulement l'existence ou non de nouvelles preuves scientifiques, mais aussi la question de savoir si ces preuves modifient les preuves préalables de sorte qu'il est impossible de procéder à une nouvelle évaluation du risque.[429]

7.130. Le Panama allègue que les preuves seront insuffisantes au sens de l'article 5:7 s'il est démontré qu'elles ne permettent pas de procéder à une évaluation adéquate de la possibilité d'effets négatifs sur la santé humaine découlant de la présence d'oxamyle dans les fraises costariciennes.[430] Pour ce faire, selon le Panama, le Groupe spécial doit déterminer si les cas de non-conformité mettent "en question" les conclusions du Panama en ce qui concerne le risque de sorte qu'elles ne permettent pas de procéder à une évaluation suffisamment objective du risque.[431] Le Panama soutient que les cas de non-respect des LMR feront que les preuves scientifiques passent d'un état de suffisance à un état d'insuffisance "dès lors que les renseignements postérieurs "[mettent] en question" les conclusions d'un Membre au sujet du risque".[432] Le Panama note qu'il était précédemment arrivé à la conclusion que sa LMR pour l'oxamyle dans les fraises était suffisante pour

[426] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 333; et deuxième communication écrite, paragraphe 442 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679).

[427] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 439 et 440 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 677 et 703). (italique dans l'original)

[428] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 441. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 3.76.

[429] Costa Rica, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 3.76; et deuxième communication écrite, paragraphes 438 à 440 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 677 et 703). Le Costa Rica affirme que le Panama n'a présenté aucune preuve scientifique qui "[puissent] amener à se demander" si les preuves scientifiques existantes "per[mettent] encore une évaluation suffisamment objective des risques" ou qui remettent en question ou mettent en cause ce point. (Costa Rica, réponse à la question n° 86 du Groupe spécial, paragraphe 3.147 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 703)) Le Costa Rica ajoute qu'il faut expliquer pourquoi les renseignements disponibles, qu'ils soient préalables ou nouveaux, sont insuffisants pour procéder à une évaluation du risque. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 443)

[430] Panama, première communication écrite, paragraphe 197; et deuxième communication écrite, paragraphe 106 (où le Panama se réfère à l'évaluation "de la possibilité qu'il se produise des effets négatifs pour la santé humaine *découlant de la présence d'un certain niveau de résidus d'oxamyle dans les produits alimentaires* [fraises]" et cite la communication de l'Australie en tant que tierce partie, paragraphe 11). (mise en relief dans l'original)

[431] Panama, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 224; et deuxième communication écrite, paragraphes 95 et 97 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 667).

[432] Voir aussi Panama, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe non numéroté et paragraphe 221.

obtenir son niveau approprié de protection correspondant au moindre risque possible parce qu'elle opérait "de façon synergique" avec la prohibition de ce pesticide appliquée par le Costa Rica.[433] Il affirme que la détection de niveaux élevés de résidus d'oxamyle dans les fraises du Costa Rica est la preuve scientifique qui a mis en question ses conclusions antérieures relatives au risque pertinent.[434]

7.131. Les États-Unis observent, en tant que tierce partie, que des preuves scientifiques qui sont suffisantes pour procéder à une évaluation adéquate du risque peuvent, à un moment donné, devenir insuffisantes à cette fin. Ils se réfèrent au cas d'un Membre qui reçoit des données relatives au risque (par exemple, une détection) sans disposer de preuves suffisantes pour évaluer pleinement ce risque (par exemple, des renseignements sur les conditions dans le pays exportateur, etc.). Dans ce scénario, les États-Unis considèrent qu'il ne s'agirait pas tant d'une situation dans laquelle les preuves scientifiques utilisées auparavant deviendraient "insuffisantes", mais que les circonstances auraient changé et que la collecte et l'évaluation de preuves suffisantes serait nécessaire.[435] L'Australie affirme, en tant que tierce partie, que le niveau de non-conformité détecté, en lui-même, n'aurait pas d'incidence sur la question de savoir si les preuves scientifiques qui étaient considérées comme suffisantes avant la détection peuvent être considérées comme insuffisantes ultérieurement. À son avis, la détection d'un niveau de résidus quel qu'il soit n'est pas pertinente pour l'évaluation du risque s'il n'existe pas de lien entre un niveau de résidus donné et son effet sur la santé humaine.[436]

7.132. Le Groupe spécial observe que les deux parties font référence aux affirmations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*. Comme l'affirme le Costa Rica, dans cette affaire, l'Organe d'appel a noté que le Membre qui adopte une mesure SPS provisoire devrait être en mesure d'identifier les insuffisances en ce qui concerne les preuves scientifiques pertinentes.[437] L'article 5:7 établit un droit assorti de réserves permettant d'adopter temporairement[438] une mesure SPS pendant qu'on obtient les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Le Groupe spécial considère qu'une conséquence logique de ce qui précède est que le Membre qui projette d'adopter une telle mesure doit être à même d'identifier les insuffisances des preuves scientifiques qui justifient son adoption pour tenter de les corriger. Il observe que, dans le cas de la Mesure 1, le Panama a identifié ce qu'il considérait comme constituant une insuffisance des preuves scientifiques, à savoir l'absence de renseignements actualisés sur l'adéquation du système de production et de contrôle des fraises du Costa Rica.[439]

7.133. Pour ce qui est des situations dans lesquelles des preuves scientifiques auparavant considérées comme suffisantes deviennent insuffisantes, les parties conviennent que des preuves scientifiques nouvelles peuvent créer la nécessité d'obtenir des renseignements additionnels sans lesquels il ne serait pas possible de procéder à une évaluation des risques. Les deux parties reconnaissent en outre qu'il peut apparaître des preuves scientifiques nouvelles qui mettent "en question" les conclusions antérieures d'un Membre concernant le risque pertinent. Cependant, les parties sont en désaccord sur le point de savoir si, en l'espèce, les détections en question ont mis "en question" les conclusions antérieures du Panama concernant le risque de sorte qu'il était impossible de procéder à une nouvelle évaluation du risque.

7.134. Le Groupe spécial convient qu'il peut exister des situations dans lesquelles des preuves scientifiques nouvelles concernant un certain aspect du risque associé au produit importé mettent en question les conclusions du responsable de l'évaluation du risque sur la base desquelles a été

---

[433] Panama, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 225.

[434] Panama, première communication écrite, paragraphe 206. Le Panama note en outre que la détection a mis en question "la relation entre l'évaluation du risque du Panama et ses conclusions concernant les effets négatifs possibles pour la santé humaine découlant de l'importation de fraises costariciennes". (*Ibid.*, paragraphe 204)

[435] États-Unis, réponse en tant que tierce partie à la question n° 10 du Groupe spécial, paragraphe 32.

[436] Australie, réponse en tant que tierce partie à la question n° 10 du Groupe spécial, paragraphes 9 et 10.

[437] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679.

[438] L'article 5:7 vise les mesures provisoires, et le Diccionario de la Real Academia Española définit "provisional" (provisoire) comme "[q]ue se hace, se halla o se tiene temporalmente" (que l'on fait, qui se trouve ou que l'on a temporairement). (Diccionario de la Real Academia Española, définition de "provisional", https://dle.rae.es/provisional (consulté le 13 août 2024))

[439] Panama, réponse à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphe 64.

établie la mesure SPS adoptée pour gérer ce risque. De l'avis du Groupe spécial, ces preuves scientifiques peuvent être un avis scientifique compétent et respecté, comme l'affirme le Costa Rica[440], ou un autre type de preuves scientifiques, comme les résultats de la détection d'un contaminant dans un produit alimentaire, auxquels le Panama se réfère en l'espèce.[441]

7.135. Toutefois, le Groupe spécial considère que l'apparition de nouvelles preuves scientifiques ne rend pas automatiquement insuffisant aux fins de l'article 5:7 l'ensemble des preuves scientifiques pertinentes antérieures, même si les nouvelles preuves mettent en question les conclusions antérieures concernant le risque. Il rappelle que le seuil d'insuffisance des preuves scientifiques au sens de l'article 5:7 est déterminé par l'obligation d'établir la mesure SPS sur la base d'une évaluation du risque comme l'exigent l'article 5:1 et l'Annexe A.[442] Par conséquent, le Groupe spécial considère que son examen doit porter sur le point de savoir si, au moment de l'adoption de la Mesure 1, à la suite des détections en question, l'ensemble des preuves scientifiques pertinentes, y compris les preuves nouvelles et celles qui existaient auparavant, permettait au Panama de procéder à une évaluation des risques.[443]

7.136. À cet égard, le Groupe spécial convient avec l'observation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension* selon laquelle, dans certains cas, les nouvelles preuves scientifiques ne permettront pas au Membre de procéder à une évaluation suffisamment objective du risque, tandis que, dans d'autres, elle le lui permettront.[444] Dans ce contexte, la possibilité d'effectuer d'autres recherches ou d'analyser des renseignements additionnels ne signifierait pas, à elle seule, que les preuves scientifiques pertinentes soient ou deviennent insuffisantes.[445] De même, le Groupe spécial considère que si les preuves scientifiques évoluent, cela peut signifier qu'il faut revoir l'évaluation du risque ou procéder à une nouvelle évaluation.[446]

7.137. En ce qui concerne le respect de la première prescription de l'article 5:7, il convient d'ajouter que le Panama soutient que l'existence des normes internationales sur lesquelles le Costa Rica fonde sa position ne fait pas que les preuves scientifiques soient suffisantes.[447] Le Groupe spécial considère que le Costa Rica invoque les Directives du Codex pour faire valoir que le risque en question n'a pas été géré sur la base des recommandations qu'elles contiennent, mais ne fait pas valoir que ces directives démontrent en elles-mêmes le caractère suffisant des preuves scientifiques pour l'évaluation du risque pertinent. Selon cette lecture, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire d'examiner ces directives dans le cadre de la première prescription de l'article 5:7.

7.138. En ayant à l'esprit les considérations qui précèdent, le Groupe spécial va à présent examiner si le Panama a démontré qu'en conséquence des détections d'oxamyle dans deux expéditions de fraises costariciennes, il s'est créé une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes qui l'empêchait d'évaluer le risque en question. Pour ce faire, le Groupe spécial abordera deux questions: le risque pertinent et les renseignements nécessaires à l'évaluation de ce risque. L'examen de ces deux questions lui permettra de procéder à son évaluation de la pertinence et du caractère suffisant des preuves scientifiques existantes au moment de l'adoption de la Mesure 1.

Risque pertinent

7.139. Le Costa Rica affirme que le Panama aurait dû évaluer le risque associé "aux effets négatifs possibles pour la santé humaine *liés à de possibles futurs cas de non-respect* de la LMR d'oxamyle

[440] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 440.
[441] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 96.
[442] Voir plus haut le paragraphe 7.111.
[443] Voir les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179; et *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 674, 677, 702 et 703.
[444] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 701. Il convient de mentionner que, dans ce différend, l'Organe d'appel a noté que la prescription relative à l'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 ne veut pas dire que de nouvelles preuves scientifiques doivent déplacer entièrement les preuves scientifiques antérieures (causant ainsi un "changement de paradigme"). Il a souligné que la question pertinente était de savoir si l'ensemble des preuves scientifiques permettait encore une évaluation suffisamment objective des risques. (*Ibid.*, paragraphe 725)
[445] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 702.
[446] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 7.12.
[447] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 98 à 103.

dans les fraises importées du Costa Rica".[448] Pour sa part, le Panama allègue que le risque consiste dans "les effets négatifs possibles pour la santé humaine de la présence d'oxamyle dans les fraises" ou "la possibilité d'effets négatifs sur la santé humaine découlant de la présence d'oxamyle dans les fraises costariciennes".[449]

7.140. Pour le Costa Rica, le risque identifié par le Panama serait pertinent si le Panama souhaitait réviser le niveau de sa LMR pour l'oxamyle. Or le Costa Rica note qu'il conteste non pas la LMR du Panama ni sa décision de refuser l'entrée sur son territoire des deux expéditions de fraises qui ne respectaient pas la LMR d'oxamyle pour les fraises en février 2020[450], mais sa décision de prohiber toutes les importations de fraises du Costa Rica en réponse à ce non-respect.[451]

7.141. Pour sa part, le Panama affirme que l'argument du Costa Rica est dénué de fondement et est une tentative visant à rendre l'article 5:7 inapplicable dans des circonstances où les Membres décident d'obtenir leur niveau approprié de protection au moyen de l'établissement de LMR. Selon le Panama, les LMR ne sont pas un substitut du risque spécifique qu'elles visent à traiter, mais sont simplement un instrument au moyen duquel les Membres peuvent atténuer ce risque.[452] Pour le Panama, le Costa Rica confond dans son argumentation la gestion du risque et l'évaluation du risque.[453] Le Panama ajoute que les preuves scientifiques ne restent pas suffisantes de façon permanente une fois qu'un Membre établit une LMR pour atténuer les risques potentiels pour la santé humaine découlant de la présence d'additifs dans les produits alimentaires. Il soutient que la LMR qu'il avait établie était considérée comme suffisante pour obtenir son niveau approprié de protection, mais que les détections d'oxamyle en question ont mis "en question" ses conclusions concernant les risques que présentait pour la santé humaine la présence de ce pesticide dans les fraises du Costa Rica.[454]

7.142. Le Groupe spécial note que les parties conviennent que le risque à évaluer pour l'imposition d'une mesure SPS à l'importation de fraises costariciennes est celui qui est associé aux effets négatifs possibles sur la santé humaine découlant de la présence d'oxamyle dans des fraises costariciennes. Cette lecture est fondée sur la manière dont le Panama formule la définition du risque pertinent[455] et l'affirmation du Costa Rica selon laquelle l'évaluation du risque pertinent est celle qui est définie dans la deuxième phrase de l'Annexe A 4), à savoir celle qui concerne les "effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux".[456] Le Groupe spécial convient qu'étant donné que la Mesure 1 entre dans le champ

[448] Costa Rica, réponse à la question n° 78 du Groupe spécial, paragraphes 3.94 et 3.95. (pas de mise en relief dans l'original) Selon le Costa Rica, le Panama décrit de manière incorrecte le risque en question comme un risque général concernant la présence d'oxamyle dans les fraises du Costa Rica. Le Costa Rica affirme que le Panama doit évaluer la possibilité que ce risque se concrétise comme conséquence d'un futur cas de non-respect de la LMR d'oxamyle dans les fraises importées du Costa Rica. (Costa Rica, réponse à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphe 2.88)

[449] Panama, première communication écrite, paragraphe 197; et deuxième communication écrite, paragraphes 108 à 110. Selon le Panama, le Costa Rica cherche à redéfinir le risque pertinent. (Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 104)

[450] Le Groupe spécial comprend que le Costa Rica ne met pas en doute la validité des tests au moyen desquels de l'oxamyle a été détecté dans deux expéditions de fraises costariciennes, bien qu'il indique qu'il y a eu "plusieurs lacunes et irrégularités dans les résultats" présentés par le Panama. (Costa Rica, réponse à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphes 2.45 à 2.78)

[451] Costa Rica, réponse aux questions du Groupe spécial n° 13, paragraphe 2.86; n° 77, paragraphes 3.78 et 3.79; et n° 78, paragraphe 3.94.

[452] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 107 et 108 (mentionnant Costa Rica, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 3.78).

[453] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 107 à 109.

[454] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 110.

[455] Voir plus haut le paragraphe 7.139.

[456] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 306. L'Annexe A 4) de l'Accord SPS, qui définit une "évaluation des risques" aux fins de cet accord, fait référence à deux types d'évaluation des risques: a) celle qui concerne la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter, et b) celle qui concerne les effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux.

de l'Annexe A 1) b)[457], l'évaluation des risques en question est celle qui est décrite dans la deuxième phrase de l'Annexe A 4).

7.143. Le désaccord entre les parties tient au fait que le Costa Rica considère que le Panama devrait lier le risque à la survenue possible de futurs cas de non-respect de sa LMR. À son avis, le Panama pourrait évaluer ce risque sur la base des renseignements issus des détections en question.[458] Le Panama se réfère en outre aux futurs cas de non-respect de sa LMR en affirmant qu'il cherchait à traiter le risque qui résulterait de l'importation de fraises ne respectant pas cette LMR.[459] Toutefois, il fait valoir que les détections ont mis en question ses conclusions concernant le risque sur la base desquelles il avait imposé sa LMR, de sorte qu'elles ont rendu impossible la réalisation d'une évaluation du risque en l'absence de renseignements additionnels sur l'efficacité des contrôles sanitaires du Costa Rica.[460]

7.144. Le Groupe spécial considère que la différence dans les arguments des parties porte non pas sur la définition du risque pertinent, mais sur la question de savoir si la détection d'oxamyle dans les fraises costariciennes en février 2020 a créé une situation d'insuffisance des preuves scientifiques. À cet égard, les parties sont en désaccord s'agissant des renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation du risque associé aux effets négatifs que pourrait avoir sur la santé humaine la présence d'oxamyle dans des expéditions de fraises du Costa Rica. Le Groupe spécial va à présent examiner ce désaccord.

Renseignements nécessaires à l'évaluation du risque en question

7.145. Le Groupe spécial observe que les parties sont en désaccord sur le point de savoir si le Panama disposait de tous les renseignements dont il avait besoin pour procéder à une évaluation du risque. Comme il a été indiqué plus haut[461], le Costa Rica considère que le Panama disposait de tous les renseignements pertinents pour procéder à une évaluation du risque en question, à savoir des renseignements sur: a) les deux expéditions de fraises concernées par la non-conformité, en particulier en ce qui concerne le pesticide en question, les quantités exactes du résidu de ce pesticide, le nom du producteur costaricien en question et ses antécédents en matière de conformité; et b) la prohibition de l'utilisation d'oxamyle pour la culture de la fraise au Costa Rica.[462] Bien qu'il considère que le Panama n'avait pas besoin de renseignements sur sa réglementation[463], le Costa Rica estime également pertinents les renseignements figurant dans son *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* qu'il a présenté au cours de la procédure du Groupe spécial.[464]

7.146. Pour sa part, le Panama soutient que le risque en question ne peut pas être évalué convenablement sans renseignements actualisés sur l'adéquation du système de production et de contrôle des fraises du Costa Rica.[465] Le Panama allègue que les renseignements sur les expéditions spécifiques, le pesticide et le producteur en question ne sont pas suffisants pour une évaluation adéquate du risque parce qu'ils ne disent rien sur l'efficacité des systèmes de contrôle sanitaire du Costa Rica.[466] Il fait valoir que, lorsqu'il s'agit de risques découlant d'un type spécifique de produit en provenance de pays spécifiques, l'autorité d'un pays importateur doit nécessairement prendre en

[457] Voir plus haut le paragraphe 7.71. L'Annexe A 1) b) vise les mesures appliquées "pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux". Voir plus haut le paragraphe 7.62.

[458] Costa Rica, réponse aux questions du Groupe spécial n° 77, paragraphe 3.80; et n° 78, paragraphe 3.95 (où le Costa Rica note que la détection du non-respect de la LMR d'oxamyle dans des fraises est précisément le type de renseignement qu'il aurait été pertinent de prendre en considération dans l'évaluation du risque que le Panama n'a pas effectuée).

[459] Voir Panama, réponse à la question n° 122 du Groupe spécial, paragraphe 60.

[460] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 110.

[461] Voir plus haut le paragraphe 7.86.

[462] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 331 et 332; réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 3.79; et deuxième communication écrite, paragraphes 442 et 444.

[463] Costa Rica, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 65.

[464] Costa Rica, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, paragraphes 3.9 à 3.16.

[465] Panama, réponse à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphe 64. Dans le contexte de la troisième prescription, qui concerne l'obtention des renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation du risque, le Panama se réfère à la "solidité et [à] la robustesse des contrôles sanitaires du Costa Rica". (Panama, première communication écrite, paragraphe 240)

[466] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 111.

considération la gestion du pesticide en question dans le pays exportateur – en l'espèce, la manière dont le Costa Rica gère l'utilisation d'oxamyle au niveau national. Il affirme qu'en ce qui concerne les importations de fraises en provenance du Costa Rica, les PPI figurant dans la Résolution AUPSA-DINAN-006-2008 ont tenu compte du contrôle national des mesures SPS du Costa Rica, y compris de ses mesures de contrôle des pesticides, et qu'elles fonctionnaient conjointement avec les LMR établies pour des pesticides spécifiques.[467]

7.147. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:7 vise les situations dans lesquelles on ne dispose pas de tous les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation adéquate des risques, telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie à l'Annexe A de l'Accord SPS, étant donné que l'article 5:7 fait référence à la nécessité d'"obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque". En ce sens, l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes à laquelle l'article 5:7 fait référence est déterminée par les renseignements qui seraient nécessaires pour procéder à une évaluation adéquate des risques. Par conséquent, le Groupe spécial estime nécessaire d'identifier les renseignements dont le Panama avait besoin pour évaluer le risque en question afin de pouvoir ainsi déterminer si, à la date de l'adoption de la Mesure 1, les preuves scientifiques existantes étaient pertinentes et suffisantes pour procéder à l'évaluation de ce risque.

7.148. Le Groupe spécial rappelle que l'évaluation du risque que le Panama doit effectuer concerne les effets négatifs possibles sur la santé des personnes de la présence d'oxamyle dans les fraises costariciennes. Il a été considéré que ce type d'évaluation des risques, prévu dans la deuxième phrase de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS, exige d'un Membre: a) qu'il identifie les additifs, les contaminants, les toxines ou les organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux en cause; b) qu'il identifie tout effet négatif possible sur la santé des personnes et des animaux; et c) qu'il évalue la possibilité que cet effet négatif résulte de la présence des additifs, des contaminants, des toxines ou des organismes pathogènes identifiés dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux.[468]

7.149. Le dossier ne fait état d'aucune technique d'évaluation des risques élaborée par une organisation internationale compétente qui pourrait guider le Groupe spécial en ce qui concerne les renseignements nécessaires pour évaluer le risque lié aux effets négatifs sur la santé humaine résultant de la présence de résidus d'un pesticide dans un produit alimentaire. Toutefois, dans la "Procédure d'analyse des risques en matière de sécurité chimique des végétaux non transformés" du Costa Rica, les trois principaux éléments de l'analyse des risques définis par le Codex sont décrits: a) évaluation des risques; b) gestion des risques; et c) communication sur les risques. Dans cette procédure, il est noté que l'évaluation des risques est un processus scientifique qui se compose des quatre étapes suivantes: a) l'identification des dangers; b) la caractérisation des dangers; c) l'évaluation de l'exposition; et d) la caractérisation des risques.[469]

7.150. Le dossier ne contient pas de précisions sur ce que ces quatre étapes impliquent. Toutefois, le Groupe spécial estime que les Directives du Codex relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui figurent dans le dossier (Directives CAC/GL 47-2003 et CAC/GL 26-1997), qui ont trait à l'inspection fondée sur le risque et à la gestion du risque en fonction de son niveau, peuvent éclairer les renseignements pertinents pour l'évaluation du risque en question.[470] Le Groupe spécial considère que les orientations figurant dans ces directives du Codex pourraient être pertinentes, étant donné qu'elles portent sur les renseignements à prendre en compte pour déterminer le risque lié à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, tel que décrit ci-après.

---

[467] Panama, réponse à la question n° 115 du Groupe spécial, paragraphes 39 et 40 (faisant référence à la Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34)).

[468] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.479.

[469] Procédure d'analyse des risques en matière de sécurité chimique des végétaux non transformés (pièce CRI-297), section 6.1. Voir aussi la définition d'"[é]valuation des risques" dans Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 2.

[470] Le Groupe spécial observe que ces directives constituent un guide pour les systèmes d'inspection des importations, et ne portent pas directement sur l'évaluation des effets négatifs possibles résultant de la présence de pesticides dans les aliments. Il observe toutefois que le Panama se réfère à ces directives pour étayer son affirmation selon laquelle les renseignements sur les contrôles du Costa Rica sont pertinents. (Panama, déclaration finale à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 89 et 90; et réponse aux questions du Groupe spécial n° 119, paragraphe 58; et n° 124, paragraphe 65)

7.151. L'annexe des Directives CAC/GL 47-2003 s'intitule "Principes et directives concernant l'inspection des denrées alimentaires importées fondée sur le risque", le risque étant celui qui est lié à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la probabilité et gravité d'un effet adverse pour la santé du fait de risques présents dans les aliments.[471] La section 4 de cette annexe offre des orientations concernant les renseignements pertinents pour l'évaluation du risque associé à l'aliment importé. Dans cette section, il est indiqué que les renseignements pertinents peuvent inclure:

> La détermination scientifique du risque sanitaire présenté par les aliments, dans la mesure possible.
>
> L'adéquation des contrôles au stade de la transformation en place dans le pays exportateur, démontrée par ses lois, règlements et autres politiques, ainsi que son infrastructure et sa capacité à faire respecter les exigences de sécurité sanitaire des aliments, pouvant être vérifiée par des audits et visites sur site effectués par l'autorité compétente du pays importateur.
>
> Les antécédents de conformité de la denrée en général, quelle que soit son origine;
>
> Les antécédents du produit alimentaire en matière de conformité relatifs à son origine, notamment, le cas échéant, les antécédents en matière de conformité:
>
> - du pays exportateur ou de la région/zone concernée du pays exportateur;
> - du producteur et du fabricant;
> - de l'exportateur;
> - de l'expéditeur; et
> - de l'importateur.
>
> Des rapports d'organismes d'inspection et/ou de certification officiellement agréés.[472]

7.152. Le Groupe spécial observe par ailleurs que les Directives CAC/GL 26-1997 indiquent qu'en cas de non-conformité avec les prescriptions en matière de sécurité sanitaire, pour assurer la proportionnalité entre la mesure et le niveau de risque, il faut prendre en considération: a) les récidives de non-conformité du même produit ou de la même catégorie de produits; b) les antécédents de non-conformité des responsables de la manutention des produits; et c) la fiabilité des vérifications effectuées par le pays d'origine.[473]

7.153. Le Groupe spécial considère que les orientations susmentionnées du Codex étayent la position du Panama selon laquelle la réglementation de la transformation d'un produit et les contrôles pertinents dans le pays d'origine constituent des éléments pertinents pour l'évaluation d'un risque en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. De même, sur la base de ces orientations, on peut estimer pertinents la détermination scientifique du risque relatif à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les antécédents de l'aliment en question en matière de conformité.

7.154. En outre, le Groupe spécial trouve dans le texte de l'Accord SPS des éléments à l'appui de l'interprétation selon laquelle la réglementation de la transformation d'un produit et les contrôles correspondants peuvent être nécessaires à l'évaluation du risque en question. À cet égard, il observe que l'article 5:2 de l'Accord SPS dispose que, dans l'évaluation des risques, les Membres doivent tenir compte, entre autres éléments, "des preuves scientifiques disponibles; des procédés et méthodes de production pertinents; des méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes". De l'avis du Groupe spécial, ces éléments peuvent inclure la réglementation de

[471] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, note de bas de page 11.

[472] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 4. (notes de bas de page omises)

[473] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 34.

l'utilisation d'un pesticide dans la production du produit en question et les contrôles relatifs à l'utilisation de ce pesticide.[474]

7.155. Le Groupe spécial va à présent examiner les renseignements existant en février 2020, au moment de l'adoption de la Mesure 1, et les lacunes possibles de l'ensemble des preuves scientifiques pertinentes disponibles, à la lumière des renseignements dont le Panama avait besoin pour évaluer le risque en question.

Pertinence et caractère suffisant des preuves scientifiques existantes au moment de l'adoption de la Mesure 1.

7.156. Sur la base des arguments des parties et des éléments de preuve versés au dossier, le Groupe spécial identifie les catégories de renseignements ci-après qui existaient au moment de l'adoption de la Mesure 1 en février 2020:

a. renseignements généraux sur l'utilisation d'oxamyle et ses effets sur la santé humaine;

b. renseignements sur l'existence ou l'absence de LMR des États-Unis, de l'Union européenne (anciennement Communautés européennes) et du Codex pour l'oxamyle;

c. renseignements sur le contrôle de l'utilisation d'oxamyle au Costa Rica;

d. renseignements sur les détections en question; et

e. renseignements sur les antécédents de Fresas Gego et d'éventuels autres exportateurs costariciens en matière de respect.

Renseignements généraux sur l'utilisation d'oxamyle et ses effets sur la santé humaine

7.157. Le Groupe spécial observe que le dossier contient plusieurs documents qui décrivent les caractéristiques chimiques, la toxicité et la possibilité d'effets négatifs sur la santé humaine de l'oxamyle et de ses résidus dans les aliments. En particulier, ces aspects de l'oxamyle ont été évalués par la Réunion conjointe sur les résidus de pesticides de la FAO et de l'OMS en 2002, ainsi que par l'EPA en 2000, et par les autorités européennes en 2006.[475] Le Groupe spécial considère que ces documents contiennent des preuves scientifiques pertinentes aux fins de l'article 5:7, étant donné qu'ils sont antérieurs à l'adoption de la Mesure 1 et qu'ils se rapportent aux effets négatifs sur la santé humaine associés à la présence de résidus d'oxamyle résultant de son utilisation dans la production agricole.

7.158. Le Costa Rica soutient qu'étant donné qu'il ne conteste pas la LMR du Panama, l'analyse du risque que le Panama devait effectuer dans ce cas ne doit pas être axée dans l'abstrait sur les effets négatifs des résidus d'oxamyle dans les fraises.[476] À cet égard, le Groupe spécial considère qu'indépendamment du fait que le Costa Rica ne conteste pas la LMR du Panama, et que les parties ne sont pas en désaccord sur le caractère suffisant des preuves scientifiques relatives aux effets négatifs de l'oxamyle en général, ces preuves scientifiques font partie de l'ensemble des preuves scientifiques pertinentes.

[474] De façon semblable, dans l'affaire *CE – Hormones*, où il était question des effets cancérogènes des résidus d'hormones présents dans la viande, il a été considéré qu'il pouvait être pertinent pour une évaluation du risque que le responsable de l'évaluation du risque examine et évalue les risques découlant d'abus potentiels dans l'administration des substances contrôlées et de problèmes de contrôle. (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 206) Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 535 et 545.

[475] Code des règlements fédéraux des États-Unis, Liste des substances extrêmement dangereuses et seuils applicables aux quantités de planification (2008) (pièce PAN-38); EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39); EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40); FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41); Département de la santé et des services aux personnes âgées du New Jersey, *Fiche d'information sur les substances dangereuses – Oxamyle* (1999) (pièce PAN-43); et Extoxnet, Pesticide Information Profiles – Oxamyl (1996) (pièce PAN-44). Voir aussi la section 2.2.2.2 du présent rapport.

[476] Costa Rica, réponse à la question n° 78 du Groupe spécial, paragraphes 3.94 et 3.95.

7.159. En tout état de cause, il convient de noter que le Panama ne fait pas valoir qu'il y a une insuffisance des renseignements sur la toxicité de l'oxamyle pour la santé humaine résultant d'une quantité donnée de résidus de ce pesticide dans les fraises. Le Groupe spécial comprend que le Panama exprime des préoccupations sur un risque accru allégué de présence de résidus d'oxamyle dans les fraises du Costa Rica en quantités néfastes résultant d'un non-respect des LMR du Panama. À cet égard, la préoccupation du Panama et l'insuffisance de preuves scientifiques pertinentes qu'il allègue sont axées sur le système de contrôle que le Costa Rica utilise pour respecter les LMR du Panama.[477] Avant de procéder à l'analyse de l'insuffisance alléguée des preuves scientifiques relatives au système de contrôle du Costa Rica, le Groupe spécial examinera les renseignements sur l'imposition ou l'absence d'imposition de LMR par les États-Unis, l'Union européenne et le Codex, à laquelle le Panama se réfère dans ses arguments au titre de la première prescription de l'article 5:7.

Renseignements sur l'imposition ou l'absence d'imposition de LMR par les États-Unis, l'Union européenne et le Codex

7.160. Le Panama affirme que sa LMR pour l'oxamyle dans les fraises était fondée sur la LMR de l'Union européenne qui correspondait à la limite inférieure de quantification analytique. Il ajoute que "ni le CODEX ni les États-Unis n'ont considéré que les preuves scientifiques étaient suffisantes pour établir une LMR pour l'oxamyle dans les fraises qui soit sûre pour la consommation humaine".[478]

7.161. Le dossier contient des renseignements sur l'imposition ou l'absence d'imposition de LMR pour l'oxamyle dans les fraises par les États-Unis, l'Union européenne et le Codex.[479] Le Groupe spécial observe que, comme le note le Panama, les LMR "ne sont pas un substitut du risque", mais un "instrument" au moyen duquel les Membres peuvent traiter un risque spécifique.[480] Les LMR représentent une valeur de référence de la concentration maximale acceptable de résidus de pesticides dans un produit dans la culture duquel ce pesticide peut être appliqué, c'est pourquoi elles sont une prescription à l'importation de ce produit. Le Groupe spécial comprend que les LMR résultent d'évaluations du risque et que les LMR déjà établies pour un pesticide peuvent être pertinentes pour la décision d'un Membre sur la LMR à imposer en ce qui concerne le même pesticide. En particulier, les LMR établies par le Codex peuvent servir de guide en tant que recommandations internationales.[481]

7.162. À cet égard, les renseignements sur l'existence ou le niveau de LMR des organisations internationales compétentes ou d'autres Membres pour l'oxamyle dans les fraises pourraient être pertinents pour l'étape de la gestion du risque, en particulier, pour l'adoption d'une LMR pour ce pesticide. Le Groupe spécial n'exclut pas que le niveau d'une LMR et les considérations qui ont conduit à son établissement puissent être pertinents pour une évaluation du risque, en particulier lorsque ces considérations sont reflétées dans une évaluation du risque. Toutefois, le dossier ne contient pas de renseignements sur la raison pour laquelle il n'existe pas de LMR du Codex ou des États-Unis pour l'oxamyle.[482] Il ne contient pas non plus d'explication sur la LMR de l'Union européenne pour l'oxamyle dans les fraises, bien qu'on comprenne que 0,01 mg/kg correspond à la limite inférieure de quantification analytique qui pouvait être atteinte avec les

[477] Voir Panama, réponse à la question n° 122 du Groupe spécial, paragraphe 60. Le Panama affirme que le risque que la suspension des importations visait à gérer est le risque d'importer des fraises du Costa Rica qui contiennent de l'oxamyle à un niveau très supérieur à la LMR établie, provenant de producteurs ayant commis de multiples infractions pendant la pandémie de COVID-19. Il convient de préciser que le Panama n'explique pas la mention qu'il fait de la pandémie de COVID-19 dans le contexte du risque lié aux détections d'oxamyle dans des expéditions de fraises costariciennes en février 2020.

[478] Panama, première communication écrite, paragraphe 202. Voir aussi *ibid*., paragraphe 200.

[479] Codex Alimentarius, Index des pesticides, "Oxamyl" (pièce CRI-125); et EPA, Base de données sur les pesticides, Recherche des LMR pour l'oxamyle (pièce PAN-42). Voir aussi EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40), appendice C, pages 27 à 29, sur les LMR pour l'oxamyle existantes en vertu de la réglementation pertinente des Communautés européennes de 2005. Voir aussi Union européenne, réponse en tant que tierce partie à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphe 40 (où l'Union européenne note que sa LMR pour l'oxamyle dans les fraises est de 0,01 mg/kg, conformément à l'annexe du Règlement UE 2019/552 applicable depuis le 25 avril 2019).

[480] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 108.

[481] EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40), page 15 (indiquant que les LMR du Codex résultent d'évaluations et sont des recommandations internationales que les responsables de l'évaluation des risques européens doivent prendre en considération au moment d'établir les LMR).

[482] Le Groupe spécial observe que l'EPA des États-Unis considère qu'avec les mesures d'atténuation du risque requises, les risques individuels et cumulés relatifs à l'oxamyle se situent dans les niveaux acceptables. (EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39), pages 1 et 3)

techniques de détection disponibles à ce moment.[483] Par conséquent, en l'espèce, le Groupe spécial ne considère pas que l'existence d'une LMR de l'Union européenne pour l'oxamyle dans les fraises et l'absence d'une telle LMR des États-Unis et du Codex démontrent en elles-mêmes l'existence d'une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes pour l'évaluation du risque en question.

Renseignements sur le contrôle de l'utilisation de l'oxamyle au Costa Rica

7.163. Le désaccord central entre les parties sur le caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes concerne la pertinence et la disponibilité de renseignements sur le contrôle de l'utilisation d'oxamyle au Costa Rica.

7.164. Le Panama affirme que sa LMR opérait conjointement avec le fait que l'oxamyle n'est généralement pas autorisé à des fins d'utilisation dans les fraises par ses partenaires commerciaux. Il allègue que l'insuffisance des preuves scientifiques découle du fait que la détection de résidus d'oxamyle dans les deux expéditions de fraises costariciennes l'a fait se demander si de l'oxamyle était effectivement utilisé dans la production de fraises au Costa Rica, bien que cette utilisation soit censée être prohibée. Pour le Panama, un manque de renseignements sur l'efficacité des contrôles sanitaires costariciens est survenu en conséquence de ces détections d'oxamyle dans deux expéditions de fraises.[484]

7.165. Le Costa Rica considère qu'au moment d'établir une LMR, le pays importateur n'est pas tenu de prendre en considération la législation des pays exportateurs sur l'utilisation du pesticide. Il ajoute que, même à supposer que le Panama ait pris en considération la prohibition par le Costa Rica de l'utilisation d'oxamyle dans les fraises en tant que preuve scientifique pour gérer le risque, le Panama n'a pas démontré que les détections de non-respect en question avaient mis en "question" cette preuve scientifique.[485]

7.166. Comme il a été indiqué plus haut au paragraphe 7.153, de l'avis du Groupe spécial, la réglementation de la transformation d'un produit et les contrôles pertinents du pays d'origine constituent des éléments pertinents pour l'évaluation d'un risque en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le Groupe spécial fonde cette interprétation, entre autres considérations, sur ce qui est indiqué à l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003 sur les renseignements pertinents pour l'évaluation du risque lié à un produit alimentaire importé. Ces directives indiquent que l'adéquation des contrôles au stade de la transformation du pays exportateur est déterminée selon ce qui est "démontré[] par ses lois, règlements et autres politiques"; et la capacité à faire respecter les exigences de sécurité sanitaire des aliments est établie selon ce qui est "vérifié[] par des audits et visites sur site effectués par l'autorité compétente du pays importateur".[486] Le Groupe spécial comprend donc que l'évaluation du risque pertinent prendrait en compte a) les lois, règlements et autres politiques du Membre exportateur; et b) la vérification à l'origine effectuée par les autorités du Membre importateur.

7.167. Le Groupe spécial examine ci-après les renseignements versés au dossier qui concernent la réglementation de l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises du Costa Rica et les contrôles pertinents préalables à l'exportation de ce pays pour déterminer si les renseignements en question étaient suffisants aux fins de l'article 5:7 au moment de l'adoption de la Mesure 1.

7.168. En ce qui concerne sa réglementation, le Costa Rica se réfère à la prohibition de l'utilisation d'oxamyle dans la culture de la fraise dans le pays. Il présente une "liste de pesticides formulés et de substances connexes autorisés dans la culture de la fraise" au Costa Rica, certifiée en 2022 par la Cheffe de l'Unité du Registre des pesticides et des équipements servant à les appliquer du SFE du Costa Rica.[487] Le fait que cette liste n'inclut pas l'oxamyle confirme que ce pesticide n'était pas

[483] EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40), page 8. L'Avis de l'Union européenne constitue une révision des LMR d'oxamyle existantes dans l'Union, mais il fait seulement mention de la LMR pour les fraises dans son appendice C.

[484] Panama, première communication écrite, paragraphes 203 et 204; et deuxième communication écrite, paragraphe 111.

[485] Costa Rica, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 67 et 68.

[486] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 4.

[487] SFE, Certification des pesticides destinés à être utilisés sur les fraises, AE-REG-C-0035-2022 (pièce CRI-5).

enregistré pour être utilisé dans la culture de la fraise au Costa Rica à la date de délivrance de la certification en 2022. Bien que cette certification soit postérieure à l'adoption de la Mesure 1, le Panama a confirmé qu'il "était conscient que le Costa Rica n'autorisait pas l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises", à ce moment-là.[488]

7.169. De même, le Costa Rica affirme que le Panama disposait de renseignements pertinents issus de son *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* qui réglemente expressément l'utilisation de pesticides tels que l'oxamyle, et confirme que le gouvernement du Costa Rica maintient un système de bonnes pratiques qui est obligatoire pour les producteurs de fraises.[489] Le Costa Rica confirme que ce manuel a été publié en 2017 sur le site Web du SFE, ainsi que sur la page de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), qui a collaboré à son élaboration.[490] À cet égard, il note que, pour respecter les LMR d'un pays, les producteurs doivent appliquer les BPA, qui ont pour but de réduire le risque qu'il reste des résidus de pesticides dans les produits pertinents.[491] Le Costa Rica affirme que le Manuel en question a un caractère obligatoire pour tous les producteurs, le personnel de terrain, les transporteurs et les techniciens qui participent à la production de fraises au Costa Rica.[492] Il ajoute que, même si le SFE surveille et vérifie que les producteurs costariciens respectent les dispositions du Manuel, la responsabilité finale incombe à chaque producteur individuel.[493]

7.170. Le Panama affirme que, lorsque la Mesure 1 a été notifiée au Costa Rica en février 2020, il ne disposait pas de renseignements sur la mise en œuvre du Manuel par le Costa Rica.[494] Il note que le Manuel ne mentionne pas la capacité des producteurs de l'appliquer, ni l'existence d'un système de surveillance et de sanctions en cas de non-conformité.[495]

7.171. Le Groupe spécial observe que le *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise*, publié en 2017 par le MAG et le SFE du Costa Rica, "réunit un ensemble de normes et de recommandations techniques, suivant une approche préventive, axé sur le contrôle des dangers microbiens, chimiques et physiques aux différentes étapes de la production de fraises".[496] Ces normes et recommandations techniques comprennent les activités menées depuis le choix du terrain jusqu'au transport vers l'usine de conditionnement, ainsi que des éléments propres à la manutention, au conditionnement et à la protection des cargaisons.[497]

7.172. Le Manuel contient plusieurs dispositions consacrées à l'utilisation de pesticides qui indiquent, entre autres choses, que: a) seuls doivent être utilisés les pesticides actuellement enregistrés dans le pays, pour utilisation dans la culture de la fraise, conformément aux recommandations de l'étiquette et de la notice: dose, délai d'attente, entre autres; afin de respecter les LMR; b) pour les produits destinés à l'exportation, il ne faut pas appliquer de pesticides dont l'utilisation est officiellement prohibée dans le pays de destination; c) il est recommandé d'effectuer

[488] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 117. Le Groupe spécial observe que le Costa Rica se réfère à une "prohibition de l'utilisation d'oxamyle", tandis que la pièce en question ne fait pas référence à une "prohibition", mais présente une certification des pesticides enregistrés pour être utilisés sur les cultures en question. Le Groupe spécial observe également que le *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* indique que "[s]euls doivent être employés les pesticides actuellement enregistrés dans le pays, pour utilisation dans la culture de la fraise", ce qui indique que l'utilisation de pesticides non enregistrés n'est pas permise. (*Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* (pièce CRI-369), section 6.8.2, page 32)

[489] Costa Rica, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, paragraphe 3.10; et observations sur la réponse du Panama à la question n° 116 du Groupe spécial, paragraphe 3.37 (faisant référence au *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* (pièce CRI-369)).

[490] Costa Rica, réponse à la question n° 110 du Groupe spécial, paragraphe 3.1 (citant SFE, "Publicaciones y materiales para descargar", https://www.sfe.go.cr/Publicaciones/Manual%20BPA%20para%20el%20cultivo%20de%20fresa.pdf; et IICA, https://repositorio.iica.int/bitstream/handle/11324/2932/BVE17058869e.pdf;jsessionid=7C4F2736F934E3BDA%2025C41AB2BC61C7D?sequence=1).

[491] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 411.

[492] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 414.

[493] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 415.

[494] Panama, réponse à la question n° 125 du Groupe spécial, paragraphe 73.

[495] Panama, réponse à la question n° 110 du Groupe spécial, paragraphe 32. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, paragraphe 45.

[496] *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* (pièce CRI-369), section 1, page 11.

[497] *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* (pièce CRI-369), section 2, page 12; et section 4, page 14. Voir aussi *ibid*., section 6, paragraphes 16 à 40.

l'analyse des résidus de pesticides dans les fruits au moins une fois par an; d) il faut maintenir des registres documentés des résultats de l'analyse des résidus de pesticides; e) les résultats des analyses des résidus de pesticides doivent être publiés par un laboratoire compétent; f) les résidus des pesticides ne doivent pas excéder les LMR établies par la législation nationale ou ce qui est prévu par le pays de destination; et g) pour les fruits récoltés qui ne respectent pas les LMR de pesticides, la législation en vigueur sera appliquée. En ce qui concerne la capacité des producteurs d'appliquer les BPA relatives à l'utilisation de pesticides, le Manuel indique que le producteur peut faire des recommandations sur les applications de pesticides à condition de démontrer sa compétence technique; et que les travailleurs qui appliquent des pesticides doivent être formés aux procédures appropriées et démontrer leur compétence et leurs connaissances en la matière.[498] Le Manuel indique également que le SFE surveillera et vérifiera l'application des différentes dispositions du Manuel qui relèvent directement de ses compétences.[499]

7.173. Étant donné que le Manuel a été publié en 2017 et qu'il était donc disponible pour le Panama en février 2020[500], le Groupe spécial considère qu'en adoptant la Mesure 1, le Panama disposait de renseignements détaillés sur les bonnes pratiques agricoles et de production que les autorités costariciennes recommandent pour la chaîne de production de la fraise. Ces renseignements portent sur la gestion de la production, du conditionnement et du transport de la fraise et comprennent des instructions sur l'utilisation de pesticides dans cette culture. Le Manuel mentionne la capacité des producteurs d'appliquer des pesticides conformément aux BPA et la responsabilité de surveillance du SFE. De même, en ce qui concerne la surveillance et les sanctions en cas de non-respect des LMR, le Groupe spécial observe que le Décret n° 27683-MAG-MEIC-S du Costa Rica de 1998, applicable à tout le secteur agricole, établit des sanctions et des obligations relatives à l'état d'observation d'un producteur ou d'une société qui enfreint les LMR, y compris l'application de mesures correctives. Le Décret comprend en outre des dispositions relatives à la surveillance des produits non conformes.[501] Ce décret a été publié dans La Gaceta, journal officiel du gouvernement du Costa Rica, en 1999[502], c'est pourquoi il était aussi à la disposition du Panama en février 2020.

7.174. Le Groupe spécial souligne qu'en février 2020, le Panama avait une connaissance préalable des contrôles du Costa Rica, étant donné qu'il avait imposé des prescriptions à l'importation de fraises costariciennes en 2008 et qu'il avait importé des fraises du Costa Rica depuis 2015 au moins.[503] De fait, le Groupe spécial considère que ces prescriptions – qui figurent dans la résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008[504] – sont indicatives des renseignements sur les systèmes de contrôle sanitaire du Costa Rica dont le Panama avait besoin pour avoir suffisamment confiance dans la sécurité sanitaire des fraises costariciennes et, en conséquence, permettre leur importation.

7.175. Le Panama explique qu'il a imposé ces prescriptions à la suite d'une vérification des organismes nuisibles qui suscitent des préoccupations notifiés par le pays d'origine du produit, qu'il qualifie d'"analyse des risques […] [qui] n'était pas documentée comme telle".[505] La Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 prévoit, entre autres prescriptions, que les fraises importées du Costa Rica doivent être accompagnées d'un certificat phytosanitaire attestant, entre autres choses, que "[l]a marchandise provient de zones et de sites de production soumis à inspection par l'[ONPV] du pays d'origine pendant la période de croissance active, de récolte et d'emballage du produit alimentaire".[506] Une autre prescription de cette résolution veut que la production, la récolte et

[498] *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* (pièce CRI-369), sections 6.8.2 à 6.8.7, pages 32 à 35.

[499] *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* (pièce CRI-369), section 7, page 42.

[500] Le Panama confirme cela dans sa réponse à la question n° 110 du Groupe spécial, paragraphe 32.

[501] Decreto No 27683-MAG-MEIC-S, por el cual se adopta el Reglamento del laboratorio para el análisis de residuos de sustancias químicas y biológicas de uso en la agricultura para consumo humano y animal (1998) (pièce CRI-405), articles 1, 5.1 et 5.3. Ce décret a été mentionné par le Costa Rica dans ses observations sur la réponse du Panama à la question n° 114 du Groupe spécial, paragraphe 3.18.

[502] Decreto No 27683-MAG-MEIC-S, por el cual se adopta el Reglamento del laboratorio para el análisis de residuos de sustancias químicas y biológicas de uso en la agricultura para consumo humano y animal (1998) (pièce CRI-405).

[503] Voir ITC, Liste des marchés fournisseurs de fraises fraîches importées par le Panama (2015-2022) (pièce PAN-121), qui montre les importations de fraises du Costa Rica au Panama pour les années 2015 à 2017, 2019 et 2020.

[504] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34).

[505] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphes 30 et 31.

[506] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34), article 3.2.

l'emballage des fraises soient effectués dans le cadre des BPA et des bonnes pratiques de fabrication (BPF).[507]

7.176. De l'avis du Groupe spécial, il ressort de ce qui précède que, lorsqu'il a adopté la Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008, le Panama était conscient du fait que l'ONPV du Costa Rica inspectait les zones et sites de production, étant donné qu'il exigeait une certification de ce fait. Il convient en outre de souligner que le Panama exigeait que le Costa Rica veille au respect des BPA, sans demander la présentation de preuves de ce respect pour l'importation de fraises costariciennes. Cela signifie que le Panama considérait que les renseignements sur les BPA du Costa Rica dont il disposait en 2008 étaient suffisants pour évaluer le risque en question.

7.177. Le Panama fait valoir que l'environnement réglementaire dans lequel opéraient les producteurs de fraises au Costa Rica en 2020 est "vraisemblablement différent" de celui de 2008. À cet égard, il indique l'introduction en 2017 du *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise*. Cependant, il affirme qu'il ne dispose pas de renseignements pour évaluer la différence exacte de l'environnement réglementaire.[508] Le Costa Rica soutient quant à lui que les contrôles préalables à l'exportation de fraises, ou de tout autre produit végétal non transformé, sont effectués au champ étant donné la nécessité de vérifier l'application des BPA par le producteur.[509] Il présente la procédure que l'Unité de contrôle des résidus agrochimiques doit suivre dans l'élaboration et la mise en œuvre de son plan annuel de surveillance des résidus de pesticides dans les végétaux frais de 2022, qui n'était pas en vigueur au moment de l'adoption de la Mesure 1.[510] Le dossier ne fait pas état de la procédure qui était en vigueur au moment de l'adoption des PPI pertinentes en 2008 ou de la Mesure 1 en février 2020. Toutefois, le Panama n'a pas démontré qu'il y avait eu des changements dans la réglementation costaricienne en vigueur en 2008 ayant engendré une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes pour l'évaluation du risque pertinent. Le Groupe spécial considère donc qu'en février 2020, le Panama disposait de renseignements suffisants sur la réglementation relative au contrôle de la transformation des fraises au Costa Rica, en particulier en ce qui concerne l'utilisation d'oxamyle, pour évaluer le risque en question.

7.178. Il convient d'ajouter que le Panama continue d'importer d'autres fruits et légumes du Costa Rica après l'imposition de la Mesure 1[511], et que le Costa Rica indique que sa procédure de surveillance des résidus de pesticides s'applique à tous types de produits végétaux frais.[512] Cela étant, il semblerait que le Panama disposait de renseignements généraux sur la surveillance des résidus de pesticides au Costa Rica pour l'importation d'autres produits végétaux de ce pays.

7.179. Ayant conclu que le Panama disposait de renseignements suffisants sur la réglementation pertinente du Costa Rica, y compris sur ses BPA, le Groupe spécial examine l'argument du Panama

[507] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34), articles 3 et 4.

[508] Panama, réponse à la question n° 125 du Groupe spécial, paragraphe 73.

[509] Costa Rica, réponse à la question n° 121 du Groupe spécial, paragraphes 3.36 et 3.37.

[510] Procédure pour la planification et l'élaboration du plan annuel de surveillance des résidus de pesticides dans les végétaux frais non transformés (pièce CRI-392). Le Groupe spécial observe que le dossier contient des explications et des documents liés à la surveillance des résidus de pesticides au Costa Rica. Parmi ces documents, la seule preuve de la réalisation de contrôles sanitaires par le Costa Rica sur des sites de production de fraises dans le pays qui soit antérieure à l'adoption de la Mesure 1 est un procès-verbal d'échantillonnage de septembre 2019. (SFE, Acta de muestreo, Informe de ensayos y Notificación de resultado de análisis de residuos de plaguicida Nº AE-RES-CUMPL-1080-2019 (pièce CRI-404)) Le Costa Rica présente plusieurs procès-verbaux de 2020, et fait savoir qu'il n'a pas pu récupérer deux procès-verbaux manquants de 2019. (Voir Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphes 3.6 à 3.13 et note de bas de page 66; ainsi que les pièces CRI-374 à CRI-390.) Le dossier contient également les explications sur la surveillance des résidus de pesticides au Costa Rica, ainsi que plusieurs documents relatifs à ses contrôles sanitaires, que le Costa Rica a communiqués au Panama le 18 mai 2021, en réponse à sa demande de renseignements du 17 mars 2021. (Costa Rica, réponse à la question n° 100 du Groupe spécial, paragraphe 4.1 (présentant les pièces CRI-292 à CRI-324); et la Note officielle n° DSFE-0393-2021 (pièce CRI-21), pages 3 à 5) Parmi ces documents figure un document de 2019 qui contient la "Procédure d'analyse des risques en matière de sécurité chimique des végétaux non transformés" (pièce CRI-297), et un formulaire non daté utilisé dans la manipulation et le transport des échantillons (pièce CRI-300).

[511] Panama, réponse à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphe 29.

[512] Costa Rica, réponse à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphe 3.2 (où le Costa Rica affirme que le plan annuel de surveillance s'applique à tous les producteurs nationaux de végétaux frais non transformés, que le produit soit destiné à la vente sur le marché intérieur ou à l'exportation).

selon lequel les détections en question ont causé une situation d'insuffisance des preuves scientifiques en créant chez lui des doutes quant à la mise en œuvre effective des contrôles de l'utilisation d'oxamyle dans la production costaricienne de fraises destinées à l'exportation. Pour cette raison, le Panama estimait nécessaire d'obtenir des renseignements additionnels sur les programmes de contrôle concernant les BPA, les échantillonnages sur les sites de production destinés à l'exportation, les résultats de laboratoire et la méthode d'analyse.[513]

7.180. Compte tenu de cet argument, le Groupe spécial examinera si le Panama disposait de preuves scientifiques suffisantes concernant l'application des contrôles de l'utilisation des pesticides au Costa Rica.

7.181. Le Groupe spécial considère que les renseignements mentionnés par le Panama ont trait à la capacité du pays exportateur de faire respecter les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires du pays importateur. Il rappelle que, conformément aux Directives du Codex, la vérification à l'origine fournit des renseignements sur cette capacité du pays exportateur.[514] À cet égard, si les détections en question ont conduit le Panama à douter de la capacité du Costa Rica de faire respecter ses prescriptions en matière de sécurité sanitaire, il aurait pu obtenir des renseignements pertinents au moyen de vérifications à l'origine. Or, dans le contexte de l'importation de fraises costariciennes, le Panama n'a pas mentionné la nécessité de procéder à une vérification à l'origine, ce qui permet de supposer qu'au moment d'adopter la Mesure 1, il n'estimait pas nécessaire d'obtenir des renseignements issus de ces vérifications pour évaluer le risque.

7.182. Plus d'un an après l'adoption de la Mesure 1, le 17 mars 2021, le Panama a demandé au Costa Rica des renseignements sur les programmes de contrôle concernant les BPA, les échantillonnages sur les sites de production destinés à l'exportation, les résultats de laboratoire et la méthode d'analyse.[515] Lorsqu'il a annoncé la Mesure 1 au Costa Rica le 20 février 2020, après avoir présenté le détail des détections d'oxamyle en question, le Panama a indiqué ce qui suit: "[c]ompte tenu de cette situation sanitaire, l'importation de fraises du Costa Rica, à destination de la République du Panama, sera temporairement refusée en attendant que l'autorité sanitaire du pays frère indique les mesures correctives mises en œuvre".[516] Les Directives du Codex concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation, qui s'appliquent dans les cas où une expédition qui ne satisfait pas aux prescriptions d'un pays en matière de sécurité sanitaire est détectée, indiquent ce qui suit[517]:

> S'il y a lieu, l'autorité compétente du pays exportateur devrait avoir un accès raisonnable aux preuves découvertes par le pays importateur, afin de pouvoir enquêter sur la cause de la non-conformité et selon qu'il convient mettre en œuvre et gérer toute mesure corrective requise.
>
> Si elle y est invitée, l'autorité compétente du pays exportateur devrait fournir à l'autorité compétente du pays importateur des informations sur les résultats des enquêtes nécessaires ainsi que sur les mesures correctives entreprises.[518]

7.183. Le Groupe spécial comprend ainsi qu'une détection de non-respect d'une LMR peut justifier que le pays importateur demande au pays exportateur des renseignements concernant l'enquête sur la cause du non-respect et que ces renseignements peuvent inclure des renseignements sur l'échantillonnage, les résultats de laboratoire et les méthodes d'analyse employées dans cette enquête. Il considère que la demande de renseignements présentée par le Panama au Costa Rica dans la communication du 20 février 2020 faisait précisément référence à cet échange de renseignements entre les autorités compétentes du pays exportateur et celles du pays importateur. À cet égard, le Groupe spécial considère que le fait que l'autorité compétente du Membre importateur doit recueillir des renseignements ne signifie pas nécessairement que ce Membre se trouve dans une

[513] Voir le tableau figurant dans la réponse du Panama à la question n° 5 du Groupe spécial, dans la partie relative aux renseignements dont la Panama avait besoin pour procéder à une évaluation des risques.

[514] Voir plus haut le paragraphe 7.166.

[515] Note officielle n° AUPSA-AG-151-2021 (pièce CRI-19), page 1.

[516] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).

[517] Codex, Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (2016) (pièce CRI-135).

[518] Codex, Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (2016) (pièce CRI-135), section 2, page 2.

situation où il lui est impossible de procéder à une évaluation du risque.[519] Le Groupe spécial note en outre que la demande de renseignements additionnels présentée par le Panama dans le contexte de l'adoption de la Mesure 1 se limitait aux mesures correctives adoptées par le Costa Rica en ce qui concerne la non-conformité de deux expéditions d'un producteur costaricien, notifiée le 20 février 2020.[520] La demande de renseignements du Panama ne fait pas référence à des renseignements manquants sur le risque pertinent et n'indique pas l'insuffisance des renseignements pour la réalisation d'une évaluation de ce risque. De l'avis du Groupe spécial, le Panama n'a pas démontré que, dans le cas des détections en question, pendant qu'il attendait les réponses du Costa Rica à sa demande de renseignements sur les mesures correctives, il se trouvait dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes qui l'empêchait de procéder à l'évaluation du risque pertinent.

Renseignements sur les détections en question

7.184. Le Groupe spécial considère que les renseignements sur les détections en question[521] sont pertinents, étant donné que le Panama a adopté la Mesure 1 en réponse à ces détections. Ces renseignements pourraient servir d'apport à une évaluation du risque et à la décision concernant sa gestion. À cet égard, bien que le Costa Rica considère que le Panama disposait de tous les renseignements pertinents sur les circonstances qui, à son avis, impliquaient un risque pour la santé de ses consommateurs en conséquence des détections d'oxamyle en question[522], le Panama estime que les renseignements sur les détections n'étaient pas suffisants pour procéder à une évaluation des risques. Pour le Panama, le niveau "alarmant" des détections d'oxamyle dans les deux expéditions de fraises costariciennes a mis en question ses conclusions sur le risque pertinent, en suscitant d'"importantes préoccupations" quant aux effets négatifs sur la santé de ses consommateurs.[523] Le Costa Rica considère quant à lui que le niveau de la détection n'est pas pertinent pour la détermination du caractère suffisant des preuves scientifiques.[524]

7.185. Le Groupe spécial observe que, bien que le Panama affirme que les détections ont mis en question ses conclusions sur le risque, ses arguments confirment que les détails de la détection constituent un renseignement pertinent pour l'évaluation du risque. Il renvoie aux arguments du Panama selon lesquels les cas de non-conformité avec les LMR "constituent, par définition, des preuves de l'existence d'un risque qui excède le niveau approprié de protection d'un Membre", et que les niveaux de détection, conjugués à d'autres éléments d'information, indiquent un risque accru d'exposition et d'ingestion pour les consommateurs panaméens.[525]

7.186. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:7 de l'Accord SPS couvre les situations dans lesquelles le Membre importateur ne pourrait pas arriver à une conclusion suffisamment objective en ce qui concerne le risque.[526] Ces situations sont différentes de celles dans lesquelles, en raison

[519] Le Groupe spécial estime pertinente l'affirmation des États-Unis en tant que tierce partie selon laquelle un Membre peut se voir présenter des renseignements sur un risque (par exemple, une détection) qui requièrent la collecte et l'évaluation de preuves suffisantes sans qu'il s'agisse nécessairement d'une situation où les preuves scientifiques utilisées auparavant deviendraient "insuffisantes". (États-Unis, réponse en tant que tierce partie à la question n° 10 du Groupe spécial, paragraphe 32)

[520] Dans la Note n° AUPSA-AG-051-2020, au moyen de laquelle le Panama a informé le Costa Rica de l'adoption de la Mesure 1, il est indiqué que cette mesure est adoptée "[c]ompte tenu de" la situation décrite dans cette note, qui concerne le non-respect de la LMR d'oxamyle du Panama par deux expéditions de fraises de Fresas Gego. Voir la Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).

[521] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7); DINASA, Laboratoire d'analyse des résidus de pesticides dans les végétaux et les produits végétaux, réception d'échantillons et rapport d'analyse CSTAQ-LRT-PON-F-30, échantillon LRT-003-2020 (pièce PAN-36); DINASA, Laboratoire d'analyse des résidus de pesticides dans les végétaux et les produits végétaux, rapport d'analyse CSTAQ-LRT-PON-F-30, échantillon LRT-009-2020 (pièce PAN-37); DNSV, Communication interne du 19 août 2021, "Rapport et annexes montrant les analyses effectuées sur les fraises du Costa Rica" (pièce PAN-45); et DNSV, Comunicación interna del 19 de agosto de 2021, "Tema FRESA Costa Rica – Anexos faltantes" (pièce PAN-46).

[522] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 331, 332 et 335. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphe 3.79; et deuxième communication écrite, paragraphe 442.

[523] Panama, première communication écrite, paragraphes 171 et 206; réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphes 221 et 223; et deuxième communication écrite, paragraphes 110 et 111.

[524] Costa Rica, réponse à la question n° 77 du Groupe spécial, paragraphes 3.81 à 3.83.

[525] Panama, première communication écrite, paragraphe 206; et réponse à la question n° 124 du Groupe spécial, paragraphe 64.

[526] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 677.

des changements de circonstances, le Membre doit réviser son évaluation des risques. Dans ce dernier cas, le Membre pourrait arriver à des conclusions objectives sur le risque, même si ces conclusions sont différentes de celles qui ont été établies auparavant. De l'avis du Groupe spécial, en l'espèce, le niveau de détection n'affecte pas la capacité du Panama de procéder à une évaluation du risque sur la base des renseignements pertinents disponibles, qui comprennent les renseignements sur l'oxamyle et ses effets sur la santé humaine, les renseignements sur les contrôles du Costa Rica et les détails de la détection en question.

7.187. De fait, étant donné que la LMR est définie comme étant le niveau maximal de résidus d'un pesticide autorisé légalement dans les produits alimentaires lorsque les pesticides sont correctement appliqués conformément aux BPA[527], le Groupe spécial comprend qu'un cas de non-respect d'une LMR peut indiquer que les BPA n'ont pas été suivies dans le pays exportateur pour ce qui est de l'expédition en infraction. Les cas de non-respect pourraient donc éclairer l'évaluation du risque pour la santé. À cet égard, les contrôles à la frontière pourraient permettre de recueillir des données sur la prévalence des cas de non-respect, et une infraction ne créerait pas nécessairement une situation d'insuffisance aux fins de l'article 5:7.

Renseignements sur les antécédents des fraises costariciennes en matière de respect des LMR du Panama

7.188. En ce qui concerne les renseignements issus des contrôles à la frontière, les antécédents des fraises costariciennes en matière de respect des LMR du Panama peuvent être un autre renseignement pertinent.[528]

7.189. Le Groupe spécial souscrit à l'observation du Costa Rica selon laquelle les antécédents des importations de fraises costariciennes au Panama en matière de respect doivent être détenus par les autorités panaméennes, étant donné que ces renseignements sont obtenus par le biais de contrôles effectués par ces autorités sur les produits devant être importés au Panama.[529] Pour ce qui est de ses contrôles à l'importation, le Panama fait valoir qu'avant le 20 février 2020, les contrôles d'inspection, le prélèvement d'échantillons et l'analyse de laboratoire ont été effectués conformément au Manuel de procédure applicable à l'"Échantillonnage pour le contrôle des résidus de pesticides dans les produits d'origine végétale".[530] Ce manuel, daté du 8 octobre 2013, indique que les étapes initiales de la procédure consistent en: a) l'"examen de [la] notification qui requiert un échantillonnage", b) la "vérification des pièces justificatives", c) l'inspection visuelle du lot ou des lots aux fins de la détection de produits endommagés ou présentant des symptômes de maladies; et d) le prélèvement d'échantillons.[531] S'agissant du choix des échantillons, il est indiqué qu'il est procédé à:

> a. Des échantillonnages aléatoires de produits contenus dans un type d'emballage donné (caisses, sacs, etc.): ces échantillonnages sont utilisés chaque fois que cela est possible, afin d'éviter tout litige concernant la représentativité de l'échantillon.[532]

---

[527] Codex, Limites maximales de résidus (LMR) (2021) (pièce CRI-370). Voir aussi Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007) (pièce CRI-8), chapitre I, article premier du Règlement LMR.

[528] Voir plus haut le paragraphe 7.153.

[529] Costa Rica, réponse à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphe 3.2.

[530] Panama, réponse à la question n° 125 du Groupe spécial, paragraphe 71 (citant AUPSA, *Manuel de procédure: Échantillonnage pour le contrôle des résidus de pesticides dans les produits d'origine végétale (2013)* (pièce PAN-128)). Le Panama affirme en outre qu'après février 2020, la pandémie de COVID-19 a rendu le système de surveillance des contaminants chimiques pour les importations moins opérationnel. (*Ibid.*, paragraphe 72)

[531] AUPSA, *Manuel de procédure: Échantillonnage pour le contrôle des résidus de pesticides dans les produits d'origine végétale (2013)* (pièce PAN-128), pages 5 et 6. La procédure est appliquée aux produits d'origine végétale importés, et vise à garantir que les échantillons obtenus conformément à la procédure "soient considérés comme représentatifs de l'envoi ou du lot de produits alimentaires importés". (*Ibid.*, page 1)

[532] AUPSA, *Manuel de procédure: Échantillonnage pour le contrôle des résidus de pesticides dans les produits d'origine végétale (2013)* (pièce PAN-128), page 7. La procédure explique aussi comment les éléments ou unités constituant l'échantillon doivent être sélectionnés selon la méthode d'échantillonnage aléatoire. Il est en outre indiqué que, dans les cas où il ne sera pas possible de sélectionner les échantillons *a priori*, on pourra utiliser la méthode de l'échantillonnage aléatoire systématique, qui consiste à diviser le nombre d'unités du lot ou de l'envoi par le nombre d'échantillons primaires à sélectionner (indiqué dans un tableau).

b. Des échantillonnages sélectifs ou ciblés: ces échantillonnages sont utilisés lorsqu'on soupçonne que i) il existe "un quelconque autre cas possible de non-conformité avec les LMR" à la suite d'une dénonciation ou parce que les produits n'étaient pas conformes aux BPA; ou ii) un groupe de population exposé au risque maximal a été identifié (parce que les conditions et pratiques dans le pays d'origine favorisent l'utilisation de fongicides et d'insecticides de synthèse).[533]

7.190. Le Groupe spécial observe en outre que la Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 prévoit que, lorsque le produit alimentaire entrera au Panama, l'AUPSA procédera à l'échantillonnage aux fins de l'analyse entomologique et se réserve le droit de prélever d'autres échantillons, à ce moment-là ou en tout point de la chaîne alimentaire, afin d'effectuer d'autres analyses, y compris concernant les résidus toxiques.[534] D'après ce qui précède, le Groupe spécial comprend que le Panama se réserve la faculté de procéder à de nouveaux contrôles selon qu'il le juge approprié en tout point de la chaîne alimentaire. De l'avis du Groupe spécial, il serait raisonnable de considérer que les contrôles du Panama lui permettraient de détecter d'éventuels cas de non-respect de sa réglementation, tels que ceux qui découlent de défaillances dans la surveillance du respect des BPA et des BPM dont la résolution susmentionnée exige qu'elles soient suivies lors de la production, de la récolte et du conditionnement des fraises costariciennes. Grâce à ces contrôles, le Panama a pu obtenir des données qui lui permettaient d'établir des antécédents en matière de respect pour réévaluer le risque que présentait l'importation de fraises costariciennes.

7.191. Le Panama ne présente pas d'éléments de preuve attestant la réalisation des contrôles susmentionnés, en particulier la réalisation d'essais aléatoires sur des expéditions spécifiques. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les éléments de preuve susmentionnés permettent de conclure que le Panama réalisait des échantillonnages pour l'analyse des résidus de pesticides et disposait donc d'antécédents des fraises costariciennes en matière de respect de ses LMR. Comme indiqué plus haut[535], ces antécédents constituent des renseignements pertinents pour l'évaluation du risque en question. Cependant, le Groupe spécial n'estime pas nécessaire d'examiner les détails des antécédents en matière de respect en question aux fins du respect de la première prescription de l'article 5:7, étant donné que les détails des antécédents ne déterminent pas leur pertinence ni leur caractère suffisant aux fins de l'évaluation du risque en question, mais constituent un apport pour établir si la Mesure 1 est fondée sur ces antécédents.

7.192. Une autre question que le Groupe spécial estime approprié d'aborder est le désaccord entre les parties sur le nombre d'exportateurs de fraises costariciens, étant donné que, dans son argument selon lequel les détections ont mis en question ses conclusions antérieures, le Panama insiste sur le fait que l'infraction représentait la "totalité" du volume des importations.[536] Le Panama affirme que le producteur en infraction (Fresas Gego) était le seul exportateur de fraises costaricien à la date d'adoption de la Mesure 1 en février 2020.[537] Il fait valoir que les exportations de fraises du Costa Rica vers le Panama au cours des deux années précédant 2020 étaient sporadiques – aucune en 2018 et deux tonnes en 2019.[538]

7.193. Pour sa part, le Costa Rica affirme que le fait que Fresas Gego était le seul producteur costaricien à exporter des fraises vers le Panama en 2020 n'en fait pas le seul exportateur de fraises du Costa Rica. Il soutient qu'il existe quatre autres exportateurs costariciens de fraises vers le Panama. Pour étayer cette affirmation, le Costa Rica fournit, dans sa deuxième communication écrite et dans la pièce CRI-403 présentée ultérieurement, des renseignements sur les exportations de fraises vers le Panama de 2019 et 2020 qui, d'après ce qu'il indique, proviennent du Système de guichet unique du commerce extérieur du Costa Rica (SIVUCE).[539]

---

[533] AUPSA, *Manuel de procédure: Échantillonnage pour le contrôle des résidus de pesticides dans les produits d'origine végétale (2013)* (pièce PAN-128), page 7.

[534] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34), article 11.

[535] Voir plus haut le paragraphe 7.153.

[536] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 92.

[537] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 19, paragraphe 84; et n° 124, paragraphe 66.

[538] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphes 32 et 34 (citant ITC, Trade Map – Liste des marchés fournisseurs de fraises fraîches importées par le Panama (2015-2022) (pièce PAN-121)).

[539] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 484 et 485; et réponse aux questions du Groupe spécial n° 113, paragraphe 3.8; et 231, paragraphe 4.2 (citant SIVUCE, Exportateurs de fraises vers le Panama (2019-2020) (pièce CRI-403)).

7.194. Le Panama demande au Groupe spécial de rejeter la valeur probante de la pièce CRI-403, parce que a) il est impossible au Panama de vérifier la véracité et la pertinence de cette pièce, étant donné que celle-ci n'indique pas la source des données qui y sont fournies; et b) les renseignements figurant dans cette pièce ne concordent pas avec ceux que le Costa Rica a fournis dans sa deuxième communication écrite (où il est mentionné un exportateur de moins).[540]

7.195. Le Groupe spécial observe que la pièce CRI-403 contient deux tableaux indiquant que cinq entreprises ont exporté des fraises du Costa Rica vers le Panama pendant la période 2019-2020.[541] Les données présentées dans cette pièce et dans la deuxième communication écrite du Costa Rica concordent, sauf en ce qui concerne le fait que le Costa Rica ne mentionne pas l'exportateur Plantas y Flores Ornamentales CABH S.A. dans sa deuxième communication écrite. Le Groupe spécial considère que les renseignements figurant dans les tableaux proviennent d'une source fiable, à savoir la base de données du SIVUCE. De plus, les renseignements sont pertinents, étant donné que les filtres utilisés pour la recherche de renseignements indiquent que des renseignements se rapportant à la période qui a précédé l'imposition de la Mesure 1 (2019-2020) ont été recueillis pour le produit en question (fraises ayant pour pays de destination le Panama).

7.196. S'agissant des données relatives aux exportateurs, le Groupe spécial trouve dans le dossier des indices de l'existence de Plantas y Flores Ornamentales CABH S.A. En particulier, il trouve une lettre dans laquelle le Costa Rica mentionne le prélèvement d'échantillons de fraises de Fresas Gego, et d'un autre exportateur situé dans la région centrale orientale[542], ainsi que des procès-verbaux d'échantillonnage de 2019 et de 2021 issus de visites effectuées dans l'exploitation de Plantas y Flores Ornamentales à Llano Grande (Cartago).[543] De l'avis du Groupe spécial, ces pièces confirment l'existence de Plantas y Flores Ornamentales CABH S.A. et son lien avec la production de fraises.

7.197. De même, le Groupe spécial observe que les données d'importation fournies par le Panama montrent que des fraises costariciennes ont été importées au Panama avant 2020 (17 tonnes en 2015, 18 tonnes en 2016, 1 tonne en 2017 et 2 tonnes en 2019).[544] Étant donné que Fresas Gego a été enregistré en tant qu'exportateur au Costa Rica en novembre 2019[545], les importations de fraises costariciennes au Panama des périodes antérieures ne lui sont pas imputables. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que, contrairement à ce qu'affirme le Panama, les éléments de preuve versés au dossier démontrent que Fresas Gego n'était pas le seul exportateur de fraises costariciennes vers le Panama, et qu'il y a eu d'autres exportateurs pendant la période 2015-2020.

[540] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphes 36 à 38.

[541] La pièce CRI-403 indique qu'en 2019, un total de 1975,74 kg de fraises costariciennes a été exporté vers le Panama par quatre entreprises exportatrices: Central de Flores R G J, S.Am (730 kg), Fresas Frescas del Llano JOMA, S.A. (463,5 kg), Fruta Internacional S.A. (282,24 kg) et Gregory Herrera Siles (Fresas Gego) (500 kg). Dans cette même pièce, il est indiqué qu'en 2020, deux entreprises exportatrices (Gregory Herrera Siles (Fresas Gego) (2850 kg) et Plantas y Flores Ornamentales CABH S.A. (162 kg)) ont exporté un total de 3012 kg de fraises costariciennes vers le Panama. Sur la base du code tarifaire (081010000000) et de l'espèce du produit exporté (*Fragaria sp*), on peut discerner que tous les produits exportés sont des fraises fraîches. (SIVUCE, Exportateurs de fraises vers le Panama (2019-2020) (pièce CRI-403)) Bien que le code tarifaire costaricien ne figure pas dans le dossier, le code tarifaire du Panama 08.10.10.00 pour les fraises fraîches se trouve dans la Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34).

[542] Note officielle n° DSFE-0393-2021 (pièce CRI-21), page 6.

[543] SFE, Acta de muestreo, Informe de ensayos y Notificación de resultado de análisis de residuos de plaguicida Nº AE-RES-CUMPL-1080-2019 (pièce CRI-404); et SFE, Acta de muestreo y Notificación de resultado de análisis de residuos de plaguicida Nº AE-RES-CUMPL-0262-2021 (muestreo del 19 de abril de 2021, resultado del 27 de abril de 2021) (pièce CRI-324). Le dossier contient plusieurs procès-verbaux d'échantillonnage de Fresas Gego (Gregory Herrera Siles), qui se trouve à Vara Blanca (Heredia). (Voir, par exemple, SFE, Acta de muestreo para análisis de residuos de plaguicidas Nº 0028772 (12 avril 2021) (pièce CRI-312); et SFE, Acta de muestreo para análisis de residuos de plaguicidas Nº 0025715 (20 avril 2021) (pièce CRI-315).)

[544] ITC, Trade Map – Liste des marchés fournisseurs de fraises fraîches importées par le Panama (2015-2022) (pièce PAN-121). Dans cette pièce, il est indiqué que la source d'information pour les données postérieures à 2010 est l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC) du Panama. La pièce PAN-121 ne précise pas la mesure de poids à laquelle correspondent les chiffres indiqués, mais le Panama fait référence à des tonnes. (Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphes 32 et 34)

[545] Décision relative à l'inscription de Fresas Gego (pièce CRI-373).

7.198. Le Panama affirme qu'en tout état de cause, Fresas Gego était un exportateur "d'importance systémique", puisque ses exportations au cours des deux premiers mois de 2020 avaient largement dépassé les exportations totales du Costa Rica de 2019.[546]

7.199. La quantité exportée par Fresas Gego en 2019 est importante (25,30% des exportations totales de fraises du Costa Rica vers le Panama pour cette année-là[547]), en particulier si l'on tient compte du fait que Fresas Gego a été enregistré en tant qu'exportateur vers le Costa Rica le 27 novembre 2019. Entre le 1er janvier et le 20 février 2020, Fresas Gego a exporté 94,62% des exportations totales de fraises du Costa Rica vers le Panama pour cette période.[548] Cela donne à penser que Fresas Gego était un exportateur important pendant la période où il a exporté des fraises vers le Panama, c'est-à-dire entre le 27 novembre 2019 et le 20 février 2020. Toutefois, la pertinence des données relatives aux exportations de fraises costariciennes vers le Panama pour 2020 est limitée, étant donné que la Mesure 1 a été adoptée en février 2020 et que, depuis cette date, le Panama n'autorise l'importation de fraises d'aucun exportateur costaricien.

7.200. Ayant conclu que Fresas Gego n'était pas le seul exportateur de fraises costariciennes vers le Panama au cours des années ayant précédé l'adoption de la Mesure 1, le Groupe spécial conclut que le Panama n'a pas démontré que les expéditions en infraction représentaient la "totalité" des importations de telle sorte que les détections auraient causé une insuffisance des preuves scientifiques empêchant le Panama d'évaluer le risque en question au moment de l'adoption de la Mesure 1. Comme il a été indiqué plus haut au paragraphe 7.190, le Groupe spécial considère que le Panama disposait d'antécédents des fraises du Costa Rica en matière de respect qui pourraient servir d'apport à son évaluation du risque.

Conclusion sur la question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 1 dans une situation où les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes

7.201. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial considère qu'au moment de l'adoption de la Mesure 1 en février 2020, l'ensemble de preuves scientifiques pertinentes était suffisant pour permettre au Panama de procéder à une évaluation du risque. En particulier, le Groupe spécial estime pertinents et suffisants les renseignements sur a) l'oxamyle et ses effets sur la santé humaine, b) la réglementation costaricienne relative à l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises, c) le non-respect de Fresas Gego auquel répond la Mesure 1, et d) les antécédents des fraises costariciennes en matière de respect. Bien que les détections en question aient pu justifier que le Panama demande certains renseignements au Costa Rica, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas démontré que ces détections avaient affecté sa capacité de procéder à une évaluation des risques au titre de l'article 5:1 et de la deuxième phrase de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS.

7.202. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 1 dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

7.203. De l'avis du Groupe spécial, la constatation formulée précédemment serait suffisante pour conclure que la Mesure 1 n'est pas couverte par l'article 5:7, puisque les prescriptions de l'article 5:7 sont cumulatives.[549] Toutefois, le Groupe spécial juge approprié d'examiner également la deuxième prescription de cette disposition qui, comme la première, concerne l'adoption de la mesure. Le Groupe spécial examine donc si le Panama a démontré qu'il avait adopté la Mesure 1 sur la base des renseignements pertinents disponibles, au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

[546] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphe 39. Voir aussi Panama, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 96 (notant que le volume des importations de Fresas Gego pour 2020 était "presque équivalent" à la totalité du commerce des fraises entre le Costa Rica et le Panama au cours des trois années précédentes).

[547] Costa Rica, réponse à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphe 3.8. Voir aussi plus haut les données figurant dans la note de bas de page 541.

[548] Voir plus haut les données figurant dans la note de bas de page 541.

[549] Voir plus haut le paragraphe 7.110.

Question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 1 sur la base des renseignements pertinents disponibles

7.204. Conformément au critère juridique énoncé plus haut[550], le Groupe spécial va maintenant examiner si le Panama a adopté la Mesure 1 sur la base des renseignements pertinents disponibles au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS. Il rappelle que, comme l'ont indiqué les parties[551], pour qu'il soit satisfait à cette prescription, il doit y avoir une "relation rationnelle et objective" entre les renseignements concernant un risque donné et la mesure SPS provisoire d'un Membre.[552]

7.205. Compte tenu de ces considérations, le Groupe spécial va examiner si la décision du Panama de "refuser temporairement les importations de fraises du Costa Rica" en réponse à la détection de cas de non-conformité dans deux expéditions de fraises du producteur costaricien Fresas Gego a été fondée sur les renseignements pertinents dont le Panama disposait le 20 février 2020.[553] À cette fin, le Groupe spécial examinera s'il existe un lien rationnel et objectif entre la Mesure 1 et les renseignements pertinents disponibles relatifs au risque en question, à savoir le risque d'effets négatifs possibles sur la santé des personnes découlant de la présence d'oxamyle dans les expéditions de fraises du Costa Rica.[554] Le Groupe spécial examinera les renseignements que chaque partie identifie comme pertinents aux fins de la deuxième prescription de l'article 5:7, qui sont résumés dans le tableau ci-après.

Tableau 4 – Renseignements pertinents disponibles selon le Costa Rica et le Panama

Costa Rica	Panama
Les Directives n° CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 du Codex[555]	L'ensemble des preuves scientifiques relatives aux effets négatifs pour la santé humaine découlant de la présence d'oxamyle dans les fraises (nocivité de l'oxamyle)[556]
Les mesures appliquées par l'Union européenne, les États-Unis et l'Australie en cas de non-respect des LMR[557]	Les mesures du Codex et des États-Unis qui n'ont pas pu établir de LMR pour l'oxamyle dans les fraises[558]

[550] Voir plus haut le paragraphe 7.112.

[551] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 336 et 337; et Panama, première communication écrite, paragraphe 209.

[552] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678. De même, l'expression "sur la base de" est semblable aux expressions "comme base de" et "établie sur la base de", qui ont été interprétées, dans le contexte de l'article 2.4 de l'Accord OTC et de l'article 3 de l'Accord SPS, comme exigeant l'existence d'une relation très forte et très étroite entre deux choses. La mesure ne doit donc pas contredire les renseignements en question. (Voir les rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 245; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.77.) Le Groupe spécial rappelle en outre qu'il a été considéré que, pour qu'il existe un "lien rationnel ou objectif" entre la mesure et les renseignements relatifs au risque, la mesure ne devait pas être disproportionnée au risque identifié au moyen de ces renseignements. (Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.198)

[553] Le Groupe spécial rappelle que la Mesure 1 a été notifiée au Costa Rica au moyen de la Note n° AUPSA-AG-051-2020 du 20 février 2020, dans laquelle il est indiqué que "l'importation de fraises du Costa Rica est temporairement refusée". (Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7))

[554] Voir plus haut le paragraphe 7.142.

[555] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 339 et 340 (faisant référence à Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126); et à Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127)).

[556] Panama, première communication écrite, paragraphe 218. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 121; et réponse aux questions du Groupe spécial n° 123, paragraphe 61; et n° 124, paragraphe 64.

[557] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 353 à 355 (Union européenne); 356 (États-Unis) et 357 (Australie); deuxième communication écrite, paragraphes 455 à 462 (Union européenne); 464 (États-Unis) et 465 (Australie).

[558] Panama, première communication écrite, paragraphe 218 (citant FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41); et EPA, Base de données sur les pesticides, Recherche des LMR pour l'oxamyle (pièce PAN-42)).

Costa Rica	Panama
Le fait que la Mesure 1 a été motivée par seulement deux cas de non-respect d'une LMR en février 2020[559]	Les preuves scientifiques qui indiquent la présence de résidus d'oxamyle dans les expéditions de fraises du Costa Rica (compte tenu a) de la "violation répétée"; et b) du degré de dépassement de la LMR: la détection en quantités 2,2 et 8,6 fois plus élevées que la LMR[560])
Le fait que le Costa Rica n'autorise pas l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises[561]	La connaissance du système de production et de contrôle du Costa Rica par le Panama[562]
Le fait que le producteur responsable des cas de non-respect, Fresas Gego, n'était pas le seul producteur de fraises costaricien[563]	L'importance systémique du fournisseur en infraction, y compris le volume de ses exportations rapporté au volume total des importations de fraises costariciennes au Panama[564]

7.206. Le Groupe spécial examinera ces renseignements en les regroupant dans les catégories suivantes:

a. les renseignements généraux sur l'oxamyle et l'établissement de LMR pour ce pesticide;

b. les mesures recommandées en cas de non-conformité avec une LMR à la lumière des Directives du Codex et des mesures d'autres Membres; et

c. les renseignements sur le système de contrôle sanitaire du Costa Rica découlant du non-respect de la LMR d'oxamyle pour les fraises du Panama par un exportateur de fraises du Costa Rica (compte tenu du niveau de détection, de l'absence d'autorisation d'utiliser de l'oxamyle dans la production de fraises au Costa Rica et de l'importance de l'exportateur concerné par le non-respect).

Renseignements généraux sur l'oxamyle et l'établissement de LMR pour l'oxamyle

Renseignements généraux sur l'oxamyle

7.207. Comme il a été indiqué plus haut, le dossier contient des sources d'information sur l'utilisation et les effets nocifs de l'oxamyle qui constituent des renseignements pertinents.[565] Les parties ne sont pas en désaccord sur la toxicité et les effets négatifs de l'oxamyle.[566] Les sources scientifiques figurant dans le dossier qui sont antérieures à l'adoption de la Mesure 1 confirment que l'oxamyle est une substance hautement dangereuse pour la santé humaine.[567] De l'avis du Groupe spécial, la haute toxicité avérée de l'oxamyle pourrait être une considération pertinente pour déterminer comment gérer le risque de sa présence possible dans les fraises importées.

Établissement de LMR pour l'oxamyle

7.208. Le Panama affirme que la Mesure 1 est fondée sur "les mesures du Codex et des États-Unis qui n'ont pas pu établir de LMR pour l'oxamyle dans les fraises".[568] À cet égard, il estime que le Codex et les États-Unis n'ont pas pu établir une LMR pour l'oxamyle dans les fraises qui soit sûre

[559] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 472 et 473.
[560] Panama, première communication écrite, paragraphe 217; et réponse aux questions du Groupe spécial n° 123, paragraphe 61; et 124, paragraphe 64.
[561] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 363.
[562] Panama, réponse à la question n° 123 du Groupe spécial, paragraphe 61.
[563] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 484 et 485.
[564] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 123, paragraphe 61; et n° 124, paragraphe 64.
[565] Voir plus haut le paragraphe 7.157.
[566] Le Panama décrit ce pesticide comme étant "extrêmement toxique" et le Costa Rica ne conteste pas cette affirmation. (Panama, première communication écrite, paragraphe 199)
[567] FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41), page 13. Voir aussi EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39), pages 2 et 3 (décrivant les graves effets négatifs de l'oxamyle sur le système nerveux des personnes et les risques chroniques et aigus pour les mammifères).
[568] Panama, première communication écrite, paragraphe 218 (citant FAO, *Specifications and Evaluations for Agricultural Pesticides – Oxamyl* (2008) (pièce PAN-41); et EPA, Base de données sur les pesticides, Recherche des LMR pour l'oxamyle (pièce PAN-42)); et deuxième communication écrite, paragraphe 121.

pour la consommation humaine.[569] Le Costa Rica semble nier la pertinence de ces renseignements en l'espèce, étant donné qu'il souligne que la mesure qu'il conteste n'est pas la LMR du Panama pour l'oxamyle dans les fraises, mais la réponse à un non-respect de cette LMR.[570]

7.209. La liste des LMR du Codex pour l'oxamyle inclut différents produits, mais pas la fraise.[571] En ce qui concerne l'EPA des États-Unis, la recherche dans sa base de données qui figure dans le dossier démontre que les États-Unis n'ont pas de LMR établie pour l'oxamyle.[572] Comme indiqué plus haut[573], le Groupe spécial observe que le dossier ne contient aucun élément qui explique l'absence de LMR du Codex et des États-Unis pour l'oxamyle dans les fraises.[574] Il convient de rappeler qu'en l'absence d'une LMR pour l'oxamyle dans les fraises à la fois dans le Codex et aux États-Unis, la LMR du Panama était fondée sur la LMR "hautement restrictive" de l'Union européenne pour l'oxamyle, avec le seuil minimal de détection de 0,01 mg/kg.[575]

7.210. Comme indiqué plus haut au paragraphe 7.162, les renseignements sur l'existence ou le niveau de LMR des organisations internationales compétentes ou d'autres Membres pour l'oxamyle dans les fraises pourraient être pertinents pour l'adoption d'une LMR pour ce pesticide. Le Groupe spécial n'exclut pas la possibilité que le niveau d'une LMR ou les considérations qui ont conduit à son établissement soient pertinentes, en particulier lorsque la LMR est fondée sur une évaluation du risque. Toutefois, étant donné que les raisons pour lesquelles le Codex et les États-Unis n'ont pas établi de LMR pour l'oxamyle dans les fraises ne figurent pas dans le dossier, le Groupe spécial ne considère pas que cette absence de LMR fournisse des renseignements sur lesquels la mesure en cause puisse être fondée. En outre, le Groupe spécial n'estime pas que ces renseignements soient pertinents pour réagir au risque découlant d'un cas de non-conformité avec une LMR, qui est la situation à laquelle le Panama cherche à remédier et que le Costa Rica conteste.

7.211. Les autres renseignements jugés pertinents par les parties concernent la gestion du non-respect d'une LMR et les systèmes de production de fraises et de contrôle pertinents du Costa Rica. À cet égard, il convient de rappeler que la Mesure 1 a été adoptée en réponse au non-respect de la LMR d'oxamyle du Panama détecté dans deux expéditions d'un même exportateur du Costa Rica (Fresas Gego).[576]

Directives du Codex et mesures d'autres Membres

7.212. Le Groupe spécial observe que les parties sont en désaccord sur la pertinence des Directives du Codex et des mesures d'autres Membres invoquées par le Costa Rica. Le Groupe spécial examinera cette question ci-après, en commençant par la pertinence des Directives.

Pertinence des Directives du Codex et des mesures d'autres Membres

7.213. S'agissant de la pertinence des Directives du Codex, le Costa Rica note que l'article 5:7 indique que les renseignements pertinents à prendre en considération lors de l'adoption d'une mesure SPS provisoire comprennent ceux qui émanent des organisations internationales compétentes.[577] Il affirme que, puisque la Mesure 1 a été adoptée en raison des préoccupations du Panama concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, les normes du Codex sont pertinentes pour cette mesure, en particulier les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003.[578] Il fait valoir que les Directives du Codex qu'il identifie sont pertinentes pour la Mesure 1, étant donné

[569] Panama, première communication écrite, paragraphe 202.
[570] Costa Rica, réponse à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphes 2.86 et 2.87.
[571] Codex Alimentarius, Index des pesticides, "Oxamyl" (pièce CRI-125).
[572] EPA, Base de données sur les pesticides, Recherche des LMR pour l'oxamyle (pièce PAN-42).
[573] Voir plus haut le paragraphe 7.162.
[574] Comme il a été indiqué, l'EPA des États-Unis considère qu'avec les mesures d'atténuation du risque requises, les risques individuels et cumulés relatifs à l'oxamyle se situent dans les niveaux acceptables. (EPA, Données sur l'oxamyle (2000) (pièce PAN-39), pages 1 et 3)
[575] Panama, réponse à la question n° 15 du Groupe spécial, paragraphe 72 (faisant référence à l'article 2 du Règlement LMR, adopté par le Décret exécutif n° 467 (2007) (pièce CRI-8)).
[576] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).
[577] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 339.
[578] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 339 et 340 (faisant référence à Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126); et à Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127)).

qu'elles indiquent les mesures appropriées en cas de non-respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires importés.[579] Pour lui, rien dans le texte de l'article 5:7 n'indique que les renseignements "pertinents" doivent porter sur le "risque particulier" que le Membre cherche à atténuer.[580] Le Costa Rica affirme que le fait qu'une organisation internationale publie des normes ou des directives applicables à des situations générales ne signifie pas que ces normes ou directives ne sont pas pertinentes pour un risque spécifique. Selon lui, ces normes et directives sont conçues pour guider tous les pays d'une manière générale, indépendamment de leur situation particulière, et il appartient au Membre importateur de les appliquer à sa situation spécifique pour déterminer la mesure SPS appropriée.[581]

7.214. Pour sa part, le Panama soutient que les Directives du Codex auxquelles se réfère le Costa Rica ne sont pas des renseignements pertinents au sens de l'article 5:7 parce qu'elles ne disent rien sur le risque particulier que le Panama évalue dans le cadre de la Mesure 1. Il affirme que les Directives en question sont des directives génériques sur le fonctionnement des systèmes d'inspection, de certification et de contrôle et n'équivalent pas à une "norme internationale en matière de sécurité des aliments qui évaluerait le risque pour la santé humaine associé à la présence de résidus d'oxamyle dans les fraises".[582] Le Panama est d'avis que le terme "pertinents" figurant à l'article 5:7 exige que la norme internationale en question ait au moins un certain lien avec le risque particulier que le Membre de l'OMC atténue.[583]

7.215. Les tierces parties ont formulé des observations sur le terme "pertinent" figurant à l'article 5:7 en rapport avec les "preuves scientifiques" et les "renseignements". De l'avis de l'Australie, "pertinent" ("relevant" en anglais) signifie toute preuve scientifique pertinente ("pertinent" en anglais) pour procéder à une évaluation du risque.[584] De même, le Brésil affirme que les renseignements doivent être adéquats pour le contexte de l'évaluation du risque en cours et que leur pertinence dépendra du risque particulier à examiner.[585] Le Canada se réfère au sens ordinaire du terme "pertinent", à savoir "qui est relatif ou qui se rapporte à la question examinée".[586] L'Union européenne note que les preuves scientifiques doivent avoir un lien avec le risque évalué.[587] Les États-Unis estiment que la pertinence dans le contexte de l'article 5:7 doit être interprétée au sens de l'obligation énoncée à l'article 5:1 de procéder à une évaluation du risque. Les États-Unis ajoutent que la mesure provisoire est adoptée compte tenu des "renseignements pertinents disponibles", qui sont *a fortiori* des renseignements qui ne doivent pas nécessairement avoir la même nature ou le même caractère suffisant que ceux qui sont nécessaires à une évaluation des risques conformément à l'Annexe A 4).[588]

7.216. Le Groupe spécial rappelle que les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 fournissent un cadre en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations.[589] Les paragraphes de ces Directives auxquels le Costa Rica se réfère traitent de la gestion des situations de non-conformité et indiquent des critères

[579] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 480.
[580] Costa Rica, réponse à la question n° 87 du Groupe spécial, paragraphes 3.148 et 3.150.
[581] Costa Rica, réponse à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphe 2.80.
[582] Panama, première communication écrite, paragraphes 211 et 212. Voir aussi Panama, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 76 (où le Panama note que les seuls renseignements pertinents du Codex seraient ceux qui se rapportent à la sécurité des aliments, et plus précisément ceux qui traitent du risque découlant de la présence de résidus d'oxamyle dans les fraises).
[583] Panama, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 41.
[584] Australie, réponse en tant que tierce partie à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 6.
[585] Brésil, réponse en tant que tierce partie à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 6.
[586] Canada, réponse en tant que tierce partie à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 31 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Sardines*, paragraphe 7.68).
[587] Union européenne, réponse en tant que tierce partie à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 20.
[588] États-Unis, réponse en tant que tierce partie à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphes 22 et 26.
[589] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 1, paragraphe 1; et Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), section 1, paragraphe 1.

à prendre en compte et des mesures spécifiques qui peuvent être appliquées dans de telles situations.[590]

7.217. Le Groupe spécial observe que le désaccord entre les parties est axé sur la question de savoir si les renseignements pertinents pour l'adoption de la Mesure 1 se limitent à des renseignements sur le risque particulier au sens d'une norme internationale de sécurité des aliments, comme l'affirme le Panama, ou s'il peut aussi s'agir de renseignements relatifs à la gestion de ce risque tels que ceux qui figurent dans les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003, comme l'indique le Costa Rica.

7.218. Le Groupe spécial observe que l'article 5:7 dispose qu'un Membre peut provisoirement adopter des mesures SPS "sur la base des renseignements *pertinents* disponibles".[591] Le sens ordinaire de "pertinente" (pertinent) est "referente o relativo a la cuestión de que se trata" (qui est relatif ou qui se rapporte à la question examinée)[592], ou "perteneciente o correspondiente a algo" (se rapportant ou correspondant à quelque chose).[593] Comme l'affirme le Costa Rica[594], le terme "pertinent" n'est pas accompagné d'un terme qui limite les renseignements pertinents à ceux qui concernent le "risque particulier" que le Membre cherche à atténuer (qu'il s'agisse des effets négatifs d'un pesticide particulier ou l'entrée, l'établissement ou la dissémination d'un parasite particulier).

7.219. Par ailleurs, le Groupe spécial souscrit à ce qui a été dit dans des différends antérieurs, à savoir que, pour qu'une mesure soit considérée comme adoptée sur la base des renseignements pertinents, il faut établir "une relation rationnelle et objective entre les renseignements *concernant un certain risque* et la mesure SPS provisoire" d'un Membre.[595] Il rappelle que l'article 5:7 vise les situations temporaires qui existent jusqu'à l'obtention de renseignements qui permettent de procéder à une évaluation plus objective du risque.[596] Dans l'intervalle, les mesures SPS doivent être fondées sur les renseignements pertinents disponibles. Compte tenu de ce contexte, le Groupe spécial comprend que les renseignements pertinents sur lesquels la mesure SPS doit être fondée doivent donner au Membre une orientation utile pour procéder à une évaluation préliminaire du risque et adopter une réponse réglementaire temporaire à cet égard.

7.220. Le Groupe spécial observe que les termes "renseignements pertinents" sont suivis par le membre de phrase "y compris ceux *qui émanent des organisations internationales compétentes* ainsi que ceux qui découlent *des mesures sanitaires ou phytosanitaires* appliquées par d'autres Membres".[597] Ce membre de phrase indique que les normes internationales émanant d'organisations internationales compétentes et les mesures SPS appliquées par d'autres Membres pourraient constituer des "renseignements pertinents" aux fins de l'article 5:7. S'agissant des "organisations internationales compétentes", le préambule de l'Accord SPS mentionne le Codex parmi ces organisations[598] et l'Annexe A) 3) a) de l'Accord SPS établit que le Codex est l'organisation internationale compétente en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le Groupe spécial considère donc que les Directives élaborées sous les auspices du Codex constituent des renseignements "qui émanent" de cette organisation et, en ce sens, elles pourraient constituer des renseignements "pertinents" aux fins de l'article 5:7.

7.221. L'Annexe A 3) a) de l'Accord SPS fait spécifiquement référence aux "normes, directives et recommandations établies par la Commission du Codex Alimentarius en ce qui concerne les additifs

[590] Voir les paragraphes 34 et 35 des Directives CAC/GL 26-1997 et le paragraphe 20 de l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003.

[591] Pas d'italique dans l'original.

[592] Canada, réponse en tant que tierce partie à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 31 (citant le rapport du Groupe spécial *CE – Sardines*, paragraphe 7.68).

[593] Diccionario de la Real Academia Española, définition de "pertinente", https://dle.rae.es/pertinente?m=form (consulté le 13 août 2024).

[594] Costa Rica, réponse à la question n° 87 du Groupe spécial, paragraphe 3.150.

[595] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678. (pas d'italique dans l'original)

[596] Voir plus haut le paragraphe 7.132.

[597] Pas d'italique dans l'original.

[598] Voir le sixième considérant du préambule, qui dispose que les Membres désirent "favoriser l'utilisation de mesures sanitaires et phytosanitaires harmonisées entre les Membres, sur la base de normes, directives et recommandations internationales élaborées par les organisations internationales compétentes, dont la Commission du Codex Alimentarius, l'Office international des épizooties, et les organisations internationales et régionales compétentes opérant dans le cadre de la Convention internationale pour la protection des végétaux, sans exiger d'aucun Membre qu'il modifie le niveau de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux qu'il juge approprié".

alimentaires, les résidus de médicaments vétérinaires et de pesticides, les contaminants, les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, ainsi que les codes et les directives en matière d'hygiène". Le Groupe spécial considère que cette liste peut inclure les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003, étant donné que ces directives traitent des systèmes d'inspection qui s'occupent de tous les types de risques découlant de l'importation de produits alimentaires, ce qui peut inclure les risques liés à la présence de résidus de pesticides dans les produits alimentaires. À cet égard, le Groupe spécial observe que le préambule de l'Accord SPS reconnaît l'importance de règles qui concernent aussi bien l'établissement que l'adoption et l'application des mesures SPS.[599]

7.222. Le Groupe spécial observe en outre que le terme "mesure", qui fait référence à la gestion d'un risque en tant qu'outil de contrôle du risque[600], suit l'expression "renseignements pertinents" figurant à l'article 5:7. Pour le Groupe spécial, cela indique que des renseignements qui peuvent aider le Membre à décider de la gestion d'un risque peuvent constituer des renseignements pertinents au sens de l'article 5:7.

7.223. De même, le Groupe spécial considère que les dispositions de l'Accord SPS qui concernent l'évaluation des risques au titre de cet accord fournissent un contexte pertinent pour l'interprétation de l'expression "renseignements pertinents" figurant à l'article 5:7.[601] Le Groupe spécial observe que l'article 5:1 de l'Accord SPS fait référence aux "techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes", dont il faut tenir compte dans l'évaluation du risque sur la base de laquelle est établie une mesure SPS. À son avis, cela indique que les renseignements pertinents pour l'adoption d'une mesure ne se limitent pas aux renseignements sur le risque particulier. Le Groupe spécial observe aussi que l'article 5:2 et 5:3, qui est lié à l'article 5:1, fait référence à des éléments et à des facteurs liés à la gestion d'un risque, à savoir les méthodes d'inspection pertinentes, les régimes de quarantaine[602] et le rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques.[603]

7.224. Dans des différends antérieurs, il a été considéré que le texte de l'article 5 et de l'Annexe A de l'Accord SPS n'étaye pas une interprétation restrictive de la notion d'évaluation des risques, de sorte que, dans le cadre de l'Accord SPS, il n'est pas fait de distinction entre l'"évaluation des risques" et la "gestion des risques".[604] De même, la définition du premier type d'évaluation des risques figurant à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS inclut des considérations relatives à la gestion des risques, étant donné qu'elle fait référence aux "mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et [aux] conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter".[605] Le

[599] Le quatrième considérant du préambule de l'Accord SPS fait référence à l'établissement d'un "cadre multilatéral de règles et disciplines pour orienter l'élaboration, l'adoption et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires", et le cinquième considérant reconnaît "la contribution importante que les normes, directives et recommandations internationales peuvent apporter à cet égard".

[600] Par exemple, les Directives CAC/GL 26-1997 définissent la "[g]estion des risques" comme suit: "[p]rocessus d'évaluation des politiques à suivre à la lumière des résultats de l'évaluation des risques et, si nécessaire, sélection et mise en place des options de contrôle appropriées, y compris des mesures réglementaires". (Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 2)

[601] Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:7 fait référence à l'objectif qui consiste à procéder à une "évaluation plus objective du risque" qui correspond à l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1 et définie à l'annexe A 4). Il observe en outre que l'article 2:2 exige que les mesures SPS soient fondées sur des principes scientifiques. Il considère donc que les renseignements pertinents sur lesquels une mesure SPS doit être fondée dans le contexte de l'article 5:7 comprennent ceux qui seraient pertinents pour une évaluation des risques au sens de l'article 5:1.

[602] Article 5:2 de l'Accord SPS.

[603] Article 5:3 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial observe que l'article 5:3 concerne l'évaluation du risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux, et non l'évaluation des risques pour la santé et la vie des personnes. Toutefois, le Groupe spécial considère que les facteurs énumérés dans cette disposition peuvent éclairer son analyse de la question de savoir si les renseignements pertinents pour l'évaluation des risques au titre de l'Accord SPS comprennent ceux qui sont liés à la gestion de ce risque.

[604] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 181. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 535.

[605] Rapport du Groupe spécial *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.450. Le Groupe spécial observe que les deux types d'évaluations des risques visés à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS sont définis différemment. Toutefois, il ne considère pas que cette différence implique une interprétation plus restrictive s'agissant de savoir si les renseignements pertinents pour le premier type d'évaluation des risques comprennent ceux qui sont liés à la gestion de ce risque.

Groupe spécial comprend donc que l'évaluation des risques à laquelle il est fait référence dans l'Accord SPS comprend également l'étape de la gestion des risques.[606]

7.225. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que les "renseignements pertinents" au sens de l'article 5:7 ne sont pas exclusivement les renseignements qui traitent du risque spécifique en question, mais peuvent aussi être les renseignements relatifs à la *gestion* de ce risque. Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, l'article 5:7 n'exclurait pas les normes internationales de caractère général qui traitent de la gestion d'une situation particulière telle que l'adoption de mesures dans des situations de non-conformité, même si ces normes ne concernent pas spécifiquement le produit ou le risque (parasite ou contaminant) en question que le Membre cherche à atténuer.

7.226. Ayant conclu que, d'une manière générale, l'article 5:7 n'exclut pas nécessairement les normes internationales de caractère général qui traitent de la gestion d'une situation particulière, le Groupe spécial doit aussi déterminer si les Directives ou les mesures particulières invoquées par le Costa Rica sont "pertinentes" dans le contexte spécifique de la Mesure 1. S'agissant de la Mesure 1, le Costa Rica conteste la réponse du Panama à la détection du non-respect de sa LMR d'oxamyle pour les fraises par deux expéditions de fraises costariciennes, et non la LMR elle-même. Par conséquent, dans les circonstances de l'espèce, les renseignements pertinents ne se limitent pas aux renseignements sur le risque particulier que l'oxamyle présente pour la santé humaine, mais comprennent les renseignements qui permettraient au Panama de réagir à un cas de non-conformité avec sa LMR. Comme il est indiqué plus haut[607], les paragraphes des Directives du Codex invoqués par le Costa Rica traitent spécifiquement des situations de non-conformité avec les prescriptions en matière de sécurité sanitaire du pays importateur. Bien qu'ils aient un caractère général et ne lient pas la situation de non-conformité à un quelconque produit, parasite ou contaminant particulier, ces paragraphes portent sur la gestion de la situation de risque particulière en cause dans le présent différend, à savoir la non-conformité avec la LMR du pays importateur. Par conséquent, le Groupe spécial considère que les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 contiennent des renseignements pertinents pour l'adoption de la Mesure 1.

7.227. Le Panama affirme en outre que, si ces Directives étaient "pertinentes" pour le risque en question, cela imposerait automatiquement à tous les Membres et pour tous les produits le niveau approprié de protection particulier reflété par les Directives du Codex, ce qui serait contraire à l'article 3:3 de l'Accord SPS.[608] Le Groupe spécial comprend que le Panama fait valoir que ses mesures provisoires ne pouvaient pas être adoptées sur la base de normes internationales parce que ces normes ne reflétaient pas son niveau approprié de protection plus élevé. Le Groupe spécial considère que, même si ces normes reflètent un niveau approprié de protection différent, cela n'implique pas nécessairement qu'elles ne sont pas pertinentes. De même, le Groupe spécial rappelle que l'article 3:3 de l'Accord SPS permet aux Membres d'"introduire ou [de] maintenir des mesures [SPS] qui entraînent un niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire plus élevé que celui qui serait obtenu avec des mesures fondées sur les normes, directives ou recommandations internationales pertinentes" dans certaines circonstances.[609] Le Groupe spécial ne trouve rien dans l'Accord SPS qui indique que ce droit est inapplicable à des mesures provisoires. En tout état de cause, il note que ce droit n'est pas absolu[610] et que le Panama devrait étayer sa décision de s'écarter des normes internationales pertinentes au titre de l'article 3:3 comme de l'article 5:7. Au titre de l'article 5:7, le Panama doit fournir des éléments à l'appui de son choix de la mesure en cause pour démontrer que cette mesure est fondée sur les renseignements pertinents disponibles au moment de son adoption.

7.228. En ce qui concerne la pertinence des mesures SPS d'autres Membres, le Costa Rica note que l'article 5:7 indique que les renseignements pertinents à prendre en considération lors de l'adoption

[606] Le Groupe spécial observe que, dans le cadre du Codex, une distinction est établie entre "évaluation des risques" et "gestion des risques", qui sont deux éléments de ce que le Codex appelle "analyse des risques". Voir plus haut le paragraphe 7.149 et les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 535 et 541.

[607] Voir plus haut le paragraphe 7.216.

[608] Panama, première communication écrite, paragraphe 214.

[609] Cet article permet à un Membre d'établir un niveau approprié de protection plus élevé que celui auquel correspond implicitement la norme internationale et de l'appliquer dans le cadre d'une mesure qui n'est pas établie sur la base de la norme internationale. (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 172)

[610] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 173.

d'une mesure SPS provisoire comprennent les mesures SPS appliquées par d'autres Membres.[611] Il identifie comme pertinentes les réponses réglementaires de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Australie à des cas de non-respect de LMR.[612] Selon lui, il appartenait au Panama de fonder la Mesure 1 sur ces mesures, entre autres, dans le cadre de son analyse concernant la mesure provisoire adéquate.[613] Le Costa Rica soutient que, si ces mesures n'étaient pas considérées comme pertinentes parce qu'elles ne portent pas sur la situation spécifique du Panama, la prescription imposant de prendre en considération les mesures d'autres Membres au moment d'adopter une mesure provisoire faute de preuves scientifiques n'aurait plus d'effet pratique.[614]

7.229. Le Panama soutient que les mesures d'autres Membres auxquelles le Costa Rica se réfère ne sont pas pertinentes pour la Mesure 1. Il fait valoir que ces mesures "soumettent à des disciplines génériques les réponses réglementaires aux cas de non-conformité avec les LMR".[615] Le Panama affirme que la manière dont les Membres développés ont conçu et mettent en œuvre leurs systèmes d'inspection et de contrôle, et leurs réponses aux cas de non-conformité, n'a aucun rapport avec le risque particulier qu'il cherchait à évaluer.[616]

7.230. Pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées en ce qui concerne les normes internationales, le Groupe spécial considère que les mesures d'autres Membres en rapport avec les contrôles de sécurité sanitaire des produits alimentaires pourraient être pertinentes dans le cadre de l'article 5:7, même si elles ne se rapportent pas spécifiquement au produit ou au risque (parasite ou contaminant) en question. En particulier, il rappelle que, s'agissant de la Mesure 1, le Costa Rica conteste la réponse du Panama au non-respect de sa LMR d'oxamyle pour les fraises par deux expéditions de fraises costariciennes. Par conséquent, dans les circonstances de l'espèce, les renseignements pertinents comprennent les renseignements sur la gestion de la situation de risque particulière à laquelle le Panama cherche à remédier par l'adoption de la Mesure 1, c'est-à-dire la non-conformité avec la LMR du pays importateur. En outre, le Groupe spécial considère que rien dans l'article 5:7 n'indique que le niveau de développement d'un Membre affecte la pertinence de ses mesures lorsque celles-ci visent à remédier à la situation à laquelle le Membre importateur est confronté. Il note que le Panama lui-même se réfère aux mesures d'autres Membres dans ses arguments.[617]

7.231. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que les Directives et les mesures d'autres Membres invoquées par le Costa Rica sont pertinentes parce que, bien qu'elles ne portent pas sur la non-conformité avec les LMR d'oxamyle pour les fraises en particulier, elles donnent des indications sur les procédures applicables en cas de non-conformité avec les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ayant déterminé la pertinence des Directives du Codex et des mesures d'autres Membres invoquées par le Costa Rica, le Groupe spécial va examiner si le Panama a adopté la Mesure 1 sur la base de ces directives et mesures.

Question de savoir si la Mesure 1 a été adoptée sur la base des Directives du Codex invoquées par le Costa Rica

7.232. Le Groupe spécial va examiner ci-après si la Mesure 1 a été adoptée sur la base des Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (Directives CAC/GL 26-1997)

[611] Voir plus haut la note de bas de page 400, où le Groupe spécial explique que la référence à "otras partes contractantes" (d'autres parties contractantes) figurant à l'article 5:7 de la version en espagnol de l'Accord SPS s'entend comme une référence à des "Miembros" (Membres).

[612] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 352 à 359. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 480.

[613] Costa Rica, réponse à la question n° 85 du Groupe spécial, paragraphe 3.144.

[614] Costa Rica, réponse aux questions du Groupe spécial n° 13, paragraphe 2.81; et n° 85, paragraphe 3.143. Le Costa Rica ajoute qu'en exigeant que le Membre importateur se fonde sur des mesures d'autres Membres, l'article 5:7 ne fait pas référence à des mesures adoptées par d'autres Membres qui traitent du contexte factuel spécifique du Membre qui cherche à appliquer une mesure au titre de l'article 5:7. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 479)

[615] Panama, première communication écrite, paragraphe 215.

[616] Panama, première communication écrite, paragraphe 215.

[617] Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphes 52 à 54 (où le Panama fait référence aux mesures de l'Union européenne, des États-Unis et du Taipei chinois en ce qui concerne la pratique des pays s'agissant de remédier aux violations spécifiques des LMR que le Panama estime pertinente pour l'interprétation de certains termes des Directives du Codex).

et des Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (Directives CAC/GL 47-2003).[618]

7.233. Le Costa Rica soutient que, lues ensemble, ces directives indiquent clairement qu'en cas de non-conformité avec les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments, les mesures appliquées par le pays importateur doivent être proportionnelles et progressives. Selon lui, elles établissent que le pays importateur peut, en premier lieu, modifier la manière de gérer le risque sans suspendre les importations. Le Costa Rica fait valoir que les mesures destinées à modifier la manière de gérer le risque auraient pu consister en la rétention du produit alimentaire jusqu'à la prise d'une décision finale, l'intensification de l'échantillonnage et l'analyse de l'établissement en question ou une demande d'informations et de coopération des autorités du Costa Rica, la mise en place de programmes de contrôle par l'importateur panaméen ou par l'exportateur costaricien pour éviter de futurs cas de non-respect, ou même des visites sur place.[619] Le Costa Rica ajoute que, si les faits indiquent un problème généralisé, le pays importateur pourrait alors étendre les mesures à d'autres établissements. Il affirme que la suspension des importations est la mesure de dernier recours, justifiable uniquement "dans les cas les plus graves et persistants", et après confirmation que les mesures précédentes se sont avérées insuffisantes pour assurer le respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire.[620] Il allègue que l'action du Panama "n'a pas suivi" ces directives, car le Panama a imposé, comme première et unique mesure, une prohibition absolue à l'importation de fraises du Costa Rica après avoir détecté des résidus d'oxamyle à des niveaux supérieurs à ses LMR dans deux expéditions d'un producteur costaricien.[621]

7.234. Le Panama fait valoir que, même à supposer que ces directives soient pertinentes, la suspension temporaire des importations provenant du producteur ou du pays concerné – qui, à son avis, coïncident dans le cas présent – figure parmi les mesures prescrites par le Codex pour les cas les plus graves ou les plus persistants.[622] Selon lui, la situation dans laquelle la Mesure 1 a été adoptée constitue un cas "grave" et "persistant" de non-conformité.[623]

7.235. En ce qui concerne les Directives CAC/GL 26-1997, le Groupe spécial observe que les paragraphes 34 et 35, auxquels le Costa Rica se réfère, concernent la gestion des situations dans lesquelles "un produit importé [est] non conforme" aux prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.[624] Le paragraphe 34 indique les critères à appliquer pour s'assurer que les mesures prises dans ces situations sont "proportionnelles au niveau de risque pour la santé publique, ou bien à la fraude ou à la tromperie potentielle à l'égard des consommateurs".[625] Ces critères sont: a) les récidives de non-conformité du même produit ou de la même catégorie de produits; b) les antécédents de non-conformité des responsables de la manutention des produits; et c) la fiabilité des vérifications effectuées par le pays d'origine.[626]

7.236. Des exemples de mesures à l'égard du produit non conforme et des importations futures sont donnés au paragraphe 35. Il est indiqué que ces mesures peuvent être cumulatives au besoin. Le Groupe spécial observe que le Costa Rica conteste non pas la décision du Panama de refuser l'entrée sur son territoire des deux expéditions en infraction, mais sa décision d'empêcher toutes les importations futures de fraises costariciennes.[627] Par conséquent, les exemples pertinents de mesures donnés au paragraphe 35 sont les mesures applicables aux importations futures, à savoir: a) des programmes de contrôle mis en place par l'importateur ou l'exportateur pour s'assurer que

[618] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 339 et 340.
[619] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 347 et 348; et deuxième communication écrite, paragraphe 453.
[620] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 347; et deuxième communication écrite, paragraphe 453.
[621] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 348.
[622] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 119.
[623] Panama, réponse à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphe 208.
[624] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphes 34 et 35.
[625] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 34.
[626] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 34.
[627] Costa Rica, réponse à la question n° 13 du Groupe spécial, paragraphes 2.86 et 2.87.

les problèmes ne se reproduisent pas; b) intensifier les vérifications visant les catégories de produits réputés non conformes et/ou les entreprises concernées; c) demander aux autorités responsables du pays d'origine des informations et leur collaboration à propos du produit ou de la catégorie de produits réputés non conformes (vérifications accrues au point d'origine); d) effectuer des visites sur place; et e) "dans les cas les plus graves ou les plus persistants", la suspension des importations provenant des établissements ou des pays en cause.[628]

7.237. S'agissant des Directives CAC/GL 47-2003[629], le Costa Rica se réfère à leur annexe, qui fournit des renseignements aux autorités compétentes pour les aider à concevoir et à appliquer des programmes d'inspection des denrées importées fondés sur les risques sanitaires présentés par les aliments.[630] Leur paragraphe 20 aborde les situations de non-respect des exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments. Ce paragraphe indique que cette situation peut, entre autres choses, entraîner la modification de la manière dont le risque est géré par le pays importateur pour la denrée concernée. D'après ce paragraphe, la modification de la gestion du risque peut inclure la détention de la denrée et un échantillonnage et des tests complémentaires visant l'établissement concerné, ainsi que l'application de ces mesures à d'autres établissements d'exportation de denrées semblables du même pays, "lorsque les faits indiquent un problème généralisé".[631] La suspension des importations d'une denrée est réservée aux cas "de risque grave de sécurité sanitaire des aliments qui n'a pas été géré par d'autres moyens".[632]

7.238. Le Groupe spécial considère que ces directives peuvent être lues conjointement, car les unes comme les autres portent sur le non-respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Sur la base d'une lecture conjointe des paragraphes pertinents des Directives, le Groupe spécial comprend que, lorsqu'une expédition ne satisfait pas aux prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, le premier axe de réponse à l'égard des importations futures devrait être limité à des actions consistant par exemple à: retenir le produit en attendant une détermination finale; mettre en place des programmes de contrôle; demander des informations ou une augmentation des contrôles dans le pays exportateur; intensifier les vérifications par le pays importateur du produit non conforme ou de l'exportateur concerné[633] et d'autres exportateurs de ce produit alimentaire (si les faits indiquent un problème généralisé); et effectuer des visites sur place.[634] Le Groupe spécial comprend que les mesures pourraient être appliquées de manière cumulative au besoin, et devraient être proportionnelles au niveau de risque, ce qui pourrait dépendre du point de savoir s'il s'agit de récidives de non-conformité et de la fiabilité des vérifications du pays importateur.[635] La suspension des importations serait envisagée exclusivement dans les cas "les plus graves ou les plus persistants"[636], ou les cas de "risque grave de sécurité sanitaire des aliments".[637]

---

[628] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 35.

[629] Ces directives fournissent des informations spécifiques sur les contrôles des importations alimentaires en complétant les Directives CAC/GL 26-1997. (Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), page 1)

[630] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 2, paragraphe 4.

[631] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

[632] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

[633] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 35; et Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

[634] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

[635] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 34.

[636] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 35.

[637] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

7.239. Étant donné que la Mesure 1 consiste à "refuser" l'importation de fraises du Costa Rica[638], cette mesure a pour effet une suspension de ces importations. Par conséquent, le Groupe spécial va examiner si la détection de non-conformité avec la LMR d'oxamyle pour les fraises sur lesquelles la Mesure 1 a été fondée peut être qualifiée de cas de non-respect grave et persistant ou de risque grave qui, d'après les Directives du Codex, justifierait l'adoption d'une suspension des importations.

7.240. Le Costa Rica affirme que les communications du Panama confirment que les cas de non-conformité détectés n'entrent pas dans la catégorie des "cas les plus graves ou les plus persistants" ou de "risque grave de sécurité sanitaire des aliments"[639], ni ne peuvent être considérés comme des "cas répétés de non-conformité".[640] Selon lui, pour ces cas de non-conformité, il convenait d'appliquer des mesures pour modifier la manière de gérer le risque, sans suspendre les importations du produit responsable, et encore moins celles de toutes les fraises costariciennes, ce qui correspond à la mesure la plus sévère possible et qui n'est pas proportionnel à l'infraction.[641]

7.241. Selon le Costa Rica, un cas est grave et persistant lorsque le pays importateur continue de détecter des cas de non-respect après avoir adopté des mesures pour modifier la manière de gérer le risque telles que, par exemple, l'intensification des vérifications pour le producteur responsable ou la rétention du produit alimentaire jusqu'à ce qu'une détermination finale soit prise.[642] Le Costa Rica ajoute que ces cas sont considérés comme graves parce que le producteur ou l'exportateur étranger n'aurait pas amélioré ses BPA bien que ses expéditions continuent d'être rejetées par le pays importateur et qu'il reste soumis à des mesures de vérification additionnelles.[643] Il affirme que, comme l'indique le paragraphe 24 des Directives CAC/GL 47-2003, les vérifications accrues permettent d'établir des antécédents de conformité pour le producteur étranger en question. Pour le Costa Rica, ces antécédents sont importants pour que le pays importateur sache si l'exportateur en question continue de ne pas respecter les prescriptions et si les mesures additionnelles peuvent être retirées en raison de la diminution des cas de non-respect.[644]

7.242. Le Costa Rica affirme que le Panama ne peut pas soutenir que les normes du Codex justifient une prohibition à l'importation parce que les mesures préventives n'atteindraient pas son niveau approprié de protection. Pour le Costa Rica, cet argument refléterait des conjectures du Panama sur ce qui se serait passé si le Panama avait adopté des mesures préventives avant d'appliquer une "prohibition", ce qu'il n'a pas fait.[645]

7.243. Pour sa part, le Panama soutient que les détections de non-conformité dans les expéditions de fraises du Costa Rica dans le cadre de la Mesure 1 constituent un cas "grave et persistant", pour lequel les Directives du Codex autoriseraient la suspension temporaire des importations en provenance du pays concerné. Pour lui, ces "cas répétés de non-conformité laissaient penser qu'il y avait un problème systémique dans les contrôles effectués par le Costa Rica", si bien que les mesures préventives ne lui auraient pas permis d'obtenir son niveau approprié de protection.[646] Le Panama souligne qu'à son avis, il s'agit d'un cas de non-respect répété en ce qui concerne une substance extrêmement dangereuse, conjugué à l'impossibilité de contrôler la fiabilité des contrôles effectués par le pays exportateur.[647] Il affirme que le sens ordinaire des termes "grave" et "persistance" indique que les cas "graves et persistants" sont ceux qui impliquent des cas de non-respect répétés de grande importance. Il ajoute que, d'après le texte et le contexte des Directives du Codex, la gravité des risques pour la santé humaine, l'existence d'une non-conformité répétée et la fiabilité et

[638] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).
[639] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 350 (citant la Note AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7), dernier paragraphe).
[640] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 472 et 473.
[641] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 348 et 349.
[642] Costa Rica, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 3.17. De l'avis du Costa Rica, la suspension des importations provenant du producteur costaricien en question aurait pu être justifiée uniquement si, après avoir adopté d'autres mesures pour modifier la gestion du risque, le Panama avait constaté que le non-respect de ses LMR se poursuivait dans l'importation de fraises. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 348)
[643] Costa Rica, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 3.20.
[644] Costa Rica, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 3.21.
[645] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 474 (citant Panama, réponse à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphe 208).
[646] Panama, réponse à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphe 208; et deuxième communication écrite, paragraphe 119.
[647] Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 49.

l'efficacité des systèmes de contrôle sont des critères pertinents pour clarifier le sens des termes "graves et persistants".[648]

7.244. Le Panama soutient que les autorités du pays importateur jouissent d'un large pouvoir d'appréciation pour déterminer la gravité du cas de violation. Il affirme que les deux Directives du Codex citées n'imposent pas d'ordre d'application des mesures de gestion du risque qui exige qu'avant de recourir à la suspension des importations, le pays importateur épuise les autres mesures. Il ajoute que le degré de déférence à l'égard de l'autorité importatrice en cas d'infraction transparaît dans l'emploi des mots "peut" et "devrait" dans les Directives. Pour le Panama, le texte des deux Directives indique clairement qu'un pays importateur peut suspendre immédiatement les importations si le cas de non-respect est grave.[649] Le Panama cite le paragraphe 15 de l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003 dans son argument selon lequel la détection de contaminants et de résidus dangereux dans des denrées importées peut amener un pays importateur à suspendre le commerce de ces denrées jusqu'à ce qu'il soit confirmé que des mesures correctives ont été mises en place et sont dûment mises en œuvre.[650]

7.245. Le Groupe spécial va examiner le sens et la portée des termes "graves" et "persistants" figurant dans les Directives CAC/GL 26-1997 et "grave" figurant dans les Directives CAC/GL 47-2003. Bien que les Directives du Codex ne définissent pas ces termes, de l'avis du Groupe spécial, le texte de leurs paragraphes pertinents donne des indications utiles sur leur sens.[651]

7.246. Les Directives CAC/GL 26-1997 indiquent qu'en cas de non-conformité avec les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, les mesures appliquées par le pays importateur doivent être *proportionnelles* au niveau de risque et *cumulatives* au besoin.[652] Cela signifie que les Directives recommandent d'abord d'appliquer une mesure puis, si cela est justifié, d'imposer des mesures additionnelles pour accroître le caractère restrictif pour le commerce.

7.247. De même, le fait que les Directives CAC/GL 47-2003 font référence en premier lieu à l'intensification des vérifications visant l'établissement concerné, entre autres mesures, en deuxième lieu à des vérifications visant d'autres établissements dans le cas où les fait indiquent un "problème généralisé"[653] et en troisième et dernier lieu à la suspension des importations du produit alimentaire du pays illustre l'ordre dans lequel les mesures d'atténuation devraient être appliquées selon le Codex. Il convient de souligner que les Directives CAC/GL 47-2003 indiquent que la suspension des importations "devrait être *réservée* aux cas de risque grave de sécurité sanitaire des aliments".[654] Les mêmes directives indiquent que le "risque grave" est celui qui "n'a pas été géré par d'autres moyens", étant donné que ce membre de phrase suit immédiatement et qualifie l'expression "risque grave".[655] Le Groupe spécial comprend que ces considérations s'appliqueraient également à l'adoption d'une suspension dans "les cas les plus graves ou les plus persistants" au sens des

[648] Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphes 47 à 51 (faisant référence, en tant que contexte pertinent, à Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 34; et à Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, paragraphe 15).

[649] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 104, paragraphes 11 à 16; et 117, paragraphe 54; et observations sur la réponse du Costa Rica aux questions du Groupe spécial n° 104, paragraphe 17; et 117, paragraphe 44.

[650] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 104, paragraphe 15; et n° 114, paragraphe 35 (citant Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, paragraphe 15).

[651] Pour interpréter les normes internationales pertinentes, le Groupe spécial peut être guidé par les règles coutumières d'interprétation du droit international public. (Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.79) Il se réfère à différentes sections des Directives en question à titre de contexte, au sens de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, pour l'interprétation des paragraphes spécifiques invoqués par le Costa Rica.

[652] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphes 34 et 35.

[653] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

[654] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20. (pas d'italique dans l'original)

[655] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

Directives CAC/GL 26-1997, étant donné que les deux Directives donnent des orientations complémentaires sur le même sujet et que rien dans leur texte ne contredit cette perception.[656]

7.248. Le Panama se réfère au paragraphe 15 de l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003, où il est indiqué qu'entre autres choses, "la détection d'agents pathogènes, de contaminants et de résidus dangereux dans les denrées importées … [peut] amener un pays importateur à augmenter la nature et la fréquence de l'inspection, ou dans des cas extrêmes, à suspendre le commerce de cette denrée jusqu'à ce qu'il soit confirmé que des mesures correctives ont été mises en place et sont dûment mises en œuvre".[657] Le Groupe spécial considère que ce paragraphe étaye l'interprétation selon laquelle les Directives indiquent l'ordre dans lequel les mesures doivent être adoptées après la détection d'un cas de non-respect, en commençant par une intensification des inspections et en passant à une suspension du commerce uniquement s'il s'agit d'un cas grave et jusqu'à ce qu'il soit donné l'assurance que la situation est résolue.

7.249. De l'avis du Groupe spécial, le contexte dans lequel apparaît le terme "grave"[658] dans les deux Directives indique qu'un cas grave de non-conformité ou un "risque grave de sécurité sanitaire des aliments" serait un cas dans lequel d'autres mesures d'atténuation n'ont pas fonctionné. Contrairement à ce qu'affirme le Panama, les Directives du Codex indiquent que, pour qu'un risque soit qualifié de grave et que le pays importateur puisse choisir de suspendre les importations, le pays devrait d'abord chercher à gérer le risque par d'autres mesures. En ce sens, la suspension serait considérée comme une mesure de dernier recours, comme l'appelle le Costa Rica. Le Groupe spécial n'estime pas nécessaire de se prononcer sur le degré du caractère obligatoire des Directives découlant de l'emploi des termes "peuvent" ou "devraient" pour déterminer si la Mesure 1 a été adoptée sur la base de ces directives. Bien que les Directives ménagent une certaine flexibilité pour que le Panama détermine la mesure à imposer sur la base de son appréciation des circonstances, de l'avis du Groupe spécial, il en ressort que la suspension des importations est réservée aux cas "graves" ou de "risque grave".[659]

7.250. En l'espèce, le Panama n'a pas répondu aux détections de non-conformité en mettant en œuvre des mesures de manière progressive et cumulative. Au contraire, il a eu recours à la mesure la plus restrictive, sans chercher à gérer le risque d'une autre manière auparavant. Il ne conteste pas que la Mesure 1 a été la première et unique mesure de gestion du risque qu'il a adoptée lorsqu'il a détecté des résidus d'oxamyle à des niveaux supérieurs à sa LMR pertinente dans deux expéditions de fraises du Costa Rica. Le Groupe spécial considère que le cas de non-respect de la LMR d'oxamyle en question ne peut pas être qualifié de "grave" ou de "risque grave" au sens des Directives, étant donné qu'il s'agit de la détection d'une première non-conformité dans deux expéditions d'un même établissement qui n'a pas été gérée progressivement, par exemple par l'intensification des vérifications dans un premier temps. À cet égard, le Panama n'explique pas comment le fait que l'oxamyle est une substance extrêmement dangereuse[660] pourrait avoir une incidence sur la possibilité de gérer le risque en question autrement que par une suspension des importations. Le Groupe spécial considère donc qu'en adoptant une mesure qui équivaut à une suspension de l'importation de fraises, le Panama n'a pas suivi les orientations des Directives CAC/GL 26-1997 et

[656] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 35.

[657] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 4, paragraphe 15.

[658] Le sens ordinaire de "grave" (grave) est "grande" (grand) ou "de importancia" (important). (Diccionario de la Real Academia Española, définition de "grave", https://dle.rae.es/grave?m=form (consulté le 13 août 2024))

[659] Le Groupe spécial observe que les Directives du Codex font une distinction entre les situations de non-respect des prescriptions du pays importateur et les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments. Dans ce dernier cas, il s'agit d'"une situation accidentelle ou intentionnelle, non encore maîtrisée". (Codex, Principes et directives pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments (pièce CRI-391)) Les deux parties conviennent que la définition des situations d'urgence n'est pas pertinente pour l'analyse du terme "grave" en l'espèce. (Costa Rica, réponse à la question n° 118 du Groupe spécial, paragraphe 3.22; et Panama, réponse à la question n° 118 du Groupe spécial, paragraphes 55 et 56)

[660] Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 49. Le Groupe spécial comprend que, pour évaluer le risque lié au produit alimentaire importé en établissant un système de contrôle, l'un des facteurs à prendre en compte peut être le risque évalué pour la santé humaine présenté par le produit ou son emballage. (Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), section 4, paragraphe 22) Voir aussi *ibid*., annexe, section 4, paragraphe 6.

CAC/GL 47-2003 en ce qui concerne la gestion des cas de non-conformité en fonction de la gravité du risque.

7.251. D'après les Directives CAC/GL 26-1997, la suspension des importations peut aussi être adoptée dans des cas "persistants". Le terme "reincidente" (persistant) signifie "[q]ue reincide o ha reincidido" (qui récidive ou a récidivé), où "reincidir" (récidiver) est défini comme "[v]olver a caer o incurrir en un error, falta o delito" (commettre à nouveau une erreur, une faute ou un délit).[661] À la lumière des critères exposés au paragraphe 34 des Directives CAC/GL 26-1997 pour la détermination des risques, le Groupe spécial considère que le terme "reincidente" (persistant) figurant au paragraphe 35 fait référence aux "récidives de non-conformité du même produit ou de la même catégorie de produits" ou aux "antécédents de non-conformité des responsables de la manutention des produits". De même, le Groupe spécial estime instructif que les Directives CAC/GL 47-2003 indiquent que les antécédents de conformité de la denrée sont l'un des facteurs à prendre en compte pour évaluer le niveau de risque associé aux denrées importées au moment d'établir un système de contrôle.[662]

7.252. Comme il est indiqué plus haut, la Mesure 1 a été adoptée en réponse au non-respect des LMR d'oxamyle du Panama par deux expéditions d'un même exportateur du Costa Rica (Fresas Gego). Dans la Note n° AUPSA-AG-051-2020, au moyen de laquelle il a informé le Costa Rica de l'adoption de la Mesure 1, le Panama se réfère à la détection de "plusieurs cas de non-conformité [au] mois de février 2020".[663] Pourtant, dans cette note du 20 février 2020, le Panama présente uniquement la non-conformité des deux expéditions de Fresas Gego constatée les 6 et 18 février, respectivement. De l'avis du Groupe spécial, cette non-conformité ne peut pas être qualifiée de "persistante" aux fins des paragraphes pertinents des Directives parce qu'elle ne concerne que deux échantillons des expéditions d'un exportateur, analysées au cours du même mois et notifiées conjointement.[664] Dans le cas contraire, la recommandation des Directives d'adopter des mesures de manière cumulative avant de recourir à la suspension dans des cas graves ou lorsque le non-respect persiste serait vidée de son sens.[665]

7.253. Dans des communications postérieures à la Note n° AUPSA-AG-051-2020, le Panama fait part de la détection d'autres pesticides dans des expéditions du Costa Rica en quantités supérieures à ses LMR[666] et note qu'il considère qu'il s'agit de "cas de non-conformité répétés détectés" dans les fraises costariciennes.[667] Toutefois, le Panama lui-même explique que les résultats de ces détections ont été publiés après la suspension des importations de fraises du Costa Rica.[668] Par conséquent, étant donné que le Panama ne disposait pas de ces renseignements lorsqu'il a adopté la Mesure 1 le 20 février 2020, le Groupe spécial considère que ces détections n'ont pas pu servir de base pour qualifier de "persistants" les cas de non-conformité notifiés à cette date.

7.254. En ce qui concerne les antécédents en matière de respect des LMR, le Costa Rica affirme qu'il a exporté des fraises vers le Panama pendant des décennies en respectant à tout moment la réglementation panaméenne pertinente.[669] Il présente des antécédents de ses producteurs en matière de respect des LMR pour la période 2018-2021, qui, selon lui, ont été générés au moyen de l'échantillonnage effectué par le SFE conformément au plan annuel de surveillance des résidus de

[661] Diccionario de la Real Academia Española, définition de "reincidente", disponible à l'adresse: https://dle.rae.es/reincidente?m=form; et de "reincidir", disponible à l'adresse: https://dle.rae.es/reincidir (consulté le 13 août 2024).

[662] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), section 4, paragraphe 22. Voir aussi *ibid*., annexe, section 4, paragraphe 6.

[663] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).

[664] Il s'agit de la première notification de non-respect des LMR par des expéditions de fraises costariciennes envoyée par le Panama au Costa Rica qui figure dans le dossier. Il n'y a donc pas d'éléments de preuve indiquant qu'il s'agirait d'un non-respect répété, c'est-à-dire que cet exportateur ou un autre aurait commis un nouveau non-respect après qu'une violation de LMR lui aurait été notifiée.

[665] Comme le note le Costa Rica, les Directives CAC/GL 47-2003 indiquent qu'une fréquence d'échantillonnage plus élevée permet d'établir des antécédents de conformité. Les Directives mentionnent également qu'en cas de mauvais antécédents de conformité, toute expédition pourra faire l'objet d'une inspection matérielle ou les produits pourront être saisis automatiquement jusqu'à ce que leur convenance soit prouvée. (Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), paragraphe 24)

[666] Note n° DNSV-0111-2021-OIAR (pièce CRI-13); et Note n° DNSV-0128-2021 (pièce CRI-18).

[667] Note n° DNSV-0128-2021 (pièce CRI-18), avant-dernier paragraphe.

[668] Panama, réponse à la question n° 19 du Groupe spécial, paragraphe 83.

[669] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 14.

pesticides. Le Costa Rica ajoute que le suivi de Fresas Gego commence en 2019, année où cette entreprise s'est inscrite au registre des exportateurs, des établissements de conditionnement et des négociants de produits d'origine végétale destinés à l'exportation du SFE.[670] Selon lui, les antécédents qu'il présente démontrent que, pendant cette période, le non-respect de Fresas Gego constitue un cas isolé.[671]

7.255. S'agissant des antécédents présentés par le Costa Rica, le Panama affirme que Fresas Gego a été le seul producteur de fraises dont les exportations ont été contrôlées par le SFE sur une période de près de deux ans[672], et le résultat du premier échantillonnage visant Fresas Gego, réalisé le 27 février 2020, démontre l'existence de cas de non-respect de la LMR.[673] Il ajoute que les antécédents internes des producteurs de fraises du Costa Rica en matière de respect pour 2018-2019 ne sont pas pertinents pour l'évaluation de la Mesure 1, adoptée en 2020, parce que les exportations de fraises du Costa Rica vers le Panama au cours des deux années précédant 2020 ont été "sporadiques".[674]

7.256. Le Groupe spécial observe que les antécédents en matière de respect issus de l'échantillonnage interne du Costa Rica comprennent des données issues d'échantillonnages réalisés entre octobre 2018 et novembre 2021 auprès de trois exportateurs – Plantas y Flores Ornamentales CABH S.A., Central de Flores RGJ et Gregory Herrera Siles (Fresas Gego). Vingt et un échantillons sont mentionnés, dont quatre ont été prélevés lors d'échantillonnages visant Plantas y Flores Ornamentales CABH S.A. et Central de Flores RGJ, et les autres lors d'échantillonnages visant Fresas Gego à partir du 27 février 2020, après l'adoption de la Mesure 1. Le seul cas de non-respect inclus est celui de Fresas Gego du 27 février 2020. En tout état de cause, le Groupe spécial comprend que les résultats des échantillonnages internes du Costa Rica ne constituaient pas des renseignements disponibles pour le Panama en février 2020.

7.257. Le Panama présente lui aussi une pièce qui, à son avis, contient les antécédents des importations en provenance du Costa Rica entre 2017 et 2020 en matière de respect de ses LMR. Il affirme que, puisque le Costa Rica n'a pratiquement pas exporté de fraises vers le Panama jusqu'en 2020, il n'y a pas d'antécédents en matière de respect des LMR pour les importations de fraises antérieures à 2020. Selon le Panama, ses propres antécédents indiquent que tous les échantillons de fraises du Costa Rica contiennent des pesticides et que 75% d'entre eux ne respectaient pas les LMR.[675]

7.258. Le Costa Rica affirme que les antécédents en matière de respect présentés par le Panama ne peuvent pas être considérés comme des antécédents de cas répétés de non-conformité car ils ne montrent pas de cas de non-respect antérieurs aux deux expéditions de février 2020 qui ont motivé l'adoption de la Mesure 1.[676] Il fait valoir que les antécédents présentés par le Panama font référence a) à des importations de produits autres que la fraise pour la période 2016-2019; b) aux cas de non-respect qui ont motivé la Mesure 1; c) aux cas de non-respect communiqués au Costa Rica le 1er mars 2021, pour lesquels le Panama ne disposait pas de résultats d'analyse au moment de l'adoption de la Mesure 1; et d) à des codes d'échantillon sans documentation ni information qui permette d'identifier les expéditions correspondant à ces échantillons.[677]

[670] Costa Rica, réponse à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphes 3.2 et 3.3 (faisant référence à Décision relative à l'inscription de Fresas Gego (pièce CRI-373)).

[671] Costa Rica, réponse à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphe 3.5.

[672] Le Panama se réfère à la période allant du 30 septembre 2019 au 19 avril 2021, dates auxquelles le Costa Rica indique que l'échantillonnage visant le producteur Plantas y Flores Ornamentales CABH S.A. a été réalisé. (Voir le tableau figurant dans la réponse du Costa Rica à la question n° 111 du Groupe spécial.)

[673] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphe 31.

[674] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphes 32 et 34 (citant ITC, Trade Map – Liste des marchés fournisseurs de fraises fraîches importées par le Panama (2015-2022) (pièce PAN-121)).

[675] Panama, réponse à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphes 33 et 34 (citant DNSV, Résultats des antécédents en matière de respect des LMR pour les expéditions du Costa Rica (2016-2020) (pièce PAN-122)). Bien que le Panama se réfère à la pièce PAN-123 en réponse à la question n° 111, le Groupe spécial comprend que ses affirmations correspondent au contenu de la pièce PAN-122.

[676] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphes 3.6 et 3.12.

[677] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 111 du Groupe spécial, paragraphes 3.8 à 3.11.

7.259. Le Groupe spécial observe que les entrées de 2016 à 2019 des antécédents en matière de respect des LMR présentés par le Panama correspondent à des produits autres que la fraise (à savoir la mangue, le chayote, la banane, la laitue et la citrouille).[678] Le Panama n'explique pas la pertinence de ces entrées pour l'adoption de la Mesure 1.

7.260. Les antécédents présentés par le Panama comprennent les mêmes renseignements issus du contrôle des importations de fraises réalisé en 2020 que ceux que le Panama a notifiés au Costa Rica dans ses communications de février 2020 et de mars 2021, mentionnées plus haut aux paragraphes 7.252 et 7.253.[679] Comme l'indique le Costa Rica, les codes d'échantillon LRT-003-2020 et LRT-009-2020 indiqués dans les antécédents en matière de respect présentés par le Panama correspondent aux détections notifiées en février 2020[680], tandis que le code d'échantillon LRT-091-2020 correspond aux détections notifiées en mars 2021.[681] En ce qui concerne le code d'échantillon LRT-092-2020, il correspond également aux détections notifiées en mars 2021.[682] Le Groupe spécial rappelle que les résultats de ces détections additionnelles notifiées en mars 2021 sont postérieurs à l'adoption de la Mesure 1 le 20 février 2020[683] et ne feraient donc pas partie des antécédents en matière de respect sur lesquels le Panama aurait pu fonder cette mesure.

7.261. Compte tenu de l'analyse qui précède, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 1 sur la base de renseignements indiquant des non-respects répétés, car la Mesure 1 résulte d'un non-respect unique, qui est celui qui a été notifié en février 2020. Le Groupe spécial considère donc qu'en adoptant une mesure qui équivaut à une suspension de l'importation de fraises dans un cas qui ne peut pas être considéré comme "persistant", le Panama n'a pas suivi les orientations des Directives CAC/GL 26-1997 en ce qui concerne la gestion des cas de non-conformité.

7.262. En outre, le Groupe spécial rappelle que le Panama fait valoir que le présent cas constituerait un cas grave et persistant parce qu'au non-respect en question s'ajoute l'"impossibilité de vérifier la fiabilité des contrôles effectués par le pays exportateur".[684] À cet égard, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas démontré qu'il lui avait été impossible d'obtenir des renseignements du Costa Rica au sujet de ses contrôles avant l'adoption de la Mesure 1. Par conséquent, le Panama n'a pas démontré que la Mesure 1 avait été adoptée sur la base de cette considération.

7.263. Étant donné que la Mesure 1 équivaut à une suspension de l'importation de fraises du Costa Rica sans qu'il ait été démontré l'existence de cas de non-respect "graves et persistants" ou de "risque grave", le Groupe spécial conclut que le Panama n'a pas adopté la Mesure 1 sur la base des Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 du Codex.

---

[678] DNSV, Résultats des antécédents en matière de respect des LMR pour les expéditions du Costa Rica (2016-2020) (pièce PAN-122).

[679] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7); et Note n° DNSV-0128-2021 (pièce CRI-18).

[680] Voir le code des échantillons figurant dans la Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7); et la nouvelle codification de l'échantillon figurant dans DINASA, Laboratoire d'analyse des résidus de pesticides dans les végétaux et les produits végétaux, réception d'échantillons et rapport d'analyse CSTAQ-LRT-PON-F-30, échantillon LRT-003-2020 (pièce PAN-36); et DINASA, Laboratoire d'analyse des résidus de pesticides dans les végétaux et les produits végétaux, rapport d'analyse CSTAQ-LRT-PON-F-30, échantillon LRT-009-2020 (pièce PAN-37).

[681] Dans le rapport des autorités panaméennes sur les détections notifiées en février 2020 et mars 2021, le code LRT-091-2020 est mentionné en plus du code d'échantillon LRT-003-2020. (DNSV, Communication interne du 19 août 2021, "Rapport et annexes montrant les analyses effectuées sur les fraises du Costa Rica" (pièce PAN-45), pages 3, 48 à 50 et 54) Les quantités de cyperméthrine, de spiromesifen, d'acéphate, de méthamidophos et de prochloraze indiquées dans les antécédents en matière de respect figurant dans la pièce PAN-122 correspondent à celles qui ont été notifiées en mars 2021. (Voir la Note n° DNSV-0128-2021 (pièce CRI-18).)

[682] Dans le rapport des autorités panaméennes sur les détections notifiées en février 2020 et mars 2021, le code LRT-092-2020 est mentionné en plus des codes d'échantillon LRT-003-2020 et LRT-091-2020. (DNSV, Communication interne du 19 août 2021, "Rapport et annexes montrant les analyses effectuées sur les fraises du Costa Rica" (pièce PAN-45), pages 3 et 51 à 53) Les quantités de cyperméthrine et de carbendazime indiquées dans les antécédents en matière de respect figurant dans la pièce PAN-122 correspondent à celles qui ont été notifiées en mars 2021. (Voir la Note n° DNSV-0128-2021 (pièce CRI-18).)

[683] Les résultats des détections notifiées en février 2020 datent des 6 et 18 février 2020, tandis que les résultats des détections notifiées en mars 2021 datent des 10 et 16 mars 2020.

[684] Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 49.

7.264. Le Groupe spécial va à présent examiner si le Panama a adopté la Mesure 1 sur la base des renseignements qui découlent des mesures appliquées par d'autres Membres que les parties invoquent.

Question de savoir si la Mesure 1 a été adoptée sur la base des renseignements qui découlent des mesures d'autres Membres

7.265. Selon le Costa Rica, les mesures de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Australie[685] confirment ce qui est énoncé dans les Directives du Codex, à savoir que les mesures adoptées en réponse à des cas de non-respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire doivent être proportionnelles et progressives et, en règle générale, ne consistent pas en une "prohibition à l'importation" du produit originaire d'un pays.[686] Le Costa Rica affirme que la mesure appropriée consiste à modifier la manière de gérer le risque par des mesures consistant par exemple à accroître la fréquence des contrôles à la frontière, à exiger que l'expédition soit accompagnée de résultats d'analyse confirmant le respect de la LMR et à exiger une notification préalable concernant l'arrivée de l'expédition.[687] Il note que les contrôles renforcés permettent l'importation à condition que l'importateur démontre que l'expédition respecte les LMR correspondantes. Il ajoute que ces contrôles ne sont pas permanents puisqu'ils peuvent être supprimés lorsque le producteur démontre ses antécédents de respect.[688]

7.266. Bien qu'il ne convienne initialement pas de la pertinence des mesures identifiées par le Costa Rica, le Panama se réfère par la suite à des mesures d'autres Membres et affirme qu'il n'y a pas de mesure réglementaire uniforme dans les cas concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Il fait valoir que les règlements pertinents de l'Union européenne n'excluent pas la possibilité d'introduire une prohibition à l'importation pour tout le pays exportateur.[689] Il se réfère en outre aux pratiques du Taipei chinois et des États-Unis. Selon le Panama, le pays importateur jouit d'un large pouvoir d'appréciation pour décider de la gravité des cas de violation, et il n'est pas rare qu'il adopte une prohibition temporaire à l'importation en cas de violations répétées des LMR.[690]

7.267. Le Groupe spécial procède à l'analyse des mesures de l'Union européenne, des États-Unis, de l'Australie et du Taipei chinois dont il est fait état dans le dossier.

7.268. En ce qui concerne la mesure de l'Union européenne, le Groupe spécial renvoie au Règlement n° 178/2002 de 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire. Les deux parties se réfèrent à son article 53, intitulé "Mesures d'urgence applicables aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux d'origine communautaire ou importés d'un pays tiers".[691] Cet article dispose que, "[l]orsqu'il est évident que des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux … sont susceptibles de constituer un risque sérieux pour la santé humaine, la santé animale ou l'environnement et que ce risque ne peut être maîtrisé de façon satisfaisante par le biais de mesures prises par le ou les États membres concernés", la Commission européenne arrête sans délai une ou plusieurs des mesures qui y sont énumérées, "en fonction de la gravité de la situation". Pour les denrées alimentaires ou aliments pour animaux d'un pays tiers, ces mesures comprennent a) la suspension des importations des denrées alimentaires ou aliments pour animaux en question en provenance de tout ou partie du pays concerné; b) la

[685] Le Costa Rica se réfère à l'imposition par l'Union européenne de contrôles officiels pour certains produits de la Türkiye, du Viet Nam et de l'Inde, avant leur exportation, y compris un échantillonnage et des analyses, afin de garantir que ces produits satisfont aux prescriptions pertinentes. Il note que, dans le cas des États-Unis, la détection du non-respect d'une LMR peut entraîner l'adoption d'une rétention sans examen physique, selon laquelle le produit peut entrer à condition qu'il soit démontré qu'il satisfait à la LMR correspondante. Il ajoute que cette mesure peut être supprimée lorsque des antécédents de respect sont établis. Selon le Costa Rica, l'Australie maintient un système semblable à celui des États-Unis. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 353 à 355 (Union européenne); 356 (États-Unis) et 357 (Australie); et deuxième communication écrite, paragraphes 455 à 462 (Union européenne); 464 (États-Unis) et 465 (Australie))

[686] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 338 et 352; et deuxième communication écrite, paragraphes 449, 454 et 468.

[687] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 358; et deuxième communication écrite, paragraphes 449, 463 et 466.

[688] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 358.

[689] Panama, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphes 94 et 95.

[690] Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphes 53 et 54.

[691] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 353; et Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 52.

fixation de conditions particulières pour les denrées alimentaires ou aliments pour animaux en question provenant de tout ou partie du pays concerné; et c) toute autre mesure conservatoire appropriée.[692] L'article 54, intitulé "Autres mesures d'urgence", prévoit la possibilité que les États membres prennent des "mesures conservatoires" lorsque la Commission n'a pris aucune mesure conformément à l'article 53. Dans un autre règlement de l'Union européenne, il est expliqué que les articles 53 et 54 s'appliquent "lorsqu'il s'avère, du fait de nouvelles informations ou du réexamen d'informations disponibles, que des résidus de pesticides ou des LMR [réglementés] peuvent menacer la santé humaine ou animale et, partant, nécessiter la prise de mesures immédiates".[693]

7.269. Le dossier contient aussi des exemples de l'imposition par la Commission européenne de conditions particulières ou spécifiques à l'importation de certains aliments en provenance de pays tiers et du renforcement des contrôles officiels en vertu des règles susmentionnées.[694] Par le Règlement n° 2018/1660, des conditions particulières ont été imposées à l'importation de feuilles de vigne de Türkiye et de pitahayas du Viet Nam. Le Règlement fait référence aux contrôles officiels préalablement renforcés à l'importation de ces produits.[695] Il est indiqué que, même après une intensification des contrôles aux frontières de l'Union européenne, il a été montré que les LMR correspondantes pour les deux produits n'étaient "très souvent … pas … respectée[s]". Dans le cas de la Türkiye, des renseignements ont été obtenus à partir des contrôles officiels, des notifications reçues des États membres, des rapports d'audit de la Commission et des rapports de pays tiers, entre autres sources. Dans le cas du Viet Nam, il a également été réalisé un audit, à l'issue duquel il a été constaté l'absence de système officiel efficace de contrôle des résidus de pesticides pour les denrées exportées vers l'Union européenne ainsi que l'impossibilité, pour les autorités, de garantir le respect de la LMR fixée pour les produits vietnamiens.[696] Pour l'Union européenne, cela prouvait que l'importation de feuilles de vigne de Türkiye et de pitahayas du Viet Nam était susceptible de constituer un "risque sérieux pour la santé" qui ne pouvait "être maîtrisé de façon satisfaisante par les mesures" qui étaient en vigueur. Il était donc nécessaire de soumettre les importations de ces produits à des conditions particulières.[697] Le même règlement étend l'application des conditions particulières à l'importation des feuilles de curry d'Inde car il a été montré que "les manquements continu[aient] d'être très fréquents".[698]

7.270. Le Règlement n° 2018/1660 susmentionné dispose que les produits en question de l'Inde, de la Türkiye et du Viet Nam doivent être soumis à des contrôles officiels avant l'exportation, dont des échantillonnages et des analyses effectués par le pays d'origine et accompagnés d'un certificat sanitaire. Le code d'identification de chaque envoi de produits et la notification préalable des lots sont en outre exigés.[699] Des contrôles documentaires, des contrôles d'identité et des contrôles physiques des lots, y compris des échantillonnages et analyses par les autorités du point d'entrée,

[692] Règlement n° 178/2002 de l'Union européenne (pièce CRI-128), article 53 1) b); et Règlement n° 178/2002 de l'Union européenne (pièce PAN-120), article 53 1) b).

[693] Règlement n° 396/2005 de l'Union européenne (pièce PAN-119), article 35.

[694] Dans leurs préambules et considérants, les Règlements pertinents font référence à l'article 53 du Règlement n° 178/2002. (Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne (pièce CRI-129); Règlement n° 669/2009 de l'Union européenne (pièce CRI-130); et Règlement n° 885/2014 de l'Union européenne (pièce CRI-131))

[695] Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne (pièce CRI-129), considérant 2. Ce règlement fait référence au Règlement n° 669/2009 de l'Union européenne, qui a établi des règles relatives au renforcement des contrôles officiels aux points d'entrée dans l'Union européenne pour certains produits de pays tiers. Ces contrôles étaient des contrôles documentaires, des contrôles d'identité et des contrôles physiques (dont des analyses de laboratoire). (Règlement n° 669/2009 de l'Union européenne (pièce CRI-130), article 8)

[696] Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne (pièce CRI-129), considérants 3 et 4.

[697] Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne (pièce CRI-129), considérant 5.

[698] Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne (pièce CRI-129), considérant 6. Le Règlement n° 885/2014 de l'Union européenne, qui a imposé initialement les conditions particulières pour les feuilles de curry d'Inde, indique que l'augmentation de la fréquence des contrôles a permis de constater que les LMR de l'Union européenne "continuaient d'être très souvent dépassées". Il est en outre indiqué que les autorités indiennes n'ont présenté aucun plan d'action pour remédier aux lacunes et insuffisances des systèmes de production et de contrôle, bien que la Commission européenne en ait fait la demande. (Règlement n° 885/2014 de l'Union européenne (pièce CRI-131), considérants 3 à 5 et articles 3 à 8)

[699] Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne (pièce CRI-129), considérant 7 et article 4 1). Voir aussi *ibid.*, articles 5 à 8. Le Règlement établit qu'il doit être réexaminé dans un délai de moins d'un an. (*Ibid.*, considérant 12 et article 13)

sont prévus[700], et il est fait mention de la possibilité d'un rejet du produit dû au non-respect de la LMR.[701]

7.271. Le Groupe spécial observe par ailleurs que la réglementation de l'Union européenne reflète la pratique consistant à éliminer les conditions particulières lorsque, après leur application, les autorités compétentes ne détectent pas de contaminants préoccupants dans les produits en question. Dans le Règlement n° 669/2009, il est indiqué que, comme la fréquence des notifications concernant la présence de certaines substances dans certains produits importés de pays tiers avait diminué, les conditions particulières applicables à ces produits étaient retirées et, à leur place, les produits étaient soumis à des contrôles renforcés au point d'entrée dans l'Union européenne.[702]

7.272. S'agissant de la mesure appliquée par les États-Unis, le Manuel des procédures réglementaires de l'Agence des médicaments et des produits alimentaires (FDA) indique que, lorsqu'il ressort de l'examen d'un produit, ou qu'il est déterminé d'une autre manière, que ce produit viole les prescriptions de la législation du pays, son entrée dans le pays peut être refusée. Un ordre de rétention sans examen physique (DWPE en anglais) est recommandé pour les expéditions futures lorsqu'il existe des antécédents d'importation de produits qui violent ou semblent violer la législation des États-Unis, ou lorsque certains renseignements indiquent que des expéditions futures d'un produit peuvent violer cette législation.[703] Si un échantillon en infraction d'un produit importé est détecté et que l'infraction représente un risque potentiellement important pour la santé, il peut être recommandé la DWPE de produits d'un producteur spécifique, d'un exportateur, d'un cultivateur ou d'une zone de culture spécifique ou d'un pays (s'il y a suffisamment de renseignements pour établir que la violation semble s'étendre à cette zone ou à ce pays).[704] Lorsque de multiples échantillons sont en infraction, pour recommander la DWPE d'un produit d'une zone ou d'un pays, il est pris en considération le point de savoir s'il y a eu au moins 12 rétentions au cours d'une période récente de 6 mois ou moins, si ces rétentions représentent au moins 25% du total des expéditions de ce produit considéré pour cette période, et si ces rétentions représentent un nombre important d'entreprises de cette zone ou de ce pays.[705]

7.273. Un élément important pour la décision de la FDA s'agissant de lever la DWPE pour un produit, un exportateur ou un importateur est la mesure dans laquelle les preuves montrent que les expéditions futures respecteront la législation des États-Unis. En cas de détection de résidus de pesticides prohibés sur des produits frais, la DWPE peut être retirée après cinq expéditions consécutives sans détection de violation et s'il est démontré par la documentation appropriée que le problème des résidus a été éliminé, que l'expédition n'a pas été traitée avec des pesticides, que le produit provient de terres non traitées, ou que des mesures ont été prises pour prévenir les violations futures.[706]

7.274. Les éléments de preuve versés au dossier indiquent aussi que les échantillonnages à la frontière des autorités des États-Unis se concentrent sur les produits et les pays qui méritent une

[700] Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne (pièce CRI-129), article 8.
[701] Règlement n° 2018/1660 de l'Union européenne (pièce CRI-129), article 11.
[702] Règlement n° 669/2009 de l'Union européenne (pièce CRI-130), considérants 8 et 9.
[703] USFDA, "Import Operations and Actions" (2022) (pièce CRI-132), section 9-8-2, pages 35 et 36, et section 9-8-7, page 38. La recommandation de DWPE peut être fondée sur des renseignements indiquant que le produit a été récolté dans des eaux polluées, fabriqué ou maintenu dans des conditions insalubres ou fabriqué d'une manière qui ne respecte pas les bonnes pratiques de fabrication. (*Ibid*.)
[704] USFDA, "Import Operations and Actions" (2022) (pièce CRI-132), section 9-8-8, page 38. Dans la partie pertinente de sa version originale, "Import Operations and Actions" (2022) dispose ce qui suit: "if information is sufficient to establish an appearance that the violation extends to that area/country". Voir aussi USFDA, "FDA's Pesticide Residue Monitoring and Enforcement" (2018) (pièce PAN-125), page 22.
[705] USFDA, "Import Operations and Actions" (2022) (pièce CRI-132), section 9-8-10, page 40.
[706] USFDA, "Import Operations and Actions" (2022) (pièce CRI-132), section 9-8-15, pages 43 et 44; et section 9-8-17, pages 45 et 46. Le Manuel énonce des conditions différentes pour les importateurs qui font l'objet d'une DWPE pour la première fois (qui doivent fournir des preuves de cinq expéditions) et ceux qui ont déjà fait l'objet d'une DWPE par le passé (qui doivent fournir des preuves de 10 expéditions). (Voir aussi *ibid*., section 9-8-18, pages 46 et 47.) Voir aussi USFDA, *Pesticide Residue Monitoring Program Fiscal Year 2019 Pesticide Report* (pièce CRI-133), page 10 (indiquant que l'importateur soumis à la DWPE peut demander que la DWPE soit levée en fournissant des preuves que le problème a été réglé et que la FDA peut avoir la certitude que les expéditions futures respecteront la législation des États-Unis sur les LMR. Cinq expéditions consécutives ne violant pas la législation, démontrées par des analyses de laboratoire privé, sont généralement requises, ainsi qu'une approche efficace et détaillée pour résoudre le problème). Voir aussi USFDA, "FDA's Pesticide Residue Monitoring and Enforcement" (2018) (pièce PAN-125), page 24.

attention particulière en raison de leurs taux élevés de violation de la réglementation en matière de sécurité sanitaire et de certaines tendances.[707]

7.275. S'agissant de la mesure appliquée par l'Australie, une capture d'écran de la page Web de son Département de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement explique que, conformément à la Loi de 1992 sur le contrôle des produits alimentaires importés, sont considérés comme "produits alimentaires non conformes" les produits alimentaires dont les résultats d'analyse ont été défavorables ou qui contiennent des additifs ou ingrédients non autorisés. Il est indiqué que si ces produits alimentaires font l'objet d'une surveillance, ils peuvent faire l'objet d'un ordre de rétention. Cela signifie que toutes les expéditions futures de cet aliment seront inspectées. L'ordre reste en vigueur jusqu'à ce que des antécédents de respect soient démontrés, ce qui implique normalement cinq essais consécutifs dont les résultats d'analyse soient favorables. La capture d'écran indique en outre que, si le produit alimentaire non conforme est un "produit alimentaire à risque", 100% des expéditions futures seront soumises à inspection jusqu'à ce que des antécédents de respect soient établis.[708]

7.276. Le Panama se réfère également à la pratique du Taipei chinois décrite dans un rapport du Service des relations agricoles avec l'étranger du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA).[709] Ce rapport indique, au sujet de l'importation de fruits frais, que le non-respect des normes de ce Membre relatives aux pesticides entraînera le rappel et le rejet des produits. Il est indiqué qu'après une infraction, la fréquence de l'inspection du produit importé par l'importateur concerné passera de 2-5% à 20-50%. Après deux infractions consécutives, l'inspection se fera lot par lot. Si la même cause d'infraction continue d'être observée pour le même produit, un plan d'amélioration peut être requis de l'exportateur ou du pays d'origine. Si ce plan n'est pas satisfaisant, les importations de cette origine peuvent être temporairement suspendues, et cette suspension pourrait être étendue à l'ensemble du territoire du pays fournisseur.[710]

7.277. Le Groupe spécial considère que les mesures susmentionnées appliquées par les Membres dont il est fait état dans le dossier démontrent que, lorsqu'il est déterminé, au moyen d'essais en laboratoire ou d'une autre manière, qu'une expédition est incompatible avec les LMR pertinentes, d'autres Membres peuvent rejeter cette expédition en infraction. En ce qui concerne les mesures imposées sur les expéditions futures, le Groupe spécial observe que chaque pays a ses propres procédures pour répondre aux cas de non-respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire et, comme l'affirme le Panama, la possibilité de suspendre l'importation d'un produit pour l'ensemble du pays d'origine dans certains cas n'est pas exclue. Toutefois, le Groupe spécial considère que les éléments de preuve concernant les mesures prises par d'autres Membres étayent l'affirmation du Costa Rica selon laquelle la pratique de ces Membres consiste dans un premier temps à modifier la manière de gérer le risque en imposant des mesures de contrôle qui sont progressivement intensifiées.

7.278. En effet, bien que la législation de l'Union européenne prévoie la possibilité de suspendre les importations d'un produit alimentaire en provenance de tout ou partie du territoire du pays en question, sur la base des exemples figurant dans le dossier, il ne semble pas qu'il s'agisse d'une mesure imposée comme première réponse à la violation d'une LMR. De l'avis du Groupe spécial, les exemples versés au dossier indiquent que l'Union européenne intensifie progressivement ses contrôles, jusqu'à requérir des analyses et des échantillonnages à l'origine et à des points d'entrée dans les cas où il est observé que les manquements continuent d'être très fréquents.[711] Le Groupe spécial trouve l'explication de cette approche dans l'un des règlements de l'Union européenne, qui indique que les contrôles renforcés permettent de contrer le risque connu ou nouveau et, d'autre

[707] USFDA, *Pesticide Residue Monitoring Program Fiscal Year 2019 Pesticide Report* (pièce CRI-133), pages 11, 12 et 32. Pour l'analyse des données de 2019, il est indiqué que les produits importés pouvant requérir une attention particulière sont ceux pour lesquels on compte au moins 20 échantillons analysés ou un minimum de 3 violations, ou ceux dont le taux de violation est de 10% ou plus. (*Ibid.*, page 32) Voir aussi USFDA, "FDA's Pesticide Residue Monitoring and Enforcement" (2018) (pièce PAN-125), page 29.

[708] Département de l'agriculture, de l'eau et de l'environnement de l'Australie, Failing food reports (pièce CRI-134).

[709] Panama, réponse à la question n° 117 du Groupe spécial, paragraphe 53 (où le Panama note qu'après deux détections consécutives, le Taipei chinois exige un plan d'amélioration et, si celui-ci n'est pas satisfaisant, les importations en provenance de l'ensemble du pays peuvent être suspendues).

[710] USDA, "Food and Agricultural Import Regulations and Standards – Narrative" (2009) (pièce PAN-124), page 14.

[711] Voir plus haut les paragraphes 7.268 à 7.271.

part, de recueillir des données de suivi précises sur l'occurrence et la prévalence de résultats d'analyses de laboratoire défavorables.[712] Il observe en outre que, pour les autorités européennes, des données pertinentes peuvent aussi être collectées par le biais des audits à l'origine et des demandes de renseignements au pays d'origine.[713]

7.279. De même, dans le cas du Taipei chinois, les contrôles à l'importation sont progressivement intensifiés à mesure que le nombre d'infractions augmente, avant qu'un plan d'amélioration ne soit requis si le non-respect persiste. C'est uniquement si ce plan n'est pas satisfaisant que l'importation du produit de la même origine peut être suspendue.[714]

7.280. En ce qui concerne les ordres de rétention des États-Unis (DWPE) et de l'Australie, le Groupe spécial observe que ces pratiques permettent de surveiller les produits d'un producteur, d'un importateur, d'une zone ou d'un pays, établissant ainsi des antécédents de respect qui créent la confiance dans la conformité des expéditions futures. Les autorités des États-Unis, en particulier, permettent à l'importateur de prouver que les conditions qui ont conduit à la violation ont été résolues et que le problème a été traité de manière à prévenir les cas de non-respect futurs.[715]

7.281. Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, en cas de non-respect, les Membres susmentionnés décident des mesures à imposer sur les expéditions futures en fonction de la gravité de la situation et compte tenu du risque présenté par le contaminant et du point de savoir si ce risque a pu être maîtrisé de manière satisfaisante par d'autres mesures, ainsi que de la probabilité de récidive de non-respect. Pour ces Membres, les antécédents en matière de respect, y compris le taux ou la fréquence de non-respect, semblent être un facteur déterminant. Leurs mesures de contrôle visent donc à obtenir des données à ce sujet. Les preuves de l'existence ou de l'absence d'un système efficace pour le contrôle officiel dans le pays d'origine ou mis en œuvre par le producteur en question semble également être un facteur pertinent.

7.282. Le Groupe spécial rappelle que la Mesure 1 consiste à "refuser" l'importation de fraises du Costa Rica en réponse au non-respect des LMR d'oxamyle du Panama par deux expéditions d'un même exportateur du Costa Rica (Fresas Gego).[716] Comme il a été indiqué[717], le Panama ne conteste pas que cette mesure a été la première et unique mesure de gestion du risque qu'il a adoptée après la détection en question. Le Panama n'a pas adopté des mesures en suivant l'approche progressive décrite dans les exemples de mesures adoptées par d'autres Membres après une première détection de non-conformité.

7.283. En conséquence, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas adopté la Mesure 1 sur la base des renseignements pertinents découlant des mesures appliquées par d'autres Membres dont il est fait état dans le dossier.

Renseignements sur le système de contrôle du Costa Rica

7.284. Le Panama fait également valoir que la Mesure 1 a été fondée sur sa connaissance du système de production et de contrôle du Costa Rica.[718] À cet égard, les parties sont en désaccord sur le point de savoir si les détections de non-conformité que le Panama a notifiées au Costa Rica le 20 février 2020 indiquaient l'existence d'un "problème systémique" concernant les contrôles du Costa Rica.

7.285. Le Costa Rica allègue que les renseignements dont disposait le Panama indiquaient l'existence non pas d'un "problème généralisé ou systématique" affectant tous les producteurs de fraises costariciens, mais d'un risque limité au producteur costaricien concerné.[719] À cet égard, le Costa Rica affirme que le non-respect d'une LMR dans des expéditions de produits alimentaires signifie que le producteur spécifique responsable de cette expédition a peut-être utilisé un pesticide en quantités supérieures aux quantités autorisées, qu'il s'agisse d'une erreur commise par

[712] Règlement n° 669/2009 de l'Union européenne (pièce CRI-130), considérant 1.
[713] Voir plus haut le paragraphe 7.269 et la note de bas de page 698.
[714] Voir plus haut le paragraphe 7.276.
[715] Voir plus haut les paragraphes 7.272 à 7.275.
[716] Voir plus haut le paragraphe 2.5.
[717] Voir plus haut le paragraphe 7.250.
[718] Panama, réponse à la question n° 123 du Groupe spécial, paragraphe 61.
[719] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 362 et 363.

inadvertance ou d'un manque de soin de ce producteur en ce qui concerne cette expédition spécifique. Il fait valoir qu'on ne peut pas conclure que d'autres producteurs commettent ou commettront eux aussi des non-respects dans leurs propres expéditions de produits alimentaires, étant donné que la responsabilité de l'utilisation correcte des pesticides incombe à chaque producteur individuel.[720] Le Costa Rica estime pertinent de considérer que l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises n'est pas autorisée sur son territoire.[721] Il ajoute que son *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise* confirme qu'il maintient un système de bonnes pratiques qui est obligatoire pour les producteurs de fraises, ce qui indique qu'il est peu probable qu'il existe un problème systémique dans l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises au Costa Rica.[722]

7.286. Le Panama soutient que les renseignements disponibles indiquaient l'existence d'un "problème systémique concernant le système de contrôle sanitaire du Costa Rica" qu'il décrit comme étant lié à l'adéquation des contrôles de transformation existants au Costa Rica, y compris l'infrastructure du pays et sa capacité de faire respecter efficacement les prescriptions en matière de sécurité des aliments.[723] Premièrement, le Panama affirme que la détection de résidus d'oxamyle en quantités 2,2 et 8,6 fois supérieures à la LMR correspondante indiquait l'existence d'un "problème systémique" plus large concernant les systèmes de contrôle sanitaire du Costa Rica, ce qui a été corroboré quelques jours plus tard par la détection de cinq autres pesticides dans les expéditions de fraises en provenance du Costa Rica.[724] Il ajoute que le non-respect des LMR n'est pas simplement la responsabilité du producteur individuel et que les autorités des pays exportateurs jouent un rôle actif s'agissant de garantir l'adéquation de leur système national de production et de contrôle. Selon le Panama, il s'ensuit que les pays importateurs ont le droit d'étendre les mesures de gestion des risques à d'autres producteurs du pays importateur.[725] Deuxièmement, selon le Panama, les éléments de preuve indiquent que la prohibition de l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises au Costa Rica n'est pas mise en œuvre de manière effective, ce qui donne à penser que la possibilité d'effets négatifs sur la santé humaine découlant de la consommation d'oxamyle dans les fraises est plus grande que celle qui est acceptable pour le Panama.[726] Troisièmement, le Panama fait valoir que, puisque Fresas Gego est le seul exportateur de fraises costariciennes vers le Panama, les importations de cette entreprise coïncident avec le volume total des importations de fraises costariciennes au Panama, et le non-respect de ce producteur rend immédiatement le problème systémique.[727]

7.287. Sur la base des arguments des parties, le Groupe spécial va déterminer si le Panama a démontré qu'il existait un "problème systémique" concernant les systèmes de contrôle sanitaire du Costa Rica. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.166, le Groupe spécial comprend que, pour évaluer le risque, le Panama peut considérer comme pertinents les renseignements concernant la capacité du Costa Rica de faire respecter les prescriptions du Panama en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les arguments des parties à ce sujet sont axés sur trois éléments d'information: a) le niveau de détection des résidus d'oxamyle qui a motivé la Mesure 1; b) l'absence

[720] Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 71.
[721] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 363.
[722] Costa Rica, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, paragraphes 3.10 et 3.16.
[723] Panama, réponse à la question n° 125 du Groupe spécial, paragraphe 67.
[724] Panama, première communication écrite, paragraphe 217. Selon le Panama, les détections de résidus des pesticides cyperméthrine, spiromesifen, acéphate, méthamidophos, prochloraze et carbendazime à des niveaux supérieurs aux LMR pertinentes du Panama dans des expéditions de fraises du Costa Rica ne faisaient pas partie des renseignements pertinents dont il disposait au moment d'adopter la Mesure 1. Toutefois, ces cas additionnels de non-conformité constituaient un facteur en faveur du maintien de la mesure car ils traduisaient potentiellement des problèmes plus larges concernant les contrôles sanitaires du Costa Rica. (Panama, réponse à la question n° 17 du Groupe spécial, paragraphe 81)
[725] Panama, réponse à la question n° 114 du Groupe spécial, paragraphes 35 à 38. Le Panama considère que les Directives du Codex prévoient la possibilité pour le pays importateur d'étendre les mesures à d'autres producteurs et reflètent les pratiques nationales citées par le Costa Rica, et cite le Règlement n° 885/2014 de l'Union européenne (pièce CRI-131); et USFDA, *Pesticide Residue Monitoring Program Fiscal Year 2019 Pesticide Report* (pièce CRI-133).
[726] Panama, première communication écrite, paragraphe 217; et deuxième communication écrite, paragraphe 117. Le Panama note que, puisque les contrôles du Costa Rica ont été identifiés comme potentiellement inefficaces, il a adopté des "mesures de précaution" pendant qu'il obtenait les renseignements additionnels nécessaires à une évaluation plus objective du risque. (Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 117)
[727] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 116.

d'autorisation de l'utilisation d'oxamyle dans la culture de la fraise au Costa Rica; et c) l'importance du producteur responsable du non-respect, Fresas Gego.

7.288. Le Groupe spécial commence son analyse par les renseignements sur les contrôles du Costa Rica découlant du non-respect de la LMR d'oxamyle du Panama par un exportateur de fraises du Costa Rica.[728] Lorsque le Panama a informé le Costa Rica de l'adoption de la Mesure 1, il lui a communiqué les données suivantes concernant la détection d'oxamyle dans des expéditions de fraises costariciennes[729]:

Tableau 5 – Détections d'oxamyle dans des expéditions de fraises costariciennes notifiées au Costa Rica en février 2020[730]

N° notification/ exportateur	Produit	Date d'entrée au laboratoire	Paramètre	Résultats/date	Fondement juridique
4590400 FRESASGEGO	Fraises	14/01/2020	Oxamyle	**NON CONFORME** 0,056 mg/kg 06/02/2020	D'après le Décret exécutif n° 467 du 7 novembre 2007, la LMR pour l'oxamyle est de 0,01 mg/kg
4579814 FRESASGEGO	Fraises	23/01/2020	Oxamyle	**NON CONFORME** 0,022 mg/kg 18/02/2020	D'après le Décret exécutif n° 467 du 7 novembre 2007, la LMR pour l'oxamyle est de 0,01 mg/kg

7.289. D'après les données indiquées, les quantités des résidus d'oxamyle dans les échantillons de deux expéditions de fraises de l'exportateur Fresas Gego sont de 0,056 mg/kg et de 0,022 mg/kg. Cela signifie que le niveau des résidus dans ces échantillons était 2,2 et 5,6 fois supérieur à la LMR du Panama pour l'oxamyle dans les fraises, qui était fixée à 0,01 mg/kg.

7.290. Le Groupe spécial observe qu'il ressort des éléments de preuve versés au dossier que l'Union européenne considère à la fois la fréquence et le niveau des cas de non-respect comme des preuves que l'importation de certains produits alimentaires constitue un risque.[731] Il comprend que, comme l'affirme le Panama[732], le niveau des résidus de pesticide dans le produit alimentaire peut être lié à l'exposition du consommateur à ce pesticide. Par conséquent, le Groupe spécial estime raisonnable que la quantité de résidus de pesticides détectée (ou le degré de dépassement de la LMR pertinente), entre autres facteurs, puisse influer sur le niveau du risque que présente le produit en question. Toutefois, le Panama n'a pas expliqué en quoi les quantités de résidus d'oxamyle détectées dans les deux expéditions costariciennes en question affecteraient le risque pertinent. Il fait uniquement valoir que ces quantités révèlent un "problème systémique" concernant les contrôles du Costa Rica.

7.291. En outre, le Groupe spécial souligne que la détection de résidus d'oxamyle en quantités 2,2 et 5,6 fois supérieures à la LMR correspond seulement à deux expéditions de fraises d'un même producteur réalisées à des dates proches. Il ne considère pas que le Panama ait démontré que le dépassement de sa LMR dans le cas en question démontre, en lui-même, l'existence d'un problème systémique concernant les contrôles du Costa Rica ou d'une situation de gravité qui justifie la suspension de toutes les importations de fraises costariciennes.

[728] Comme indiqué plus haut au paragraphe 7.184, les renseignements sur les détections constituent des renseignements pertinents, étant donné que le Panama a adopté la Mesure 1 en réponse à ces détections.
[729] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).
[730] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7).
[731] Règlement n° 885/2014 de l'Union européenne (pièce CRI-131), considérant 4 (notant qu'il a été observé une fréquence élevée de cas de non-respect et des teneurs très élevées).
[732] Panama, réponse à la question n° 123 du Groupe spécial, paragraphe 62.

7.292. Le Groupe spécial comprend que, d'après les Directives du Codex, en cas de non-respect, l'un des facteurs à prendre en compte pour adopter des mesures proportionnelles au degré de risque est la fiabilité des vérifications du pays exportateur.[733]

7.293. Toutefois, le Groupe spécial ne trouve pas d'éléments de preuve qui indiquent l'existence d'un problème systémique concernant les contrôles du Costa Rica dans la Note au moyen de laquelle le Panama fait part de la Mesure 1 ni dans les analyses de laboratoire pertinentes.[734] Il observe de même que le dossier ne contient pas de renseignements sur la cause du non-respect, en particulier sur le point de savoir où la contamination par le pesticide a eu lieu et pourquoi elle n'a pas été détectée par les contrôles sur le terrain et à la frontière au Costa Rica.[735] Le Panama ne fournit pas non plus d'autres éléments permettant de conclure que le non-respect en question est révélateur de l'existence d'un problème systémique concernant les contrôles qui visent à assurer la sécurité sanitaire des fraises exportées du Costa Rica.

7.294. En ce qui concerne l'utilisation d'oxamyle au Costa Rica, celui-ci affirme que l'oxamyle ne peut pas être utilisé dans la production de fraises sur son territoire parce qu'il ne figure pas sur la liste des pesticides autorisés à cet effet.[736] Il affirme que le fait qu'il n'autorise pas l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises sur son territoire montre qu'il n'y a pas de problème généralisé ou systémique dans la production de fraises dans le pays.[737] Le Panama ne conteste pas cette affirmation, mais répond que la détection d'oxamyle dans des expéditions de fraises costariciennes a semé des doutes quant à la question de savoir si la prohibition de son utilisation au Costa Rica est mise en œuvre de manière effective, ce qui, à son avis, donne à penser que la possibilité d'effets négatifs sur la santé humaine découlant de la consommation d'oxamyle dans les fraises est plus grande que celle qui est acceptable pour le Panama.[738]

7.295. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 7.168, le dossier contient une liste certifiée de pesticides formulés et de substances connexes autorisés dans la culture de la fraise au Costa Rica, qui n'inclut pas l'oxamyle.[739] Bien que ce document ait une date postérieure à l'adoption de la Mesure 1 en février 2020, le Panama confirme qu'il savait que le Costa Rica n'autorisait pas l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises à ce moment-là.[740] En outre, le *Manuel de bonnes pratiques agricoles et de production pour la culture de la fraise*, qui porte sur la gestion de la

[733] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 34. Voir aussi Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 4, paragraphe 6 (indiquant que, pour évaluer le niveau de risque associé aux denrées importées, l'autorité compétente peut prendre en considération la capacité du pays exportateur à faire respecter les exigences de sécurité sanitaire des aliments, pouvant être vérifiée par des résultats d'échantillonnage ou des audits effectués par l'autorité compétente du pays importateur).

[734] Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7); DINASA, Laboratoire d'analyse des résidus de pesticides dans les végétaux et les produits végétaux, réception d'échantillons et rapport d'analyse CSTAQ-LRT-PON-F-30, échantillon LRT-003-2020 (pièce PAN-36); DINASA, Laboratoire d'analyse des résidus de pesticides dans les végétaux et les produits végétaux, rapport d'analyse CSTAQ-LRT-PON-F-30, échantillon LRT-009-2020 (pièce PAN-37); DNSV, Communication interne du 19 août 2021, "Rapport et annexes montrant les analyses effectuées sur les fraises du Costa Rica" (pièce PAN-45); et DNSV, Comunicación interna del 19 de agosto de 2021, "Tema FRESA Costa Rica – Anexos faltantes" (pièce PAN-46).

[735] Le Groupe spécial comprend que, comme l'affirme le Costa Rica, le non-respect d'une LMR dans des expéditions de produits alimentaires peut indiquer que le producteur spécifique responsable a utilisé un pesticide en quantités supérieures aux quantités autorisées, qu'il s'agisse d'une erreur commise par inadvertance ou d'un manque de soin de ce producteur en ce qui concerne cette expédition spécifique. Dans le même temps, le Groupe spécial considère que les autorités du pays exportateur ont la responsabilité d'exercer le contrôle de la production alimentaire sur le territoire du pays. En tout état de cause, le Groupe spécial observe que le Costa Rica convient de ce qui précède étant donné qu'il note que son autorité compétente surveille le respect des BPA. (Costa Rica, observation sur la réponse du Panama à la question n° 114 du Groupe spécial, paragraphe 3.18)

[736] Costa Rica, réponse à la question n° 112 du Groupe spécial, paragraphe 3.6.

[737] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 363. Selon le Costa Rica, le Panama aurait dû conclure qu'en raison de la prohibition de l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises au Costa Rica, il est improbable qu'il y ait un problème systémique d'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises au Costa Rica. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 483)

[738] Panama, première communication écrite, paragraphe 217. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 117.

[739] SFE, Certification des pesticides destinés à être utilisés sur les fraises, AE-REG-C-0035-2022 (pièce CRI-5).

[740] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 117.

production, du conditionnement et du transport de la fraise au Costa Rica, était disponible pour le Panama. Bien qu'il affirme qu'il ne disposait pas de renseignements sur l'application de ce manuel[741], le Panama n'a pas fait valoir que l'une ou l'autre des BPA du Costa Rica décrites dans ce manuel[742] était insuffisante ou posait problème en ce qui concerne la production de fraises du Costa Rica.[743]

7.296. En ce qui concerne l'existence ou non d'un problème généralisé ou systémique des systèmes de contrôle costariciens, les parties sont également en désaccord sur la représentativité des expéditions concernées par le non-respect en question. Le Panama affirme que Fresas Gego était le seul exportateur de fraises costariciennes vers le Panama et que, par conséquent, ses importations coïncideraient avec le volume total des importations costariciennes.[744] Pour le Panama, cela donne à penser que le non-respect de ce producteur rendrait immédiatement le problème systémique.[745] Le Costa Rica soutient qu'il existe quatre autres exportateurs costariciens[746], et que les renseignements disponibles n'indiquaient pas un problème systémique affectant tous les producteurs de fraises costariciens.[747]

7.297. Le Groupe spécial renvoie aux conclusions qu'il a formulées plus haut aux paragraphes 7.197 et 7.199 selon lesquelles: a) le Panama n'a pas démontré que Fresas Gego est le seul exportateur de fraises costariciennes vers le Panama, et b) la pertinence des données relatives aux exportations de fraises costariciennes vers le Panama pour 2020 est limitée, étant donné que la Mesure 1 a été adoptée en février 2020. Comme indiqué plus haut au paragraphe 7.261, le Panama n'a pas non plus démontré qu'il avait détecté d'autres cas de non-respect dans des expéditions de fraises costariciennes avant l'adoption de la Mesure 1.

7.298. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas étayé sa position selon laquelle il existait un "problème systémique" concernant les contrôles de la production de fraises au Costa Rica au moment de l'adoption de la Mesure 1.

Conclusion sur le point de savoir si le Panama a adopté la Mesure 1 sur la base des renseignements pertinents disponibles

7.299. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que la Mesure 1, qui consiste à "refuser" les importations de fraises du Costa Rica, n'a pas de lien rationnel et objectif avec les renseignements suivants – et n'a donc pas été adoptée sur la base de ces renseignements: a) les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 du Codex en ce qui concerne les cas de non-respect des LMR; b) les mesures de l'Union européenne, des États-Unis, de l'Australie et du Taipei chinois en cas de non-respect de LMR; c) le fait que la Mesure 1 a été motivée par la détection de cas de non-respect dans deux expéditions d'un même producteur (qui n'est pas le seul exportateur de fraises costaricien); et d) le fait que le Costa Rica n'autorise pas l'utilisation d'oxamyle dans la production de fraises sur son territoire.

---

[741] Le Panama affirme également que le Manuel n'est pas pertinent parce qu'il ne traite pas de la gestion du risque de non-respect des LMR. (Panama, réponse à la question n° 116 du Groupe spécial, paragraphes 44 et 45) Le Groupe spécial observe que le Panama considère la réglementation costaricienne comme pertinente et le Groupe spécial ne voit donc aucune raison d'exclure ce manuel de son analyse.

[742] Voir plus haut les paragraphes 7.169 à 7.173.

[743] Voir plus haut le paragraphe 7.170.

[744] Dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, le Panama affirme également que, lorsqu'elles ont pris les décisions de gestion des risques pertinentes, les autorités panaméennes ont pris en compte, entre autres choses, l'"importance systémique du fournisseur en infraction". Voir Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 123, paragraphe 61, et n° 124, paragraphe 64.

[745] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 116. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 18 du Groupe spécial, paragraphe 84. Le Panama affirme qu'étant donné que, pour février 2020, Fresas Gego était le seul exportateur de fraises costaricien et qu'il avait fourni une quantité équivalant au volume total des importations de fraises du Costa Rica au Panama sur trois ans, il était raisonnable et prudent de considérer que ses non-respects seraient représentatifs de la totalité des exportations du Costa Rica. (Panama, réponse à la question n° 115 du Groupe spécial, paragraphe 41) Voir aussi Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphe 39.

[746] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 484 et 485; et réponse aux questions du Groupe spécial n° 113, paragraphe 3.8; et 231, paragraphe 4.2 (citant SIVUCE, Exportateurs de fraises vers le Panama (2019-2020) (pièce CRI-403)).

[747] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 362.

7.300. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 1 sur la base des renseignements disponibles pertinents au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

7.3.1.2.2.3 Conclusion concernant l'article 5:7 de l'Accord SPS

7.301. Aux paragraphes 7.202 et 7.300 plus haut, le Groupe spécial a constaté que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 1 dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes ou sur la base des renseignements pertinents disponibles, en violation de deux des prescriptions de l'article 5:7. Compte tenu de ces constatations et du fait que les quatre prescriptions de l'article 5:7 sont cumulatives[748], il ne juge pas nécessaire, pour régler le présent différend, d'examiner les deux prescriptions énoncées dans la deuxième phrase de l'article 5:7, qui concernent le maintien de la mesure.[749]

7.302. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 1 ne constitue pas une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS.

7.3.1.2.3 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS

7.303. Étant donné que le Groupe spécial a constaté que la Mesure 1 n'est pas une mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS, les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS sont applicables à cette mesure. Par conséquent, le Groupe spécial va examiner les allégations du Costa Rica au titre de l'article 5:1 et 5:2, qui porte sur l'évaluation des risques et les éléments dont il faut tenir compte dans cette évaluation, et au titre de l'article 2:2, en ce qui concerne l'obligation voulant que la mesure SPS soit fondée sur des principes scientifiques et ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

7.3.1.2.3.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.304. Le Costa Rica allègue que la Mesure 1 est incompatible avec les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle n'est pas établie sur la base d'une analyse des risques.[750]

7.305. Le Costa Rica allègue que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS car il n'a procédé à aucune évaluation des risques qui puisse étayer la Mesure 1[751], c'est-à-dire aucun processus scientifique visant à établir le fondement scientifique des mesures pour déterminer le risque apparemment identifié.[752] Il note que la Mesure 1 entre dans le champ de l'Annexe A 1) b) et que, par conséquent, l'évaluation des risques qui s'applique est celle qui est définie dans la deuxième phrase de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS, à savoir une "évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux".[753] Le Costa Rica soutient que la simple constatation du

[748] Voir plus haut le paragraphe 7.110.

[749] Conformément à ces prescriptions, le Panama doit a) s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque; et b) examiner en conséquence la mesure SPS dans un délai raisonnable.

[750] Costa-Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 6 et 7; et première communication écrite, paragraphe 302.

[751] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 308 et 314. Pour le Costa Rica, le fait que le Membre importateur n'a procédé à aucune évaluation des risques est un motif suffisant pour constater une violation de l'article 5:1 de l'Accord SPS. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 305 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.713; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7 191 et 7 192))

[752] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 308.

[753] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 306 (citant le rapport du Groupe spécial *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.461). Le Costa Rica note qu'il s'agit d'une évaluation des risques qui comporte les éléments suivants: a) identification de la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux en question (le cas échéant); b) identification des effets négatifs qu'il pourrait y avoir sur la santé des personnes et des animaux; et c) évaluation de la possibilité que ces effets négatifs naissent, proviennent ou

non-respect de la LMR dans deux expéditions de fraises provenant d'un même producteur n'équivaut pas à une évaluation des risques telle qu'elle est définie ici.[754]

7.306. Le Costa Rica soutient qu'au moment de l'adoption de la Mesure 1, la seule explication avancée par le Panama était la rareté des renseignements concernant la détection d'oxamyle dans deux expéditions de fraises d'un producteur costaricien. Pour le Costa Rica, la description de cette détection ne constitue pas une évaluation des risques au sens de l'Accord SPS, ni ne s'y apparente.[755] Le Costa Rica ajoute que le Panama "n'a jamais cherché à "associer la possibilité d'effets négatifs à un antécédent ou à une cause" dans les circonstances de cette mesure".[756] Il note que le Panama ne mentionne nulle part quels pourraient être les effets négatifs allégués ni le lien de causalité avec les deux découvertes isolées qu'il invoque.[757]

7.307. Le Costa Rica estime que le Panama ne disposait pas d'une évaluation des risques pouvant servir de base à la Mesure 1. Il affirme que la confirmation de l'absence d'évaluation des risques est suffisante pour constater une violation de l'article 5:1 de l'Accord SPS.[758] Du fait de cette violation, il allègue que le Panama a aussi agi d'une manière incompatible avec les articles 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS.[759]

Panama

7.308. Le Panama affirme qu'il a adopté des mesures provisoires, dont la Mesure 1, de manière prudentielle, en réponse à des preuves scientifiques qui mettaient en question ses conclusions antérieures concernant le risque sanitaire que représentaient les importations des produits en cause du Costa Rica.[760] Il soutient que ses mesures provisoires ne sont pas incompatibles avec les articles 2:2, 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS, étant donné qu'il a agi strictement dans les limites des droits que lui confère l'article 5:7, et l'article 2:2 exempte les mesures provisoires justifiées au regard de l'article 5:7 des obligations fondamentales qui y sont énoncées.[761]

7.3.1.2.3.2 Évaluation du Groupe spécial

Critère juridique pertinent

7.309. L'article 5:1 dispose ce qui suit:

> Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes.

7.310. Conformément au texte de l'article 5:1 de l'Accord SPS, l'évaluation d'une allégation au titre de cette disposition a été interprétée comme exigeant qu'un groupe spécial examine:

---

découlent de la présence de l'additif, du contaminant, de la toxine ou de l'organisme pathogène dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux. (*Ibid.*, paragraphe 307 (citant le rapport du Groupe spécial *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.479))

[754] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 312.

[755] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 309 et 310 (citant la Note n° AUPSA-AG-051-2020 (pièce CRI-7), paragraphe 1). Le Costa Rica indique que, dans la Note n° AUPSA-AG-051-2020, le Panama signale qu'il a identifié "plusieurs non-conformités en février 2020" et présente un tableau indiquant le nom de l'exportateur costaricien, les dates d'arrivée au laboratoire et du résultat des analyses, ainsi que la quantité d'oxamyle détectée. (*Ibid*.)

[756] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 311 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, note de bas de page 372). Les circonstances auxquelles le Costa Rica fait allusion sont le fait que le non-respect de la LMR a été causé par un seul producteur costaricien de fraises et concerne un pesticide dont l'utilisation sur les fraises est interdite au Costa Rica. (*Ibid.*)

[757] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 322.

[758] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 314; et deuxième communication écrite, paragraphes 429 et 430.

[759] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 314 et 324.

[760] Panama, première communication écrite, paragraphe 166.

[761] Panama, première communication écrite, paragraphes 166, 435 et 436.

a. s'il existe une évaluation des risques[762] appropriée en fonction des circonstances, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes; et

b. dans le cas où il existe une évaluation des risques, si la mesure SPS du Membre en question est établie sur la base de cette évaluation.[763]

7.311. En ce qui concerne l'évaluation des risques, il a été considéré que le pouvoir en matière d'examen d'un groupe spécial est de déterminer si l'évaluation des risques effectuée par le Membre est étayée par un raisonnement cohérent et des preuves scientifiques respectables et est, par conséquent, objectivement justifiable.[764] Pour ce qui est de l'examen de la question de savoir si la mesure SPS est "établie[] sur la base" de l'évaluation des risques, cela implique de déterminer si les résultats de cette évaluation "justifient suffisamment" ou "étayent raisonnablement" la mesure SPS en question.[765]

7.312. L'article 5:2, qui est reproduit ci-après, mentionne des éléments dont il faut tenir compte dans l'évaluation des risques:

> Dans l'évaluation des risques, les Membres tiendront compte des preuves scientifiques disponibles; des procédés et méthodes de production pertinents; des méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; de la prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; de l'existence de zones exemptes de parasites ou de maladies; des conditions écologiques et environnementales pertinentes; et des régimes de quarantaine ou autres.

7.313. Dans des différends antérieurs, il a été considéré qu'il existait une relation entre l'article 5:1 et l'article 5:2 de l'Accord SPS, de sorte que l'article 5:2 met en lumière les éléments qui sont pertinents pour l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1.[766] Par conséquent, des groupes spéciaux antérieurs ont examiné, dans le cadre de leur analyse au titre de l'article 5:1, si les Membres avaient pris en considération les facteurs de l'article 5:2.[767]

7.314. L'article 2:2 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5.

7.315. L'article 2:2 répond principalement à la nécessité qu'une mesure SPS soit fondée sur des principes scientifiques et des preuves scientifiques suffisants.[768] Dans des différends antérieurs, l'obligation de ne pas maintenir une mesure SPS sans preuves scientifiques suffisantes a été interprétée comme exigeant qu'il y ait un lien rationnel ou objectif entre la mesure SPS et les preuves

---

[762] L'Annexe A 4) de l'Accord SPS définit l'"évaluation des risques" comme suit:
Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; ou évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux.

[763] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.8; et rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.173; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.321.

[764] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 590.

[765] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 591 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 193); et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.648.

[766] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230. Il a été estimé que l'article 5:2 est inextricablement lié à l'article 5:1. (Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211)

[767] Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.232; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.172; *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.230; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.340 à 7.344 et 7.405.

[768] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 209.

scientifiques. La détermination de l'existence de ce lien se fait au cas par cas et dépend des circonstances particulières de l'espèce, y compris les caractéristiques de la mesure en cause et la qualité et la quantité des preuves scientifiques.[769] Étant donné que l'article 5:1 et l'article 5:2 de l'Accord SPS constituent une "application spécifique"[770] des obligations en question énoncées à l'article 2:2, il a été noté qu'une constatation d'incompatibilité avec ces articles peut donner lieu à une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'article 2:2.[771]

7.316. Le Groupe spécial partage ces appréciations sur le critère juridique applicable au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2 formulées dans les différends susmentionnés et procédera à son évaluation sur cette base. Il va examiner les allégations du Costa Rica au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2 en ce qui concerne la Mesure 1.

Question de savoir si la Mesure 1 est établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS

7.317. Le Panama a confirmé que la Mesure 1 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, faisant valoir qu'il s'agit d'une mesure provisoire adoptée dans une situation dans laquelle l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permettait pas de procéder à une évaluation appropriée des risques, telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie à l'Annexe A de l'Accord SPS.[772]

7.318. Le Groupe spécial considère que, comme l'affirme le Costa Rica, une mesure ne peut pas être établie sur la base d'une évaluation des risques si cette évaluation des risques n'existe pas. Par conséquent, il constate que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé des personnes, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes.

Question de savoir si le Panama a tenu compte des éléments énumérés à l'article 5:2 de l'Accord SPS pour évaluer les risques

7.319. Comme il a été dit plus haut aux paragraphes 7.312 et 7.313, l'article 5:2 est lié à l'article 5:1 puisqu'il met en lumière les éléments qui sont pertinents pour l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1.[773] Comme, dans le cas de la Mesure 1, le Panama ne dispose pas d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1, le Groupe spécial constate que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:2 de l'Accord SPS car le Panama n'a pas tenu compte des éléments qui sont énoncés dans cet article pour évaluer les risques.

Question de savoir si la Mesure 1 est fondée sur des principes scientifiques et n'est pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes conformément à l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.320. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:1 constitue une "application spécifique" des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2 de l'Accord SPS.[774] Il souscrit à l'avis exprimé dans des différends antérieurs selon lequel une mesure qui n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS peut être présumée ne pas être fondée sur des principes scientifiques ou être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes au

[769] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 84.
[770] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 82 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180); et *Australie – Pommes*, paragraphe 209 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180).
[771] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.23 et 5.24; et rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.627; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.368.
[772] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 32.
[773] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230.
[774] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 82 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180); et *Australie – Pommes*, paragraphe 209 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180).

sens de l'article 2:2 de cet accord.[775] Le Groupe spécial considère que cette présomption, en l'espèce, résulte de sa constatation selon laquelle, en l'absence d'évaluation des risques, la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS. Par ailleurs, il observe que le Panama n'a pas présenté d'arguments pour réfuter cette présomption.

7.321. Par conséquent, à la lumière de sa constatation selon laquelle la Mesure 1 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS, et en l'absence de réfutation par le Panama de la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 de cet accord, le Groupe spécial constate que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 2:2 car elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

7.3.1.2.3.3 Conclusion concernant les articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS

7.322. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 1 est incompatible avec les dispositions suivantes:

a. l'article 5:1 de l'Accord SPS, car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé des personnes, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes;

b. l'article 5:2 de l'Accord SPS, car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des éléments énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques; et

c. l'article 2:2 de l'Accord SPS, car elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

7.3.1.3 Allégations au titre des articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS

7.323. Le Groupe spécial observe que les parties sont en désaccord sur le point de savoir si les articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS sont applicables à une mesure provisoire prise au titre de l'article 5:7 dudit accord.[776] Il rappelle qu'il a constaté que la Mesure 1 ne constitue pas une mesure provisoire au titre de l'article 5:7[777], de sorte qu'il ne juge pas nécessaire de se prononcer sur l'argument du Panama selon lequel les articles 5:6 et 2:2 ne sont pas applicables à des mesures provisoires adoptées au titre de l'article 5:7. En conséquence, il passe à son analyse des allégations du Costa Rica au titre de ces dispositions.

7.3.1.3.1 Principaux arguments des parties

7.3.1.3.1.1 Costa Rica

7.324. Le Costa Rica allègue que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama. Il estime qu'il existe des mesures de rechange qui sont raisonnablement applicables par le Panama, qui lui permettent d'obtenir son niveau approprié de protection et qui sont sensiblement moins restrictives pour le commerce. Il allègue aussi que, par conséquent, la Mesure 1 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes.[778]

7.325. Le Costa Rica soutient que le Panama a adopté la mesure la plus restrictive qui existe, alors qu'il disposait de mesures de rechange raisonnablement applicables qui sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la mesure contestée, et qui lui auraient permis d'obtenir son

[775] Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.627. Il a été considéré qu'une mesure SPS jugée incompatible avec l'article 5:1 et 5:2 est incompatible avec l'article 2:2. (Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.23)

[776] Panama, première communication écrite, paragraphes 165, 166, 435 et 436; réponse aux questions du Groupe spécial n° 63, paragraphe 190, et n° 75, paragraphes 210 et 212; deuxième communication écrite, paragraphe 238; et Costa Rica, réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphes 3.60 à 3.62.

[777] Voir plus haut le paragraphe 7.302.

[778] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7; première communication écrite, paragraphes 466 et 467; et deuxième communication écrite, paragraphes 528 et 538.

niveau approprié de protection.[779] Il affirme que les mesures de rechange pour la Mesure 1 sont les mesures visant à modifier la manière de gérer le risque concernant de futures importations de fraises costariciennes. Selon lui, ces mesures sont prévues pour les cas de non-respect des prescriptions sanitaires énoncées au paragraphe 35 des Directives CAC/GL 26-1997 et au paragraphe 20 de l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003. Le Costa Rica énumère les mesures de rechange suivantes: a) programmes de contrôle mis en œuvre par l'importateur ou l'exportateur; b) intensification des contrôles visant le produit en question ou une entreprise spécifique; c) demande de renseignements et de collaboration adressée au pays d'origine (en l'espèce, le Costa Rica); d) visites sur place chez le producteur costaricien concerné; e) rétention du produit alimentaire qui est censé être importé, jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise; et f) échantillonnage et tests complémentaires visant l'établissement costaricien concerné par le non-respect.[780] Il ajoute que ces mesures sont appliquées par d'autres Membres[781], et que le type et le nombre de mesures peuvent être ajustés en fonction du niveau approprié de protection du Panama[782] et des circonstances spécifiques du non-respect.[783]

7.326. Le Costa Rica soutient que les mesures de rechange qu'il propose satisfont aux trois prescriptions établies dans la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS.[784]

7.327. Premièrement, le Costa Rica fait valoir que les mesures de rechange sont raisonnablement applicables compte tenu de la faisabilité technique et économique car les mesures visant à modifier la manière de gérer le risque relèvent des fonctions que la réglementation panaméenne attribue aux autorités panaméennes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.[785]

7.328. Deuxièmement, le Costa Rica soutient que les mesures de rechange permettraient d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama[786] car, que ce niveau soit élevé ou faible, il existe différentes mesures permettant de gérer le risque. Selon lui, le type et le nombre de mesures peuvent être ajustés en fonction du niveau approprié de protection spécifique du Panama.[787]

7.329. Troisièmement, selon le Costa Rica, les mesures de rechange sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 1, étant donné qu'elles n'interdiraient pas l'importation de fraises costariciennes, mais l'autoriseraient à condition que les contrôles ne révèlent pas la présence de résidus d'oxamyle excédant les LMR.[788] Le Costa Rica affirme qu'"une mesure de

[779] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 447 et 448. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 446, concernant la mesure dans laquelle une prohibition à l'importation est restrictive pour le commerce.

[780] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 457. Voir aussi *ibid*., paragraphes 449 à 455.

[781] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 456; et deuxième communication écrite, paragraphe 529. Le Costa Rica renvoie également à sa description des mesures de l'Union européenne, des États-Unis et de l'Australie. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 456 (faisant référence à Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 353 à 358)

[782] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 449, 453 et 457.

[783] À cet égard, le Costa Rica relève que le texte introductif du paragraphe 35 des Directives CAC/GL 26-1997 indique que, au besoin, les mesures qui y sont décrites peuvent être cumulatives. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 453)

[784] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 448; et deuxième communication écrite, paragraphes 529 et 530.

[785] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 459 et 460; et deuxième communication écrite, paragraphes 531 et 532. Le Costa Rica fait référence aux fonctions de deux directions opérationnelles de l'AUPSA, à savoir, la Direction nationale de vérification à l'importation de produits alimentaires et la Direction nationale d'analyse et de contrôle des produits alimentaires importés. (*Ibid.*)

[786] Le Costa Rica indique que, bien que la Mesure 1 ait trait à la santé des personnes, au cours de la présente procédure, le Panama a défini un niveau approprié de protection qui concerne la préservation des végétaux. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 533 et 534 (citant Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267)) À la suite de la précision apportée par le Panama selon laquelle son niveau approprié de protection dans le cas de la Mesure 1 vise à "réduire au minimum les risques liés à la présence de résidus toxiques dans les végétaux et l'environnement", le Costa Rica a affirmé que ce niveau approprié de protection restait ambigu. (Voir Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 131 du Groupe spécial, paragraphe 3.97; et Panama, réponse à la question n° 131 du Groupe spécial, paragraphe 79.)

[787] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 463.

[788] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 535.

rechange permettant l'importation, même à certaines conditions, "serait encore sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une prohibition"".[789]

7.3.1.3.1.2 Panama

7.330. Le Panama soutient que la Mesure 1 est exemptée des obligations énoncées aux articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est une mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de cet accord.[790]

7.331. Le Panama ajoute que, même en admettant que l'article 5:6 s'applique à la Mesure 1, le Costa Rica n'a pas démontré la faisabilité des mesures de rechange proposées. Il affirme que, pour ce qui est de leur faisabilité, ces mesures de rechange a) font déjà l'objet de la demande de collaboration qu'il a présentée au Costa Rica[791]; b) n'étaient pas faisables durant la pandémie de COVID-19[792]; ou c) ne sont pas applicables parce que le produit en question est un fruit frais.[793] Le Panama soutient en outre que, pour obtenir son niveau approprié de protection, il n'a pas eu d'autre choix que de recourir à la mesure de suspension des importations prévue dans les Directives du Codex.[794] Il ajoute qu'il ne peut pas évaluer si l'une des mesures de rechange proposées par le Costa Rica peut lui permettre d'obtenir son niveau approprié de protection sans renseignements suffisants sur le système de contrôle de la production au Costa Rica.[795]

7.3.1.3.2 Évaluation du Groupe spécial

7.3.1.3.2.1 Critère juridique pertinent

7.332. L'article 5:6 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, lorsqu'ils établiront ou maintiendront des mesures sanitaires ou phytosanitaires pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent approprié, compte tenu de la faisabilité technique et économique.[3]
>
> [3] Aux fins du paragraphe 6 de l'article 5, une mesure n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis à moins qu'il n'existe une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique qui permette d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire approprié et soit sensiblement moins restrictive pour le commerce.

7.333. Conformément à la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, dans des différends antérieurs, il a été estimé que, pour démontrer l'incompatibilité d'une mesure SPS avec ledit article,

[789] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 465 (citant le rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.829, qui cite les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.590, et *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182); et deuxième communication écrite, paragraphe 535.

[790] Panama, première communication écrite, paragraphes 166, 435 et 436; et deuxième communication écrite, paragraphe 238.

[791] Pour les mesures de rechange suivantes: a) programmes de contrôle mis en œuvre par l'exportateur; et b) demande de renseignements et de collaboration adressée au pays d'origine. Voir Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 81; et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 24.

[792] Pour les mesures de rechange suivantes: a) intensification des contrôles visant le produit en question ou une entreprise spécifique; b) échantillonnage et tests complémentaires visant l'établissement costaricien concerné; et c) visites sur place chez le producteur costaricien concerné. Voir Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 82; et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 24.

[793] Pour la mesure de rechange consistant à retenir les produits alimentaires qui sont censés être importés, jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise. Voir Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 82; et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 24.

[794] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 130 du Groupe spécial, paragraphe 55.

[795] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphes 21 et 24.

le plaignant devait prouver qu'il existait une mesure de rechange qui satisfaisait cumulativement à trois prescriptions, à savoir[796]: a) être raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique; b) permettre d'obtenir le niveau approprié de protection[797] du Membre importateur; et c) être sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure SPS contestée.[798] L'analyse au titre de l'article 5:6 suppose, par conséquent, l'évaluation d'une mesure de rechange proposée par le plaignant, laquelle sert d'outil conceptuel à utiliser aux fins de la comparaison avec la mesure en cause.[799]

7.334. Étant donné que les trois prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 sont cumulatives, l'ordre dans lequel un groupe spécial les examine n'aura pas d'incidence sur le résultat final de son évaluation.[800] Certains groupes spéciaux antérieurs ont commencé par examiner la question de savoir si les mesures de rechange permettaient d'obtenir le niveau approprié de protection du Membre, car il s'agissait du principal point de désaccord entre les parties.[801] D'autres ont suivi l'ordre dans lequel les prescriptions apparaissent dans le texte de la disposition.[802]

7.335. La première prescription dispose que la mesure de rechange doit *être raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique*. Pour satisfaire à cette prescription, une mesure de rechange doit constituer "une option raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique dans le monde réel", y compris "[du] risque d'une application incorrecte".[803] Dans des différends antérieurs, il a été estimé que le fait que le défendeur applique déjà la mesure de rechange proposée par le plaignant, même dans un contexte différent, militait en faveur d'une constatation de faisabilité.[804] En outre, il a été constaté que la charge administrative additionnelle imposée par une mesure de rechange ne rendait pas la mesure infaisable en soi.[805]

7.336. La deuxième prescription exige que la mesure de rechange *permette d'obtenir le niveau approprié de protection du Membre importateur* (c'est-à-dire le niveau approprié de protection du défendeur), ce qui doit être démontré au moyen de la comparaison entre le niveau approprié de protection du Membre importateur et le niveau de protection qui serait obtenu avec la mesure de rechange.[806] Par conséquent, pour examiner une allégation au titre de l'article 5:6, il faudrait qu'un groupe spécial définisse le niveau de protection que le Membre importateur a fixé comme étant le

[796] Si l'un de ces éléments est absent, la mesure ne sera pas incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS. (Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 194)

[797] L'Annexe A 5) de l'Accord SPS définit le concept de niveau approprié de protection comme étant le "[n]iveau de protection considéré approprié par le Membre établissant une mesure sanitaire ou phytosanitaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire".

[798] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.21 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.203; et *Australie – Saumons*, paragraphe 194).

[799] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.21 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 363). L'Organe d'appel a indiqué qu'une démonstration établissant que la mesure de rechange satisfaisait aux trois prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 suffisait à prouver que la mesure en cause était plus restrictive pour le commerce qu'il n'était nécessaire. Toutefois, il a ajouté que cela ne voulait pas dire que le Membre importateur devait adopter cette mesure de rechange ou que cette mesure de rechange était la seule option qui permettrait d'obtenir le niveau de protection souhaité. (Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 363)

[800] Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.524.

[801] Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.434; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.1813.

[802] Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.523 (dans lequel le Groupe spécial a indiqué qu'il allait suivre l'ordre dans lequel les éléments avaient été décrits, bien que les parties aient estimé qu'il pouvait examiner le deuxième élément en premier); et *Russie – Porcins*, paragraphes 7.816 à 7.834. Dans l'affaire *Corée – Radionucléides*, le Groupe spécial a commencé par le premier élément, puis a examiné le troisième en laissant le deuxième pour la fin, après avoir observé que, si une mesure de rechange satisfaisait à la première prescription, une évaluation complète concernant la deuxième prescription pouvait ne pas être nécessaire, et que le défendeur faisait valoir que la mesure de rechange n'était pas sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure en cause. (Voir le rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.118.)

[803] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.171. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.540; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.144.

[804] Rapports des Groupes spéciaux *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.144 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.540 à 7.542; et *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.187).

[805] Rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.144 (citant le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.543).

[806] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 344.

niveau qu'il juge approprié. À cet égard, les Membres ont la "prérogative"[807] et l'obligation (que l'Accord impose "de manière implicite") de définir leur niveau approprié de protection.[808] Dans des différends antérieurs, de l'importance a été accordée à la formulation du niveau approprié de protection par le Membre importateur, en particulier lorsque celui-ci avait formulé ce niveau approprié de protection avant l'adoption de la mesure SPS avec suffisamment de précision, et qu'il l'avait exprimé avec constance.[809] Toutefois, si un Membre ne détermine pas son niveau approprié de protection ou ne le fait pas de manière assez précise, il a été estimé que "le niveau de protection approprié pourrait être établi" par les groupes spéciaux "à partir du niveau de protection que reflète la mesure SPS en vigueur"[810], sur la base de la totalité des arguments et éléments de preuve versés au dossier.[811]

7.337. La troisième prescription dispose que la mesure de rechange doit *être sensiblement moins restrictive pour le commerce* que la mesure SPS contestée. Pour satisfaire à cette prescription, le plaignant doit démontrer que, en l'espèce, la différence dans le caractère restrictif peut être qualifiée de notable au sens d'"important[e], digne d'être noté[e] ou lourd[e] de conséquence" ou d'"ampleur ou … degré suffisants, dans le contexte du produit particulier en cause, pour pouvoir affecter de manière tangible les fournisseurs".[812] Toute condition à l'importation a été considérée comme sensiblement moins restrictive qu'une "prohibition pure et simple".[813]

7.338. Quant à l'article 2:2 de l'Accord SPS, il dispose ce qui suit:

> Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire *ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux*, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5.[814]

7.339. Comme il ressort du texte des articles 5:6 et 2:2, ces dispositions établissent des obligations similaires et étroitement liées[815] en ce qui concerne la nécessité d'une mesure SPS. En particulier, il existe des similitudes entre l'obligation énoncée à l'article 2:2 selon laquelle les Membres doivent faire en sorte que les mesures SPS ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger

[807] Rapports de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.23; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.205; *Australie – Pommes*, paragraphe 342; et *Australie – Saumons*, paragraphe 199.

[808] Rapports de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 205 et 206; *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 523; *Australie – Pommes*, paragraphe 343; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.221 (dans lequel l'Organe d'appel a indiqué que "la spécification de ce niveau approprié de protection [était] à la fois une prérogative et une obligation du Membre défendeur"). Les directives pertinentes du Comité SPS indiquent qu'un Membre devrait indiquer le niveau de protection qu'il juge approprié en fonction des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux d'une manière suffisamment claire pour qu'il soit possible de voir dans quelle mesure l'application d'une mesure SPS permet d'obtenir ce niveau. Cette indication du niveau approprié de protection "peut figurer dans une déclaration de politique générale publiée ou dans tout autre texte généralement accessible aux parties intéressées". À titre d'exemple, on peut citer les déclarations de politique générale concernant les niveaux appropriés de protection contre certains risques ou les documents énonçant des objectifs relatifs à la protection de la santé des animaux ou à la préservation des végétaux. (Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique, document G/SPS/15 du 18 juillet 2000, paragraphe A.1)

[809] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.24 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.221). Il convient de noter que, dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel a observé que "le Membre défendeur [était] généralement mieux placé que le plaignant pour savoir quel objectif il [avait] fixé en ce qui concern[ait] le niveau de protection SPS qu'il souhait[ait] obtenir". (Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.221)

[810] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 207.

[811] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.24 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.221).

[812] Pour interpréter l'adverbe "sensiblement" figurant dans la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS, le Groupe spécial *Corée – Radionucléides* s'est fondé sur les interprétations données pour le terme "notable" dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. (Rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.153 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 426; et les rapports des Groupes spéciaux *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.571; et *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.254)) Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.1929.

[813] Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.590 (citant le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182).

[814] Pas d'italique dans l'original.

[815] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.208.

la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, d'une part, et l'obligation énoncée à l'article 5:6 selon laquelle les mesures SPS ne doivent "pas [être] plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir" le niveau approprié de protection du Membre importateur, d'autre part.[816] En ce sens, il a été estimé que l'article 5:6 est un développement de l'obligation plus générale énoncée à l'article 2:2.[817] Dès lors, dans des différends antérieurs, il a été estimé qu'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:6 entraîne une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'article 2:2.[818]

7.340. Le Groupe spécial partage ces appréciations sur le critère juridique applicable au titre des articles 5:6 et 2:2 formulées dans les différends susmentionnés et procédera à son évaluation sur cette base.

7.341. Le Groupe spécial évaluera, tout d'abord, si le Costa Rica a démontré que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS. Ensuite, il abordera l'allégation corollaire du Costa Rica au titre de l'article 2:2 dudit accord.

7.3.1.3.2.2 Question de savoir si la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS

Mesures de rechange proposées par le Costa Rica

7.342. Le Costa Rica indique que, dans les cas de non-respect des prescriptions sanitaires, les mesures de rechange pour la Mesure 1 consistent à modifier la manière de gérer le risque pertinent.[819] Il propose comme mesures de rechange le type de mesures qui sont décrites au paragraphe 35 des Directives CAC/GL 26-1997 et au paragraphe 20 de l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003.[820] Il ajoute que ces mesures sont appliquées par d'autres Membres.[821] À titre d'exemple, le Costa Rica énumère les mesures de rechange suivantes: a) programmes de contrôle mis en œuvre par l'importateur ou l'exportateur; b) intensification des contrôles visant le produit en question ou une entreprise spécifique; c) demande de renseignements et de collaboration adressée au pays d'origine (en l'espèce, le Costa Rica); d) visites sur place chez le producteur costaricien concerné; e) rétention du produit alimentaire qui est censé être importé, jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise; et f) échantillonnage et tests complémentaires visant l'établissement costaricien concerné par le non-respect.[822]

---

[816] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 339. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.606 à 7.613 (dans lequel le Groupe spécial a estimé que l'interprétation du terme "nécessité" dans le cadre d'autres dispositions des accords visés – entre autres, l'article XX du GATT de 1994 et l'article 2.2 de l'Accord OTC – comportait une évaluation du caractère restrictif pour le commerce de la mesure, du degré de contribution de la mesure à l'objectif en question, et du point de savoir si cette contribution pouvait être apportée par une mesure de rechange moins restrictive pour le commerce. Le Groupe spécial a observé que son analyse démontrait que l'article 5:6 était un développement de l'obligation de nécessité énoncée à l'article 2:2, étant donné que l'interprétation de la "nécessité" concordait dans des proportions substantielles avec les prescriptions de l'article 5:6).

[817] Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.613. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.99; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.66.

[818] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38; et rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.603, 7.614 et 7.615; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.841 et 7.846. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, note de bas de page 166 (dans lequel l'Organe d'appel a noté ce qui suit: [l]'établissement ou le maintien d'une mesure SPS qui suppose ou reflète un niveau plus élevé de protection que le niveau de protection approprié qui a été déterminé par un Membre importateur pourrait constituer une violation de l'obligation de nécessité énoncée à l'article 2:2").

[819] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 449; et deuxième communication écrite, paragraphe 529.

[820] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 450 à 455 (citant Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126); et Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127)).

[821] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 456 (faisant référence à Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 353 à 358).

[822] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 457.

7.343. Bien que le Panama estime que la Mesure 1 est exemptée des obligations énoncées à l'article 5:6, il affirme aussi que le Costa Rica n'a pas démontré la faisabilité des mesures de rechange.[823]

7.344. Pour déterminer si la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:6, conformément au critère juridique exposé plus haut, le Groupe spécial va examiner si les mesures de rechange proposées par le Costa Rica satisfont aux trois prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, à savoir: a) si elles sont raisonnablement applicables compte tenu de la faisabilité technique et économique; b) si elles permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama; et c) si elles sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 1.[824]

7.345. Le Groupe spécial observe que le Costa Rica propose l'application individuelle ou conjointe des mesures de rechange, en affirmant que le type et le nombre de ces mesures peuvent être ajustés, le Panama ayant le pouvoir discrétionnaire d'appliquer seulement l'une d'elles ou plusieurs d'entre elles de manière cumulative.[825] Le Groupe spécial estime que, pour démontrer l'incompatibilité de la Mesure 1 avec l'article 5:6, le Costa Rica doit prouver qu'au moins l'une des mesures de rechange qu'il propose satisfait aux trois prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.

Question de savoir si les mesures de rechange sont raisonnablement applicables

7.346. Le Costa Rica affirme que les mesures de rechange sont raisonnablement applicables compte tenu de la faisabilité technique et économique car l'application de ce type de mesures relève des fonctions que la réglementation panaméenne attribue aux autorités panaméennes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le Costa Rica fait référence, en particulier, aux fonctions de deux directions opérationnelles de l'AUPSA, à savoir, la Direction nationale de vérification à l'importation de produits alimentaires et la Direction nationale d'analyse et de contrôle des produits alimentaires importés.[826] Pour le Costa Rica, le fait qu'une mesure soit prévue dans le cadre réglementaire du Membre importateur présuppose une décision interne sur la faisabilité de cette mesure, et milite nécessairement en faveur d'une constatation de faisabilité de celle-ci.[827] Selon lui, une mesure de rechange qui est faisable dans la pratique et n'impose pas de coûts prohibitifs, ni de difficultés techniques importantes, devrait être considérée comme "raisonnablement applicable" au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS.[828]

7.347. Le Panama affirme que, pour ce qui est de leur faisabilité, les mesures de rechange proposées a) font déjà l'objet de la demande de collaboration qu'il a présentée au Costa Rica[829]; b) n'étaient pas faisables durant la pandémie de COVID-19[830]; ou c) ne sont pas applicables parce que le produit en question est un fruit frais.[831]

7.348. Pour ce qui est de la question de savoir si la réglementation panaméenne prévoit les mesures de rechange, comme l'affirme le Costa Rica, le Groupe spécial observe que le Décret-loi n° 11

[823] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphes 22 et 24.
[824] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.21 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.203; et *Australie – Saumons*, paragraphe 194).
[825] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 449 et 463.
[826] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 459 à 461; et deuxième communication écrite, paragraphes 531 et 532.
[827] Costa Rica, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 2.11.
[828] Costa Rica, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 2.9.
[829] Pour les mesures de rechange suivantes: a) programmes de contrôle mis en œuvre par l'exportateur; et b) demande de renseignements et de collaboration adressée au pays d'origine. Voir Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 81; et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 24.
[830] Pour les mesures de rechange suivantes: a) intensification des contrôles visant le produit en question ou une entreprise spécifique; b) échantillonnage et tests complémentaires visant l'établissement costaricien concerné; et c) visites sur place chez le producteur costaricien concerné. Voir Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 82; et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 24.
[831] Pour la mesure de rechange consistant à retenir les produits alimentaires qui sont censés être importés, jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise. Voir Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 82; et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 24.

assigne, entre autres, les fonctions ci-après à la Direction nationale de vérification à l'importation de produits alimentaires: a) "[v]érifier le respect des prescriptions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les produits alimentaires en vue de leur introduction sur le territoire national"; b) "[p]rendre les dispositions qui s'imposent pour donner suite aux mesures sanitaires et/ou phytosanitaires, adoptées par la Direction nationale des règles régissant l'importation de produits alimentaires et/ou par le Conseil scientifique et technique de la sécurité des aliments" de l'AUPSA; c) "[i]nspecter, dans les aérogares, les ports maritimes et les postes-frontières terrestres, les produits alimentaires introduits sur le territoire national"; d) "[i]nspecter … tout véhicule … qui introduit des produits alimentaires sur le territoire national"; e) "[e]xécuter les mesures sanitaires de rétention, de traitement, d'isolement"; et f) [e]xécuter les mesures sanitaires de rejet, de renvoi au pays d'origine, de réexportation, de confiscation, de destruction" des produits alimentaires qui représentent un danger.[832]

7.349. Conformément au Décret-loi n° 11, la Direction nationale de l'analyse et du contrôle des produits alimentaires importés a notamment les fonctions suivantes: a) "[e]ffectuer des échantillonnages et demander des analyses des produits alimentaires introduits sur le territoire national", y compris pour veiller au respect des règles et mesures sanitaires; et b) "effectuer les diagnostics, les analyses et les tests techniques requis par les autres Directions nationales de l'Autorité et/ou par le Conseil scientifique et technique de la sécurité des aliments".[833]

7.350. D'après ce qui précède, les Directions de l'AUPSA chargées du contrôle à l'importation de produits alimentaires visant à garantir la sécurité sanitaire seraient habilitées à: procéder à des inspections à la frontière; effectuer des échantillonnages et des tests en laboratoire afin de veiller au respect des règles et mesures sanitaires du Panama; retenir un produit ou lui appliquer un traitement; et, si nécessaire, rejeter ou détruire l'expédition. Le Panama ne fait pas valoir que, en principe, ces Directions ne pourraient pas exercer ces fonctions, et rien dans le dossier ne l'indique. Le Groupe spécial observe en outre que, dans la Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises du Costa Rica au Panama, il est prévu que l'AUPSA effectue l'échantillonnage aux fins de l'analyse entomologique à l'entrée du produit alimentaire dans le pays, et qu'elle se réserve le droit de prélever d'autres échantillons, à ce moment-là ou en tout point de la chaîne alimentaire, afin d'effectuer d'autres analyses, y compris concernant les résidus toxiques.[834]

7.351. Le Groupe spécial estime que les mesures mentionnées au paragraphe précédent correspondent aux mesures ci-après proposées par le Costa Rica: a) programmes de contrôle mis en œuvre par l'importateur; b) intensification des contrôles visant le produit en question ou l'entreprise spécifique; c) rétention du produit alimentaire qui est censé être importé; et d) échantillonnage et tests en laboratoire complémentaires visant l'établissement costaricien concerné par le non-respect.[835]

7.352. En ce qui concerne la question de savoir si ces mesures de rechange sont raisonnablement applicables par le Panama, le Groupe spécial observe qu'il ressort du texte de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 que la faisabilité technique et économique de la mesure de rechange influe sur la détermination de la question de savoir si cette mesure est raisonnablement applicable.[836] À son avis, des mesures prévues dans le cadre réglementaire du Panama seraient, en principe, faisables, étant donné que la réglementation elle-même prévoit qu'elles soient mises en œuvre.[837] Le fait que les autorités panaméennes ont été habilitées à appliquer les mesures mentionnées au paragraphe précédent en vue d'assurer le respect des normes et des mesures sanitaires du Panama

[832] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), article 39, paragraphes 1, 3, 4, et 6 à 8.

[833] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), article 40, paragraphes 1, 2, et 4.

[834] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34), article 11.

[835] Le Groupe spécial observe que deux des mesures de rechange indiquées par le Costa Rica ne figurent pas dans le cadre des attributions des Directions opérationnelles de l'AUPSA auxquelles fait référence le Costa Rica. Ces mesures sont la demande de renseignements et de collaboration adressée au pays d'origine et les visites sur place chez le producteur costaricien concerné.

[836] La note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 fait référence à une mesure qui est "raisonnablement applicable *compte tenu de la faisabilité technique et économique*". (pas d'italique dans l'original)

[837] Selon le Diccionario de la Real Academia Española, "viabilidad" (faisabilité) désigne la "[c]ualidad de viable" (le caractère de ce qui est faisable) et "viable" (faisable) quelque chose "qui, de par ses circonstances, est susceptible d'être mené à bien". (Diccionario de la Real Academia Española, définition de "viabilidad", disponible à l'adresse: https://dle.rae.es/viabilidad; et de "viable", disponible à l'adresse: https://dle.rae.es/viable#G9uuTqo (consulté le 13 août 2024)).

donne à penser que ces mesures ont été évaluées et jugées techniquement et économiquement faisables. Par conséquent, les mesures de rechange spécifiques, indiquées par le Costa Rica, qui sont prévues dans la réglementation panaméenne sont, en principe, raisonnablement applicables par le Panama.

7.353. Néanmoins, le Groupe spécial a conscience qu'il peut exister des circonstances dans lesquelles des mesures qui, en principe, sont applicables par le Membre ne peuvent pas être mises en œuvre. Comme il a été indiqué dans des différends antérieurs, la faisabilité technique et économique des mesures de rechange doit être évaluée dans le contexte du "monde réel".[838] De ce fait, le Groupe spécial examine ci-après les arguments du Panama concernant l'infaisabilité des mesures de rechange en cause dans les circonstances qui ont entouré l'adoption de la Mesure 1.

7.354. En ce qui concerne la mesure de rechange consistant à intensifier les contrôles, le Panama fait valoir qu'elle n'était pas faisable au moment de la pandémie de COVID-19 en raison de la capacité réduite de maintien d'un programme pleinement opérationnel en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.[839] Le Costa Rica ne répond pas à cet argument présenté par le Panama après la deuxième réunion de fond.

7.355. Le Groupe spécial observe que, en janvier 2020, le Panama a lancé une alerte préventive, a ordonné l'établissement du Centre d'opérations d'urgence sanitaire en raison de la pandémie de COVID-19[840], et a adopté les mesures prévues dans le "Plan national de lutte contre la menace de l'épidémie due au nouveau coronavirus (2019-nCoV)"[841], élaboré par le Ministère de la santé, au moyen de la Résolution n° 75 du 23 janvier 2020 et du Décret exécutif n° 64 du 28 janvier 2020.[842] De l'avis du Groupe spécial, cette réglementation démontre, non pas que la capacité du système d'inspection des produits alimentaires à la frontière du Panama était limitée, mais simplement que le pays avait entamé les préparatifs pour le cas où une intervention concernant l'épidémie de COVID-19 serait nécessaire.

7.356. Le Groupe spécial estime que les limitations de la capacité opérationnelle des organismes panaméens ont débuté lorsque le Panama a déclaré l'état d'urgence national en raison de la pandémie de COVID-19, le 13 mars 2020[843], et qu'il a commencé à imposer des mesures pour faire face à cette pandémie.[844] Il rappelle que la Mesure 1 a été adoptée le 20 février 2020, soit trois semaines avant la déclaration de l'état d'urgence national. Le Groupe spécial ne trouve rien dans le dossier qui indique que, au moment de l'adoption de la Mesure 1, il n'était pas faisable pour le Panama d'intensifier ses contrôles visant les produits alimentaires. Toutefois, il observe que la période pertinente pour son analyse s'étend de la date d'adoption de la Mesure 1, le 20 février 2020, jusqu'à la date d'établissement du présent Groupe spécial, le 27 septembre 2021.[845] À cet égard, même si, entre mars et juin 2020, la capacité opérationnelle des organismes panaméens pertinents était réduite en raison de la pandémie de COVID-19[846], et que la mesure de rechange n'était donc pas faisable, le Groupe spécial estime que le Panama n'a pas démontré qu'à la date de son établissement, en septembre 2021, cette mesure était toujours infaisable.

7.357. Pour ce qui est de la mesure de rechange consistant à retenir le produit alimentaire qui est censé être importé, le Panama affirme qu'elle ne s'applique pas aux produits frais. Le Panama fait

[838] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.171. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.540; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.144.

[839] Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 82 (faisant référence à Panama, première communication écrite, paragraphes 135 et 136).

[840] Ministère de la santé du Panama, Résolution n° 75 (2020) (pièce PAN-3), articles 1er et 5.

[841] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 64 (2020) (pièce PAN-4), article premier.

[842] Panama, première communication écrite, paragraphe 135 (citant Ministère de la santé du Panama, Résolution n° 75 (2020) (pièce PAN-3); et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 64 (2020) (pièce PAN-4)).

[843] Conseil des ministres du Panama, Résolution du Conseil des ministres n° 11 (2020) (pièce PAN-5).

[844] Voir plus loin le Tableau 8 – Principaux faits relatifs à la pandémie de COVID-19.

[845] Le Groupe spécial observe que l'article 5:6 fait référence à l'établissement ou au maintien des mesures SPS, de sorte que la période pertinente pour l'évaluation ne se limite pas au moment de l'adoption de la Mesure 1.

[846] Le Groupe spécial examine en détail la question de l'incidence des mesures adoptées par le Panama pour faire face à la pandémie de COVID-19 sur la capacité opérationnelle des autorités panaméennes, dans le cadre de son examen de l'allégation du Costa Rica au titre de l'Annexe C 1) a) concernant la Mesure 2. (Voir plus loin la section 7.4.2.3.1.)

référence à l'article 35, intitulé "Mesures d'urgence", du Règlement de l'Union européenne concernant les LMR de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale.[847] Le Costa Rica ne répond pas à cet argument présenté par le Panama après la deuxième réunion de fond.

7.358. Le Groupe spécial observe que l'article 35 cité par le Panama indique que le délai dont dispose la Commission de l'Union européenne pour prendre une décision sur des mesures d'urgence concernant les produits alimentaires et les aliments pour animaux est ramené à sept jours dans le cas des produits frais.[848] À son avis, cette disposition concerne le délai imparti pour la prise de décisions et non la question de savoir si la rétention s'applique aux produits frais. Par conséquent, elle n'étaye pas l'affirmation du Panama selon laquelle la rétention du produit n'est pas applicable aux produits frais. En outre, le Groupe spécial observe que la mesure de rétention des États-Unis (l'ordre de rétention sans examen physique), à laquelle le Costa Rica fait référence à titre d'exemple[849], s'applique aux produits frais.[850]

7.359. En ce qui concerne la mesure de rechange consistant à demander des renseignements et une collaboration au pays d'origine[851], le Panama soutient qu'elle faisait partie des mesures correctives qu'il a demandées au Costa Rica le 20 février 2020. Il ajoute que la mise en œuvre de mesures correctives suppose nécessairement, entre autres choses, d'enquêter sur la manière dont la violation s'est produite; de fournir une explication étayée par des éléments de preuve; de présenter les plans du producteur aux fins du respect des prescriptions; de démontrer l'adéquation du système de contrôle sanitaire du Costa Rica; et, dans l'idéal, de veiller au respect futur.[852] Le Costa Rica répond que, pour démontrer l'incompatibilité de la mesure en cause avec l'article 5:6, il faut démontrer qu'il existe une mesure de rechange que le défendeur pourrait adopter, et le Panama fait référence à des mesures que le Costa Rica pourrait adopter.[853]

7.360. Le Groupe spécial observe que certaines des mesures de rechange proposées par le Costa Rica – par exemple, les programmes de contrôle mis en œuvre par le pays importateur – supposent la collaboration du pays d'origine et l'application de mesures par celui-ci. Toutefois, indépendamment de la question de savoir à qui il incombe d'adopter la mesure de rechange, le Groupe spécial estime que l'argument du Panama ne contredit pas, mais au contraire soutient, l'idée que la mesure consistant à demander des renseignements et une collaboration constitue une mesure de rechange faisable. En affirmant que sa demande concernant des mesures correctives inclut la mesure de rechange proposée par le Costa Rica, le Panama confirme la faisabilité de cette mesure. À cet égard, le Groupe spécial souscrit à l'approche adoptée dans des différends antérieurs selon laquelle une mesure déjà adoptée peut être une mesure de rechange faisable au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.[854]

7.361. Pour ce qui est de la mesure de rechange consistant à faire des visites sur place chez le producteur costaricien concerné[855], le Panama affirme qu'elle n'était pas applicable durant la

[847] Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 82 (citant le Règlement n° 396/2005 de l'Union européenne concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale (pièce PAN-119), article 35).

[848] Règlement n° 396/2005 de l'Union européenne concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale (pièce PAN-119), article 35.

[849] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 456 (faisant référence à Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 353 à 358).

[850] USFDA, "Import Operations and Actions" (2022) (pièce CRI-132), section 9-8-8, page 38; et section 9-8-17, pages 45 et 46.

[851] Le Groupe spécial rappelle que cette mesure ne figure pas dans le cadre des attributions des Directions opérationnelles de l'AUPSA auxquelles fait référence le Costa Rica. (Voir plus haut la note de bas de page 835.)

[852] Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 81.

[853] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphes 3.102 et 3.103.

[854] Voir les rapports des Groupes spéciaux *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.127; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.1839 à 7.1841.

[855] Le Groupe spécial rappelle que cette mesure ne figure pas dans le cadre des attributions des Directions opérationnelles de l'AUPSA auxquelles fait référence le Costa Rica. (Voir plus haut la note de bas de page 835.)

pandémie de COVID-19 lorsque les voyages faisaient l'objet de restrictions.[856] Premièrement, le Groupe spécial observe que le Panama ne fait pas valoir que cette mesure est, en principe, infaisable du point de vue technique ou économique. De fait, le Panama lui-même fait référence à la possibilité que ses autorités effectuent des visites sur place dans des établissements du Costa Rica dans le contexte des Mesures 2 et 4. Deuxièmement, s'agissant de l'argument du Panama selon lequel la pandémie de COVID-19 empêchait que des visites sur place soient effectuées, le Groupe spécial observe que les vols entre le Panama et le Costa Rica ont été suspendus entre mars et octobre 2020[857], de sorte qu'aucune visite sur place ne pouvait être effectuée durant cette période. Il rappelle que la Mesure 1 a été adoptée le 20 février 2020, date à laquelle les vols étaient encore autorisés et que, par conséquent, les visites sur place constituaient une mesure de rechange faisable pour la Mesure 1. Même si la réouverture des vols ne garantissait pas que des visites sur place seraient effectuées au cours de la période qui a immédiatement suivi, de sorte que la mesure de rechange n'était pas faisable à cette période[858], le Groupe spécial observe que le Panama n'a pas démontré qu'à la date de son établissement, en septembre 2021, cette mesure était toujours infaisable.

7.362. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial estime que les mesures de rechange proposées par le Costa Rica étaient raisonnablement applicables par le Panama. Pour ce qui est des mesures de rechange proposées par le Costa Rica qui consistent à a) intensifier les contrôles visant le produit en question ou une entreprise spécifique; b) faire des visites sur place chez le producteur costaricien concerné; et c) faire un échantillonnage et des tests complémentaires visant l'établissement costaricien concerné par le non-respect, le Groupe spécial estime qu'elles étaient raisonnablement applicables par le Panama à la date de l'adoption de la Mesure 1. En outre, même si ces mesures n'étaient pas raisonnablement applicables par le Panama pendant certaines périodes de la pandémie de COVID-19, le Groupe spécial estime qu'à la date de son établissement, elles étaient de nouveau raisonnablement applicables par le Panama au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.

7.363. En ce qui concerne les mesures de rechange suivantes proposées par le Costa Rica: a) les programmes de contrôle mis en œuvre par l'importateur ou l'exportateur; b) la demande de renseignements et de collaboration adressée au pays d'origine (en l'espèce, le Costa Rica); et c) la rétention du produit alimentaire qui est censé être importé, jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise, le Groupe spécial estime qu'elles étaient raisonnablement applicables par le Panama pendant toute la période d'application et de maintien de la Mesure 1.

7.364. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que les mesures de rechange étaient raisonnablement applicables, compte tenu de la faisabilité technique et économique, au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.

7.365. Le Groupe spécial va maintenant examiner si les mesures de rechange indiquées par le Costa Rica permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

Question de savoir si les mesures de rechange permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama

7.366. Conformément au critère juridique décrit plus haut[859], le Groupe spécial définira d'abord le niveau approprié de protection du Panama pour le comparer ensuite avec le niveau de protection qui serait obtenu au moyen des mesures de rechange proposées par le Costa Rica.

[856] Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 82.

[857] Ministère de l'intérieur du Panama, Décret exécutif n° 244 (2020) (pièce PAN-86), article premier; Ministère de l'intérieur du Panama, Décret exécutif n° 244 (2020) (pièce PAN-86); Direction de l'aviation civile du Panama, Résolution n° 150-DG-DJ-AAC (2020) (pièce PAN-92), article premier; et Présidence de la République du Costa Rica, "L'allongement des horaires des plages et l'ouverture de vols en provenance d'Amérique centrale et du Panama favoriseront la création d'emplois" (octobre 2020) (pièce CRI-273).

[858] Voir plus loin le paragraphe 7.629, où il est question de la possibilité pour les inspecteurs panaméens de se rendre au Costa Rica afin d'effectuer des audits sur place durant la pandémie de COVID-19.

[859] Voir plus haut le paragraphe 7.335.

Niveau approprié de protection du Panama

7.367. Le Groupe spécial observe que le Panama a présenté trois formulations différentes de son niveau approprié de protection en ce qui concerne la Mesure 1. Dans sa première communication écrite, dans le contexte de l'article 5:7, le Panama a énoncé son niveau approprié de protection en ce qui concerne la Mesure 1 comme étant un "niveau approprié de protection correspondant au risque le plus faible possible d'effets négatifs sur la santé humaine".[860] Après la première réunion de fond, il a indiqué que, en matière de préservation des végétaux, son niveau approprié de protection visait à "prévenir et endiguer, de manière intégrale", et donc à éviter totalement, "l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux sur le territoire de la République du Panama".[861] Enfin, après la deuxième réunion de fond, il a précisé que son niveau approprié de protection dans le cas de la Mesure 1 visait à "réduire au minimum les risques liés à la présence de résidus toxiques dans les végétaux et l'environnement" tel qu'il était, à son avis, indiqué dans le Décret exécutif n° 63 de 1997.[862]

7.368. Le Costa Rica a affirmé dans un premier temps que le niveau approprié de protection du Panama devait concerner la santé des personnes et non la préservation des végétaux[863], et il a par la suite ajouté que, même après la dernière précision apportée par le Panama, la définition que celui-ci donnait de son niveau approprié de protection restait ambiguë. Le Costa Rica souligne que, bien que le Panama reconnaisse que la Mesure 1 fait référence à des risques sanitaires, il affirme que son niveau approprié de protection vise à "réduire au minimum les risques liés à la présence de résidus toxiques dans les végétaux et l'environnement".[864]

7.369. Le Groupe spécial observe que le niveau approprié de protection peut être considéré comme un "objectif" que la mesure SPS vise à atteindre[865], et il rappelle que l'objectif de la Mesure 1 est la protection de la santé et de la vie des personnes sur le territoire panaméen contre les risques découlant de la présence de contaminants (oxamyle) dans les produits alimentaires (fraises).[866] Il observe également que la définition du niveau approprié de protection figurant à l'Annexe A 5) de l'Accord SPS indique que ce niveau doit correspondre au "*niveau* de protection" que le Membre juge approprié pour atteindre ses objectifs de protection (en l'espèce, la protection de la santé et de la vie des personnes). Étant donné que le niveau approprié de protection est également défini comme le "niveau acceptable de *risque*"[867], le niveau approprié de protection du Panama pertinent pour la Mesure 1 devrait correspondre au niveau acceptable de risque pour ce pays pour ce qui est des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes la présence d'oxamyle dans des fraises costariciennes.[868]

7.370. Le Groupe spécial garde à l'esprit que les déclarations de politique générale concernant les niveaux appropriés de protection contre certains risques, et les documents énonçant des objectifs relatifs à la protection de la santé, peuvent indiquer le niveau approprié de protection du Membre.[869] En ce sens, il estime que les objectifs énoncés dans le Décret exécutif n° 63 de 1997 pourraient éclairer le niveau approprié de protection du Panama.

7.371. Dans le préambule du Décret exécutif n° 63 de 1997 auquel le Panama fait référence figure l'objectif consistant à "disposer de pesticides et d'engrais de bonne qualité, ainsi que d'additifs et de matières techniques, lesquels doivent être utilisés de manière sûre et efficace *afin de contribuer à réduire au minimum les risques liés à la présence de résidus toxiques dans les végétaux et*

[860] Panama, première communication écrite, paragraphes 217 et 240.
[861] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267 (citant Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (pièce PAN-98), articles 1er, 2 2) et 8).
[862] Panama, réponse à la question n° 131 du Groupe spécial, paragraphe 79 (citant Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 63 (1997) (pièce PAN-123), page 1).
[863] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 533 et 534 (citant Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267).
[864] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 131 du Groupe spécial, paragraphe 3.97. (souligné dans l'original)
[865] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 200.
[866] Voir plus haut le paragraphe 7.71.
[867] La note relative à l'Annexe A 5) de l'Accord SPS précise que "[d]e nombreux Membres dénomment ce concept [niveau approprié de protection] "niveau acceptable de *risque*"." (pas d'italique dans l'original)
[868] Le Groupe spécial rappelle que le risque en question est celui des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes la présence d'oxamyle dans des expéditions de fraises du Costa Rica. (Voir plus haut le paragraphe 7.142.)
[869] Voir plus haut la note de bas de page 808.

l'environnement, en protégeant la santé humaine".[870] Le Groupe spécial comprend que ce préambule établit un objectif de politique générale du Panama concernant l'utilisation de pesticides, qui consiste à réduire au minimum les risques liés aux résidus toxiques, et à protéger ainsi la santé humaine.[871]

7.372. Le Groupe spécial rappelle que le niveau approprié de protection doit être énoncé d'une manière suffisamment claire pour qu'il soit possible de déterminer dans quelle mesure l'application d'une mesure SPS permet d'obtenir ce niveau.[872] L'emploi du verbe "minimizar" (réduire au minimum) dans le Décret exécutif n° 63 de 1997 indique que le Panama recherche un niveau de protection très élevé, en réduisant au minimum le risque pertinent. Toutefois, le Groupe spécial estime que ce décret n'établit pas clairement la mesure dans laquelle les risques pertinents doivent être réduits au minimum pour protéger la santé humaine, c'est-à-dire, le niveau acceptable de risque.

7.373. Pour avoir une idée plus claire du niveau approprié de protection du Panama, le Groupe spécial va examiner aussi les arguments des parties et la LMR d'oxamyle du Panama pour les fraises.

7.374. Dans la présente procédure, le Panama affirme que son niveau approprié de protection en ce qui concerne la Mesure 1 est un "niveau approprié de protection correspondant au risque le plus faible possible d'effets négatifs sur la santé humaine".[873] Il indique en outre qu'il a appliqué une LMR d'oxamyle pour les fraises de 0,01 mg/kg qui "correspond aux *niveaux de résidus les plus faibles possibles* pouvant être détectés au moyen des techniques actuelles de quantification analytique".[874] Il ajoute que la LMR de 0,01 mg/kg d'oxamyle appliquée pour les fraises était conforme au "niveau approprié de protection du Panama *correspondant au risque le plus faible possible de contamination*" car elle coïncidait avec la limite inférieure de quantification analytique. Il fait valoir que cette LMR opérait conjointement avec le fait que l'oxamyle n'est généralement pas autorisé à des fins d'utilisation dans les fraises par ses partenaires commerciaux.[875]

7.375. Le Groupe spécial estime que la LMR d'oxamyle du Panama pour les fraises est pertinente aux fins de la détermination du niveau approprié de protection du pays, étant donné que les LMR représentent une valeur de référence pour la concentration maximale acceptable de résidus de pesticide dans un produit pour la culture duquel ce pesticide peut être utilisé.[876] À son avis, les LMR indiquent le niveau de tolérance du Membre importateur en ce qui concerne les effets négatifs résultant de la présence de résidus d'un pesticide dans le produit alimentaire importé. Le Groupe spécial estime que, comme l'indique le Panama[877], la LMR peut être l'outil au moyen duquel les Membres s'efforcent de traiter un risque sanitaire. Bien que le niveau approprié de protection précède normalement l'établissement de la mesure, et que la mesure ne permette pas toujours d'obtenir ce niveau[878], il observe que, en l'espèce, le Panama estime que la LMR appliquée était conforme à son niveau approprié de protection.[879]

[870] Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 63 (1997) (pièce PAN-123), deuxième considérant. (pas d'italique dans l'original) Le Groupe spécial comprend que le mot "végétaux" dans cette phrase englobe tous les produits d'origine végétale, y compris les fraises fraîches destinées à la consommation humaine.

[871] Cet objectif est semblable aux objectifs énoncés dans les considérants du Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sanitaire, qui établit les LMR de pesticides au Panama. Ces considérants mentionnent les objectifs consistant à réduire les risques liés à la présence de résidus de pesticides dans les produits alimentaires d'origine végétale, aux fins de la protection de la santé humaine. (Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007) (pièce CRI-8), cinquième considérant du Décret exécutif n° 467)

[872] Voir plus haut la note de bas de page 808.

[873] Panama, première communication écrite, paragraphes 217 et 240. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 16 du Groupe spécial, paragraphe 72.

[874] Panama, première communication écrite, paragraphe 202. (italique dans l'original)

[875] Panama, première communication écrite, paragraphe 203. (italique dans l'original)

[876] Conformément au Règlement LMR du Panama, une LMR est "la concentration maximale d'un résidu de pesticide (exprimée en mg/kg), légalement autorisée en République du Panama dans les produits alimentaires". (Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 467 portant adoption du Règlement sur les LMR (2007) (pièce CRI-8), chapitre I, article premier du Règlement LMR) Voir aussi Codex, Limites maximales de résidus (LMR) (2021) (pièce CRI-370).

[877] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 108.

[878] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 201 et 203.

[879] Panama, première communication écrite, paragraphe 203.

7.376. Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, la LMR de 0,01 mg/kg d'oxamyle du Panama pour les fraises pourrait servir à indiquer la quantité de résidus d'oxamyle dans les fraises costariciennes qui, selon le Panama, présente un risque inacceptable pour la santé des personnes sur son territoire. Le Groupe spécial observe que le Panama a établi la LMR la plus restrictive possible compte tenu des techniques de détection disponibles à ce moment-là, puisque cette LMR correspond au seuil minimal de détection.[880] En ce sens, quelle que soit la quantité d'oxamyle détectée dans les fraises du Costa Rica, elle serait incompatible avec la LMR du Panama pour ce pesticide. De l'avis du Groupe spécial, le niveau approprié de protection du Panama qui se retrouve dans sa LMR restrictive correspondant au seuil minimal de détection[881] est celui que le Panama définit comme un "niveau approprié de protection correspondant au risque le plus faible possible d'effets négatifs sur la santé humaine".[882]

7.377. Comme il a été indiqué plus haut, le Panama fait valoir que sa LMR opérait conjointement avec le fait que l'oxamyle n'est généralement pas autorisé à des fins d'utilisation dans les fraises par ses partenaires commerciaux.[883] De l'avis du Groupe spécial, même si le Panama estimait qu'il obtenait son niveau approprié de protection parce que l'oxamyle n'était pas autorisé à des fins d'utilisation dans les fraises au Costa Rica, il n'était pas indiqué dans le dossier que la situation en matière d'autorisation a changé. Le Panama confirme qu'en février 2020, il savait que le Costa Rica n'autorisait pas l'utilisation de l'oxamyle dans la production de fraises[884], et il n'a pas démontré l'existence d'un problème systémique dans les contrôles du Costa Rica.[885]

7.378. Le Panama confirme que son niveau approprié de protection n'a pas changé après l'adoption de la Mesure 1[886], qui est censée répondre à la détection d'une non-conformité dans deux expéditions de fraises costariciennes. Par conséquent, et étant donné qu'il n'est pas indiqué dans le dossier qu'il y a eu un changement dans le fait que l'oxamyle n'est pas autorisé au Costa Rica aux fins de son utilisation dans les fraises, la mesure de rechange pour la Mesure 1 devrait permettre d'obtenir le même niveau approprié de protection que la LMR d'oxamyle pour les fraises. En conséquence, cette mesure de rechange doit garantir, dans la mesure du possible, qu'il n'y ait pas de fraises importées contenant des résidus d'oxamyle à des niveaux supérieurs à 0,01 mg/kg, étant donné que le niveau approprié de protection serait le niveau correspondant au risque le plus faible possible d'effets négatifs sur la santé humaine.

7.379. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le niveau approprié de protection pertinent du Panama, en ce qui concerne l'importation de fraises du Costa Rica, pourrait être défini comme étant le niveau de protection le plus élevé possible, garantissant qu'il y ait le risque le plus faible possible d'effets négatifs sur la santé humaine découlant de la présence de résidus d'oxamyle dans des fraises costariciennes.

Niveau de protection que les mesures de rechange permettent d'obtenir

7.380. Le Groupe spécial va maintenant examiner si les mesures de rechange permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama, identifié plus haut au paragraphe 7.389. À cette fin, il va comparer le niveau approprié de protection du Panama avec le niveau de protection que les mesures de rechange permettraient d'obtenir.

7.381. Selon le Costa Rica, que le niveau approprié de protection du Panama soit élevé ou faible, les différentes mesures de rechange peuvent permettre de l'obtenir, étant donné que le type et le nombre de mesures peuvent être ajustés en fonction de ce niveau.[887] Le Costa Rica fait en outre valoir que le niveau de protection du Panama est lié à la protection de la santé humaine par le

[880] Voir Panama, première communication écrite, paragraphe 202. Voir aussi EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40), page 8.
[881] Voir Panama, première communication écrite, paragraphe 202. Voir aussi EFSA, Avis (2010) (pièce PAN-40), page 8.
[882] Panama, première communication écrite, paragraphes 217 et 240. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 16 du Groupe spécial, paragraphe 72.
[883] Panama, première communication écrite, paragraphe 203.
[884] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 117.
[885] Voir plus haut le paragraphe 7.298.
[886] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267.
[887] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 463. Selon le Costa Rica, le Panama a le pouvoir discrétionnaire d'appliquer seulement l'une de ces mesures ou plusieurs d'entre elles de manière cumulative. (*Ibid*.) Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 130 du Groupe spécial, paragraphe 3.52.

contrôle des produits alimentaires importés destiné à assurer le respect de la LMR d'oxamyle pour les fraises, ce qui, selon lui, coïncide avec l'objectif des Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003.[888]

7.382. Le Panama répond que les Directives CAC/GL 26-1997 établissent que le choix de la mesure ou des mesures à appliquer lorsqu'un produit importé n'est pas conforme aux prescriptions sanitaires repose sur trois facteurs: a) les récidives de non-conformité du même produit ou de la même catégorie de produits; b) les antécédents de non-conformité des responsables de la manutention des produits; et c) la fiabilité des vérifications effectuées par le pays d'origine. Il affirme qu'il n'a pas eu d'autre choix que de suspendre provisoirement les importations pour obtenir son niveau approprié de protection car il s'agissait de cas répétés de non-respect de la LMR concernant une substance extrêmement dangereuse par un grand exportateur de fraises du Costa Rica et que, en outre, il ne pouvait pas vérifier l'efficacité du système de contrôle des exportations du Costa Rica. Il ajoute que le paragraphe 15 de l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003 justifie l'application d'une prohibition provisoire des importations "jusqu'à ce qu'il soit confirmé que des mesures correctives ont été mises en place et sont dûment mises en œuvre". Il répète par ailleurs que les mesures de rechange proposées par le Costa Rica ne pouvaient pas lui permettre d'obtenir son niveau approprié de protection au moment de la pandémie de COVID-19.[889]

7.383. Le Groupe spécial observe que les Directives CAC/GL 26-1997 "visent à aider les pays à respecter les exigences spécifiées et à déterminer les équivalences, de façon à protéger les consommateurs et à faciliter les échanges de denrées alimentaires".[890] L'application de ces Directives "devrait contribuer à établir et à entretenir la confiance que doit inspirer le système d'inspection et de certification d'un pays …, en tenant compte des attentes des consommateurs relatives au niveau [approprié] de protection".[891] Les Directives CAC/GL 47-2003 complètent les Directives CAC/GL 26-1997 et fournissent "un cadre en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un système de contrôle des importations" qui permette, entre autres choses, de "protéger les consommateurs".[892]

7.384. Les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 n'établissent pas un niveau approprié de protection concret qui puisse être comparé avec le niveau approprié de protection du Panama. Néanmoins, comme l'affirme le Costa Rica, leur objectif coïncide avec l'objectif de protection de la santé humaine du Panama. Les Directives en question visent à aider le Panama à obtenir son niveau approprié de protection en lui fournissant un cadre pour établir un système d'inspection qui assure la protection de la santé humaine face aux risques liés à l'importation de produits alimentaires, compte tenu de son niveau approprié de protection. Ce système d'inspection permettrait de faire en sorte que les aliments importés soient conformes aux prescriptions du Panama en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

7.385. Les mesures que le Costa Rica propose comme mesures de rechange pour la Mesure 1 figurent au paragraphe 35 des Directives CAC/GL 26-1997 et au paragraphe 20 de l'annexe des Directives CAC/GL 47-2003. Le Groupe spécial rappelle que ces Directives indiquent que les mesures recommandées pour les futures importations en cas de détection du non-respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires comprennent: des programmes de contrôle mis en œuvre par l'importateur ou l'exportateur pour s'assurer que les problèmes ne se reproduisent pas; l'intensification des vérifications visant les catégories de produits réputés non conformes et/ou les entreprises concernées; la demande de renseignements et de collaboration adressée aux autorités responsables du pays d'origine (vérifications accrues au point d'origine); des

[888] Costa Rica, réponse à la question n° 130 du Groupe spécial, paragraphes 3.44 à 3.46 et 3.50.

[889] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 130 du Groupe spécial, paragraphes 55 et 56.

[890] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section I 1). (note de bas de page omise)

[891] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section I 3).

[892] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), section I 1). L'annexe de ces Directives est consacrée à l'inspection des denrées alimentaires importées fondée sur le risque, qui "offre un moyen efficace d'affronter les risques sanitaires associés aux denrées importées, en garantissant la conformité des denrées importées aux exigences du pays importateur en matière de sécurité sanitaire des aliments". (*Ibid*., annexe, section I 2))

visites sur place[893]; un échantillonnage et des tests complémentaires visant l'établissement concerné; et la rétention du produit alimentaire jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise.[894] La suspension des importations est envisagée exclusivement dans les cas "les plus graves ou les plus persistants"[895], ou les cas de "risque grave de sécurité sanitaire des aliments".[896]

7.386. Le Groupe spécial estime que les Directives CAC/GL 26-1997 étayent l'argument du Costa Rica selon lequel le type et le nombre des mesures appliquées peuvent être ajustés en fonction du niveau approprié de protection concret du Panama[897] en disposant que les mesures appliquées peuvent être "cumulatives au besoin" et "peuvent inclure" les éléments énumérés au paragraphe 35 de ces Directives.[898]

7.387. Le Panama affirme que, pour obtenir son niveau approprié de protection en ce qui concerne les importations de fraises costariciennes dans les circonstances du présent différend, il n'a pas eu d'autre choix que de recourir à la mesure de suspension des importations prévue dans les Directives.[899] Il soutient que les "cas répétés de non-conformité laissaient penser qu'il y avait un problème systémique dans les contrôles effectués par le Costa Rica", si bien que les mesures préventives ne lui auraient pas permis d'obtenir son niveau approprié de protection.[900]

7.388. Ces arguments donnent à penser que le Panama a estimé que le cas de non-respect auquel répond la Mesure 1 était grave et persistant, de sorte que seule la suspension des importations lui permettait d'atteindre son niveau approprié de protection. Le Groupe spécial estime que le niveau du risque ou, en l'espèce, la gravité et la persistance du non-respect, peuvent être pertinents pour la question de savoir si une mesure permet d'obtenir le niveau approprié de protection d'un Membre.[901] À cet égard, il rappelle que le Panama n'a pas démontré que la détection d'une non-conformité avec la LMR d'oxamyle dans deux expéditions de fraises costariciennes était un cas qui pouvait être qualifié de grave et persistant ou de risque grave, au sens des Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003.[902] Par conséquent, il estime que le Panama n'a pas démontré que, pour obtenir son niveau approprié de protection, il devait recourir à la suspension des importations.

7.389. En outre, le Groupe spécial estime que les éléments de preuve versés au dossier confirment qu'au moins certaines des mesures proposées par le Costa Rica permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama. Il observe que, lorsqu'il notifie la Mesure 1 au Costa Rica le 20 février 2020, le Panama indique que "l'importation de fraises du Costa Rica, à destination de la République du Panama, [est] temporairement refusée en attendant que l'autorité sanitaire du pays frère indique les mesures correctives mises en œuvre".[903] Le Panama confirme que les programmes de contrôle mis en œuvre par le pays exportateur, et la demande de renseignements et de collaboration adressée aux autorités responsables du pays d'origine faisaient partie des "mesures

[893] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 35; et Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

[894] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

[895] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 35.

[896] Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127), annexe, section 6, paragraphe 20.

[897] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 449 et 463.

[898] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section 6, paragraphe 35.

[899] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 130 du Groupe spécial, paragraphe 55.

[900] Panama, réponse à la question n° 73 du Groupe spécial, paragraphe 208.

[901] Le Groupe spécial souscrit à ce qui a été indiqué dans le différend *Australie – Saumons*, à savoir qu'"[u]ne situation donnée peut ne représenter qu'un faible risque pour lequel une mesure sanitaire peu rigoureuse permettra d'atteindre un niveau de protection élevé", "alors qu'une autre situation peut créer des risques très élevés exigeant une mesure sanitaire différente et très stricte pour atteindre le même niveau élevé de protection". (Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.123)

[902] Voir plus haut le paragraphe 7.263.

[903] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-7).

correctives" qu'il avait demandées au Costa Rica.[904] De l'avis du Groupe spécial, en indiquant dans sa communication du 20 février 2020 que l'importation de fraises du Costa Rica était refusée jusqu'à ce que celui-ci prenne des mesures correctives, le Panama semblait estimer que ces mesures correctives pourraient être suffisantes pour lui permettre d'obtenir son niveau approprié de protection pertinent. En conséquence, les mesures de rechange que sont les programmes de contrôle mis en œuvre par le pays exportateur, et la demande de renseignements et de collaboration adressée aux autorités responsables du pays d'origine permettraient d'obtenir le niveau approprié de protection pertinent du Panama.

7.390. En ce qui concerne l'intensification des contrôles, y compris les échantillonnages et les tests, le Groupe spécial observe que la détection d'oxamyle qui a motivé la Mesure 1 a eu lieu grâce à des contrôles effectués par les autorités panaméennes. Par conséquent, à son avis, une mesure qui consisterait à intensifier les contrôles permettrait au Panama de détecter les cas de non-respect de la LMR d'oxamyle, ce qui garantirait, dans la mesure du possible, que des fraises contenant des résidus d'oxamyle à des niveaux supérieurs à la LMR de 0,01 mg/kg ne soient pas importées. Même dans le cas où le Panama aurait des inquiétudes au sujet des contrôles sanitaires du Costa Rica, cette mesure de rechange lui permettrait de garantir que ses consommateurs soient exposés au risque le plus faible possible d'effets négatifs sur la santé humaine découlant de la présence de résidus d'oxamyle dans des fraises costariciennes, et d'obtenir ainsi son niveau approprié de protection. Le Groupe spécial rappelle que le Panama envisageait la possibilité qu'il y ait des défaillances dans la surveillance du respect des BPA et des BPF lors de la production, de la récolte et du conditionnement des fraises costariciennes.[905] À cet égard, il observe également que la Résolution qui régissait l'importation de fraises du Costa Rica avant l'adoption de la Mesure 1 établit que l'AUPSA se réserve le droit de prélever des échantillons additionnels, à l'entrée du produit alimentaire dans le pays ou en tout point de la chaîne alimentaire, afin d'effectuer des analyses, y compris concernant les résidus toxiques.[906]

7.391. Par ailleurs, si le Panama le juge nécessaire pour obtenir son niveau approprié de protection, outre l'intensification des contrôles, il pourrait appliquer de manière cumulative d'autres mesures de rechange proposées par le Costa Rica, telles que les programmes de contrôle et la collaboration avec le Costa Rica.

7.392. Pour ce qui est de l'argument du Panama selon lequel les mesures de rechange ne pouvaient pas lui permettre d'obtenir son niveau approprié de protection au moment de la pandémie de COVID-19[907], le Groupe spécial ne considère pas que ces arguments soient différents de ceux que le Panama a présentés au sujet de la question de savoir si les mesures de rechange sont raisonnablement applicables. Par conséquent, il renvoie à l'explication qu'il a donnée plus haut concernant la première prescription de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.[908]

7.393. Comme l'indique le Costa Rica, le niveau de protection que les mesures de rechange permettraient d'obtenir peut varier selon le nombre et le type de mesures appliquées. Néanmoins, compte tenu de tout ce qui précède, les mesures décrites dans les Directives du Codex concernant les cas de non-respect des prescriptions sanitaires contribueraient à garantir, dans la mesure du possible, que des produits dépassant la LMR de 0,01 mg/kg appliquée par le Panama pour l'oxamyle dans les fraises ne soient pas importés. Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, les mesures proposées par le Costa Rica sur la base de ces Directives permettraient au Panama d'obtenir le niveau de protection le plus élevé possible, qui garantirait le risque le plus faible possible d'effets négatifs sur la santé humaine découlant de la présence de résidus d'oxamyle dans des fraises costariciennes.

7.394. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que les mesures prévues dans les dispositions des Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 qu'il invoque, appliquées individuellement ou conjointement, permettraient d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

---

[904] Panama, réponse à la question n° 132 du Groupe spécial, paragraphe 81.
[905] Voir plus haut le paragraphe 7.190.
[906] Résolution n° AUPSA-DINAN-006-2008 concernant l'importation de fraises (pièce PAN-34), article 11.
[907] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 130 du Groupe spécial, paragraphes 55 et 56.
[908] Voir plus haut les paragraphes 7.354 à 7.356 et 7.361.

7.395. Le Groupe spécial va maintenant examiner la troisième prescription de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, qui consiste à déterminer si les mesures de rechange indiquées par le Costa Rica sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 1.

Question de savoir si les mesures de rechange sont sensiblement moins restrictives pour le commerce

7.396. Le Costa Rica affirme que les mesures de rechange qu'il propose sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 1, étant donné qu'"une mesure de rechange permettant l'importation, même à certaines conditions, "serait encore sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une prohibition"".[909] Le Panama ne répond pas à cet argument du Costa Rica.

7.397. La Mesure 1 consiste à "refuser" l'importation de fraises du Costa Rica au Panama[910], ce qui signifie qu'elle ne permet pas d'importer des fraises costariciennes au Panama. En tant que telle, cette mesure a le caractère restrictif le plus fort possible.[911] Comme le Groupe spécial l'a indiqué plus haut, dans son examen des Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 au titre de l'article 5:7, la suspension des importations peut être considérée comme une mesure de dernier recours[912], ce qui indiquerait que ce serait la mesure la plus restrictive qui puisse être appliquée aux importations en cas de non-respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire.

7.398. Le Groupe spécial rappelle que, pour que les mesures de rechange satisfassent à cette prescription de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, la différence dans le caractère restrictif doit être notable.[913] Dans des différends antérieurs, il a été estimé qu'une mesure de rechange qui imposait des conditions à l'importation, mais qui permettait les échanges, était sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une prohibition.[914] Le Groupe spécial souscrit à cette affirmation et passe à l'examen du caractère restrictif des mesures de rechange proposées par le Costa Rica afin de déterminer si elles sont "sensiblement" moins restrictives que la Mesure 1.

7.399. Les mesures de rechange que le Costa Rica propose peuvent être restrictives pour le commerce à différents degrés selon le nombre et le type de mesures adoptées. Par conséquent, la différence qui existe entre le caractère restrictif de la Mesure 1 et celui des mesures de rechange peut varier. Toutefois, contrairement à la Mesure 1, toutes les mesures de rechange permettent les échanges. De l'avis du Groupe spécial, pour les exportateurs, il y aurait une différence notable entre, d'une part, l'impossibilité d'exporter et, d'autre part, la possibilité d'exporter même si l'exportation était soumise à des mesures telles que des programmes de contrôle ou des inspections et des échantillonnages complémentaires visant à vérifier le respect des prescriptions sanitaires pertinentes. Le Groupe spécial estime que ce serait le cas, même si l'expédition spécifique qui ne satisfait pas aux prescriptions sanitaires pertinentes pourrait être retenue et, si nécessaire, rejetée ou détruite. Il rappelle en outre que les Directives CAC/GL 26-1997 "visent à aider les pays à respecter les exigences spécifiées et à déterminer les équivalences, de façon à protéger les consommateurs et *à faciliter les échanges de denrées alimentaires*".[915]

---

[909] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 465 (citant le rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.829, qui cite les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.590, et *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182); et deuxième communication écrite, paragraphe 535.

[910] Voir plus haut le paragraphe 2.5.

[911] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 171 (dans lequel il est indiqué que "la prohibition à l'importation est "l'arme" la plus lourde dont dispose un Membre dans son arsenal de mesures commerciales"); et le rapport du Groupe spécial *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 7.114 (dans lequel il est constaté que "la mesure du Brésil est aussi restrictive qu'il est possible pour le commerce des pneumatiques rechapés en provenance des pays autres que les pays MERCOSUR, puisqu'elle vise à en arrêter complètement l'entrée au Brésil").

[912] Voir plus haut le paragraphe 7.249.

[913] Voir plus haut le paragraphe 7.336.

[914] Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.590, 7.595 et 7.596. Voir aussi, plus haut, le paragraphe 7.336.

[915] Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126), section I 1).

7.400. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que les mesures de rechange sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 1.

7.3.1.3.2.3 Conclusion concernant l'article 5:6 de l'Accord SPS

7.401. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que les mesures de rechange pour la Mesure 1 qu'il propose satisfont aux trois prescriptions cumulatives de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, étant donné qu'elles sont raisonnablement applicables compte tenu de la faisabilité technique et économique, qu'elles permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama et qu'elles sont sensiblement moins restrictives pour le commerce.

7.402. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

7.3.1.3.2.4 Question de savoir si la Mesure 1 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.403. Le Groupe spécial souscrit à l'avis exprimé dans des différends antérieurs selon lequel la constatation établissant qu'une mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Membre, en violation de l'article 5:6, entraîne une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'obligation énoncée à l'article 2:2, qui impose que la mesure SPS ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.[916] Il estime que cette présomption réfragable procède, en l'espèce, de sa constatation selon laquelle la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.[917] Le Panama n'a pas présenté d'arguments pour réfuter cette présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2.

7.404. En conséquence, à la lumière de sa constatation selon laquelle la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, et en l'absence de réfutation par le Panama de la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 de cet accord, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé des personnes.

7.3.1.3.2.5 Conclusion concernant l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.405. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 2:2 parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé des personnes.

7.3.1.4 Allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS

7.3.1.4.1 Principaux arguments des parties

7.3.1.4.1.1 Costa Rica

7.406. Le Costa Rica allègue que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 3:1 de l'Accord SPS étant donné qu'elle n'a pas été établie sur la base de trois Directives du Codex: a) les Directives CAC/GL 26-1997 sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires; b) les Directives CAC/GL 47-2003 sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires, et c) les Directives CAC/GL 25-1997 concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation.[918] Il considère que ces Directives sont pertinentes parce que

[916] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38; et rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.603, 7.614 et 7.615; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.841 et 7.846.

[917] Voir plus haut le paragraphe 7.401.

[918] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 8; première communication écrite, paragraphes 403 et 444; et deuxième communication écrite, paragraphe 513. Voir aussi Costa Rica, première

la Mesure 1 concerne l'innocuité des produits alimentaires et l'Annexe A) 3) a) de l'Accord SPS indique que, à ce sujet, les normes, directives et recommandations internationales sont celles qui ont été établies par le Codex.[919]

7.407. Le Costa Rica soutient que les Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 sont pertinentes aux fins de l'article 3:1 parce qu'elles réglementent l'inspection des denrées alimentaires à l'importation, et que la Mesure 1 a été adoptée après l'application d'un système d'inspection.[920] Il affirme que deux idées se dégagent des paragraphes 34 et 35 des Directives CAC/GL 26-1997: a) que, dans les cas où l'on juge que les produits importés ne sont pas conformes aux prescriptions sanitaires, le pays importateur devra respecter une proportionnalité entre la mesure adoptée et le risque pour la santé publique relatif au non-respect, et b) que la suspension des importations pourra être appliquée seulement dans les cas les plus graves ou les plus persistants (même si le pays importateur dispose de diverses mesures ayant des niveaux différents de sévérité).[921] Le Costa Rica soutient que, de manière analogue, le paragraphe 20 des Directives CAC/GL 47-2003 dispose que la suspension des importations est une mesure de dernier recours qui devrait être réservée exclusivement aux situations de risque grave pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires qui n'a pas été géré par d'autres moyens.[922]

7.408. Le Costa Rica allègue que le Panama n'a pas établi la Mesure 1 sur la base des Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003 parce qu'il a adopté ce que le Costa Rica décrit comme une "prohibition visant les fraises originaires du Costa Rica".[923] Pour lui, l'adoption d'une *prohibition* à l'importation dans des cas où la norme internationale prévoit la *poursuite* du commerce revient à contredire la norme internationale, raison pour laquelle la mesure n'est logiquement pas établie sur la base de cette norme internationale.[924]

7.409. Le Costa Rica soutient que les Directives CAC/GL 25-1997 sont pertinentes parce qu'elles servent de base à un échange structuré d'informations sur les rejets d'aliments importés lorsque la raison du rejet est liée à la sécurité sanitaire des aliments. Selon lui, le refus du Panama de fournir les données concernant les méthodes d'analyse employées sur les échantillons d'expéditions de fraises dans lesquelles de l'oxamyle et d'autres pesticides ont été détectés est lié à un rejet des aliments importés pour des raisons de sécurité sanitaire des aliments.[925]

7.410. Le Costa Rica allègue que le Panama n'a pas établi la Mesure 1 sur la base des Directives CAC/GL 25-1997 parce qu'il a refusé de fournir les données concernant les méthodes d'analyse demandées par le Costa Rica.[926]

---

communication écrite, paragraphe 406 (citant Codex, Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (2010) (pièce CRI-126); Codex, Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (2006) (pièce CRI-127); et Codex, Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation (2016) (pièce CRI-135)).

[919] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 404 et 405.

[920] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 408, 409 et 415. Selon le Costa Rica, la détection de résidus d'un pesticide à des niveaux qui dépassent la LMR constitue une "application" d'un "système d'inspection" aux fins de ces Directives du Codex. (*Ibid.*, paragraphe 409)

[921] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 411 à 414. Pour le Costa Rica, l'autorité doit choisir d'autres mesures moins sévères dans les cas qui ne sont pas qualifiés comme étant "les plus graves ou les plus persistants". (*Ibid.*, paragraphe 414)

[922] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 415 et 416.

[923] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 422. Voir aussi *ibid*., paragraphe 428.

[924] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 424 à 428. (italique dans l'original) Selon le Costa Rica, les Directives en question prévoient la poursuite du commerce au moyen de mesures visant à mieux gérer le risque. (*Ibid*., paragraphes 426 et 428). Voir aussi *Ibid.*, paragraphe 423 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.270 à 7.274; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.100, qui citent les rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 248; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.111); et deuxième communication écrite, paragraphe 518.

[925] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 418 et 419. Le Costa Rica ajoute que le Panama lui-même s'est référé à ces Directives dans ses communications relatives aux résultats des analyses demandées par le Costa Rica, ce qui confirme leur pertinence en l'espèce. (*Ibid.* (faisant référence à la Note n° DNSV-0128-2021 (pièce CRI-18), paragraphe 4))

[926] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 429; et deuxième communication écrite, paragraphe 519. Le Costa Rica affirme que la Mesure 1 englobe une série d'actes et d'omissions, y compris le fait que, le 1er mars 2021, il a demandé au Panama une copie des résultats de l'analyse effectuée, ainsi que les

7.411. Le Costa Rica indique qu'il a demandé au Panama les renseignements qu'en vertu de la section 3 des Directives CAC/GL 25-1997, le pays importateur doit fournir, à la demande d'une partie, et qu'il a précisé clairement les documents qu'il requérait.[927] Il affirme qu'il a demandé ces renseignements au Panama par écrit à au moins deux reprises: a) le 1er mars 2021 lorsqu'il a demandé les données concernant les méthodes d'échantillonnage et d'analyse employées pour détecter les cas de non-conformité dans les deux expéditions de fraises du Costa Rica; et b) le 18 mai 2021 lorsqu'il a également demandé les données concernant les méthodes d'analyse et d'autres renseignements sur les autres découvertes détectées dans d'autres expéditions de fraises du Costa Rica.[928] Le Costa Rica soutient que le Panama a fourni des renseignements insuffisants pour qu'il puisse satisfaire aux prescriptions des Directives du Codex[929] et qu'il a ainsi agi d'une manière contraire aux directives internationales pertinentes, ce qui indique que ses actions n'étaient pas fondées sur ces directives internationales.[930]

7.3.1.4.1.2 Panama

7.412. Le Panama soutient que le Costa Rica ne peut pas établir l'existence d'une violation de l'article 3:1 de l'Accord SPS parce que l'article 5:7 exige que les Membres établissent leurs mesures SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles, y compris les renseignements des organisations internationales compétentes, mais n'exige pas que les Membres établissent leurs mesures SPS provisoires sur la base de normes internationales.[931] Pour le Panama, cela est particulièrement le cas lorsque les renseignements scientifiques dont un Membre a besoin pour procéder à une évaluation du risque n'ont pas été examinés lors du processus ayant conduit à l'adoption de la norme ou de la directive internationale.[932]

7.3.1.4.2 Évaluation du Groupe spécial

7.413. L'article 3:1 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> Afin d'harmoniser le plus largement possible les mesures sanitaires et phytosanitaires, les Membres établiront leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, dans les cas où il en existe, sauf disposition contraire du présent accord, et en particulier les dispositions du paragraphe 3.

7.414. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 1 n'était pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS. Dans le cadre de son analyse au titre de cette disposition, le Groupe spécial a conclu que le Panama n'avait pas adopté la Mesure 1 sur la base des Directives CAC/GL 26-1997 et CAC/GL 47-2003.[933] Il a aussi constaté que la Mesure 1 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2,

---

données concernant les méthodes d'échantillonnage et d'analyse employées en ce qui concerne la détection d'oxamyle dans les deux expéditions de fraises en cause. (Costa Rica, réponse à la question n° 135 du Groupe spécial, paragraphe 3.59)

[927] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 442. Le Costa Rica indique que les Directives exigent que le pays importateur fournisse, à la demande d'une partie, "des détails concernant les méthodes d'échantillonnage et d'analyse employées, les résultats obtenus ainsi que les coordonnées du laboratoire qui a effectué l'analyse". (*Ibid*.)

[928] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 430 à 432, 434 et 439 (faisant référence à la Note officielle n° DSFE-0128-2021 (pièce CRI-17); et à la Note officielle n° DSFE-0393-2021 (pièce CRI-21)); et deuxième communication écrite, paragraphes 521 et 522.

[929] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 442. Le Costa Rica affirme que, dans sa communication du 18 mai 2021, il a indiqué au Panama les aspects qui étaient nécessaires pour qu'il puisse vérifier la validité des résultats des analyses que le Panama a effectuées, ainsi que la raison pour laquelle il était important d'avoir accès aux données concernant les méthodes d'échantillonnage et d'analyse Il affirme qu'il existe de nombreux aspects techniques qui peuvent causer un faux positif, raison pour laquelle la réglementation du Codex habilite le pays exportateur à exiger les méthodes d'échantillonnage et d'analyse employées, les résultats obtenus ainsi que les coordonnées du laboratoire qui a effectué l'analyse. (*Ibid*., paragraphes 434 et 435)

[930] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 443.

[931] Panama, première communication écrite, paragraphe 438.

[932] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 71, paragraphe 204; et n° 75, paragraphe 214.

[933] Voir plus haut le paragraphe 7.299.

2:2 et 5:6 de l'Accord SPS. Ces constatations concernent aussi bien le fondement scientifique que la nécessité et le caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 1.

7.415. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[934] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre de l'article 3:1 en ce qui concerne la Mesure 1, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.

7.3.1.5 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS

7.3.1.5.1 Principaux arguments des parties

7.3.1.5.1.1 Costa Rica

7.416. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica allègue que toutes les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS, "étant donné que le Panama ne s'est pas acquitté de ses obligations en matière de transparence et de publication en relation avec chacune des mesures en cause, ce qui inclut la non-publication des LMR pour les substances pour lesquelles il affirme avoir relevé des non-conformités dans les importations en provenance du Costa Rica".[935]

7.417. Dans sa première communication écrite, le Costa Rica soutient que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'Annexe B) 5) b), ou, à titre subsidiaire, avec celle de l'Annexe B) 6) a). Il demande au Groupe spécial de constater que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 7 du fait de l'incompatibilité avec l'Annexe B.[936]

7.418. Le Costa Rica fait valoir que sa demande d'établissement d'un groupe spécial inclut également une allégation au titre de l'article 7 de l'Accord SPS qui "peut s'appliquer indépendamment de l'Annexe B".[937] Il ajoute que, dans le cas où le Groupe spécial considèrerait que l'article 7 pourrait être invoqué indépendamment de l'Annexe B, il dispose de tous les éléments nécessaires pour "constater l'absence de notification à l'OMC des prohibitions du Panama".[938]

7.3.1.5.1.2 Panama

7.419. Le Panama indique que la première communication écrite du Costa Rica ne contient aucune allégation au titre de l'Annexe B 1) en ce qui concerne la Mesure 1.[939]

7.420. De même, le Panama soutient que les allégations du Costa Rica au titre de l'article 7 et de l'Annexe B) 5) b) et B) 6) a) de l'Accord SPS ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.[940]

7.3.1.5.2 Évaluation du Groupe spécial

7.421. Le Groupe spécial rappelle que, dans sa décision préliminaire du 5 avril 2023, il a constaté que les allégations du Costa Rica au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS

[934] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial fait observer que d'autres groupes spéciaux se sont abstenus de formuler des constatations au sujet des allégations au titre de l'article 3 après avoir constaté que la mesure en cause était incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS, à savoir les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5 et 5:6. (Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 8.184; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2285)

[935] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7. Le Costa Rica affirme en outre que l'incompatibilité des mesures en cause avec l'article 7 et l'Annexe B 1) "donne également lieu à une violation de l'article X:1 du GATT de 1994 puisque le Panama n'a pas publié de lois, règlements et décisions administratives d'application générale en matière de prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation." *Ibid.*

[936] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 507.

[937] Costa Rica, réponse à la question n° 66 du Groupe spécial, paragraphes 3.25 et 3.28.

[938] Costa Rica, réponse à la question n° 106 du Groupe spécial, paragraphes 2.15 à 2.17.

[939] Panama, première communication écrite, paragraphe 33.

[940] Panama, première communication écrite, paragraphe 17.

sortaient du cadre du mandat du Groupe spécial.[941] En conséquence, l'évaluation qu'il fait dans la présente section portera exclusivement sur les allégations du Costa Rica qui ont été incluses dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, à savoir les allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B) 1).

7.422. L'article 7 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> Les Membres notifieront les modifications de leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires et fourniront des renseignements sur ces mesures conformément aux dispositions de l'Annexe B.

7.423. Dans sa décision préliminaire, le Groupe spécial a indiqué que l'expression "conformément aux dispositions de l'Annexe B" figurant à l'article 7 qualifiait les deux obligations qui la précédaient, c'est-à-dire l'obligation de notifier les modifications des mesures SPS et celle de fournir des renseignements sur les mesures SPS. Il a estimé que le texte de l'article 7 n'étayait pas la lecture donnée par le Costa Rica selon laquelle l'article 7 contenait une obligation indépendante de l'Annexe B.[942] Au contraire, de l'avis du Groupe spécial, l'Annexe B développe les obligations qui doivent être respectées en vertu de l'article 7. Des groupes spéciaux antérieurs se sont prononcés dans le même sens lorsqu'ils ont estimé que l'article 7 et l'Annexe B étaient corrélés et devaient être lus conjointement.[943] En conséquence de ce qui précède, ces groupes spéciaux ont conclu qu'une constatation d'incompatibilité avec les dispositions de l'Annexe B donnerait lieu à une constatation d'incompatibilité avec l'article 7.[944]

7.424. Dans la présente procédure, le Costa Rica n'a présenté aucun argument à l'appui de son allégation relative à la publication des mesures en cause au titre de l'article 7 et de l'Annexe B 1). Par conséquent, en l'absence d'argumentation de la part du Costa Rica, le Groupe spécial considère que celui-ci n'a pas démontré que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'Accord SPS en ce qui concerne les obligations de publication que ces dispositions établissent.

7.3.1.5.3 Conclusion concernant l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS

7.425. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS.

7.3.1.6 Allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS

7.3.1.6.1 Principaux arguments des parties

7.426. Le Costa Rica allègue que la Mesure 1 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS étant donné que cette mesure est incompatible avec les dispositions de l'Accord SPS. Il demande à ce que le Groupe spécial, à la lumière de toutes les incompatibilités que le Costa Rica pense avoir démontrées, constate que le Panama agit aussi d'une manière incompatible avec les obligations des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS.[945]

---

[941] Décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 5.1 b). Voir l'Annexe D-1 du présent rapport.

[942] Décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 4.17.

[943] Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.741; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1416. Le Groupe spécial fait observer que, dans sa première communication écrite, le Costa Rica lui-même reconnaît que l'article 7 et l'Annexe B doivent être lus conjointement et affirme que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 7 *du fait* qu'il a agi d'une manière incompatible avec l'Annexe B 5) b) ou avec l'Annexe B 6) a). (Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1205 (citant le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.741) et 1220). (pas d'italique dans l'original) Voir aussi la décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 4.16.

[944] Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.741; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1416.

[945] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6; première communication écrite, paragraphes 508 à 511; et deuxième communication écrite, paragraphes 559 à 561.

7.427. Le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas pu établir le bien-fondé de ses allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 parce qu'il n'a pas démontré que la Mesure 1 était incompatible avec les dispositions de l'Accord SPS.[946]

7.3.1.6.2 Évaluation du Groupe spécial

7.428. L'article 1:1 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> Le présent accord s'applique à toutes les mesures sanitaires et phytosanitaires qui peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Ces mesures seront élaborées et appliquées conformément aux dispositions du présent accord.

7.429. Quant à l'article 2:1 de l'Accord SPS, il établit ce qui suit:

> Les Membres ont le droit de prendre les mesures sanitaires et phytosanitaires qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord.

7.430. Le Groupe spécial fait observer que l'Accord SPS reconnaît le droit des Membres de prendre les mesures SPS qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux.[947] Ce droit est toutefois soumis à la prescription imposant de respecter les dispositions de l'Accord tel qu'il est prévu aux articles 1:1 et 2:1. Dans des différends antérieurs dans lesquels le plaignant a présenté des allégations au titre des articles 1:1 et 2:1, les groupes spéciaux ont constaté l'incompatibilité avec ces dispositions, après avoir constaté l'incompatibilité de la mesure en cause avec au moins une des obligations de l'Accord SPS.[948]

7.431. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 1 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS. En conséquence, il constate que la Mesure 1 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS étant donné que cette mesure est incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS.

7.3.2 Allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture

7.432. Après avoir examiné les allégations du Costa Rica concernant la Mesure 1 présentées au titre de l'Accord SPS, le Groupe spécial abordera ci-après les allégations du Costa Rica concernant cette mesure au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994, et de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.

7.3.2.1 Principaux arguments des parties

7.3.2.1.1 Costa Rica

7.433. Le Costa Rica allègue que la Mesure 1 est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 parce qu'elle: a) relève de la catégorie résiduelle et large "tout autre procédé" qui peut être contesté au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994; et b) suppose une prohibition à l'importation, étant donné

---

[946] Panama, première communication écrite, paragraphe 443; et deuxième communication écrite, paragraphe 245.

[947] Premier considérant du préambule de l'Accord SPS selon lequel les Membres réaffirment "qu'aucun Membre ne devrait être empêché d'adopter ou d'appliquer des mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international"; et article 2:1 de cet accord.

[948] Voir les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.719 (concernant l'article 1:1 de l'Accord SPS); et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2304 (concernant les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS).

que la décision du Panama de refuser l'importation de fraises constitue "une prohibition légale imposée au commerce ou à l'importation d'un produit déterminé".[949]

7.434. Le Costa Rica allègue également que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture. Selon lui, l'Accord sur l'agriculture est applicable à la Mesure 1, étant donné que la fraise est un produit agricole classé dans le chapitre 8 du Système harmonisé. Le Costa Rica soutient que la violation de l'article XI:1 du GATT de 1994 implique une violation de l'obligation de ne pas adopter de restrictions quantitatives ou de mesures à la frontière similaires visant les produits agricoles énoncée à l'article 4:2 et dans la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[950]

7.3.2.1.2 Panama

7.435. Le Panama soutient que le Costa Rica "n'a pas établi le bien-fondé de ses plaintes" au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994, et de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[951]

7.3.2.2 Évaluation du Groupe spécial

7.436. S'agissant des allégations au titre du GATT de 1994, le Groupe spécial observe que des groupes spéciaux antérieurs ont reconnu que la relation entre l'Accord SPS et le GATT de 1994 pourrait donner lieu à un raisonnement circulaire qui ne contribue pas à trouver une solution positive du différend. Ces groupes spéciaux ont considéré qu'une constatation d'incompatibilité avec les dispositions du GATT de 1994 exigerait aussi d'examiner si la mesure était justifiée au regard de l'article XX b) du GATT de 1994, qui fait mention des mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux.[952] Le Groupe spécial souscrit à ce raisonnement et rappelle que l'Accord SPS développe l'article XX b) du GATT de 1994.[953]

7.437. En outre, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté que la Mesure 1 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS.[954] Ces constatations concernent aussi bien le fondement scientifique que la nécessité et le caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 1.

7.438. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[955] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre du GATT de 1994, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[956]

---

[949] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1237 à 1241; et deuxième communication écrite, paragraphes 574 à 577.

[950] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1242 à 1246; et deuxième communication écrite, paragraphes 578 à 582.

[951] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 246. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 443.

[952] Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 7.19; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.481; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.730; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2318.

[953] Voir le dernier paragraphe du préambule de l'Accord SPS, qui établit ce qui suit:

> *Désireux*, par conséquent, d'élaborer des règles pour l'application des dispositions du GATT de 1994 qui se rapportent à l'utilisation des mesures sanitaires ou phytosanitaires, en particulier les dispositions de l'article XX b).

Voir également l'article 2:4 de l'Accord SPS, qui dispose que les mesures SPS qui sont conformes à l'Accord SPS seront présumées satisfaire aux obligations en vertu des dispositions du GATT de 1994 qui se rapportent à l'utilisation des mesures SPS, en particulier celles de l'article XX b).

[954] Voir plus haut les paragraphes 7.322 (concernant les articles 5:1, 5:2 et 2:2), 7.402 (concernant l'article 5:6) et 7.405 (concernant l'article 2:2).

[955] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord.

[956] Dans les différends antérieurs dans lesquels des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS et du GATT de 1994, les groupes spéciaux ont appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui

7.439. S'agissant des allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture, le Groupe spécial observe que, selon le Costa Rica, l'incompatibilité de la Mesure 1 avec l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture résulte de son incompatibilité avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Il rappelle qu'il a décidé d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Costa Rica au titre du GATT de 1994. En outre, il a examiné la question du caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 1 au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[957] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre de l'Accord sur l'agriculture, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[958]

7.4 Mesure concernant l'importation de produits laitiers et de produits carnés (Mesure 2)

7.440. Le Groupe spécial va maintenant examiner les allégations du Costa Rica concernant la Mesure 2. À cette fin, il déterminera d'abord la teneur de cette mesure, question sur laquelle les parties sont en désaccord.

7.4.1 Teneur de la Mesure 2

7.4.1.1 Principaux arguments des parties

7.4.1.1.1 Costa Rica

7.441. Le Costa Rica considère que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés en vigueur depuis le 30 juin 2020[959], qui est maintenue en vertu: a) du non-renouvellement des homologations sanitaires de 18 établissements costariciens qui exportent les produits en question[960]; et b) de l'exigence du Panama visant à ce que soit effectuée une nouvelle procédure d'admissibilité zoosanitaire comme condition pour la reprise du commerce desdits produits, comme s'il s'agissait d'un pays qui allait exporter pour la première fois.[961]

---

concerne les allégations au titre du GATT de 1994 après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS. (Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.275; *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.272; *Australie – Saumons*, paragraphe 8.185; *Japon – Pommes*, paragraphe 8.328; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.3422 et 6.3429; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.803; *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.731 et 7.732; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2319.)

[957] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord.

[958] Le Groupe spécial *Japon – Pommes*, affaire dans laquelle des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS et de l'Accord sur l'agriculture, a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS. (Voir le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.332.) Le Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, affaire dans laquelle des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture, a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS et du GATT de 1994. En particulier, ce Groupe spécial a indiqué qu'il avait résolu les aspects du différends liés aux "restrictions". (Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.69 et 7.485 à 7.487.)

[959] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 3. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 41; et deuxième communication écrite, paragraphe 9.

[960] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 3, note de bas de page 6 et annexe – Liste des établissements costariciens affectés par le non-renouvellement des permis par le Panama. Dans la suite du présent rapport, le Groupe spécial désigne ces établissements par les termes "les établissements costariciens en question".

[961] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 4. Voir aussi *ibid.*, page 3, note de bas de page 9; Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 42; deuxième communication écrite, paragraphe 15; et réponse du Costa Rica à la question n° 153 du Groupe spécial, paragraphe 3.84. Le Groupe spécial observe que, dans certaines de ses communications, le Costa Rica utilise l'expression "décision du Panama de révoquer l'admissibilité sanitaire du Costa Rica" pour désigner cet aspect de la Mesure 2. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 15) Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 68 du Groupe spécial, paragraphe 3.37; deuxième communication écrite, paragraphe 35 (dans laquelle le Costa Rica indique qu'en faisant référence à l'admissibilité sanitaire, le Panama utilise également l'expression

7.442. Le Costa Rica soutient que le comportement du Panama qu'il conteste dans le contexte de la Mesure 2 "comprend plusieurs actes et omissions".[962] Il affirme que, malgré ses demandes, le Panama a décidé de ne pas renouveler les homologations sanitaires de divers établissements exportateurs, lesquelles sont arrivées à expiration le 30 juin 2020.[963] Selon le Costa Rica, le Panama a indiqué que le renouvellement des homologations sanitaires ne pourrait pas être effectué en raison de sa décision de révoquer l'admissibilité sanitaire du Costa Rica, qui est une condition préalable à l'obtention de ce renouvellement.[964]

7.443. S'agissant du non-renouvellement des homologations sanitaires des 18 établissements costariciens en question[965], le Costa Rica affirme que les autorités panaméennes n'ont mené à bien aucune procédure formelle pour renouveler ces homologations sanitaires, malgré les demandes de renouvellement présentées par le Costa Rica entre 2017 et 2020. D'après lui, les prorogations d'homologations sanitaires que l'AUPSA a octroyées aux établissements costariciens avant que ces homologations n'arrivent à expiration, le 30 juin 2020, ont été automatiques et informelles. En conséquence, le Costa Rica soutient que, malgré les prorogations octroyées par l'AUPSA et la publication de ces prorogations sur la page Web de l'AUPSA, le Panama n'a pas renouvelé les homologations sanitaires des 18 établissements costariciens en question.[966]

7.444. En ce qui concerne la révocation de son admissibilité sanitaire en tant que pays, le Costa Rica soutient que le Panama a révoqué cette admissibilité pour les produits en question. Selon lui, le Panama a lancé, pour le Costa Rica, une procédure d'admissibilité sanitaire qui s'applique aux pays cherchant à exporter pour la première fois vers le Panama et qui empêche les exportations pendant la durée de la procédure, constituant ainsi une prohibition des importations. Pour le Costa Rica, cela signifie que son admissibilité sanitaire en tant que pays, qui avait été initialement reconnue par le Panama en 2009 et avait permis aux établissements costariciens d'obtenir leurs homologations sanitaires et d'exporter les produits en question vers le Panama, a été révoquée par les autorités panaméennes.[967] Le Costa Rica estime que les mêmes considérations s'appliquent à son admissibilité zoosanitaire.[968] Il affirme que l'AUPSA l'a informé pour la première fois qu'elle avait cessé de reconnaître son admissibilité sanitaire le 21 août 2020.[969]

7.445. Le Costa Rica ajoute que le Panama ne s'est référé à aucun des deux cas de figure prévus dans la réglementation panaméenne pour révoquer ou suspendre l'admissibilité sanitaire, à savoir lorsqu'il se produit des changements substantiels dans le statut sanitaire du pays, ou lorsqu'il existe des éléments scientifiques et techniques qui démontrent le non-respect des normes sanitaires en

"admissibilité zoosanitaire"); et observations sur la réponse du Panama aux questions du Groupe spécial n° 140, paragraphes 3.134 à 3.140; et n° 142, paragraphe 3.148 (dans lesquelles le Costa Rica fait référence à la révocation par le Panama de son admissibilité sanitaire et zoosanitaire).

[962] Costa Rica, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 19.

[963] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 3.

[964] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 5 b).

[965] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, annexe, pages 9 et 10. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, annexe.

[966] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 60 à 68; réponse à la question n° 23 du Groupe spécial, paragraphe 2.112; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 31 et 32; deuxième communication écrite, paragraphes 130 à 133; et réponse à la question n° 169 du Groupe spécial, paragraphes 3.109 à 3.112.

[967] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 10, 23, 34 à 43, 46 et 66. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 101.

[968] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 536; et observations sur la réponse du Panama à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphes 3.138 à 3.140. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 68 du Groupe spécial, paragraphe 3.40.

[969] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 34 et 35 (citant la Note n° AUPSA-AG-395-2020 (pièce CRI-51), dernier paragraphe); et réponse à la question n° 141 du Groupe spécial, paragraphes 3.78 et 3.79. Le Groupe spécial observe que le Costa Rica a également indiqué que le Panama avait révoqué son admissibilité sanitaire au moins depuis le 12 juin 2020, date à laquelle il a demandé le renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 46) Le Costa Rica ajoute que, en lançant une procédure d'admissibilité sanitaire, le Panama a maintenu le marché fermé pour les produits concernés par l'expiration de l'homologation sanitaire des établissements le 30 juin 2020. (Voir Costa Rica, réponse aux questions du Groupe spécial n° 4, paragraphe 2.26, et n° 68, paragraphe 3.41; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 26 et 27.)

vigueur. À son avis, cela montre que, au regard de la réglementation panaméenne, la révocation de l'admissibilité sanitaire du Costa Rica ne peut pas être justifiée.[970]

7.446. Le Costa Rica considère que sa position quant à la validité de son admissibilité sanitaire, que le Panama a, selon lui, appelée admissibilité zoosanitaire, est étayée non seulement par la communication du 21 août 2020 (Note n° AUPSA-AG-395-2020), mais aussi par les communications ci-après que lui a adressées le Panama[971]:

a. Communication du 9 octobre 2020, dans laquelle l'AUPSA indique qu'elle "attend[ait] [la] réponse pour pouvoir lancer le processus d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica, qui permett[ait] de déterminer son admissibilité à l'exportation d'animaux et de produits et sous-produits d'origine animale vers le Panama au moyen des procédures mises en œuvre par les autorités panaméennes compétentes".[972]

b. Communication du 23 novembre 2000, dans laquelle l'AUPSA a répété qu'elle attendait la réponse du Costa Rica pour lancer le processus d'évaluation zoosanitaire, sans mentionner le questionnaire auquel le Costa Rica a répondu.[973]

c. Communication du 22 février 2021, par laquelle le Panama a envoyé au Costa Rica un questionnaire dont le titre et le contenu, selon le Costa Rica, indiquent clairement que la procédure à laquelle le Costa Rica est soumis, et qui était formellement lancée, est une procédure d'admissibilité sanitaire pour l'exportation de produits laitiers d'origine animale vers le Panama applicable aux pays qui n'ont pas d'admissibilité sanitaire en cours.[974]

d. Communication du 1er avril 2021, dans laquelle l'AUPSA a fait valoir que les renseignements actualisés présentés par le Costa Rica "n'[étaient] pas conforme[s] aux renseignements demandés dans la Note n° AUPSA-AG-100-2021 du 22 février 2021" et a demandé à nouveau au Costa Rica de répondre au questionnaire envoyé le 22 février 2021.[975]

e. Communication du 12 juillet 2021, dans laquelle le Panama a affirmé que les renseignements fournis par le Costa Rica en réponse au questionnaire envoyé par l'AUPSA étaient analysés dans le contexte d'une "procédure d'évaluation sanitaire". Le Costa Rica ajoute que, dans cette communication, le Panama a indiqué que son autorité compétente demanderait au Costa Rica des renseignements additionnels "une fois que cette étape du processus d'analyse et d'évaluation pour l'admissibilité zoosanitaire [serait] achevée".[976]

7.447. Le Costa Rica soutient également qu'au cours de la réunion de Paso Canoas le 12 février 2021, le Panama et le Costa Rica sont convenus que le Panama procéderait à une évaluation du système sanitaire costaricien dans un délai de 30 jours. Toutefois, le Costa Rica

[970] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 44 et 45 (faisant référence à la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26), article 4). Le Costa Rica fait également référence à l'article 67 de la Loi n° 23 de 1997 comme prouve que le renouvellement des homologations sanitaires est automatique, à moins que ne se présentent les cas de figure prévus pour le non-renouvellement mentionnés ci-dessus. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 54 et 55 (faisant référence à Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-105), article 67) Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 101.

[971] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 36.

[972] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 37 et 38 (citant la Note n° AUPSA-AG-481-2020 (pièce CRI-52), dernier paragraphe). (mise en relief omise)

[973] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 85 (faisant référence à la Note n° AUPSA-AG-571-2020 (pièce CRI-55)).

[974] Panama, première communication écrite, paragraphe 90; et Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 40 et 41 (citant le Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268)).

[975] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 96 (citant la Note n° AUPSA-AG-176-2021 (pièce CRI-62)).

[976] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 42 (citant la Note n° DSA-335-21 (pièce CRI-64), premier et dernier paragraphes). (mise en relief omise)

considère que le Panama n'a pas respecté cet engagement étant donné qu'il a lancé une procédure d'admissibilité sanitaire.[977]

7.448. Le Costa Rica considère que, si l'on accepte l'argument du Panama selon lequel l'évaluation sanitaire et l'évaluation zoosanitaire sont des concepts distincts dans la réglementation panaméenne, les éléments de preuve versés au dossier démontrent que les autorités panaméennes ont traité ces évaluations de manière conjointe. Selon lui, rien dans les termes de la propre réglementation du Panama ne justifiait que celui-ci révoque ou cesse de reconnaître l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire du Costa Rica.[978]

7.4.1.1.2 Panama

7.449. Le Panama, pour sa part, soutient qu'il n'a pas adopté de prohibition générale à l'importation de tous les produits d'origine animale en provenance du Costa Rica.[979] Il note que les homologations sanitaires de 16 établissements de traitement des produits laitiers et des produits carnés du Costa Rica sont arrivées à expiration le 30 juin 2020.[980] Il ajoute que les homologations sanitaires des établissements Central Veterinaria et Biomar sont restées valables après cette date, de sorte que ces établissements ont pu continuer à exporter leurs produits vers le Panama.[981] Par conséquent, il considère que la mesure contestée par le Costa Rica dans le présent différend "est attribuable exclusivement à l'expiration des homologations des 16 autorisations d'établissements de traitement des produits laitiers et des produits carnés, et aux retards allégués du Panama dans l'achèvement des procédures d'homologation nécessaires pour les renouveler".[982] Il soutient qu'il n'a jamais révoqué l'admissibilité sanitaire du Costa Rica[983] et que ce dernier ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombe à cet égard.[984]

7.450. En ce qui concerne le non-renouvellement des homologations sanitaires des 18 établissements costariciens en question, le Panama soutient qu'il a mené à bien les procédures de renouvellement des homologations sanitaires de chacun des établissements costariciens en question au moins jusqu'au 30 juin 2020, date à laquelle les prorogations des homologations sanitaires qu'il avait octroyées sont arrivées à expiration.[985] À son avis, l'inscription des prorogations octroyées aux établissements costariciens sur la page Web de l'AUPSA et la publication de la Résolution AUPSA n° 145-AG-2019 qui approuve ces prorogations démontrent que la procédure de

[977] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 10. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 90 (dans laquelle le Costa Rica fait référence au fait que le Panama a notifié le "lancement formel de la procédure d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica afin de déterminer son admissibilité sanitaire aux fins de l'exportation de produits et de sous-produits d'origine animale (produits laitiers) vers le Panama" (*Ibid*., citant la Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57)).

[978] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama aux questions du Groupe spécial n° 140, paragraphes 3.134 à 3.140, et n° 142, paragraphe 3.148.

[979] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 18.

[980] Panama, Cronología de los procedimientos de aprobación de Panamá para los establecimientos de productos lácteos y cárnicos (pièce PAN-78).

[981] Panama, première communication écrite, paragraphe 84 et note de bas de page 35. Selon le Panama, "Biomar disposait d'une homologation sanitaire jusqu'au 30 juin 2023" et "pouvait exporter ses produits vers le Panama" et "Central Veterinaria a continué d'exporter vers le Panama" pendant la période allant du 28 février au 17 mars 2022. (Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 138, paragraphe 91, et n° 139, paragraphe 94) S'agissant de Biomar, le Panama affirme que la Note n° APA-DD-410-2023 (pièce CRI-397) démontre que cet établissement pourrait exporter au moins jusqu'au 16 mai 2025. (Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 138 du Groupe spécial, paragraphe 63)

[982] Panama, première communication écrite, paragraphe 83. (pas d'italique dans l'original) Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 18 (dans laquelle le Panama indique que la mesure en cause "résultait *exclusivement* de l'omission alléguée du Panama de renouveler les homologations sanitaires pour 16 établissements costariciens de traitement des produits laitiers et des produits carnés"). (italique dans l'original)

[983] Panama, première communication écrite, paragraphe 84. (pas d'italique dans l'original)

[984] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 141 du Groupe spécial, paragraphe 66.

[985] Panama, première communication écrite, paragraphes 103 et 128.

renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens s'est formellement terminée le 30 juin 2020.[986]

7.451. En ce qui concerne la révocation de l'admissibilité sanitaire du Costa Rica pour les produits en cause, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas démontré l'existence d'une décision panaméenne de révoquer l'"admissibilité, au niveau du pays, de tous les produits d'origine animale en provenance du Costa Rica" qui entraînerait une prohibition des importations. Pour le Panama, les éléments de preuve sur lesquels le Costa Rica fonde l'existence de la décision alléguée sont insuffisants.[987] Le Panama estime que les éléments de preuve versés au dossier démontrent que, contrairement à ce que le Costa Rica fait valoir, il n'a pas révoqué l'admissibilité sanitaire du Costa Rica pour les produits en cause.[988] Selon lui, les instruments juridiques au moyen desquels il a octroyé l'admissibilité sanitaire au Costa Rica pour les produits en question, à savoir la Résolution n° 28 (2009) (pour les produits carnés d'origine bovine) et l'annexe du Décret-loi n° 11 de 2006 (pour la viande bovine fraîche, les produits laitiers et les fromages affinés transformés) sont toujours en vigueur.[989] Dans ce contexte, le Panama indique que deux des établissements costariciens en question (Biomar et Central Veterinaria) continuent de disposer d'homologations sanitaires valables pour exporter vers le Panama des produits d'origine animale (aliments pour animaux aquatiques et aliments pour chiens).[990]

7.452. Le Panama indique que, conformément à sa réglementation, l'expiration des homologations sanitaires des établissements ne révoque pas, ni n'annule, ni n'affecte de quelque manière que ce soit l'admissibilité du pays tant que les procédures de renouvellement sont en cours. Cela est sans préjudice du fait que le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* exige une évaluation des systèmes sanitaires comme condition préalable au renouvellement des homologations sanitaires des établissements.[991] À cet égard, le Panama précise que la Note n° AUPSA-AG-229-2020 du 10 juillet 2020 fait uniquement référence à l'évaluation et à la reconnaissance du système sanitaire du Costa Rica, et *non* à la révocation de l'admissibilité sanitaire du Costa Rica pour les produits d'origine animale.[992]

7.453. En outre, le Panama explique que l'objectif des questionnaires envoyés au Costa Rica[993] n'était pas lié à son admissibilité sanitaire mais à la mise à jour des renseignements nécessaires au renouvellement des homologations sanitaires des établissements concernés et à la mise en œuvre de l'accord bilatéral conclu le 12 février 2021 à Paso Canoas.[994] Selon lui, à Paso Canoas, les parties sont convenues qu'il procéderait à "une évaluation du système sanitaire costaricien" dans un délai de 30 jours ouvrables. Si le résultat de cette évaluation était "positif", le Panama renouvellerait automatiquement les homologations sanitaires des établissements. Il souligne qu'un délai de 30 jours est insuffisant pour mener à bien les procédures d'admissibilité du pays et que le

[986] Panama, première communication écrite, paragraphe 128; et réponse à la question n° 145 du Groupe spécial, paragraphes 121 à 123(citant AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217); et AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2)).

[987] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 57 et 58. (souligné dans l'original) Le Panama fait référence à la réponse du Costa Rica à la question n° 68 du Groupe spécial, paragraphe 3.41 (faisant référence à la Note n° AUPSA-AG-395-2020 (pièce CRI-51); à la Note n° AUPSA-AG-481-2020 (pièce CRI-52); à la Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57); et au Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268)).

[988] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 59 (faisant référence à AUPSA, Résolution n° 28 (2009) (pièce PAN-1); à la Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45); et à l'Accord bilatéral de Paso Canoas (12 février 2021) (pièce CRI-14)). Voir aussi Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 32, paragraphe 111, et n° 45, paragraphe 139.

[989] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 59 (faisant référence à AUPSA, Résolution n° 28 (2009) (pièce PAN-1)); et réponse à la question n° 32 du Groupe spécial, paragraphes 109 et 111.

[990] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 58 (faisant référence à AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217)). Le Panama affirme que la Note n° APA-DD-410-2023 (pièce CRI-397) démontre que Biomar pourrait exporter au moins jusqu'au 16 mai 2025. (Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 138 du Groupe spécial, paragraphe 63)

[991] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 59.

[992] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 59 (faisant référence à la Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45). (italique dans l'original)

[993] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268); et Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38).

[994] Panama, réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphe 102.

renouvellement automatique des homologations sanitaires des établissements ne serait pas possible si l'admissibilité du pays avait été révoquée.[995]

7.4.1.2 Évaluation du Groupe spécial

7.454. Le Groupe spécial observe que, conformément au critère de la preuve appliqué dans des différends antérieurs[996], il incombe au Costa Rica de prouver l'existence de la mesure qu'il conteste. Par conséquent, le Groupe spécial va à présent examiner si le Costa Rica s'est acquitté de la charge de la preuve qui lui incombe en ce qui concerne l'existence de la Mesure 2 telle que décrite dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[997] En particulier, il évaluera si le Costa Rica a prouvé son affirmation selon laquelle la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation des produits laitiers et des produits carnés en cause[998] maintenue en vertu a) du non-renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens en question et b) de la révocation de l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire du Costa Rica pour tous les produits en cause. S'agissant du deuxième point, et à la lumière des arguments du Costa Rica[999], le Groupe spécial va examiner si le Panama a révoqué ou privé d'effet l'admissibilité sanitaire ou l'admissibilité zoosanitaire du Costa Rica pour tous les produits en cause.

7.455. Les établissements indiqués par le Costa Rica dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial sont les suivants[1000]:

---

[995] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 59 (faisant référence à Accord bilatéral de Paso Canoas (12 février 2021) (pièce CRI-14)).

[996] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 14 (faisant référence au fait qu'"il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve").

[997] Dans les différends antérieurs dans lesquels les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont examiné si le plaignant avait démontré l'existence de la mesure, il a été considéré que le plaignant devait démontrer la teneur précise de la mesure et son imputation au défendeur. Selon les caractéristiques de la mesure contestée, il peut être nécessaire que le plaignant démontre d'autres éléments pour prouver l'existence de la mesure. Ces éléments seront éclairés par la manière dont le plaignant a décrit ou qualifié la mesure. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.108; et le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Poulet*, paragraphe 7.616.

[998] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica indique les produits laitiers et les produits carnés suivants: i) produits laitiers, ii) produits carnés d'origine bovine; iii) produits carnés d'origine porcine; iv) produits carnés (charcuterie) d'origine bovine, porcine et avicole; v) aliments pour animaux aquatiques (poissons) et vi) aliments pour animaux de compagnie (chiens) à teneur en protéines provenant de ruminants, tous étant originaires du Costa Rica. (Demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica, pages 3 et 4) Voir aussi plus haut le paragraphe 2.2. Dans la présente section du rapport, le Groupe spécial appelle ces produits dans leur ensemble les produits en cause.

[999] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica fait référence à "[l']exigence [du Panama] visant à ce que soit effectuée une nouvelle procédure d'admissibilité zoosanitaire comme condition pour la reprise du commerce desdits produits, comme s'il s'agissait d'un pays qui allait exporter pour la première fois" (Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 4) Dans ses communications, il utilise différentes formulations pour désigner cet aspect de la Mesure 2: "la décision soudaine du Panama de révoquer l'**admissibilité sanitaire** du Costa Rica en tant que pays". (mise en relief dans l'original) (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 42. Voir aussi, par exemple, Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 15 et 23.) Dans ses communications, le Costa Rica fait également référence à la "perte de l'admissibilité sanitaire" (Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 520 et 521; et deuxième communication écrite, paragraphe 10); au fait que l'admissibilité sanitaire "n'est plus valable" (Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 528 et 531; et deuxième communication écrite, paragraphe 34); au fait que l'admissibilité sanitaire "n'est plus en vigueur" ou qu'elle a fait l'objet d'une "annulation" (Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 25 à 27); ou au fait que l'admissibilité sanitaire "a été retirée sans justification" (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 32). (Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 68 du Groupe spécial, paragraphe 3.40, dans laquelle le Costa Rica affirme que la position du Panama selon laquelle il n'a pas révoqué l'admissibilité sanitaire est une question de sémantique et que ce qui importe, c'est qu'il est incontestable que l'admissibilité sanitaire octroyée par le Panama en 2009 n'est plus en vigueur et que, par conséquent, les entreprises costariciennes ne peuvent plus exporter vers le Panama.) Dans la dernière communication qu'il a présentée dans le cadre de la présente procédure, le Costa Rica a dit que les éléments de preuve démontraient que le Panama avait révoqué ou cessé de reconnaître tant l'admissibilité sanitaire que l'admissibilité zoosanitaire. (Costa Rica, observations sur la réponse du Panama aux questions du Groupe spécial n° 140, paragraphes 3.134 à 3.140, et n° 142, paragraphe 3.148)

[1000] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 3, note de bas de page 6 et annexe – Liste des établissements costariciens affectés par le non-renouvellement des permis par le Panama.

Tableau 6 – Établissements costariciens que le Costa Rica juge affectés par le non-renouvellement des homologations sanitaires

	Numéro d'établissement[1001] et nom de l'entreprise	Produit(s)[1002]
1	12-C (Camsa)	Produits d'origine porcine[1003]
2	12 (CIISA-El Arreo)	Produits carnés d'origine bovine[1004]
3	5 (Planta Cinta Azul (Pipasa))	Produits carnés (charcuterie) d'origine bovine, porcine et avicole soumis à un procédé d'inactivation des agents infectieux importants[1005]
4	46-A (Cooperativa de Productores de Leche Dos Pinos) (Dos Pinos)	Produits laitiers[1006]
5	46-B (Dos Pinos)	Produits laitiers d'origine bovine[1007]
6	46-C (Dos Pinos)	Produits laitiers d'origine bovine[1008]
7	8 (Coopemontecillo)	Produits carnés d'origine bovine[1009]
8	8-C (Coopemontecillo)	Produits d'origine porcine[1010]
9	21 (Distribuidora de Carnes Zamora)	Produits d'origine porcine[1011]
10	40 (El Ángel)	Produits laitiers destinés à la consommation humaine[1012]
11	9 (Gico)	Produits carnés d'origine bovine[1013]
12	48 (Nutrilac)	Produits laitiers[1014]
13	30-E (Proceso posterior (Pipasa))	Produits carnés (charcuterie) d'origine bovine, porcine et avicole[1015]
14	7 (Sigma alimentos)	Produits carnés (charcuterie) d'origine bovine, porcine et avicole soumis à un procédé d'inactivation des agents infectieux importants[1016]
15	45 (Sigma alimentos de Costa Rica)	Produits laitiers[1017]
16	47 (Sigma alimentos de Costa Rica)	Fromages et produits laitiers destinés à la consommation humaine[1018]
17	762 (Biomar Aqua Corporation Products (Biomar))	Aliments pour animaux aquatiques (poissons) ne contenant pas de protéines provenant de ruminants[1019]
18	158 (Central Veterinaria)	Aliments pour animaux de compagnie (chiens) à teneur en protéines provenant de ruminants[1020]

7.456. Le Groupe spécial va commencer son évaluation en examinant si le Costa Rica a prouvé que le Panama a effectivement révoqué son admissibilité sanitaire/zoosanitaire pour tous les produits en cause, puisqu'il s'agit de l'aspect de la mesure sur lequel les parties sont en désaccord[1021], et il poursuivra ensuite avec l'aspect relatif aux demandes de renouvellement des homologations sanitaires en question.

[1001] Le numéro d'établissement est attribué par l'AUPSA.
[1002] Les produits correspondent à ceux qui sont mentionnés dans la résolution concernant le renouvellement de l'homologation la plus récente figurant dans le dossier de chaque établissement.
[1003] AUPSA, Résolution n° 10 (2014) (pièce CRI-215).
[1004] AUPSA, Résolution n° 14 (2014) (pièce CRI-241).
[1005] AUPSA, Résolution n° 46 (2014) (pièce CRI-250).
[1006] AUPSA, Résolution n° 028-2014 (pièce CRI-234).
[1007] AUPSA, Résolution n° 029-2014 (pièce CRI-236).
[1008] AUPSA, Résolution n° 030-2014 (pièce CRI-237).
[1009] AUPSA, Résolution n° 16 (2014) (pièce CRI-225).
[1010] AUPSA, Résolution n° 11 (2014) (pièce CRI-228).
[1011] AUPSA, Résolution n° 12 (2014) (pièce CRI-231).
[1012] AUPSA, Résolution n° 10-CTI-16 (pièce CRI-238).
[1013] AUPSA, Résolution n° 15 (2014) (pièce CRI-244).
[1014] AUPSA, Résolution n° 039-2014 (pièce CRI-247).
[1015] AUPSA, Résolution n° 45 (2014) (pièce CRI-253).
[1016] AUPSA, Résolution n° 44 (2014) (pièce CRI-256).
[1017] AUPSA, Résolution n° 008-CTI-16 (pièce CRI-259).
[1018] AUPSA, Résolution n° 007-CTI-16 (pièce CRI-262).
[1019] AUPSA, Résolution n° 43 (2014) (pièce CRI-206).
[1020] AUPSA, Résolution n° 48 (2014) (pièce CRI-219).
[1021] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 42; et Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 18.

7.4.1.2.1 Question de savoir si le Panama maintient une prohibition à l'importation des produits en cause en vertu de la révocation de l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire du Costa Rica

7.457. Dans son examen de cette question, le Groupe spécial analysera les éléments de preuve versés au dossier, y compris la réglementation panaméenne pertinente, les communications des autorités sanitaires panaméennes et costariciennes sur la mise en œuvre de cette réglementation, et les engagements pris à la réunion de Paso Canoas.

7.4.1.2.1.1 Réglementation panaméenne pertinente

7.458. Conformément aux normes pertinentes, deux types d'admissibilités cumulatives sont nécessaires pour importer au Panama des produits d'origine animale qui présentent à la fois des risques sanitaires (pour la santé humaine) et des risques zoosanitaires (pour la santé animale, par exemple en raison de la transmission d'une maladie animale).[1022] D'une part, la partie intéressée par l'exportation vers le Panama de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine et/ou animale doit vérifier si le produit d'origine animale qu'elle souhaite introduire au Panama est soumis à des prescriptions en matière d'importation établies par l'AUPSA. Si de telles prescriptions existent, elle devra vérifier si l'admissibilité sanitaire en tant que pays, régions, zones et compartiments et/ou l'homologation de l'établissement, de la chaîne de production et/ou de l'usine de transformation sont requises.[1023] D'autre part, l'importateur doit également obtenir une licence zoosanitaire d'importation, qui implique la reconnaissance de l'admissibilité zoosanitaire du pays, de la zone ou de la région et de l'établissement concerné.[1024]

7.459. En ce qui concerne les produits d'origine animale en cause, le Panama dispose de prescriptions sanitaires spécifiques relatives à leur importation. Ces prescriptions concernant certains produits carnés et produits laitiers figurent dans le dossier.[1025] Les résolutions qui les contiennent ne sont pas identiques pour tous les produits. Cependant, elles font toutes référence à l'admissibilité sanitaire en tant que pays et à l'homologation sanitaire des établissements aux fins de l'exportation de produits alimentaires vers le Panama. L'un des considérants communs à ces résolutions fait référence à la compétence de l'AUPSA s'agissant d'"approuver l'admissibilité sanitaire et phytosanitaire des pays, régions, zones, chaînes de production et/ou usines aux fins de

[1022] Panama, réponse à la question n° 142 du Groupe spécial, paragraphe 111. Le Panama ne précise pas si tous les produits en cause présentent à la fois des risques sanitaires et des risques zoosanitaires, mais il confirme que c'est le cas du lait cru en provenance du Costa Rica. (*Ibid*.)

[1023] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 7, section VII.

[1024] Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-130), article 31. Cet article dispose que "[p]our l'importation d'animaux, de leurs produits et de leurs sous-produits; de médicaments à usage vétérinaire ainsi que de produits biologiques, biotechnologiques, chimiques et alimentaires destinés à l'utilisation et à la consommation animale, une licence zoosanitaire d'importation délivrée par le Ministère du développement agricole ou en son nom est requise au préalable". Voir aussi Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24), articles 2, 4 à 13 (en ce qui concerne l'admissibilité d'une zone, d'un pays ou d'une région) et 14 à 19 (en ce qui concerne les établissements, les usines de transformation ou les autres installations de production animale).

[1025] Le dossier contient les résolutions ci-après, qui énoncent des prescriptions sanitaires relatives aux produits en question: Résolution n° AUPSA-DINAN-007-2010 concernant l'importation de produits laitiers (pièce CRI-284); Résolution n° AUPSA-DINAN-032-2010 concernant l'importation de farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de viandes, d'abats, de cretons, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, et d'autres préparations, destinés à la consommation animale (pièce CRI-285); Résolution n° AUPSA-DINAN-045-2011 concernant l'introduction d'aliments à teneur en protéines provenant de ruminants, destinés à la consommation exclusive de chiens et de chats (pièce CRI-286); Résolution n° AUPSA-DINAN-017-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce porcine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-287); Résolution n° AUPSA-DINAN-059-2013 concernant l'importation de produits carnés d'origine bovine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-288); Résolution n° AUPSA-DINAN-016-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce bovine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-289); Résolution n° AUPSA-DINAN-035-2011 concernant l'importation de produits carnés d'origine porcine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-290); Résolution n° AUPSA-DINAN-022-2011 concernant l'introduction de produits carnés d'origine avicole, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-291); et Résolution n° AUPSA-DINAN-061-2013 concernant l'importation de produits laitiers (*Bovidae*), destinés à la consommation humaine (pièce CRI-292).

l'exportation d'aliments" vers le Panama.[1026] Ces résolutions contiennent également les prescriptions suivantes: a) le pays d'origine doit être "reconnu comme admissible par l'[AUPSA]" aux fins de l'exportation des produits en question[1027]; et b) les produits doivent être fabriqués ou transformés dans un établissement agréé pour l'exportation par le pays exportateur et approuvé par l'AUPSA.[1028] Pour certains produits, l'autorisation d'introduire des aliments dépend du statut du pays, de la zone ou du compartiment en ce qui concerne l'encéphalite spongiforme bovine (ESB).[1029] Bien que ces résolutions ne fassent pas mention de l'obtention de l'admissibilité zoosanitaire en tant que pays ni de la licence zoosanitaire d'un établissement, le Groupe spécial comprend que ces prescriptions s'appliquent à l'importation des produits en cause au Panama.[1030]

7.460. Le Groupe spécial observe que, conformément aux normes mentionnées, pour exporter vers le Panama les produits en cause qui présentent à la fois des risques sanitaires et des risques zoosanitaires, le Costa Rica doit obtenir la reconnaissance de son admissibilité sanitaire et zoosanitaire, et chacun des établissements costariciens doit obtenir une homologation sanitaire et zoosanitaire pour les produits en cause. Comme cela a été indiqué précédemment, le principal désaccord entre les parties concerne la question de savoir si le Panama a révoqué l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire du Costa Rica pour tous les produits en cause dans le traitement des demandes de renouvellement des homologations sanitaires des 18 établissements costariciens en question.

7.461. En ce qui concerne l'admissibilité sanitaire et zoosanitaire[1031], les normes pertinentes sont établies dans les instruments et les dispositions ci-après:

a. Article 6, paragraphe 5 de la Loi n° 23 du 15 juillet 1997, "qui porte approbation de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et du Protocole d'accession du Panama audit accord, y compris ses annexes et listes d'engagements, adapte la législation intérieure aux règles internationales et énonce d'autres dispositions", qui désigne la Direction nationale de la santé animale (DINASA) du Ministère du développement agricole (MIDA) comme l'autorité compétente pour "[a]pprouver

[1026] Voir, par exemple, la Résolution n° AUPSA-DINAN-045-2011 concernant l'introduction d'aliments à teneur en protéines provenant de ruminants, destinés à la consommation exclusive de chiens et de chats (pièce CRI-286), troisième considérant; et la Résolution n° AUPSA-DINAN-035-2011 concernant l'importation de produits carnés d'origine porcine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-290), troisième considérant.

[1027] Le Groupe spécial observe que, puisque ces résolutions prescrivent que le pays d'origine doit être "reconnu comme admissible par l'[AUPSA]", elles se réfèrent à l'obtention de l'admissibilité sanitaire en tant que pays. Le Panama explique que, au titre de la réglementation panaméenne, l'admissibilité sanitaire et l'admissibilité zoosanitaire sont des concepts différents, évalués par des autorités différentes. Selon lui, alors que l'admissibilité sanitaire fait référence aux risques d'origine alimentaire et est vérifiée par l'AUPSA, l'admissibilité zoosanitaire fait référence aux risques liés au bétail (santé animale) et est vérifiée par la Direction nationale de la santé animale du Ministère du développement agricole. Le Panama ajoute que l'admissibilité zoosanitaire ne fonctionne pas comme une condition préalable à l'obtention de l'admissibilité sanitaire au titre de la loi panaméenne. (Panama, réponse à la question n° 142 du Groupe spécial, paragraphe 111. Voir aussi *ibid*., paragraphes 106 à 110.)

[1028] Voir, par exemple, la Résolution n° AUPSA-DINAN-007-2010 concernant l'importation de produits laitiers (pièce CRI-284), article 4.2 et 4.3; et la Résolution n° AUPSA-DINAN-032-2010 concernant l'importation de farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de viandes, d'abats, de cretons, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, et d'autres préparations, destinés à la consommation animale (pièce CRI-285), articles 2 et 3. Voir aussi la Résolution n° AUPSA-DINAN-017-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce porcine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-287), article 2; et la Résolution n° AUPSA-DINAN-016-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce bovine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-289), article 2 ("le pays, la région/zone, le compartiment, les chaînes de production et/ou les usines d'où proviennent les viandes et abats comestibles de l'espèce [porcine/bovine] destinés à la consommation humaine ont été reconnus comme étant admissibles par l'[AUPSA]").

[1029] Résolution n° AUPSA-DINAN-045-2011 concernant l'introduction d'aliments à teneur en protéines provenant de ruminants, destinés à la consommation exclusive de chiens et de chats (pièce CRI-286), articles 5 à 7; et Résolution n° AUPSA-DINAN-059-2013 concernant l'importation de produits carnés d'origine bovine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-288), articles 4 et 5.

[1030] Voir Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-130), articles 6.4, 6.5, et 31.

[1031] Voir plus haut la note de bas de page 1027. Sur ce point, le Costa Rica considère que les autorités panaméennes ont traité l'admissibilité sanitaire et l'admissibilité zoosanitaire conjointement, et ont révoqué ou cessé de reconnaître les deux d'une manière injustifiée. (Costa Rica, observations sur la réponse du Panama aux questions du Groupe spécial n° 140, paragraphes 3.134 à 3.140, et n° 142, paragraphe 3.148)

l'admissibilité, du point de vue zoosanitaire, des zones, des pays et des régions qui exportent des sous-produits vers le Panama".[1032]

b. Article 62 de la Loi n° 23 du 15 juillet 1997, selon lequel il incombe au MIDA d'"homologuer les régions, les pays, les zones et/ou les usines de transformation ou autres installations liées à la production animale qui y sont situées comme étant admissibles, du point de vue zoosanitaire, aux fins de l'exportation vers le Panama des marchandises qu'ils produisent".[1033]

c. Article 67 de la Loi n° 23 du 15 juillet 1997, qui dispose que l'homologation zoosanitaire pourra être "révoquée ou son renouvellement automatique refusé" dans les deux situations suivantes: i) lorsque la situation épizootiologique de la région, du pays ou de la zone le justifie, conformément à la norme zoosanitaire spécifique, ou ii) lorsqu'il existe des éléments démontrant clairement un non-respect dans la mise en œuvre de la norme, au moyen d'essais en laboratoire ou d'inspections, pendant la durée de validité de l'homologation.[1034]

d. Décret exécutif n° 49 du 16 avril 2001, qui régit la procédure d'octroi de l'admissibilité zoosanitaire aux régions, aux pays, aux zones, aux usines de transformation et autres installations liées à la production d'animaux, de leurs produits et sous-produits et d'aliments destinés à être utilisés et consommés, en vue de leur introduction sur le territoire du Panama; et réaffirme la compétence du MIDA du Panama pour ce qui est d'approuver l'admissibilité zoosanitaire.[1035]

e. Articles 76 et 77 du Décret-loi n° 11 de 2006 portant création de l'AUPSA et énonçant d'autres dispositions, qui indiquent que tant les prescriptions sanitaires applicables à l'importation que les droits acquis des particuliers en matière d'importation d'aliments resteront en vigueur.[1036] L'article 76 précise que les prescriptions sanitaires applicables à l'importation pourront être modifiées conformément aux dispositions du Décret-loi.[1037]

f. Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007, au moyen de laquelle est approuvée l'admissibilité sanitaire des pays, régions, zones, compartiments, chaînes de production et/ou usines aux fins de l'exportation de leurs produits vers le Panama, préalablement octroyée conformément à l'article 77 du Décret-loi n° 11 de 2006[1038]; et qui définit les situations dans lesquelles l'autorité sanitaire du Panama peut révoquer ou suspendre l'admissibilité sanitaire d'un pays exportateur.[1039] Cette résolution contient en annexe une liste officielle des pays, régions, zones et compartiments admissibles au 5 mai 2009[1040], qui a été mise à jour en juillet 2014.[1041]

7.462. En ce qui concerne la relation entre l'admissibilité sanitaire et l'admissibilité zoosanitaire, le questionnaire préliminaire visant à déterminer l'admissibilité zoosanitaire d'un pays que le Panama a envoyé au Costa Rica en février 2021, après la réunion de Paso Canoas, précise ce qui suit dans l'un de ses paragraphes introductifs:

[1032] Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-130), article 6, paragraphe 5. Voir aussi articles 31 et 62 à 67 de la Loi n° 23 du 15 juillet 1997 (pièce PAN-130); et Panama, réponse à la question n° 142 du Groupe spécial, paragraphe 109.

[1033] Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-130), article 62.

[1034] Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-130), article 67.

[1035] Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24).

[1036] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), article 77 (qui dispose que "[l]es droits acquis des particuliers en matière d'importation d'aliments resteront en vigueur"). Le Groupe spécial comprend que les droits acquis des particuliers en matière d'importation d'aliments comprennent l'octroi de l'admissibilité sanitaire. Voir Panama, réponse à la question n° 32 du Groupe spécial, paragraphes 107 à 111.

[1037] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2).

[1038] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), article 77.

[1039] Le Groupe spécial observe qu'il s'agit des mêmes motifs de révocation de l'admissibilité zoosanitaire que ceux énoncés au point c) ci-dessus.

[1040] Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26).

[1041] Annexe à la Résolution n° AUPSA DINAN-092-2007, mise à jour en juillet 2014 (pièce CRI-27).

> Si le pays intéressé par l'exportation d'animaux et de produits et sous-produits d'origine animale vers le Panama est déclaré admissible sur le plan zoosanitaire parce qu'il respecte le niveau de protection requis par les lois et normes sanitaires du Panama, alors seulement le processus de détermination de l'équivalence en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires destinés à la consommation humaine pourra se poursuivre, sous la responsabilité du Département de la protection des aliments du Ministère de la santé (MINSA) du Panama et de la Direction de la sécurité sanitaire des aliments (AUPSA).[1042]

7.463. Le Groupe spécial comprend que, conformément aux normes susmentionnées et au paragraphe introductif du questionnaire précité, pour importer certains produits au Panama, y compris les produits laitiers et les produits carnés en cause qui présentent des risques sanitaires et zoosanitaires, le pays exportateur doit obtenir l'approbation de son admissibilité zoosanitaire et de son admissibilité sanitaire pour le produit concerné.

7.464. Le *Manuel AUPSA d'admissibilité sanitaire* établit les procédures que les pays doivent suivre pour obtenir l'admissibilité sanitaire[1043], par produit ou espèce animale, afin de pouvoir exporter leurs produits vers le Panama.[1044] Il indique que la partie intéressée par l'exportation de produits vers le Panama pourra passer à l'étape de l'homologation[1045] de l'établissement si le pays, la région, la zone et le compartiment sont habilités, c'est-à-dire s'ils bénéficient d'une admissibilité sanitaire.[1046] Pour les cas où aucune admissibilité sanitaire n'a été enregistrée, il décrit les étapes que les autorités panaméennes doivent suivre en vue d'effectuer une analyse des risques et de décider d'octroyer ou non l'admissibilité. L'admissibilité est déclarée au moyen d'une résolution du Conseil scientifique et technique de la sécurité des aliments, qui sera approuvée par l'AUPSA, puis publiée et ajoutée dans la base de données de la page Web de l'AUPSA.[1047]

7.465. En vertu du Décret-loi n° 11 de 2006 et conformément à la Résolution n° AUPSA DINAN-092-2007, le Panama a publié, en 2009, les instruments suivants: a) la Résolution n° 28 de l'AUPSA[1048] portant approbation de l'admissibilité sanitaire du Costa Rica aux fins de l'exportation vers le Panama de produits carnés à base de viande de bœuf destinés à la consommation humaine; et b) la mise à jour de l'annexe du Décret-loi n° 11 de 2006[1049] en vue de l'octroi au Costa Rica de l'admissibilité sanitaire aux fins de l'exportation de certains des produits en cause vers le Panama.[1050]

[1042] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268). Le Panama soutient que, selon la réglementation panaméenne, l'admissibilité zoosanitaire ne fonctionne pas comme une condition préalable à l'admissibilité sanitaire. (Panama, réponse à la question n° 142 du Groupe spécial, paragraphe 111) Pour sa part, le Costa Rica considère que la procédure relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires évoquée dans le questionnaire susmentionné correspond à l'admissibilité sanitaire. (Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphe 3.136)

[1043] Le Manuel définit l'"admissibilité sanitaire" comme "la reconnaissance par l'[AUPSA] de l'existence de pays, régions, zones et compartiments exempt[s] de la maladie considérée, définie par l'autorité officielle compétente du pays exportateur, aux fins de l'importation ou du transit de produits alimentaires". (AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 3)

[1044] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), pages 7 à 9.

[1045] Le Manuel définit l'"homologation" comme l'"[a]cte par lequel la chaîne de production et/ou les usines de transformation sont reconnues comme admissibles, d'un point de vue sanitaire et/ou phytosanitaire". (AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 3)

[1046] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 7, paragraphe 2.

[1047] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 9, paragraphes 18 et 19.

[1048] AUPSA, Résolution n° 28 (2009) (pièce PAN-1).

[1049] Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26), dont l'annexe a été mise à jour le 5 mai 2009. Voir aussi l'Annexe à la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007, mise à jour en juillet 2014 (pièce CRI-27).

[1050] Le dossier fait état de l'octroi au Costa Rica de l'admissibilité sanitaire pour les produits suivants: viande fraîche de bœuf; produits carnés à base de viande de bœuf; viande fraîche de porc et produits carnés à base de viande de porc; produits laitiers de bovins; et fromages affinés transformés. (Résolution

7.466. Bien que le Costa Rica allègue que le Panama a révoqué son admissibilité sanitaire, le dossier ne contient aucun élément de preuve indiquant que les instruments au moyen desquels le Panama a octroyé l'admissibilité sanitaire au Costa Rica aux fins de l'exportation des produits en cause vers le Panama ont été modifiés ou révoqués formellement. Le Groupe spécial observe que, selon le Panama, les instruments susmentionnés sont toujours en vigueur et n'ont pas été modifiés en vue de la révocation expresse de l'admissibilité sanitaire du Costa Rica.[1051]

7.467. Le Groupe spécial observe en outre que la réglementation panaméenne prévoit que l'AUPSA pourra suspendre ou révoquer l'admissibilité sanitaire d'un pays uniquement: a) lorsqu'il se produit des changements substantiels dans le statut sanitaire, conformément aux mécanismes de notification établis dans la réglementation internationale, ou b) lorsqu'il existe des éléments scientifiques ou techniques qui démontrent de manière concluante le non-respect des normes sanitaires panaméennes.[1052]

7.468. Le Groupe spécial ne trouve rien dans le dossier qui démontre que le Panama a notifié au Costa Rica que les cas de figure prévus par la réglementation panaméenne pour la suspension ou la révocation de l'admissibilité sanitaire s'étaient produits. En effet, aucune des parties n'affirme qu'il y a eu des changements substantiels dans le statut sanitaire du Costa Rica ni qu'il existe des éléments de preuve attestant du non-respect des normes sanitaires panaméennes relatives aux produits laitiers et aux produits carnés en cause. De l'avis du Groupe spécial, cela étaye la conclusion selon laquelle le Panama n'a pas révoqué l'admissibilité sanitaire du Costa Rica.

7.469. En ce qui concerne l'admissibilité zoosanitaire, le Groupe spécial observe que les parties n'ont pas présenté des éléments de preuve aussi détaillés que pour l'admissibilité sanitaire. Par conséquent, il n'est pas indiqué dans le dossier quand l'admissibilité sanitaire a été octroyée au Costa Rica pour les produits en cause ou pour les établissements costariciens en question. Toutefois, au vu de la réglementation susmentionnée en la matière, il semblerait clair que, pour pouvoir importer les produits en cause au Panama, le Costa Rica et ses établissements devaient bénéficier d'une telle admissibilité. En conséquence, on pourrait supposer que le Panama a octroyé l'admissibilité zoosanitaire pour ces produits au moins pour la période pendant laquelle ces établissements ont pu exporter les produits en cause au Panama. De même que le Groupe spécial l'a dit jusqu'à présent pour l'admissibilité sanitaire, il n'est pas indiqué dans le dossier que le Panama a révoqué cette admissibilité zoosanitaire.[1053]

---

n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26), dont l'annexe a été mise à jour le 5 mai 2009; Annexe à la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007, mise à jour en juillet 2014 (pièce CRI-27); et AUPSA, Résolution n° 28 (2009) (pièce PAN-1)) Par contre, il n'y a pas, dans le dossier, d'éléments de preuve de l'octroi de l'admissibilité sanitaire au Costa Rica pour les produits ci-après que le Costa Rica mentionne dans sa première communication écrite: les produits carnés (charcuterie) d'origine avicole; les aliments pour animaux aquatiques (poissons); et les aliments pour animaux de compagnie (chiens) à teneur en protéines provenant de ruminants. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 41)

Toutefois, comme indiqué plus loin, le dossier contient des éléments de preuve indiquant que l'homologation sanitaire de Biomar et de Central Veterinaria a été en vigueur jusqu'à la date d'établissement du Groupe spécial pour les aliments pour crevettes et poissons, et les aliments pour animaux de compagnie, respectivement. (AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217)) De même, les homologations sanitaires d'au moins trois établissements exportant des produits carnés d'origine avicole ont été en vigueur jusqu'au 30 juin 2020 (voir les établissements Cinta Azul Pipasa (n° 5), Planta proceso posterior (Pipasa) (n° 30E) et Sigma Alimentos (n° 7) dans AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217)). Il découle de ce qui précède que le Panama reconnaissait l'admissibilité sanitaire du Costa Rica pour ces produits.

[1051] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 59; et réponse à la question n° 152 du Groupe spécial, paragraphe 149.

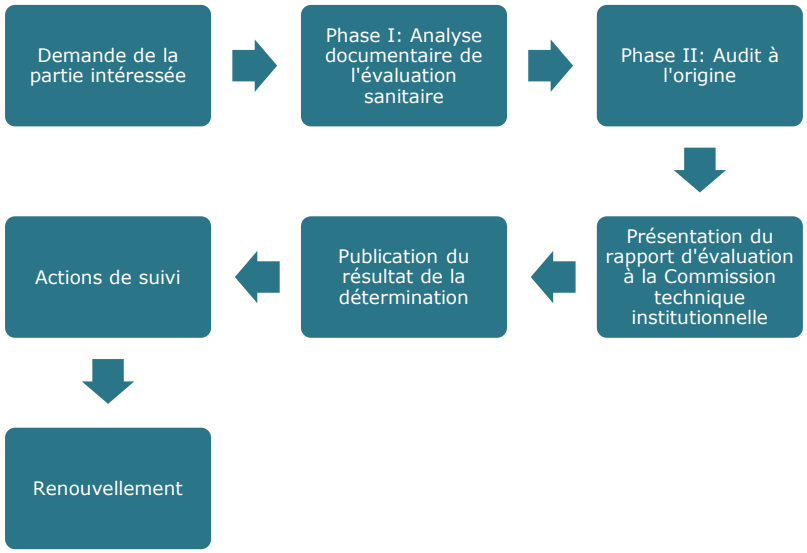
[1052] Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26), article 4. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 42 du Groupe spécial, paragraphe 134.

[1053] Comme il a été indiqué plus haut au paragraphe 7.461, conformément à l'article 67 de la Loi n° 23 de 1997, l'admissibilité zoosanitaire est révoquée ou n'est pas renouvelée en cas de modification des conditions zoosanitaires ou de non-respect des normes en question. Comme pour l'admissibilité sanitaire, il n'y a pas, dans le dossier, d'élément de preuve indiquant que le Panama a informé le Costa Rica que l'une de ces situations s'était produite concernant les conditions zoosanitaires. En outre, le Costa Rica n'a pas présenté d'arguments sur cette question concernant l'admissibilité zoosanitaire. Cela montre que les conditions nécessaires pour révoquer ou ne pas renouveler l'admissibilité zoosanitaire ne sont pas remplies, ce qui permet de déduire que celle-ci reste en vigueur pour les produits en cause. Le Groupe spécial observe également que dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica a fait référence à la communication du

7.470. Outre la réglementation relative à l'admissibilité sanitaire et zoosanitaire, le Groupe spécial trouve également des éléments pertinents pour son analyse dans la réglementation relative à l'homologation sanitaire des établissements. En particulier, le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* énonce la procédure que les établissements, les chaînes de production et/ou les usines de transformation doivent suivre pour obtenir l'homologation qui leur permette d'exporter leurs produits d'origine animale destinés à la consommation humaine et/ou animale vers le Panama et, le cas échéant, les renouvellements ultérieurs des homologations sanitaires.[1054]

7.471. Le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* dispose que les procédures d'homologation en question comportent les étapes suivantes[1055]:

Illustration 1 Diagramme de la procédure d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation aux fins de l'exportation d'aliments vers le Panama[1056]



7.472. Le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* indique que cette autorité tient à jour une base de données des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation qui exportent des produits vers le Panama, ainsi que des aliments approuvés pour l'exportation. Il précise que cette base de données est accessible dans les bureaux de l'AUPSA et sur sa page Web.[1057]

7.473. En ce qui concerne le renouvellement des homologations sanitaires des établissements, le Panama indique que les procédures applicables figurent au paragraphe 7 de ce manuel.[1058] Le paragraphe 7 de la section VII du Manuel, intitulé "*Renovaciones*" (Renouvellements), indique ce qui suit:

SENASA à l'AUPSA du 24 février 2021, dans laquelle il indiquait que la nouvelle procédure d'évaluation zoosanitaire n'était ni justifiable ni nécessaire, étant donné, entre autres, qu'aucun des deux cas de figure prévus dans la législation panaméenne pour la perte d'une homologation sanitaire "ne se présentait" en l'espèce (Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 3 et note de bas de page 10).

[1054] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 2, sections II et III.

[1055] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 6, section VI. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 40 du Groupe spécial, paragraphe 126.

[1056] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 6, section VI.

[1057] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 7, section VII.

[1058] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 88.

La partie intéressée devra transmettre la demande conformément au point 1 de la présente procédure et dans le délai fixé dans la résolution concernant l'homologation de la Commission technique institutionnelle.

L'AUPSA pourra renouveler l'homologation d'un établissement, d'une chaîne de production ou d'une usine de transformation sur la base des éléments énumérés ci-après et, pour ce faire, des renseignements pertinents pourront être demandés à l'autorité compétente du pays exportateur et/ou à la partie intéressée:

- Situation sanitaire et/ou phytosanitaire du pays exportateur.
- Conditions sanitaires de l'établissement et caractéristiques des produits qu'il souhaite continuer à introduire dans le pays.
- Expérience, connaissance et confiance acquises au sujet des systèmes d'inspection et de certification des aliments du pays exportateur et de l'établissement, de la chaîne de production ou de l'usine de transformation en question.

…

L'AUPSA se réserve le droit d'effectuer des audits et des inspections à l'origine pour le renouvellement des établissements, des chaînes de production ou des usines de transformation, en fondant sa décision sur l'analyse des risques pertinente.

Le rapport d'évaluation sanitaire pour le renouvellement d'un établissement, d'une chaîne de production ou d'une usine de transformation devra être remis au responsable des évaluations sanitaires et phytosanitaires auprès de la Direction nationale des normes pour l'importation d'aliments.

À partir de la remise du rapport d'évaluation sanitaire pour le renouvellement d'un établissement, d'une chaîne de production ou d'une usine de transformation, la présente procédure sera suivie.[1059]

7.474. Comme le prévoit le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, une fois que les autorités panaméennes homologuent l'établissement, la résolution concernant l'homologation est publiée et l'établissement est ajouté dans la base de données de la page Web de l'AUPSA.[1060]

7.475. Le Groupe spécial note la référence faite par le Panama au paragraphe 7 de la section VII cité plus haut. Le Panama souligne que cette disposition prévoit que, dans le cadre de la procédure de renouvellement d'un établissement, l'AUPSA pourra demander des renseignements pertinents à l'autorité compétente du pays exportateur sur la situation sanitaire du pays exportateur, et sur la fiabilité des systèmes d'inspection et de certification des aliments du pays exportateur et de l'établissement en question. Selon lui, la demande de renseignements qu'il a adressée au Costa Rica pour traiter les renouvellements des établissements costariciens pour les produits en question était fondée sur cette disposition.[1061] Le Costa Rica n'est pas d'accord car il considère que les renseignements demandés par le Panama vont bien au-delà de ceux qui sont nécessaires aux fins du paragraphe 7 de la section VII susmentionné.[1062]

7.476. Le Groupe spécial observe que, comme l'indique le Panama, le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* prévoit que, dans le cadre de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires, l'AUPSA peut demander des renseignements sur "la situation sanitaire … du pays

[1059] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 14, section VII, paragraphe 7.

[1060] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 13, section VII, paragraphe 5.

[1061] Panama, réponse à la question n° 27 du Groupe spécial, paragraphes 96 et 97 (faisant référence à AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 14, section VII, paragraphe 7); deuxième communication écrite, paragraphe 59; et réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphes 95 à 104.

[1062] Costa Rica, réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphes 3.114 à 3.126.

exportateur" ainsi que des renseignements sur les conditions sanitaires de l'établissement; les caractéristiques des produits qu'il souhaite continuer à introduire dans le pays; l'expérience, la connaissance et la confiance acquises au sujet des systèmes d'inspection et de certification des aliments du pays exportateur et de l'établissement, de la chaîne de production ou de l'usine de transformation en question.[1063] De l'avis du Groupe spécial, la portée des demandes de renseignements adressées par le Panama au Costa Rica dans le contexte des demandes de renouvellement n'est pas, en soi, déterminante pour savoir si le Panama a révoqué l'admissibilité sanitaire du Costa Rica pour les produits en question, car le Panama pourrait demander des renseignements excessifs aux fins de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires sans que cela entraîne la révocation de l'admissibilité sanitaire.

7.477. Outre l'homologation sanitaire, les établissements intéressés par l'exportation de leurs produits d'origine animale vers le Panama doivent également obtenir une licence zoosanitaire.[1064] Le Groupe spécial souligne également que, conformément à ce que prévoit la réglementation panaméenne[1065] et aux éléments de preuve versés au dossier, le processus d'octroi des homologations sanitaires implique la coordination des autorités du MIDA et de l'AUPSA. En particulier, au moins une fois, l'AUPSA a informé le SENASA que les audits[1066] sur place seraient programmés avec la participation de fonctionnaires de l'AUPSA et du MIDA, aux fins de l'évaluation sanitaire et zoosanitaire qui relève de la responsabilité de chacune de ces autorités panaméennes.[1067] Le Groupe spécial observe que le dossier ne fait état d'aucune action additionnelle du MIDA ou de ses services indiquant que l'admissibilité zoosanitaire du Costa Rica a été révoquée pour les produits en question.

7.478. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que les renseignements concernant le cadre réglementaire panaméen n'étayent pas l'allégation du Costa Rica selon laquelle le Panama a révoqué son admissibilité sanitaire/zoosanitaire pour tous les produits en cause. Cependant, il poursuit son examen des communications entre les parties concernant la Mesure 2 et des éléments de preuve relatifs aux engagements pris à la réunion bilatérale de Paso Canoas pour déterminer si, comme l'allègue le Costa Rica, l'"AUPSA a cessé de reconnaître la validité de … [son] admissibilité sanitaire[/zoosanitaire]."[1068]

7.4.1.2.1.2 Communications pertinentes échangées entre les parties et éléments de preuve relatifs aux engagements de Paso Canoas

7.479. S'agissant des communications échangées entre les parties, le Groupe spécial observe tout d'abord que, le *10 juillet 2020*, l'AUPSA a répondu[1069] à la communication du 12 juin 2020 dans

[1063] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 14, section VII, paragraphe 7.

[1064] Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24), articles 14 à 19 (en ce qui concerne les établissements, les usines de transformation ou les autres installations de production animale). Le Groupe spécial observe que le dossier contient un exemple de résolution de la Direction nationale de la santé animale (DINASA) du Ministère du développement agricole du Panama (MIDA) octroyant l'admissibilité zoosanitaire à un établissement costaricien. Voir la Résolution n° DINASA-DTIE-A-001-2022 (pièce PAN-106).

[1065] L'article 21 du Décret-loi n° 11 de 2006 établit le Conseil scientifique et technique de la sécurité des aliments, qui est composé de représentants de diverses autorités, y compris celles qui sont chargées de la santé animale au sein du Ministère de la santé et du MIDA. Parmi les compétences de ce conseil, prévues à l'article 25 du Décret, figure celle de déclarer par voie de résolution l'admissibilité des zones, pays, régions et compartiments aux fins de l'importation d'aliments. (Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), articles 21 et 25) Le Groupe spécial observe que, dans plusieurs résolutions de l'AUPSA, il est indiqué que celle-ci est l'autorité ou l'entité "de l'État chargée d'assurer le respect et l'application des lois et règlements relatifs à l'introduction en toute sécurité d'aliments sur le territoire national". (Voir, entre autres, la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26); AUPSA, Résolution n° 028-2014 (pièce CRI-234); et AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).)

[1066] Par souci de clarté, dans le contexte de la Mesure 2, le Groupe spécial fait référence à des "audits", même si, dans les communications des autorités des parties ou dans les communications présentées par les parties au présent Groupe spécial, on utilise des termes tels que "visites" ou "inspections".

[1067] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38).

[1068] Costa Rica, réponse à la question n° 141 du Groupe spécial, paragraphe 3.69. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 153 du Groupe spécial, paragraphe 3.86.

[1069] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

laquelle le SENASA lui demandait de traiter une prorogation[1070] de l'homologation sanitaire des établissements costariciens, qui devait expirer le 30 juin 2020. Dans sa communication, le SENASA demandait à l'AUPSA de traiter cette prorogation sur la base d'une évaluation documentaire, indiquant que, en raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, les audits sur place pourraient être effectués à un autre moment.[1071] L'AUPSA a rejeté la demande de prorogation du SENASA, notant que, étant donné les circonstances de la pandémie de COVID-19, les établissements costariciens pourraient "faire l'objet d'une nouvelle procédure en vue de leur homologation".[1072] Elle a précisé que cette nouvelle procédure nécessitait que les autorités panaméennes soient en mesure d'engager des démarches pour l'évaluation et la reconnaissance du système sanitaire costaricien et les audits à l'origine de ces établissements. Selon elle, l'objectif de cette procédure serait de garantir et de faire en sorte que le système sanitaire costaricien respecte les prescriptions sanitaires prévues par la législation sanitaire panaméenne. L'AUPSA a ajouté qu'une évaluation documentaire ne suffirait pas et a noté que les établissements et le système sanitaire costaricien n'avaient pas "fait l'objet d'une évaluation exhaustive par [ses] autorités depuis 2014".[1073]

7.480. Le Groupe spécial observe que, parmi tous les éléments versés au dossier, il s'agit de la première référence faite par l'AUPSA à "une nouvelle procédure en vue [d'octroyer l']homologation" sanitaire aux établissements costariciens, dans le contexte de la demande de renouvellement de ces établissements. Dans cette communication, l'AUPSA ne donne pas de détails sur la "nouvelle procédure" à laquelle elle fait référence. Avant d'envoyer cette communication, elle n'avait fait aucune mention similaire dans les communications figurant dans le dossier concernant les prescriptions relatives au renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens.[1074]

7.481. Environ un mois plus tard, le *21 août 2020*, l'AUPSA a envoyé au SENASA une communication dans laquelle elle faisait référence aux demandes de renouvellement des homologations sanitaires de plusieurs établissements costariciens intéressés par l'exportation de produits laitiers et de produits carnés vers le Panama. L'AUPSA a informé le SENASA que "compte tenu de la procédure établie dans la législation sanitaire panaméenne, pour traiter ces demandes, il [fallait] une reconnaissance préalable de l'admissibilité zoosanitaire du Costa Rica, de sorte qu'il [était] nécessaire de lancer le processus d'évaluation zoosanitaire pour déterminer son admissibilité aux fins de l'exportation d'animaux et de produits et sous-produits d'origine animale vers le Panama".[1075]

7.482. Le Groupe spécial observe que, dans cette communication du 21 août 2020, l'AUPSA fait référence pour la première fois à la nécessité que le Costa Rica obtienne la reconnaissance de son

[1070] Les communications du SENASA et de l'AUPSA citées dans ce paragraphe font référence à des "prolongations". Comme expliqué plus loin, dans le présent rapport, le Groupe spécial utilise le terme "prorogation" pour désigner toute extension de la durée de validité des homologations sanitaires qui ne satisfait pas aux prescriptions de la réglementation panaméenne et ne peut donc être considérée comme un renouvellement. (Voir plus loin la note de bas de page 1110) Dans la suite du rapport, le Groupe spécial utilisera le terme "prorogations" pour désigner toutes les références au terme "prolongations" qui figurent aussi bien dans les éléments de preuve fournis par les parties (principalement, les communications entre le SENASA et l'AUPSA) que dans les communications écrites que les parties ont présentées dans le cadre de la présente procédure.

[1071] Note officielle n° SENASA-DG-0721-2020 (pièce CRI-43). Le SENASA a envoyé cette note à la suite de multiples communications dans lesquelles il demandait le renouvellement des homologations sanitaires octroyées aux établissements costariciens. (Voir plus loin l'appendice 1, page 386.)

[1072] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

[1073] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45). Dans cette note, l'AUPSA a mentionné 26 établissements costariciens, y compris les établissements costariciens en question, à l'exception de Central Veterinaria, qui bénéficiait à l'époque d'une prorogation de son homologation sanitaire. (Voir AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2); et AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2020) (pièce CRI-398).)

[1074] En particulier, l'AUPSA n'a pas mentionné la nécessité de réaliser une "nouvelle procédure" dans ses réponses aux demandes présentées par le SENASA pour deux établissements de Dos Pinos et par le représentant de Biomar pour l'un de ses établissements. Au moyen de la Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), elle a informé le SENASA qu'avant de procéder à l'inspection sur place des usines, il fallait mettre à jour les renseignements figurant dans le formulaire joint. Elle n'a fait référence à aucune "nouvelle procédure" pour le traitement de ce renouvellement. Comme indiqué dans les communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), celle-ci n'a pas demandé de renseignements pour traiter le renouvellement de Biomar et n'a pas indiqué non plus qu'une nouvelle procédure serait engagée.

[1075] Note n° AUPSA-AG-395-2020 (pièce CRI-51).

admissibilité zoosanitaire avant que soit terminé le renouvellement des homologations sanitaires. Comme il a été indiqué plus haut, le Panama soutient que l'admissibilité zoosanitaire est différente de l'admissibilité sanitaire.[1076] Le Groupe spécial considère que l'affirmation du Panama selon laquelle l'admissibilité sanitaire et l'admissibilité zoosanitaire sont des concepts différents est étayée par les règles mêmes qu'il a mentionnées plus haut au paragraphe 7.461. Comme l'indique le Panama, l'octroi de l'admissibilité zoosanitaire est régi par le Décret exécutif n° 49 du 16 avril 2001, et tant ce décret que la Loi n° 23 du 15 juillet 1997 habilitent le MIDA à approuver l'admissibilité zoosanitaire d'un pays qui souhaiterait exporter vers le Panama. L'admissibilité sanitaire est, quant à elle, octroyée en vertu de la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007, du Décret-loi n° 11 de 2006, et du *Manuel AUPSA d'admissibilité sanitaire*, qui habilitent l'AUPSA à octroyer cette admissibilité sanitaire.[1077] Le Groupe spécial estime que ce qui précède semble indiquer que, malgré la coopération institutionnelle prévue par le Décret-loi n° 11 de 2006[1078], l'AUPSA ne serait pas, selon la réglementation panaméenne, compétente pour octroyer l'admissibilité zoosanitaire. En ce sens, on pourrait comprendre que l'AUPSA a agi dans l'exercice de son pouvoir de demander des renseignements actualisés sur la situation sanitaire du pays exportateur, entre autres, comme le prévoit le paragraphe 7 de la section VII du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*.

7.483. Le *9 octobre 2020*, près de deux mois après sa communication du 21 août 2020, l'AUPSA a envoyé une communication au SENASA dans laquelle elle réitérait ce qui avait été dit dans cette communication. Plus précisément, elle indiquait qu'elle "attend[ait] [la] réponse pour pouvoir lancer le processus d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica, qui permett[ait] de déterminer son admissibilité aux fins de l'exportation d'animaux et de produits et sous-produits d'origine animale vers le Panama au moyen des procédures mises en œuvre par les autorités panaméennes compétentes".[1079]

7.484. Quatre mois plus tard, le *12 février 2021*, le Panama et le Costa Rica ont tenu une réunion à Paso Canoas au cours de laquelle ils ont discuté, entre autres choses, du renouvellement des homologations sanitaires d'établissements costariciens aux fins de l'exportation vers le Panama de produits laitiers et de produits carnés. Les accords conclus à Paso Canoas incluaient deux points pertinents dans le contexte de la Mesure 2: a) homologuer les usines Biomar et Central Veterinaria aux fins de l'exportation de produits non destinés à la consommation humaine avant le 19 février 2021; et b) "procéd[er] à une évaluation du système sanitaire costaricien" en ce qui concerne les produits présentant un intérêt commercial. L'accord indique que la durée de cette évaluation ne dépassera pas 30 jours ouvrables à compter de la date à laquelle elle aura été demandée. Si le résultat de l'évaluation du système sanitaire costaricien est positif, le Panama accorderait le renouvellement automatique des homologations sanitaires des établissements costariciens exportant des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine, pour une période de six mois.[1080] Les parties ont également établi une Commission technique bilatérale de travail sur les questions SPS chargée de traiter les sujets présentant un intérêt commercial pour les deux pays.[1081]

7.485. Le 12 février, le SENASA a envoyé une communication à l'AUPSA dans laquelle, comme convenu à Paso Canoas, il réitérait "la demande d'homologation des établissements qui fabriquent des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine".[1082] Il a également indiqué qu'il

[1076] Le Panama affirme que le Costa Rica utilise indifféremment les termes "admissibilité sanitaire" et "admissibilité zoosanitaire", en dépit du fait qu'il s'agit de concepts différents dans la législation panaméenne, qui sont évalués par des autorités différentes. Le Groupe spécial rappelle que le Panama explique que "[l]'admissibilité sanitaire concerne les risques présentés par les aliments, alors que l'admissibilité zoosanitaire concerne les risques liés au bétail (santé animale)." (Panama, réponse à la question n° 142 du Groupe spécial, paragraphes 105 et 111)

[1077] La position du Panama est également confirmée par son indication selon laquelle des inspecteurs du MIDA et de l'AUPSA participeraient à l'inspection sur place des établissements de Dos Pinos pour vérifier le statut zoosanitaire et le statut sanitaire de ces établissements. (Panama, réponse à la question n° 142 du Groupe spécial, paragraphes 112 et 113)

[1078] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), articles 21 et 25. Voir plus haut la note de bas de page 1065.

[1079] Note n° AUPSA-AG-481-2020 (pièce CRI-52).

[1080] Accord bilatéral de Paso Canoas (12 février 2021) (pièce CRI-14), page 1. Il convient d'ajouter que pendant la prorogation de six mois que le Panama concèderait si le résultat de son évaluation du système sanitaire costaricien était positif, le Panama s'efforcerait de procéder à l'inspection de chacune des usines exportatrices. Pour celles qui ne pourraient pas être inspectées dans ce délai, la période de renouvellement serait prorogée jusqu'à ce que l'inspection soit effectuée. (*Ibid*.)

[1081] Accord bilatéral de Paso Canoas (12 février 2021) (pièce CRI-14), page 2.

[1082] Note officielle n° SENASA-DG-152-2021 (pièce CRI-56).

saurait gré que l'on veuille bien lui "communiquer la date à laquelle le processus [serait] lancé, afin de préparer les renseignements requis".[1083]

7.486. Trois jours plus tard, le *15 février 2021*, l'AUPSA a demandé au SENASA de lui transmettre "dès que possible la note correspondante exprimant [son] accord pour le lancement de la procédure d'admissibilité zoosanitaire".[1084]

7.487. Le lendemain, le *16 février 2021*, le SENASA a réitéré la demande visant à ce que l'AUPSA indique la date à laquelle le Panama avait l'intention de lancer le processus d'évaluation du système sanitaire costaricien, afin de pouvoir préparer les renseignements requis.[1085]

7.488. L'aide-mémoire de la première session de la Commission technique bilatérale, qui s'est tenue le *18 février 2021*, près d'une semaine après la réunion de Paso Canoas, indique que le Costa Rica a accepté que le Panama procède à l'évaluation de son système sanitaire, ce qu'il ferait dans un délai de 30 jours ouvrables. Les parties sont également convenues que le Panama communiquerait au Costa Rica, au plus tard le 22 février 2021, les renseignements qu'il requérait "pour l'évaluation du système sanitaire costaricien en vue d'habiliter à nouveau les usines concernées identifiées à la réunion du 12 février".[1086]

7.489. Quatre jours après la première session de la Commission technique bilatérale, le *22 février 2021*, l'AUPSA a envoyé une communication au SENASA indiquant que, compte tenu des communications du SENASA des 12 et 16 février, elle considérait que cette autorité costaricienne "donn[ait] son accord aux autorités sanitaires compétentes du Panama pour qu'elles procèdent à l'évaluation du système sanitaire costaricien".[1087] Elle ajoutait que, sur la base de l'accord donné par le SENASA, elle lui notifiait "le lancement formel de la procédure d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica en vue de déterminer son admissibilité sanitaire aux fins de l'exportation de produits et de sous-produits d'origine animale (produits laitiers) vers le Panama".[1088] Elle a également joint un questionnaire relatif à l'importation de produits laitiers (qui concernait l'entreprise Dos Pinos, exportatrice desdits produits), auquel le SENASA devait répondre entièrement, en fournissant "des documents, des éléments de preuve et des sources spécifiques" qui étayent ses réponses.[1089] Elle a indiqué qu'à un stade ultérieur, elle procéderait aux audits sur place prévus par la réglementation panaméenne.[1090]

7.490. Deux jours plus tard, le *24 février 2021*, le SENASA a fait savoir à l'AUPSA qu'il avait accepté que le Panama procède à une évaluation du système sanitaire costaricien, mais qu'il n'avait jamais consenti à ce qu'il mène à bien une procédure d'admissibilité sanitaire du Costa Rica en tant que pays. Il a indiqué que, du fait que le questionnaire envoyé le 22 février 2021 correspondait à la détermination de l'admissibilité sanitaire, et non à l'évaluation du système sanitaire, il considérait qu'il était essentiel de distinguer les deux concepts. Après avoir expliqué pourquoi il estimait que le Panama cherchait à mener à bien une procédure d'admissibilité sanitaire qui n'était pas appropriée[1091], il a indiqué qu'il était disposé à envoyer les renseignements requis pour une

[1083] Note officielle n° SENASA-DG-152-2021 (pièce CRI-56).
[1084] Note n° AUPSA-AG-078-2021 (pièce CRI-274).
[1085] Note officielle n° SENASA-DG-168-2021 (pièce CRI-275).
[1086] Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session n° 1 (18 février 2021) (pièce CRI-15), page 2. Le compte rendu de cette réunion fait également référence à la Note n° AUPSA-AG-078-2021 (pièce CRI-274), par laquelle l'AUPSA a prorogé de six mois la validité des homologations sanitaires de Biomar et Central Veterinaria.
[1087] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57).
[1088] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57).
[1089] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268).
[1090] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57).
[1091] Le SENASA s'est référé à la définition de l'évaluation du système sanitaire figurant au chapitre 3.2 du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE, selon laquelle cette évaluation "doit démontrer que les Services vétérinaires sont capables de contrôler effectivement le statut sanitaire et zoosanitaire des animaux et des produits d'origine animale. Les éléments-clés à prendre en compte dans cette procédure sont les suivants: adéquation des moyens, capacité de gestion, réglementation, infrastructures administratives, indépendance dans l'exercice des fonctions officielles et performances passées concluantes, entre autres en matière de déclaration des maladies animales". Selon le SENASA, l'"admissibilité en tant que pays" est uniquement définie dans la législation panaméenne comme étant la procédure suivie pour déterminer si un pays, une zone ou une région est reconnu aux fins de l'importation ou du transit des aliments. Pour lui, compte tenu de l'historique du commerce des produits en cause entre le Costa Rica et le Panama jusqu'en juin 2020, il ne faisait aucun doute

évaluation du système sanitaire du pays. Parmi les renseignements qui, d'après le SENASA, pouvaient être pertinents pour l'évaluation du système sanitaire costaricien par l'AUPSA figuraient les renseignements envoyés en février 2020, dont il a demandé la prise en compte pour les établissements costariciens exportateurs de produits laitiers qu'ils visaient. Le SENASA a également demandé que des questionnaires semblables à celui auquel il avait été répondu en février 2020 soient envoyés pour les établissements qui n'étaient pas visés par ces réponses, notamment ceux qui exportaient des produits autres que des produits laitiers.[1092]

7.491. Le lendemain, le *25 février 2021*, à la deuxième réunion de la Commission technique bilatérale, les parties ont fait part de leur désaccord au sujet de la nature de la procédure d'évaluation sanitaire que le Panama allait lancer. Toutefois, il a été indiqué que le Costa Rica enverrait les renseignements demandés par le Panama avant le 1er mars 2021.[1093]

7.492. Le Groupe spécial note que, le 12 février 2021, à la réunion bilatérale de Paso Canoas, les parties ont fait référence à une "évaluation du système sanitaire costaricien".[1094] Cette formulation diffère des références à la reconnaissance de l'admissibilité zoosanitaire du Costa Rica que l'AUPSA a faites dans ses communications antérieures à cette date, mentionnées plus haut. Le Groupe spécial note également que rien dans le dossier ne permet d'éclaircir cette utilisation de formulations différentes à la réunion de Paso Canoas, d'une part, et dans les précédentes communications de l'AUPSA, d'autre part.

7.493. En outre, le Groupe spécial observe que les communications ultérieures à la réunion de Paso Canoas[1095] reflètent le désaccord entre les parties quant à la nature de la procédure que le Panama entreprenait dans le cadre de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens en question. Ce désaccord porte sur le point de savoir si le Panama a lancé un processus d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica pour les produits laitiers dans le cadre du renouvellement des homologations sanitaires pertinentes, comme l'allègue le Panama, ou s'il a révoqué l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire en tant que pays du Costa Rica pour tous les produits en cause, comme l'allègue ce dernier.

7.494. Sur la base des communications examinées dans la présente section, le Groupe spécial comprend que le Panama n'a pas toujours fourni au Costa Rica les renseignements qu'il requérait pour conclure la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens. Lorsque l'AUPSA a communiqué avec le SENASA au sujet de l'homologation de deux établissements de Dos Pinos, le 2 janvier 2020, elle a demandé la mise à jour de certains renseignements concernant le système sanitaire du Costa Rica, mais n'a pas fait référence à la nécessité de lancer un processus de révision du statut zoosanitaire du Costa Rica, tel que mentionné dans ses communications ultérieures.[1096]

7.495. Six mois plus tard, le 10 juillet 2020, l'AUPSA a annoncé au SENASA que, en raison de la pandémie de COVID-19, aux fins du traitement de la prorogation des homologations sanitaires des établissements costariciens qui sont arrivées à expiration le 30 juin 2020, ces établissements pourraient "faire l'objet d'une nouvelle procédure en vue de leur homologation". Cette nouvelle procédure serait menée une fois que les autorités panaméennes pourraient engager les démarches pour l'"évaluation et la reconnaissance du système sanitaire costaricien" et les audits à l'origine.[1097] Un mois plus tard, le 21 août 2020, l'AUPSA a informé le SENASA que, pour traiter les demandes de renouvellement, il fallait une reconnaissance préalable de l'admissibilité zoosanitaire du Costa Rica.[1098] À partir de cette date, les autorités panaméennes ont toujours indiqué que, pour le renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens, il était nécessaire de

---

que le Costa Rica avait été considéré par le Panama comme "admissible" aux fins de l'exportation de ces produits. De plus, le Panama n'a jamais informé le Costa Rica qu'il avait perdu cette admissibilité. (Note officielle n° SENASA-DG-191-2021 (pièce CRI-58), page 2)

[1092] Note officielle n° SENASA-DG-191-2021 (pièce CRI-58).

[1093] Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session n° 2 (25 février 2021) (pièce CRI-16), page 2.

[1094] Accord bilatéral de Paso Canoas (12 février 2021) (pièce CRI-14).

[1095] Voir, par exemple, la Note officielle n° SENASA-DG-191-2021 (pièce CRI-58); la Note officielle n° SENASA-DG-340-2021 (pièce CRI-60); la Note n° AUPSA-AG-176-2021 (pièce CRI-62); la Note officielle n° SENASA-DG-725-2021 (pièce CRI-63); et la Note n° DSA-335-2021 (pièce CRI-64).

[1096] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38).

[1097] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

[1098] Note n° AUPSA-AG-395-2020 (pièce CRI-51).

mener à bien une évaluation zoosanitaire du Costa Rica. Pour leur part, les autorités costariciennes ont toujours indiqué qu'elles acceptaient une évaluation du système sanitaire du Costa Rica et non un nouveau processus de détermination de l'admissibilité sanitaire du Costa Rica en tant que pays.

7.496. Dans ses communications au SENASA, l'AUPSA n'explique pas en quoi consiste l'"évaluation zoosanitaire du Costa Rica" qu'elle a l'intention de mener à bien. Dans sa communication du 22 février 2021, elle a envoyé au SENASA un questionnaire intitulé "Questionnaire préliminaire destiné à déterminer l'admissibilité zoosanitaire d'un pays, afin de vérifier si ses mesures permettent d'obtenir le même niveau de protection que celui qui est prévu dans les lois et règlements de la République du Panama en la matière".[1099] Ce questionnaire portait sur les produits laitiers. Il n'apparaît pas dans le dossier qu'à la date d'établissement du Groupe spécial, le Panama ait envoyé au Costa Rica des questionnaires sur d'autres produits en cause.[1100] Dans la présente procédure, le Panama a expliqué au Groupe spécial que l'envoi de ce questionnaire ne signifiait pas que l'admissibilité sanitaire avait été révoquée.[1101] En outre, le Panama a précisé qu'il avait envoyé le questionnaire pour obtenir des renseignements zoosanitaires concernant le lait et les produits laitiers, conformément à ce qui avait été convenu à Paso Canoas.[1102] Le Costa Rica, quant à lui, a compris que ce questionnaire était applicable uniquement lorsqu'il s'agissait d'un pays intéressé par une première exportation vers le Panama, ce qui n'était pas le cas.[1103]

7.497. Le Groupe spécial considère qu'il n'y a pas, dans les communications envoyées par l'AUPSA ni dans les engagements pris à la réunion de Paso Canoas, d'éléments indiquant que le Panama a révoqué ou cessé de reconnaître l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire du Costa Rica pour tous les produits en cause.[1104] En effet, en dépit des ambiguïtés éventuelles résultant des différences dans la terminologie employée et du nom du questionnaire envoyé par l'AUPSA au SENASA en février 2021, il ne ressort pas de l'examen de l'ensemble des communications et des autres éléments de preuve versés au dossier que le Costa Rica a démontré que le Panama avait révoqué son admissibilité sanitaire ou zoosanitaire pour tous les produits en cause. En fait, il n'y a pas, dans le dossier, d'élément de preuve indiquant que le processus formel d'évaluation zoosanitaire qui, selon l'AUPSA, devrait être mené à bien pour renouveler les homologations sanitaires des établissements costariciens en question a été conclu.[1105] De l'avis du Groupe spécial, le fait que cette procédure pouvait être en cours ne permet pas de conclure que l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire en tant que pays du Costa Rica avait été révoquée, et le Costa Rica n'a pas démontré le contraire.

7.498. En outre, le Groupe spécial observe que le Panama reconnaît qu'il importe des animaux vivants en provenance du Costa Rica.[1106] Même si, en vertu de la réglementation panaméenne, l'admissibilité sanitaire et l'admissibilité zoosanitaire en tant que pays est accordées pour chaque produit[1107], le fait que le Panama importe des animaux vivants indique clairement qu'il n'a pas révoqué l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire du Costa Rica. En effet, en important ces animaux, le Panama accepte les risques liés aux maladies pouvant être transmises par ces animaux vivants.[1108] S'il accepte ces risques, faute d'éléments prouvant le contraire, on pourrait considérer

[1099] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268).

[1100] En réponse à la question n° 142 du Groupe spécial, le Panama fournit les questionnaires normalement utilisés pour traiter le renouvellement des homologations sanitaires d'établissements exportant des produits carnés (pièce PAN-131), des produits laitiers (pièce PAN-132), et des produits de l'aquaculture (pièce PAN-133).

[1101] Panama, réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphe 95.

[1102] Panama, réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphe 102.

[1103] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 40.

[1104] Voir plus haut la note de bas de page 998.

[1105] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57), par laquelle l'AUPSA a indiqué au SENASA ce qui suit: "sur la base de l'accord donné par le [SENASA], le Panama notifie par la présente le lancement officiel de la procédure d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica, qui permettra de déterminer son admissibilité sanitaire aux fins de l'exportation de produits et de sous-produits d'origine animale (produits laitiers vers le Panama)".

[1106] Panama, réponse à la question n° 33 du Groupe spécial, paragraphe 112.

[1107] Voir, par exemple, la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26).

[1108] Voir Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 88 (dans laquelle le Costa Rica indique que "le fait que le Panama continue de permettre l'importation, en provenance du Costa Rica, d'animaux vivants des espèces liées aux produits laitiers et aux produits carnés, qui sont des produits à plus haut risque nécessitant des mesures plus strictes que celles qui s'appliquent aux produits dérivés, signifie qu'il reconnaît que le statut sanitaire du Costa Rica est adéquat. Les produits d'origine animale (comme les produits laitiers et les produits carnés) sont soumis à un processus industriel et présentent donc un risque moins élevé que les animaux vivants").

qu'il accepte également les risques liés à l'importation des produits dérivés de ces animaux, de sorte qu'il n'aurait pas révoqué l'admissibilité sanitaire et zoosanitaire en tant que pays pour ces produits.

7.499. En résumé, comme cela a été expliqué plus haut, de l'avis du Groupe spécial, a) le processus formel d'évaluation zoosanitaire ne s'est pas terminé d'une manière qui aurait supposé la révocation de l'admissibilité zoosanitaire ou de l'admissibilité sanitaire du Costa Rica; b) il n'y a dans le dossier aucun acte formel de révocation de l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire du Costa Rica pour tous les produits en cause; c) le Panama n'a pas notifié au Costa Rica qu'il avait des préoccupations justifiant la suspension ou la révocation de l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire du Costa Rica, comme prévu par la réglementation panaméenne; et d) le Panama a continué d'importer des animaux vivants, ce qui montre qu'il accepte les risques liés à l'importation des intrants destinés à l'élaboration des produits d'origine animale en cause. Le Groupe spécial observe également que, dans le cadre de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens, le Panama a demandé des renseignements sur les produits laitiers et non sur la totalité des produits en cause.

7.500. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama avait effectivement révoqué ou cessé de reconnaître l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire du Costa Rica pour tous les produits en cause.[1109] Par conséquent, le Costa Rica ne s'est pas acquitté de la charge de prouver que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation des produits en cause qui est maintenue en vertu de la décision du Panama de révoquer l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire du Costa Rica pour ces produits.

7.4.1.2.2 Question de savoir si le Panama maintient une prohibition à l'importation des produits en cause en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 18 établissements costariciens

7.501. Le Groupe spécial va à présent examiner si le Costa Rica a démontré que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation des produits en cause qui est maintenue en vertu du non-renouvellement[1110] des homologations sanitaires de 18 établissements costariciens.

7.502. Le Groupe spécial observe que les homologations sanitaires octroyées aux 18 établissements costariciens en question ont été émises entre 2014 et 2016, pour une durée de trois ou cinq ans.[1111] Comme il est indiqué dans le dossier, le SENASA a demandé le renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens en 2017 et 2018, et de 2 autres en 2019 et 2020, respectivement, et a réitéré ces demandes à plusieurs reprises jusqu'en 2020.[1112] Il est également

[1109] Voir plus haut la note de bas de page 998.

[1110] Le Groupe spécial comprend que, conformément à ce que prévoit le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, le "renouvellement" d'une homologation sanitaire est uniquement accordé lorsque les trois conditions ci-après sont remplies: a) l'AUPSA émet une résolution sur le fond de la demande de renouvellement; b) cette résolution est publiée et c) l'établissement dont l'homologation est renouvelée apparaît sur la page Web de l'AUPSA. (AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 13 et 15, paragraphes 5 et 7, section VII) Pour sa part, il observe que le dossier contient des éléments montrant qu'à l'occasion, l'AUPSA a prolongé la validité d'une homologation sanitaire sans que ces trois conditions ne soient réunies. Le Groupe spécial désigne ces prolongations par le terme "prorogations".

[1111] Voir plus loin le tableau figurant à l'appendice 1, page 386.

[1112] Les communications ci-après contiennent les demandes de renouvellement: Note officielle n° SENASA-DG-0139-2017 (pièce CRI-216); Note officielle n° SENASA-DG-046-2017 (pièce CRI-226); Note officielle n° SENASA-DG-047-2017 (pièce CRI-229); Note officielle n° SENASA-DG-512-2017 (pièce CRI-232); Note officielle n° SENASA DG-0159-2017 (pièce CRI-37); Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017 (pièce CRI-141); Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017 (pièce CRI-204); Note officielle n° SENASA-DG-1587-2018 (pièce CRI-239); Note officielle n° SENASA-DG-140-2017 (pièce CRI-242); Note officielle n° SENASA-DG-170-2017 (pièce CRI-245); Note officielle n° SENASA-DG-246-2017 (pièce CRI-248); Note officielle n° SENASA-DG-983-2017 (pièce CRI-251); Note officielle n° SENASA-DG-704-2017 (pièce CRI-254); Note officielle n° SENASA-DG-963-2017 (pièce CRI-257); Note officielle n° SENASA-DG-1512-2018 (pièce CRI-260); et Note officielle n° SENASA-DG-1511-2018 (pièce CRI-263). Pour les établissements de traitement des produits laitiers et des produits carnés destinés à la consommation animale, les demandes de renouvellement ont été envoyées en avril 2019 dans le cas de Biomar et en juillet 2020 dans le cas de Central Veterinaria. (Note officielle n° SENASA-DG-550-2019 (pièce CRI-10); et Note officielle n° SENASA-DG-840-2020 (pièce CRI-220). Voir aussi plus loin le tableau figurant à l'appendice 1, page 386.

indiqué dans le dossier que des représentants de l'un des établissements, Biomar, ont été en contact avec des fonctionnaires de l'AUPSA pour le traitement des prorogations de l'homologation sanitaire de cet établissement entre décembre 2017 et octobre 2019.[1113]

7.503. Le Groupe spécial observe également que l'AUPSA a octroyé a) une "prorogation de deux mois" pour "les établissements costariciens dont l'homologation est arrivée à expiration et qui exportent des produits alimentaires" vers le Panama, du 31 octobre au 31 décembre 2019; et b) une "prolongation de l'habilitation [des] établissements de traitement des produits d'origine bovine, porcine, aviaire et aquacole" énumérés dans la résolution pertinente, qui comprennent 17 des 18 établissements costariciens en question, jusqu'au 30 juin 2020.[1114] Par la suite, le Panama a prorogé la validité des homologations sanitaires de 2 des 18 établissements (Biomar et Central Veterinaria) jusqu'au 30 juin 2023 et jusqu'au 19 septembre 2022, respectivement.[1115]

7.504. De l'avis du Groupe spécial, les éléments de preuve versés au dossier étayent les conclusions ci-après concernant le traitement des demandes de renouvellement des homologations sanitaires:

a. Bien que le Panama ait répondu aux demandes de renouvellement du SENASA en ce qui concerne l'homologation de deux établissements de l'entreprise Dos Pinos[1116], il n'est pas indiqué dans le dossier qu'il l'a fait pour les autres établissements pour lesquels des demandes de renouvellement avaient été présentées. S'agissant des autres établissements, le Panama a informé le SENASA qu'il était dans l'impossibilité de programmer les audits sur place.[1117]

b. Il n'est pas non plus indiqué dans le dossier que les autorités panaméennes ont effectué des audits sur place dans l'un quelconque des établissements costariciens ayant demandé le renouvellement de leurs homologations sanitaires, que ce soit en personne ou par des moyens virtuels.

c. Le Panama a prorogé la validité des homologations sanitaires de 2 des 18 établissements (Biomar et Central Veterinaria) jusqu'au 30 juin 2023 et au 19 septembre 2022, respectivement.[1118]

d. Le Panama n'a pas renouvelé (ni prorogé) les homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question après l'expiration de leurs prorogations le

Les communications ci-après contiennent des exemples de réitération de demandes de renouvellement: Note officielle n° SENASA-DG-0721-2020 (pièce CRI-43); Note officielle n° SENASA DG-946-2020 (pièce CRI-50); et Note officielle n° SENASA-DG-951-2020 (pièce CRI-261). Voir aussi plus loin le tableau figurant à l'appendice 1, page 386.

[1113] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393).

[1114] Note n° AUPSA-AG-399-2019 (pièce CRI-35); et AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2). Le seul établissement qui n'est pas mentionné dans la Résolution n° 145-AG-2019 est Central Veterinaria. Voir aussi AUPSA, Résolution n° 143-AG-2019 (pièce PAN-129) du 26 décembre 2019, par laquelle la validité de l'homologation sanitaire de Biomar a été prorogée pour la période en question.

[1115] AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217). Voir aussi DINASA, Note n° DSA-212-2022 (pièce PAN-107).

[1116] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38). Le Groupe spécial observe également que, dans leurs communications avec les représentants de Biomar, les fonctionnaires de l'AUPSA n'ont pas fourni de renseignements concluants concernant la réalisation des inspections sur place. (Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393))

[1117] Le 9 août 2017, l'AUPSA a indiqué que, "en raison du faible nombre d'auditeurs et du volume élevé de demandes, la date estimée pour la programmation de la visite sera légèrement repoussée". (Note n° AUPSA-DINAN-154 (pièce CRI-32)) Le dossier ne contient pas d'élément de preuve concernant la disponibilité de l'AUPSA aux fins de la programmation des inspections sur place pour tous les établissements. Voir la Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38); la Note officielle n° AUPSA AG 025 2020 (pièce CRI-176); la Note n° AUPSA AG-049-2020 (pièce CRI-180); la Note n° AUPSA-AG-059-2020 (pièce CRI-40); la Note n° AUPSA-AG-078-2020 (pièce CRI-41); et la Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57) concernant la programmation et le report des inspections de deux établissements de Dos Pinos.

[1118] AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217). Le Panama affirme que la Note n° APA-DD-410-2023 (pièce CRI-397) démontre que Biomar pourrait exporter au moins jusqu'au 16 mai 2025. (Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 138 du Groupe spécial, paragraphe 63)

30 juin 2020.[1119] Par conséquent, à l'exception de Biomar et de Central Veterinaria, 16 des 18 établissements costariciens en question ne pouvaient pas exporter vers le Panama les produits laitiers et les produits carnés en cause à la date d'établissement du Groupe spécial, puisqu'ils ne disposaient pas d'homologations sanitaires en vigueur.[1120]

7.505. De l'avis du Groupe spécial, les éléments de preuve qui étayent les conclusions ci-dessus sont suffisants pour démontrer que 16 des 18 établissements costariciens en question n'ont pas pu exporter leurs produits vers le Panama en vertu du non-renouvellement de leurs homologations sanitaires. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question.

7.4.1.2.3 Conclusion concernant la teneur de la Mesure 2

7.506. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama a révoqué ou cessé de reconnaître l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire du Costa Rica pour les produits en question. Par conséquent, le Costa Rica ne s'est pas acquitté de la charge de prouver que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation qui est maintenue en vertu de la décision du Panama de révoquer cette admissibilité. En outre, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés qui est maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question.

7.507. Par conséquent, l'analyse effectuée ci-après par le Groupe spécial se limite à la Mesure 2 telle qu'elle a été constatée dans le paragraphe précédent.

7.4.2 Allégations au titre de l'Accord SPS

7.508. Après avoir déterminé la teneur de la Mesure 2, le Groupe spécial va maintenant examiner les allégations formulées par le Costa Rica concernant cette mesure au titre de l'Accord SPS. Il va évaluer en premier lieu si la Mesure 2 est une mesure SPS qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS.

7.4.2.1 Question de savoir si la Mesure 2 est une mesure sanitaire ou phytosanitaire qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS

7.4.2.1.1 Principaux arguments des parties

7.4.2.1.1.1 Costa Rica

7.509. Le Costa Rica allègue que la Mesure 2 relève de l'Accord SPS car elle est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) b) et c) dudit accord et affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1.[1121]

7.510. Le Costa Rica fait valoir que l'objectif de la Mesure 2 comprend aussi bien i) la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux des risques découlant des produits alimentaires au sens de l'Annexe A 1) b)[1122] que ii) la protection de la santé et de la vie des personnes des risques découlant de maladies véhiculées par des animaux via les produits d'origine animale, au sens de l'Annexe A 1) c).[1123] Il soutient que la Mesure 2 relève de l'Annexe A 1) b) car elle est la conséquence

[1119] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 522 (présentant comme élément de preuve de l'expiration des homologations sanitaires la Note n° AUPSA-AG-0229-2020 (pièce CRI-45), paragraphe 1; et AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217)).

[1120] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), paragraphe 3; et AUPSA, *Manuel de l'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII, point quatre. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 46; et Panama, réponse à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 106.

[1121] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 515, 518 et 522.

[1122] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 519 et 520.

[1123] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 521.

du refus du Panama de renouveler les homologations sanitaires des établissements costariciens qui exportent des produits alimentaires (produits laitiers et produits carnés) destinés à la consommation humaine et animale en raison de la perte alléguée de l'admissibilité sanitaire du Costa Rica.[1124] En outre, le Costa Rica allègue que la Mesure 2 relève de l'Annexe A 1) c) car l'admissibilité sanitaire accordée par le Panama, dont la perte est jugée injustifiée par le Costa Rica, requiert également une évaluation du point de vue zoosanitaire.[1125]

7.511. Le Costa Rica affirme que la Mesure 2 affecte directement le commerce international car le non-renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens par le Panama empêche que les produits desdits établissements soient importés au Panama.[1126]

7.4.2.1.1.2 Panama

7.512. Le Panama ne conteste pas le fait que la Mesure 2 est une mesure SPS telle que définie à l'Annexe A 1) et à l'article 1:1 de l'Accord SPS à laquelle s'applique ledit accord.

7.4.2.1.2 Évaluation du Groupe spécial

7.4.2.1.2.1 Critère juridique pertinent

7.513. Le Groupe spécial va maintenant examiner si, conformément au critère juridique décrit plus haut dans la section 7.3.1.1.2.1, l'Accord SPS est applicable à la Mesure 2. Le Groupe spécial examinera en particulier si, comme l'établit l'article 1:1 et 1:2 de cet accord, la Mesure 2: a) constitue une mesure SPS telle que définie à l'Annexe A de l'Accord SPS; et b) peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international.

7.4.2.1.2.2 Question de savoir si la Mesure 2 constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS

7.514. Le Groupe spécial rappelle que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens qui exportent les produits en cause.[1127] Compte tenu du critère juridique décrit ci-dessus, la tâche du présent Groupe spécial consiste à déterminer si la Mesure 2 a été appliquée aux fins de la réalisation d'au moins un des objectifs énumérés à l'Annexe A 1) a) à d).[1128]

7.515. Étant donné que la Mesure 2 concerne le non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens, le Groupe spécial considère que son objectif est lié au but de ces homologations sanitaires.

7.516. Comme cela a été expliqué plus haut dans la section 7.4.1.2.1.1, afin de pouvoir exporter des produits alimentaires d'origine animale vers le Panama, les établissements costariciens doivent obtenir une homologation *sanitaire* en vigueur. En outre, le pays d'origine doit bénéficier d'une *admissibilité sanitaire* approuvée pour les produits en question.[1129] Le Panama indique que le

[1124] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 520.

[1125] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 521 (citant Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24), article premier).

[1126] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 522 (citant AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), paragraphes 2 et 3; AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII, point quatre; et Organisation mondiale du commerce, Examen des politiques commerciales du Panama, 14 octobre 2014, WT/TPR/S/301/Rev.1, paragraphe 3.135). Comme éléments de preuve attestant que les prolongations des homologations de ses établissements étaient arrivées à expiration, le Costa Rica renvoie également à la Note n° AUPSA-AG-0229-2020 (pièce CRI-45), paragraphe 1; et à AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217).

[1127] Voir plus haut le paragraphe 7.506.

[1128] Voir plus haut le paragraphe 7.62.

[1129] Le Groupe spécial rappelle que, en plus de l'admissibilité sanitaire en tant que pays et de l'homologation sanitaire, les établissements intéressés par l'importation de leurs produits au Panama doivent obtenir l'admissibilité zoosanitaire en tant que pays et l'homologation ou la licence zoosanitaire pour les

fondement juridique des procédures d'admissibilité sanitaire en tant que pays et d'homologation sanitaire des établissements figure dans deux manuels: a) le *Manuel AUPSA d'admissibilité sanitaire* et b) le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, pour l'exportation de produits alimentaires vers le Panama.[1130] Ces deux manuels concernent l'importation ou l'introduction de *produits alimentaires* et citent les Directives ou Principes du Codex en tant que réglementation pertinente.[1131] L'AUPSA, qui est l'autorité chargée du processus d'autorisation de l'importation concernée, est la Direction panaméenne de la sécurité sanitaire des *aliments*. Son équivalent au Costa Rica, le SENASA, est l'autorité qui transmet les réponses à deux questionnaires de l'AUPSA: l'un concernant la vérification du statut *sanitaire*[1132] et l'autre concernant l'évaluation *sanitaire* du Costa Rica.[1133] Les réponses aux deux questionnaires fournissent des renseignements relatifs à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, entre autres choses.

7.517. Les deux manuels de l'AUPSA susmentionnés et les questionnaires transmis au Costa Rica par le Panama indiquent que les procédures de renouvellement des homologations sanitaires ont pour but de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés au Panama au moyen de la vérification des conditions sanitaires au Costa Rica. Ainsi, l'objectif de la Mesure 2 correspond à l'objectif de "protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux", énoncé à l'Annexe A 1) b).

7.518. En outre, les deux manuels de l'AUPSA font référence à l'Office international des épizooties (OIE)[1134] et à son Code sanitaire pour les animaux terrestres.[1135] En outre, le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* définit l'"admissibilité sanitaire" comme "la reconnaissance par l'[AUPSA] de l'existence de pays, régions, zones et compartiments exempt[s] de la maladie considérée, reconnaissance définie par l'autorité officielle compétente du pays exportateur, aux fins de l'importation ou du transit des produits alimentaires", ce qui confirme la dimension zoosanitaire de cette mesure.[1136] Certaines communications échangées par les autorités des parties au sujet de la Mesure 2 font également référence à des questions de nature *zoosanitaire*. Dans ses communications, le SENASA fait référence à l'OIE et à son Code sanitaire pour les animaux terrestres ainsi qu'à des maladies comme la peste porcine et l'ESB.[1137] L'AUPSA mentionne quant à elle la nécessité de mener à terme un processus d'évaluation *zoosanitaire* du Costa Rica permettant de déterminer son admissibilité à l'exportation d'animaux et de produits et sous-produits d'origine

produits qu'ils souhaitent importer. (Voir plus haut le paragraphe 7.458.) L'allégation du Costa Rica au sujet de l'aspect de la Mesure 2 qu'il a démontré est que cette mesure est maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens et non pas en vertu de la révocation alléguée de l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire du Costa Rica. (Voir plus haut le paragraphe 7.506.) Par conséquent, l'analyse à suivre du Groupe spécial se limite à déterminer l'objectif de la Mesure 2 en tant que prohibition maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires et des aspects réglementaires directement liés à cette procédure d'homologation.

[1130] Panama, réponse à la question n° 27 du Groupe spécial (faisant référence à AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22); et à AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23)).

[1131] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), pages 2 et 3; et AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 2 et 8.

[1132] Courrier électronique du Directeur de la quarantaine animale du SENASA à l'Administrateur général de l'AUPSA (19 février 2020) (pièce CRI-39); Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (19 février 2020) (pièce CRI-6); Note officielle n° SENASA-DG-946-2020 (pièce CRI-50); Note officielle n° SENASA-DG-340-2021 (pièce CRI-60); et Réponses actualisées du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (24 mars 2021) (pièce CRI-61).

[1133] Note officielle n° SENASA-DG-725-2021 (pièce CRI-63); et Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama concernant l'évaluation sanitaire du Costa Rica (3 juin 2021) (pièce CRI-29).

[1134] L'Office international des épizooties est devenu l'Organisation mondiale de la santé animale en 2003. Voir l'adresse suivante: https://www.woah.org/fr/qui-nous-sommes/missions/historique/ (consultée le 28 novembre 2024).

[1135] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 2; et AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 3 et 8.

[1136] *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 3.

[1137] Note officielle n° SENASA-DG-1233-2020 (pièce CRI-53).

animale vers le Panama[1138], et transmet au SENASA un questionnaire visant à déterminer l'admissibilité *zoosanitaire* d'un pays.[1139] Dans ce questionnaire, il est fait référence à la compétence du MIDA pour ce qui est d'approuver l'admissibilité *zoosanitaire* des pays.[1140] Il est également fait mention de l'objectif de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux face aux maladies animales transmissibles à l'être humain (zoonoses).[1141] En outre, s'agissant des réponses du SENASA à ce questionnaire, les autorités panaméennes expriment des préoccupations en matière de santé publique liées aux maladies zoonotiques comme la brucellose et la tuberculose bovine.[1142]

7.519. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que la Mesure 2 a également un objectif zoosanitaire correspondant à l'objectif de "protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes des risques découlant de maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites", énoncé à l'Annexe A 1) c).

7.520. Par conséquent, le Groupe spécial considère que l'objectif de la Mesure 2 correspond aux objectifs énoncés à l'Annexe A 1) b) et c).

7.521. En ce qui concerne le type de mesure, comme cela a été expliqué dans la section concernant la teneur de la Mesure 2[1143], la décision du Panama de ne pas renouveler les homologations sanitaires en vertu de laquelle est maintenue la Mesure 2 est liée à la procédure prévue dans la réglementation panaméenne pour l'octroi de ces homologations. Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, la décision du Panama de ne pas renouveler les homologations sanitaires en vertu de laquelle est maintenue la prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés costariciens pourrait être qualifiée de procédure aux fins de l'Annexe A 1). En outre, comme cela a été indiqué plus haut, même si elle n'est pas expressément incluse dans la liste de mesures figurant à l'Annexe A 1), une mesure pourrait être considérée comme une mesure SPS si elle est appliquée aux fins de la réalisation de l'un des objectifs énumérés dans cette disposition. La Mesure 2 satisfait à cette prescription et peut donc être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.4.2.1.2.3 Question de savoir si la Mesure 2 peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international

7.522. Le Groupe spécial observe que des groupes spéciaux antérieurs ont conclu que des procédures administratives qui pouvaient retarder ou empêcher l'entrée de produits sur le territoire d'un Membre pouvaient affecter le commerce international.[1144] En raison de sa nature, la Mesure 2 affecte directement le commerce international en empêchant l'importation des produits laitiers et produits carnés en cause au Panama du fait du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens.[1145]

[1138] Note n° AUPSA-AG-571-2020 (pièce CRI-55); et Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57).
[1139] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57); et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268).
[1140] Le Groupe spécial rappelle que les compétences du MIDA en matière zoosanitaire sont réglementées par: Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-130), article 6.5; et Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24).
[1141] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 1.
[1142] Note n° AUPSA-DSA-335-2021 (pièce CRI-64).
[1143] Voir plus haut la section 7.4.1.2.2.
[1144] Rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.30 (citant les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.435).
[1145] En réponse à une question du Groupe spécial, le Panama confirme que "si les procédures de renouvellement ne sont pas menées à bien au moment de l'expiration de l'homologation, les importations en provenance de ces établissements seront suspendues jusqu'à ce que les procédures de renouvellement aient été menées à bien". (Panama, réponse à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 106) Le Groupe spécial trouve des éléments qui étayent l'affirmation du Panama dans la réglementation panaméenne (voir plus haut la section 7.4.1.2.1.1), étant donné que pour importer les produits en question, il faut avoir obtenu l'admissibilité sanitaire en tant que pays pour le produit en question et l'homologation sanitaire de l'établissement qui l'exporte (voir également plus haut la note de bas de page 1120).

7.4.2.1.3 Conclusion concernant l'applicabilité de l'Accord SPS à la Mesure 2

7.523. Ayant déterminé que la Mesure 2 constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) b) et c) de l'Accord SPS et qu'elle affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord, le Groupe spécial constate que l'Accord SPS s'applique à cette mesure.

7.524. Le Groupe spécial va examiner si la Mesure 2 est soumise exclusivement aux disciplines de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS, comme l'allègue le Panama[1146], ou si elle est également soumise à d'autres obligations de l'Accord, comme le fait valoir le Costa Rica.[1147]

7.4.2.2 Dispositions de l'Accord SPS invoquées par le Costa Rica applicables à la Mesure 2

7.4.2.2.1 Principaux arguments des parties

7.4.2.2.1.1 Costa Rica

7.525. D'après le Costa Rica, la Mesure 2, qui consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés d'origine costaricienne, est maintenue en vertu: a) du non-renouvellement des homologations sanitaires de divers établissements costariciens qui exportent les produits en question; et b) de la décision du Panama de révoquer l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire du Costa Rica pour l'importation de produits laitiers et de produits carnés au Panama.[1148]

7.526. Le Costa Rica allègue que la Mesure 2 est incompatible avec les dispositions suivantes de l'Accord SPS: i) l'article 5:1, 5:2 et 5:3 et, par conséquent, l'article 2:2; ii) l'article 5:6 et, par conséquent, l'article 2:2; iii) l'article 2:3; iv) l'article 5:5; et v) l'article 8 et l'Annexe C 1) a) et c).[1149] Il indique que, dans le cadre de l'examen de ces allégations, le Groupe spécial devrait axer son analyse sur un ou plusieurs aspects du comportement du Panama en fonction de la disposition correspondante de l'Accord SPS. Il observe que, par exemple, dans le cadre de l'examen de l'absence d'une évaluation du risque, le Groupe spécial devrait axer son analyse sur l'aspect de la Mesure 2 relatif à la révocation de l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire. En revanche, dans le cadre de l'examen de l'allégation concernant les retards injustifiés dans les procédures, le Groupe spécial devrait axer son analyse sur l'aspect procédural de la Mesure 2. Toutefois, le Costa Rica affirme qu'il serait erroné de segmenter de façon rigide la mesure en cause en compartiments séparés d'une manière qui empêcherait le Groupe spécial de prendre en considération la mesure dans son ensemble lors de l'examen des différentes allégations.[1150]

7.527. En outre, le Costa Rica soutient que la procédure du Panama d'octroi et de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens de traitement des produits laitiers et des produits carnés est visée par l'article 8 et l'Annexe C 1), étant donné qu'elle constitue une "procédure d'homologation" au sens de l'Annexe C 1).[1151] Le Costa Rica fonde son affirmation sur le fait que l'effet ultime de cette procédure est de déterminer si des importations des produits en cause au Panama seraient autorisées.[1152] D'après le Costa Rica, la procédure d'octroi et de renouvellement

[1146] Voir, par exemple, Panama, première communication écrite, paragraphe 85.
[1147] Voir aussi, par exemple, Costa Rica, réponse à la question n° 153 du Groupe spécial, paragraphes 3.84 à 3.93.
[1148] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 9 et 15. Voir aussi Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 4; et réponse à la question n° 153 du Groupe spécial, paragraphe 3.84.
[1149] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 16.
[1150] Costa Rica, réponse à la question n° 153 du Groupe spécial, paragraphes 3.89 et 3.90. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 67 (concernant l'article 5:1), 85 (concernant l'article 5:6), 95 (concernant les articles 2:3 et 5:5), 115 (concernant l'article 8 et l'Annexe C 1) a)) et 164 (concernant l'article 8 et l'Annexe C 1) c)).
[1151] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 677; deuxième communication écrite, paragraphes 116 à 118; et réponse à la question n° 103 du Groupe spécial, paragraphe 1.16. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 118 et 166.
[1152] Costa Rica, réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.179 et 3.180 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.516; et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.69). Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 674 et 675.

des homologations sanitaires vise à vérifier et à assurer le respect des prescriptions sanitaires applicables aux produits en question, qui constituent des mesures SPS.[1153]

7.528. Le Costa Rica soutient que, conformément à l'article 8 de l'Accord SPS, dans la mesure où d'autres aspects d'une procédure visée par cette disposition et l'Annexe C sont visés par d'autres dispositions de l'Accord SPS, lesdits aspects doivent respecter ces autres dispositions. Ainsi, le Costa Rica se réfère à l'affaire *États-Unis – Volaille (Chine)*, dans laquelle le Groupe spécial a constaté que l'obligation de non-discrimination figurant à l'article 2:3 de l'Accord SPS était applicable à toutes les mesures SPS, qu'elles soient de nature fondamentale ou procédurale.[1154]

7.4.2.2.1.2 Panama

7.529. Le Panama soutient qu'il n'a adopté aucune prohibition générale à l'importation de tous les produits d'origine animale en provenance du Costa Rica. Il ajoute que la mesure contestée par le Costa Rica résulte exclusivement de l'omission alléguée du Panama consistant à ne pas renouveler les homologations sanitaires de 16 établissements costariciens. D'après le Panama, ce type de mesure consiste en l'application de "procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation" au sens de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS.[1155]

7.530. De l'avis du Panama, les procédures d'homologation sont définies comme n'importe quelle procédure visant "à vérifier et à assurer le respect" d'une mesure SPS de fond distincte. Par conséquent, contrairement à ce que laisse entendre le Costa Rica, le Panama soutient que les procédures d'homologation ne revêtent aucun "aspect de fond" distinct de la mesure de fond sous-jacente qu'elles visent à faire respecter.[1156] Le Panama ajoute que les procédures d'homologation sont exclusivement soumises aux disciplines de l'Annexe C 1) et de l'article 8.[1157]

7.531. Pour le Panama, même si le Groupe spécial concluait que le Costa Rica avait démontré que la Mesure 2 avait un aspect de fond, cette conclusion ne signifierait pas qu'une décision alléguée consistant à "révoquer" l'admissibilité sanitaire du Costa Rica ne relèverait pas de l'article 8 et de l'Annexe C 1).[1158]

7.4.2.2.2 Principaux arguments des tierces parties

7.532. L'Australie et le Canada ne souscrivent pas à l'affirmation du Panama selon laquelle les procédures d'homologation sont exclusivement soumises à l'article 8 et à l'Annexe C de l'Accord SPS.[1159] Le Canada observe en particulier que l'article 8 n'exclut pas la possibilité que les procédures d'homologation se voient appliquer d'autres dispositions de l'Accord. Ainsi, il indique que l'article 8 exige que, en plus de se conformer aux obligations de l'Annexe C, lorsqu'ils appliquent ces procédures, les Membres "f[assent] en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord". Le Canada ajoute que rien dans l'Accord SPS ne permet d'exclure que le reste des dispositions de l'Accord s'applique à une procédure d'homologation constituant une mesure SPS. Il se réfère aux affaires *États-Unis – Volaille (Chine)* et *Corée – Radionucléides* en tant

[1153] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 676; et réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.181. S'agissant des prescriptions sanitaires applicables, le Costa Rica fait référence à la vérification de l'homologation sanitaire du Costa Rica octroyée au moyen de la Résolution n° AUPSA-DINAN 092-2007 (Costa Rica, réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.182 (citant la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26)) et les prescriptions sanitaires à l'importation émises par l'AUPSA qui requièrent, entre autres choses, que les produits proviennent de plantes homologuées par l'AUPSA (Costa Rica, réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.181).

[1154] Costa Rica, réponse à la question n° 153 du Groupe spécial, paragraphe 3.92 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.147).

[1155] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 18. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphes 79 à 85; deuxième communication écrite, paragraphes 5 et 61 à 64; et réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 150.

[1156] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 22. Voir aussi *ibid*., paragraphes 26 à 54.

[1157] Panama, première communication écrite, paragraphe 81; et deuxième communication écrite, paragraphe 45.

[1158] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 24. Voir aussi *ibid*., paragraphes 61 à 64.

[1159] Australie, réponse en tant que tierce partie à la question n° 5 du Groupe spécial, paragraphes 1 et 2; Canada, déclaration en tant que tierce partie, paragraphes 4 et 12; et Canada, réponse en tant que tierce partie à la question n° 5 du Groupe spécial, paragraphe 29.

qu'exemples de différends dans lesquels des obligations différentes de celles qui sont prévues à l'Annexe C ont été appliquées à des mesures procédurales.[1160]

7.533. Les États-Unis observent en outre que la partie finale de l'article 8 dispose que les Membres "par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord". D'après les États-Unis, cette partie précise que les procédures d'un Membre, qui comprennent également celles qui concernent l'homologation, devront être compatibles non seulement avec l'Annexe C mais également "par ailleurs … avec les dispositions du présent accord".[1161]

7.534. L'Union européenne considère que l'allégation du Costa Rica est semblable à celle qu'elle a présentée dans l'affaire *Russie – Porcins (UE)*, dans laquelle elle a contesté une prohibition générale pour l'Union européenne que la Russie qualifiait de "respect provisoire" des certificats vétérinaires bilatéraux en raison de l'impossibilité de se conformer à la teneur des certificats. D'après l'Union européenne, le Groupe spécial chargé de cette affaire lui a donné raison. L'Union européenne considère qu'une prohibition des importations peut entrer dans le champ d'application de plusieurs dispositions de l'Accord SPS, notamment celles qui concernent l'évaluation du risque et la non-discrimination.[1162]

7.4.2.2.3 Évaluation du Groupe spécial

7.535. Comme cela a été mentionné précédemment[1163], le Costa Rica soutient que toutes les dispositions au sujet desquelles il a formulé des allégations s'appliquent à la Mesure 2.[1164] Le Panama fait quant à lui valoir que, étant donné qu'il s'agit d'une procédure et non pas d'une mesure SPS de fond, seuls l'article 8 et l'Annexe C 1) s'appliquent à la Mesure 2.[1165]

7.536. Les arguments des parties concernant les dispositions applicables à la Mesure 2 sont étroitement liés à la question de savoir si la Mesure 2 constitue une procédure de contrôle, d'inspection et d'homologation au sens de l'article 8 et de l'Annexe C 1). Par conséquent, le Groupe spécial considère qu'il est approprié d'examiner cette question en premier lieu afin de pouvoir déterminer quelles dispositions de l'Accord SPS invoquées par le Costa Rica s'appliquent à la Mesure 2.

7.4.2.2.3.2 Critère juridique pertinent

7.537. L'article 8 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord.

7.538. L'Annexe C de l'Accord SPS, intitulé "Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation" établit ce qui suit dans les paragraphes pertinents:

> En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:

[1160] Canada, déclaration en tant que tierce partie, paragraphes 7 à 9 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Corée – Radionucléides*, paragraphes 7.32 et 7.384; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.140).

[1161] États-Unis, réponse en tant que tierce partie à la question n° 5 du Groupe spécial, paragraphes 18 et 19.

[1162] Union européenne, réponse en tant que tierce partie à la question n° 5 du Groupe spécial, paragraphes 16 à 18.

[1163] Voir plus haut le paragraphe 7.526.

[1164] Costa Rica, réponse à la question n° 153 du Groupe spécial, paragraphe 3.88.

[1165] Panama, première communication écrite, paragraphe 81; et deuxième communication écrite, paragraphe 45.

> a) que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié et d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale;
>
> …
>
> c) que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui est nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris l'homologation de l'usage d'additifs ou l'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, soient appropriées[.]

7.539. L'article 8 et l'Annexe C s'appliquent par conséquent aux "procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation".[1166] L'Annexe C 1) identifie les types de procédures auxquels s'appliquent les obligations établies aux alinéas a) à i), à savoir "toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures [SPS]". Ainsi, le texte de l'Annexe C 1) vise toute procédure: a) visant "à vérifier et à assurer le respect des mesures [SPS]"; et b) engagée à des fins de "contrôle, d'inspection et d'homologation".[1167]

7.540. Pour qu'une procédure entre dans le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C, il doit y avoir un lien entre cette procédure et la mesure SPS dont le Membre vise à vérifier et à assurer le respect.[1168] Dans des différends antérieurs, il a été considéré que l'Annexe C 1 "englob[ait] une vaste gamme de procédures" et qu'il "ne spécifi[ait] ni n'exclu[ait] de son application aucun type de procédures".[1169]

7.4.2.2.3.3 Question de savoir si la Mesure 2 constitue une procédure d'homologation au sens de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS

7.541. Les parties partagent l'avis selon lequel la Mesure 2 constitue une procédure d'homologation au sens de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS.[1170] Toutefois, pour satisfaire à son obligation de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, prévue par l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial va examiner cette question.

7.542. En tant que partie affirmant que la Mesure 2 est soumise à l'Annexe C 1), il revient au Costa Rica de démontrer que la procédure d'octroi et de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens est une procédure qui: a) vise "à vérifier et à assurer le respect des mesures [SPS]"; et b) est engagée à des fins de "contrôle, d'inspection ou d'homologation".[1171]

7.543. S'agissant du point de savoir si la Mesure 2 vise à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS, le Groupe spécial rappelle que, conformément à la réglementation panaméenne mentionnée plus haut dans la section 7.4.2.1.2.2, les procédures de renouvellement des homologations sanitaires visant l'importation des produits en cause au Panama sont destinées à vérifier que l'établissement qui souhaite exporter ces produits satisfait aux prescriptions sanitaires correspondantes. Le Groupe spécial considère que, comme le fait valoir le Costa Rica[1172], les

---

[1166] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 435.
[1167] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.363.
[1168] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 435. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.378.
[1169] Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.372; *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.514; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.68; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.366.
[1170] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 677; deuxième communication écrite, paragraphes 116 à 118; réponse à la question n° 103 du Groupe spécial, paragraphe 1.16; et Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 18.
[1171] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.363.
[1172] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 676; et réponse à la question n° 98 du Groupe spécial, paragraphe 3.181.

prescriptions sanitaires à l'importation[1173] peuvent être considérées comme des mesures SPS dont on vise à vérifier et à assurer le respect au moyen de la Mesure 2.

7.544. En outre, étant donné qu'il s'agit de procédures de renouvellement des *homologations* sanitaires d'établissements costariciens intéressés par l'exportation des produits en cause au Panama, ces procédures sont engagées à des fins de "contrôle, d'inspection et d'homologation" au sens de l'Annexe C 1).

7.545. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que la Mesure 2 constituait une procédure d'homologation au sens de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS.

7.4.2.2.3.4 Dispositions de l'Accord SPS invoquées par le Costa Rica applicables à la Mesure 2

7.546. Le Groupe spécial observe que l'argument principal du Panama est que, étant donné qu'il s'agit d'une procédure d'homologation, la Mesure 2 est exclusivement soumise aux disciplines de l'Annexe C 1) et de l'article 8 de l'Accord SPS. De l'avis du Groupe spécial, et comme le soutiennent le Costa Rica et certaines tierces parties, le libellé même de l'article 8 contredit l'argument du Panama.

7.547. L'article 8 de l'Accord SPS dispose dans sa dernière phrase que les Membres "par ailleurs feront en sorte que leurs procédures [de contrôle, d'inspection et d'homologation] ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord". De l'avis du Groupe spécial, cette obligation suppose que toute procédure d'homologation doit être compatible avec les obligations établies dans les autres dispositions de l'Accord SPS. Toutefois, le Groupe spécial considère que l'applicabilité de chaque disposition dépendra des obligations qu'elle contient et de la nature de la mesure en question.

7.548. Le Groupe spécial rappelle que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés du Costa Rica qui est maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question[1174], et qui constitue une procédure d'homologation au sens de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS.[1175] Il va maintenant examiner si les obligations figurant dans les dispositions invoquées par le Costa Rica sont applicables à la Mesure 2.

7.549. S'agissant des *obligations relatives au fondement scientifique des mesures SPS*, figurant aux articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS, le Groupe spécial rappelle la position du Costa Rica selon laquelle l'allégation relative à ces obligations est pertinente pour la révocation de l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire du Costa Rica. Étant donné qu'il a constaté que le Costa Rica n'avait pas démontré que le Panama avait révoqué son admissibilité sanitaire ou zoosanitaire pour tous les produits en question, le Groupe spécial n'abordera pas l'allégation relative à la Mesure 2 au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2. En outre, il observe que le Costa Rica n'a pas développé d'arguments

[1173] Résolution n° AUPSA-DINAN-007-2010 concernant l'importation de produits laitiers (pièce CRI-284); Résolution n° AUPSA-DINAN-032-2010 concernant l'importation de farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de viandes, d'abats, de cretons, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, et d'autres préparations, destinés à la consommation animale (pièce CRI-285); Résolution n° AUPSA-DINAN-045-2011 concernant l'introduction d'aliments à teneur en protéines provenant de ruminants, destinés à la consommation exclusive de chiens et de chats (pièce CRI-286); Résolution n° AUPSA-DINAN-017-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce porcine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-287); Résolution n° AUPSA-DINAN-059-2013 concernant l'importation de produits carnés d'origine bovine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-288); Résolution n° AUPSA-DINAN-016-2009 concernant l'introduction de viandes et d'abats d'animaux de l'espèce bovine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-289); Résolution n° AUPSA-DINAN-035-2011 concernant l'importation de produits carnés d'origine porcine, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-290); Résolution n° AUPSA-DINAN-022-2011 concernant l'introduction de produits carnés d'origine avicole, destinés à la consommation humaine (pièce CRI-291); et Résolution n° AUPSA-DINAN-061-2013 concernant l'importation de produits laitiers (*Bovidae*), destinés à la consommation humaine (pièce CRI-292).

[1174] Voir plus haut le paragraphe 7.506.

[1175] Voir plus haut le paragraphe 7.545.

relatifs à l'absence de fondement scientifique du non-renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.

7.550. S'agissant des *obligations de non-discrimination*, figurant aux articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS, le Groupe spécial souscrit aux constatations du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, selon lequel il n'y aurait aucune raison de considérer que l'Accord SPS interdit la discrimination uniquement pour un type de mesure SPS.[1176] Le Groupe spécial considère, en conséquence, qu'il serait approprié d'examiner les allégations au titre des articles 2:3 et 5:5 présentées par le Costa Rica au sujet de la Mesure 2, étant donné qu'une procédure pourrait être engagée de manière discriminatoire.

7.551. S'agissant des *obligations relatives à la nécessité ou au caractère restrictif pour le commerce de la mesure SPS*, figurant aux articles 5:6 et 2:2, le Groupe spécial ne voit aucune raison pour laquelle ces obligations ne s'appliqueraient pas à la Mesure 2. À cet égard, il considère qu'il pourrait exister une procédure qui soit plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection jugé approprié, d'une manière contraire aux dispositions de l'article 5:6 de l'Accord SPS. En conséquence, le Groupe spécial considère qu'il serait approprié d'examiner les allégations au titre des articles 5:6 et 2:2 concernant la Mesure 2.

7.552. Enfin, le Groupe spécial considère que, étant donné qu'il s'agit d'une procédure d'homologation, il serait approprié d'examiner d'abord les allégations présentées par le Costa Rica au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) et c) au sujet de la Mesure 2 puisque ces dispositions concernent spécifiquement les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation.

7.4.2.2.4 Conclusion sur les dispositions de l'Accord SPS invoquées par le Costa Rica applicables à la Mesure 2

7.553. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que la Mesure 2 est soumise aux obligations prévues aux articles 2:2 (en ce qui concerne la nécessité de la mesure), 2:3, 5:5, 5:6 et 8 et à l'Annexe C 1) a) et c) et, par conséquent, il va procéder à l'examen des allégations du Costa Rica au titre de ces dispositions.

7.4.2.3 Allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS

7.554. Le Costa Rica allègue que la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) a) et c) de l'Accord SPS et, par conséquent, également avec l'article 8 dudit accord.[1177]

7.555. En ce qui concerne l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS, le Costa Rica fait valoir que le Panama n'a pas achevé le renouvellement des homologations sanitaires des 18 établissements costariciens en question sans retard injustifié, étant donné que, depuis le début de 2017 et jusqu'à la date d'établissement du Groupe spécial (le 27 septembre 2021): a) il n'a pas émis de résolutions portant renouvellement des homologations sanitaires de ces établissements[1178]; b) il a publié de manière informelle et automatique des prorogations de ces homologations[1179]; et c) il n'a effectué d'audits sur place dans aucun des établissements.[1180] En conséquence, le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas conclu ces procédures.[1181] Par ailleurs, il considère que les retards pris par le Panama ne sont pas justifiés.[1182]

7.556. De son côté, le Panama allègue qu'il n'a pris aucun retard en ce qui concerne le renouvellement des homologations sanitaires de deux établissements costariciens.[1183] Il allègue aussi que les retards qu'il a pris concernant les établissements dont les homologations sanitaires n'ont pas été renouvelées sont dus aux retards du Costa Rica dans l'envoi des renseignements

[1176] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.147.
[1177] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 670 et 705.
[1178] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 132.
[1179] Costa Rica, réponse à la question n° 169 du Groupe spécial, paragraphe 3.109. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 132 à 136.
[1180] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 127 et 128.
[1181] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 161.
[1182] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 152 à 160.
[1183] Panama, première communication écrite, paragraphe 84.

pertinents et aux effets de la pandémie de COVID-19, qui ont considérablement entravé la capacité des autorités panaméennes d'achever les procédures.[1184]

7.557. Pour ce qui est de l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS, le Costa Rica fait valoir que les demandes de renseignements du Panama n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire pour achever la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens en question car les renseignements requis par celui-ci concernant la situation sanitaire du Costa Rica étaient excessifs.[1185] Le Panama considère que les renseignements qu'il a demandés au Costa Rica sont nécessaires, conformément à la réglementation panaméenne, pour déterminer s'il accorde le renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens en question.[1186]

7.558. Le Groupe spécial évaluera d'abord si le Panama a pris des retards injustifiés, d'une manière contraire à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS, dans la conduite des procédures de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens en question. Ensuite, il évaluera si les demandes de renseignements du Panama n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire pour conclure les procédures de renouvellement des homologations sanitaires, en violation de l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS.

7.559. Avant de procéder à son évaluation, le Groupe spécial observe que son examen de la question de savoir si la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) a) et c) de l'Accord SPS se limite aux demandes de renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question. Cela découle de sa constatation selon laquelle la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens exportant les produits en cause[1187], qui constitue une procédure d'homologation au sens de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS.[1188]

7.4.2.3.1 Question de savoir si la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS

7.4.2.3.1.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.560. Le Costa Rica soutient que le Panama a pris des retards injustifiés dans l'engagement et l'achèvement des procédures de renouvellement des homologations sanitaires de 18 établissements costariciens. Il soutient que cela constitue une violation de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS et, en conséquence, de l'article 8 dudit accord.[1189]

7.561. Le Costa Rica indique que, dans des différends antérieurs, il a été estimé qu'il existe des "retard[s] injustifié[s]" dans l'engagement ou l'achèvement de procédures lorsque le retard n'a pas de justification; que les procédures nécessitent des périodes de temps qui sont injustifiées, excessives, disproportionnées ou injustifiables; que le Membre demande des renseignements non

[1184] Panama, première communication écrite, paragraphe 132.
[1185] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 705, 714 et 715; deuxième communication écrite, paragraphe 170; et réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphes 3.114 à 3.126.
[1186] Panama, première communication écrite, paragraphe 158; et réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphes 95 à 104.
[1187] Voir plus haut le paragraphe 7.506. Le Groupe spécial rappelle que le Panama a prorogé la validité des homologations sanitaires de deux des 18 établissements costariciens (Biomar et Central Veterinaria) jusqu'au 30 juin 2023 et jusqu'au 19 septembre 2022, respectivement, de sorte que ces établissements pouvaient continuer à exporter leurs produits vers le Panama. Par conséquent, ses constatations au titre de l'Annexe C 1) a), de l'Annexe C 1) c) et de l'article 8 ne s'appliqueront pas aux établissements de Biomar et de Central Veterinaria. Toutefois, le Groupe spécial indique que, dans le cadre de son analyse, il fera référence à des éléments de preuve concernant les homologations sanitaires de ces établissements comme contexte aux fins de l'analyse de la manière dont le Panama conduit ce type de procédures.
[1188] Voir plus haut le paragraphe 7.545.
[1189] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 670.

nécessaires; ou qu'il existe des mesures autres que les procédures qui empêcheraient l'achèvement de ces procédures sans retard injustifié.[1190]

7.562. Le Costa Rica soutient que le Panama a pris des retards allant de un à quatre ans, en ne prenant aucune disposition concernant les demandes de renouvellement des homologations sanitaires de 18 établissements costariciens, présentées par le SENASA entre 2017 et 2020.[1191] Il allègue que, sauf dans le cas des demandes relatives à Dos Pinos, Biomar et Central Veterinaria, le Panama n'a pas non plus répondu lorsqu'il lui a de nouveau envoyé les demandes initiales en février et mai 2019, et en août 2020.[1192] En outre, en juin 2020, il a demandé au Panama une prorogation de la validité des homologations sanitaires qui a été rejetée par ce dernier au motif que la demande ne pouvait pas être traitée sans que l'admissibilité zoosanitaire du Costa Rica soit reconnue.[1193] Il ajoute que, entre 2017 et 2019, le Panama a accordé des prorogations automatiques et informelles qui n'ont pas été communiquées par écrit, mais publiées sur la page Web de l'AUPSA. De l'avis du Costa Rica, cette conduite n'offre ni prévisibilité ni sécurité juridique.[1194]

7.563. Le Costa Rica ajoute ce qui suit en ce qui concerne certains établissements spécifiques. Dans le cas de l'entreprise Dos Pinos, il indique que le Panama avait programmé l'audit sur place pour janvier 2020, 2 ans et 10 mois après la demande de renouvellement du Costa Rica, mais avait finalement renoncé à l'audit et à la procédure.[1195] Dans le cas des entreprises Biomar et Central Veterinaria, le Costa Rica observe que les établissements des deux entreprises ont fait l'objet de prorogations au-delà de juin 2020. Toutefois, il estime que cela témoigne du caractère inconstant et informel des actes des autorités panaméennes.[1196]

7.564. En ce qui concerne la période que le Groupe spécial devrait examiner, le Costa Rica ne partage pas la position du Panama selon laquelle il n'a pu prendre des retards qu'après le 30 juin 2020, date à laquelle les prorogations des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens sont arrivées à expiration.[1197] Il fonde son point de vue sur les arguments suivants: a) malgré les prorogations automatiques et informelles des homologations sanitaires jusqu'au 30 juin 2020, le Panama n'a pas traité de manière appropriée les demandes de renouvellement présentées par le Costa Rica depuis 2017, ni mené à bien les procédures correspondantes[1198]; et b) étant donné que les retards peuvent avoir une incidence sur toutes les étapes de la procédure, tous les retards pris par le Panama depuis 2017 sont pertinents aux fins de l'analyse au titre de l'Annexe C 1) a).[1199]

7.565. Pour ce qui est du caractère injustifié des retards, le Costa Rica indique que les retards décrits plus haut sont injustifiés parce qu'ils sont dénués de raison ou justification légitime.[1200] En particulier, il estime que: a) les audits sur place n'ont pas été effectués pour des motifs imputables au Panama; b) les restrictions logistiques liées à la pandémie de COVID-19 n'ont pas empêché le Panama d'effectuer les audits sur place avant mars 2020 ou à partir d'octobre 2020; et c) exiger que le Costa Rica mène à bien une nouvelle procédure d'admissibilité sanitaire en tant que pays n'est pas une justification légitime pour le retard.[1201]

7.566. Le Costa Rica rejette l'argument du Panama selon lequel les retards postérieurs au 30 juin 2020 sont justifiés par les mesures que celui-ci a adoptées afin d'éviter la propagation de la pandémie de COVID-19. Il considère que le Panama aurait pu procéder à un examen documentaire

[1190] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 273 à 276 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 438; et les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.583; et *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.392).

[1191] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 680, 681 et 691; et deuxième communication écrite, paragraphes 120 et 121.

[1192] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 689.

[1193] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 686 à 688.

[1194] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 690.

[1195] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 682 à 685; et deuxième communication écrite, paragraphes 122 et 123.

[1196] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 72, note de bas de page 103.

[1197] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 124.

[1198] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 126 à 135.

[1199] Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 2; et deuxième communication écrite, paragraphes 136 à 141.

[1200] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 695. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 162.

[1201] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 695 à 702.

concernant les établissements costariciens, comme il l'a fait pour des établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande[1202], ou qu'il aurait pu effectuer des audits virtuels, comme l'ont fait d'autres Membres.[1203] Il soutient également que les inspecteurs panaméens auraient pu faire les audits sur place à la fin de 2020, comme il l'avait demandé au Panama le 24 novembre 2020, étant donné que les frontières du Costa Rica étaient ouvertes.[1204]

7.567. Par ailleurs, le Costa Rica conteste l'argument du Panama selon lequel les retards sont justifiés par son refus allégué de fournir des renseignements sur son système zoosanitaire. Il indique qu'il a communiqué des renseignements pertinents au Panama le 19 février 2020, le 24 mars 2021 et le 3 juin 2021.[1205]

7.568. Le Costa Rica soutient que, à la lumière de ce qui précède, le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS, étant donné qu'il a pris divers retards qui ont une incidence tant sur l'engagement que sur l'achèvement des procédures de renouvellement des homologations sanitaires. Du fait de cette incompatibilité, il allègue que le Panama a aussi agi d'une manière incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS.[1206]

Panama

7.569. Le Panama indique que l'Annexe C 1) a) exige des Membres qu'ils fassent en sorte que les procédures pertinentes soient engagées et achevées "avec une rapidité appropriée, c'est-à-dire qu'elles ne nécessitent pas des périodes de temps qui sont injustifiées, ou excessives d'une autre manière, disproportionnées ou injustifiables."[1207] Il soutient que l'Annexe C 1) a) ne prohibe aucun retard, mis à part seulement ceux qui sont injustifiés; c'est-à-dire cette "perte de temps injustifiable".[1208]

7.570. Le Panama estime que deux établissements des entreprises Biomar et Central Veterinaria détenaient des homologations sanitaires en vigueur après juin 2020 et que, pour cette raison, ils pouvaient exporter vers son territoire, et continuaient de le faire, sans aucun problème.[1209]

7.571. Quant aux 16 établissements costariciens restants, le Panama fait valoir que le Costa Rica n'a pas démontré que les retards qu'il a pris, d'après les allégations, dans l'engagement et l'achèvement des procédures de renouvellement des homologations sanitaires étaient illégitimes ou injustifiés.[1210] Pour étayer son point de vue, il invoque les raisons qui sont exposées ci-après.

7.572. Premièrement, le Panama affirme que les éléments de preuve versés au dossier démontrent qu'il a mené à bien les procédures de renouvellement des homologations sanitaires pour tous les établissements costariciens au moins jusqu'au 30 juin 2020. Par conséquent, il fait valoir qu'il ne pouvait avoir pris des retards qu'après cette date.[1211] En conséquence, il affirme que la seule période que le Groupe spécial devrait examiner est celle qui est comprise entre l'expiration des homologations sanitaires (le 30 juin 2020) et l'établissement du Groupe spécial (le 27 septembre 2021).[1212]

7.573. Deuxièmement, le Panama affirme que les éléments de preuve versés au dossier démentent l'allégation du Costa Rica selon laquelle il a été inactif avant le 30 juin 2020. Il soutient que, dans

[1202] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 147 à 150.
[1203] Costa Rica, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphes 2.6 et 2.9 à 2.12.
[1204] Note officielle n° SENASA-DG-1420-2020 (pièce CRI-42). Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 151.
[1205] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 154 à 159.
[1206] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 703 et 704; et deuxième communication écrite, paragraphes 161 et 163.
[1207] Panama, première communication écrite, paragraphe 124 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437).
[1208] Panama, première communication écrite, paragraphe 125 (citant les rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1496).
[1209] Panama, première communication écrite, paragraphe 84.
[1210] Panama, première communication écrite, paragraphe 127.
[1211] Panama, première communication écrite, paragraphe 128.
[1212] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 67 à 73.

les cas où les renseignements ont été fournis, il a procédé à son analyse documentaire initiale et a pris des dispositions pour programmer les audits sur place.[1213]

7.574. Troisièmement, le Panama indique que les délais écoulés, depuis l'expiration des homologations sanitaires (le 30 juin 2020) jusqu'à la demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica (présentée le 20 août 2021), ne peuvent pas être considérés comme illégitimes ou injustifiés. En particulier, il allègue qu'au cours de cette période, deux événements ont notablement entravé sa capacité d'achever les procédures de renouvellement des homologations sanitaires: a) la pandémie de COVID-19; et b) le refus du Costa Rica de fournir des renseignements sur son système zoosanitaire.[1214]

7.575. Le Panama ajoute que le Costa Rica semble reconnaître que, au moins entre le 16 mars 2020 et le 16 avril 2022, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence défavorable sur la capacité des autorités sanitaires d'effectuer des audits sur place dans les établissements de traitement des produits laitiers et des produits carnés.[1215]

7.576. Pour ce qui est du refus du Costa Rica de fournir des renseignements sur son système zoosanitaire, le Panama considère que, dans les communications présentées entre le 8 juillet 2020 et le 3 juin 2021[1216], le Costa Rica a refusé de répondre à plusieurs demandes de renseignements qu'il lui a adressées, y compris les quatre qui ont été envoyées entre le 10 juillet et le 23 novembre 2020.[1217] Le Panama soutient que les procédures de renouvellement des homologations sanitaires l'obligent à évaluer le système sanitaire et zoosanitaire du Costa Rica et que c'est à cette fin qu'il lui a demandé les renseignements pertinents. Il fait valoir que le refus du Costa Rica de lui fournir ces renseignements ne peut pas servir de fondement pour établir qu'il a pris des retards injustifiés.[1218]

7.577. Le Panama ajoute que le Costa Rica admet qu'il lui a fourni les renseignements demandés le 24 mars et le 3 juin 2021, de sorte que tout retard allégué jusqu'à cette date serait imputable au Costa Rica.[1219] Il indique que la seule question dont est saisi le Groupe spécial est de savoir s'il a pris des "retards injustifiés" pendant la période comprise entre le 3 juin 2021 (date de la dernière communication dans laquelle le Costa Rica fournit des renseignements) et le 27 septembre 2021 (date de l'établissement du Groupe spécial). Il estime qu'une période de moins de trois mois, compte tenu des circonstances de l'espèce, pourrait difficilement être qualifiée de "retard", et encore moins de retard "injustifié".[1220]

7.578. Le Panama conclut que le Costa Rica n'a pas démontré qu'il a agi d'une manière incompatible avec l'Annexe C 1) a) car il estime qu'il a engagé et achevé les procédures de renouvellement des homologations sanitaires "sans retard injustifié".[1221]

[1213] Panama, première communication écrite, paragraphes 129 à 131.
[1214] Panama, première communication écrite, paragraphe 132.
[1215] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 74 à 80.
[1216] Panama, première communication écrite, paragraphe 152 (citant la Note officielle n° DM-COR-CAE-0349-2020 (pièce CRI-34); la Note officielle n° SENASA-DG-1420-2020 (pièce CRI-42); la Note officielle n° DM-COR-CAE-0330-2020 (pièce CRI-44); la Note officielle n° SENASA-DG-946-2020 (pièce CRI-50); la Note officielle n° SENASA-DG-1233-2020 (pièce CRI-53); la Note officielle n° SENASA-DG-191-2021 (pièce CRI-58); la Note officielle n° SENASA-DG-340-2021 (pièce CRI-60); et la Note officielle n° SENASA-DG-725-2021 (pièce CRI-63)).
[1217] Panama, première communication écrite, paragraphe 151 (faisant référence à la Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45); à la Note n° AUPSA-AG-395-2020 (pièce CRI-51); à la Note n° AUPSA-AG-481-2020 (pièce CRI-52); et à la Note n° AUPSA-AG-571-2020 (pièce CRI-55)).
[1218] Panama, première communication écrite, paragraphes 150 à 153.
[1219] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 81 à 83.
[1220] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 83.
[1221] Panama, première communication écrite, paragraphe 154.

7.4.2.3.1.2 Principaux arguments des tierces parties

7.579. Le Canada, le Brésil et l'Union européenne indiquent qu'il faut procéder à l'examen au titre de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS au cas par cas, en se concentrant sur le point de savoir s'il existe une justification pour le retard, plutôt que sur la longueur du retard.[1222]

7.580. En particulier, l'Union européenne indique que la période faisant l'objet d'un désaccord entre les parties est celle qui est postérieure au 15 octobre 2020, date à laquelle le Costa Rica a levé ses restrictions concernant les voyages.[1223] Elle considère que, dans son analyse, le Groupe spécial doit tenir compte non seulement des restrictions officielles concernant les voyages, imposées par le Costa Rica, mais aussi des possibilités de voyage effectives dont les inspecteurs panaméens disposaient pendant la période pertinente. À cet égard, de l'avis de l'Union européenne, le Groupe spécial devrait examiner si les inspecteurs n'ont pas pu voyager pendant la période pertinente pour des raisons liées à la pandémie de COVID-19.[1224] Par ailleurs, l'Union européenne invite le Groupe spécial à examiner si les renseignements demandés par le Panama étaient pertinents aux fins de l'évaluation des 16 établissements costariciens, car, si ce n'était pas le cas, il pourrait être conclu qu'il y a eu un retard injustifié.[1225]

7.4.2.3.1.3 Évaluation du Groupe spécial

Critère juridique pertinent

7.581. La première phrase de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS oblige les Membres à faire en sorte que les procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS "soient engagées et achevées sans retard injustifié". Le texte de l'Annexe C 1) a) a été interprété comme étant une obligation de bonne foi imposant aux Membres de mener leurs procédures d'approbation aussi rapidement que possible, compte tenu de la nécessité de vérifier et d'assurer le respect de leurs prescriptions SPS pertinentes.[1226]

7.582. Le Groupe spécial observe que l'expression "sans retard injustifié" a été interprétée comme faisant référence tant à l'engagement qu'à l'achèvement de la procédure et que, par conséquent, si un Membre cause un retard injustifié à un stade quelconque d'une procédure d'homologation, cela constituerait une infraction aux dispositions de la première phrase de l'Annexe C 1) a).[1227]

7.583. Il ressort du texte de la disposition que l'analyse d'une allégation au titre de la première phrase de l'Annexe C 1) a) comporte deux étapes: premièrement, le plaignant doit établir qu'il y a eu un retard dans l'engagement ou l'achèvement de la procédure; et deuxièmement, il doit établir que le retard est injustifié.[1228]

7.584. La notion de "retard" a été interprétée comme étant la "(période de) temps perdu(e) à cause d'une inaction ou d'une incapacité d'aller de l'avant".[1229] Quant à la notion d'"injustifié", elle a été interprétée comme ce qui "[va] au-delà de ce qui est justifié" ou qui est "injustifiable".[1230] Il s'ensuit qu'il est entendu que l'Annexe C 1) exige que les procédures soient engagées et achevées sans perte

[1222] Canada, réponse en tant que tierce partie à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphe 45; Brésil, réponse en tant que tierce partie à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphes 18 à 20; Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 15, et réponse en tant que tierce partie à la question n° 12 du Groupe spécial, paragraphe 36.
[1223] Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphes 10 à 20.
[1224] Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 20.
[1225] Union européenne, communication en tant que tierce partie, paragraphe 22.
[1226] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1498.
[1227] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1502.
[1228] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.115.
[1229] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495.
[1230] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495.

de temps injustifiable.[1231] À cet égard, le point pertinent serait de savoir s'il y a une raison ou justification légitime pour un retard donné, non la longueur d'un retard en tant que telle.[1232]

7.585. La détermination sur le point de savoir si une procédure a été engagée ou achevée "sans retard injustifié" doit être faite au cas par cas[1233], compte tenu de la nature et de la complexité de la procédure devant être engagée et achevée.[1234] Il a été par ailleurs considéré qu'un Membre n'est pas juridiquement responsable des retards qui ne lui sont pas imputables. Dès lors, les retards imputables à l'action, ou l'inaction, d'un plaignant ne doivent pas être attribués à un Membre lorsqu'une détermination est faite sur le point de savoir si ce Membre a engagé ou achevé les procédures d'homologation "sans retard injustifié".[1235] Par ailleurs, si le Membre n'a pas agi avec toute la célérité que l'on pouvait attendre de lui compte tenu des circonstances particulières de l'espèce, le retard causé de cette manière serait considéré comme "injustifié".[1236]

7.586. Le Groupe spécial partage ces appréciations sur le critère juridique applicable au titre de l'Annexe C 1) a) formulées dans les différends susmentionnés et procédera à son évaluation sur cette base.

Question de savoir si le Panama a pris des retards injustifiés dans l'engagement ou l'achèvement du renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question

7.587. Le Groupe spécial observe que, dans le cadre de l'allégation du Costa Rica au titre de l'Annexe C 1) a), les parties sont en désaccord sur trois questions principales: a) la période que le Groupe spécial devrait examiner; b) la question de savoir si le Panama a pris des retards; et c) la question de savoir si les retards pris par le Panama, d'après les allégations, sont injustifiés. Il va procéder à l'analyse de chacun de ces trois points à la lumière du critère juridique applicable qui est mentionné plus haut.

Période pertinente

7.588. Le Costa Rica allègue que le Panama a pris des retards entre 2017, année au cours de laquelle il a présenté les premières demandes de renouvellement des homologations sanitaires, et le 27 septembre 2021, date à laquelle le Groupe spécial a été établi.[1237] Il indique que le Panama a procédé à des prorogations automatiques qu'il n'a pas notifiées en temps opportun et qui étaient mentionnées uniquement sur la page Web de l'AUPSA. Selon le Costa Rica, le fait que l'AUPSA a accordé des prorogations automatiques et informelles des homologations sanitaires, comme celle qui a été accordée jusqu'au 30 juin 2020 pour plusieurs établissements costariciens, ne compense pas les retards pris au cours de ces procédures avant l'expiration des homologations sanitaires.[1238] En outre, le Costa Rica soutient que le fait que les prorogations informelles et automatiques ont permis que le commerce des produits laitiers et des produits carnés entre les pays se poursuive entre 2017 et 2020 ne signifie pas que l'AUPSA ait conduit et conclu correctement les procédures de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens.[1239]

7.589. Le Panama soutient qu'il a conclu les procédures relatives aux demandes de renouvellement des homologations sanitaires présentées par le Costa Rica entre 2017 et 2020 en prorogeant la validité de ces homologations jusqu'au 30 juin 2020 pour les établissements costariciens en question.[1240] À cet égard, il indique également qu'à la date d'établissement du Groupe spécial, les homologations sanitaires des établissements des entreprises Central Veterinaria et Biomar étaient

[1231] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495.
[1232] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1496. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.
[1233] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.
[1234] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.114.
[1235] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1497.
[1236] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1499.
[1237] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 691.
[1238] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 130 à 135.
[1239] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 132.
[1240] Panama, première communication écrite, paragraphe 128.

en vigueur et permettaient à celles-ci d'exporter des produits d'origine animale jusqu'au 19 septembre 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, respectivement.[1241]

7.590. En conséquence, le Panama soutient que le Groupe spécial devrait examiner uniquement les retards qui se sont produits, d'après les allégations, durant la procédure de renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens, au cours de la période comprise entre l'expiration de ces homologations (le 30 juin 2020) et l'établissement du Groupe spécial (le 27 septembre 2021).[1242]

7.591. Le Groupe spécial observe que les parties sont en désaccord sur la question de savoir si, d'un point de vue factuel, au 30 juin 2020, le Panama avait conclu les procédures relatives aux demandes de renouvellement des homologations sanitaires que le Costa Rica avait présentées à partir de 2017. Contrairement à ce que le Panama a indiqué[1243], le Costa Rica n'a pas reconnu que le Panama avait conclu les procédures de renouvellement en prorogeant la validité des homologations sanitaires jusqu'au 30 juin 2020.[1244] Cette question est essentielle pour déterminer la période à examiner car, si le Panama a conclu les procédures de renouvellement au 30 juin 2020, la seule période que le Groupe spécial devrait examiner serait la période postérieure à cette date. Dans le cas contraire, le Groupe spécial devrait examiner les faits antérieurs au 30 juin 2020.

7.592. Pour résoudre cette question, le Groupe spécial examinera d'abord la réglementation panaméenne afin de déterminer à quel moment la procédure de renouvellement est considérée comme conclue. À cet égard, les dispositions pertinentes du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* prévoient, dans le cadre de la procédure d'homologation et de renouvellement, la publication d'une résolution concernant l'homologation et l'ajout de l'établissement dans la base de données de la page Web de l'AUPSA.[1245]

7.593. Le Groupe spécial rappelle les étapes de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires qui sont mentionnées au paragraphe 7.471. Selon le Manuel, cette procédure comporte les étapes suivantes: a) la demande de la partie intéressée; b) l'analyse documentaire de l'évaluation sanitaire; c) l'audit à l'origine ou sur place (le cas échéant); d) l'évaluation de la Commission technique institutionnelle (CTI); e) l'émission d'une résolution portant approbation ou refus du renouvellement; et, une fois le renouvellement approuvé, f) la publication de la résolution concernant l'homologation; et g) l'inscription de l'établissement sur la page Web de l'AUPSA.[1246] En conséquence, la procédure de renouvellement débute par la demande correspondante de la partie intéressée par l'exportation, laquelle a été, en l'espèce, envoyée par le SENASA à l'AUPSA.

7.594. La réglementation panaméenne indique que les audits sur place peuvent faire partie de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires. À cet égard, le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* stipule que "[l]'AUPSA se réserve le droit d'effectuer des audits et des inspections à l'origine pour le renouvellement des établissements …, en fondant sa décision sur l'analyse des risques pertinente".[1247] Comme il a été indiqué plus haut au paragraphe 7.473, le Manuel prévoit également que l'AUPSA peut demander au pays exportateur des documents d'information sur les conditions sanitaires de l'établissement dans le cadre de la procédure de renouvellement, et sur l'expérience, la connaissance et la fiabilité des systèmes d'inspection et de certification des aliments du pays exportateur et de l'établissement en question.[1248]

7.595. Selon le Manuel, pour qu'une résolution soit émise, il faut une évaluation préalable de la CTI visant à vérifier le respect des prescriptions sanitaires pertinentes. Une fois que l'homologation (ou son renouvellement) est accordée à l'établissement concerné, le Service de conseil juridique de

[1241] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 58.
[1242] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 73.
[1243] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 70.
[1244] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 133.
[1245] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 13 et 15.
[1246] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 7 à 15.
[1247] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 15. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial, paragraphe 129.
[1248] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 14 et 15.

l'AUPSA procède à l'élaboration de la résolution, qui est signée par les Directeurs et l'Administrateur général de l'AUPSA.[1249] Le Groupe spécial observe que toutes les résolutions concernant les 16 établissements costariciens qui ont été émises entre 2014 et 2016, avec des durées de validité allant de trois à cinq ans, et qui figurent dans le dossier réunissent les caractéristiques ci-après, décrites dans le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*: a) elles ont été émises par l'AUPSA; b) elles ont été signées par l'Administrateur général et les Directeurs de l'AUPSA; et c) avant leur émission, des audits sur place ont été effectués lorsque l'AUPSA en a décidé ainsi.[1250] De plus, les résolutions susmentionnées indiquent que "[l]'AUPSA a chargé une équipe d'auditeurs de procéder à l'inspection officielle de l'usine".[1251] Cela s'est déroulé ainsi indépendamment de la question de savoir s'il s'agissait de résolutions concernant l'octroi de l'homologation sanitaire ou son renouvellement.[1252]

7.596. De l'avis du Groupe spécial, les résolutions citées donnent une indication sur la forme et le contenu qu'une résolution doit avoir aux fins de l'achèvement d'une procédure d'homologation ou de renouvellement d'une homologation sanitaire, conformément au *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*. Pour cette raison, le Groupe spécial croit comprendre qu'une résolution concernant une homologation sanitaire fondée sur ce manuel est une résolution qui est émise par l'AUPSA et qui octroie expressément l'homologation sanitaire de l'établissement en question, qu'il s'agisse d'un renouvellement de l'homologation ou d'une homologation initiale.

7.597. En ce qui concerne les procédures d'homologation d'établissements engagées par le Costa Rica entre 2017 et 2020, le SENASA a envoyé à l'AUPSA les demandes de renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens avant l'expiration de celles-ci. Dans ces communications, il était également demandé au Panama d'indiquer les dates auxquelles les audits sur place seraient effectués.[1253]

7.598. Le Panama a assuré que les audits sur place étaient nécessaires pour faire avancer le renouvellement des homologations sanitaires de ces 16 établissements costariciens, car, d'après lui, un examen documentaire concernant ces établissements ne suffisait pas pour lui permettre d'obtenir son niveau approprié de protection.[1254] Pour sa part, le Costa Rica reconnaît que, dans le cadre de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires, le Panama exige généralement la réalisation d'audits sur place.[1255] En conséquence, bien qu'au titre de la réglementation panaméenne, les audits sur place ne soient pas obligatoires dans le cadre de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires d'établissements, le Panama a jugé approprié d'exiger

[1249] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 13 et 14.

[1250] AUPSA, Résolution n° 029-2014 (pièce CRI-236); AUPSA, Résolution n° 16 (2014) (pièce CRI-225); AUPSA, Résolution n° 14 (2014) (pièce CRI-241); AUPSA, Résolution n° 15 (2014) (pièce CRI-244); AUPSA, Résolution n° 10 (2014) (pièce CRI-215); AUPSA, Résolution n° 12 (2014) (pièce CRI-231); AUPSA, Résolution n° 11 (2014) (pièce CRI-228); AUPSA, Résolution n° 028-2014 (pièce CRI-234); AUPSA, Résolution n° 030-2014 (pièce CRI-237); AUPSA, Résolution n° 039-2014 (pièce CRI-247); AUPSA, Résolution n° 43 (2014) (pièce CRI-206); AUPSA, Résolution n° 46 (2014) (pièce CRI-250); AUPSA, Résolution n° 45 (2014) (pièce CRI-253); AUPSA, Résolution n° 44 (2014) (pièce CRI-256); AUPSA, Résolution n° 48 (2014) (pièce CRI-219); AUPSA, Résolution n° 10-CTI-16 (pièce CRI-238); AUPSA, Résolution n° 008-CTI-16 (pièce CRI-259); et AUPSA, Résolution n° 007-CTI-16 (pièce CRI-262).

[1251] Voir plus haut la note de bas de page 1250.

[1252] Voir, par exemple, AUPSA, Résolution n° 16 (2014) (pièce CRI-225) (portant homologation de l'établissement n° 8 de l'entreprise Coopemontecillos); et Résolution n° 10-CTI-16 (pièce CRI-238) (portant renouvellement de l'homologation de l'établissement n° 40 de l'entreprise El Ángel).

[1253] Note officielle n° SENASA-DG-0139-2017 (pièce CRI-216); Note officielle n° SENASA-DG-046-2017 (pièce CRI-226); Note officielle n° SENASA-DG-047-2017 (pièce CRI-229); Note officielle n° SENASA-DG-512-2017 (pièce CRI-232); Note officielle n° SENASA-DG-0159-2017 (pièce CRI-37); Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017 (pièce CRI-141); Note officielle n° SENASA-DG-0161-2017 (pièce CRI-204); Note officielle n° SENASA-DG-1587-2018 (pièce CRI-239); Note officielle n° SENASA-DG-140-2017 (pièce CRI-242); Note officielle n° SENASA-DG-170-2017 (pièce CRI-245); Note officielle n° SENASA-DG-246-2017 (pièce CRI-248); Note officielle n° SENASA-DG-983-2017 (pièce CRI-251); Note officielle n° SENASA-DG-704-2017 (pièce CRI-254); Note officielle n° SENASA-DG-963-2017 (pièce CRI-257); Note officielle n° SENASA-DG-1512-2018 (pièce CRI-260); et Note officielle n° SENASA-DG-1511-2018 (pièce CRI-263). Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, Annexe – Tableau récapitulant les autorisations et renouvellements concernant les établissements costariciens, et plus loin, l'appendice 1, page 386.

[1254] Panama, première communication écrite, paragraphes 145 à 147; et Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

[1255] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 61.

ces audits aux fins du renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.

7.599. Le Groupe spécial observe que la Résolution AUPSA n° 145-AG-2019, portant prorogation de la validité des homologations sanitaires de plusieurs établissements costariciens, indique à l'article 4 qu'il est nécessaire d'établir un calendrier en vue de la réalisation d'audits sur place dans les établissements qui y sont énumérés.[1256] L'AUPSA a également évoqué la nécessité de faire des audits au moment de l'octroi d'une prorogation à plusieurs établissements costariciens au moyen de la Note n° AUPSA-AG-399-2019 du 15 octobre 2019.[1257] De l'avis du Groupe spécial, ce qui précède démontre que l'AUPSA a déterminé que la réalisation d'audits sur place faisait partie de la procédure aux fins de l'achèvement du traitement des demandes de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.

7.600. En conséquence, le Groupe spécial estime que, pour que la procédure de renouvellement des homologations sanitaires de chacun des établissements costariciens soit considérée comme achevée, il faut que les étapes ci-après soient menées à terme: a) l'AUPSA procède à l'analyse documentaire de l'évaluation sanitaire; b) l'AUPSA et les autres autorités sanitaires du Panama effectuent les audits sur place; c) la CTI évalue et approuve la demande de renouvellement après avoir examiné si les prescriptions pertinentes sont respectées; d) l'AUPSA émet et publie une résolution portant renouvellement de l'homologation sanitaire de l'établissement correspondant; et e) l'AUPSA enregistre l'établissement en question sur sa page Web.

7.601. En ce qui concerne l'inscription sur la page Web de l'AUPSA des prorogations des homologations sanitaires des établissements en cours de renouvellement, le Costa Rica estime que cette publication ne signifie pas que l'AUPSA ait conduit et terminé les procédures de renouvellement de l'homologation sanitaire des établissements costariciens. Il ajoute que, selon la réglementation panaméenne, l'achèvement de la procédure exige l'émission d'une résolution concernant l'homologation, laquelle n'a pas eu lieu.[1258] À cet égard, le Panama considère que la procédure de renouvellement en question a été menée à bien à chaque fois que l'homologation de chacun des 16 établissements costariciens a été prorogée.[1259]

7.602. Les éléments de preuve versés au dossier démontrent que l'AUPSA a enregistré sur sa page Web les prorogations de 2019 et 2020 des 16 établissements costariciens.[1260] Par contre, le dossier ne contient pas de documents attestant que les autorités panaméennes ont mené à terme les autres étapes[1261] de la procédure. Le Groupe spécial ne considère pas que l'inscription des établissements sur la page Web de l'AUPSA soit suffisante pour que la procédure de renouvellement des homologations sanitaires puisse être considérée comme conclue. Conformément à la réglementation panaméenne, l'évaluation technique sur le fond de la demande de renouvellement est un élément essentiel de cette procédure. Par conséquent, le simple enregistrement sur une page Web des prorogations émises, sans qu'il s'accompagne d'un examen de la demande sur le fond, ne peut pas être considéré comme suffisant pour conclure la procédure en question. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que, au 30 juin 2020, le Panama n'avait pas achevé la procédure de renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question.

7.603. Étant donné que le Panama n'a pas conclu les procédures de renouvellement au 30 juin 2020, et que l'obligation énoncée à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS concerne toutes les étapes d'une procédure[1262], le Groupe spécial va maintenant examiner les faits auxquels se réfère le Costa Rica, depuis ses premières demandes de renouvellement en 2017 jusqu'à la date d'établissement du Groupe spécial, le 27 septembre 2021.

[1256] AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).
[1257] Note n° AUPSA-AG-399-2019 (pièce CRI-35). Voir aussi Panama, réponse à la question n° 171 du Groupe spécial, paragraphe 176.
[1258] Costa Rica, réponse à la question n° 169 du Groupe spécial, paragraphes 3.109 à 3.113. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 130.
[1259] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 169 du Groupe spécial, paragraphe 87.
[1260] AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2020) (pièce CRI-398). Voir aussi le tableau figurant dans la réponse du Costa Rica à la question n° 139 du Groupe spécial.
[1261] Voir plus haut le paragraphe 7.593, dans lequel sont énumérées les étapes de la procédure.
[1262] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Poulet (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 7.50.

Question de savoir si le Panama a pris des retards dans l'engagement et l'achèvement du renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question

7.604. Le Groupe spécial va maintenant examiner si le Panama a pris un quelconque retard en ce qui concerne les procédures de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens au cours de la période susmentionnée. Il rappelle qu'un retard est réputé exister lorsqu'il s'écoule une "(période de) temps perdu(e) à cause d'une inaction ou d'une incapacité d'aller de l'avant" dans le cadre d'une procédure.[1263]

7.605. Le Groupe spécial examinera le temps écoulé depuis la présentation des demandes de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens jusqu'à son établissement. Il rappelle que, comme le prévoit le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, la procédure de renouvellement débute par la demande correspondante de la partie intéressée par l'exportation.[1264] Le tableau ci-après indique la date à laquelle le SENASA a demandé le renouvellement des homologations sanitaires pour chacun des 16 établissements costariciens, laquelle marque le début de la procédure de renouvellement, et le temps écoulé jusqu'à l'établissement du Groupe spécial.

Tableau 7 – Temps écoulé entre la demande de renouvellement et l'établissement du Groupe spécial le 27 septembre 2021

Entreprise et établissement	Date de la demande de renouvellement	Temps écoulé jusqu'à l'établissement du Groupe spécial
Camsa, établissement n° 12C[1265]	9 février 2017	4 ans et 7 mois
Coopemontecillos, établissement n° 8[1266]	17 janvier 2017	4 ans et 8 mois
Coopemontecillos, établissement n° 8C[1267]	13 janvier 2017	4 ans et 8 mois
Distribuidora de Carnes Zamora, établissement n° 21[1268]	3 mai 2017	4 ans et 4 mois
Dos Pinos, établissement n° 46A[1269]	14 février 2017	4 ans et 7 mois
Dos Pinos, établissement n° 46B[1270]	14 février 2017	4 ans et 7 mois
Dos Pinos, établissement n° 46C[1271]	14 février 2017	4 ans et 7 mois
El Ángel, établissement n° 40[1272]	4 décembre 2018	2 ans et 9 mois
El Arreo, établissement n° 12[1273]	9 février 2017	4 ans et 7 mois
Gico, établissement n° 9[1274]	16 février 2017	4 ans et 7 mois
Nutrilac, établissement n° 48[1275]	2 février 2017	4 ans et 7 mois
Planta Cinta Azul (Pipasa), établissement n° 5[1276]	9 août 2017	4 ans et 1 mois
Proceso Posterior (Pipasa), établissement n° 30E[1277]	21 juin 2017	4 ans et 3 mois
Sigma Alimentos, établissement n° 7[1278]	4 août 2017	4 ans et 1 mois

[1263] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495.
[1264] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 14.
[1265] Note officielle n° SENASA-DG-0139-2017 (pièce CRI-216).
[1266] Note officielle n° SENASA-DG-046-2017 (pièce CRI-226).
[1267] Note officielle n° SENASA-DG-047-2017 (pièce CRI-229).
[1268] Note officielle n° SENASA-DG-512-2017 (pièce CRI-232).
[1269] Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017 (pièce CRI-141).
[1270] Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017 (pièce CRI-141).
[1271] Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017 (pièce CRI-141).
[1272] Note officielle n° SENASA-DG-1587-2018 (pièce CRI-239).
[1273] Note officielle n° SENASA-DG-0140-2017 (pièce CRI-242).
[1274] Note officielle n° SENASA-DG-170-2017 (pièce CRI-245).
[1275] Note officielle n° SENASA-DG-246-2017 (pièce CRI-248).
[1276] Note officielle n° SENASA-DG-983-2017 (pièce CRI-251).
[1277] Note officielle n° SENASA-DG-704-2017 (pièce CRI-254).
[1278] Note officielle n° SENASA-DG-963-2017 (pièce CRI-257).

Entreprise et établissement	Date de la demande de renouvellement	Temps écoulé jusqu'à l'établissement du Groupe spécial
Sigma Alimentos, établissement n° 45[1279]	12 novembre 2018	2 ans et 10 mois
Sigma Alimentos, établissement n° 47[1280]	12 novembre 2018	2 ans et 10 mois

7.606. Comme on peut l'observer, il s'est écoulé entre deux ans et neuf mois et quatre ans et huit mois entre la demande de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens, qui a lancé la procédure de renouvellement, et l'établissement du Groupe spécial. Les éléments de preuve versés au dossier indiquent que, durant cette période, le Panama: a) n'a pas effectué les audits sur place dans ces 16 établissements costariciens; et b) n'a pas non plus émis ni publié de résolutions concernant le renouvellement des homologations sanitaires de chacun de ces établissements costariciens.[1281]

7.607. En ce qui concerne la programmation des audits sur place, l'AUPSA a envoyé deux types de communications au SENASA. D'une part, le 9 août 2017, elle a envoyé au SENASA une communication générale concernant la programmation de l'audit sur place en vue du renouvellement de l'homologation sanitaire de l'établissement n° 7 de l'entreprise Sigma Alimentos et des autres établissements pour lesquels le SENASA avait demandé le renouvellement de l'homologation sanitaire. À cet égard, l'AUPSA indiquait que, "en raison du faible nombre d'auditeurs et du volume élevé de demandes, la date estimée pour la programmation de la visite sera[it] un peu différée".[1282]

7.608. D'autre part, il y a les communications concernant les audits de trois établissements de l'entreprise Dos Pinos, entre janvier et février 2020.[1283] Le 9 mars 2020, l'AUPSA a informé le SENASA qu'elle reportait l'audit sur place dans ces trois établissements, prévu pour la semaine du 9 au 13 mars 2020, en raison de la pandémie de COVID-19.[1284] Il n'est pas indiqué dans le dossier si elle a reprogrammé cet audit sur place à une date ultérieure ou si elle l'a finalement effectué dans les trois établissements de l'entreprise Dos Pinos. Le dossier ne contient pas d'autres éléments de preuve concernant la programmation des audits sur place par l'AUPSA que ceux qui sont mentionnés ici.

7.609. Pour ce qui est de l'émission et de la publication des résolutions concernant le renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens, le Groupe spécial fait référence à la Résolution n° 145-AG-2019 de l'AUPSA.[1285] Le Panama soutient que, par cette résolution, la procédure de renouvellement de toutes les homologations sanitaires demandées a été achevée à cette date au moyen de la prorogation de leur échéance.[1286] Le Groupe spécial n'est pas d'accord et estime que cette résolution n'a pas permis d'achever les procédures de renouvellement engagées par le SENASA en ce qui concerne les 16 établissements costariciens, comme on peut l'observer plus haut dans le tableau 7. À son avis, cette résolution a prorogé la validité des homologations sanitaires de 17 établissements costariciens (dont les 16 établissements faisant l'objet de l'évaluation) pour une période de six mois, soit du 1er janvier au 30 juin 2020, mais n'a pas renouvelé ces homologations. L'article 1er de la Résolution n° 145-AG-2019 de l'AUPSA indique qu'une "prolongation de l'habilitation" est accordée aux établissements pertinents, ce qui est loin de la formulation utilisée a) dans le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, qui établit la

[1279] Note officielle n° SENASA-DG-1512-2018 (pièce CRI-260).
[1280] Note officielle n° SENASA-DG-1511-2018 (pièce CRI-263).
[1281] Pour de plus amples renseignements sur les communications échangées entre les parties et les dates auxquelles le Panama a indiqué qu'il n'avait pas de disponibilités pour programmer les audits sur place, voir plus loin l'appendice 1, page 386.
[1282] Note n° AUPSA-DINAN-154 (pièce CRI-32).
[1283] Entre le 2 janvier et le 27 février 2020, l'AUPSA a proposé au SENASA trois dates en vue de la réalisation des audits sur place, lesquelles ont été reprogrammées pour diverses raisons invoquées par l'AUPSA. (Voir la Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38); la Note officielle n° AUPSA-AG-025-2020 (pièce CRI-176); la Note officielle n° SENASA-DG-132-2020 (pièce CRI-181); la Note n° AUPSA-AG-049-2020 (pièce CRI-180); et la Note n° AUPSA-AG-059-2020 (pièce CRI-40).)
[1284] Note n° AUPSA-AG-078-2020 (pièce CRI-41).
[1285] AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).
[1286] Voir Panama, première communication écrite, paragraphe 128; et deuxième communication écrite, paragraphe 67.

procédure permettant de "renouveler l'homologation d'un établissement"[1287] et b) dans les résolutions portant renouvellement des homologations d'établissements avant 2017, par exemple pour l'établissement n° 40 de l'entreprise El Ángel et les établissements n° 45 et 47 de l'entreprise Sigma Alimentos, qui indiquent qu'il est décidé d'"[approuver] le [r]enouvellement de l'[é]tablissement".[1288]

7.610. En outre, le quatrième considérant de la Résolution AUPSA n° 145-AG-2019 indique qu'une fois les formalités documentaires achevées, les audits doivent été effectués dans les établissements par les autorités panaméennes. L'article 4 de cette résolution annonce l'établissement d'un calendrier des audits sur place pour les établissements dont l'homologation sanitaire a été prorogée.[1289] De l'avis du Groupe spécial, cela étaye sa conclusion selon laquelle, à la date d'émission de cette résolution, la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens n'avait pas été achevée, étant donné que la réalisation d'audits sur place dans les établissements mentionnés dans la résolution était encore en suspens.[1290] Le fait que des audits sur place n'ont été ni programmés ni effectués a été confirmé par le Panama lui-même en ce qui concerne 12 de ces établissements, et le dossier ne contient pas d'éléments de preuve indiquant que des audits sur place ont été effectués dans le reste des établissements.[1291]

7.611. Comme il a été indiqué précédemment, pour que la procédure de renouvellement de l'homologation sanitaire soit considérée comme achevée, il faut que des audits sur place soient effectués et qu'une résolution déclarant le renouvellement soit émise, ce qui ne s'est produit pour aucun des 16 établissements costariciens. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial estime que la période qui s'est écoulée entre la demande de renouvellement des homologations sanitaires de chacun des établissements et l'établissement du Groupe spécial est suffisamment longue pour conclure que le Panama n'a pas avancé dans l'examen sur le fond des demandes de renouvellement des homologations sanitaires ni dans la programmation et la réalisation des audits sur place. Par conséquent, il considère que le Panama a pris des retards au sens de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS dans le cadre des procédures de renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements costariciens en question.

Question de savoir si les retards étaient "injustifiés"

7.612. La deuxième question que le Groupe spécial va examiner en vue de déterminer la compatibilité de la Mesure 2 avec l'Annexe C 1) a) est de savoir si les retards indiqués dans la section précédente sont injustifiés, c'est-à-dire s'il n'existe pas de justification pour ceux-ci. Le Groupe spécial rappelle qu'un retard est "indebida" (injustifié) lorsqu'il est "injustificable" (injustifiable)[1292], et que la question pertinente est de savoir s'il y a une raison ou justification légitime pour le retard, non la longueur du retard en tant que telle.[1293]

7.613. Le Costa Rica indique trois raisons pour lesquelles les retards du Panama sont injustifiables: a) les audits sur place n'ont pas été effectués pour des motifs imputables au Panama; b) les restrictions logistiques liées à la pandémie de COVID-19 n'ont pas empêché le Panama d'effectuer les audits sur place avant mars 2020 ou à partir d'octobre 2020; et c) exiger que le Costa Rica mène

[1287] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 15.

[1288] AUPSA, Résolution n° 10-CTI-16 (pièce CRI-238), page 2; AUPSA, Résolution n° 008-CTI-16 (pièce CRI-259), page 2; et AUPSA, Résolution n° 007-CTI-16 (pièce CRI-262), page 2.

[1289] AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).

[1290] AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2020) (pièce CRI-398). Voir aussi le tableau figurant dans la réponse du Costa Rica à la question n° 139 du Groupe spécial, dans lequel il est indiqué que les demandes de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens ont été envoyées avant le 30 juin 2020. Le Groupe spécial observe que la résolution en question fait référence à 17 établissements, dont Biomar. Le dossier ne contient pas d'éléments de preuve indiquant que les prorogations accordées à Biomar ont été précédées d'un audit sur place.

[1291] Panama, réponse à la question n° 29 du Groupe spécial, paragraphe 100. Le Panama formule cette affirmation pour 13 établissements, dont Central Veterinaria. (*Ibid.*) Le dossier ne contient pas d'éléments de preuve indiquant que les prorogations accordées à Central Veterinaria ont été précédées d'un audit sur place.

[1292] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495.

[1293] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1496. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.

à bien une nouvelle procédure d'admissibilité sanitaire en tant que pays n'est pas une justification légitime pour le retard.[1294]

7.614. Pour sa part, le Panama considère que les éléments de preuve versés au dossier démentent l'idée qu'il a été inactif avant le 30 juin 2020.[1295] Il allègue également que les retards allégués postérieurs à cette date sont justifiés par la pandémie de COVID-19 et par le refus du Costa Rica de fournir des renseignements sur son système zoosanitaire.[1296] En particulier, il ajoute que le Costa Rica admet qu'il lui a fourni les renseignements demandés le 24 mars et le 3 juin 2021, de sorte que, selon le Panama, tout retard allégué jusqu'à cette date serait imputable au Costa Rica.[1297]

7.615. Le Groupe spécial passe maintenant à l'examen des retards pris pendant la période antérieure à l'arrivée de la pandémie de COVID-19 au Costa Rica en mars 2020, et poursuivra avec les faits survenus depuis le début de la pandémie jusqu'à l'établissement du Groupe spécial.

Retards antérieurs à l'arrivée de la pandémie de COVID-19 au Panama et au Costa Rica en mars 2020

7.616. Le Groupe spécial rappelle que le principal motif pour lequel les procédures de renouvellement des homologations sanitaires n'ont pas avancé pendant cette période a été la non-réalisation des audits sur place. Le Costa Rica allègue que ces audits n'ont pas été effectués pour des motifs imputables au Panama.[1298] Pour sa part, le Panama affirme qu'il avait terminé les procédures au 30 juin 2020, et que les éléments de preuve versés au dossier démontrent que, dans les cas où le Costa Rica lui a fourni des renseignements, il a procédé à son analyse documentaire initiale et a pris des dispositions pour programmer les audits sur place.[1299]

7.617. Le Groupe spécial estime que les éléments de preuve versés au dossier confirment la position du Costa Rica. Premièrement, comme il est indiqué plus haut, l'AUPSA a envoyé une série de communications concernant la programmation des audits sur place dans des établissements pour lesquels le SENASA avait demandé le renouvellement des homologations sanitaires.[1300] Dans ces communications, elle fait référence à l'impossibilité de programmer ou d'effectuer les audits sur place pour des raisons qui, de l'avis du Groupe spécial, ne semblent pas légitimement justifier son inactivité entre la date de ses communications d'août 2017 et de février 2020, et la date d'établissement du Groupe spécial.[1301]

7.618. En particulier, le 9 août 2017, l'AUPSA a indiqué, s'agissant des établissements costariciens qui, à cette date, avaient déjà demandé le renouvellement de leurs homologations sanitaires respectives, que, "en raison du faible nombre d'auditeurs et du volume élevé de demandes, la date estimée pour la programmation de la visite sera[it] un peu différée".[1302] Bien que le Groupe spécial comprenne que les autorités nationales agissent en fonction des possibilités que leur offrent leurs ressources disponibles, en particulier dans les cas où leurs ressources humaines spécialisées dans certaines tâches sont limitées, il n'apparaît pas justifiable que la programmation et la réalisation ultérieure des audits sur place dans les 16 établissements costariciens aient été retardées pendant une période de plus de deux ans et demi, entre août 2017 et mars 2020.

7.619. Dans le cas des établissements n° 46A, 46B et 46C de l'entreprise Dos Pinos, l'AUPSA a indiqué dans trois communications que les audits sur place dans ces établissements seraient

[1294] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 695 à 702.
[1295] Panama, première communication écrite, paragraphes 129 à 131.
[1296] Panama, première communication écrite, paragraphe 132.
[1297] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 81.
[1298] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 696; et Note n° AUPSA-DINAN-154 (pièce CRI-32).
[1299] Panama, première communication écrite, paragraphes 129 à 131; et deuxième communication écrite, paragraphes 67 à 73.
[1300] Voir plus haut les paragraphes 7.607 et 7.608; et plus loin l'appendice 1, page 386.
[1301] Voir plus haut le Tableau 7 – Temps écoulé entre la demande de renouvellement et l'établissement du Groupe spécial le 27 septembre 2021, dans lequel il est indiqué que la première demande de renouvellement a été présentée le 13 janvier 2017 et la dernière le 4 décembre 2018.
[1302] Note n° AUPSA-DINAN-154 (pièce CRI-32).

effectués à différentes dates, entre janvier et mars 2020.[1303] Dans la dernière de ces communications, datée du 27 février 2020, l'AUPSA a décalé la date des audits sur place à la semaine du 9 au 13 mars 2020 en raison du "retard dans la procédure administrative de délivrance du passeport de l'un de [ses] auditeurs".[1304] Ce changement de dernière minute, après que différentes dates ont été indiquées à trois reprises pour les audits, serait imputable au Panama et contraste avec l'intérêt manifesté par l'entreprise Dos Pinos pour la réalisation des audits sur place. Dans sa demande de renouvellement, le SENASA a demandé, au nom de cette entreprise, la réalisation d'audits sur place[1305] et s'est dit prêt à coopérer avec les autorités panaméennes durant la programmation des trois audits sur place, qui n'ont finalement pas été effectués. En outre, il a communiqué des réponses au questionnaire envoyé par l'AUPSA en janvier 2020.[1306] Le fait que la communication de ces réponses n'a suscité aucune réaction de la part de l'AUPSA est également une indication de l'inaction de cette autorité s'agissant de la réalisation des audits sur place.

7.620. En ce qui concerne les établissements costariciens restants, le Panama n'a pris aucune disposition en vue de la réalisation effective des audits sur place demandés, bien que le Costa Rica les ait demandés pour tous les établissements en question. Comme il est indiqué plus haut, le Panama a simplement annoncé un calendrier pour la réalisation des audits sur place à l'article 4 de la Résolution AUPSA n° 145-AG-2019 du 26 décembre 2019. En outre, dans le cas des établissements n° 8 et 8C de l'entreprise Coopemontecillos, il a annoncé que "en attendant que se concrétise l'audit de renouvellement des deux établissements mentionnés […], ceux-ci pourront continuer d'exporter vers le Panama".[1307] Le Groupe spécial observe que la simple annonce que des audits sur place seraient effectués, sans qu'ils soient programmés, équivaut à une inaction de la part des autorités panaméennes pour ce qui est de faire avancer la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements.

7.621. En conséquence, le Groupe spécial partage l'avis du Costa Rica[1308] selon lequel le retard pris dans la réalisation des audits sur place avant l'arrivée de la pandémie de COVID-19, autour du mois de mars 2020, n'est pas justifié. Le Panama n'a pas démontré que les efforts de l'AUPSA pour coordonner ces audits justifient le temps qui s'est écoulé entre la présentation des demandes de renouvellement et le moment où les mesures liées à la pandémie de COVID-19 ont mis les inspecteurs panaméens dans l'impossibilité d'effectuer les audits.

7.622. Par conséquent, le Groupe spécial constate que les retards pris par le Panama avant l'arrivée de la pandémie de COVID-19 dans ce pays et au Costa Rica en mars 2020 sont des retards injustifiés au sens de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. Bien que cette constatation soit suffisante pour constater une violation de l'Annexe C 1) a) en ce qui concerne les 16 établissements costariciens, le Groupe spécial poursuit avec son évaluation des faits ultérieurs, afin de couvrir l'ensemble de la période indiquée par le Costa Rica et de contribuer ainsi à un règlement positif du présent différend.

7.623. Le Groupe spécial rappelle que le Panama soutient que, s'agissant de la période postérieure à l'arrivée de la pandémie de COVID-19, les retards dans la réalisation des audits sur place et dans la conclusion des procédures de renouvellement des homologations sanitaires sont justifiés pour deux raisons: a) les mesures liées à la pandémie de COVID-19; et b) le refus du Costa Rica de fournir les renseignements nécessaires pour conclure ces procédures.[1309]

[1303] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38). Bien qu'il soit fait référence aux établissements n° "41A" et "41C" de l'entreprise Dos Pinos, le Groupe spécial croit comprendre qu'il s'agit d'une erreur typographique, et qu'en réalité, il était fait référence aux établissements n° 46A et 46C de cette entreprise. Voir la Note officielle n° AUPSA-AG-025-2020 (pièce CRI-176); et la Note n° AUPSA-AG-059-2020 (pièce CRI-40).

[1304] Note n° AUPSA-AG-059-2020 (pièce CRI-40).

[1305] Note officielle n° SENASA DG-0159-2017 (pièce CRI-37); Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017 (pièce CRI-141); et Note officielle n° SENASA DG-0161-2017 (pièce CRI-204).

[1306] Courrier électronique du Directeur de la quarantaine animale du SENASA à l'Administrateur général de l'AUPSA (19 février 2020) (pièce CRI-39) (dans lequel il est répondu au questionnaire envoyé en janvier 2020 par l'AUPSA).

[1307] Note officielle n° AUPSA-DINAN-009-2017 (pièce CRI-31).

[1308] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 697.

[1309] Panama, première communication écrite, paragraphe 132.

Retards pris en raison de l'arrivée de la pandémie de COVID-19 au Panama et au Costa Rica jusqu'à l'établissement du Groupe spécial

7.624. Le Panama fait valoir que les mesures qu'il a adoptées en raison de la pandémie de COVID-19 ont empêché la programmation des audits sur place dans les établissements costariciens, et que ces mesures, ainsi que les cas d'infection par le virus de la COVID-19 parmi son personnel, ont considérablement nui à sa capacité d'achever toutes les procédures administratives.[1310] Il estime que, même après la levée des restrictions en matière de voyages à destination du Costa Rica, la situation d'incertitude due à la pandémie de COVID-19 a rendu assez difficile la réalisation des audits sur place après octobre 2020.[1311] Il ajoute qu'un examen documentaire ne lui permettait pas d'obtenir son niveau approprié de protection.[1312]

7.625. Pour sa part, le Costa Rica fait valoir que, entre mars et juin 2020, le Panama aurait pu remplacer les audits sur place par un examen documentaire des renseignements pertinents comme celui qu'il a accepté pour les établissements du Pérou, de la Nouvelle-Zélande et du Mexique.[1313] Il allègue par ailleurs que les auditeurs panaméens auraient pu voyager après le 15 octobre 2020, date à laquelle il a supprimé les restrictions à la frontière liées à la pandémie de COVID-19.[1314]

7.626. Le Groupe spécial va examiner les éléments de preuve versés au dossier concernant les mesures que tant le Costa Rica que le Panama ont adoptées pour faire face à la pandémie de COVID-19, afin de déterminer si ces mesures pourraient justifier les retards pris par l'AUPSA dans la conduite des procédures de renouvellement des homologations sanitaires. Le tableau figurant ci-après résume les faits les plus pertinents concernant la pandémie de COVID-19 qui sont exposés dans le dossier.

Tableau 8 – Principaux faits relatifs à la pandémie de COVID-19

Date	Faits relatifs à la pandémie de COVID-19
23 janvier 2020	Le Ministère de la santé du Panama ordonne l'établissement du Centre d'opérations d'urgence sanitaire en vue d'exercer une surveillance, de recommander des mesures et d'entamer les préparatifs pour faire face à l'"épidémie due au nouveau coronavirus (nCOV-2019)".[1315]
30 janvier 2020	L'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare que la pandémie de COVID-19 est une urgence de santé publique de portée internationale.[1316]
9 mars 2020	L'AUPSA informe le SENASA de sa décision de reporter l'audit sur place dans les établissements n° 46A, 46B et 46C de l'entreprise *Dos Pinos* à la suite de l'alerte jaune décrétée par le Costa Rica en raison des cas de COVID-19 dans le pays.[1317]
13 mars 2020	Le Panama déclare l'état d'urgence national en raison de la pandémie de COVID-19.[1318]
16 mars 2020	Il est instamment demandé à toutes les autorités administratives, judiciaires et de sécurité au Panama de collaborer avec le personnel de santé à la mise en œuvre de mécanismes de surveillance.[1319]

[1310] Panama, première communication écrite, paragraphes 133 à 149.
[1311] Panama, première communication écrite, paragraphe 143.
[1312] Panama, première communication écrite, paragraphes 145 à 147.
[1313] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 698 à 700. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 97 du Groupe spécial, paragraphes 3.169 et 3.170 (dans laquelle le Costa Rica indique que le Panama n'a pas démontré pourquoi l'examen documentaire ne lui permettrait pas d'obtenir son niveau approprié de protection pour les produits du Costa Rica, et le lui permettrait pour les produits du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande).
[1314] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 700.
[1315] Panama, réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 54; et Ministère de la santé du Panama, Résolution n° 75 (2020) (pièce PAN-3).
[1316] Panama, réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 54; et *ONU Info* (30 janvier 2020) (pièce PAN-76).
[1317] Note n° AUPSA-AG-078-2020 (pièce CRI-41).
[1318] Conseil des ministres du Panama, Résolution du Conseil des ministres n° 11 (2020) (pièce PAN-5); et Président de la République du Costa Rica, Ministre de la Présidence par interim et Ministre de la santé, Décret exécutif n° 42227-MP-S (2020) (pièce CRI-271).
[1319] Panama, première communication écrite, paragraphe 136; et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 489 (2020) (pièce PAN-7).

Date	Faits relatifs à la pandémie de COVID-19
17 mars 2020	Le Panama impose un couvre-feu national (de 21 heures à 5 heures)[1320] et des mesures spéciales visant les employés des services publics, y compris le travail sur appel (sans présence physique).[1321]
19 mars 2020	Le Panama suspend tous les vols internationaux.[1322]
23 mars 2020	Le Panama adopte des mesures d'isolement et de quarantaine[1323] et allonge le couvre-feu national (de 17 heures à 5 heures).[1324]
24 mars 2020	Allongement du couvre-feu national à 24 heures par jour (accompagné de renseignements sur les personnes exemptées, parmi lesquelles ne figurent pas les fonctionnaires du secteur sanitaire et phytosanitaire) et adoption d'autres mesures relatives au mouvement des personnes.[1325] Suspension des délais afférents aux procédures administratives suivies dans le cadre des différentes institutions du gouvernement panaméen.[1326]
30 mars 2020	Le Panama impose des restrictions à la mobilité.[1327]
16 mai 2020	Le Panama impose des mesures concernant l'isolement préventif et le travail sur appel pour tous les travailleurs.[1328]
5 juin 2020	Le Panama décrète le retour progressif des services du gouvernement central à leurs tâches, avec une limite maximale de 30% des effectifs de l'entité concernée. Adoption du "Protocole visant à préserver l'hygiène et la santé sur le lieu de travail à des fins de prévention face à la COVID-19 dans le secteur public".[1329]
21 juin 2020	Les procédures administratives "ont partiellement repris" au Panama.[1330]
8 juillet 2020	Devant la difficulté d'effectuer des audits de vérification en raison de la pandémie de COVID-19, le Ministère des relations extérieures du Costa Rica demande au Panama de faire avancer les renouvellements d'homologations sanitaires sans qu'il y ait de visite de vérification.[1331]
11 septembre 2020	Le Panama modifie les couvre-feux et lève les restrictions à la mobilité.[1332]
16 septembre 2020	Le Panama réglemente le télétravail (en précisant les paramètres du travail sur appel, établis le 17 mars 2020) et certaines restrictions sont assouplies.[1333]
28 septembre 2020	Reprise de plusieurs activités économiques, y compris celles des services administratifs, au Panama.[1334]
11 octobre 2020	La dernière suspension des vols internationaux décrétée par le Panama prend fin.[1335]
15 octobre 2020	Le Costa Rica autorise les vols en provenance d'Amérique centrale et du Panama.[1336]

[1320] Panama, première communication écrite, paragraphe 136; et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 490 (2020) (pièce PAN-8).
[1321] Panama, première communication écrite, paragraphe 136; et Ministère de la Présidence du Panama, Décret exécutif n° 378 (2020) (pièce PAN-9).
[1322] Ministère de l'intérieur du Panama, Décret exécutif n° 244 (2020) (pièce PAN-86).
[1323] Panama, première communication écrite, paragraphe 136; et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 504 (2020) (pièce PAN-12).
[1324] Panama, première communication écrite, paragraphe 136; et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 505 (2020) (pièce PAN-13).
[1325] Panama, première communication écrite, paragraphe 136; et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 507 (2020) (pièce PAN-14).
[1326] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 507 (2020) (pièce PAN-14), article 9. Le 27 mars 2020, des exceptions ont été instaurées concernant la suspension des délais pour les procédures de passation des marchés de matériel hospitalier. (Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 513 (2020) (pièce PAN-15)) Le Panama observe que la suspension a été révoquée le 29 mai 2020 par le Décret exécutif n° 644 (2020) (pièce PAN-16), puis rétablie le 8 juin 2020 par le Décret exécutif n° 693 (2020) (pièce PAN-17). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 136.
[1327] Ministère de la santé du Panama, Résolution n° 360 (2020) (pièce PAN-18). Voir Panama, première communication écrite, paragraphe 136.
[1328] Ministère de la Présidence du Panama, Décret exécutif n° 378 (2020) (pièce PAN-9); et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 472 (2020) (pièce PAN-6). Voir aussi Panama, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 9.
[1329] Ministère de la santé du Panama, Résolution n° 491 (2020) (pièce PAN-20). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 136.
[1330] Panama, réponse à la question n° 108 du Groupe spécial, paragraphe 29.
[1331] Note officielle n° DM-COR-CAE-0330-2020 (pièce CRI-44).
[1332] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 1078 (2020) (pièce PAN-84). Voir aussi Panama, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 9.
[1333] Ministère du travail et du développement de l'emploi du Panama, Décret exécutif n° 133 (2020) (pièce PAN-22). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 137.
[1334] Panama, première communication écrite, paragraphe 137. Voir aussi Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 1222 (2020) (pièce PAN-23).
[1335] Direction de l'aviation civile du Panama, Résolution n° 150-DG-DJ-AAC (2020) (pièce PAN-92).
[1336] Présidence de la République du Costa Rica, "L'allongement des horaires des plages et l'ouverture de vols en provenance d'Amérique centrale et du Panama favoriseront la création d'emplois" (octobre 2020) (pièce CRI-273).

Date	Faits relatifs à la pandémie de COVID-19
25 octobre 2020	Le Panama assouplit le couvre-feu national (de 23 heures à 5 heures).[1337] Déblocage de la vaccination (octobre 2020).[1338]
Décembre 2020	Le Panama instaure de nouveaux couvre-feux (de 19 heures à 5 heures), des restrictions à la mobilité (quarantaine nationale pendant les heures de couvre-feu) et d'autres mesures de prévention contre la pandémie de COVID-19.[1339]
4 juin 2021	Le Panama réintroduit des "mesures telles que le couvre-feu, la quarantaine totale, la fermeture d'établissements et les restrictions à la mobilité".[1340]
13 août 2021	Les couvre-feux sont levés dans certaines entités territoriales du Panama.[1341]

7.627. Selon le Groupe spécial, il ressort tout d'abord de ce qui précède que, dans sa communication du 9 mars 2020, le Panama a informé le SENASA de sa décision de reporter, pour la quatrième fois, l'audit sur place dans les établissements de l'entreprise Dos Pinos à la suite de l'alerte jaune décrétée par le Costa Rica en raison des cas de COVID-19 dans le pays.[1342] Ce report était clairement justifié par une situation d'urgence sanitaire mondiale sans précédent dans l'histoire récente. Par conséquent, le Groupe spécial estime que la situation sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 et les mesures adoptées en mars 2020 pour y faire face ne permettaient pas au Panama d'effectuer des audits sur place.

7.628. Les faits décrits plus haut, liés à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la capacité administrative du Panama, montrent que, au moins entre mars et octobre 2020, date à laquelle la dernière suspension des vols internationaux décrétée par le Panama a pris fin et le Costa Rica a autorisé les vols en provenance d'Amérique centrale et du Panama, les autorités panaméennes étaient dans l'impossibilité d'effectuer les audits sur place dans les 16 établissements costariciens.[1343] En conséquence, durant la période allant de mars à octobre 2020, les retards pris par le Panama dans la réalisation des audits sur place dans les 16 établissements costariciens seraient justifiés par des raisons légitimes et ne seraient donc pas injustifiés.

7.629. Néanmoins, le Groupe spécial estime que les inspecteurs panaméens auraient pu se rendre au Costa Rica pour effectuer les audits sur place à partir d'octobre 2020, lorsque le Costa Rica a levé les restrictions en matière de voyages. Comme il a été indiqué dans le tableau figurant plus haut, les éléments de preuve versés au dossier montrent que les vols entre le Panama et le Costa Rica ont repris en octobre 2020.[1344] À cet égard, le Panama affirme que, même s'ils pouvaient voyager, ses auditeurs n'ont pas voulu le faire, compte tenu de l'incertitude qui persistait à cause de la pandémie de COVID-19.[1345] Le Groupe spécial comprend que la réouverture des vols n'a peut-être pas été suffisante pour garantir la réalisation des audits sur place, étant donné que la volonté de voyager dans les circonstances de la pandémie est un point difficile à prouver et à évaluer. Toutefois, le Panama n'a fait aucune tentative pour coordonner les audits sur place pendant presque un an,

[1337] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 1222 (2020) (pièce PAN-23). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 137.

[1338] Panama, première communication écrite, paragraphe 139.

[1339] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 1683 (2020) (pièce PAN-24); et Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 1684 (2020) (pièce PAN-85). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 138; et réponse à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 9. Le Groupe spécial observe que ces mesures ont été prises pour faire face à la "nouvelle hausse du taux de reproduction effectif (Re) de la COVID-19 sur tout le territoire national" et que, malgré les nouvelles mesures, la "circulation des personnes sur tout le territoire national, sauf pendant les heures de couvre-feu et la quarantaine" a été autorisée. (Voir Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 1684 (2020) (pièce PAN-85), septième considérant et article 2.)

[1340] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 780 (2021) (pièce PAN-25). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 139.

[1341] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 826 (2021) (pièce PAN-26). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 139.

[1342] Note n° AUPSA-AG-078-2020 (pièce CRI-41).

[1343] Ministère de l'intérieur du Panama, Décret exécutif n° 244 (2020) (pièce PAN-86). Voir aussi Présidence de la République du Costa Rica, "L'allongement des horaires des plages et l'ouverture de vols en provenance d'Amérique centrale et du Panama favoriseront la création d'emplois" (octobre 2020) (pièce CRI-273).

[1344] Présidence de la République du Costa Rica, "L'allongement des horaires des plages et l'ouverture de vols en provenance d'Amérique centrale et du Panama favoriseront la création d'emplois" (octobre 2020) (pièce CRI-273).

[1345] Panama, première communication écrite, paragraphe 143.

entre octobre 2020 et septembre 2021. De l'avis du Groupe spécial, ce retard de plus d'une année est injustifiable si des raisons légitimes le justifiant ne figurent pas dans le dossier.

7.630. Pour ce qui est de la suspension des procédures administratives et d'autres mesures restrictives liées à la pandémie de COVID-19, le Groupe spécial observe que, à partir de juin 2020, les autorités panaméennes ont progressivement assoupli certaines restrictions à la mobilité qui limitaient l'accès aux lieux de travail, et des règles relatives à la flexibilité du travail ont été instaurées. À son avis, ce qui précède, conjugué avec les faits décrits ci-après, indique que l'activité administrative reprenait, permettant à l'AUPSA d'avancer dans l'évaluation documentaire qui fait partie de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires, en attendant que les audits sur place soient effectués.

7.631. Premièrement, dans le "Protocole visant à préserver l'hygiène et la santé sur le lieu de travail à des fins de prévention face à la COVID-19 - Secteur public" du 5 juin 2020, le Panama a indiqué que a) la tenue de vidéoconférences serait encouragée afin de ne pas paralyser le suivi et la prise de décisions dans le fonctionnement de la Direction ou de la Section; et b) les voyages ou les tournées à l'intérieur ou à l'extérieur du pays seraient évités, pour autant que le fonctionnement des institutions n'en soit pas affecté.[1346] En outre, il a établi des procédures relatives à la formule de travail sur appel (sans présence physique).[1347] De l'avis du Groupe spécial, ce qui précède indique qu'à partir de juin 2020, le Panama avait la possibilité d'exécuter les tâches institutionnelles, y compris par vidéoconférence. En conséquence, on peut affirmer que, au moins à partir de juin 2020, les fonctionnaires publics panaméens ont progressivement repris leurs fonctions.[1348]

7.632. Deuxièmement, le Groupe spécial observe que le Décret exécutif n° 507 du 24 mars 2020, émis par le Ministère de la santé du Panama, a ordonné la "suspension de tous les délais dans [les] procédures administratives suivies dans le cadre des différentes institutions du gouvernement".[1349] Par la suite, le 27 mars 2020, des exceptions à cette suspension ont été adoptées en ce qui concerne les procédures de passation des marchés de matériel hospitalier; de médicaments; et d'"autres biens, services ou articles".[1350] Il est également indiqué dans le dossier que la suspension mentionnée a été révoquée le 20 mai 2020[1351] et rétablie entre les 8 et 21 juin 2020.[1352] À cet égard, le Groupe spécial rappelle que le Panama a affirmé que "[l]es procédures administratives [avaient] partiellement repris après le 21 juin 2020".[1353]

7.633. Le Groupe spécial observe que le fait que, à partir de juin 2020, les agents administratifs panaméens ont repris leurs fonctions, même partiellement, et le fait que la reprise des délais dans les procédures administratives a été décrétée par les autorités panaméennes, rendent compte de la capacité du Panama de faire avancer les procédures relatives au renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens. À cet égard, il n'est pas fait mention dans le dossier de la portée "partielle" de la reprise des procédures administratives auxquelles le Panama fait référence. Le Groupe spécial estime que, même si, avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19, la capacité des autorités panaméennes de faire avancer et d'achever les procédures de renouvellement des homologations sanitaires en suspens a été notablement affectée, cette capacité s'est améliorée à partir de juin 2020. En conséquence, l'inactivité du Panama, s'agissant de la conduite de l'examen documentaire dans le cadre des procédures de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens, ne serait pas justifiée à partir de juin 2020.

[1346] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 466 (2020) (pièce PAN-19), page 24 du protocole joint en annexe au Décret.
[1347] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 466 (2020) (pièce PAN-19), pages 25 à 31 du protocole joint en annexe au Décret.
[1348] Voir, par exemple, Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 489 (2020) (pièce PAN-7), article 10; Ministère du travail et du développement de l'emploi du Panama, Décret exécutif n° 78 (2020) (pièce PAN-83); Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 466 (2020) (pièce PAN-19); et Ministère du travail et du développement de l'emploi du Panama, Décret exécutif n° 133 (2020) (pièce PAN-22).
[1349] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 507 (2020) (pièce PAN-14), article 9.
[1350] Ministère de la santé du Panama, Décret exécutif n° 513 (2020) (pièce PAN-15).
[1351] Décret exécutif n° 644 (2020) (pièce PAN-16), article 3. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 136.
[1352] Décret exécutif n° 693 (2020) (pièce PAN-17), article 2. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 136.
[1353] Panama, réponse à la question n° 108 du Groupe spécial, paragraphe 29.

7.634. La reprise de l'activité administrative du Panama trouve également sa manifestation dans les faits relatifs à la réunion de Paso Canoas du 12 février 2021. En particulier, les éléments de preuve montrent que des fonctionnaires panaméens ont participé à cette réunion et ont conclu des accords dans le cadre de celle-ci.[1354] En outre, ces accords comprenaient des engagements en matière de suivi qui ne pouvaient avoir été contractés que si les autorités compétentes étaient en activité. Au nombre de ces engagements figurait la tenue de sessions de la Commission technique bilatérale de travail, qui ont été menées, de manière virtuelle, le 18 février 2021[1355], le 25 février 2021[1356] et le 11 mars 2021[1357], ce qui confirme que les autorités administratives du Panama étaient en activité après juin 2020.

7.635. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les mesures indiquées par le Panama en lien avec la pandémie de COVID-19 démontrent que, entre mars et octobre 2020, la capacité des fonctionnaires gouvernementaux panaméens de conduire les procédures administratives pertinentes a été notablement affectée à cause de cette pandémie. Toutefois, cela ne justifie pas l'inactivité totale dans la conduite de ces procédures administratives, au moins à partir de juin 2020 et jusqu'en septembre 2021, date à laquelle le présent Groupe spécial a été établi.

Refus allégué du Costa Rica de fournir des renseignements nécessaires

7.636. Comme il est indiqué plus haut, le Panama allègue que, entre l'expiration des homologations sanitaires des établissements costariciens, le 30 juin 2020, et la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Costa Rica le 20 août 2021, sa capacité d'achever les procédures de renouvellement des homologations sanitaires a été fortement affectée non seulement par la pandémie de COVID-19, mais aussi par le refus du Costa Rica de fournir des renseignements sur son système zoosanitaire.[1358] Le Costa Rica rejette cet argument.[1359]

7.637. Dans le dossier, il est indiqué que le Panama a demandé des renseignements au Costa Rica au moyen des communications qu'il lui a adressées le 2 janvier 2020[1360], le 22 février 2021[1361] et le 1er avril 2021.[1362] En réponse à ces communications, le Costa Rica a envoyé des renseignements au Panama à trois reprises: le 19 février 2020[1363], le 24 mars 2021[1364] et le 3 juin 2021.[1365]

7.638. Selon le Panama, les renseignements fournis par le Costa Rica étaient insuffisants aux fins de l'achèvement des procédures de renouvellement des homologations sanitaires.[1366] Le Costa Rica répond que les renseignements demandés étaient excessifs.[1367] Comme il est expliqué en détail plus loin, dans la section 7.4.2.3.3, le Groupe spécial considère que le Panama a demandé au Costa Rica des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour achever les procédures de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens. À cet égard, le

[1354] Accord bilatéral de Paso Canoas (12 février 2021) (pièce CRI-14).
[1355] Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session n° 1 (18 février 2021) (pièce CRI-15).
[1356] Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session n° 2 (25 février 2021) (pièce CRI-16).
[1357] Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session n° 4 (11 mars 2021) (pièce CRI-20).
[1358] Panama, première communication écrite, paragraphe 132.
[1359] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 147 à 151 et 154 à 159.
[1360] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38). L'AUPSA a joint un questionnaire à cette communication.
[1361] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57). L'AUPSA a joint à cette communication un questionnaire différent de celui qu'elle avait envoyé en janvier 2020. Voir Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268).
[1362] Note n° AUPSA-AG-176-2021 (pièce CRI-62), au moyen de laquelle l'AUPSA demande de nouveau au SENASA de remplir le questionnaire envoyé le 22 février 2021.
[1363] Courrier électronique du Directeur de la quarantaine animale du SENASA à l'Administrateur général de l'AUPSA (19 février 2020) (pièce CRI-39); et Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (19 février 2020) (pièce CRI-6).
[1364] Note officielle n° SENASA-DG-340-2021 (pièce CRI-60); et Réponses actualisées du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (24 mars 2021) (pièce CRI-61).
[1365] Note officielle n° SENASA-DG-725-2021 (pièce CRI-63); et Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama concernant l'évaluation sanitaire du Costa Rica (3 juin 2021) (pièce CRI-29).
[1366] Panama, réponse à la question n° 5 du Groupe spécial.
[1367] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 167.

Groupe spécial rappelle que toute demande de renseignements excessive entraîne un retard injustifié.[1368]

7.639. En conséquence, le Groupe spécial estime que le Panama a pris des retards en attendant plus d'un an pour informer le Costa Rica qu'il avait besoin de plus amples renseignements pour conclure la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens en question. Le Groupe spécial ne trouve pas dans le dossier de raisons légitimes qui justifient ce retard, au-delà de la période allant de mars à juin 2020, durant laquelle les mesures liées à la pandémie de COVID-19 ont limité de manière notable la capacité opérationnelle des autorités panaméennes.

7.4.2.3.1.4 Conclusion concernant l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS

7.640. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les éléments de preuve versés au dossier démontrent que le Panama a pris des retards dans la conduite de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens entre 2017 et septembre 2021, date à laquelle le Groupe spécial a été établi.

7.641. Ces retards concernent trois aspects majeurs: a) les retards pris dans l'explication concernant les renseignements requis par le Panama pour conduire les procédures de renouvellement et dans la réalisation de l'examen documentaire correspondant; b) la non-réalisation des audits sur place qui font, dans ce cas précis, partie de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires; et c) l'absence de résolutions émises sur le fond des demandes de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.

7.642. Pour ce qui est des retards pris dans l'explication concernant les renseignements requis par le Panama et dans la réalisation de l'examen documentaire correspondant, le Groupe spécial estime qu'ils étaient injustifiés au sens de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS durant la période allant de janvier à mars 2020 et de juin 2020 à février 2021, car il n'existait pas de raison pour que le Panama n'éclaire pas le Costa Rica sur les renseignements manquants dont il avait besoin. Il estime qu'il n'y a pas non plus de raisons justifiant, durant la période susmentionnée, l'absence d'examen documentaire des renseignements que le Costa Rica a envoyés au Panama en février 2020.

7.643. En ce qui concerne la non-réalisation d'audits sur place, le Groupe spécial estime que ces retards étaient injustifiés au sens de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS durant les périodes allant de janvier 2017 à mars 2020 et d'octobre 2020 à septembre 2021, car il n'existe pas de justification légitime pour la non-réalisation des audits respectifs. Il considère toutefois que les retards pris par le Panama entre mars et octobre 2020 ne sont pas injustifiés, car ils sont justifiés par les mesures qui ont été adoptées pour faire face à la pandémie de COVID-19.

7.644. Pour ce qui est de l'absence de résolutions émises par l'AUPSA, le Groupe spécial estime que ces retards étaient injustifiés au sens de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS durant les périodes allant de janvier 2017 à mars 2020, et de juin 2020 à septembre 2021, étant donné que les délais administratifs avaient partiellement repris leur cours à partir de juin 2020, après une suspension temporaire entre mars et juin 2020 en raison de la pandémie de COVID-19.

7.645. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS parce que le Panama a pris des retards injustifiés dans la conduite des procédures de renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens.

[1368] Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.696 et 7.698.

7.4.2.3.2 Invocation par le Panama de l'article 23 du projet d'articles de la Commission du droit international (CDI) sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite en ce qui concerne l'Annexe C 1) a)

7.4.2.3.2.1 Principaux arguments des parties

Panama

7.646. Le Panama soutient que, si le Groupe spécial constate qu'il n'a pas achevé les procédures d'homologation relatives à la Mesure 2 sans retard injustifié, d'une manière incompatible avec l'article 8 et l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS, l'illicéité de cet acte serait exclue pour raison de force majeure en vertu de l'article 23 du projet d'articles de la CDI sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite (projet d'articles sur la responsabilité de l'État).[1369] En particulier, le Panama soutient que la pandémie de COVID-19 est une circonstance qui satisfait aux trois prescriptions de l'article 23 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État qu'il faut respecter pour être considéré comme une situation de force majeure, à savoir: i) elle est un fait dû à la survenance d'une force irrésistible ou d'un événement extérieur imprévu; ii) elle échappe au contrôle du Panama; et iii) elle a rendu matériellement impossible, étant donné les circonstances, l'exécution de l'obligation d'achever les procédures d'homologation énoncée à l'Annexe C 1) a). Il soutient que cette justification est applicable à tout manquement à une obligation découlant d'une règle de droit international, comme un traité, et constitue "[une] règle pertinente de droit international" que le Groupe spécial est tenu d'appliquer conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord et à l'article 31 3) c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.[1370]

Costa Rica

7.647. Le Costa Rica soutient que l'article 23 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État n'est pas un accord visé et que, par conséquent, il ne fait pas partie du corpus de règles de l'OMC, et que le Panama ne dispose d'aucun fondement juridique lui permettant d'exiger du Groupe spécial qu'il l'applique. Il ajoute que, même à supposer que l'article 23 soit applicable, la notion de force majeure n'apporterait aucun élément additionnel à l'interprétation et à l'application de l'expression "retard injustifié" figurant à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. D'après le sens de ce terme, un groupe spécial pourrait prendre en considération toute circonstance indépendante de la volonté du pays importateur, comme la pandémie de COVID-19. Pour cette raison, le Costa Rica estime qu'il serait inutile d'examiner en outre si, en vertu de l'article 23 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État, l'effet d'une circonstance de force majeure comme la pandémie de COVID-19 serait pris en considération.[1371]

7.4.2.3.2.2 Évaluation du Groupe spécial

7.648. Le Groupe spécial observe que les arguments du Panama au titre de l'article 23 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État[1372] sont centrés sur les faits relatifs à la pandémie de COVID-19. Il rappelle qu'il a déjà examiné de manière exhaustive, dans le cadre de son évaluation de l'allégation du Costa Rica au titre de l'Annexe C 1) a), la manière dont les faits relatifs à la pandémie de COVID-19 ont influé sur le respect des obligations du Panama au titre de cette disposition. À cet égard, le Groupe spécial a conclu que les mesures indiquées par le Panama en lien avec la pandémie de COVID-19 démontraient que, entre mars et octobre 2020, la capacité des fonctionnaires gouvernementaux panaméens de conduire les procédures administratives pertinentes avait été notablement affectée à cause de la pandémie.[1373]

[1369] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 11 à 14.

[1370] Panama, réponse à la question n° 107 du Groupe spécial, paragraphes 24 à 28. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 11 à 13.

[1371] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 107 du Groupe spécial, paragraphes 2.37 à 2.49.

[1372] L'article 23 du projet d'articles, intitulé "Force majeure", dispose ce qui suit au paragraphe 1:

> L'illicéité du fait d'un État non conforme à une obligation internationale de cet État est exclue si ce fait est dû à la force majeure, consistant en la survenance d'une force irrésistible ou d'un événement extérieur imprévu qui échappe au contrôle de l'État et fait qu'il est matériellement impossible, étant donné les circonstances, d'exécuter l'obligation.

[1373] Voir plus haut le paragraphe 7.635.

7.649. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial estime que ses constatations au titre de l'Annexe C 1) a) sont suffisantes pour aider l'ORD à formuler des recommandations et des décisions permettant de régler la question de manière satisfaisante.[1374] En conséquence, il n'examinera pas l'invocation par le Panama de l'article 23 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État dans le cadre du présent différend.

7.4.2.3.3 Question de savoir si la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS

7.4.2.3.3.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.650. Le Costa Rica soutient que le Panama lui a demandé des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour le renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens, de manière contraire aux dispositions de l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS.[1375] Du fait de cette incompatibilité, il soutient que le Panama a aussi agi d'une manière incompatible avec l'article 8 de l'Accord.[1376]

7.651. Le Costa Rica soutient que la faculté de l'AUPSA de demander des renseignements sur la situation sanitaire du pays exportateur et sur l'expérience, la connaissance et la confiance acquises au sujet des systèmes d'inspection et de certification des produits alimentaires du pays exportateur, conférée par le paragraphe 7 de la section VII du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, lui permet de demander l'actualisation de ces renseignements. Selon le Costa Rica, conformément à la réglementation panaméenne, l'admissibilité sanitaire est automatiquement renouvelée, sauf si les renseignements actualisés révèlent un changement dans la situation épizootiologique ou un non-respect des normes sanitaires.[1377]

7.652. Le Costa Rica considère que, en vertu de la faculté susmentionnée, le Panama lui a adressé un questionnaire le 2 janvier 2020.[1378] Il fait valoir que le Panama lui a clairement fait entendre en août 2020 que la procédure de renouvellement des homologations sanitaires n'avancerait pas tant qu'une procédure d'évaluation zoosanitaire le concernant n'aurait pas été engagée. De l'avis du Costa Rica, cette position indique que le Panama avait révoqué son admissibilité sanitaire. Dans ce contexte, le 22 février 2021, le Panama a envoyé un deuxième questionnaire.[1379] De l'avis du Costa Rica, en envoyant ce deuxième questionnaire concernant son admissibilité sanitaire, le Panama a demandé des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour renouveler les homologations sanitaires des établissements costariciens. En particulier, le Costa Rica estime que, en l'espèce, la procédure d'homologation appropriée n'exige pas une nouvelle procédure d'admissibilité sanitaire, compte tenu: a) de l'histoire du commerce de ces produits; b) du fait qu'il ne s'agit pas d'une évaluation initiale de l'admissibilité sanitaire; et c) de l'absence de changements dans son statut sanitaire.[1380] Le Costa Rica ajoute que la conduite du Panama est injustifiée car aucune des deux causes prévues dans la réglementation panaméenne pour invalider son admissibilité sanitaire ne s'est vérifiée, à savoir: a) son statut sanitaire n'a pas changé; et b) il n'a pas été démontré, "de manière concluante", qu'il y avait un non-respect des normes sanitaires du Panama.[1381] Il soutient en outre que, malgré son désaccord sur les demandes du Panama, il a envoyé les renseignements actualisés que celui-ci a demandés en janvier 2020 et, par la suite, il a répondu au questionnaire envoyé le 22 février 2021.[1382]

[1374] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord

[1375] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 705, 714 et 715; et deuxième communication écrite, paragraphe 170. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 707 (citant l'Annexe C 1) a)); et deuxième communication écrite, paragraphe 165.

[1376] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 714 et 715; et deuxième communication écrite, paragraphe 170.

[1377] Costa Rica, réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphes 3.116 à 3.118 (faisant référence à Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-105), article 67).

[1378] Costa Rica, réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 3.119.

[1379] Costa Rica, réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphes 3.120 à 3.123.

[1380] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 711; et deuxième communication écrite, paragraphes 168 et 169. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 708 à 710.

[1381] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 167.

[1382] Costa Rica, réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphes 3.124 et 3.125.

7.653. Le Costa Rica ajoute que les renseignements requis par le Panama sont excessifs étant donné que son territoire est reconnu par l'OIE comme exempt de peste porcine classique et que, s'agissant de l'ESB, le Panama et le Costa Rica présentent le même statut sanitaire de pays à risque négligeable.[1383]

Panama

7.654. Le Panama soutient que les renseignements qu'il a demandés au Costa Rica étaient nécessaires à l'évaluation de son système sanitaire parce que c'est ce que prescrivent les procédures panaméennes de renouvellement des homologations sanitaires.[1384]

7.655. Le Panama observe que le Costa Rica ne conteste pas que le questionnaire envoyé le 2 janvier 2020 était nécessaire aux fins du renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.[1385]

7.656. Le Panama estime que le questionnaire envoyé le 22 février 2021 était nécessaire pour le type de produits en question.[1386] Il rappelle que ce questionnaire a été envoyé dans le cadre de l'accord conclu à Paso Canoas selon lequel il évaluerait le système sanitaire costaricien. D'après le Panama, ce questionnaire visait à obtenir des renseignements qui permettent d'évaluer, du point de vue zoosanitaire, la production de lait et de produits laitiers au Costa Rica. Le Panama explique que l'évaluation zoosanitaire est nécessaire pour ces produits compte tenu des risques zoosanitaires qu'ils présentent, par exemple, celui d'une transmission de la fièvre aphteuse. Le Panama ajoute qu'en 2014, il avait déjà demandé aux autorités costariciennes chargées de la santé animale d'évaluer ce type de risques.[1387]

7.657. En conséquence, le Panama conclut que, indépendamment de ce que le Costa Rica comprend de la portée et du sens de la législation panaméenne, les renseignements étaient nécessaires aux fins du renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens au sens de l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS.[1388]

7.4.2.3.3.2 Évaluation du Groupe spécial

Critère juridique pertinent

7.658. Conformément à l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS, les Membres feront en sorte que "les demandes de renseignements soient limitées à ce qui est nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation … soient appropriées". Cette obligation, qui s'applique à l'égard de toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS, suppose de déterminer l'objectif de la procédure en question et le type de renseignements nécessaires aux fins de cette procédure.[1389] Si les éléments de preuve versés au dossier démontrent que les demandes de renseignements du défendeur sont excessives aux fins de la procédure en question, il pourrait être constaté que celui-ci a agi d'une manière incompatible avec l'Annexe C 1) c).[1390]

[1383] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 713.

[1384] Panama, première communication écrite, paragraphe 158. Voir aussi *ibid*., paragraphes 155 à 157 (dans lesquels le Panama exprime sa préoccupation devant l'argument du Costa Rica selon lequel le Membre exportateur peut substituer son jugement à celui des autorités du Membre importateur afin de déterminer quels renseignements sont nécessaires ou non pour engager et achever les procédures d'homologation de ce Membre).

[1385] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 89. Voir aussi réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphes 96 à 101 (dans laquelle le Panama explique pourquoi le questionnaire envoyé le 2 janvier 2020 était nécessaire aux fins de la conduite de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens en question).

[1386] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 90.

[1387] Panama, réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphe 103 (citant AUPSA, Résolution n° 028-2014 (pièce CRI-234); et AUPSA, Résolution n° 030-2014 (pièce CRI-237)).

[1388] Panama, première communication écrite, paragraphe 158.

[1389] Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.564.

[1390] Voir le rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.571.

7.659. À la lumière du critère juridique décrit plus haut, le Groupe spécial va à présent examiner la question de savoir si le Panama a demandé au Costa Rica des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.

Question de savoir si le Panama a demandé des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour la procédure pertinente

7.660. Le Costa Rica allègue que la demande de renseignements du Panama a été excessive car un réexamen de son admissibilité sanitaire n'est pas nécessaire pour traiter les demandes de renouvellement des homologations sanitaires de ses établissements.[1391] Pour sa part, le Panama soutient que sa réglementation exige que l'autorité sanitaire évalue le système sanitaire du pays exportateur lorsqu'elle traite une demande de renouvellement d'homologations sanitaires.[1392]

7.661. Conformément au critère juridique décrit plus haut, le Groupe spécial commence son évaluation en déterminant l'objectif de la procédure de renouvellement et les renseignements nécessaires aux fins de cette procédure, conformément à la réglementation panaméenne applicable. Il rappelle que la procédure de renouvellement des homologations sanitaires est régie par le paragraphe 7 de la section VII du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*. Ce paragraphe dispose ce qui suit:

> L'AUPSA pourra renouveler l'homologation d'un établissement, d'une chaîne de production ou d'une usine de transformation sur la base des aspects énumérés ci-après et, pour ce faire, des renseignements pertinents pourront être demandés à l'autorité compétente du pays exportateur et/ou à la partie intéressée:
>
> - Situation sanitaire et/ou phytosanitaire du pays exportateur.
> - Conditions sanitaires de l'établissement et caractéristiques des produits qu'il souhaite continuer à introduire dans le pays.
> - Expérience, connaissance et confiance acquises au sujet des systèmes d'inspection et de certification des produits alimentaires du pays exportateur et de l'établissement, de la chaîne de production ou de l'usine de transformation en question.
> - Référence aux normes et recommandations d'organisations telles que l'Organisation mondiale de la santé animale …, la [CIPV] et le Codex …, qui traitent des questions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires à l'examen. Les antécédents en matière de respect dans le cadre des évaluations de la conformité antérieures (par exemple, les résultats d'analyses obtenus).
> - Accords sur la reconnaissance de l'équivalence, mémorandums d'accord, accords de reconnaissance mutuelle ou autres moyens appropriés acceptables entre pays.
>
> L'AUPSA se réserve le droit d'effectuer des audits et des inspections à l'origine pour le renouvellement des établissements, des chaînes de production ou des usines de transformation, en fondant sa décision sur l'analyse des risques pertinente.[1393]

7.662. En outre, le Groupe spécial rappelle que l'objectif de la procédure d'homologation des établissements est de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés au Panama au moyen de la vérification des conditions sanitaires au Costa Rica, et de protéger la santé et la vie

[1391] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 711; et deuxième communication écrite, paragraphes 168 et 169. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 708 à 710.

[1392] Panama, deuxième communication écrite, note de bas de page 49. Voir aussi Panama, réponse aux questions Groupe spécial n° 30, paragraphes 101 et 102, et n° 31, paragraphe 103 a).

[1393] *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 14 et 15.

des animaux et des personnes face aux maladies animales transmissibles à l'être humain (zoonoses).[1394]

7.663. Conformément à ce qui précède, dans le cas du renouvellement d'homologations sanitaires, la procédure en question prévoit que l'AUPSA fondera sa décision de renouveler l'homologation sanitaire d'un établissement sur des renseignements actualisés concernant: a) la situation sanitaire du pays exportateur; b) l'expérience, la connaissance et la confiance acquises au sujet des systèmes d'inspection et de certification des produits alimentaires du pays exportateur et de l'établissement, de la chaîne de production ou de l'usine de transformation en question; et c) les antécédents en matière de respect dans le cadre des évaluations de la conformité antérieures. Dans le cadre de la procédure de renouvellement, l'AUPSA pourra également demander des renseignements pertinents à l'autorité compétente du pays exportateur ou effectuer des audits et des inspections à l'origine.[1395] Il ressort du texte même du paragraphe 7 de la section VII du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements* que, comme l'allègue le Panama[1396], l'AUPSA a la faculté de demander au Costa Rica des renseignements actualisés sur ses conditions sanitaires et de sécurité sanitaire pour traiter les demandes de renouvellement des homologations sanitaires.

7.664. Les parties conviennent[1397] que l'AUPSA a agi conformément à sa faculté de demander des renseignements actualisés en envoyant au Costa Rica, le 2 janvier 2020, le "Questionnaire aux fins de la vérification du statut sanitaire de: un pays, qui demande le renouvellement de l'admissibilité ou la reconnaissance d'une zone, d'un lieu ou d'un site de production exempt ou à faible prévalence d'une maladie quarantenaire, aux fins de l'exportation de produits laitiers vers la République du Panama".[1398] Ce questionnaire a été envoyé dans le cadre de la programmation des audits sur place dans deux établissements de l'entreprise Dos Pinos qui exportaient du lait au Panama. Dans ce questionnaire, le Panama demande des renseignements actualisés, concernant les années 2014 à 2018, sur les thèmes indiqués plus loin.[1399]

7.665. Le Costa Rica a répondu à ce questionnaire le 19 février 2020.[1400] Il n'est pas indiqué dans le dossier que le Panama s'est exprimé sur les réponses du Costa Rica. Toutefois, près de 14 mois plus tard, le 22 février 2021, le Panama a envoyé au Costa Rica le "Questionnaire préliminaire destiné à déterminer l'admissibilité zoosanitaire d'un pays, afin de vérifier si ses mesures permettent d'obtenir le même niveau de protection que celui qui est prévu dans les lois et règlements de la République du Panama en la matière".[1401] Dans la communication par laquelle elle a envoyé le questionnaire, l'AUPSA a notifié au SENASA le lancement formel de la procédure d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica, qui, selon le Panama, avait été convenu à Paso Canoas, afin de déterminer l'admissibilité sanitaire du pays aux fins de l'exportation de produits et sous-produits d'origine animale (produits laitiers) vers le Panama.[1402]

7.666. En comparant le questionnaire de janvier 2020 avec le questionnaire de février 2021, le Groupe spécial observe tout d'abord que le questionnaire de février 2021 demande généralement des renseignements sur les 10 dernières années[1403], alors que le questionnaire de janvier 2020

[1394] Voir plus haut les paragraphes 7.517 et 7.519.

[1395] *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII, paragraphe 7, pages 14 et 15. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 41 du Groupe spécial, paragraphes 128 à 130 (dans laquelle le Panama explique le fonctionnement des audits).

[1396] Panama, deuxième communication écrite, note de bas de page 49 relative au paragraphe 83. Voir aussi Panama, réponse aux questions Groupe spécial n° 30, paragraphes 101 et 102, et n° 31, paragraphe 103 a).

[1397] Costa Rica, réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 3.119; et Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 89. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 104.

[1398] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe.

[1399] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe. Voir plus haut le paragraphe 7.667.

[1400] Courrier électronique du Directeur de la quarantaine animale du SENASA à l'Administrateur général de l'AUPSA (19 février 2020) (pièce CRI-39). Voir aussi Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (19 février 2020) (pièce CRI-6).

[1401] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57); et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268).

[1402] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57).

[1403] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 2 et 3 (questions 2.1 à 2.3, 3.1, 3.2, 4.1 et 4.2), 6 (questions 3.1 et 3.2), 10 à 14 (questions 4.9 c) à e), 4.11 i)

demande généralement des renseignements sur les cinq dernières années.[1404] Par ailleurs, il convient de souligner que le cadre temporel et la rédaction de plusieurs des questions du questionnaire de février 2021 sont basés sur le fait que l'AUPSA ne dispose d'aucun renseignement sur ces points[1405], ce qui indique qu'il s'agit de questions allant au-delà d'une simple actualisation des renseignements.

7.667. Par ailleurs, le Groupe spécial observe ce qui suit, en ce qui concerne la structure, les thèmes communs aux deux questionnaires et les thèmes propres à chacun d'eux:

a. *Structure*

Le *questionnaire de janvier 2020* est divisé en trois sections, qui portent sur les thèmes suivants: a) renseignements aux fins de l'examen des conditions sanitaires et de sécurité sanitaire du pays exportateur en ce qui concerne les produits laitiers; b) renseignements sur l'organisation et la capacité de fonctionnement des services sanitaires en ce qui concerne les produits laitiers que l'on souhaite exporter; et c) renseignements sur les bonnes pratiques de production animale (BPPA) en ce qui concerne les produits laitiers que l'on souhaite exporter.

La première section a) comporte deux questions concernant des renseignements généraux sur le pays (nom et géographie).

La deuxième section b) comporte cinq sous-sections concernant: i) l'emplacement des bureaux du service sanitaire et des points d'entrée, entre autres (une question); ii) l'organisation, la structure et le niveau de formation du personnel des services sanitaires officiels du pays (six questions); iii) la législation sanitaire (six questions); iv) les systèmes de surveillance (51 questions); et v) les services de laboratoire (neuf questions).

La dernière section c) comporte 10 questions portant sur différents thèmes liés à l'application des BPPA en ce qui concerne les produits laitiers.[1406]

Le *questionnaire de février 2021*, quant à lui, est organisé autour des cinq thèmes suivants: a) renseignements généraux sur le pays; b) évaluation de l'autorité compétente et capacité technique des services vétérinaires du pays; c) situation sanitaire du pays; d) information et documentation concernant le bien-être animal et les BPPA; et e) enregistrement des médicaments, éléments biologiques et vaccins.

La première section a) est divisée en cinq sous-sections: i) renseignements généraux sur le pays (deux questions); ii) caractérisation et répartition de la population animale (quatre questions); iii) renseignements sur la production (cinq questions);

et j), 5.8, 5.9 f), 5.10 f), 6.4 et 6.15) et 17 (question 10.8). La période visée se limite aux cinq dernières années uniquement, en ce qui concerne l'organisation d'exercices de simulation aux fins de la prévention des maladies transfrontalières présentant un risque pour le pays, la liste des flambées et/ou des foyers de maladies, et la liste des situations d'urgence zoosanitaire déclarées. (Voir *ibid.*, pages 5 (question 2.8), 7 (question 1.11) et 15 (question 8.4).)

[1404] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, pages 7 à 9. Le Groupe spécial observe que la période de cinq ans (2014-2018) correspond à la période comprise entre l'octroi des homologations sanitaires, en 2014, et la date à laquelle le Panama a demandé les renseignements, en janvier 2020 (à supposer qu'en janvier 2020, les renseignements de 2019 aient été encore en cours de consolidation).

[1405] Étant donné que les homologations sanitaires des établissements costariciens en question ont été accordées entre 2014 et 2016, on peut supposer que le Panama disposait de renseignements antérieurs à 2014 sur les conditions d'élaboration et de transformation des produits en cause, sur lesquels il s'est appuyé pour prendre cette décision. Il s'ensuit qu'une demande de renseignements portant sur une période de 10 ans permet de supposer qu'on sollicite des renseignements dont on ne disposait pas déjà. (Voir plus haut la note de bas de page 1403.) En ce qui concerne la rédaction, contrairement à d'autres questionnaires, celui de février 2021 comporte des questions générales sur la transformation des matières premières et sur les importations et les exportations. (Voir Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 3 et 4.)

[1406] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe.

iv) renseignements sur la transformation des matières premières issues de l'élevage (trois questions); et v) importations et exportations (sept questions).

La deuxième section b) est divisée en quatre sous-sections: i) description de l'autorité compétente (huit questions); ii) organisation, structure et niveau de formation du personnel des services vétérinaires officiels du pays (huit questions); iii) ressources budgétaires (trois questions); et iv) législation sanitaire (trois questions).

La troisième section c) est divisée en 10 sous-sections: i) système de surveillance épidémiologique (12 questions); ii) système de quarantaine (6 questions); iii) prévention, lutte et éradication en matière de maladies (6 questions); iv) situation sanitaire au regard de la brucellose (11 questions); v) situation sanitaire au regard de la tuberculose bovine (11 questions); vi) situation sanitaire au regard de l'ESB (15 questions); vii) traçabilité des animaux d'élevage (5 questions); viii) système d'urgence zoosanitaire (4 questions); ix) activités du médecin vétérinaire de terrain (5 questions); et x) services de laboratoire (8 questions).

La quatrième section d) comporte 10 questions sur le bien-être animal et les BPPA.

Enfin, la cinquième section e) comporte 11 questions concernant l'enregistrement des médicaments, éléments biologiques et vaccins.[1407]

b. *Thèmes communs aux deux questionnaires et niveau de détail demandé dans chacun d'eux*

i. *Renseignements généraux sur la géographie du pays*

Les deux questionnaires demandent des renseignements sur le nom du pays, ses frontières, sa division administrative interne aux niveaux régional et local, sa division en zones reconnues exemptes de maladies, l'emplacement des zones de production, les principales villes et principaux villages, les principales voies de communication (terrestre, aérienne et maritime) et les aspects géographiques les plus importants.[1408] Des renseignements concernant la caractérisation et la répartition de la population animale du pays sont également demandés.[1409]

Le questionnaire de février 2021 demande en outre des renseignements sur le lieu où se trouvent les exportateurs de produits vers le Panama et sur le zonage zoosanitaire du pays[1410], et il demande des renseignements beaucoup plus détaillés sur la population animale du pays.[1411]

ii. *Renseignements sur l'organisation et la capacité de fonctionnement des services sanitaires (autorité compétente et capacité technique des services vétérinaires du pays)*

Les deux questionnaires demandent des renseignements sur: a) l'emplacement des bureaux de l'autorité compétente (sanitaire et zoosanitaire); b) l'emplacement des bureaux locaux et régionaux des services vétérinaires; c) l'emplacement des laboratoires officiels centraux et régionaux; d) l'organigramme et la structure aux niveaux national et local des services sanitaires officiels; e) les fonctions et compétences

[1407] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268).

[1408] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 2, question 1; et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 2, questions 1.1 et 1.2.

[1409] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 2, question 2 (renseignements demandés pour les trois dernières années); et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 2, questions 2.1 à 2.4.

[1410] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 2, questions 1.2 c) et d).

[1411] Il contient 4 questions demandant des renseignements détaillés sur la répartition de la population animale en fonction de l'espèce et du lieu, au cours des 10 dernières années. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 2, questions 2.1 à 2.4)

des services vétérinaires aux niveaux national et local; et f) les autres organismes compétents en matière de santé animale.[1412]

Le questionnaire de février 2021 demande en outre des renseignements sur: a) les agences régionales depuis lesquelles sont fournis les services vétérinaires; b) les activités des services vétérinaires qui ont été déléguées à des professionnels du secteur libéral agréés; c) les laboratoires non officiels accrédités pour le diagnostic des maladies animales; d) les secteurs et institutions ayant des compétences et attributions dans le cadre des services vétérinaires du pays, officiels ou non; e) le nombre de médecins vétérinaires par rapport à la population animale; f) la législation portant création de l'autorité compétente et d'autres institutions qui font partie des services vétérinaires; g) les effectifs et le niveau de formation dans la structure des services vétérinaires; h) la compétence administrative et opérationnelle de chacune des institutions publiques qui constituent les services vétérinaires; i) l'agrément et l'accréditation des médecins vétérinaires; j) les programmes de formation et de remise à niveau pour le personnel technique; et k) les exercices de simulation aux fins de la prévention des maladies transfrontalières en ce qui concerne les cinq dernières années.[1413]

iii. *Renseignements sur la législation sanitaire*

Les deux questionnaires demandent des renseignements concernant: a) la législation en vigueur dans le domaine sanitaire et zoosanitaire pour la production de produits laitiers; et b) les cas dans lesquels des sanctions pour infraction à la réglementation sanitaire ont été appliquées.[1414]

Le questionnaire de janvier 2020 comporte en outre des questions sur la réglementation relative à l'application de systèmes de qualité dans les usines qui souhaitent exporter du lait et des produits laitiers, ainsi que sur les prescriptions en matière de certification et de renouvellement de la certification pour ces usines.[1415]

Le questionnaire de février 2021 demande des renseignements sur les évaluations auxquelles le service vétérinaire a été soumis.[1416]

iv. *Renseignements sur les systèmes de surveillance (situation sanitaire du pays)*

Les deux questionnaires comportent des questions sur les thèmes suivants: a) système de surveillance sanitaire et zoosanitaire; b) liste officielle des maladies à déclaration obligatoire et des mesures de surveillance et de lutte mises en œuvre pour ces maladies; c) système de rapport utilisé en cas d'apparition d'une flambée ou d'un foyer de maladie à déclaration obligatoire; d) mesures de lutte face à l'apparition d'une maladie quarantenaire à déclaration obligatoire; et e) programmes de surveillance active ou spécifique aux fins du suivi des maladies ayant des incidences majeures.[1417] Les

[1412] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 3, questions 1 et 2.1 à 2.6; et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 4 et 5, questions 1.1, 1.2, 1.4, 2.2, 2.4 et 2.6.

[1413] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 4 et 5, questions 1.3, 1.5 à 1.8, 2.1, 2.3, 2.5, 2.7 et 2.8.

[1414] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, pages 3 et 4, questions 3.1 à 3.4; et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 6, questions 4.1 et 4.2.

[1415] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 4, questions 3.5 et 3.6.

[1416] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 6, question 4.3.

[1417] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 4, questions 4.1 à 4.4 et 4.48; et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 6 et 7, questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, et 1.8.

questionnaires ont également en commun des questions sur la situation sanitaire au regard de la brucellose bovine[1418] et de la tuberculose bovine.[1419]

Le questionnaire de janvier 2020 comporte quelques questions portant sur les domaines suivants: a) explication de l'augmentation du nombre de foyers au cours des dernières années, signalée dans des rapports de l'OIE; b) explication de l'absence de registres de surveillance des zoonoses chez l'être humain (brucellose et tuberculose) en 2017 et 2018; c) mesures prises en cas de non-déclaration de l'apparition d'une maladie à déclaration obligatoire; d) liste des flambées ou foyers de maladies signalés les trois dernières années, pour les différentes espèces d'animaux; et e) cas ou flambées de maladies d'origine alimentaire, liés à la consommation de lait et de produits laitiers, au cours des trois dernières années.[1420]

Le questionnaire de février 2021 demande des renseignements plus détaillés sur: a) le modèle et la portée du système de surveillance épidémiologique (active et passive) pour les maladies à déclaration obligatoire; b) le modèle statistique utilisé dans le cadre de la surveillance épidémiologique de certaines maladies bovines[1421]; et c) la liste des flambées et foyers de maladies signalés les cinq dernières années.[1422]

v. *Renseignements sur la traçabilité des animaux d'élevage*

Le questionnaire de janvier 2020 ne comprend pas de section consacrée à ce thème, mais il comporte une question sur la méthode d'enregistrement des données concernant le respect des BPPA et permettant de retracer le parcours de l'animal, depuis les exploitations d'élevage jusqu'au destinataire immédiat.[1423]

Le questionnaire de février 2021 demande des renseignements beaucoup plus détaillés sur ce sujet, car il comporte des questions sur le cadre réglementaire de la traçabilité des animaux d'élevage; l'existence d'un système de traçabilité mis en œuvre ou en cours de mise en œuvre; le système d'enregistrement des produits, des exploitations agricoles, des établissements, des transporteurs et des véhicules affectés au transport des animaux; et le système d'identification officielle individuelle pour chaque espèce animale.[1424]

vi. *Renseignements sur le système de quarantaine*

Bien que le questionnaire de janvier 2020 ne comprenne pas de section consacrée à ce thème, il comporte une question sur les points d'entrée approuvés pour l'inspection (aérienne, maritime et terrestre) et les postes de contrôle des mouvements aux fins de la quarantaine interne.[1425]

Le questionnaire de février 2021 demande des renseignements à un niveau de détail beaucoup plus élevé sur le système de quarantaine. En particulier, il porte sur les thèmes suivants (y compris des références au fondement juridique et à la structure

[1418] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, pages 4 à 7, questions 4.5 à 4.15 et 4.18 à 4.24; et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 9 à 11, questions 4.1 à 4.11. Le Groupe spécial observe que les questions concernant la brucellose bovine du questionnaire de janvier 2020 sont beaucoup plus détaillées que celles du questionnaire de février 2021.

[1419] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, pages 7 à 10, questions 4.25 à 4.45; et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 11 à 13, questions 5.1 à 5.11. Le Groupe spécial observe que les questions concernant la tuberculose bovine du questionnaire de janvier 2020 sont beaucoup plus détaillées que celles du questionnaire de février 2021.

[1420] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, pages 10 et 11, questions 4.46 à 4.51.

[1421] Les maladies énumérées sont la fièvre aphteuse, l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la tuberculose bovine, la brucellose bovine, la leucose bovine enzootique et la lucilie bouchère (*Cochliomyia hominivorax*).

[1422] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 6 et 7, questions 1.1, 1.3 et 1.11.

[1423] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 12, question 10.

[1424] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 14 et 15, questions 7.1 à 7.5.

[1425] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 3, question 1.

organisationnelle du système): a) description du système de quarantaine pour la prévention des maladies animales et la lutte contre celles-ci; b) contrôles de quarantaine appliqués aux fins de la surveillance des maladies transfrontalières dans les ports maritimes, les aéroports et le long des cordons frontaliers; c) traitements aux points d'entrée et responsables de leur application; d) division en zones zoosanitaires du pays; e) contrôle dans les zones zoosanitaires; et f) prescriptions sanitaires pour le contrôle interne des mouvements d'animaux entre les zones zoosanitaires et maladies pour lesquelles un contrôle est obligatoire.[1426]

vii. *Renseignements sur les services de laboratoire*

Les deux questionnaires comportent des questions sur les thèmes suivants: a) la structure organisationnelle et les capacités de diagnostic des services de laboratoire (y compris leur relation avec le laboratoire central); b) le nombre et l'emplacement des laboratoires officiels, accrédités et privés; c) les obligations du laboratoire central, régional ou local en matière vétérinaire et de sécurité sanitaire des produits alimentaires; d) l'existence de certifications internationales pour les laboratoires de diagnostic et les systèmes de validation d'essais et d'étalonnages; et e) la relation avec des laboratoires internationaux ou des laboratoires de référence.[1427]

Le questionnaire de janvier 2020 comporte des questions additionnelles sur les thèmes suivants: a) le programme national concernant les résidus toxiques dans les produits laitiers, et le plan d'échantillonnage et les paramètres analysés; b) les résultats non satisfaisants rapportés au cours des dernières années et les mesures correctives en lien avec le programme concernant les résidus toxiques; et c) le programme officiel de surveillance des agents pathogènes et les mesures correctives en cas de résultats non satisfaisants.[1428]

Le questionnaire de février 2021 comporte des questions plus détaillées sur les points suivants: a) techniques de diagnostic du réseau de laboratoires; b) question de savoir si les laboratoires exercent leurs activités dans le cadre d'un système international de gestion de la qualité; et c) agents étiologiques des maladies animales existantes dans le pays, diagnostiqués au cours des 10 dernières années.[1429]

viii. *Renseignements sur le bien-être animal et les BPPA*

Les deux questionnaires comportent des questions sur les thèmes suivants: a) mesures et réglementations en matière d'hygiène et de biosécurité concernant l'emplacement et la construction des exploitations d'élevage; b) mesures visant à mesurer et à assurer la qualité de l'eau dans les exploitations d'élevage; c) mesures relatives à la fourniture et à la qualité des aliments dans les exploitations d'élevage; d) normes relatives au bien-être animal; e) bonnes pratiques d'utilisation des médicaments vétérinaires; f) bonnes pratiques d'utilisation des pesticides et des substances chimiques; g) transport d'animaux vivants; et h) enregistrement des activités visant à assurer le respect des BPPA et de l'histoire de l'animal.[1430]

Le questionnaire de février 2021 comporte des questions sur les thèmes suivants: a) liste des pesticides et des produits agrochimiques autorisés pour une utilisation dans

[1426] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 7, questions 2.1 à 2.6.

[1427] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 11, questions 5.1 à 5.6; et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 16 et 17, questions 10.1, 10.3 et 10.5 à 10.7.

[1428] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 11, questions 5.7 à 5.9.

[1429] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 16 et 17, questions 10.2, 10.4 et 10.8.

[1430] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 12, questions 1 à 3 et 5 à 10; et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 17 et 18, questions 1 à 6, 9 et 10.

les exploitations d'élevage; et b) bonnes pratiques dans le traitement des eaux usées et d'autres déchets.[1431]

ix. *Renseignements budgétaires:*

Bien que le questionnaire de janvier 2020 ne comprenne pas de section consacrée à cette question, il comporte une question sur la part du budget de l'État consacrée à la lutte contre la brucellose bovine et une autre sur ce même point concernant la tuberculose bovine, pour les années 2014 à 2018.[1432]

Le questionnaire de février 2021 comporte des questions détaillées sur les ressources allouées et mises en œuvre pour soutenir les systèmes vétérinaires du pays.[1433]

x. *Renseignements sur la prévention, la lutte et l'éradication en matière de maladies:*

Bien que le questionnaire de janvier 2020 ne comprenne pas de section consacrée à ce thème, il comporte une question sur le plan de gestion sanitaire aux fins de la prévention, de la lutte et de l'éradication en matière de maladies.[1434]

Le questionnaire de février 2021 comporte des questions détaillées sur la réglementation sanitaire concernant la prévention, la lutte et l'éradication en matière de maladies animales; le programme de surveillance continue des maladies transfrontalières et ses résultats; le programme de surveillance, de lutte et d'éradication en matière de maladies endémiques; les programmes officiels visant à faire face aux situations d'urgence liées aux maladies des animaux; les programmes spécifiques pour la prévention, la lutte et l'éradication visant certaines maladies bovines[1435]; et le rôle des producteurs dans la surveillance des maladies des animaux et les mécanismes de coordination.[1436]

c. *Thèmes figurant dans le questionnaire de février 2021 qui ne sont pas abordés dans le questionnaire de janvier 2020*

[1431] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 17, questions 7 et 8.

[1432] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 4, question 4.6, et page 7, question 4.26.

[1433] Il contient 3 questions sur le budget: a) total alloué et mis en œuvre pour les services vétérinaires officiels du pays (en USD); b) mis en œuvre au cours des 10 dernières années par départements, programme et projet; et c) alloué à d'autres institutions ayant fourni des services vétérinaires au cours des 10 dernières années. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 5 et 6, questions 3.1 à 3.3)

[1434] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 12, question 4.

[1435] La question 3.5 mentionne "la rage paralytique bovine, les maladies vésiculaires, l'infection à Brucella, la tuberculose bovine, l'encéphalopathie spongiforme bovine, et d'autres". (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 8)

[1436] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 8, questions 3.1 à 3.6.

i. *Renseignements généraux sur le pays*: production de l'élevage[1437]; transformation des matières premières issues de l'élevage[1438]; et importations et exportations de produits de l'élevage.[1439]

ii. *Renseignements sur la situation sanitaire du pays*: la fréquence des notifications aux organismes internationaux de référence; le système d'enregistrement des données; les programmes de surveillance active des maladies; la description et les données pertinentes concernant l'état de préparation et les plans d'action en cas d'urgence liée à des maladies animales; les sanctions en cas de non-respect; et le système d'information épidémiologique.[1440]

iii. *Renseignements sur la situation sanitaire au regard de l'ESB*.[1441]

iv. *Renseignements sur le système d'urgence zoosanitaire*: l'institutionnalisation du système national d'urgence zoosanitaire; les mesures de sécurité applicables lorsqu'une maladie infectieuse transmissible ou transfrontalière est diagnostiquée; la procédure de signalement des animaux malades et les mécanismes d'intervention des services vétérinaires; et la liste des situations d'urgence zoosanitaire, déclarées au cours des cinq dernières années.[1442]

v. *Renseignements sur les activités du médecin vétérinaire de terrain*: le plan de travail pour 2019, y compris le taux de mise en œuvre aux niveaux national et local, ventilé par médecins vétérinaires officiels et accrédités; le résultat de la surveillance épidémiologique sur le terrain (s'agissant en particulier de la brucellose, de la tuberculose et de l'ESB); le mécanisme de surveillance et les audits effectués auprès de l'autorité compétente, des laboratoires officiels et privés, et d'autres entités; l'évaluation de la pratique des médecins vétérinaires; et le département de l'éducation sanitaire.[1443]

vi. *Renseignements sur l'enregistrement des médicaments, éléments biologiques et vaccins*: la procédure d'enregistrement sanitaire des produits à usage vétérinaire; la durée de la procédure d'enregistrement; la procédure d'autorisation de l'importation de matières premières destinées à la fabrication de médicaments vétérinaires et de

[1437] Il y a 5 questions demandant des renseignements détaillés sur: a) la production nationale de plusieurs produits au cours des 10 dernières années; b) la situation géographique de la zone d'élevage laitier, y compris des détails sur le type de bétail, le volume de la production et la qualité du lait; et c) les entreprises qui reçoivent du lait cru en vue de sa transformation. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 3, questions 3.1 à 3.5)

[1438] Il y a 3 questions portant sur les établissements: a) qui se sont consacrés à l'abattage d'animaux au cours des 10 dernières années, selon l'espèce et les volumes d'abattage ou de production animale, y compris l'indication de l'origine des animaux; b) qui se sont consacrés à la transformation de viandes et de produits carnés, selon l'espèce et les volumes de production au cours des 10 dernières années, y compris l'indication de la matière première utilisée et de son origine; et c) qui transforment du lait cru, selon les volumes transformés et le niveau de qualité du lait. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 3, questions 4.1 à 4.3)

[1439] Il y a sept questions concernant: a) les importations d'animaux vivants par espèce (quantité, pays d'origine et valeur en USD); b) les exportations d'animaux vivants par espèce (quantité, pays de destination et valeur en USD); c) les importations de viandes, de produits et sous-produits carnés par espèce animale (pays d'origine, volume et valeur en USD); d) les exportations de viandes, de produits et sous-produits carnés par espèce animale (pays de destination, volume et valeur en USD); e) l'exportation de lait et de produits laitiers (forme, tonnes métriques et équivalent lait liquide, pays de destination et valeur en USD); f) l'importation de lait et de produits laitiers (forme, tonnes métriques et équivalent lait liquide, pays d'origine et valeur en USD); et g) les entreprises agréées pour l'exportation de viandes et de produits carnés, et de lait et de produits laitiers, avec l'indication du pays de destination. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 3 et 4, questions 5.1 à 5.7)

[1440] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 6 et 7, questions 1.6 à 1.10 et 1.12.

[1441] Il y a 15 questions demandant des renseignements détaillés sur la surveillance de l'ESB et la lutte contre celle-ci. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 13 et 14, questions 6.1 à 6.15)

[1442] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 15, questions 8.1 à 8.4.

[1443] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 16, questions 9.1 à 9.5.

> produits apparentés; les prescriptions applicables aux demandes d'enregistrement provenant d'Europe et d'Amérique du Sud; les études de stabilité; la procédure en cas d'erreur d'étiquetage; la vérification de l'étiquetage et l'inspection dans les zones franches ou zones à régime fiscal particulier; les procédures relatives aux produits à double usage; la procédure en cas de demande d'importation d'un produit dont l'enregistrement est caduc; et les procédures d'importation des produits vétérinaires à des fins non commerciales.[1444]

7.668. Il ressort de la comparaison que, dans le questionnaire envoyé en février 2021, le Panama a demandé des renseignements beaucoup plus détaillés que ceux qu'il avait demandés en janvier 2020. En particulier, il y a six domaines thématiques concernant lesquels il est requis des renseignements additionnels qui n'avaient pas été demandés en janvier 2020[1445], et il y a quelques domaines communs concernant lesquels il est demandé plus de détails.[1446] Ces différences se retrouvent dans la structure des questionnaires.

7.669. Le Groupe spécial va maintenant évaluer si l'AUPSA avait besoin des renseignements additionnels qu'elle a demandés au Costa Rica en février 2021 pour se prononcer sur le fond des demandes de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.

7.670. Au début de la présente procédure, le Panama a indiqué que le questionnaire applicable aux fins de l'évaluation du système sanitaire costaricien, dans le cadre du renouvellement des homologations sanitaires des établissements de traitement des produits carnés et des produits laitiers du Costa Rica, était le questionnaire envoyé le 2 janvier 2020.[1447] Par la suite, il a expliqué que le questionnaire envoyé le 22 février 2021 visait à obtenir des renseignements permettant de faire une évaluation, du point de vue zoosanitaire, de la production de lait et de produits laitiers au Costa Rica.[1448] Il a par ailleurs présenté trois questionnaires types que, selon ses affirmations, il utilise dans les procédures de renouvellement des homologations sanitaires[1449] pour les produits carnés[1450], laitiers[1451] et aquacoles.[1452] Il n'est pas indiqué dans le dossier que le Panama a envoyé ces questionnaires au Costa Rica dans le cadre de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires de ses établissements.

7.671. En ce qui concerne le questionnaire envoyé en janvier 2020, le Groupe spécial rappelle que les deux parties conviennent que ce questionnaire fait référence aux renseignements nécessaires pour traiter le renouvellement des homologations sanitaires.[1453] Le fait que le Panama a indiqué que ledit questionnaire était celui qui était applicable dans ce contexte donne à penser que l'AUPSA n'avait pas besoin de renseignements additionnels à ceux qui y étaient mentionnés. Le Groupe spécial évaluera les autres éléments de preuve pertinents pour confirmer si, en effet, les renseignements que l'AUPSA a demandés au Costa Rica en janvier 2020 étaient suffisants pour traiter le renouvellement des homologations sanitaires de ses établissements ou si, au contraire, le Panama avait besoin des renseignements additionnels prévus dans le questionnaire envoyé en février 2021. Pour cela, le Groupe spécial juge approprié de comparer les renseignements demandés dans les questionnaires types présentés par le Panama pour les produits laitiers et les produits carnés (pièces PAN-132 et PAN-131, respectivement), d'une part, et les renseignements demandés dans les questionnaires envoyés en janvier 2020 (pièce CRI-38) et février 2021 (pièce CRI-268), d'autre part.[1454]

[1444] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 18 et 19, questions 1 à 11.

[1445] Voir plus haut le paragraphe 7.667 c.

[1446] Voir plus haut le paragraphe 7.667 b.

[1447] Panama, réponse à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 104 (faisant référence au questionnaire figurant à l'annexe de la Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38)).

[1448] Panama, réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphe 103.

[1449] Panama, réponse à la question n° 144 du Groupe spécial, paragraphe 118.

[1450] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131).

[1451] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132).

[1452] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits aquacoles (pièce PAN-133).

[1453] Costa Rica, réponse à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 3.119; et Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 170 du Groupe spécial, paragraphe 89. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 31 du Groupe spécial, paragraphe 104.

[1454] Le Groupe spécial observe que le questionnaire envoyé en février 2021 (pièce CRI-268) comporte des questions sur les produits laitiers et les produits carnés. En conséquence, il juge approprié de comparer les deux questionnaires types concernant ces produits (pièces PAN-131 et PAN-132).

7.672. En comparant la teneur des questionnaires types concernant les produits laitiers et les produits carnés avec celle du questionnaire envoyé au Costa Rica le 2 janvier 2020[1455], ce que l'on observe en premier lieu, c'est que les trois questionnaires ont la même structure thématique, qui s'articule autour de trois sections principales: a) renseignements aux fins de l'examen des conditions sanitaires du pays exportateur (section I); b) renseignements aux fins de l'examen de l'organisation et de la capacité de fonctionnement des services sanitaires en ce qui concerne le produit en question (section II); et c) renseignements aux fins de l'examen de l'application des BPPA (section III). Dans le cas des questionnaires types, le titre de la section III fait en outre référence aux BPF et aux procédures d'hygiène et de sécurité sanitaire. Ce que l'on observe en second lieu, c'est que, pour la plupart des questions concernant une période donnée, les questionnaires types demandent des renseignements portant sur les trois années précédentes. Comme il a été indiqué plus haut, le questionnaire de janvier 2020 demande, en général, des renseignements actualisés pour la période 2014-2018.

7.673. Pour ce qui est de la section I concernant les renseignements aux fins de l'*examen des conditions sanitaires du pays exportateur*, le Groupe spécial observe ce qui suit:

a. Les deux groupes de questionnaires comportent deux questions concernant des renseignements généraux sur le pays (nom et géographie du pays).[1456]

b. Les questionnaires types comportent des questions additionnelles concernant le point de savoir si le pays est membre de l'OIE et depuis quand; et concernant la production (au cours des trois dernières années), la part de la production réalisée dans les établissements pour l'exportation et sous surveillance vétérinaire, la liste des établissements qui exportent et le nombre d'établissements soumis au contrôle de l'autorité compétente pour ce qui est de l'inspection des produits.[1457]

7.674. Pour ce qui est de la section II, concernant les renseignements aux fins de l'*examen de l'organisation et de la capacité de fonctionnement des services sanitaires*, le Groupe spécial observe que la majeure partie des sous-sections sont communes aux trois questionnaires. Ces sous-sections portent sur les domaines suivants: a) la description de l'emplacement des bureaux, laboratoires, points d'entrée et postes de contrôle; b) l'organisation, la structure et le niveau d'efficacité/de formation du personnel des services sanitaires officiels du pays exportateur; c) la législation sanitaire concernant le produit en question que l'on souhaite introduire; d) les systèmes de surveillance; et e) les services de laboratoire.[1458] La seule sous-section de la section II qui figure dans les questionnaires types, mais pas dans le questionnaire envoyé en janvier 2020, est celle qui concerne les sources indépendantes d'expertise scientifique.[1459] En ce qui concerne cette section, le Groupe spécial observe ce qui suit:

a. Dans la sous-section relative à la description de l'emplacement des bureaux, laboratoires, points d'entrée et postes de contrôle, les deux groupes de questionnaires ont la même question en commun.[1460]

b. Dans la sous-section relative à l'organisation, à la structure et au niveau d'efficacité/de formation du personnel des services sanitaires officiels du pays exportateur, les deux groupes de questionnaires comportent les mêmes questions sur l'organigramme et les responsabilités, aux niveaux national et local, des services sanitaires; et sur le point de

[1455] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38).

[1456] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 3, question 1; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 2, questions 1.1 et 1.2; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 2, questions 1.1 et 1.2.

[1457] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 2 et 3, questions 1.3 et 2 à 8; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 2 et 3, questions 1.3 et 2 à 8.

[1458] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, pages 3 à 11; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 3 à 10; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 3 à 10.

[1459] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 10; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 10, question 6.1.

[1460] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 3, question 1; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 3, question 1; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 3, question 1.

savoir s'il existe d'autres services chargés de la santé publique et de la sécurité pour le lait et les produits laitiers.[1461] En outre, les questionnaires types comportent des questions plus détaillées sur les ressources humaines dont dispose l'autorité compétente en matière de santé animale (quatre questions) et de sécurité sanitaire (quatre questions), et il est demandé des détails sur le nombre d'inspecteurs, d'agents techniques et d'effectifs de base. Dans ces questionnaires, il est également demandé des renseignements additionnels concernant la gestion financière des services sanitaires officiels (cinq questions additionnelles), des données administratives (trois questions additionnelles), des données financières sur les moyens de transport (une question additionnelle) et des détails sur la formation vétérinaire (une question additionnelle).[1462]

c. Dans la sous-section relative à la législation sanitaire, les deux groupes de questionnaires posent les mêmes questions sur: la législation en vigueur en matière sanitaire; et l'application de lois et de sanctions en cas de non-conformité.[1463] Le questionnaire de janvier 2020 comporte des questions sur les domaines ci-après qui n'ont pas été inclus dans les questionnaires types: les actions en justice engagées par les services vétérinaires et leurs résultats, dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, au cours des trois dernières années; et des renseignements sur la réglementation relative à l'application de systèmes de qualité dans les usines qui souhaitent exporter du lait et des produits laitiers, ainsi que les prescriptions en matière de certification et de renouvellement de la certification pour ces usines.[1464] Enfin, les questionnaires types comportent des questions additionnelles demandant plus de détails sur la réglementation en vigueur en matière sanitaire et sur d'autres thèmes connexes.[1465]

d. Dans la sous-section sur les systèmes de surveillance, le questionnaire envoyé en janvier 2020 demande davantage de renseignements que les questionnaires types. Le questionnaire envoyé en 2020 comportait 51 questions dont 7 de portée générale, le reste étant consacré aux programmes de surveillance et de lutte concernant la brucellose bovine et la tuberculose bovine. À l'inverse, les questionnaires types comportent 13 questions générales sur les maladies et aucune précision n'est demandée sur les 2 maladies bovines mentionnées dans le questionnaire envoyé en janvier 2020.[1466]

e. Dans la sous-section relative aux services de laboratoire, les questionnaires types développent deux questions figurant dans le questionnaire de janvier 2020 sur les renseignements concernant les laboratoires de diagnostic et de recherche, et omettent certaines questions portant sur le programme national concernant les résidus toxiques dans les produits laitiers et sur les antécédents en matière de respect, ainsi que sur le point de savoir s'il existe un programme officiel de surveillance des agents pathogènes.[1467]

[1461] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 3, questions 2.1 à 2.6; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 3, questions 2.1 à 2.6; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 3 et 4, questions 2.1 à 2.6.

[1462] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 4 à 6, questions 2.7 à 2.11; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 4 à 7, questions 2.7 à 2.11.

[1463] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, pages 3 et 4, questions 3.1 à 3.3; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 7, questions 3.1 et 3.2; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 7 et 8, questions 3.1 et 3.2. Le Groupe spécial observe que la question 3.1 des questionnaires types comporte neuf sous-questions visant à obtenir un niveau de détail plus élevé.

[1464] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 4, questions 3.4 à 3.6.

[1465] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 7 et 8, questions 3.3 à 3.5; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 8, questions 3.3 et 3.4.

[1466] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, pages 4 à 11, questions 4.1 à 4.51; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 8 et 9, questions 4.1 à 4.13; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 8 et 9, questions 4.1 à 4.13.

[1467] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 11, questions 5.1 à 5.9; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 9 et 10, questions 5.1 à 5.5; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 9 et 10, questions 5.1 à 5.5.

7.675. Pour ce qui est de la section III, concernant les *renseignements sur l'application des BPPA, ainsi que des BPF et des procédures d'hygiène et de sécurité sanitaire*, le Groupe spécial observe ce qui suit:

a. Les deux groupes de questionnaires comportent des questions similaires sur les thèmes suivants: les mesures d'hygiène et de biosécurité concernant l'emplacement et la construction des exploitations d'élevage; les mesures visant à mesurer et à assurer la qualité de l'eau dans les exploitations d'élevage; les mesures relatives à la fourniture et à la qualité des aliments dans les exploitations d'élevage; les normes relatives au bien-être animal dans l'élevage; les bonnes pratiques d'utilisation des médicaments vétérinaires; les bonnes pratiques d'utilisation des pesticides et des substances chimiques; le transport d'animaux vivants; et l'enregistrement des activités visant à assurer le respect des bonnes pratiques.[1468]

b. Les questionnaires types comportent trois questions additionnelles sur: le traitement sans cruauté des animaux durant leur transport; les bonnes pratiques d'élevage en lien avec la production hygiénique du lait frais; et les actions en justice et sanctions prises au cours des trois dernières années en ce qui concerne la sécurité sanitaire des produits alimentaires.[1469]

7.676. La comparaison de ces questionnaires permet d'observer que, d'après les questionnaires types présentés par le Panama au Groupe spécial, ce pays demande généralement des renseignements plus détaillés sur certains aspects relatifs à l'élaboration des produits en question, et sur les ressources affectées aux services sanitaires (y compris les laboratoires). En outre, les questionnaires types comportent certaines questions sur l'application des BPPA et des BPF en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité sanitaire. Il convient par ailleurs de rappeler que les renseignements demandés dans les questionnaires types concernent généralement la période des trois dernières années.

7.677. Quant au questionnaire que le Panama a envoyé au Costa Rica en janvier 2020, il comportait beaucoup plus de questions sur la situation au regard de la tuberculose bovine et de la brucellose bovine, ainsi que des demandes de renseignements portant sur une période plus longue (les cinq dernières années), dont il apparaît qu'elle correspond aux dates auxquelles l'évaluation sanitaire du Costa Rica avait été effectuée pour la dernière fois, en 2014. Bien que le questionnaire de janvier 2020 demande moins de détails que les questionnaires types, sauf en ce qui concerne les deux maladies déjà mentionnées, il couvre les mêmes domaines thématiques que ces questionnaires et comporte de nombreuses questions en commun avec eux.

7.678. À la lumière de cette comparaison, le Groupe spécial estime que les renseignements demandés par le Panama en janvier 2020 correspondent à ceux qui sont habituellement demandés dans les questionnaires types. En conséquence, les renseignements que l'AUPSA a demandés au SENASA en janvier 2020 étaient suffisants pour permettre au Panama d'évaluer le statut sanitaire du Costa Rica aux fins de la conclusion de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements intéressés par l'exportation de produits laitiers vers le Panama.

7.679. Toutefois, le Groupe spécial va comparer la teneur des questionnaires types avec celle du questionnaire envoyé au Costa Rica le 22 février 2021[1470], afin de confirmer si les renseignements demandés par le Panama dans ce dernier étaient excessifs.

7.680. Le Groupe spécial observe que, à la différence du questionnaire de janvier 2020, le questionnaire de février 2021 n'a pas la même structure que les questionnaires types.[1471] Le

[1468] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38), annexe, page 12, questions 1 à 3 et 5 à 10; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 11, questions 1 à 8; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 11, questions 1 à 8.

[1469] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 11 et 12, questions 9 à 12; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 11 et 12, questions 9 à 13.

[1470] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268).

[1471] Voir plus haut le paragraphe 7.667 a.

questionnaire de février 2021 est plus approfondi que les questionnaires types, tant pour ce qui est des thèmes couverts que du nombre de questions posées, comme il est décrit ci-après.

7.681. Le Groupe spécial souligne que les deux groupes de questionnaires comportent des questions relatives aux thèmes communs suivants:

a. *Renseignements généraux sur la géographie du pays*

   i. Les deux groupes de questionnaires demandent des renseignements généraux sur: le nom du pays et les caractéristiques géographiques pertinentes de celui-ci[1472]; la caractérisation et la répartition de la population animale[1473]; et la production des produits pertinents.[1474]

   ii. Les questionnaires types comportent une question sur l'appartenance à l'OIE qui n'apparaît pas dans le questionnaire de février 2021.[1475]

   iii. Le questionnaire de février 2021 demande des renseignements plus détaillés sur la population animale du pays[1476] et sur la production de produits laitiers et de produits carnés.[1477] Dans certaines des questions posées sur ces 2 thèmes, il est demandé des renseignements concernant les 10 dernières années et des précisions supplémentaires, alors que, dans les questionnaires types, les questions portent habituellement sur une période de 3 ans et le type de renseignements demandés est de caractère plus général.

b. *Renseignements sur l'organisation et la capacité de fonctionnement des services sanitaires (autorité compétente et capacité technique des services vétérinaires du pays)*

   i. Les deux groupes de questionnaires demandent des renseignements sur: l'emplacement de certaines entités du service sanitaire[1478]; la structure et les fonctions des services sanitaires officiels[1479]; les autres organismes compétents en matière de santé animale[1480]; les ressources humaines dont dispose l'autorité compétente (y

[1472] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 2, questions 2.1 à 2.4; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 2, questions 1.1 et 1.2; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 2, questions 1.1 et 1.2.

[1473] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 2 à 4, questions 2.1 à 2.4; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 2, question 2; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 2, question 2.

[1474] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 3, questions 3.1 à 3.5; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 2, questions 3 à 8; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 2, questions 3 à 8 (faisant référence au nombre d'abattages réalisés et aux abattoirs dans lesquels ils ont été effectués).

[1475] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 2, question 1.3; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 2, question 1.3.

[1476] Il contient quatre questions demandant des renseignements détaillés sur la répartition de la population animale en fonction de l'espèce et du lieu, au cours des 10 dernières années. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 2, questions 2.1 à 2.4)

[1477] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 3, questions 3.1 à 3.5.

[1478] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 4 et 5, questions 1.1 à 1.8; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 3, question 1; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 3, question 1.

[1479] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 5, questions 2.1 à 2.5; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 3, questions 2.1 et 2.2; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 3, questions 2.1 et 2.2.

[1480] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 5, question 2.6; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 3, questions 2.3 à 2.6; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 3, questions 2.3 à 2.6.

compris des renseignements sur la formation)[1481]; et le budget et la gestion financière des services sanitaires officiels.[1482]

ii. Les questionnaires types demandent par ailleurs des données administratives devant être prises en considération dans l'évaluation et des renseignements sur les moyens de transport des services vétérinaires.[1483] Ces renseignements ne sont pas demandés dans le questionnaire de février 2021.

iii. Le questionnaire de février 2021 demande des renseignements plus détaillés sur le budget alloué et mis en œuvre au niveau des projets au cours des 10 dernières années, par rapport aux renseignements de caractère plus général qui sont demandés pour les 2 dernières années dans les questionnaires types.[1484] En outre, dans le questionnaire de février 2021, il est demandé des renseignements sur les exercices de simulation aux fins de la prévention des maladies transfrontalières en ce qui concerne les cinq dernières années.[1485]

c. *Renseignements sur la législation sanitaire*

i. Les deux groupes de questionnaires comportent des questions sur les thèmes suivants: a) la législation en vigueur dans le domaine sanitaire et zoosanitaire pour l'élaboration des produits pertinents; et b) les cas dans lesquels des sanctions pour infraction à la réglementation sanitaire ont été appliquées.[1486]

ii. Les questionnaires types comportent des questions additionnelles dans lesquelles il est demandé plus de détails sur la réglementation en vigueur en matière sanitaire et sur d'autres thèmes connexes.[1487]

iii. Le questionnaire de février 2021 comporte une question sur les évaluations auxquelles le service vétérinaire a été soumis.[1488]

d. *Renseignements sur les systèmes de surveillance (situation sanitaire du pays)*

i. Les deux groupes de questionnaires comportent des questions sur les thèmes suivants: a) système de surveillance sanitaire et zoosanitaire; b) liste officielle des maladies à déclaration obligatoire et mesures de surveillance et de lutte mises en œuvre pour ces maladies; c) système de rapport utilisé en cas d'apparition d'une flambée ou d'un foyer de maladie à déclaration obligatoire; d) mesures ou sanctions applicables en cas de non-déclaration de l'apparition d'une zoonose ou d'une maladie à déclaration obligatoire affectant les animaux; e) mesures de lutte face à l'apparition d'une maladie quarantenaire à déclaration obligatoire; f) liste des flambées et foyers

[1481] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 5, question 2.7; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 4 et 5, question 2.7; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 4 et 5, question 2.7.

[1482] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 5 et 6, questions 3.1 à 3.3; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 5 et 6, questions 2.8 et 2.11; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 6 et 7, questions 2.8 et 2.11.

[1483] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 6, questions 2.9 et 2.10; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 6 et 7, questions 2.9 et 2.10.

[1484] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 6, questions 3.1 et 3.2; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 5 et 6, question 2.8; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 6, question 2.8.

[1485] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 5, question 2.8.

[1486] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 6, questions 4.1 et 4.2; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 7, questions 3.1 et 3.2; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 7 et 8, questions 3.1 et 3.2.

[1487] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 7 et 8, questions 3.3 à 3.5; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 8, questions 3.3 et 3.4.

[1488] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 6, question 4.3.

de maladies signalés les trois dernières années (questionnaire type) et les cinq dernières années (questionnaire de février 2021); g) fréquence des notifications aux organismes internationaux de référence; et h) programmes de surveillance active des maladies.[1489]

ii. Les questionnaires types comportent des questions sur les domaines ci-après qui ne figurent pas dans le questionnaire de février 2021: le rôle d'autres organismes officiels dans le domaine de la surveillance et de la lutte concernant les maladies d'origine alimentaire, les zoonoses et les maladies affectant les animaux; les prescriptions et procédures applicables pour la certification et l'homologation d'établissements de transformation; la manière dont est approuvé et vérifié un système garantissant la sécurité sanitaire des produits alimentaires; et les programmes nationaux de surveillance et de suivi des contaminants biologiques, chimiques ou physiques dans les produits alimentaires à exporter.[1490]

iii. Le questionnaire de février 2021 demande des renseignements sur la situation sanitaire au regard de maladies comme la brucellose bovine, la tuberculose bovine et l'ESB, entre autres. À l'inverse, les questionnaires types ne mentionnent aucune maladie spécifique. En outre, le questionnaire de février 2021 demande des renseignements détaillés sur la liste des situations d'urgence zoosanitaire, déclarées au cours des cinq dernières années.[1491]

e. *Renseignements sur la traçabilité des animaux d'élevage*

i. Les questionnaires types ne comprennent pas de section consacrée à ce thème, mais ils comportent une question sur la méthode d'enregistrement des données concernant le respect des BPPA et permettant de retracer le parcours de l'animal, depuis les exploitations d'élevage jusqu'au destinataire immédiat (traçabilité).[1492]

ii. Le questionnaire de février 2021 demande des renseignements beaucoup plus détaillés sur ce sujet, car il comporte des questions sur le cadre réglementaire de la traçabilité des animaux d'élevage; l'existence d'un système de traçabilité mis en œuvre ou en cours de mise en œuvre; le système d'enregistrement des produits, des exploitations agricoles, des établissements, des transporteurs et des véhicules affectés au transport des animaux; et le système d'identification officielle individuelle pour chaque espèce animale.[1493]

f. *Renseignements sur le système de quarantaine*

i. Les questionnaires types ne comprennent pas de section consacrée à ce thème, mais ils comportent une question sur les points d'entrée approuvés pour l'inspection (aérienne, maritime et terrestre) et les postes de contrôle des mouvements aux fins de la quarantaine interne.[1494]

[1489] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 6 et 7, questions 1.1, 1.2, 1.4 à 1.6, 1.8, 1.10 et 1.11; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 8 et 9, questions 4.1 à 4.6, 4.8 et 4.9; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 8 et 9, questions 4.1 à 4.6, 4.8 et 4.9.

[1490] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 8 et 9, questions 4.7 et 4.10 à 4.12; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 8 et 9, questions 4.7 et 4.10 à 4.12.

[1491] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 6, question 1.3; page 8, question 3.5; pages 9 à 14, questions 4 à 6 sur la brucellose bovine, la tuberculose bovine et l'ESB; et page 15, question 8.4.

[1492] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 11, question 8; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 11, question 8.

[1493] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 14 et 15, questions 7.1 à 7.5.

[1494] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 3, questions 1.4 et 1.5; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 3, questions 1.4 et 1.5.

ii. Le questionnaire de février 2021 vise à obtenir un niveau de détail beaucoup plus élevé sur le système de quarantaine. En particulier, il porte sur les thèmes suivants (y compris des références au fondement juridique et à la structure organisationnelle du système): a) description du système de quarantaine pour la prévention des maladies animales et la lutte contre celles-ci; b) contrôles de quarantaine appliqués aux fins de la surveillance des maladies transfrontalières dans les ports maritimes, les aéroports et le long des cordons frontaliers; c) traitements aux points d'entrée et responsables de leur application; d) division en zones zoosanitaires du pays; e) contrôle dans les zones zoosanitaires; et f) prescriptions sanitaires pour le contrôle interne des mouvements d'animaux entre les zones zoosanitaires et maladies pour lesquelles un contrôle est obligatoire.[1495]

g. *Renseignements sur les services de laboratoire*

i. Les deux groupes de questionnaires comportent des questions sur les thèmes suivants: a) la structure organisationnelle et les capacités de diagnostic des services de laboratoire (y compris leur relation avec le laboratoire central); b) le nombre et l'emplacement des laboratoires officiels, accrédités et privés; c) les techniques ou méthodes de diagnostic des maladies des animaux; d) l'existence de certifications internationales pour les laboratoires de diagnostic et les systèmes de validation d'essais et d'étalonnages; e) la relation avec des laboratoires internationaux ou des laboratoires de référence; et f) les agents étiologiques des maladies animales existantes dans le pays.[1496]

ii. Les questionnaires types comportent des questions sur: a) les rapports récents concernant les laboratoires, incluant des renseignements sur les prélèvements et sur les recherches en matière de maladies animales exotiques; b) les audits internes et externes effectués dans les laboratoires; c) les rapports concernant les futurs programmes de recherche dans le domaine; d) les rapports annuels des laboratoires de recherche du secteur public; et e) les sources indépendantes d'expertise scientifique.[1497]

iii. Le questionnaire de février 2021 comporte des questions additionnelles sur les points suivants: a) les obligations du laboratoire central, régional ou local en matière vétérinaire et de sécurité sanitaire des produits alimentaires; et b) la question de savoir si les laboratoires exercent leurs activités dans le cadre d'un système international de gestion de la qualité.[1498]

h. *Renseignements sur le bien-être animal et les BPPA*

i. Les deux groupes de questionnaires comportent des questions sur les thèmes suivants: a) application de mesures d'hygiène et de biosécurité concernant l'emplacement d'exploitations ou la construction d'établissements d'élevage; b) mesures visant à mesurer et à assurer la qualité de l'eau dans les exploitations d'élevage; c) mesures relatives à la fourniture et à la qualité des aliments dans les exploitations d'élevage; d) normes relatives au bien-être animal; e) bonnes pratiques d'utilisation des médicaments vétérinaires; f) bonnes pratiques d'utilisation des pesticides et des substances chimiques; g) transport d'animaux vivants; et

[1495] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 7 et 8, questions 2.1 à 2.6.

[1496] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 16 et 17, questions 10.1 à 10.3 et 10.5 à 10.8; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 9 et 10, questions 4.13, 5.1.1, 5.1.2, 5.1.4 à 5.1.6, 5.2.1, 5.2.2 et 5.3 à 5.5; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 9 et 10, questions 4.13, 5.1.1, 5.1.2, 5.1.4 à 5.1.6, 5.2.1, 5.2.2 et 5.3 à 5.5.

[1497] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), pages 9 et 10, questions 5.1.7 à 5.1.9, 5.2.3, 5.2.4 et 6; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 9 et 10, questions 5.1.7 à 5.1.9, 5.2.3, 5.2.4 et 6.

[1498] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 16, questions 10.4 et 10.5.

h) enregistrement des activités visant à assurer le respect des BPPA et de l'histoire de l'animal.[1499]

ii. Les questionnaires types comportent des questions sur: a) l'application de la réglementation en matière de BPF; et b) les actions en justice engagées par les services sanitaires officiels, et les secteurs de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (au cours des trois dernières années).[1500] Le questionnaire type pour les produits carnés comporte en outre une question sur les normes relatives au bien-être animal dans les usines de transformation.[1501]

iii. Le questionnaire de février 2021 comporte des questions sur les thèmes suivants: a) la liste des pesticides et des produits agrochimiques autorisés pour une utilisation dans les exploitations d'élevage; et b) les bonnes pratiques dans le traitement des eaux usées et d'autres déchets.[1502]

i. *Renseignements sur la prévention, la lutte et l'éradication en matière de maladies*

i. Les questionnaires types n'ont pas de section consacrée à ce thème, mais ils comportent une question concernant la réglementation relative aux maladies d'origine alimentaire, aux zoonoses, ainsi qu'aux maladies affectant les animaux, la lutte contre celles-ci, leur éradication et leur surveillance.[1503]

ii. Le questionnaire de février 2021 comporte des questions détaillées sur: le programme de surveillance continue des maladies transfrontalières et ses résultats; le programme de surveillance, de lutte et d'éradication en matière de maladies endémiques; les programmes officiels visant à faire face aux situations d'urgence liées aux maladies des animaux; les programmes spécifiques pour la prévention, la lutte et l'éradication visant certaines maladies bovines[1504]; et le rôle des producteurs dans la surveillance des maladies des animaux et les mécanismes de coordination.[1505]

7.682. Outre les similitudes et les différences dans chacun des domaines susmentionnés, le Groupe spécial trouve d'autres différences importantes entre le questionnaire de février 2021 et les questionnaires types. Comme il a été indiqué, alors que le questionnaire de février 2021 demande, en général, des renseignements concernant les 10 dernières années, les questionnaires types demandent habituellement des renseignements concernant les 3 dernières années.[1506] En outre, le questionnaire de février 2021 demande des renseignements sur les aspects ci-après qui ne sont pas couverts par les questionnaires types:

[1499] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 17 et 18, questions 1 à 6, 9 et 10; AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 11, questions 1 à 10; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 11, questions 1 à 10.

[1500] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 12, questions 11 et 13; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), pages 11 et 12, questions 11 et 12.

[1501] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 12, question 12.

[1502] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 17, questions 7 et 8.

[1503] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131), page 7, question 3.1.4; et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132), page 7, question 3.1.4.

[1504] La question 3.5 mentionne "la rage paralytique bovine, les maladies vésiculaires, l'infection à Brucella, la tuberculose bovine, l'encéphalopathie spongiforme bovine, et d'autres". (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 8)

[1505] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 8, questions 3.2 à 3.6.

[1506] Voir plus haut les paragraphes 7.666 et 7.672.

a. *Renseignements généraux sur le pays*: concernant la transformation des matières premières issues de l'élevage[1507]; et les importations et exportations de produits de l'élevage.[1508]

b. *Renseignements sur la situation sanitaire du pays*: description et données pertinentes concernant l'état de préparation et les plans d'action en cas d'urgence liée à des maladies animales; et système d'information épidémiologique.[1509]

c. *Renseignements sur la situation sanitaire au regard des maladies suivantes*: brucellose bovine[1510], tuberculose bovine[1511] et ESB.[1512]

d. *Renseignements sur le système d'urgence zoosanitaire*: institutionnalisation du système national d'urgence zoosanitaire; mesures de sécurité applicables lorsqu'une maladie infectieuse transmissible ou transfrontalière est diagnostiquée; et procédure de signalement des animaux malades et mécanismes d'intervention des services vétérinaires.[1513]

e. *Renseignements sur les activités du médecin vétérinaire de terrain*: plan de travail pour 2019, y compris taux de mise en œuvre aux niveaux national et local, ventilé par médecins vétérinaires officiels et accrédités; résultat de la surveillance épidémiologique sur le terrain (s'agissant en particulier de la brucellose, de la tuberculose et de l'ESB); mécanisme de surveillance et audits effectués auprès de l'autorité compétente; évaluation de la pratique des médecins vétérinaires; et département de l'éducation sanitaire.[1514]

f. *Renseignements sur l'enregistrement des médicaments, éléments biologiques et vaccins*: procédure d'enregistrement sanitaire des produits à usage vétérinaire; durée de la procédure d'enregistrement; procédure d'autorisation de l'importation de matières premières destinées à la fabrication de médicaments vétérinaires et de produits apparentés; prescriptions applicables aux demandes d'enregistrement provenant d'Europe et d'Amérique du Sud; études de stabilité; procédure en cas d'erreur d'étiquetage; vérification de l'étiquetage et inspection dans les zones franches ou zones à régime fiscal particulier; procédures relatives aux produits à double usage; procédure en cas de

[1507] Il y a 3 questions portant sur les établissements: a) qui se sont consacrés à l'abattage et à la transformation d'animaux au cours des 10 dernières années, selon l'espèce et les volumes d'abattage ou de production annuelle, y compris l'indication de l'origine des animaux; b) qui se sont consacrés à la transformation de viandes et de produits carnés, selon l'espèce et les volumes de production au cours des 10 dernières années, y compris l'indication de la matière première utilisée et de son origine; et c) qui se sont consacrés à la transformation du lait cru, selon les volumes transformés et le niveau de qualité du lait. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 3, questions 4.1 à 4.3)

[1508] Il y a sept questions concernant: a) les importations d'animaux vivants par espèce (quantité, pays d'origine et valeur en USD); b) les exportations d'animaux vivants par espèce (quantité, pays de destination et valeur en USD); c) les importations de viandes, de produits et sous-produits carnés par espèce animale (pays d'origine, volume et valeur en USD); d) les exportations de viandes, de produits et sous-produits carnés par espèce animale (pays de destination, volume et valeur en USD); e) l'exportation de lait et de produits laitiers (forme, tonnes métriques et équivalent lait liquide, pays de destination et valeur en USD); f) l'importation de lait et de produits laitiers (forme, tonnes métriques et équivalent lait liquide, pays d'origine et valeur en USD); et g) les entreprises agréées pour l'exportation de viandes et de produits carnés, et de lait et de produits laitiers, avec l'indication du pays de destination. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 3 et 4, questions 5.1 à 5.7)

[1509] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 6 et 7, questions 1.9 et 1.12.

[1510] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 9 à 11, questions 4.1 à 4.11.

[1511] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 11 à 13, questions 5.1 à 5.11.

[1512] Il y a 15 questions demandant des renseignements détaillés sur la surveillance de l'ESB et la lutte contre celle-ci. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 13 et 14, questions 6.1 à 6.15)

[1513] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 15, questions 8.1 à 8.3.

[1514] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), page 16, questions 9.1 à 9.5.

demande d'importation d'un produit dont l'enregistrement est caduc; et procédures d'importation des produits vétérinaires à des fins non commerciales.[1515]

7.683. Le Groupe spécial tire deux conclusions principales de la comparaison qui précède. La première est que les questionnaires types comportent, dans certains domaines, des questions plus détaillées sur des thèmes qui figurent également dans le questionnaire de février 2021. La seconde est que, dans le questionnaire de février 2021, l'AUPSA a demandé des renseignements beaucoup plus détaillés que ceux qui sont habituellement demandés dans les questionnaires types pour certains domaines, tandis que pour d'autres elle a demandé des renseignements additionnels qui n'étaient pas mentionnés dans les questionnaires types. De l'avis du Groupe spécial, le fait que bon nombre des renseignements additionnels demandés n'apparaissent pas dans les questionnaires types que le Panama utilise habituellement indique que ces renseignements n'étaient pas nécessaires aux fins du renouvellement des homologations sanitaires.

7.684. Par ailleurs, le Groupe spécial observe que, dans les communications qu'elle a adressées au Costa Rica, l'AUPSA n'a pas expliqué pourquoi elle avait besoin de ces renseignements. Toutefois, au cours de la présente procédure, le Panama a indiqué que les renseignements demandés en février 2021 étaient nécessaires compte tenu des risques zoosanitaires que présentent les produits laitiers, par exemple, celui d'une transmission de la fièvre aphteuse. En outre, le Panama a affirmé que, en 2014, il avait demandé aux autorités costariciennes chargées de la santé animale d'évaluer ce type de risques et que, par conséquent, ces autorités ne devraient pas s'étonner que des renseignements zoosanitaires leur soient demandés dans le cadre d'une procédure de renouvellement.[1516]

7.685. Le Groupe spécial ne considère pas que les explications du Panama justifient la nécessité de demander des renseignements aussi détaillés sur des aspects généraux du système sanitaire comme ceux qui sont mentionnés plus haut au paragraphe 7.679. D'après ce que le Groupe spécial comprend, il s'agirait de renseignements qui ne sont pas clairement liés aux préoccupations zoosanitaires mentionnées par le Panama, dans un contexte où celui-ci faisait déjà le commerce de nombreux produits avec le Costa Rica et qu'il connaissait bien les autorités sanitaires et vétérinaires de son partenaire commercial. En outre, comme il a été indiqué précédemment, le questionnaire envoyé le 2 janvier 2020 comportait 51 questions spécifiques sur 2 maladies bovines et d'autres questions plus générales concernant la gestion des zoonoses et la situation zoosanitaire du Costa Rica.

7.686. Comme il a été expliqué plus haut[1517], le Groupe spécial estime que la législation panaméenne autorise l'AUPSA à demander des renseignements actualisés sur la situation sanitaire du pays exportateur, y compris des renseignements sur la situation zoosanitaire.

7.687. Par ailleurs, il convient de rappeler qu'il n'est pas indiqué dans le dossier que l'AUPSA s'est exprimée sur les renseignements que le SENASA lui a envoyés le 19 février 2020 en réponse au questionnaire du 2 janvier 2020. Si l'AUPSA estimait que les renseignements qu'elle avait demandés plus d'un an après, en février 2021, étaient nécessaires pour faire son évaluation, elle aurait pu en informer le SENASA beaucoup plus rapidement.[1518] Cette inaction de la part de l'AUPSA tendrait à confirmer que les renseignements additionnels demandés en février 2021 n'étaient pas nécessaires.

7.688. Enfin, le dossier ne contient pas d'éléments de preuve indiquant que, à la date d'établissement du Groupe spécial, ou ultérieurement, le Panama avait demandé des renseignements spécifiques actualisés sur des produits en cause différents des produits laitiers, tels

[1515] Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268), pages 18 et 19, questions 1 à 11.

[1516] Panama, réponse à la question n° 140 du Groupe spécial, paragraphe 103 (faisant référence à AUPSA, Résolution n° 028-2014 (pièce CRI-234); et AUPSA, Résolution n° 030-2014 (pièce CRI-237)).

[1517] Voir plus haut, par exemple, le paragraphe 7.663.

[1518] Le Groupe spécial observe que, le 12 juillet 2021, le Panama a fait des observations sur l'insuffisance des renseignements que le Costa Rica lui avait envoyés un peu plus d'un mois auparavant, le 3 juin 2021 (voir la Note officielle n° SENASA-DG-725-2021 (pièce CRI-63); et la Note n° DSA-335-2021 (pièce CRI-64)). De l'avis du Groupe spécial, cela montre que l'AUPSA aurait pu bien moins tarder à indiquer au SENASA qu'elle avait besoin de renseignements additionnels à ceux qu'il lui avait envoyés le 19 février 2020. (Courrier électronique du Directeur de la quarantaine animale du SENASA à l'Administrateur général de l'AUPSA (19 février 2020) (pièce CRI-39); et Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (19 février 2020) (pièce CRI-6))

que les produits carnés. Bien que les questionnaires portant sur d'autres produits comme les produits carnés ou les produits aquacoles contiennent des renseignements en commun sur les aspects généraux de la situation sanitaire du Costa Rica[1519], il n'apparaissait pas que le Panama ait besoin de renseignements plus détaillés concernant les autres produits en cause. En outre, celui-ci n'explique pas pourquoi ces renseignements sur les produits laitiers étaient nécessaires pour conclure la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements exportateurs de produits différents des produits laitiers, étant donné que l'AUPSA n'a pas demandé de renseignements sur ces produits.[1520] De l'avis du Groupe spécial, ce qui précède indique que les renseignements demandés par le Panama en janvier 2020 étaient suffisants pour conclure les procédures de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.

7.689. En conséquence, le Groupe spécial estime que les renseignements additionnels que l'AUPSA a demandés au SENASA en février 2021 n'étaient pas nécessaires pour conclure la procédure de renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens.

7.4.2.3.3.3 Conclusion concernant l'annexe C 1) c) de l'Accord SPS

7.690. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS, étant donné que le Panama a demandé au Costa Rica des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour conclure la procédure de renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens.

7.4.2.3.4 Question de savoir si la Mesure 2 est incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS

7.691. Le Costa Rica demande au Groupe spécial de constater l'existence d'une violation de l'article 8 de l'Accord SPS parce que le Panama a pris des retards injustifiés et a demandé des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour les procédures en question, de manière contraire aux dispositions de l'Annexe C 1) a) et de l'Annexe C 1) c) de cet accord.[1521] Le Panama affirme, pour sa part, que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 2 constitue une violation de l'article 8 de l'Accord SPS.[1522]

7.692. Le Groupe spécial observe que l'Annexe C 1) de l'Accord SPS donne un sens et une teneur à l'article 8 de cet accord.[1523] L'article 8 établit l'obligation de respecter les dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation. Par conséquent, le non-respect des dispositions de l'Annexe C entraîne une violation de l'article 8.[1524]

7.693. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS parce que le Panama a pris des retards injustifiés dans la conduite des procédures de renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens.[1525] Il a également constaté que la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS parce que le Panama a demandé au Costa Rica des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour conclure ces procédures.[1526]

7.694. En conséquence, le Groupe spécial constate que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS, car le Panama n'a pas respecté les dispositions de l'Annexe C 1) a) et de l'Annexe C 1) c) de cet accord.

[1519] AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits carnés (pièce PAN-131); et AUPSA, Questionnaire pour l'introduction de produits laitiers (pièce PAN-132).

[1520] Le Groupe spécial rappelle que, en janvier 2020, l'AUPSA a uniquement demandé des renseignements au SENASA en réponse à la demande de renouvellement des homologations sanitaires de l'établissement de produits laitiers Dos Pinos. Voir plus haut le paragraphe 7.664.

[1521] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 163 et 170.

[1522] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 86.

[1523] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 434.

[1524] Rapports du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1569. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.394 et 7.395; et le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 434.

[1525] Voir plus haut le paragraphe 7.645.

[1526] Voir plus haut le paragraphe 7.690.

7.4.2.3.5 Conclusion concernant l'article 8 de l'Accord SPS

7.695. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS, étant donné que le Panama a pris des retards injustifiés dans la conduite des procédures de renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens[1527]; et avec l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS, étant donné que le Panama a demandé au Costa Rica des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour conclure ces procédures.[1528] En conséquence, la Mesure 2 est également incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS.

7.4.2.4 Allégations au titre des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS

7.4.2.4.1 Ordre d'analyse

7.696. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica présente une allégation d'incompatibilité de toutes les mesures en cause avec l'article 5:5 de l'Accord SPS, qui s'accompagne d'une allégation de violation corollaire de l'article 2:3 de cet accord.[1529] Ultérieurement, il propose que le Groupe spécial examine, en premier lieu, ses allégations au titre de l'article 2:3 "en raison de la portée plus large des obligations de non-discrimination" de cette disposition, "par opposition à l'attention particulière qui est accordée dans l'article 5:5 à la discrimination qui peut résulter de distinctions dans les niveaux de protection."[1530] En outre, le Costa Rica considère que le Groupe spécial pourrait appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'article 5:5 s'il constatait que les Mesures 2 et 3 étaient incompatibles avec l'article 2:3.[1531] Pour sa part, le Panama ne fait pas objection à ce qui est indiqué par le Costa Rica et affirme que les allégations au titre des articles 2:3 et 5:5 seulement sont pertinentes dans le cadre de la Mesure 3, puisque la Mesure 2 fait référence exclusivement aux procédures d'homologation des établissements.[1532]

7.697. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5 de l'Accord SPS développe les obligations fondamentales prévues à l'article 2 de cet accord.[1533] Des groupes spéciaux antérieurs ont estimé que l'article 5:5, qui requiert des Membres qu'ils évitent de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux de protection qu'ils considèrent appropriés dans des situations différentes, lorsque de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international, concrétisait l'obligation de non-discrimination prévue à l'article 2:3.[1534] Il s'ensuit que, dans des différends antérieurs dans lesquels des allégations ont été formulées au titre des deux dispositions, les groupes spéciaux ont parfois examiné l'article 5:5 en premier et ont conclu que leurs constatations s'appliquaient à l'allégation au titre de l'article 2:3.[1535] Dans les différends dans lesquels l'allégation au titre de l'article 5:5 a été présentée à titre subsidiaire, ou dans lesquels des arguments au titre de l'article 2:3 ont été présentés en premier, en raison du caractère plus large des obligations figurant dans cet article, les groupes spéciaux ont choisi de commencer leur évaluation par l'article 2:3 et ont appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'article 5:5 lorsqu'ils ont constaté une violation de l'article 2:3[1536]:

[1527] Voir plus haut le paragraphe 7.645.
[1528] Voir plus haut le paragraphe 7.690.
[1529] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7.
[1530] Costa Rica, réponse à la question n° 65 du Groupe spécial, paragraphe 3.13 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1261).
[1531] Costa Rica, réponse à la question n° 65 du Groupe spécial, paragraphe 3.14 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.481; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1406).
[1532] Panama, réponse à la question n° 65 du Groupe spécial, paragraphes 197 et 198.
[1533] Voir plus haut le paragraphe 7.80. Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.93); *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 674; et *Australie – Pommes*, paragraphes 339 et 341.
[1534] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 212.
[1535] Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.160, 7.318 et 7.319; et *Australie – Pommes*, paragraphe 7.1095.
[1536] Rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.480, 7.481 et 8.2; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.1261, 7.1406 et 8.2.

7.698. Étant donné la position des parties au sujet de l'ordre d'analyse exposé ci-dessus[1537] et la possibilité d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial juge approprié de commencer son analyse par les allégations du Costa Rica au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

7.4.2.4.2 Allégations au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.4.2.4.2.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.699. Le Costa Rica allègue que le Panama établit une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, d'une manière contraire à la première phrase de l'article 2:3. En particulier, il soutient que le Panama a refusé de proroger les autorisations sanitaires de ses établissements sur la base d'un examen documentaire sans audit sur place préalable, alors qu'il a bel et bien accordé cette prorogation dans les mêmes conditions aux établissements similaires du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande.[1538]

7.700. Le Costa Rica affirme aussi que le Panama a révoqué son admissibilité sanitaire bien que son statut sanitaire n'ait pas changé, alors qu'il n'a pas révoqué l'admissibilité sanitaire du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande, dont le statut sanitaire, à l'instar de celui du Costa Rica, n'avait pas subi de changements. Il affirme que, en conséquence, il se voit obligé d'effectuer un nouveau processus d'admissibilité sanitaire afin de rétablir le commerce.[1539]

7.701. Le Costa Rica soutient que le Pérou, le Mexique et la Nouvelle-Zélande se trouvent dans des conditions identiques ou similaires à celles du Costa Rica[1540] parce que:

a. ils bénéficient d'une admissibilité sanitaire approuvée par le Panama, et leur statut sanitaire n'a pas changé;

b. ils disposent d'établissements qui exportent vers le Panama des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ou animale; et

c. ils ont effectué des démarches pour obtenir le renouvellement des homologations sanitaires de leurs établissements respectifs.[1541]

7.702. Le Costa Rica soutient également que la similarité des conditions qui existent au Pérou, au Mexique et en Nouvelle-Zélande, d'un côté, et au Costa Rica, de l'autre, repose sur le fait que le Panama aurait dû accorder aux établissements de ces pays le même type de prorogation au même moment (juillet 2020). À cette époque, il persistait des problèmes de logistique et des restrictions à la frontière liées à la pandémie de COVID-19.[1542]

7.703. Le Costa Rica soutient que le traitement que le Panama a accordé à ses établissements est discriminatoire par rapport à celui qui a été accordé aux établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande.[1543] Pour le Costa Rica, la discrimination résulte du fait que le Panama a refusé au Costa Rica la prorogation des homologations sanitaires de ses établissements, alors qu'il a accordé ce type de prorogation aux établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande qui se trouvaient dans des conditions identiques ou similaires.[1544] De plus, contrairement à ce qu'il a fait pour ces autres Membres, le Panama a empêché que le Costa Rica effectue le processus visant

[1537] Voir plus haut le paragraphe 7.696.
[1538] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 604 et 605; et deuxième communication écrite, paragraphe 95.
[1539] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 604 et 605.
[1540] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 618 et 620.
[1541] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 618; et deuxième communication écrite, paragraphe 96 a). Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphes 2.92 à 2.101.
[1542] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 619; et deuxième communication écrite, paragraphe 96 a). Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphes 2 102 à 2.108.
[1543] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 622.
[1544] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 624 et 628; et deuxième communication écrite, paragraphe 96 b).

à renouveler les homologations sanitaires de ses établissements sur la base de documents et sans interruption du commerce.[1545] Le Costa Rica ajoute que, dans le cas du Pérou, la discrimination est particulièrement claire[1546] puisque le Panama a utilisé la situation sanitaire causée par la pandémie de COVID-19 comme motif pour accorder la prorogation des homologations aux établissements péruviens sur la base de documents exclusivement, alors que ce même motif a été utilisé par le Panama pour rejeter la demande de prorogation des homologations des établissements du Costa Rica dans les mêmes conditions.[1547] Il soutient que la Mesure 2 modifie les conditions de concurrence à son détriment parce qu'elle ne permet pas que ses établissements exportent vers le Panama, alors que cela est permis aux établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande.[1548]

7.704. Le Costa Rica soutient que cette discrimination est arbitraire ou injustifiable[1549] car aucune cause ou aucun fondement valable ne peut l'expliquer.[1550] À son avis, cette discrimination ne conserve pas de lien rationnel avec l'objectif de l'AUPSA qui est de garantir la sécurité sanitaire des produits en question au moment de l'approbation ou du refus de la prorogation d'une homologation sanitaire d'un établissement étranger.[1551] Il ajoute qu'invoquer la même circonstance (la pandémie de COVID-19) pour rendre deux décisions diamétralement opposées dans les cas similaires du Costa Rica et du Pérou constitue également une discrimination arbitraire.[1552] Le Costa Rica soutient, en outre, qu'il n'existe pas de justification (qu'elle soit temporaire, logistique ou relative au risque sanitaire) pour lui refuser la possibilité de renouveler l'homologation sanitaire de ses établissements sans interrompre le commerce et avec la flexibilité de le faire par un examen documentaire n'impliquant pas d'audits sur place.[1553]

Panama

7.705. Le Panama soutient, pour sa part, que la Mesure 2 n'est pas soumise aux disciplines de l'article 2:3 car il s'agit d'une mesure de nature exclusivement procédurale, puisqu'elle constitue une procédure d'homologation qui relève exclusivement de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS.[1554]

7.706. Cependant, le Panama se prononce sur a) l'existence de conditions identiques ou similaires dans les Membres comparés, et b) l'existence ou non d'un traitement discriminatoire.

7.707. S'agissant de la première question, le Panama affirme qu'il est erroné de supposer que tous les pays bénéficiant d'une admissibilité sanitaire pour exporter de la viande et des produits laitiers au Panama, et dont les décisions d'homologation d'établissements ont été rendues en juillet 2020, se trouvent dans une situation similaire en ce qui concerne le risque sanitaire pertinent.[1555]

[1545] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 624 et 628. Voir aussi *ibid*., paragraphe 627. Selon le Costa Rica, dans le cas de ces autres Membres, le Panama a permis que le processus de renouvellement commence par un examen documentaire, l'audit des établissements étant reporté à une date ultérieure et pouvant même être effectué après l'expiration des prolongations.

[1546] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 629.

[1547] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 632. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 629 à 631 (citant la Note n° AUPSA-AG-0229-2020 (pièce CRI-45); et la Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46)).

[1548] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 633 et 634. Le Costa Rica fait référence au raisonnement du Groupe spécial *États-Unis – Animaux* selon lequel l'adoption d'une prohibition à l'importation qui affecte seulement certains pays constitue un "signal d'alarme" concernant l'existence d'une discrimination. Voir *ibid.*, paragraphe 635 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.585 et 7.590).

[1549] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 644.

[1550] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 638; et deuxième communication écrite, paragraphe 96 c).

[1551] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 638.

[1552] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 641 et 642 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphe 5.124); et deuxième communication écrite, paragraphe 96 c).

[1553] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 643.

[1554] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 244. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 18; et réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 150.

[1555] Panama, réponse à la question n° 74 du Groupe spécial, paragraphe 209.

7.708. S'agissant de la deuxième question, le Panama affirme que la procédure de renouvellement des homologations sanitaires est la même, indépendamment de l'origine du produit.[1556] Il affirme également qu'il "a accordé aux établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande le même traitement que celui qu'il a accordé aux établissements costariciens"[1557] parce qu'il leur a tous accordé des prorogations des homologations sanitaires. Dans le cas du Costa Rica, le Panama indique qu'il a accordé une prorogation de deux mois et demie le 15 octobre 2019 (qui est arrivée à expiration le 31 décembre 2019) et une prorogation de six mois le 26 décembre 2019 (qui est arrivé à expiration le 30 juin 2020). S'agissant des établissements costariciens exportateurs de produits d'origine animale destinés à la consommation animale, les prolongations allaient jusqu'au 19 septembre 2022 et jusqu'au 20 juin 2023.[1558] Le Panama affirme que cette "même possibilité" a été offerte aux établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande.[1559]

7.4.2.4.2.2 Évaluation du Groupe spécial

Critère juridique pertinent

7.709. L'article 2:3 de l'Accord SPS dispose ce qui suit:

> Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.

7.710. Il ressort du texte de la disposition que l'article 2:3 contient deux obligations, chacune d'elles correspondant à l'une des phrases de ce paragraphe:

a. En vertu de la première phrase, les Membres doivent faire en sorte que leurs mesures SPS n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres.

b. En vertu de la deuxième phrase, les Membres doivent faire en sorte que leurs mesures SPS ne soient pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.[1560]

Première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.711. À la lumière du texte de la première phrase de l'article 2:3, le plaignant doit démontrer trois éléments cumulatifs pour établir l'existence d'une violation de cette obligation:

a. que la mesure SPS établit une discrimination entre les territoires de Membres qui ne sont pas le Membre qui impose la mesure SPS, ou entre le territoire du Membre qui impose la mesure SPS et celui d'un autre Membre;

b. que la discrimination est arbitraire ou injustifiable; et

[1556] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 88. La procédure est décrite en détail dans la section VII du *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23).

[1557] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 90.

[1558] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 91 (faisant référence à la première communication écrite du Panama, paragraphe 98, faisant elle-même référence à la Note n° AUPSA-AG-399-2019 (pièce CRI-35); et à AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2)).

[1559] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 91.

[1560] Rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins* (UE), paragraphe 7.1296; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.388; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2144.

c. que des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres comparés.[1561]

7.712. Ces trois éléments s'éclairent mutuellement. Bien qu'il n'ait pas été considéré qu'il existait un ordre particulier d'analyse de ces éléments[1562], dans des différends antérieurs, l'analyse a commencé par l'identification des conditions pertinentes et par l'évaluation du point de savoir si elles étaient identiques ou similaires car il a été estimé qu'il s'agissait d'un bon point de départ pour une analyse au titre de la première phrase de l'article 2:3.[1563]

7.713. S'agissant de l'*existence de conditions identiques ou similaires dans les Membres comparés*, il convient de signaler que les conditions pertinentes doivent être identifiées compte tenu de la nature concrète de la mesure en cause et des circonstances spécifiques de l'affaire. Cette identification peut exiger de prendre en considération l'"intérêt protégé"[1564] visé à l'Annexe A 1) auquel fait référence la mesure SPS ou le risque sanitaire ou phytosanitaire spécifique en question[1565], qui a trait à l'objectif poursuivi au titre de l'Accord SPS. Cet objectif peut éclairer les "conditions" qui doivent être "identiques ou similaires" au titre de la première phrase de l'article 2:3.[1566] Ainsi, dans des différends antérieurs, la présence d'une maladie sur un territoire et le risque concomitant associé à cette maladie ont été considérés comme des conditions pertinentes.[1567]

7.714. Les conditions auxquelles il est fait référence à l'article 2:3 peuvent inclure celles que l'on trouve tant dans les produits en cause que sur le territoire d'un Membre exportateur ou importateur. Sont également incluses les conditions territoriales qui ne se sont peut-être pas encore manifestées dans les produits mais qui sont pertinentes compte tenu de l'objectif réglementaire et des risques SPS spécifiques en cause.[1568]

7.715. S'agissant de l'*existence d'une discrimination*, des groupes spéciaux antérieurs ont été guidés par l'interprétation du terme "discrimination" dans le contexte d'autres accords et, en particulier, dans le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994.[1569] En conséquence, il a été interprété qu'il existait une discrimination dans le contexte de l'article 2:3 lorsqu'un traitement différent était accordé à des Membres où existaient des conditions identiques ou similaires.[1570] D'autres dispositions auxquelles il a été fait référence lors de l'interprétation du terme

[1561] Cette approche a été suivie par des groupes spéciaux antérieurs. Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1292; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.389; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.317; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.571; et *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.111.

[1562] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.261.

[1563] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.261. L'Organe d'appel a étayé cette affirmation sur le fait que, dans l'affaire *Australie – Saumons*, il a été jugé "tout d'abord nécessaire de déterminer les risques encourus par la population de salmonidés australiens du fait de maladies". (Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.261 et note de bas de page 703 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 255 (italique omis))) Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.58.

[1564] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

[1565] Voir, entre autres, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.580.

[1566] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.59.

[1567] Rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1311; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.460; et *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.113.

[1568] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphes 5.63 à 5.65.

[1569] Rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1313; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.400.

Le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994 établit ce qui suit:

> Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par [tout Membre] des mesures.

Dans des différends sur les mesures SPS, il a été observé qu'il existait certaines similitudes dans le texte de l'article 2:3 de l'Accord SPS et le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994. (Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1316 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.570)) De plus, le huitième considérant du préambule de l'Accord SPS indique que les Membres sont désireux "d'élaborer des règles pour l'application des dispositions du GATT de 1994 qui se rapportent à l'utilisation des mesures sanitaires ou phytosanitaires, en particulier les dispositions de l'article XX b)".

[1570] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 165.

"discrimination" sont l'article III:4 du GATT de 1994 et l'article 5:5 de l'Accord SPS.[1571] Ainsi, il a été considéré qu'une mesure établissait une discrimination si elle "modifi[ait] les conditions de concurrence au détriment des produits originaires des territoires de Membres autres que le Membre qui impos[ait] la mesure".[1572] Il a également été estimé que prohiber les importations de produits pertinents d'un Membre, tout en permettant l'importation des produits pertinents, ayant un niveau de risque similaire, d'autres Membres constituait un "signal d'alarme" indiquant l'existence d'une discrimination, comme cela est le cas au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS.[1573]

7.716. S'agissant de la nature *arbitraire ou injustifiable* de la discrimination, des groupes spéciaux antérieurs se sont également appuyés sur les interprétations données de ces termes dans le contexte de l'article XX du GATT de 1994. Ainsi, il a été déterminé que l'analyse de cette question "devrait être axée sur la cause de la discrimination, ou la raison d'être avancée pour expliquer son existence".[1574] L'analyse serait, par conséquent, axée sur le point de savoir si la mesure en cause avait un "lien rationnel avec" son objectif déclaré.[1575]

Deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.717. Pour interpréter la portée de l'obligation prévue dans cette phrase de l'article 2:3 selon laquelle les mesures SPS ne doivent pas s'appliquer de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international, des groupes spéciaux antérieurs ont eu recours à l'interprétation faite de ces termes dans le contexte de l'article XX du GATT de 1994.[1576] Dans ce contexte, il a été considéré que les expressions "discrimination arbitraire", "discrimination injustifiable" et "restriction déguisée au commerce international" influaient sur le sens des autres.[1577]

7.718. En outre, il a été interprété qu'une restriction déguisée au commerce international comprenait toutes les mesures qui constituaient une discrimination arbitraire ou injustifiable.[1578] En conséquence, les considérations formulées dans le cadre d'une évaluation sur l'existence ou non d'une discrimination arbitraire ou injustifiable seront pertinentes pour examiner si une mesure constitue une restriction déguisée au commerce international, au sens de la deuxième phrase de l'article 2:3.

7.719. Il convient également de rappeler qu'il a été estimé que le fait qu'une mesure SPS n'était pas établie sur la base d'une évaluation du risque portait à croire que cette mesure "n'[avait] pas réellement pour objet de protéger la santé ou la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux, mais qu'il s'ag[issait] plutôt d'une restriction au commerce ayant l'apparence d'une mesure SPS, autrement dit d'une "restriction déguisée au commerce international"".[1579]

7.720. Le Groupe spécial souscrit au critère juridique exposé plus haut et procèdera à son examen de l'allégation du Costa Rica au titre de l'article 2:3 sur cette base. À cet égard, il fait observer que, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica a allégué l'incompatibilité de la

---

[1571] L'Organe d'appel *CE – Hormones* a affirmé que l'article 2:3 était une partie importante du contexte de l'article 5.5, et que l'article 5:5, lorsqu'il était lu conjointement avec l'article 2:3, "traç[ait] et jalonn[ait] une voie menant à la même destination que celle qui [était] définie dans [l'article 2:3]". Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 212.

[1572] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.573 (citant les rapports de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 98 et 99; *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 96; et *Philippines – Spiritueux distillés*, paragraphe 256).

[1573] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.605.

[1574] Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.1321 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 225 et 226) à 7.1323.

[1575] Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1321 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 227). Cette approche a été adoptée dans le contexte de l'Accord SPS par les groupes spéciaux chargés de divers différends. (Voir les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1323; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.429; et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.574.)

[1576] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.476. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 251.

[1577] Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.476 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 29).

[1578] Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.476 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 29). Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 150.

[1579] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 166.

Mesure 2 avec l'article 2:3, en faisant référence aux deux phrases de cette disposition.[1580] Cependant, au cours de la présente procédure, le Costa Rica a uniquement formulé des arguments relatifs à une possible incompatibilité de cette mesure avec la première phrase de l'article 2:3.

7.721. En conséquence, le Groupe spécial constate que, faute d'argumentation, le Costa Rica n'a pas établi *prima facie* l'incompatibilité de la Mesure 2 avec la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS. Il procèdera ci-après à l'examen de l'allégation du Costa Rica au titre de la première phrase de cette disposition.

Question de savoir si la Mesure 2 est incompatible avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.722. Le Costa Rica allègue que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 2:3 de l'Accord SPS, étant donné que le Panama établit une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, d'une manière contraire à la première phrase de l'article 2:3.[1581]

7.723. Avant de commencer son analyse, le Groupe spécial rappelle que, selon le Panama, la Mesure 2 n'est pas soumise aux obligations de l'article 2:3 parce qu'il s'agit d'une procédure d'homologation au sens de l'Annexe C.[1582]À ce sujet, il a conclu que l'obligation de non-discrimination figurant à l'article 2:3 s'étendait à tout type de mesure SPS et qu'il ne voyait aucune raison pour laquelle cette disposition ne serait pas applicable à la Mesure 2.[1583] En conséquence, le Groupe spécial procède à l'analyse de l'allégation du Costa Rica au titre de la première phrase de l'article 2:3.

7.724. Comme dans des différends antérieurs[1584], dans son analyse au titre de la première phrase de l'article 2:3, le Groupe spécial examinera, en premier lieu, si les conditions identifiées par le Costa Rica sont identiques ou similaires dans les Membres en question, au sens de cette disposition.

Question de savoir si des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres en question

7.725. En vertu du critère juridique exposé plus haut, l'un des points que le Costa Rica doit démontrer en tant que plaignant est que les conditions qui existent au Costa Rica sont identiques ou similaires à celles qui existent au Pérou, au Mexique et en Nouvelle-Zélande aux fins de l'article 2:3 de l'Accord SPS. À cet égard, le Groupe spécial considère qu'il faut déterminer, en premier lieu, les conditions pertinentes faisant l'objet de la comparaison.

7.726. Les conditions identifiées par le Costa Rica comme étant identiques ou similaires en ce qui concerne le Pérou, le Mexique et la Nouvelle-Zélande sont les suivantes:

a. la validité de l'admissibilité sanitaire;

b. les types d'établissements et les produits en question;

c. les démarches effectuées par les pays pour demander le renouvellement des homologations sanitaires;

[1580] Le Groupe spécial fait observer que, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica a formulé des allégations d'incompatibilité au titre de l'article 2:3 en ce qui concerne toutes les mesures. (Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7) Le Costa Rica a ensuite demandé au Groupe spécial de constater que le Panama avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2:3 de l'Accord SPS, sans préciser la portée de sa demande. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1249 c); et deuxième communication écrite, paragraphe 584 c))

[1581] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 604 et 605; et deuxième communication écrite, paragraphe 95.

[1582] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 244. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 18; et réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 150.

[1583] Voir plus haut le paragraphe 7.550.

[1584] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.261. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.58.

d. le type de prorogation devant être accordé; et

e. le moment auquel l'AUPSA a décidé du rejet ou de l'acceptation des demandes de prolongation.[1585]

7.727. Comme il a été indiqué plus haut[1586], les "conditions" concrètes dont il devrait être démontré qu'elles sont "similaires ou identiques" au titre de cette disposition doivent être éclairées par la nature de la mesure SPS et les circonstances particulières de l'affaire. Ainsi, les "conditions" relatives à l'objectif poursuivi (à savoir, l'intérêt protégé tel qu'indiqué à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS) et les risques traités par la Mesure 2 seraient pertinents pour l'analyse par le Groupe spécial du point de savoir si des conditions identiques ou similaires existent entre les Membres.[1587]

7.728. Le Groupe spécial rappelle que la Mesure 2 est maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens visant l'importation au Panama de produits laitiers et carnés.[1588] Il a conclu que la Mesure 2 avait pour objet a) de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés au Panama au moyen de la vérification des conditions sanitaires au Costa Rica, et b) de protéger la santé et la vie des animaux et des personnes face aux maladies animales transmissibles à l'être humain (zoonoses).[1589]

7.729. En ce qui concerne le risque traité par la Mesure 2, le Groupe spécial fait observer que, s'agissant de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la Mesure 2 vise à protéger la santé et la vie des animaux et des personnes des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits laitiers et carnés.[1590] En outre, en ce qui concerne les maladies transmissibles à l'être humain (zoonoses), la Mesure 2 vise à protéger la santé et la vie des personnes au Panama des maladies véhiculées par des animaux ou leurs produits.[1591]

7.730. Compte tenu des objectifs et des risques susmentionnés, le Groupe spécial estime que toutes les conditions identifiées par le Costa Rica sont pertinentes puisqu'elles sont toutes étroitement liées aux différentes étapes de la procédure de renouvellement des homologations sanitaires prévue dans la réglementation panaméenne ou appliquée par le Panama. À cet égard, il convient de noter que:

a. l'admissibilité sanitaire est une condition préalable pour pouvoir mener à terme une procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements[1592];

b. les établissements et les produits que ceux-ci exportent vers le Panama font l'objet d'un examen au cours de la procédure de renouvellement[1593];

[1585] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 618; réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphes 2.91 à 2.109; et deuxième communication écrite, paragraphe 96 a).
[1586] Voir plus haut le paragraphe 7.713.
[1587] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.59.
[1588] Voir plus haut le paragraphe 7.506.
[1589] Voir plus haut les paragraphes 7.517 et 7.519.
[1590] Voir plus haut le paragraphe 7.517.
[1591] Voir plus haut le paragraphe 7.519.
[1592] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII, paragraphe 7. "Dans le cas où l'admissibilité sanitaire ou phytosanitaire n'aura pas été reconnue, la partie intéressée devra se reporter au Manuel des procédures d'admissibilité sanitaire et phytosanitaire correspondant"; et AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), paragraphes 3 et 4. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 27 du Groupe spécial, paragraphe 95.
[1593] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII, paragraphe 7. "L'AUPSA pourra renouveler l'homologation d'un établissement […] sur la base des éléments énumérés ci-après et, pour ce faire, des renseignements pertinents pourront être demandés à l'autorité compétente du pays exportateur et/ou à la partie intéressée: […] Conditions sanitaires de l'établissement et caractéristiques des produits qu'il souhaite continuer à introduire dans le pays […] Expérience, connaissance et confiance acquises au sujet des systèmes d'inspection et de certification des produits alimentaires […] de l'établissement […] antécédents en matière de respect".

c. les demandes des Membres visant à ce que les homologations sanitaires de leurs établissements soient renouvelées entraînent le lancement de la procédure de renouvellement[1594];

d. les prorogations accordées par le Panama, et auxquelles le Costa Rica fait allusion, ont été traitées dans le cadre de la procédure qui conduit au renouvellement de l'homologation sanitaire et qui est du même type pour les établissements des quatre Membres comparés[1595], et

e. le moment auquel l'AUPSA a décidé de rejeter ou d'approuver les prorogations en question fait également référence à l'étape finale de cette procédure.[1596]

7.731. De l'avis du Groupe spécial, ces procédures qui, selon le Panama, sont les mêmes indépendamment de l'origine du produit en question[1597], reflètent l'objectif de l'AUPSA qui est d'"[a]ssurer un niveau approprié de protection de la santé humaine, et du patrimoine agricole du pays, pour ce qui concerne les produits alimentaires importés, compte tenu de la diversité et de la qualité de leur fourniture".[1598]

7.732. Le Panama soutient que le Costa Rica devait comparer au moins les deux conditions pertinentes suivantes: a) les risques découlant des différents produits en question; et b) les conditions relatives au territoire qui sont susceptibles d'affecter les produits en question.[1599] S'agissant de la première condition, le Panama indique que le Pérou, le Mexique et la Nouvelle-Zélande ont demandé le renouvellement des homologations sanitaires de leurs établissements pour exporter du poisson, des aliments pour animaux de compagnie et du lait en poudre, respectivement. Il fait valoir que le Costa Rica n'a présenté aucun argument sur les risques que présentent pour la santé les importations des produits de ces origines, ni sur le point de savoir si ces risques sont égaux ou similaires à ceux que présentent les importations de lait et de produits bovins du Costa Rica.[1600] S'agissant de la deuxième condition, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas traité les conditions territoriales pertinentes au Pérou, au Mexique et en Nouvelle-Zélande et qu'il ne les a pas non plus comparées avec ses propres conditions.[1601]

7.733. Le Costa Rica soutient que les conditions dans les pays qui sont comparés aux fins de l'article 2:3 sont uniquement celles qui sont "pertinentes". Selon lui, les conditions territoriales des pays comparés ne sont pas une condition pertinente à la lumière de la mesure en cause. De plus, le Costa Rica considère qu'il a traité les risques que présentent pour la santé les importations des produits en question lorsqu'il a examiné la situation sanitaire des pays comparés, en particulier, s'ils

[1594] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII, paragraphe 7. "La partie intéressée devra transmettre la demande conformément au point 1 de la présente procédure et dans le délai fixé dans la résolution concernant l'homologation de la Commission technique institutionnelle".

[1595] Voir la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements décrits au paragraphe 7 de la section VII du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23). Le Groupe spécial fait observer que les prorogations accordées aux établissements du Costa Rica, du Pérou et de la Nouvelle-Zélande ne sont pas réglementées par la législation panaméenne. Voir Panama, réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, paragraphe 120.

[1596] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII, paragraphes 4 et 5 (indiquant que "la Commission technique institutionnelle […] est chargée de l'homologation des établissements" et que "[u]ne fois que l'établissement aura été homologué […] la résolution d'homologation sera publiée et l'établissement sera ajouté dans la base de données figurant sur la page Web de l'AUPSA").

[1597] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 88.

[1598] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 1; et AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 2. Voir aussi Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), articles 4 et 5.

[1599] Panama, réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 153 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.91).

[1600] Panama, réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphes 153 et 154.

[1601] Panama, réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 154.

avaient obtenu leur admissibilité sanitaire et s'il y avait eu des changements dans leur statut sanitaire.[1602]

7.734. De l'avis du Groupe spécial, conformément au critère juridique décrit ci-dessus, les conditions identifiées par le Panama sont également pertinentes pour la présente affaire.[1603] Le Groupe spécial comprend que le Costa Rica est également d'accord pour dire qu'au moins la condition relative aux risques sanitaires des produits en provenance des différents pays est pertinente et qu'elle est une condition relative à l'admissibilité sanitaire que le Costa Rica a identifiée comme faisant partie des conditions pertinentes.

7.735. Bien que le Panama n'ait pas clairement identifié les conditions territoriales qui pourraient affecter les produits en question, le Groupe spécial considère que, puisqu'il s'agit d'une comparaison entre les conditions qui peuvent affecter les produits alimentaires, ces conditions seraient celles qui concernent la situation sanitaire des pays comparés.[1604] Cette situation sanitaire est étroitement liée aux risques sanitaires mentionnés par le Costa Rica en ce qui concerne l'importation des produits en provenance des pays comparés. En particulier, ces risques sanitaires concernent la prévalence de maladies animales qui peuvent affecter les produits en question. En conséquence, le Groupe spécial examinera les deux conditions que le Panama a identifiées dans le cadre de la situation sanitaire des pays comparés, que le Costa Rica nommait "admissibilité sanitaire".

7.736. Après avoir déterminé la pertinence des conditions identifiées par les parties, le Groupe spécial va maintenant examiner si les Membres en question se trouvaient dans des situations similaires en ce qui concerne chacune de ces conditions.

Validité de l'admissibilité sanitaire et statut sanitaire

7.737. Les parties conviennent de la nécessité de disposer de l'approbation de l'admissibilité sanitaire du pays exportateur pour pouvoir renouveler les homologations sanitaires des établissements ou des usines de transformation de ce pays.[1605] Cependant, les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le Panama a révoqué l'admissibilité sanitaire du Costa Rica pour tous les produits en cause.[1606]

7.738. Le Costa Rica affirme qu'il a obtenu l'approbation de son admissibilité sanitaire le 5 mai 2009, par une modification de l'annexe de la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007[1607], et que son statut sanitaire n'a pas changé depuis.[1608] Le Panama a confirmé que le statut du Costa Rica dans la base de données de l'AUPSA n'avait pas changé, et que l'admissibilité sanitaire du Costa Rica pour l'importation des produits visés par la Mesure 2 avait été approuvée comme cela a été indiqué par le Costa Rica et demeurait en vigueur.[1609] Le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama avait effectivement révoqué ou cessé de reconnaître l'admissibilité sanitaire ou zoosanitaire du Costa Rica pour tous les produits en cause.[1610]

[1602] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphes 3.215 et 3.216.

[1603] Le Groupe spécial partage l'avis de l'Organe d'appel selon lequel les considérations sur les risques sanitaires des produits en provenance des pays comparés et les conditions territoriales qui affectent ces produits sont des conditions pertinentes qu'il convient d'examiner. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Radionucléides,* paragraphe 5.92 (dans lequel l'Organe d'appel a considéré que les conditions territoriales pertinentes incluaient, par exemple, les possibilités de contamination près de la source).

[1604] Le Groupe spécial rappelle que des groupes spéciaux antérieurs ont également considéré comme des conditions pertinentes la présence d'une maladie sur un territoire et le risque concomitant associé à cette maladie. (Voir plus haut le paragraphe 7.714.)

[1605] Panama, première communication écrite, paragraphes 87 et 88; et Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 42. Voir aussi AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII.

[1606] Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 5 b) et 42; et Panama, première communication écrite, paragraphe 84. Voir plus haut la section 7.4.1.2.1.

[1607] Résolution n° AUPSA-DINAN 092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26); et sa mise à jour de juillet 2014 (pièce CRI-27).

[1608] Costa Rica, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 2.92.

[1609] Panama, réponse à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 114; et deuxième communication écrite, paragraphes 58 à 60. Voir aussi AUPSA, Résolution n° 28 (2009) (pièce PAN-1).

[1610] Voir plus haut le paragraphe 7.500.

7.739. Le Groupe spécial fait observer que, dans le cadre de ses allégations au titre de l'article 2:3, le Costa Rica a également présenté des arguments relatifs aux établissements qui produisent des aliments d'origine animale destinés à la consommation animale. Dans le cas des établissements costariciens, il s'agit de Biomar et Central Veterinaria, et dans le cas des établissements d'autres Membres, d'un établissement du Mexique. Étant donné que le Groupe spécial a constaté que Biomar et Central Veterinaria n'étaient pas couverts par la Mesure 2[1611], il ne juge pas pertinent d'inclure dans son évaluation le Mexique et l'établissement mexicain identifié par le Costa Rica qui, comme Biomar et Central Veterinaria, exporte vers le Panama des aliments d'origine animale destinés à la consommation animale. En conséquence, l'analyse du Groupe spécial se limite à comparer le traitement accordé par le Panama aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, d'un côté, et à ceux du Costa Rica, de l'autre.

7.740. S'agissant du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, le Costa Rica comprend que a) l'admissibilité sanitaire de ces pays a également été approuvée pour les produits en cause, comme le démontre le fait que leurs établissements ont été autorisés à exporter vers le Panama, et que b) leur statut sanitaire n'a pas changé, raison pour laquelle leurs admissibilités sanitaires respectives pour les produits en cause demeurent en vigueur.[1612] Le Panama a confirmé ce qui précède.[1613]

7.741. Le seul renseignement indiqué dans le dossier au sujet de l'approbation des admissibilités sanitaires accordées aux pays par le Panama est la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 accompagnée de son annexe, mise à jour en juillet 2014[1614], dont la partie pertinente est résumée ci-après.

Tableau 9 – Admissibilité sanitaire accordée par le Panama au Costa Rica, au Pérou et à la Nouvelle-Zélande

Admissibilité sanitaire (par produit)	Costa Rica	Pérou	Nouvelle-Zélande
Viande fraîche de bœuf	2009 et 2014		
Produits carnés à base de viande de bœuf	2009 et 2014		
Viande fraîche de porc et produits carnés à base de viande de porc	2009 et 2014		
Produits laitiers de bovins	2009 et 2014	2014	2009 et 2014
Fromages affinés transformés	2009 et 2014		2009[1615]

2009: figure dans la version 2009 de l'annexe / 2014: figure dans la version 2014 de l'annexe.

7.742. Ces renseignements confirment l'affirmation des parties selon laquelle tant le Costa Rica que le Pérou et la Nouvelle-Zélande ont obtenu l'approbation de leur admissibilité sanitaire pour certains produits en cause. En particulier, les trois pays ont obtenu l'admissibilité sanitaire pour les produits laitiers de bovins. Aucun élément de preuve versé au dossier n'indique que l'admissibilité sanitaire pour ces produits ne demeurait pas en vigueur à la date d'établissement du Groupe spécial.

7.743. En ce qui concerne la question de savoir s'il y avait eu des changements dans leurs statuts sanitaires respectifs, tant le Costa Rica que le Panama conviennent que le statut sanitaire du Costa Rica n'a pas changé depuis qu'il s'est vu accorder l'admissibilité sanitaire.[1616] S'agissant du

[1611] Voir plus haut les paragraphes 7.504 à 7.506.
[1612] Costa Rica, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 2.93. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 104.
[1613] Panama, réponse à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 159 (faisant référence à la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26); et à sa mise à jour de juillet 2014 (pièce CRI-27)).
[1614] Résolution n° AUPSA-DINAN 092-2007 concernant l'approbation de l'admissibilité sanitaire (pièce CRI-26); et sa mise à jour de juillet 2014 (pièce CRI-27).
[1615] Voir Panama, réponse à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 158 (dans laquelle le Panama a clarifié que la Résolution n°°018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48) s'appliquait au lait en poudre et au babeurre (matière première); aux fromages transformés et affinés, et au yaourt, confirmant ainsi les produits pour lesquels la Nouvelle-Zélande disposait d'une admissibilité sanitaire).
[1616] Voir Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 550; et Panama, réponse à la question n° 34 du Groupe spécial, paragraphe 114.

statut sanitaire du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, le Panama a confirmé que ce statut n'avait pas non plus changé.[1617]

7.744. Le Groupe spécial fait observer que, dans le contexte des échanges de renseignements relatifs à la Mesure 2, le 12 juillet 2021[1618], la DINASA a envoyé au SENASA certaines observations sur les renseignements que ce dernier avait envoyés à l'AUPSA le 2 juin 2021.[1619] En particulier, la DINASA a fait référence à l'évaluation que l'Unité d'évaluation sanitaire et phytosanitaire (UNESYF) a faite des renseignements transmis par le SENASA. Selon l'UNESYF, une certaine préoccupation avait été exprimée au sujet de la capacité et de la fiabilité du contrôle sanitaire au Costa Rica dans les domaines suivants: a) insuffisance des renseignements; b) respect de la traçabilité pour les bovins, manque de progrès dans l'identification individuelle des animaux; c) délégation des contrôles du transport interne d'animaux à des institutions non spécialisées dans le domaine zoosanitaire; d) prévalence préoccupante de brucellose et de tuberculose bovine; et e) normes et réglementations techniques costariciennes en vigueur qui contreviennent à la réglementation panaméenne.[1620]

7.745. Le Costa Rica indique que son territoire est reconnu par l'OIE comme exempt de peste porcine classique et que, s'agissant de l'ESB, le Panama et le Costa Rica présentent le même statut sanitaire de pays à risque négligeable.[1621] Les éléments de preuve versés au dossier montrent aussi que, en 2014, le Panama a classé le Costa Rica comme pays à "risque maîtrisé d'ESB", alors que la Nouvelle-Zélande était classée comme étant à "risque négligeable d'ESB".[1622]

7.746. Bien que la classification du risque soit différente, le Groupe spécial considère que, étant donné que l'admissibilité sanitaire est une condition préalable à l'importation qui présuppose l'examen du statut sanitaire du pays en question[1623], le fait que le Panama accorde cette admissibilité démontre que celui-ci juge acceptables les risques résultant de l'importation des produits pour lesquels l'admissibilité a été accordée. Dans ce contexte, le fait que l'admissibilité sanitaire des trois pays comparés est toujours en vigueur pour les produits en question démontre qu'ils se trouvaient dans une situation similaire du point de vue des risques sanitaires découlant de l'importation de ces produits au Panama.

7.747. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que lui-même, d'un côté, et le Pérou et la Nouvelle-Zélande, de l'autre, se trouvaient dans des conditions similaires en ce qui concerne l'octroi de leur admissibilité sanitaire et l'absence de changements dans leur statut sanitaire depuis le moment où cette admissibilité sanitaire leur a été accordée.

Types d'établissements et produits en question

7.748. Le Costa Rica soutient que son allégation au titre de l'article 2:3 concerne les 18 établissements costariciens énumérés dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[1624] Il affirme que, tant les établissements du Costa Rica que ceux du Pérou et de la Nouvelle-Zélande[1625] exportent vers le Panama des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine et à la consommation animale.[1626] De son côté, le Panama fait observer que les produits alimentaires qui

[1617] Panama, réponse à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphe 159.
[1618] Note n° DSA-335-21 (pièce CRI-64). Dans sa communication, la DINASA indique qu'elle a reçu de l'AUPSA les réponses envoyées par le Costa Rica pour qu'elle les examine dans le cadre de la procédure d'évaluation sanitaire qui était en cours. (*Ibid.*, page 1)
[1619] Note officielle n° SENASA-DG-725-2021 (pièce CRI-63); et Costa Rica, réponses au questionnaire du Panama concernant l'évaluation sanitaire du Costa Rica (3 juin 2021) (pièce CRI-29).
[1620] Nota n° DSA-335-21 (pièce CRI-64).
[1621] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 713.
[1622] Annexe de la Résolution n° AUPSA-DINAN-092-2007, mise à jour de juillet 2014 (pièce CRI-27). Voir aussi la Résolution n° 002-2010 (pièce PAN-150), au moyen de laquelle l'AUPSA a adopté comme étant équivalente la catégorisation du risque établie par l'OIE pour la reconnaissance des pays membres, en ce qui concerne l'ESB.
[1623] Voir plus haut le paragraphe 7.464.
[1624] Panama, réponse à la question n° 153 du Groupe spécial, paragraphes 3.86 à 3.89. Voir aussi Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, annexe, page 9.
[1625] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 621.
[1626] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 105.

sont importés du Pérou et de Nouvelle-Zélande sont du poisson et du lait en poudre, respectivement.[1627]

7.749. Le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle la Mesure 2 couvre 16 établissements costariciens qui exportent vers le Panama des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.[1628] En conséquence, comme il a été indiqué plus haut dans le paragraphe 7.739, l'évaluation du Groupe spécial portera sur ces 16 établissements costariciens.

7.750. Le Groupe spécial fait observer que les éléments de preuve versés au dossier confirment que les établissements du Costa Rica, du Pérou et de la Nouvelle-Zélande exportent des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine:

Tableau 10 – Établissements homologués par l'AUPSA et produits autorisés à l'importation au Panama

	Nombre d'établissements	Produits autorisés à l'importation au Panama
Costa Rica[1629]	16	- Produits d'origine porcine (crus, réfrigérés ou congelés, devant être cuits) - Produits carnés d'origine porcine - Produits carnés d'origine bovine - Produits laitiers d'origine bovine - Produits carnés (charcuterie) d'origine bovine, porcine et avicole (soumis à un procédé d'inactivation des agents infectieux importants)
Nouvelle-Zélande[1630]	Divers (non spécifiés)	Produits laitiers et dérivés destinés à la consommation humaine
Pérou[1631]	8	Produits hydrobiologiques et produits de la pêche destinés à la consommation humaine

7.751. Les produits que les établissements costariciens exportent vers le Panama peuvent être identifiés en détail, puisque leurs codes tarifaires figurent dans le dossier.[1632] Par ailleurs, bien que les produits importés au Panama provenant des établissements de Nouvelle-Zélande et du Pérou ne soient pas indiqués dans le dossier avec le même niveau de détail, les renseignements disponibles[1633] montrent qu'il s'agit de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.

7.752. Le Groupe spécial considère que, même s'il y a des différences entre les produits spécifiques que les établissements des Membres en question exportent vers le Panama, il s'agit dans tous les cas de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine. En outre, les éléments de preuve versés au dossier permettent d'affirmer que les Membres en question se trouvent dans une situation similaire en ce qui concerne le risque sanitaire en question, étant donné que leurs

[1627] Panama, réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 154 (faisant référence à la Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46); et à la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48)). Voir aussi Panama, réponse à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 158 (dans laquelle le Panama indique que la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48) s'applique au lait en poudre et à la babeurre (matière première); aux fromages transformés et affinés, et au yaourt).

[1628] Voir plus haut le paragraphe 7.506.

[1629] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 10; et première communication écrite, paragraphe 41 et annexe.

[1630] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48).

[1631] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46).

[1632] Les codes tarifaires des produits exportés par chaque établissement costaricien figurent dans ses homologations sanitaires, qui peuvent être consultées dans les documents suivants: AUPSA, Résolution n° 43 (2014) (pièce CRI-206); AUPSA, Résolution n° 10 (2014) (pièce CRI-215); AUPSA, Résolution n° 48 (2014) (pièce CRI-219); AUPSA, Résolution n° 16 (2014) (pièce CRI-225); AUPSA, Résolution n° 11 (2014) (pièce CRI-228); AUPSA, Résolution n° 12 (2014) (pièce CRI-231); AUPSA, Résolution n° 028-2014 (pièce CRI-234); AUPSA, Résolution n° 029-2014 (pièce CRI-236); AUPSA, Résolution n° 030-2014 (pièce CRI-237); AUPSA, Résolution n° 10-CTI-16 (pièce CRI-238); AUPSA, Résolution n° 14 (2014) (pièce CRI-241); AUPSA, Résolution n° 15 (2014) (pièce CRI-244); AUPSA, Résolution n° 039-2014 (pièce CRI-247); AUPSA, Résolution n° 46 (2014) (pièce CRI-250); AUPSA, Résolution n° 45 (2014) (pièce CRI-253); AUPSA, Résolution n° 44 (2014) (pièce CRI-256); AUPSA, Résolution n° 008-CTI-16 (pièce CRI-259); et AUPSA, Résolution n° 007-CTI-16 (pièce CRI-262).

[1633] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46); Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-47); et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48). Voir aussi Panama, réponse à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 158.

établissements ont reçu une homologation sanitaire qui leur a permis d'exporter leurs produits au Panama.

7.753. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que lui-même, d'un côté, et le Pérou et la Nouvelle-Zélande, de l'autre, se trouvaient dans des conditions similaires en ce qui concerne leurs établissements et les produits qu'ils exportent au Panama, y compris en ce qui concerne le risque sanitaire que ces produits supposent.

Démarches effectuées par les pays pour demander le renouvellement des homologations sanitaires

7.754. Le Panama affirme que tous les établissements sont soumis aux mêmes procédures de renouvellement de leurs homologations sanitaires, "indépendamment de l'origine du produit en question".[1634] Il indique que ces procédures sont prévues au paragraphe 7 de la section VII du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*.[1635]

7.755. Le tableau suivant résume les renseignements indiqués dans le dossier concernant la date des demandes de renouvellement des homologations sanitaires et l'expiration de ces homologations pour les établissements de chacun des trois Membres comparés.

Tableau 11 – Date des demandes de renouvellement et expiration des homologations sanitaires des établissements du Costa Rica, du Pérou et de la Nouvelle-Zélande

	Date des demandes de renouvellement	Date d'expiration des homologations sanitaires
Costa Rica	Entre le 13 janvier 2017 et le 16 juillet 2020[1636]	30 juin 2020[1637]
Pérou	Non indiquée dans le dossier	30 juin 2020[1638]
Nouvelle-Zélande	Non indiquée dans le dossier	Non indiquée dans le dossier[1639]

7.756. Le dossier n'indique pas les dates des demandes de renouvellement pour les établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, mais indique que les autorités de ces deux pays ont demandé la prorogation des homologations sanitaires de leurs établissements respectifs.[1640] Le Groupe spécial considère que les éléments de preuve versés au dossier montrent que les trois Membres en question ont demandé le renouvellement des homologations sanitaires de leurs établissements, conformément à la procédure prévue dans le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, qui s'applique à tous les établissements, indépendamment de leur origine.

7.757. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que lui-même, d'un côté, et le Pérou et la Nouvelle-Zélande, de l'autre, se trouvaient dans des conditions similaires en ce qui concerne les démarches qu'ils ont effectuées pour demander le renouvellement des homologations sanitaires de leurs établissements.

[1634] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 107 (faisant référence à Panama, réponse à la question n° 74 du Groupe spécial, paragraphe 209).

[1635] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), pages 14 et 15.

[1636] Le 12 juin 2020, le Costa Rica a réitéré pour la dernière fois ses demandes de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens avant leur expiration. Après cette date, le 16 juillet 2020, il a demandé le renouvellement d'un établissement (Note officielle n° SENASA-DG-840-2020 (pièce CRI-220)) et a réitéré ses demandes de renouvellement le 3 juillet 2020 (Note officielle n° SENASA-DG-805-2020 (pièce CRI-235)), le 11 août 2020 (Note officielle n° SENASA-DG-946-2020 (pièce CRI-50)), et le 24 novembre 2020 (Note officielle n° SENASA-DG-1420-2020 (pièce CRI-42)).

[1637] Note officielle n° SENASA-DG-721-2020 (pièce CRI-43); et AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217). Cette date concerne 16 des 18 établissements visés par la Mesure 2, à l'exception de Biomar et Central Veterinaria.

[1638] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46).

[1639] Le Groupe spécial fait observer que, dans la Résolution portant prorogation des homologations sanitaires des établissements néozélandais, la date d'expiration de ces homologations n'est pas indiquée. Voir la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), quatrième et cinquième considérants.

[1640] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), troisième considérant; et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), troisième considérant.

Type de prorogation

7.758. Le Costa Rica considère également que le type de prorogation que les autorités panaméennes devaient accorder aux établissements du Costa Rica, du Pérou et de la Nouvelle-Zélande est une condition pertinente similaire entre ces trois Membres.[1641] De l'avis du Groupe spécial, le type de prorogation à laquelle le Costa Rica fait référence dans ce contexte correspond à une prolongation de la validité de l'homologation sanitaire d'un établissement qui ne satisfait pas aux prescriptions pour obtenir un renouvellement de cette homologation conformément à ce qui est prévu dans le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements.*[1642] Ainsi, la prorogation que le Costa Rica a demandée le 12 juin 2020[1643], et que le Panama lui a refusé le 10 juillet 2020[1644], est de la même nature que celle que le Panama a accordée aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande ce même mois, à savoir une prorogation au moyen d'un examen documentaire, sous réserve de la réalisation d'un audit sur place ultérieur. Dans le cas de ces pays, le Panama a prorogé les homologations sanitaires de ces établissements sur une base documentaire, sous réserve de la réalisation ultérieure d'audits sur place, lorsque les circonstances le permettraient (il s'agit principalement de la situation sanitaire relative à la pandémie de COVID-19).[1645]

7.759. Le Groupe spécial fait observer que, bien que ces renseignements aient été demandés au Panama[1646], les demandes de prorogation présentées par le Pérou et la Nouvelle-Zélande ne sont pas indiquées dans le dossier. Il note toutefois que les résolutions au moyen desquelles les prorogations ont été accordées aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande[1647] contiennent un libellé très similaire à celui de la résolution au moyen de laquelle la dernière prorogation a été accordée aux établissements costariciens.[1648] Les trois résolutions mentionnées font référence au fait que la CTI ou le Comité directeur de l'AUPSA a décidé d'"accorder une prolongation" (prorogation) pour une période déterminée aux établissements dont l'"habilitation" était arrivée à expiration à une date antérieure.[1649]

7.760. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que lui-même, d'un côté, et le Pérou et la Nouvelle-Zélande, de l'autre, se trouvaient dans des conditions similaires en ce qui concerne le type de procédure de demande et l'octroi des prorogations à leurs établissements.

Moment auquel l'AUPSA a pris une décision sur les demandes de renouvellement ou de prorogation

7.761. Le Costa Rica affirme que l'AUPSA s'est prononcée sur ses demandes de renouvellement ou de prorogation, et sur celles du Pérou et de la Nouvelle-Zélande en juillet 2020, à savoir au moment où il existait des restrictions à la frontière et en matière de logistique dues à la pandémie de COVID-19.[1650] Le Panama soutient que les prorogations des homologations sanitaires des établissements de ces trois pays sont arrivées à expiration au cours de la même période, entre la fin de 2019 et le premier semestre de 2020.[1651]

[1641] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 612 à 618; réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphes 2.102 à 2.105; et deuxième communication écrite, paragraphes 96 a) et 108.

[1642] Voir plus haut la note de bas de page 1110.

[1643] Note officielle n° SENASA-DG-0721-2020 (pièce CRI-43).

[1644] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

[1645] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46); Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-47); et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48).

[1646] Voir la question n° 161 c) posée par le Groupe spécial au Panama.

[1647] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46); et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48).

[1648] AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).

[1649] AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2); Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46); et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48).

[1650] Costa Rica, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 2.107.

[1651] Panama, réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphe 140 (faisant référence à la Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46); et à la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48)). Le Panama indique également qu'il a accordé des prorogations aux établissements de la Nouvelle-Zélande jusqu'en juin ou décembre 2023. Il précise toutefois que les produits de la Nouvelle-Zélande qui ont été importés à partir de juin 2020 sont des produits laitiers distincts de ceux qu'il importe du Costa Rica. (Panama, réponse à la question n° 35 du Groupe spécial, paragraphes 115 et 117)

7.762. Le Groupe spécial fait observer que, dans le dossier, il est indiqué que le Panama a accordé les prorogations aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande pendant la dernière semaine de juillet 2020 (le 27 et le 30 juillet 2020, respectivement), pour 90 jours et 6 mois, respectivement.[1652]

7.763. En revanche, le Panama n'a pas accordé les prorogations des homologations sanitaires à 16 établissements costariciens qui avaient demandé par écrit leur renouvellement ou leur prorogation, et dont les homologations sanitaires arrivaient à expiration le 30 juin 2020.[1653] Le Panama a prorogé les homologations sanitaires de ces établissements pour la dernière fois le 26 décembre 2019, pour une période de six mois qui est arrivée à expiration le 30 juin 2020.[1654]

7.764. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que lui-même, d'un côté, et le Pérou et la Nouvelle-Zélande, de l'autre, se trouvaient dans des conditions similaires en ce qui concerne le fait que, après que ces pays ont présenté leurs demandes de renouvellement ou de prorogation respectives, aux alentours de la même date, leurs établissements étaient dans l'attente d'une décision finale de l'AUPSA à ce sujet.[1655]

Conclusion sur la question de savoir si des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres en question

7.765. Le Groupe spécial conclut que, pour les motifs exposés plus haut, le Costa Rica a démontré que des conditions similaires existaient sur le territoire des Membres en question, à savoir le Costa Rica, le Pérou et la Nouvelle-Zélande, en ce qui concerne la procédure de renouvellement des homologations sanitaires de leurs établissements.

7.766. Le Groupe spécial procède ci-après à l'examen du point de savoir si la Mesure 2 accorde un traitement discriminatoire aux 16 établissements costariciens par rapport à celui qui est accordé aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.

Question de savoir si la Mesure 2 établit une discrimination à l'égard des établissements du Costa Rica par rapport aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande

7.767. Le Costa Rica considère que le traitement discriminatoire du Panama à l'égard des établissements costariciens se manifeste par deux faits:

a. l'octroi de la part du Panama de la prorogation des homologations sanitaires aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande après leur expiration[1656], mais pas aux établissements du Costa Rica; et

b. le fait que le Panama a permis que le processus de renouvellement des homologations sanitaires des établissement du Pérou et de la Nouvelle-Zélande commence par un examen documentaire, l'audit sur place des établissements étant reporté à une date ultérieure, alors qu'il n'a pas permis la même chose aux établissements costariciens, bien qu'ils soient dans des conditions similaires.[1657]

[1652] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46); et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48).

[1653] Voir AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217). Le Groupe spécial rappelle que pour cette date, le Panama avait uniquement prorogé les homologations sanitaires des établissements Biomar et Central Veterinaria. (Voir plus haut le paragraphe 7.503.)

[1654] AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).

[1655] Le Groupe spécial rappelle que le dossier n'indique pas le nombre d'établissements néozélandais affectés par la décision de l'AUPSA ni la date d'expiration de leurs homologations sanitaires, au-delà du 20 janvier 2021, selon les dispositions de l'article 1er de la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48). Toutefois, le Panama indique que ces établissements ont obtenu des prorogations additionnelles jusqu'en juin ou décembre 2023. (Panama, réponse à la question n° 35 du Groupe spécial, paragraphe 115)

[1656] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), cinquième considérant; et Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), cinquième considérant.

[1657] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), septième considérant; et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), septième considérant. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 624 et 628. Voir aussi *ibid*., paragraphe 627.

7.768. Le Panama soutient qu'il n'y avait pas de discrimination, puisque l'AUPSA "a prolongé les homologations [sanitaires] pour les établissements costariciens pour des périodes transitoires allant de 60 jours à 6 mois" le 15 octobre 2019 et le 26 décembre 2019.[1658] Selon lui, lorsqu'il a prorogé les homologations sanitaires des établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, il leur a donné la "même possibilité" que celle dont avaient bénéficié les établissements costariciens à la fin de 2019.[1659] Le Panama souligne que la prorogation la plus longue qu'il a accordée, qui a duré six mois, a été accordée aux établissements costariciens.[1660] Dans le cas de la Nouvelle-Zélande, il allègue que la prorogation octroyée était du même type que celle que tous les établissements costariciens de traitement des produits laitiers et carnés avaient obtenue en octobre et décembre 2019.[1661] Le Panama ajoute que: a) les prorogations accordées à tous les établissements l'ont été sous réserve du respect de certaines conditions de la part des importateurs; b) dans tous les cas, il a été établi que l'AUPSA déterminerait un calendrier pour les audits sur place avant l'expiration de la prorogation; et c) toutes les prorogations avaient le même fondement juridique, à savoir le Décret-loi n° 11 de 2006 et les résolutions accordant l'admissibilité sanitaire au pays concerné.[1662]

7.769. Le Groupe spécial rappelle qu'un aspect central de l'analyse du point de savoir s'il existe une discrimination consiste à déterminer si la mesure en cause modifie les conditions de concurrence au détriment des produits originaires des territoires de Membres autres que le Membre qui impose la mesure.[1663]

7.770. Dans le présent différend, la prorogation accordée par le Panama des homologations sanitaires des établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande a eu pour résultat que ces établissements ont pu exporter leurs produits au Panama après l'expiration de leurs homologations sanitaires, qui a eu lieu entre octobre 2019 et juin 2020.[1664] Au contraire, les 16 établissements costariciens affectés par l'absence de renouvellement ou de prorogation de leurs homologations sanitaires n'ont pas pu exporter leurs produits au Panama depuis l'expiration de ces homologations le 30 juin 2020.[1665]

7.771. Le Panama fait valoir qu'il n'y a pas eu de traitement discriminatoire parce que les établissements costariciens ont bénéficié de deux prorogations de leurs homologations, qui ont été accordées en octobre et décembre 2019. De l'avis du Panama, l'obtention de ces deux prorogations par les établissements costariciens signifie que ces établissements ont reçu le même traitement que les établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.[1666] Pour le Costa Rica, le fait que le Panama a octroyé ces prorogations en 2019 n'élimine pas la discrimination que suppose le fait que, en juillet 2020, le Panama n'a pas prorogé les homologations sanitaires des établissements du Costa Rica, contrairement à ce qui est le cas pour les établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande. Le Costa Rica affirme qu'il n'est pas possible d'équilibrer un traitement discriminatoire avec d'autres cas d'absence de discrimination voire d'octroi d'un traitement plus favorable, tel qu'établi au titre de l'article III:2 du GATT de 1994.[1667]

7.772. Le Groupe spécial souligne, en premier lieu, que la discrimination que le Costa Rica conteste au titre de l'article 2:3 ne se rapporte pas aux prorogations des homologations sanitaires qui ont eu lieu en décembre 2019, mais à la décision du Panama de ne pas proroger les homologations sanitaires des 16 établissements costariciens à leur expiration en juin 2020. Il rappelle que, lorsqu'il a examiné les conditions pertinentes, il s'est concentré sur la période comprise entre l'expiration des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens en juin 2020 et le rejet de la demande

[1658] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 90.
[1659] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 91.
[1660] Panama, réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphe 141.
[1661] Panama, première communication écrite, paragraphe 147.
[1662] Panama, réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphes 142 à 144.
[1663] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.573.
[1664] Les homologations sanitaires des établissements du Pérou sont arrivées à expiration le 30 juin 2020. Selon le Panama, la date d'expiration des homologations sanitaires des établissements néozélandais est le 31 octobre 2019. Voir la Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), quatrième considérant; et Panama, réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphe 140.
[1665] Voir plus haut le paragraphe 7.505.
[1666] Voir, par exemple, Panama, réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphe 140.
[1667] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 112 (citant le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.260, qui cite les rapports des Groupes spéciaux du GATT *États-Unis – Tabac*, paragraphe 98; et *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière*, paragraphe 5.14; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.14); et le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 32).

de prorogation ou de renouvellement de ces homologations, en juillet 2020. En conséquence, il situe également son analyse au cours de cette période lorsqu'il évalue la situation des établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande qui, à la fin de juillet 2020, ont vu leurs homologations prolongées de 90 jours[1668] et jusqu'au 30 janvier 2021[1669], respectivement.

7.773. Le Groupe spécial rappelle, en second lieu, que bien que ces renseignements aient été demandés au Panama[1670], il n'est pas indiqué dans le dossier si les établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande ont bénéficié d'une quelconque prorogation avant celle de juillet 2020, comme ce fut le cas pour les établissements costariciens en 2019. Toutefois, il ne considère pas que cette question soit déterminante parce que, comme l'indique le Costa Rica, le fait d'équilibrer un traitement moins favorable avec un traitement plus favorable n'annule pas le caractère discriminatoire d'une situation.[1671]

7.774. Dans le tableau suivant, le Groupe spécial compile les similitudes entre les conditions des Membres examinés et de leurs établissements ainsi que les différences dans le traitement que le Panama a accordé à chacun d'entre eux.

Tableau 12 – Similitudes entre le Costa Rica, la Nouvelle-Zélande et le Pérou et leurs établissements et différences dans le traitement accordé par le Panama

	Costa Rica	Nouvelle-Zélande	Pérou
Produits	Produits d'origine animale destinés à la consommation humaine: - Produits d'origine porcine (crus, réfrigérés ou congelés, devant être cuits) - Produits carnés d'origine porcine - Produits carnés d'origine bovine - Produits laitiers d'origine bovine - Produits carnés (charcuterie) d'origine bovine, porcine et avicole (soumis à un procédé d'inactivation des agents infectieux importants)[1672]	Produits d'origine animale destinés à la consommation humaine: Produits laitiers et dérivés destinés à la consommation humaine[1673]	Produits d'origine animale destinés à la consommation humaine: Produits hydrobiologiques et produits de la pêche destinés à la consommation humaine[1674]

[1668] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46).
[1669] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48).
[1670] Voir la question n° 161 e) posée par le Groupe spécial au Panama.
[1671] À cet égard, il convient de rappeler que, au titre de l'article III:2 du GATT de 1994, il a été interprété que cette disposition "n'autoris[ait] pas les Membres à équilibrer un traitement fiscal plus favorable accordé aux produits importés dans certains cas par un traitement fiscal moins favorable des produits importés dans d'autres cas". (Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.260 (citant les rapports des Groupes spéciaux du GATT, *États-Unis – Tabac*, paragraphe 98; et *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière*, paragraphe 5.14; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.14); et le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 32) Le Groupe spécial considère que cette logique est également applicable dans le cadre de l'article 2:3, puisque les deux dispositions établissent des obligations de non-discrimination.
[1672] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, annexe, page 10; et première communication écrite, paragraphe 41 et annexe.
[1673] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48). Voir Panama, réponse à la question n° 159 du Groupe spécial, paragraphe 158 (dans laquelle le Panama a clarifié que la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48) s'appliquait au lait en poudre et au babeurre (matière première); aux fromages transformés et affinés, et au yaourt, confirmant ainsi les produits pour lesquels la Nouvelle-Zélande disposait d'une admissibilité sanitaire).
[1674] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46).

	Costa Rica	Nouvelle-Zélande	Pérou
Date d'expiration des homologations sanitaires des établissements	30 juin 2020[1675]	Non indiquée dans le dossier[1676]	30 juin 2020[1677]
Date de la demande de renouvellement	Entre le 13 janvier 2017 et le 4 décembre 2018[1678]	Non indiquée dans le dossier	Non indiquée dans le dossier
Durée de la prorogation	La prorogation a été refusée[1679]	Six mois (jusqu'au 31 janvier 2021)[1680]	90 jours (jusqu'au 27 octobre 2020)[1681]
Nécessité d'un audit et d'une évaluation du système sanitaire	L'AUPSA a indiqué au SENASA que, compte tenu des circonstances de la pandémie de COVID-19, les établissements du Costa Rica pourraient "faire l'objet d'une nouvelle procédure en vue de leur homologation une fois que [ses] autorités [seraient] en mesure et [conviendraient] d'engager les démarches pour l'évaluation et la reconnaissance du système sanitaire costaricien ainsi que les inspections et les audits à l'origine de ces établissements".[1682]	Il est indiqué que l'AUPSA établira le calendrier pour la réalisation de l'audit au sein de chaque établissement avant l'expiration de la prorogation.[1683] Il est demandé à l'autorité sanitaire de la Nouvelle-Zélande qu'elle certifie "sur la base de documents, la situation sanitaire du pays et des établissements de traitement des produits laitiers".[1684]	Il est indiqué que l'AUPSA établira le calendrier pour la réalisation de l'audit au sein de chaque établissement avant l'expiration de la prorogation.[1685] Il est demandé à l'autorité sanitaire du Pérou qu'elle certifie "sur la base de documents, la situation sanitaire du pays et des usines de traitement des produits hydrobiologiques et des produits de la pêche".[1686]

[1675] Note officielle n° SENASA-DG-721-2020 (pièce CRI-43); et AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217). Cette date concerne 16 des 18 établissements visés par la Mesure 2, à l'exception de Biomar et Central Veterinaria.

[1676] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48) (indiquant qu'il a été "décidé d'accorder une prolongation pour une période de 6 mois aux établissements de traitement des produits laitiers de Nouvelle-Zélande, dont l'habilitation a atteint sa date d'expiration").

[1677] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46).

[1678] Les homologations sanitaires des établissements costariciens en question sont initialement arrivées à expiration entre janvier 2017 et juin 2020. Par conséquent, l'AUPSA a demandé le renouvellement de ces homologations au cours de cette période. En décembre 2019, le Panama a accordé une prorogation aux 16 établissements costariciens en question, qui arrivait à expiration le 30 juin 2020. (Voir AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).) Le 12 juin 2020, le Costa Rica a réitéré pour la dernière fois ses demandes de renouvellement des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens avant leur expiration. (Note officielle n° SENASA-DG-0721-2020 (pièce CRI-43)) Après cette date, le Costa Rica a réitéré ses demandes de renouvellement le 3 juillet 2020 (Note officielle n° SENASA-DG-805-2020 (pièce CRI-235)), le 11 août 2020 (Note officielle n° SENASA-DG-946-2020 (pièce CRI-50)), et le 24 novembre 2020 (Note officielle n° SENASA-DG-1420-2020 (pièce CRI-42)).

[1679] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

[1680] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), article 1er.

[1681] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), article 1er.

[1682] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

[1683] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), article 4. Voir aussi le septième considérant, qui indique qu'après la certification documentaire, "il appartient aux autorités sanitaires de la Nouvelle-Zélande de prendre des dispositions pour que, de manière coordonnée, l'audit des établissements soit effectué ultérieurement".

[1684] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), cinquième considérant.

[1685] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), article 4. Voir aussi le septième considérant, qui indique qu'après la certification documentaire, "il appartient au Service national de l'hygiène des produits de la pêche (SANIPES) de prendre des dispositions pour que, de manière coordonnée avec les autorités sanitaires, l'audit des usines de traitement des produits hydrobiologiques et des produits de la pêche soit effectué ultérieurement".

[1686] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), cinquième considérant.

	Costa Rica	Nouvelle-Zélande	Pérou
Acceptation de l'évaluation documentaire	Non. L'AUPSA affirme qu'une "évaluation uniquement documentaire ne satisfait pas aux prescriptions de la législation sanitaire du Panama […], ni ne garantit leur respect".[1687]	Oui. L'AUPSA proroge l'homologation sanitaire de certains établissements de la Nouvelle-Zélande et accepte que les éléments suivants soient confirmés sur la base de documents: - le statut sanitaire du pays; et - le fait que ces établissements respectent dans des proportions substantielles les prescriptions spécifiques du marché qui ont été convenues pour exporter au Panama.[1688]	Oui. L'AUPSA proroge l'homologation sanitaire de certains établissements du Pérou et accepte que les éléments suivants soient confirmés sur la base de documents: - le statut sanitaire du pays; et - le fait que ces établissements respectent dans des proportions substantielles les prescriptions spécifiques du marché qui ont été convenues pour exporter au Panama.[1689]

7.775. De l'avis du Groupe spécial, les éléments de preuve versés au dossier résumés dans le tableau figurant ci-dessus étayent les deux cas de discrimination identifiés par le Costa Rica en ce qui concerne le traitement que le Panama a accordé aux 16 établissements costariciens produisant des aliments destinés à la consommation humaine, à savoir les deux cas suivants:

a. en juillet 2020, le Panama a prorogé les homologations sanitaires des établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, pour une durée comprise entre 90 jours et 6 mois, alors qu'il ne l'a pas fait pour les établissements du Costa Rica, en juillet 2020, lorsque l'homologation sanitaire des 16 établissements costariciens est arrivée à expiration, bien que ceux-ci se trouvent dans des conditions similaires; et

b. le Panama a accordé ces prorogations en premier lieu sur la base d'une évaluation documentaire, qui serait suivie par un audit sur place à une date ultérieure et a permis aux autorités péruviennes et néozélandaises de certifier, sur la base de documents, le statut sanitaire du pays.[1690] Au contraire, le Panama a rejeté la demande du Costa Rica visant la prorogation de ses homologations sanitaires suivant cette même procédure et a exigé que, dans le cadre de la procédure d'homologation sanitaire de ses établissements, une évaluation du système sanitaire costaricien soit effectuée sans qu'il soit ménagé aux autorités costariciennes la possibilité de certifier, sur la base de documents, le statut sanitaire du pays.[1691]

7.776. Il résulte de ce qui précède que le Panama autorise l'importation de produits en provenance des établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, mais pas de ceux du Costa Rica. Cette différence de traitement constitue un traitement discriminatoire, aux fins de l'article 2:3 de l'Accord SPS, dans la mesure où le Panama a autorisé l'importation des produits du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, alors qu'il n'a pas fait la même chose pour les produits du Costa Rica, lorsqu'il n'a pas prorogé les homologations sanitaires des 16 établissements costariciens.[1692] Dans ce cas, la

[1687] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).
[1688] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), sixième considérant.
[1689] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), sixième considérant.
[1690] Le Groupe spécial fait observer que, dans les résolutions concernant les établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, l'AUPSA fait référence à la certification de la "situation sanitaire" du pays. Cette expression n'est pas définie dans le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, raison pour laquelle le Groupe spécial comprend que les références à la "situation sanitaire" renvoient au "statut sanitaire" qui est défini dans ce Manuel comme étant "le statut d'un pays, d'une région, d'une zone, d'un lieu ou d'un site en ce qui concerne une maladie". (AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 4)
[1691] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).
[1692] Des groupes spéciaux antérieurs ont conclu que des situations similaires constituaient un traitement discriminatoire. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.585. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 163; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.285. Ces deux derniers rapports ont examiné le concept de discrimination dans le contexte de l'article 5:5 qui, comme il est indiqué plus haut, développe l'article 2:3.

distinction dans le traitement accordé découle de la manière dont le Panama a traité les demandes de prorogation de ces homologations sanitaires.

Conclusion sur la question de savoir si la Mesure 2 établit une discrimination à l'égard des établissements costariciens par rapport aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande

7.777. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que le Panama a accordé un traitement discriminatoire au détriment des établissements du Costa Rica par rapport aux établissements du Pérou entre juillet 2020 et octobre 2020 et par rapport à ceux de la Nouvelle-Zélande entre juillet 2020 et janvier 2021.

7.778. Ayant constaté qu'il existe une discrimination au détriment des établissements costariciens, le Groupe spécial procèdera à l'examen de la question de savoir si cette discrimination est arbitraire ou injustifiable au sens de la première phrase de l'article 2:3.

Question de savoir si la Mesure 2 établit une discrimination arbitraire ou injustifiable

7.779. Le Costa Rica soutient que, si l'objectif de la Mesure 2 est de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires, il n'y a pas de raison ni de fondement pour refuser au Costa Rica une prorogation et l'examen documentaire permis au Pérou et à la Nouvelle-Zélande.[1693] Il ajoute que le Panama a invoqué la pandémie de COVID-19 comme motif pour justifier tant l'octroi de la prorogation aux établissements péruviens que le non-renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens.[1694]

7.780. Le Panama soutient que, puisqu'elle constitue une procédure d'homologation, la Mesure 2 n'est pas couverte par l'article 2:3.[1695] En conséquence, il n'a pas développé d'arguments sur le point de savoir si la Mesure 2 établit une discrimination arbitraire ou injustifiable. Toutefois, aux fins de justifier la différence de traitement, le Panama a soutenu tout d'abord que la prorogation des homologations sanitaires des établissements du Pérou sans que des audits sur place soient effectués était due au fait que ces établissements ont été agréés pour l'exportation de viande non destinée à la consommation humaine (aliments pour animaux de compagnie et aliments pour animaux aquatiques).[1696] Le Panama a précisé ultérieurement que ces établissements produisaient des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine et a indiqué que cela ne devrait pas modifier l'analyse du Groupe spécial.[1697]

7.781. Le Groupe spécial fait observer que l'AUPSA a expliqué au SENASA qu'elle ne pouvait pas répondre à sa demande de prorogation de ses homologations sanitaires sur la base d'un examen documentaire qui serait suivi d'un audit sur place ultérieur, pour les raisons suivantes: a) l'évaluation uniquement documentaire ne satisfaisait pas à la réglementation sanitaire panaméenne ni ne garantissait son respect de la part des établissements costariciens; et b) les usines et le système sanitaire costaricien n'avaient pas fait l'objet d'une évaluation exhaustive par les autorités panaméennes depuis 2014.[1698] En outre, dans sa première communication écrite, le Panama a affirmé que "les circonstances […] de [la] COVID-19 requéraient une certitude encore plus grande en ce qui concerne le respect des prescriptions sanitaires du Panama" et, en conséquence, les établissements costariciens pourraient faire l'objet de procédures d'homologation une fois que les autorités panaméennes seraient en mesure d'effectuer une évaluation du système zoosanitaire du Costa Rica, ainsi que l'audit physique des usines.[1699]

7.782. Le Groupe spécial rappelle que l'analyse de la question de savoir si la discrimination est arbitraire ou injustifiables requiert d'examiner "la cause de la discrimination, ou la raison d'être

[1693] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 640 et 643.
[1694] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 641 et 642. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 629 à 632 (citant la Note n° AUPSA-AG-0229-2020 (pièce CRI-45); et AUPSA, Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46)).
[1695] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 244. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 18; et réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 150.
[1696] Panama, première communication écrite, paragraphe 147.
[1697] Panama, réponse à la question n° 46 du Groupe spécial, paragraphes 141 et 142.
[1698] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).
[1699] Panama, première communication écrite, paragraphe 106.

avancée pour expliquer son existence"[1700], compte tenu à la fois des dispositions relatives à l'application de la mesure et de leur application effective. L'analyse du Groupe spécial sera centrée, par conséquent, sur la détermination du point de savoir si la discrimination découlant de la Mesure 2 a un "lien rationnel avec" son objectif de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux face aux risques associés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la zoonose.[1701]

7.783. Le Groupe spécial procède à l'examen du point de savoir si l'une des raisons invoquées par le Panama pour justifier son refus de proroger les homologations sanitaires des établissements du Costa Rica sur la base d'une évaluation documentaire initiale, suivie d'un audit sur place, a un lien rationnel avec l'objectif de la Mesure 2 et le risque traité par cette mesure.

Justification selon laquelle une évaluation documentaire ne satisfait pas à la réglementation sanitaire panaméenne ni ne garantit son respect

7.784. La première raison que le Panama invoque a trait au respect de sa réglementation sanitaire. Dans sa communication du 10 juillet 2020, dans laquelle il a rejeté la demande du Costa Rica visant la prorogation des homologations sanitaires sur la base d'une évaluation documentaire des 16 établissements costariciens, le Panama a affirmé ce qui suit: "[u]ne évaluation uniquement documentaire ne satisfait pas aux prescriptions de la législation sanitaire du Panama qui sont applicables à ces établissements, ni ne garantit leur respect".[1702] Toutefois, il n'a pas expliqué pourquoi il considère qu'"un examen purement documentaire ne permettrait pas d'obtenir son niveau de protection sanitaire".[1703]

7.785. À cet égard, le Groupe spécial fait observer que le Costa Rica n'a pas demandé d'évaluation "uniquement documentaire", comme l'indique le Panama dans sa communication au Costa Rica du 10 juillet 2020. Le Costa Rica a demandé que ses établissements soient évalués et homologués sur une base documentaire, en attendant que les audits sur place soient effectués à un autre moment.[1704] C'est ce même type d'évaluation que le Panama a appliqué pour les prolongations accordées aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.[1705]

7.786. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas expliqué de manière convaincante pourquoi il lui était possible d'accepter les importations du Pérou et de la Nouvelle-Zélande sur la base d'une évaluation documentaire et pas les importations du Costa Rica, compte tenu de l'objectif de la Mesure 2. En conclusion, il considère qu'il n'existe pas de lien rationnel entre, d'un côté, le traitement différencié accordé aux établissements du Costa Rica par rapport à ceux du Pérou et de la Nouvelle-Zélande et, de l'autre, la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux face aux risques associés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la zoonose.

Justification relative à l'absence d'évaluation exhaustive des usines et du système sanitaire costaricien depuis 2014

7.787. La deuxième raison que le Panama avance pour refuser de procéder à l'évaluation documentaire des établissements costariciens est que, comme l'AUPSA et le SENASA l'ont indiqué, les "usines et le système sanitaire costaricien n'[avaient] pas fait l'objet d'une évaluation exhaustive […] depuis l'année 2014".[1706] Dans les communications qu'il a présentées devant le Groupe spécial, le Panama explique que l'"évaluation exhaustive" de 2014 à laquelle il fait allusion dans sa

[1700] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.574 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 226).

[1701] Cette approche a été adoptée dans le contexte de l'Accord SPS par les groupes spéciaux chargés de divers différends. (Voir les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.1321 et 7.1323; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.429; et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.574.)

[1702] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

[1703] Panama, première communication écrite, paragraphe 145 (citant la Note officielle n° DM-COR-CAE-0349-2020 (pièce CRI-34); la Note officielle n° SENASA-DG-0721-2020 (pièce CRI-43); la Note n° AUPSA-AG-0229-2020 (pièce CRI-45); et la Note officielle n° SENASA-DG-946-2020 (pièce CRI-50)).

[1704] Note officielle n° SENASA-DG-721-2020 (pièce CRI-43).

[1705] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), cinquième, sixième et septième considérants et article 4; et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), cinquième, sixième et septième considérants et article 4.

[1706] Note n° AUPSA-AG-0229-2020 (pièce CRI-45).

communication au Costa Rica du 10 juillet 2020 fait référence aux procédures d'homologation des établissements que l'AUPSA a menées à bien entre 2011 et 2014 en ce qui concerne 13 des 16 établissements costariciens affectés par la Mesure 2.[1707]

7.788. Le Groupe spécial souligne les points suivants concernant les éléments de preuve relatifs à cette question:

a. Les évaluations exhaustives de 2014 auxquelles fait référence le Panama sont les procédures d'homologation de 13 établissements conformément aux dispositions de la section VII du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*. Comme il a été mentionné plus haut, ces procédures comprennent les étapes suivantes: i) la demande de la partie intéressée; ii) l'analyse documentaire de l'évaluation sanitaire; iii) l'audit à l'origine ou sur place (le cas échéant); iv) l'évaluation par la CTI; v) l'émission d'une résolution portant approbation ou refus du renouvellement et; en cas d'approbation du renouvellement, vi) la publication de la résolution d'approbation; et vii) l'inscription de l'établissement sur la page Web de l'AUPSA.[1708] C'est ce qui est indiqué dans les résolutions portant homologation des 13 établissements et qui est confirmé par le Panama lui-même.[1709]

b. Les cinq établissements costariciens affectés par la Mesure 2 qui ne figurent pas sur la liste des établissements ayant fait l'objet d'une évaluation exhaustive en 2014 présentée par le Panama sont Dos Pinos (n° 46B), El Ángel, Nutrilac, Sigma Alimentos (n° 45 et n° 47):

   i. Les homologations de Dos Pinos (n° 46B) et Nutrilac se sont également produites en 2014, au moyen d'une procédure d'homologation pratiquement identique aux procédures concernant les 13 établissements identifiés par le Panama.[1710] Il ressort de ce qui précède que ces établissements ont également fait l'objet d'une évaluation exhaustive en 2014, au sens indiqué par le Panama.

   ii. Les homologations de El Ángel et des 2 établissements de Sigma Alimentos ont eu lieu en 2016 au moyen de procédures d'homologation pratiquement identiques aux procédures concernant les 13 établissements identifiés par le Panama.[1711] Il semble ressortir de ce qui précède que ces établissements ont également fait l'objet d'une évaluation exhaustive en 2016, au sens indiqué par le Panama.

[1707] Panama, réponse à la question n° 40 du Groupe spécial, paragraphes 125 à 127.

[1708] AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), sections VI et VII, paragraphes 7 à 15. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 40 du Groupe spécial, paragraphe 126.

[1709] Voir AUPSA, Résolution n° 43 (2014) (pièce CRI-206); AUPSA, Résolution n° 10 (2014) (pièce CRI-215); AUPSA, Résolution n° 48 (2014) (pièce CRI-219); AUPSA, Résolution n° 16 (2014) (pièce CRI-225); AUPSA, Résolution n° 11 (2014) (pièce CRI-228); AUPSA, Résolution n° 12 (2014) (pièce CRI-231); AUPSA, Résolution n° 028-2014 (pièce CRI-234); AUPSA, Résolution n° 030-2014 (pièce CRI-237); AUPSA, Résolution n° 14 (2014) (pièce CRI-241); AUPSA, Résolution n° 15 (2014) (pièce CRI-244); AUPSA, Résolution n° 46 (2014) (pièce CRI-250); AUPSA, Résolution n° 45 (2014) (pièce CRI-253); AUPSA, Résolution n° 44 (2014) (pièce CRI-256); et Panama, réponse à la question n° 40 du Groupe spécial, paragraphes 125 à 127. Il existe des différences dans le langage utilisé par les autorités panaméennes pour trois établissements exportant de la viande bovine vers le Panama: Coopemontecillo n° 8, CIISA-El Arreo et GICO. La principale différence réside dans le fait que les résolutions font référence à la Résolution n° AUPSA-DINAN-92-2007 sur l'admissibilité sanitaire en tant que pays et à une Résolution du Conseil scientifique et technique de la sécurité des aliments de l'AUPSA qui concerne l'ESB. Dans ces résolutions, la CTI approuve l'"admissibilité sanitaire de l'usine", au lieu d'homologuer l'établissement ou d'approuver le renouvellement pour l'usine, comme dans le cas du reste des établissements. (Voir AUPSA, Résolution n° 16 (2014) (pièce CRI-225); AUPSA, Résolution n° 14 (2014) (pièce CRI-241); et AUPSA, Résolution n° 15 (2014) (pièce CRI-244).)

[1710] Voir AUPSA, Résolution n° 029-2014 (pièce CRI-236); et AUPSA, Résolution n° 039-2014 (pièce CRI-247).

[1711] Voir AUPSA, Résolution n° 10-CTI-16 (pièce CRI-238); AUPSA, Résolution n° 008-CTI-16 (pièce CRI-259); et AUPSA, Résolution n° 007-CTI-16 (pièce CRI-262)).

c. Conformément à ce qui précède, le Panama soutient que les établissements costariciens ont été soumis à une évaluation de nature similaire en 2014 ou 2015.[1712]

7.789. Les éléments de preuve susmentionnés indiquent que l'évaluation exhaustive de 2014 à laquelle le Panama se réfère a consisté à mener les procédures habituelles d'homologation des établissements prévues dans le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, et que ces mêmes procédures ont été appliquées à tous les établissements affectés par la Mesure 2 entre 2014 et 2016, et pas seulement aux 13 établissements identifiés par le Panama.

7.790. En outre, le non-renouvellement des homologations sanitaires des établissements costariciens après leur expiration le 30 juin 2020 affecte aussi bien les établissements qui ont fait l'objet de l'évaluation exhaustive de 2014 que d'autres établissements pour qui, selon le Panama, cela n'a pas été le cas (par exemple, El Ángel ou Nutrilac).

7.791. Le dossier n'indique pas si les établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande ont été soumis à une "évaluation exhaustive" selon le sens donné par le Panama et, dans l'affirmative, à quelle date. Cependant, en réponse à une question du Groupe spécial, le Panama indique que la portée de l'évaluation des établissements de ces deux pays a été la même que celle de l'évaluation des établissements costariciens effectuée par l'AUPSA.[1713] Le Groupe spécial comprend que les évaluations qui ont conduit à l'octroi des homologations sanitaires des établissements de ces trois Membres sont contemporaines, étant donné que ces homologations sanitaires sont arrivées à expiration à peu près à la même date (entre octobre 2019 et juin 2020). Le fait que l'évaluation exhaustive de 2014 à laquelle se réfère le Panama consiste à mener la procédure habituelle d'homologation des établissement prévue dans le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, et la confirmation par le Panama que cela a été le cas, montrent que les établissements péruviens et néozélandais ont fait l'objet d'une évaluation tout aussi exhaustive lorsqu'ils ont obtenu leurs homologations.

7.792. Étant donné que les établissements du Costa Rica, du Pérou et de la Nouvelle-Zélande ont fait l'objet de la même évaluation exhaustive à peu près à la même époque, le Groupe spécial considère que l'argument du Panama ne justifierait pas non plus la différence de traitement au détriment des établissements du Costa Rica. De l'avis du Groupe spécial, cette différence de traitement ne reflète pas un lien rationnel avec la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux face aux risques associés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la zoonose.

Justification relative à la pandémie de COVID-19

7.793. Enfin, le Panama invoque la pandémie de COVID-19 pour subordonner la réalisation des procédures d'homologation à l'évaluation des systèmes zoosanitaires du Costa Rica et à l'audit physique de ses usines.[1714] À cet égard, il a affirmé que "les circonstances […] de [la] COVID-19 requéraient une certitude encore plus grande en ce qui concerne le respect des prescriptions sanitaires du Panama".[1715] Il soutient que cette explication a été donnée dans le contexte de la communication de l'AUPSA du 10 juillet 2020, qui répondait à une demande présentée par le SENASA visant la prorogation des homologations sanitaires des établissements costariciens. Selon le Panama, son refus d'octroyer une prorogation sur la base d'une évaluation documentaire sans audit sur place se limitait à faire respecter la réglementation panaméenne avec un niveau cohérent de protection sanitaire. Pour lui, la pandémie de COVID-19 n'était pas une raison pour que les pays importateurs cessent d'appliquer leurs mesures SPS ou réduisent leur niveau de protection sanitaire. Le Panama ajoute qu'il a traité de manière équitable des demandes similaires du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, en exigeant que les audits sur place soient programmés une fois "[les] formalités documentaires achevées".[1716]

7.794. Malgré ce qui a été affirmé par le Panama, le Groupe spécial fait observer que, dans le cas de la prorogation accordée aux établissements péruviens, l'AUPSA a pris en compte la situation

[1712] Panama, réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphe 138.
[1713] Panama, réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphe 146.
[1714] Panama, première communication écrite, paragraphe 106.
[1715] Panama, première communication écrite, paragraphe 106.
[1716] Panama, réponse à la question n° 151 du Groupe spécial, paragraphes 147 et 148.

sanitaire internationale découlant de la pandémie de COVID-19[1717] précisément pour octroyer les prorogations à ces établissements au moyen de formalités documentaires (qui seraient suivies d'un audit sur place à une date ultérieure). La résolution accordant la prorogation aux établissements de la Nouvelle-Zélande ne fait pas expressément référence à la pandémie de COVID-19, mais il ressort de son texte que la pandémie n'a pas fait obstacle au traitement et à l'approbation de cette prorogation.

7.795. En conséquence, étant donné que le Panama a pris en compte la pandémie de COVID-19 aussi bien pour accorder des prorogations fondées sur une évaluation documentaire que pour refuser ce même type de prorogations, le Groupe spécial considère que la pandémie de COVID-19 ne justifie pas la différence de traitement au détriment des établissements du Costa Rica. Ainsi, le Groupe spécial considère que cette différence de traitement ne reflète pas un lien rationnel avec la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux face aux risques associés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la zoonose.

Conclusion sur la question de savoir si la Mesure 2 établit une discrimination arbitraire ou injustifiable

7.796. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut qu'il n'existe aucun fondement ni aucune cause qui lie de manière rationnelle les objectifs de la Mesure 2 au traitement discriminatoire accordé aux établissements du Costa Rica, par rapport au traitement accordé aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.

Conclusion concernant l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.797. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 2 est incompatible avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS, parce qu'elle établit une discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard de 16 établissements du Costa Rica par rapport aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.

7.798. Le Groupe spécial constate aussi que, faute d'argumentation, le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 2 est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

7.4.2.4.3 Allégations au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS

7.4.2.4.3.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.799. Le Costa Rica allègue que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 5:5 de l'Accord SPS en appliquant des niveaux appropriés de protection distincts dans des situations différentes mais comparables, puisque ces distinctions sont arbitraires et injustifiables[1718] et entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.[1719]

Panama

7.800. Le Panama soutient que la Mesure 2 n'est pas couverte par les disciplines de l'article 5:5 de l'Accord SPS car elle constitue des "procédures d'homologation" qui relèvent exclusivement de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord SPS.[1720]

7.4.2.4.3.2 Évaluation du Groupe spécial

7.801. La partie pertinente de l'article 5:5 établit ce qui suit:

[1717] AUPSA, Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), quatrième considérant.
[1718] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7; et première communication écrite, paragraphe 668.
[1719] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 663.
[1720] Panama, première communication écrite, paragraphe 18.

> En vue d'assurer la cohérence dans l'application du concept du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes, pour celles des animaux ou pour la préservation des végétaux, chaque Membre évitera de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

7.802. Comme il a été expliqué précédemment[1721], cette disposition concrétise les obligations de non-discrimination prévues à l'article 2:3.[1722]

7.803. Le Groupe spécial rappelle que le Costa Rica considère que celui-ci pourrait appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS après avoir constaté que la Mesure 2 était incompatible avec l'article 2:3 de l'Accord SPS.[1723] Le Panama ne fait objection à cette appréciation du Costa Rica.[1724]

7.804. Le Groupe spécial considère que ses constatations au titre de la première phrase de l'article 2:3 sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante.[1725] Bien qu'il n'ait pas formulé de constatations au titre de la deuxième phrase de l'article 2:3 et qu'il n'ait, par conséquent, pas formulé de conclusion sur le point de savoir si la Mesure 2 était une restriction déguisée au commerce, le Groupe spécial considère qu'une constatation additionnelle sur cette question n'affecterait pas la manière dont le Panama devrait ajuster la Mesure 2 pour se conformer aux constatations relatives à l'article 2:3 de l'Accord SPS et n'affecterait donc pas les recommandations de l'ORD à cet égard. En conséquence, le Groupe spécial décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS au sujet de la Mesure 2.

7.4.2.5 Allégations au titre des articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS

7.4.2.5.1 Principaux arguments des parties

7.4.2.5.1.1 Costa Rica

7.805. Le Costa Rica allègue que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama. Il estime qu'il existe une mesure de rechange raisonnablement applicable pour le Panama, qui lui permet d'obtenir son niveau approprié de protection et qui est sensiblement moins restrictive pour le commerce. Il allègue en outre que, en conséquence, la Mesure 2 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS puisqu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire.[1726]

7.806. Le Costa Rica fait valoir que le Panama aurait pu effectuer, en tant que mesure de rechange pour la Mesure 2, une évaluation documentaire du système sanitaire du Costa Rica et des établissements costariciens, sans suspendre le commerce des produits laitiers et des produits carnés de ces établissements.[1727] Selon lui, il s'agissait du traitement que le Panama a accordé au Pérou, au Mexique et à la Nouvelle-Zélande, aux établissements desquels le Panama a accordé des

[1721] Voir plus haut le paragraphe 7.697.
[1722] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 212.
[1723] Costa Rica, réponse à la question n° 65 du Groupe spécial, paragraphe 3.14 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.481; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1406).
[1724] Panama, réponse à la question n° 65 du Groupe spécial, paragraphes 197 et 198.
[1725] Article 3:4 du Mémorandum d'accord.
[1726] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7; première communication écrite, paragraphes 585, 586 et 601; et deuxième communication écrite, paragraphes 86 et 94.
[1727] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 587; et deuxième communication écrite, paragraphe 87 (faisant référence à la mesure de rechange consistant à "renouveler les homologations des établissements costariciens sur la base de documents").

prorogations et pour lesquels il a accepté le renouvellement des homologations sanitaires sur la base de documents, en attendant de réaliser les audits sur place après l'expiration de la prorogation.[1728]

7.807. Le Costa Rica soutient que la mesure de rechange satisfait aux trois prescriptions établies dans la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'accord SPS.[1729]

7.808. Premièrement, le Costa Rica fait valoir que la mesure de rechange est raisonnablement applicable pour le Panama compte tenu de la faisabilité technique et économique, étant donné que ce dernier a renouvelé les homologations sanitaires des établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande qui, selon le Costa Rica, présentaient des conditions égales par rapport à ceux du Costa Rica.[1730]

7.809. Deuxièmement, le Costa Rica soutient que la mesure de rechange permettrait au Panama d'obtenir son niveau approprié de protection, étant donné que ce dernier pays a adopté cette mesure pour des établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande qui, selon le Costa Rica, étaient soumis au même niveau approprié de protection.[1731]

7.810. Troisièmement, selon le Costa Rica, la mesure de rechange est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la Mesure 2, étant donné qu'elle permettrait de reprendre le commerce, tandis que la Mesure 2 est une "prohibition à l'importation"[1732] qui est "aussi restrictive qu'il est possible pour le commerce".[1733] Il indique que ses établissements ne peuvent pas exporter de produits laitiers et de produits carnés vers le Panama parce qu'il est impossible de mener à bien le processus de renouvellement. Il affirme que, avec la mesure de rechange, ces établissements auraient obtenu un renouvellement de leurs autorisations sanitaires qui leur aurait permis de continuer à exporter vers le Panama sans interruption.[1734] Il ajoute que la possibilité d'effectuer l'audit sur place à une date ultérieure, y compris après l'expiration de la prorogation, garantirait que le commerce ne soit pas suspendu faute de temps pour effectuer cette partie de la procédure.[1735]

7.4.2.5.1.2 Panama

7.811. Le Panama soutient que la Mesure 2 n'est pas couverte par les disciplines des articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS car elle constitue des "procédures d'homologation" qui relèvent exclusivement de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'Accord.[1736] En vertu de ces dernières dispositions, il soutient qu'un examen purement documentaire ne permettrait pas d'obtenir son niveau approprié de protection. À cet égard, il indique que la prorogation accordée aux établissements péruviens et mexicains sans audits sur place est due au fait que ces établissements ont été agréés pour l'exportation de viande non destinée à la consommation humaine (aliments pour animaux de compagnie et aliments pour animaux aquatiques). Il ajoute qu'il a accordé une prorogation provisoire de six mois à un établissement néo-zélandais de traitement des produits laitiers, comme à tous les

[1728] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 588 (citant la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), cinquième considérant; la Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), cinquième considérant; et la Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-47), deuxième considérant); et deuxième communication écrite, paragraphe 87.

[1729] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 586; et deuxième communication écrite, paragraphe 87.

[1730] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 591 et 594; et deuxième communication écrite, paragraphe 88.

[1731] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 90. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 89 (citant Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphes 268 et 269); et Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 595 et 596.

[1732] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 599 et 600 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 7.114); et deuxième communication écrite, paragraphe 92.

[1733] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 92.

[1734] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 92. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 598 et 600.

[1735] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 598.

[1736] Panama, première communication écrite, paragraphe 18; deuxième communication écrite, paragraphe 244; et réponse à la question n° 164 du Groupe spécial, paragraphe 166.

établissements costariciens de traitement des produits laitiers et des produits carnés en octobre et décembre 2019.[1737]

7.4.2.5.2 Évaluation du Groupe spécial

7.812. Le Groupe spécial rappelle que, en réponse à l'argument du Panama selon lequel la Mesure 2 n'est pas soumise aux obligations de l'article 5:6 dans la mesure où il s'agit d'une procédure d'homologation au sens de l'Annexe C[1738], il a conclu que l'obligation énoncée dans cette disposition s'appliquait également à la Mesure 2.[1739] En conséquence, il passe à son analyse de l'allégation du Costa Rica au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS.

7.4.2.5.2.1 Critère juridique pertinent

7.813. Pour déterminer si la Mesure 2 est incompatible avec l'article 5:6, conformément au critère juridique exposé plus haut[1740], le Groupe spécial analysera si la mesure de rechange proposée par le Costa Rica: a) est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique; b) permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama; et c) est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la Mesure 2. Il va maintenant examiner la Mesure 2 sur la base de ces éléments.

7.814. Le Groupe spécial rappelle que, dans des différends antérieurs, il a été considéré qu'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:6 entraîne une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'article 2:2.[1741]

7.815. Comme il a été dit précédemment, le Groupe spécial partage les appréciations sur le critère juridique applicable au titre des articles 5:6 et 2:2 exposées dans la section 7.3.1.3.2.1 relative à la Mesure 1, et procédera à son évaluation sur cette base.

7.816. Le Groupe spécial évaluera, en premier lieu, si le Costa Rica a démontré qu'il existe une mesure de rechange pour la Mesure 2 qui satisfait aux trois prescriptions cumulatives prévues dans la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS. Ensuite, il abordera l'allégation corollaire du Costa Rica au titre de l'article 2:2 de l'Accord.

7.4.2.5.2.2 Question de savoir si la Mesure 2 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS

Mesure de rechange proposée par le Costa Rica

7.817. Le Costa Rica propose une mesure de rechange pour la Mesure 2 qui consiste à évaluer son système sanitaire et ses établissements sur la base de documents, sous réserve de la réalisation d'audits sur place ultérieurs. Cette mesure de rechange, que le Panama a appliquée pour les établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande, n'impliquerait pas la suspension du commerce.[1742]

[1737] Panama, première communication écrite, paragraphe 147. Le Panama a ensuite précisé que les établissements péruviens produisaient des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine et a indiqué que cela n'influait pas sur l'analyse du Groupe spécial. (Panama, réponse à la question n° 46 du Groupe spécial, paragraphes 141 et 142)

[1738] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 244. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 18; et réponse à la question n° 157 du Groupe spécial, paragraphe 150.

[1739] Voir plus haut le paragraphe 7.553.

[1740] Voir plus haut la section 7.3.1.3.2.1.

[1741] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38; et rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.603, 7.614 et 7.615; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.841 et 7.846. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, note de bas de page 166 (dans lequel l'Organe d'appel a noté ce qui suit: "[l]'établissement ou le maintien d'une mesure SPS qui suppose ou reflète un niveau plus élevé de protection que le niveau de protection approprié qui a été déterminé par un Membre importateur pourrait constituer une violation de l'obligation de nécessité énoncée à l'article 2:2").

[1742] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 587 et 588 (citant la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), cinquième considérant; la Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020

7.818. Le Panama soutient qu'il n'a pas accordé un traitement différent aux établissements du Pérou, du Mexique et de la Nouvelle-Zélande par rapport à ceux du Costa Rica, comme l'affirme ce dernier. En conséquence, de l'avis du Panama, l'allégation du Costa Rica au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS doit être jugée sans fondement car elle est fondée uniquement sur cette différence de traitement.[1743]

7.819. Le Groupe spécial rappelle que les établissements costariciens qui exportent des produits d'origine animale destinés à la consommation animale (Biomar et Central Veterinaria) ne sont pas couverts par la Mesure 2.[1744] Il considère donc qu'il n'est pas pertinent d'inclure dans son évaluation le Mexique et son établissement qui exporte des produits destinés à la consommation animale. En conséquence, l'analyse du Groupe spécial se limite à l'évaluation de l'applicabilité de la mesure de rechange indiquée par le Costa Rica que le Panama a appliquée aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.

Question de savoir si la mesure de rechange est raisonnablement applicable

7.820. Le Costa Rica allègue que la mesure de rechange est raisonnablement applicable, étant donné que le Panama l'a acceptée dans le cas du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.[1745]

7.821. Le Costa Rica fait valoir qu'il se trouve dans la même situation que le Pérou et la Nouvelle-Zélande car: a) les établissements costariciens exportent vers le Panama des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine; b) les autorités du Costa Rica ont demandé au Panama une prorogation permettant à ses établissements de continuer d'exporter pendant la procédure de renouvellement des homologations, et elles ont demandé que cette procédure soit de nature documentaire, avec la possibilité d'effectuer les audits sur place à une date ultérieure; et c) les autorités panaméennes jugeaient nécessaire d'examiner le système sanitaire de ces pays comme condition pour le renouvellement des homologations sanitaires des établissements.[1746]

7.822. Selon le Costa Rica, dans le cas du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, le Panama a permis que l'examen du système sanitaire soit effectué parallèlement à la procédure de renouvellement des homologations sanitaires des établissements, sans suspension du commerce et au moyen d'un examen documentaire.[1747] Le Costa Rica affirme que le Panama a accordé une prorogation aux établissements de ces pays pendant la durée de la procédure de renouvellement de leurs homologations sanitaires sur la base d'un examen documentaire, en exigeant que l'autorité du pays exportateur engage une coordination avec l'AUPSA en vue de la réalisation ultérieure de l'audit sur place, y compris après l'expiration de la prorogation.[1748] De l'avis du Costa Rica, le fait que le Panama a accepté la procédure décrite précédemment pour le Pérou et la Nouvelle-Zélande démontre que cette mesure était raisonnablement applicable pour le Panama.[1749]

7.823. Le Panama ne répond pas aux arguments du Costa Rica selon lesquels la mesure de rechange proposée est raisonnablement applicable, mais il conteste certaines de ses affirmations factuelles.

7.824. Le Panama indique qu'il applique les mêmes procédures figurant au paragraphe 7 du *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*, indépendamment de l'origine du produit en

(pièce CRI-46), cinquième considérant; et la Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-47), deuxième considérant)); et deuxième communication écrite, paragraphe 87.

[1743] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 165, paragraphe 169; et n° 167, paragraphe 172. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphes 136 à 146 (où le Panama présente ses arguments quant aux raisons pour lesquelles il n'y a pas de différence de traitement entre les établissements des Membres examinés).

[1744] Voir plus haut les paragraphes 7.504 à 7.506.

[1745] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 589.

[1746] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 592 et 593. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphes 2.91 à 2.109 (où le Costa Rica examine en détail les similitudes existant à son avis entre ses établissements et ceux du Pérou et de la Nouvelle-Zélande).

[1747] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 593.

[1748] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 588 et 589. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 91.

[1749] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 591. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 88.

question.[1750] Il affirme qu'il a accordé aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande le même traitement que celui qu'il a accordé aux établissements costariciens. Il fait valoir a) qu'à deux occasions, en octobre et en décembre 2019, il a prolongé les homologations pour les établissements costariciens pour des périodes transitoires de deux et six mois respectivement (comme il l'a fait pour les établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande); et b) qu'il a prorogé les autorisations de Central Veterinaria et de Biomar, qui exportent des aliments pour animaux de compagnie.[1751] Selon lui, les prorogations accordées aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande ont expiré le 28 octobre 2020 et le 30 janvier 2021, respectivement.[1752]

7.825. Le Groupe spécial observe que le principal désaccord entre les parties au sujet du point de savoir si la mesure de rechange est raisonnablement applicable ou non a trait au traitement que le Panama a accordé aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, d'une part, et à ceux du Costa Rica, d'autre part. Il rappelle que, dans son évaluation de la compatibilité de la Mesure 2 avec l'article 2:3, il a conclu que le Panama avait appliqué un traitement discriminatoire aux établissements du Costa Rica, par rapport à celui qui avait été accordé aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.[1753] Cette constatation éclaire l'analyse ci-après, en ce qu'elle est pertinente pour régler la question de savoir si la mesure de rechange proposée par le Costa Rica était raisonnablement applicable pour le Panama.

7.826. Les pièces reproduisant les résolutions au moyen desquelles des prolongations ont été accordées aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande indiquent ce qui suit:

a. S'agissant des *prorogations*: en juillet 2020, est approuvée la prorogation des homologations sanitaires arrivées à expiration pour des établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande. Dans le cas du Pérou, la prorogation était de 90 jours pour certaines usines de produits hydrobiologiques et de produits de la pêche destinés à la consommation humaine.[1754] Dans le cas de la Nouvelle-Zélande, la prorogation était de six mois pour les établissements de traitement des produits laitiers.[1755]

b. S'agissant du *statut sanitaire du pays*: les autorités sanitaires du pays exportateur doivent certifier sur la base de documents le statut sanitaire du pays.[1756]

c. S'agissant du *statut sanitaire des établissements*: les autorités sanitaires du pays exportateur certifieront sur la base de documents le statut sanitaire des établissements (en ce qui concerne les trois années précédentes), et il sera confirmé sur la base de documents que les usines satisfont dans des proportions substantielles aux prescriptions du Panama.[1757]

[1750] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphe 88 (citant AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23)).

[1751] Panama, réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphes 91 et 92 (citant la Note n° AUPSA-AG-399-2019 (pièce CRI-35); AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2); et AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217)). Le Groupe spécial inclut cette référence à Biomar et à Central Veterinaria, bien qu'elles ne soient pas couvertes par la Mesure 2, car il considère que les prorogations que le Panama a accordées à ces établissements sont pertinentes pour son analyse de la question de savoir si la mesure de rechange proposée par le Costa Rica était raisonnablement applicable pour le Panama. Voir plus loin le paragraphe 7.828.

[1752] Panama, réponse à la question n° 35 du Groupe spécial, paragraphe 115 (citant la Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46); la Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-47); et la Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48)).

[1753] Voir plus haut la section 7.4.2.4.2.2.

[1754] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), articles 1er et 2.

[1755] Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), articles 1er et 4.

[1756] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), quatrième et cinquième considérants; Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-47), deuxième et troisième considérants; et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), cinquième et sixième considérants.

[1757] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), quatrième et cinquième considérants; Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-47), deuxième et troisième considérants; et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), cinquième et sixième considérants.

d. S'agissant des *audits sur place*: il est décidé que l'AUPSA "établira le calendrier" de l'audit avant l'expiration de la prorogation.[1758]

e. S'agissant des *produits*: les trois résolutions font référence aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.[1759]

7.827. De l'avis du Groupe spécial, ces éléments de preuve démontrent que le Panama a accordé des prorogations des homologations sanitaires d'établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande et a permis la certification du statut sanitaire en tant que pays et en tant qu'établissement sur la base de documents. En outre, dans le cadre du traitement de ces prorogations, il a été prévu d'effectuer un audit sur place, ce qui implique qu'il n'avait pas été effectué lorsque la prorogation a été accordée. De plus, la mesure a été utilisée pour des produits qui relèvent de la catégorie des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine. À cet égard, les renseignements figurant dans le dossier indiquent que la mesure identifiée comme mesure de rechange par le Costa Rica a été utilisée par le Panama.

7.828. Le Groupe spécial observe que l'autorisation des importations au moyen de la prorogation des homologations sanitaires des 16 établissements costariciens fait partie du traitement que le Costa Rica propose comme mesure de rechange.[1760] Bien qu'il n'autorise pas l'importation des produits des 16 établissements costariciens couverts par la Mesure 2, le Panama soutient qu'il accorde le même traitement aux établissement du Costa Rica qu'à ceux du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.[1761] Comme il a été indiqué dans l'évaluation du Groupe spécial au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS, en juillet 2020, le Panama a autorisé les importations en provenance des établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande en vertu des prorogations de leurs homologations sanitaires et a empêché les importations en provenance des établissements du Costa Rica comme conséquence du rejet de la demande d'octroi de prorogations de leurs homologations sanitaires.

7.829. La prorogation que le Panama a accordée à certains établissements costariciens en décembre 2019 contient les mêmes formulations que les Résolutions mentionnées plus haut en ce qui concerne les établissements péruviens et néo-zélandais.[1762] Cependant, cette prorogation a expiré en juin 2020, lorsque sont aussi arrivées à expiration les homologations sanitaires des autres établissements costariciens.

7.830. Pour les 16 établissements costariciens, le Panama n'a accordé aucune prorogation après l'expiration de leurs homologations sanitaires le 30 juin 2020. Comme il a été expliqué plus haut, en juillet 2020, le Panama a indiqué qu'il requérait que les usines costariciennes fassent l'objet d'une "nouvelle procédure en vue de leur homologation", une fois qu'il pourrait être convenu des procédures pour l'"évaluation et la reconnaissance du système sanitaire costaricien ainsi que les inspections et les audits à l'origine".[1763] En janvier 2020, il avait demandé au Costa Rica des renseignements actualisés sur ses conditions sanitaires et de sécurité sanitaire.[1764] En février 2021, le Panama a annoncé le "lancement formel de la procédure d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica" par écrit, a demandé des renseignements additionnels au Costa Rica et a réaffirmé la nécessité d'effectuer les audits sur place.[1765]

[1758] Résolution n° 015-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-46), article 4; Résolution n° 014-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-47), article 4; et Résolution n° 018-AG-AUPSA-2020 (pièce CRI-48), article 4.

[1759] Voir plus haut le Tableau 10 – Établissements homologués par l'AUPSA et produits autorisés à l'importation au Panama.

[1760] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 598 à 600.

[1761] Panama, réponse à la question n° 165 du Groupe spécial, paragraphe 169.

[1762] AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).

[1763] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45). En juin et juillet 2020, le Costa Rica a demandé la prorogation de l'homologation sanitaire des 16 établissements costariciens et le report de l'audit à l'origine jusqu'à ce que les circonstances le permettent. (Voir la Note officielle n° SENASA-DG-721-2020 (pièce CRI-43); et la Note officielle n° DM-COR-CAE-0330-2020 (pièce CRI-44).)

[1764] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38).

[1765] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57). Le Panama joint à cette communication un questionnaire d'évaluation zoosanitaire du pays. (Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268))

7.831. Ce qui précède signifie que le Panama a lancé une évaluation documentaire du Costa Rica en tant que pays comme le prévoit le *Manuel AUPSA d'homologation des établissements*[1766], mais les établissements du Costa Rica ne pourraient pas exporter tant que la procédure d'évaluation sanitaire en question ne serait pas achevée et que les audits sur place ne seraient pas effectués. Le Panama soutient que, dans le cas de chaque prorogation, il avait prévu que l'audit sur place soit effectué.[1767] Cependant, le dossier n'indique pas qu'il ait mené à bien ces audits pour les établissements du Pérou ou de la Nouvelle-Zélande lorsqu'il a reconduit les prorogations correspondantes. Par conséquent, la mesure appliquée aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande en juillet 2020, qui permet l'exportation au moyen d'une prorogation de la validité des homologations sanitaires, l'évaluation documentaire des établissements et le report des audits sur place, ne s'applique pas aux établissements costariciens et constitue une mesure de rechange.

7.832. Dans des différends antérieurs, il a été considéré que l'utilisation existante d'une mesure par le Membre importateur, dans le même contexte ou dans un autre contexte, implique que cette mesure est raisonnablement applicable pour ce Membre.[1768] Le Groupe spécial observe que le Panama considère que cette approche adoptée par le Groupe spécial *Corée – Radionucléides* devrait être traitée avec prudence, étant donné qu'il ne s'est pas appuyé sur une évaluation sur le fond de la mesure en cause et de la mesure de rechange.[1769] Selon le Panama, une mesure de rechange qui est techniquement et économiquement faisable dans un contexte peut ne pas l'être dans des contextes différents. Le Panama ajoute que les deux rapports cités par le Groupe spécial *Corée – Radionucléides* n'étayent pas non plus son approche. Il affirme que dans l'affaire *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, le paragraphe cité traite du caractère restrictif pour le commerce de la mesure de rechange proposée et que le raisonnement n'était pas fondé sur le point de savoir si cette mesure de rechange était effectivement utilisée actuellement. En ce qui concerne l'affaire *Inde – Produits agricoles*, il affirme que le Groupe spécial n'est pas arrivé à la conclusion que la mesure de rechange était faisable du simple fait qu'elle était utilisée, mais qu'il a effectué une analyse approfondie de la mesure de rechange proposée en comparaison avec la mesure en cause.[1770]

7.833. Le Groupe spécial observe que le Groupe spécial *Corée – Radionucléides* a considéré qu'il était en présence d'une mesure de rechange qui s'appliquait à tous les lots de produits alimentaires japonais qui franchissaient ses frontières, et que le défendeur n'avait pas réfuté qu'il était capable d'appliquer cette mesure.[1771] Dans le différend *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, contrairement à ce qu'affirme le Panama, l'application de la mesure à toutes les exportations du produit en question a également eu une incidence sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure de rechange était raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique.[1772] Le Groupe spécial a estimé que le plaignant avait démontré que ses contrôles pourraient donner des garanties suffisantes, et le défendeur n'avait pas démontré le contraire.[1773] De manière analogue, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a considéré qu'il n'y avait aucun élément à l'appui de la déclaration du défendeur selon laquelle la mesure déjà appliquée dans plusieurs contextes différents ne pouvait pas s'appliquer dans le cas du plaignant parce qu'elle

[1766] Voir AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), section VII, paragraphe 7 (indiquant que l'AUPSA peut demander des renseignements pertinents à l'autorité compétente du pays exportateur et/ou à la partie intéressée).

[1767] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 26.

[1768] Rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.144 (citant le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.541 et 7.542). Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.1903 et 7.1904 (affaire dans laquelle le défendeur avait publié une mesure qui, en substance, correspondait à la mesure de rechange).

[1769] Panama, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 20 (citant le rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphes 7.145 à 7.149); et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 22.

[1770] Panama, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphes 20 à 22.

[1771] Rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.149.

[1772] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.169 (où il est dit que "[la mesure de rechange] est indéniablement "raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique" puisque c'est la [mesure] qui est déjà appliquée par les États-Unis en vertu de la Loi des États-Unis sur les pommes destinées à l'exportation pour toutes les exportations vers l'étranger").

[1773] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 8.177 à 8.179.

comporterait des risques plus élevés ou différents.[1774,1775] Par conséquent, le Groupe spécial ne voit aucune raison de ne pas prendre en considération ce qu'a dit le Groupe spécial *Corée – Radionucléides* concernant l'utilisation d'une mesure par le pays importateur et ses implications au moment d'analyser l'applicabilité pour ce Membre d'une mesure de rechange.

7.834. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial observe que le Panama a utilisé cette mesure en ce qui concerne l'importation de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine en provenance d'autres Membres, y compris pour les établissements du Costa Rica eux-mêmes dans le passé. En outre, le Panama n'a pas réfuté que cette mesure était raisonnablement applicable. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que la mesure de rechange est raisonnablement applicable pour le Panama du point de vue technique et économique, au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.

7.835. Le Groupe spécial va maintenant examiner si la mesure de rechange indiquée par le Costa Rica permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

Question de savoir si la mesure de rechange permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama

7.836. Conformément au critère juridique décrit plus haut[1776], le Groupe spécial définira d'abord le niveau approprié de protection du Panama pour le comparer ensuite avec le niveau de protection qui serait obtenu au moyen de la mesure de rechange proposée par le Costa Rica.

Niveau approprié de protection du Panama

7.837. Le Panama indique que son niveau approprié de protection en ce qui concerne les mesures zoosanitaires est "la prévention, … la lutte et l'éradication en matière de maladies et/ou parasites des animaux, en vue de protéger le patrimoine animal et de contribuer à la santé publique et à la protection de l'environnement". Il indique que ce niveau approprié de protection est énoncé à l'article premier de la Loi n° 23 de 1997. Selon lui, l'article 12 du Décret exécutif n° 49 de 2001 met en œuvre ce niveau approprié de protection très restrictif en disposant que l'autorité sanitaire panaméenne publiera l'avis d'admissibilité sanitaire "si l'évaluation zoosanitaire n'identifie pas de dangers ou risques zoosanitaires".[1777] Le Panama indique aussi que l'article 5.1 du Décret-loi n° 11 de 2006 établit que le niveau approprié de protection du Panama concernant l'innocuité des produits alimentaires consiste à "[p]révenir l'introduction et l'établissement de parasites et maladies transmissibles par les produits alimentaires qui peuvent affecter la santé humaine, et le patrimoine animal et végétal du pays, suivant des critères strictement scientifiques et techniques".[1778]

7.838. Le Costa reconnaît que le Panama a fourni le niveau approprié de protection concernant les produits laitiers et les produits carnés.[1779]

[1774] Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.541 et 7.542.

[1775] Le Panama affirme aussi que l'Organe d'appel a estimé dans l'affaire *États-Unis – Jeux* que "si l'analyse par un groupe spécial des mesures de rechange [pouvait] bien commencer par les mesures existantes, son enquête ne [devait] pas s'achever là". (Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 22) Le Groupe spécial observe que, dans le paragraphe cité, l'Organe d'appel a simplement constaté que le Groupe spécial dans ce différend avait pris en compte tant les mesures de rechange existantes que d'autres possibilités qui n'étaient pas encore appliquées, mais qui ont été identifiées par le plaignant comme mesures de rechange. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 320)

[1776] Voir plus haut les paragraphes 7.333 et 7.336.

[1777] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 268 (citant Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-105); et Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24)).

[1778] Panama, réponse à la question n° 166 du Groupe spécial, paragraphe 171 (citant Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), article 5.1).

[1779] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 163 du Groupe spécial, paragraphe 3.232 (faisant référence à la réponse du Panama à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 268; et à la réponse du Panama à la question n° 166 du Groupe spécial, paragraphe 171).

7.839. Le Groupe spécial rappelle que le niveau approprié de protection peut être considéré comme un "objectif" que la mesure SPS vise à atteindre.[1780] En outre, les Membres ont la "prérogative" de définir leur niveau approprié de protection, à condition qu'il puisse être discerné avec suffisamment de précision pour permettre l'application des dispositions pertinentes de l'Accord SPS, par exemple à partir de documents énonçant des objectifs relatifs à la protection de la santé.[1781] Les normes citées par le Panama indiquent que ses prescriptions sanitaires visent à protéger le patrimoine animal et à contribuer à la santé publique en assurant la prévention, la lutte et l'éradication en matière de maladies et/ou parasites des animaux.[1782] De plus, ces prescriptions visent à prévenir "l'introduction et l'établissement" de parasites et maladies transmissibles par les produits alimentaires qui peuvent affecter la santé humaine et le patrimoine animal et végétal.[1783] Le Groupe spécial rappelle que la Mesure 2 vise à vérifier le respect des prescriptions sanitaires pour l'importation de produits laitiers et de produits carnés au Panama. Par conséquent, les procédures pertinentes viseraient à contribuer à cet objectif.

7.840. Le Groupe spécial observe que l'objectif de protection sanitaire est, dans le cas de la Mesure 2, exprimé de manière générique, sans mention de maladies ou de parasites spécifiques. Bien que le niveau approprié de protection puisse être décrit de manière plus précise, il a été considéré que, en tant qu'expressions d'un objectif général, les niveaux appropriés de protection étaient souvent énoncés d'une manière qualitative et générique.[1784]

7.841. Selon le Panama, son niveau approprié de protection est "très restrictif".[1785] Le Groupe spécial observe qu'il y a dans le dossier des éléments de preuve concernant la Mesure 2 qui permettent de préciser les objectifs de protection du Panama et, en conséquence, ce niveau approprié de protection. Les manuels de l'AUPSA qui établissent les procédures pour l'admissibilité sanitaire du pays et l'homologation des établissements indiquent que les objectifs de l'AUPSA incluent le suivant: "[a]ssurer un niveau approprié de protection de la santé humaine, et du patrimoine agricole du pays, pour ce qui concerne les produits alimentaires importés, compte tenu de la diversité et de la qualité de leur fourniture".[1786] Le *Manuel AUPSA d'admissibilité sanitaire* fournit un cadre en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un système de réglementation de l'introduction de produits alimentaires "destiné à protéger la santé et la vie des personnes, et le patrimoine agricole du pays, ainsi qu'à faciliter les échanges commerciaux de produits alimentaires".[1787] En outre, les communications adressées par les autorités du Panama à celles du Costa Rica font référence à l'objectif consistant à "garantir l'innocuité des produits alimentaires, la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, afin de garantir un niveau approprié de protection sanitaire"[1788], et au fait d'assurer le respect des prescriptions sanitaires du Panama.[1789]

7.842. Le respect des procédures d'homologation et de renouvellement des homologations sanitaires des établissements est une condition préalable à la possibilité d'importer au Panama. Selon ce dernier, si les procédures de renouvellement ne sont pas terminées au moment de l'expiration de l'homologation, les importations en provenance de ces établissements seront suspendues jusqu'à ce que ces procédures soient terminées.[1790] Cela atteste une approche de niveau de protection élevé qui requiert le respect des prescriptions sanitaires du Panama afin d'assurer la prévention, la lutte et l'éradication en matière de maladies et parasites des animaux, ainsi que la

[1780] Rapports de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 200; *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.23; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.205; *Australie – Pommes*, paragraphe 342; et *Australie – Saumon*, paragraphe 199.

[1781] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.205.

[1782] Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-105), article premier.

[1783] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), article 5.1.

[1784] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.380.

[1785] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 268.

[1786] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 1; et AUPSA, *Manuel d'homologation des établissements, des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-23), page 2.

[1787] AUPSA, *Manuel d'admissibilité sanitaire, de reconnaissance phytosanitaire et d'homologation des chaînes de production et/ou des usines de transformation* (2013) (pièce CRI-22), page 2.

[1788] Note n° DSA-335-2021 (pièce CRI-64).

[1789] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45). Cet objectif est également exprimé dans les résolutions accordant des prorogations des homologations sanitaires. Voir, par exemple, AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2).

[1790] Panama, réponse à la question n° 35 du Groupe spécial, paragraphe 106.

prévention de l'introduction et de l'établissement de parasites et maladies transmissibles par les produits alimentaires qui peuvent affecter la santé humaine et le patrimoine animal et végétal du pays. Toutefois, il ne s'agirait pas d'un niveau de protection de tolérance zéro au risque, car on peut déduire des documents examinés que les objectifs de protection sanitaire et zoosanitaire coexistent avec les objectifs consistant à faciliter des échanges commerciaux.

7.843. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le niveau approprié de protection pertinent du Panama pourrait être défini comme étant un niveau de protection élevé, axé sur l'objectif d'assurer la prévention, la lutte et l'éradication en matière de maladies et parasites des animaux, ainsi que la prévention de l'introduction et de l'établissement de parasites et maladies transmissibles par les produits alimentaires qui peuvent affecter la santé humaine et le patrimoine animal et végétal du pays.

Niveau de protection que la mesure de rechange proposée par le Costa Rica permet d'obtenir

7.844. Le Costa Rica soutient que la mesure alternative permettrait au Panama d'obtenir son niveau approprié de protection, étant donné que ce dernier pays a adopté cette mesure pour des établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande qui se trouvaient dans des conditions similaires à celles du Costa Rica[1791] et étaient soumis au même niveau approprié de protection.[1792]

7.845. Le Panama confirme qu'il applique le même niveau approprié de protection dans le cas de mesures sanitaires concernant les produits laitiers et les produits carnés du Costa Rica, du Pérou et de la Nouvelle-Zélande.[1793] Il confirme également que son niveau approprié de protection pour l'importation de produits laitiers et de produits carnés du Costa Rica n'a pas changé par suite de la Mesure 2.[1794] Il soutient toutefois que mener à bien la procédure de renouvellement au moyen d'un examen exclusivement documentaire des renseignements pertinents ne permettrait pas d'obtenir son niveau approprié de protection[1795] car cela "ne satisfait pas aux prescriptions de [sa] législation sanitaire …, ni ne garantit leur respect".[1796] Il n'explique pas pourquoi tel serait le cas, mais met l'accent sur le fait que, malgré les prorogations, les audits sur place étaient considérés comme une condition pour l'obtention de prorogations additionnelles.[1797]

7.846. L'argument du Costa Rica selon lequel la mesure de rechange permettait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama dans le cas des importations de produits laitiers et de produits carnés du Costa Rica est fondé sur la comparaison entre les conditions au Costa Rica, d'une part, et celles au Pérou et en Nouvelle-Zélande, d'autre part.[1798] Cette comparaison des conditions dans ces pays que fait le Costa Rica implique une comparaison du risque que représentent les importations correspondantes.

7.847. Comme cela a été indiqué précédemment, le Groupe spécial considère que le niveau du risque est pertinent pour déterminer si une mesure permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection d'un Membre.[1799] En l'espèce, si le risque que représentent les importations du Costa Rica

---

[1791] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 595 et 596.

[1792] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 90. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 89 (citant Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphes 268 et 269).

[1793] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 269.

[1794] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 268 (citant Assemblée législative du Panama, Loi n° 23 (1997) (pièce PAN-105); et Ministère du développement agricole, Décret exécutif n° 49 (2001) (pièce CRI-24)).

[1795] Panama, première communication écrite, paragraphe 145. Le Panama mentionne cet argument en réponse à l'allégation du Costa Rica au titre de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. Toutefois, le Groupe spécial le juge pertinent pour la présente analyse étant donné que le Costa Rica affirme que les termes de la prorogation que le Panama a accordée au Pérou, au Mexique et à la Nouvelle-Zélande contredisent l'affirmation du Panama selon laquelle l'examen documentaire ne permettraient pas d'obtenir son niveau approprié de protection. (Costa Rica, réponse à la question n° 97 du Groupe spécial, paragraphe 3.169; et deuxième communication écrite, paragraphe 91)

[1796] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).

[1797] Panama, réponse à la question n° 167 du Groupe spécial, paragraphe 172.

[1798] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 595 à 597.

[1799] Voir plus haut le paragraphe 7.388. À cet égard, le Groupe spécial rappelle qu'"[u]ne situation donnée peut ne représenter qu'un faible risque pour lequel une mesure sanitaire peu rigoureuse permettra d'atteindre un niveau de protection élevé", "alors qu'une autre situation peut créer des risques très élevés

est plus élevé que celui que représentent les importations du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, la même mesure pourrait ne pas permettre d'obtenir le même niveau approprié de protection.

7.848. Le Costa Rica fait référence à des arguments qu'il utilise dans le cadre de son allégation de discrimination au titre de l'article 2:3 pour affirmer qu'il se trouve dans des conditions identiques ou similaires par rapport à ces Membres.[1800] Comme il a été indiqué plus haut au paragraphe 7.726, au titre de l'article 5:6, le Costa Rica fait référence à des conditions identiques ou similaires s'agissant du Pérou et de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne: a) la validité de l'admissibilité sanitaire; b) les types d'établissements et les produits en question (les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine); c) les démarches effectuées par les pays pour demander le renouvellement des homologations sanitaires; d) le type de prorogation devant être accordé; et e) le moment auquel l'AUPSA a décidé du rejet ou de l'acceptation des demandes de prorogation.[1801]

7.849. Après avoir évalué les éléments de preuve concernant ces aspects, le Groupe spécial a conclu dans le cadre de l'allégation au titre de l'article 2:3 que le Costa Rica avait démontré qu'il se trouvait dans des conditions similaires à celles du Pérou et de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le risque que présentent ses importations de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine visées par la mesure en cause. La similarité des conditions qui existent dans ces pays indique que la mesure de rechange proposée par le Costa Rica permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama pour les importations de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.

7.850. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que la mesure de rechange qu'il propose permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

Question de savoir si la mesure de rechange est sensiblement moins restrictive pour le commerce

7.851. Le Costa Rica soutient que la mesure de rechange est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la Mesure 2, étant donné qu'elle permettrait de reprendre le commerce, tandis que la Mesure 2 est "aussi restrictive qu'il est possible pour le commerce"[1802] car il s'agit d'une "prohibition à l'importation".[1803] Il indique que, avec la mesure de rechange, ses établissements auraient obtenu une prorogation de leurs autorisations sanitaires qui leur aurait permis de continuer à exporter vers le Panama.[1804] Il ajoute que la possibilité d'effectuer l'audit sur place à une date ultérieure garantirait que le commerce ne soit pas suspendu faute de temps pour effectuer cette partie de la procédure.[1805]

7.852. Le Groupe spécial rappelle que les actions du Panama dans le cadre de cette mesure ont eu pour conséquence l'impossibilité d'importer des produits laitiers et produits carnés costariciens au Panama.[1806]

7.853. Comme il a été indiqué précédemment, il a été estimé dans des différends antérieurs qu'une mesure de rechange qui impose des conditions à l'importation, mais qui permet les échanges, est sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une mesure qui ne les permet pas, comme une prohibition.[1807] Bien que le traitement de la procédure de la manière proposée par le Costa Rica ne

---

exigeant une mesure sanitaire différente et très stricte pour atteindre le même niveau élevé de protection". (Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.123)

[1800] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 614 à 621 (où le Costa Rica développe ses arguments concernant l'article 2:3). Voir aussi plus haut la section 7.4.2.4.2.1.

[1801] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 592 et 618; réponse à la question n° 22 du Groupe spécial, paragraphes 2.91 à 2.109; et deuxième communication écrite, paragraphe 96 a).

[1802] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 92.

[1803] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 599 et 600 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 7.114); et deuxième communication écrite, paragraphe 92.

[1804] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 598 et 600; et deuxième communication écrite, paragraphe 92.

[1805] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 598.

[1806] Voir plus haut le paragraphe 7.522.

[1807] Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.590, 7.595 et 7.596.

garantisse pas le résultat final, la prorogation des homologations sanitaires des établissements assurerait que les importations ne s'interrompent pas pendant cette procédure.

7.854. En conséquence, le Groupe spécial considère que le Costa Rica a démontré que la mesure de rechange serait sensiblement moins restrictive pour le commerce que la Mesure 2.

7.4.2.5.2.3 Conclusion concernant l'article 5:6 de l'Accord SPS

7.855. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que la mesure de rechange pour la Mesure 2 qu'il propose satisfait aux trois prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, étant donné qu'elle est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique, permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama et est sensiblement moins restrictive pour le commerce.

7.856. En conséquence, le Groupe spécial constate que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 5:6, étant donné qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

7.4.2.5.2.4 Question de savoir si la Mesure 2 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.857. Le Groupe spécial souscrit à l'avis exprimé dans des différends antérieurs selon lequel la constatation établissant qu'une mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Membre, en violation de l'article 5:6, entraîne une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'obligation énoncée à l'article 2:2, qui impose que la mesure SPS ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.[1808] Il estime que cette présomption réfragable procède, en l'espèce, de sa constatation selon laquelle la Mesure 2 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.[1809] Le Panama n'a pas présenté d'arguments pour réfuter cette présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2.

7.858. En conséquence, à la lumière de sa constatation selon laquelle la Mesure 2 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, et en l'absence de réfutation par le Panama de la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 de cet accord, le Groupe spécial constate que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux.

7.4.2.5.2.5 Conclusion concernant l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.859. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 2:2 parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux.

7.4.2.6 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS

7.4.2.6.1 Principaux arguments des parties

7.4.2.6.1.1 Costa Rica

7.860. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica allègue que toutes les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS, "étant donné

[1808] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38; et rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.603, 7.614 et 7.615; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.841 et 7.846.

[1809] Voir plus haut le paragraphe 7.856.

que le Panama ne s'est pas acquitté de ses obligations en matière de transparence et de publication en relation avec chacune des mesures en cause".[1810]

7.861. Dans sa première communication écrite, le Costa Rica soutient que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'Annexe B) 5) b), ou, à titre subsidiaire, avec celle de l'Annexe B) 6) a). Il demande au Groupe spécial de constater que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 7 du fait de l'incompatibilité avec l'Annexe B.[1811]

7.862. Le Costa Rica fait valoir que sa demande d'établissement d'un groupe spécial inclut également une allégation au titre de l'article 7 de l'Accord SPS qui "peut s'appliquer indépendamment de l'Annexe B".[1812] Il ajoute que, dans le cas où le Groupe spécial considèrerait que l'article 7 pourrait être invoqué indépendamment de l'Annexe B, il dispose de tous les éléments nécessaires pour "constater l'absence de notification à l'OMC des prohibitions du Panama".[1813]

7.4.2.6.1.2 Panama

7.863. Le Panama indique que la première communication écrite du Costa Rica ne contient aucune allégation au titre de l'Annexe B 1) en ce qui concerne la Mesure 2.[1814]

7.864. En outre, le Panama soutient que les allégations du Costa Rica au titre de l'article 7 et de l'Annexe B) 5) b) et B) 6) a) de l'Accord SPS ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.[1815]

7.4.2.6.2 Évaluation du Groupe spécial

7.865. Le Groupe spécial rappelle que, dans son analyse des allégations du Costa Rica au titre de l'article 7 et de l'Annexe B en ce qui concerne la Mesure 1, il a indiqué ce qui suit:

a. Dans sa décision préliminaire du 5 avril 2023, le Groupe spécial a constaté que les allégations au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS sortaient du cadre de son mandat.[1816]

b. L'Annexe B développe les obligations qui doivent être respectées en vertu de l'article 7 et, en conséquence, l'Annexe B et l'article 7 sont corrélés et doivent être lus conjointement.[1817]

c. Dans la présente procédure, le Costa Rica n'a présenté aucun argument à l'appui de son allégation relative à la publication des mesures en cause au titre de l'article 7 et de l'Annexe B 1).[1818]

7.866. Par conséquent, en l'absence d'argumentation de la part du Costa Rica, le Groupe spécial considère que celui-ci n'a pas démontré que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'Accord SPS en ce qui concerne les obligations de publication que ces dispositions établissent.

[1810] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7. Le Costa Rica affirme en outre que l'incompatibilité des mesures en cause avec l'article 7 et l'Annexe B 1) "donne également lieu à une violation de l'article X:1 du GATT de 1994 puisque le Panama n'a pas publié de lois, règlements et décisions administratives d'application générale en matière de prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation." *Ibid.* Le Groupe spécial rappelle que le Costa Rica n'a pas développé son allégation au titre de l'article X:1 du GATT de 1994. Voir Costa Rica, réponse à la question n° 67 du Groupe spécial.

[1811] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 507.

[1812] Costa Rica, réponse à la question n° 66 du Groupe spécial, paragraphes 3.25 et 3.28.

[1813] Costa Rica, réponse à la question n° 106 du Groupe spécial, paragraphes 2.15 à 2.17.

[1814] Panama, première communication écrite, paragraphe 33.

[1815] Panama, première communication écrite, paragraphe 17.

[1816] Voir plus haut le paragraphe 7.421 (faisant référence à la décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 5.1 b)).

[1817] Voir plus haut le paragraphe 7.423 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.741; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1416).

[1818] Voir plus haut le paragraphe 7.424.

7.4.2.6.3 Conclusion concernant l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS

7.867. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 2 était incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS.

7.4.2.7 Allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS

7.4.2.7.1 Principaux arguments des parties

7.868. Le Costa Rica allègue que la Mesure 2 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS étant donné que cette mesure est incompatible avec les dispositions de l'Accord SPS. Il demande à ce que le Groupe spécial, à la lumière de toutes les incompatibilités que le Costa Rica pense avoir démontrées, constate que le Panama agit, en conséquence, d'une manière incompatible avec les obligations des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS.[1819]

7.869. Le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas pu établir le bien-fondé de ses allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 parce qu'il n'a pas démontré que la Mesure 2 était incompatible avec les dispositions de l'Accord SPS.[1820]

7.4.2.7.2 Évaluation du Groupe spécial

7.870. Le Groupe spécial rappelle l'obligation générale prévue aux articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS selon laquelle toute mesure SPS doit être compatible avec les dispositions de cet accord. Il rappelle également que des groupes spéciaux antérieurs ont constaté l'incompatibilité d'une mesure en cause avec les articles 1:1 et 2:1 après avoir constaté l'incompatibilité avec l'une quelconque des obligations de l'Accord SPS.[1821]

7.871. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 2 était incompatible avec les articles 2:2, 2:3, 5:6, 8 et avec l'Annexe C 1) a) et l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS. En conséquence, il constate que la Mesure 2 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS étant donné que cette mesure est incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS.

7.4.3 Allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture

7.4.3.1 Principaux arguments des parties

7.4.3.1.1 Costa Rica

7.872. Le Costa Rica allègue que la Mesure 2 est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994. Il soutient que cette mesure: a) appartient au groupe de la "réglementation et des formalités afférentes aux importations" couvertes par cet article; b) suppose un avantage pour d'autres Membres (à savoir le Pérou, le Mexique et la Nouvelle-Zélande); c) affecte des produits similaires, étant donné qu'elle donne lieu à une discrimination uniquement fondée sur l'origine des produits; et d) l'avantage octroyé à d'autres Membres n'est pas étendu, immédiatement et sans condition, aux produits du Costa Rica.[1822]

7.873. Le Costa Rica allègue aussi que la Mesure 2 est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 parce qu'elle: a) relève de la catégorie résiduelle et large "tout autre procédé" qui peut être contesté au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994; et b) suppose une prohibition à l'importation, étant donné que la décision du Panama de suspendre les importations de produits laitiers et carnés

[1819] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6; première communication écrite, paragraphes 726 à 729; et deuxième communication écrite, paragraphes 171 à 173.
[1820] Panama, première communication écrite, paragraphe 443; et deuxième communication écrite, paragraphe 244.
[1821] Voir plus haut le paragraphe 7.430.
[1822] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1128 à 1136; et deuxième communication écrite, paragraphes 567 à 573.

constitue "une prohibition légale imposée au commerce ou à l'importation d'un produit déterminé".[1823]

7.874. En outre, le Costa Rica allègue que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture. Selon lui, l'Accord sur l'agriculture est applicable à la Mesure 2, étant donné que les produits laitiers et carnés sont des produits agricoles classés dans les chapitres 2 et 4 du Système harmonisé. Il soutient que la violation de l'article XI:1 du GATT de 1994 implique une violation de l'obligation de ne pas adopter de restrictions quantitatives ou de mesures à la frontière similaires visant les produits agricoles énoncée à l'article 4:2 et dans la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[1824]

7.4.3.1.2 Panama

7.875. Le Panama soutient que le Costa Rica "n'a pas établi le bien-fondé de ses plaintes" au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994, et de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[1825]

7.4.3.2 Évaluation du Groupe spécial

7.876. S'agissant des allégations au titre du GATT de 1994, le Groupe spécial observe que des groupes spéciaux antérieurs ont reconnu que la relation entre l'Accord SPS et le GATT de 1994 pourrait donner lieu à un raisonnement circulaire qui ne contribue pas à trouver une solution positive du différend. Ces groupes spéciaux ont considéré qu'une constatation d'incompatibilité avec les dispositions du GATT de 1994 exigerait aussi d'examiner si la mesure était justifiée au regard de l'article XX b) du GATT de 1994, qui fait mention des mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux.[1826] Le Groupe spécial souscrit à ce raisonnement et rappelle que l'Accord SPS développe l'article XX b) du GATT de 1994.[1827]

7.877. En outre, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté que la Mesure 2 était incompatible avec les articles 2:2, 2:3, 5:6, 8 et avec l'Annexe C 1) a) et l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS.[1828] Ces constatations concernent aussi bien les retards et la nécessité des exigences en matière de renseignements aux fins des procédures pertinentes que le caractère discriminatoire, la nécessité et le caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 2.

7.878. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[1829] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre du GATT de 1994, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[1830]

[1823] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1237 à 1241; et deuxième communication écrite, paragraphes 574 à 577.

[1824] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1242 à 1246; et deuxième communication écrite, paragraphes 578 à 582.

[1825] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 244. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 442.

[1826] Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 7.19; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.481; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.730; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2318.

[1827] Voir plus haut la note de bas de page 953.

[1828] Voir plus haut les paragraphes 7.645 (concernant l'Annexe C 1) a)), 7.690 (concernant l'Annexe C 1) c)), 7.695 (concernant l'article 8), 7.797 (concernant l'article 2:3), 7.856 (concernant l'article 5:6), et 7.858 (concernant l'article 2:2).

[1829] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord.

[1830] Dans des différends antérieurs dans lesquels des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS et du GATT de 1994, les groupes spéciaux ont appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre du GATT de 1994 après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS. Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*,

7.879. En ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture, le Groupe spécial fait observer que, selon le Costa Rica, l'incompatibilité de la Mesure 2 avec l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture découle de son incompatibilité avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Le Groupe spécial rappelle qu'il a décidé d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Costa Rica au titre du GATT de 1994. En outre, il a examiné la question du caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 2 au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[1831] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre de l'Accord sur l'agriculture, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[1832]

7.5 Mesure concernant l'importation d'ananas (Mesure 3)

7.880. Le Groupe spécial va maintenant examiner les allégations du Costa Rica concernant la Mesure 3. Comme il est indiqué dans la section relative à l'ordre d'analyse, il commencera son analyse en examinant les allégations du Costa Rica au titre de l'Accord SPS. Il examinera tout d'abord l'applicabilité dudit accord à la Mesure 3 et, si celui-ci est applicable, continuera avec son analyse des allégations formulées au titre des dispositions pertinentes de l'Accord SPS. Si nécessaire, il abordera ensuite les allégations formulées au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture.

7.5.1 Allégations au titre de l'Accord SPS

7.5.1.1 Question de savoir si la Mesure 3 est une mesure sanitaire ou phytosanitaire qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS

7.5.1.1.1 Principaux arguments des parties

7.5.1.1.1.1 Costa Rica

7.881. Le Costa Rica allègue que la Mesure 3 relève de l'Accord SPS car elle est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) a) dudit accord et affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1.[1833] Il soutient que le but apparent de la Mesure 3 est de préserver les végétaux au Panama des risques découlant de l'introduction du parasite cochenille rose.[1834] Il affirme également que la Mesure 3 affecte le commerce de la façon la plus directe possible en interdisant l'entrée des ananas frais du Costa Rica sur le marché panaméen.[1835]

7.5.1.1.1.2 Panama

7.882. Le Panama ne conteste pas le fait que la Mesure 3 est une mesure SPS telle que définie à l'Annexe A 1) et à l'article 1:1 de l'Accord SPS à laquelle s'applique ledit accord.

---

paragraphe 8.275; *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.272; *Australie – Saumons*, paragraphe 8.185; *Japon – Pommes*, paragraphe 8.328; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.3422 et 6.3429; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.803; *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.731 et 7.732; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2319.

[1831] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord.

[1832] Le Groupe spécial *Japon – Pommes*, affaire dans laquelle des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS et de l'Accord sur l'agriculture, a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS. (Voir le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.332.) Le Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, affaire dans laquelle des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture, a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS et du GATT de 1994. En particulier, ce Groupe spécial a indiqué qu'il avait résolu les aspects du différends liés aux "restrictions". (Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.69 et 7.485 à 7.487.)

[1833] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 737 et 738.

[1834] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 737.

[1835] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 738.

7.5.1.1.2 Évaluation du Groupe spécial

7.5.1.1.2.1 Critère juridique pertinent

7.883. Le Groupe spécial examinera ci-après si, conformément au critère juridique décrit plus haut dans la section 7.3.1.1.2.1, l'Accord SPS est applicable à la Mesure 3. Il examinera en particulier si, comme l'établit l'article 1:1 et 1:2 dudit accord, la Mesure 3: a) constitue une mesure SPS telle que définie à l'Annexe A de l'Accord SPS; et b) peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international.

7.5.1.1.2.2 Question de savoir si la Mesure 3 constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS

7.884. Comme il est indiqué dans la partie descriptive, la Mesure 3 consiste en l'inactivation de la résolution qui énonce les PPI visant les ananas du Costa Rica destinés au Panama.[1836] Compte tenu du critère juridique décrit ci-dessus, la tâche du présent Groupe spécial consiste à déterminer si la Mesure 3 a été appliquée aux fins de la réalisation d'au moins un des objectifs énumérés à l'Annexe A 1) a) à d), qui sont reproduits plus haut.[1837] À cet égard, le Groupe spécial observe que, dans la Note n° AUPSA-AG-032-2019, dans laquelle le Panama faisait part de la Mesure 3 au Costa Rica, le Panama a indiqué que cette mesure était une "mesure de prévention".[1838] La Note indique que la mesure sera maintenue jusqu'à ce que le Costa Rica "fournisse des renseignements complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au regard du parasite cochenille rose … et d'autres parasites, qui précisent leur situation" à ce moment-là.[1839]

7.885. La Note n° AUPSA-AG-032-2019 identifie le parasite qui suscite des préoccupations, à savoir la cochenille rose. Il ressort de cette note que le Panama associe le risque présenté par ce parasite à l'importation d'ananas du Costa Rica, étant donné que le Panama procède à l'inactivation de la résolution qui énonce les PPI visant les ananas du Costa Rica après avoir vérifié sa situation phytosanitaire concernant l'importation de ce produit.[1840] Dans sa réponse à cette note, le SFE du Costa Rica confirme son interprétation selon laquelle la mesure est le résultat d'une évaluation qui a permis de déterminer l'existence d'un risque dans la présence potentielle de la cochenille rose dans les ananas du Costa Rica.[1841] À cet égard, le Groupe spécial rappelle que la cochenille rose est un insecte éminemment polyphage qui affecte une grande variété de végétaux[1842], y compris l'ananas.[1843]

7.886. De l'avis du Groupe spécial, la notification de la Mesure 3 au Costa Rica indique que cette mesure est appliquée en raison du risque que les ananas costariciens représentent, selon le Panama, pour ce qui est de l'entrée de la cochenille rose sur son territoire.

7.887. Par conséquent, le Groupe spécial considère que l'objectif de la Mesure 3 correspond à l'objectif de "préserver les végétaux [sur le territoire du Membre] des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites", énoncé à l'Annexe A 1) a) de l'Accord SPS.

7.888. Pour ce qui est du type de mesure, le Groupe spécial considère que la Mesure 3, qui consiste en l'inactivation de la résolution qui énonce les PPI visant les ananas du Costa Rica, rend l'importation

---

[1836] Voir plus haut la section 2.1.4.1.

[1837] Voir plus haut le paragraphe 7.62. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

[1838] Voir plus haut le paragraphe 2.16.

[1839] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65).

[1840] Dans la Note n° AUPSA-AG-032-2019, l'AUPSA a indiqué que, sur la base de son évaluation des risques, "la situation phytosanitaire concernant l'importation d'ananas (*Ananas comosus*) frais originaires du Costa Rica [avait été] vérifié[e], et il [avait] été fait état de la présence du parasite cochenille rose (*Maconellicoccus hirsutus*)". Voir la Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65).

[1841] Note officielle n° DSFE-083-2019 (pièce CRI-78).

[1842] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 3. Les parties ne sont pas en désaccord sur les caractéristiques générales de la cochenille rose, y compris ses hôtes. Voir Costa Rica, première communication, paragraphes 107 et 866.

[1843] Voir Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53). Voir aussi CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 19; et Groupe de travail sur la préservation des végétaux, "Scientific opinion on the pest categorisation of Maconellicoccus hirsutus" (2022) (pièce PAN-48), page 24.

de ce produit impossible. Par conséquent, à son avis, la Mesure 3 pourrait être qualifiée de prescription aux fins de l'Annexe A 1).[1844] En outre, comme cela a été indiqué plus haut, même si elle n'est pas expressément incluse dans la liste de mesures figurant à l'Annexe A 1), une mesure peut être considérée comme une mesure SPS si elle est appliquée aux fins de la réalisation de l'un des objectifs énumérés dans cette disposition. La Mesure 3 satisfait à cette prescription et peut donc être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

7.5.1.1.2.3 Question de savoir si la Mesure 3 peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international

7.889. Le Groupe spécial considère qu'en raison de la nature de la mesure, et comme cela a été expliqué précédemment au sujet de la Mesure 1[1845], la Mesure 3 affecte directement le commerce international en empêchant l'importation des ananas du Costa Rica au Panama par suite de l'inactivation de la résolution qui énonce les PPI pertinentes.

7.5.1.1.3 Conclusion concernant l'applicabilité de l'Accord SPS à la Mesure 3

7.890. Ayant déterminé que la Mesure 3 constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) a) de l'Accord SPS et qu'elle affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord, le Groupe spécial constate que l'Accord SPS s'applique à cette mesure.

7.891. En conséquence, le Groupe spécial continue avec l'examen des allégations formulées par le Costa Rica au sujet du fondement scientifique de la mesure au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:7 de l'Accord SPS.

7.5.1.2 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:7 de l'Accord SPS

7.892. Le Costa Rica affirme que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la préservation des végétaux. Il allègue également que la Mesure 3 est donc également incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.[1846] Il considère en outre que la Mesure 3 n'est pas couverte par l'exemption prévue à l'article 5:7 de l'Accord SPS car elle ne satisfait pas aux prescriptions de cette disposition.[1847] Il ajoute que le Panama n'a pas réfuté ses éléments *prima facie* concernant l'inapplicabilité de l'article 5:7 de l'Accord SPS et ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait de prouver qu'il était satisfait à toutes les prescriptions de cette disposition.[1848]

7.893. Pour sa part, le Panama affirme que le Costa Rica n'a pas établi *prima facie* que le Panama ne satisfaisait pas aux quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7 de l'Accord SPS.[1849] Il demande au Groupe spécial de conclure que la Mesure 3 est une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 et qu'il n'a donc pas agi d'une manière incompatible avec les articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:3.[1850]

7.894. Conformément à l'attribution de la charge de la preuve au titre de l'article 5:7 établie plus haut au paragraphe 7.121, le Groupe spécial analysera, tout d'abord, si la Mesure 3 constitue une mesure provisoire au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS. En fonction de ses constatations concernant cette question, il décidera s'il est nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS. En ce sens, il rappelle que l'article 5:7 a été considéré comme une exemption assortie de réserves de l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesure SPS sans preuves scientifiques suffisantes, et par extension de celles de l'article 5:1. Par conséquent, dans le cas où la Mesure 3 serait couverte par l'exemption de

[1844] Voir plus haut la note de bas de page 310.
[1845] Voir plus haut le paragraphe 7.73.
[1846] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 740.
[1847] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 762 et 1250 a); et deuxième communication écrite, paragraphe 585.
[1848] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 192.
[1849] Panama, première communication écrite, paragraphe 280.
[1850] Panama, première communication écrite, paragraphes 166, 435 et 436.

l'article 5:7, les obligations prévues aux articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:3 ne lui seraient pas applicables.[1851]

7.5.1.2.1 Question de savoir si la Mesure 3 est une mesure SPS couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS

7.5.1.2.1.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.895. Le Costa Rica allègue que le Panama ne peut pas justifier la Mesure 3 au titre de l'article 5:7 étant donné qu'elle ne satisfait pas aux quatre prescriptions cumulatives de cette disposition.[1852]

7.896. En ce qui concerne la *première prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 3 dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes qui l'empêchait de procéder à une évaluation du risque en question.[1853] Il affirme que, lorsque le Panama a suspendu les importations d'ananas costariciens en janvier 2019, celui-ci disposait de tous les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation du risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais en provenance du Costa Rica, à savoir: a) des renseignements scientifiques relatifs au parasite cochenille rose (morphologie, symptômes, détection, système de reproduction, conditions de survie, ennemis naturels, méthodes de contrôle, etc.); et b) des renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard de ce parasite.[1854]

7.897. En ce qui concerne la *deuxième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica soutient que la Mesure 3 n'y satisfait pas parce qu'elle n'a pas été établie sur la base des renseignements pertinents dont le Panama disposait lorsqu'il a adopté cette mesure, en janvier 2019.[1855] Il affirme que les renseignements pertinents ci-après étaient à la disposition du Panama lorsqu'il a adopté la Mesure 3:

a. renseignements relatifs au parasite cochenille rose;

b. renseignements spécifiques sur la situation phytosanitaire de la cochenille rose au Costa Rica indiquant que: i) ce parasite est un organisme de quarantaine au Costa Rica, qui fait l'objet d'une lutte officielle et dont la présence n'a été signalée que dans une seule zone et uniquement sur l'hôte hibiscus, et non chez l'ananas[1856]), ii) il n'a pas été fait état d'interceptions de cochenille rose dans les expéditions d'ananas du Costa Rica; et iii) les importations d'ananas du Costa Rica au Panama se sont maintenues à un niveau normal[1857];

c. NIMP 2 intitulée "Directives pour l'analyse du risque phytosanitaire" et NIMP 20 intitulée "Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations"[1858]; et

[1851] L'article 5:2 et 5:3 énumère une série de facteurs qui doivent être pris en compte dans les évaluations du risque au titre de l'article 5:1. Par conséquent, dans la mesure où les obligations de l'article 5:1 ne sont pas applicables du fait de l'exemption de l'article 5:7, les obligations prévues à l'article 5:2 et 5:3, qui portent sur l'évaluation du risque au titre de l'article 5:1, ne le seraient pas non plus.

[1852] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 762 et 767.

[1853] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 193.

[1854] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 194. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 769, 775 et 778; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 45.

[1855] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 780 et 792; et deuxième communication écrite, paragraphe 231.

[1856] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781 (citant la Note officielle n° DSFE-261-2014 (pièce CRI-68); et le Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce CRI-69)); et deuxième communication écrite, paragraphe 218.

[1857] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781 (citant INEC, Importations d'ananas au Panama (2010-2020) (pièce CRI-77)).

[1858] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 783 (faisant référence à CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101); et CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161)); et deuxième communication écrite, paragraphes 221 à 223.

d. mesures appliquées par le Pérou, l'Union européenne et le Panama lui-même aux importations d'avocats et d'ananas du Costa Rica, de Colombie et des États-Unis.[1859]

7.898. Le Costa Rica affirme qu'il n'existe pas de lien rationnel et objectif entre la Mesure 3 et les renseignements pertinents dont le Panama disposait au moment de l'adoption de cette mesure.[1860]

7.899. Le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas adopté la Mesure 3 sur la base des renseignements spécifiques concernant la situation de la cochenille rose au Costa Rica et le commerce antérieur d'ananas frais avec le Costa Rica car ces renseignements indiquaient "l'absence de tout risque lié à l'ananas frais du Costa Rica comme filière d'introduction de la cochenille rose sur le territoire panaméen".[1861] Il affirme en outre que le Panama n'a pas tenu compte des normes de la CIPV ni des renseignements découlant des mesures appliquées par d'autres Membres et le Panama lui-même, de sorte que ce dernier ne s'est pas non plus appuyé sur ces renseignements pour adopter la Mesure 3.[1862]

7.900. S'agissant de la *troisième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica allègue que le Panama n'y a pas satisfait car il n'a pas essayé d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires à une évaluation plus objective du risque.[1863] Il signale que le Panama a simplement demandé des "renseignements complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au regard du parasite cochenille rose … et d'autres parasites, qui précisent leur situation actuelle", sans spécifier lesquels ni les parasites auxquels il se référait[1864], ni les insuffisances des preuves scientifiques pertinentes.[1865] Il explique que, face à la demande de renseignements imprécise du Panama, il a communiqué les renseignements qu'il jugeait pertinents pour la reprise du commerce[1866], et s'est montré disposé à fournir des renseignements additionnels.[1867] Il affirme que ce n'est que deux ans après avoir fermé le marché que le Panama lui a indiqué qu'il n'avait pas fourni de renseignements détaillés sur la cochenille rose.[1868] Il indique avoir fourni le 28 avril 2021 les renseignements demandés par le Panama, bien que les jugeant excessifs et inutiles, ainsi que des renseignements additionnels sur la surveillance spécifique des zones productrices d'ananas, trois mois plus tard, soit le 23 juillet 2021.[1869]

7.901. En ce qui concerne la *quatrième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas satisfait à cette prescription impliquant d'examiner la mesure dans un délai raisonnable car à la date d'établissement du Groupe spécial, le 27 septembre 2021, le Panama n'avait pas examiné la mesure alors qu'il disposait des renseignements fournis par le Costa Rica depuis février 2019.[1870] Selon lui, le retard pris dans l'examen de la Mesure 3 est injustifié puisque

[1859] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 784 à 789 (faisant référence à la Résolution directoriale du Pérou n° 0042-2016-MINAGRI-SENASA-DSV établissant les PPI pour l'avocat frais de Colombie (pièce CRI-163); et à la Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164)); et deuxième communication écrite, paragraphes 224 à 231.

[1860] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 219.

[1861] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781.

[1862] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 783 et 789.

[1863] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 794 et 810; et deuxième communication écrite, paragraphe 232.

[1864] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 795 (citant la Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65)).

[1865] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 795 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679); et deuxième communication écrite, paragraphe 234.

[1866] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 797.

[1867] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 798 (citant la Note officielle n° DSFE-083-2019 (pièce CRI-78)).

[1868] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 803 (citant la Note n° DNSV-0112-2021-OIAR (pièce CRI-85), paragraphe 2).

[1869] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 806 à 808 (citant la Note officielle n° DSFE-0254-2021 (pièce CRI-90); SFE, *Renseignements requis pour l'évaluation des risques associés à l'importation d'ananas du Costa Rica au Panama* (2021) (pièce CRI-91); la Note officielle n° DSFE-0497-2021 (pièce CRI-92); et le Rapport sur la surveillance spécifique de la cochenille rose (pièce CRI-93)); et deuxième communication écrite, paragraphes 242 et 243. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 240; et réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphe 3.122 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.618).

[1870] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 812; et deuxième communication écrite, paragraphe 255.

le Panama disposait de tous les renseignements dont il avait besoin à cette fin et qu'il n'y a aucune raison justifiant son inaction.[1871]

Panama

7.902. Le Panama allègue que le Costa Rica n'a pas réussi à établir *prima facie* que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:7.[1872]

7.903. En ce qui concerne la *première prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas démontré que les preuves scientifiques étaient suffisantes pour procéder à une évaluation du risque en question au moment de l'adoption de la Mesure 3.[1873] Il indique également que les renseignements généraux sur la cochenille rose ainsi que le rapport du Costa Rica sur la situation au regard du parasite constituaient des renseignements pertinents mais non suffisants pour procéder à une évaluation du risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais en provenance du Costa Rica.[1874]

7.904. Le Panama affirme que, pour procéder à une évaluation de ce risque, ses autorités "requéraient, au minimum, des preuves techniques relatives au statut phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard de M. hirsutus; des renseignements sur la surveillance et le contrôle phytosanitaire spécifique du parasite dans les zones de production; les procédures régissant les enquêtes; et les stratégies actuelles d'atténuation ou de gestion du risque".[1875] Il ajoute que c'est pour cette raison qu'il a demandé des "renseignements complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au regard du parasite cochenille rose (*Maconellicoccus hirsutus*) et d'autres parasites, qui précisent leur situation actuelle."[1876]

7.905. Le Panama affirme qu'il a décidé d'agir avec précaution en suspendant temporairement l'importation d'ananas du Costa Rica en raison: a) de la découverte en 2018 d'une publication de 2011 selon laquelle le parasite cochenille rose avait été identifié dans l'ananas aux Fidji, ce qui mettait "en question ses conclusions antérieures concernant le risque de transmission de *M. hirsutus* via les ananas"; et b) du signalement par le Costa Rica de la cochenille rose sur son territoire.[1877]

7.906. S'agissant de la *deuxième prescription* de l'article 5:7, le Panama affirme que les renseignements pertinents disponibles sur la base desquels la Mesure 3 a été établie sont les suivants:

a. le fait que l'ananas est un hôte confirmé du parasite, comme l'indique la publication de 2011, dont le Panama a eu connaissance en 2018;

b. la présence du parasite cochenille rose au Costa Rica; et

c. l'absence de données techniques complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones productrices d'ananas au Costa Rica au regard du parasite cochenille rose qui permettraient d'évaluer le risque d'une dissémination plus étendue de ce parasite aux ananas du Costa Rica.[1878]

[1871] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 816; et deuxième communication écrite, paragraphes 246 et 250.
[1872] Panama, première communication écrite, paragraphe 249.
[1873] Panama, première communication écrite, paragraphe 291.
[1874] Panama, réponse à la question n° 52 du Groupe spécial, paragraphes 148 à 152.
[1875] Panama, première communication écrite, paragraphe 289.
[1876] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65).
[1877] Panama, première communication écrite, paragraphes 281 à 284 (faisant référence à Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), page 8).
[1878] Panama, réponse à la question n° 182 du Groupe spécial, paragraphe 201; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 77. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphes 292 et 309.

7.907. Le Panama allègue qu'il existe un lien rationnel et objectif entre ces renseignements et la Mesure 3, de sorte qu'il convient de considérer que celle-ci a été adoptée sur la base de ces renseignements.[1879]

7.908. S'agissant des renseignements indiqués par le Costa Rica, le Panama soutient que les renseignements spécifiques sur la situation de la cochenille rose au Costa Rica et le commerce antérieur d'ananas frais avec le Costa Rica entre 2014 et 2019 ne démontrent pas l'absence de tout risque phytosanitaire, comme l'allègue le Costa Rica. Selon le Panama, les signalements établis par le Costa Rica en 2014 confirment la présence de la cochenille rose, un parasite polyphage qui, comme l'indique la publication scientifique de 2011, peut être hébergé par l'ananas.[1880] Le Panama ajoute que l'absence d'interceptions du parasite dans les expéditions d'ananas du Costa Rica entre 2014 et 2019 ne constitue pas un renseignement pertinent démontrant l'absence de tout risque phytosanitaire car, s'il fallait attendre d'intercepter le parasite dans une expédition d'ananas costariciens pour pouvoir adopter une mesure provisoire, cela viderait de sa substance le droit d'agir avec précaution qui est prévu à l'article 5:7.[1881]

7.909. Le Panama ne considère pas non plus que les NIMP 2 et 20 soient pertinentes car elles ne disent rien sur le risque phytosanitaire en question[1882], et il affirme que, même si elles étaient pertinentes, elles n'étayeraient pas les arguments du Costa Rica[1883] parce que la NIMP 20 ne limite pas l'adoption de mesures d'urgence aux cas de non-conformité ou d'interception d'un parasite dans l'expédition d'une marchandise.[1884] Enfin, il soutient que les mesures phytosanitaires appliquées par le Pérou et le Panama que le Costa Rica a indiquées ne sont pas pertinentes car, à la différence de la Mesure 3, elles découlent d'une évaluation objective du risque phytosanitaire.[1885]

7.910. S'agissant de la *troisième prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama n'avait pas essayé d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires à une évaluation plus objective du risque en question.[1886] Il estime que les efforts qu'il a faits pour obtenir les renseignements additionnels nécessaires ont été contrariés par le refus du Costa Rica de fournir les renseignements techniques complémentaires qu'il requérait.[1887] Il soutient que les communications que le Costa Rica a présentées en février et octobre 2019 montrent qu'il savait précisément quels renseignements étaient requis par le Panama.[1888] Il considère en outre que le Costa Rica savait que les renseignements qu'il avait communiqués initialement n'étaient pas suffisants puisqu'il a indiqué que le SFE était en train de compiler les renseignements techniques requis par le Panama.[1889]

7.911. En ce qui concerne la *quatrième prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas démontré qu'il n'avait pas examiné la Mesure 3 dans un délai raisonnable.[1890] Il indique avoir eu d'énormes difficultés à obtenir les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, étant donné que ces renseignements étaient détenus exclusivement par le Costa Rica. Il considère de ce fait que tout retard pris était le résultat direct

[1879] Panama, première communication écrite, paragraphe 292; et deuxième communication écrite, paragraphe 154.
[1880] Panama, première communication écrite, paragraphe 300.
[1881] Panama, première communication écrite, paragraphe 301; et deuxième communication écrite, paragraphe 159.
[1882] Panama, première communication écrite, paragraphe 303. Voir aussi Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 225, paragraphe 328, et n° 104, paragraphe 9.
[1883] Panama, première communication écrite, paragraphes 303 et 304. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 158; et réponse à la question n° 93 du Groupe spécial, paragraphe 263.
[1884] Panama, première communication écrite, paragraphe 304. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 225 du Groupe spécial, paragraphe 331.
[1885] Panama, première communication écrite, paragraphes 307 et 308.
[1886] Panama, première communication écrite, paragraphe 323.
[1887] Panama, première communication écrite, paragraphe 310; et deuxième communication écrite, paragraphes 135 et 166.
[1888] Panama, première communication écrite, paragraphes 313, 315, 316 et 320 (citant la Note officielle n° DSFE-083-2019 (pièce CRI-78); et la Note officielle n° DSFE-0838-2019 (pièce CRI-82)). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphes 312 et 314; et deuxième communication écrite, paragraphe 168.
[1889] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 170 (citant la Note officielle n° DSFE-083-2019 (pièce CRI-78)).
[1890] Panama, première communication écrite, paragraphe 336.

des actions et omissions du Costa Rica.[1891] Il affirme que les renseignements que le Costa Rica lui a communiqués entre le 6 février 2019 et le 19 février 2021 étaient insuffisants pour procéder à l'évaluation du risque.[1892] Il fait valoir que les demandes de renseignements qu'il a adressées au Costa Rica n'étaient pas excessives car elles concernaient des renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque.[1893] Il ajoute que les mois écoulés entre le moment où le Costa Rica a "*finalement* cherché" à fournir les renseignements, en avril 2021, et l'établissement du Groupe spécial, en septembre 2021, n'ont pas été suffisants pour permettre à ses autorités d'examiner les renseignements.[1894] Il affirme que la pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur l'examen de la Mesure 3 et que la non-communication de renseignements de la part du Costa Rica a fait se prolonger le processus de compilation des renseignements "pendant une bonne partie de la période de la COVID-19".[1895]

7.5.1.2.1.2 Évaluation du Groupe spécial

Critère juridique pertinent

7.912. Comme cela a été indiqué dans le cadre de la Mesure 1, pour qu'une mesure SPS soit considérée comme couverte par l'article 5:7, le Membre qui l'adopte doit satisfaire à quatre prescriptions cumulatives, à savoir: adopter la mesure a) dans une situation où "les preuves scientifiques pertinentes [sont] insuffisantes"; et b) "sur la base des renseignements pertinents disponibles"; c) "s'efforcer[] d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et d) "examiner[] en conséquence la mesure … dans un délai raisonnable".[1896]

7.913. Le Groupe spécial va maintenant évaluer si la Mesure 3 est couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS. Comme pour la Mesure 1, il examinera tout d'abord si la Mesure 3 a été adoptée dans une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes.

Question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 3 dans une situation où les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes

7.914. Le Groupe spécial rappelle qu'il souscrit à l'interprétation donnée dans des différends antérieurs selon laquelle il existe une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes au sens de l'article 5:7 lorsque les lacunes dans l'ensemble des preuves scientifiques ne permettent pas à un Membre, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie à l'Annexe A de l'Accord SPS.[1897]

7.915. Le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas démontré que la Mesure 3 avait été adoptée dans une situation où les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour procéder à une évaluation du risque en question.[1898] Il considère que le Panama disposait de renseignements suffisants sur le parasite cochenille rose et la situation phytosanitaire du Costa Rica à cet égard.[1899] Pour sa part, le Panama affirme que le Costa Rica n'a pas démontré que les preuves scientifiques étaient suffisantes pour procéder à une évaluation du risque.[1900]

7.916. Le Groupe spécial va à présent examiner si les preuves scientifiques dont le Panama disposait au moment où il a adopté la Mesure 3 lui permettaient de procéder à l'évaluation de ce risque. Il

---

[1891] Panama, première communication écrite, paragraphe 326; et deuxième communication écrite, paragraphes 180 et 183.
[1892] Panama, première communication écrite, paragraphe 332.
[1893] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 182.
[1894] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 183. (mise en relief dans l'original) Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 278.
[1895] Panama, première communication écrite, paragraphes 333 et 334.
[1896] Voir plus haut le paragraphe 7.109 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89; *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 676; *Japon – Pommes*, paragraphe 176; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.107).
[1897] Voir plus haut le paragraphe 7.111 et les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179; et *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 674 et 677.
[1898] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 193.
[1899] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 194.
[1900] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 139.

commencera son analyse en abordant la question du risque pertinent, puis il examinera les renseignements dont le Panama avait besoin pour évaluer le risque en question.

Risque pertinent

7.917. Le Panama a indiqué que le risque qu'il avait cherché à traiter en adoptant la Mesure 3 était le risque d'entrée, d'établissement[1901] ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais en provenance du Costa Rica.[1902]

7.918. Le Costa Rica affirme que "le Panama était tenu d'évaluer la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de ce parasite sur le territoire panaméen via les ananas importés du Costa Rica".[1903] Selon lui, les renseignements pertinents disponibles au moment de l'adoption de la Mesure 3 indiquaient l'absence d'un tel risque.[1904]

7.919. Le Groupe spécial considère que ces affirmations des parties ne reflètent pas un désaccord sur le risque pertinent, mais plutôt sur les probabilités de matérialisation d'un tel risque. Il considère donc que l'évaluation à laquelle le Panama doit procéder en ce qui concerne le risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais en provenance du Costa Rica correspond à celle qui est prévue dans la première phrase de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS. Cette phrase fait référence à "la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter".

Renseignements nécessaires à l'évaluation du risque en question

7.920. Comme cela a été indiqué précédemment, l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes à laquelle l'article 5:7 fait référence est déterminée par les renseignements qui sont nécessaires pour évaluer le risque en question.[1905] Par conséquent, le Groupe spécial estime nécessaire d'identifier les renseignements dont le Panama avait besoin pour évaluer le risque pertinent afin de pouvoir ainsi déterminer si le Panama disposait de suffisamment de preuves scientifiques pertinentes pour procéder à l'évaluation d'un tel risque au moment de l'adoption de cette mesure.

7.921. Le Panama affirme qu'il avait besoin de "renseignements complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas [au Costa Rica] au regard du parasite cochenille rose (*Maconellicoccus hirsutus*) et d'autres parasites, qui précisent leur situation actuelle."[1906] Pour sa part, le Costa Rica allègue que le Panama disposait de renseignements suffisants pour procéder à l'évaluation du risque en question car il disposait de renseignements sur: a) le parasite cochenille rose (morphologie, symptômes, détection, système de reproduction, conditions de survie, ennemis naturels, méthodes de contrôle, etc.); et b) la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard de ce parasite (statut phytosanitaire du Costa Rica communiqué au Panama et à la CIPV en mai 2014, absence d'interceptions du parasite dans les expéditions d'ananas du Costa Rica au Panama et maintien à un niveau normal des importations d'ananas du Costa Rica au Panama).[1907]

7.922. Le Groupe spécial considère que la NIMP 11, qui traite des ARP pour les organismes de quarantaine[1908], donne des indications utiles à cet égard. Il estime que cette NIMP est pertinente car: a) elle donne des détails sur la réalisation d'une "évaluation du risque phytosanitaire" dans le

---

[1901] Le Groupe spécial observe que la définition de l'"évaluation des risques" donnée à l'Annexe A 4) de l'Accord SPS utilise le mot "radicación" (établissement) au lieu du mot "establecimiento" (établissement) ("[l]a evaluación de la probabilidad de entrada, *radicación* o propagación de plagas") ([l'é]valuation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite). Il comprend que ces deux termes sont synonymes dans ce contexte.

[1902] Panama, première communication écrite, paragraphe 285.

[1903] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 213.

[1904] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781.

[1905] Voir plus haut le paragraphe 7.147.

[1906] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 311.

[1907] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 194.

[1908] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142).

cadre de l'ARP pour les organismes de quarantaine[1909]; b) la cochenille rose est considérée comme "un organisme nuisible qui suscite des préoccupations" en raison de ses effets nuisibles très divers[1910]; c) le Panama a informé le Costa Rica que la cochenille rose "[était] un organisme de quarantaine" pour le Panama[1911]; et d) la réglementation panaméenne dispose que la Section chargée de l'analyse du risque phytosanitaire et des prescriptions phytosanitaires de la Direction nationale de la protection phytosanitaire (DNSV) élaborera les études d'ARP en suivant les étapes prévues dans la NIMP 11, entre autres.[1912]

7.923. La NIMP 11 indique que l'étape intitulée "Évaluation du risque phytosanitaire" (étape 2 d'une ARP) est constituée de trois étapes interdépendantes: a) catégorisation de l'organisme nuisible, b) évaluation de la probabilité d'introduction et de dissémination, et c) évaluation des conséquences économiques potentielles (y compris l'incidence environnementale).[1913] Le Groupe spécial se concentrera sur les renseignements nécessaires pour évaluer la probabilité d'introduction et de dissémination de la cochenille rose, étant donné que le Panama fait valoir qu'il existe une situation d'insuffisance qui concerne cette étape de l'évaluation du risque.[1914]

7.924. La NIMP 11 identifie trois éléments dans le cadre de l'évaluation de la probabilité d'introduction et de dissémination d'un organisme nuisible: a) la probabilité de son entrée, b) la probabilité de son établissement, et c) la probabilité de sa dissémination après établissement. Elle indique les renseignements qui pourraient être pris en compte pour évaluer chacune de ces probabilités. Il convient toutefois de noter que la NIMP 11 n'exige pas que le pays qui procède à l'évaluation du risque demande tous les renseignements qu'elle mentionne ou effectue chacune des étapes qu'elle décrit. Comme il ressort du texte de la NIMP elle-même, qui introduit souvent les facteurs à prendre en compte par des expressions comme "[l]es facteurs à prendre en compte sont notamment les suivants", "[l]es facteurs à prendre en compte sont, par exemple, les suivants …" ou par des expressions analogues, les facteurs qui y sont énoncés ne constituent pas une liste exhaustive[1915] et la complexité de l'évaluation du risque sera déterminée par les circonstances.[1916]

Probabilité d'entrée d'un organisme nuisible[1917]

7.925. Dans cette section, la NIMP 11 traite les cinq questions suivantes:

a. Identification des filières pour une ARP amorcée par un organisme nuisible

   i. La NIMP 11 indique que "[l]es données relatives à l'interception d'un organisme nuisible peuvent fournir des preuves de l'aptitude d'un organisme nuisible à être

[1909] Selon la NIMP 11, l'ARP pour les organismes de quarantaine suit un processus défini par trois étapes: a) étape 1 (mise en route); b) étape 2 (évaluation du risque); et c) étape 3 (gestion du risque). (CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 6)

[1910] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 3.

[1911] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65). En outre, le dossier indique que le parasite cochenille rose est un "organisme de quarantaine absent" au Panama. Voir SFE, Manuel sur l'échantillonnage de la cochenille rose de l'hibiscus dans l'ananas (2021) (pièce CRI-94), page 40 (faisant référence au Portail phytosanitaire international de la CIPV (FAO 2018)).

[1912] Ministère du développement agricole, Résolution n° DAL 015-ADM-2011 (2011) (pièce PAN-97), article 8. Les autres NIMP mentionnées dans cette disposition sont la NIMP 2 (qui a un caractère général et qui est développée par la NIMP 11 en ce qui concerne les étapes 2 et 3 de l'ARP pour les organismes de quarantaine) et la NIMP 21 (qui développe la NIMP 2 s'agissant des organismes réglementés non de quarantaine). Voir CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), pages 2 et 13. Il convient également de signaler que les dispositions de la NIMP 11 ont été adoptées dans leur intégralité par le Panama au moyen de la Résolution n° DAL-043-ADM-08 du 7 juillet 2008 (Ministère du développement agricole, Résolution n° DAL 015-ADM-2011 (2011) (pièce PAN-97), sixième considérant).

[1913] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 10.

[1914] Panama, première communication écrite, paragraphe 285.

[1915] Voir, par exemple, CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), pages 14 et 15.

[1916] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 10.

[1917] L'"entrée" d'un organisme nuisible s'entend de l'"[a]rrivée d'un organisme nuisible dans une zone où il est absent ou présent mais non largement disséminé et faisant l'objet d'une lutte officielle". (CIPV, NIMP 5 (pièce CRI-75), page 12)

associé à une filière et à survivre au transport et à l'entreposage".[1918] Elle indique également que l'entrée par des moyens naturels sera examinée.[1919]

b. Probabilité que l'organisme nuisible soit associé à la filière à l'origine

i. La NIMP établit que "[l]a probabilité que l'organisme nuisible soit associé, dans l'espace ou le temps, à la filière à l'origine sera déterminée" et, à cette fin, elle énumère de façon exhaustive une série de facteurs qui devraient être pris en compte, à savoir: a) prévalence de l'organisme nuisible dans la zone d'origine, b) présence de l'organisme nuisible à un stade de développement qui serait associé aux marchandises, aux conteneurs ou aux moyens de transport, c) volume et fréquence du mouvement le long de la filière, d) calendrier saisonnier, et e) moyens de lutte, procédures culturales et commerciales mises en œuvre au lieu d'origine (application de produits phytosanitaires, manutention, élimination de végétaux atteints, classement qualitatif).[1920]

c. Probabilité de survie au transport ou à l'entreposage

i. La NIMP 11 indique les facteurs à prendre en compte ci-après: a) vitesse et conditions de transport et durée du cycle biologique de l'organisme nuisible compte tenu de la durée du transport et de l'entreposage; b) vulnérabilité des stades de développement pendant le transport et l'entreposage; c) prévalence des organismes nuisibles ayant des probabilités d'être associés à un envoi; et d) procédures commerciales (par exemple réfrigération) appliquées aux envois dans le pays d'origine, le pays de destination, ou pendant le transport ou l'entreposage.[1921]

d. Probabilité qu'un organisme nuisible survive aux procédures de lutte en vigueur

i. Selon la NIMP 11, l'examen de cette probabilité implique d'évaluer "[l]es procédures de lutte en vigueur (y compris les procédures phytosanitaires) appliquées aux envois, contre d'autres organismes nuisibles de l'origine jusqu'à l'utilisation finale, … au point de vue de leur efficacité contre l'organisme nuisible en question."[1922] En outre il est indiqué qu'il est nécessaire d'"estimer[] la probabilité que l'organisme nuisible ne soit pas détecté durant l'inspection ou survive à d'autres procédures phytosanitaires existantes."[1923]

e. Probabilité de transfert à un hôte approprié

i. La NIMP 11 énumère une série de facteurs à examiner, à savoir: a) les mécanismes de dispersion; b) la question de savoir si la marchandise importée doit être envoyée à quelques-uns seulement ou à de nombreux points de destination dans la zone ARP; c) la présence d'hôtes appropriés à proximité des points d'entrée, de transit et de destination; d) l'époque de l'année à laquelle l'importation a lieu; e) l'utilisation prévue de la marchandise (par exemple plantation, transformation ou consommation); et f) les risques que présentent les sous-produits et les déchets.[1924]

Probabilité d'établissement[1925]

7.926. La NIMP 11 indique qu'il convient de recueillir des "informations biologiques fiables (cycle biologique, gamme de plantes hôtes, épidémiologie, survie, etc.) … dans les zones où l'organisme

[1918] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 13.
[1919] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 13.
[1920] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 14.
[1921] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 14.
[1922] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 14.
[1923] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 14.
[1924] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 14.
[1925] Par "établissement" d'un organisme nuisible, on entend la "[p]erpétuation, dans un avenir prévisible, d'un organisme nuisible dans une zone après son entrée". (CIPV, NIMP 5 (pièce CRI-75), page 13)

nuisible est actuellement présent", et qu'"[o]n peut examiner avec profit d'autres études concernant des organismes nuisibles comparables."[1926]

7.927. Selon la NIMP, les facteurs à prendre en compte sont, par exemple, les suivants: a) présence, quantité et répartition des hôtes dans la zone ARP; b) caractère approprié ou non de l'environnement dans la zone ARP; c) capacité d'adaptation de l'organisme nuisible; d) stratégie de reproduction de l'organisme nuisible; e) méthode de survie de l'organisme nuisible; et f) pratiques culturales et mesures de lutte.[1927]

7.928. Dans la section relative à la probabilité d'établissement, la NIMP 11 traite des quatre questions présentées ci-après:

a. Présence d'hôtes, d'hôtes alternes et de vecteurs appropriés dans la zone ARP

    i. À cet égard, la NIMP indique que les facteurs suivants sont à prendre en considération: a) des hôtes et des hôtes alternes sont-ils présents, abondants ou largement disséminés; b) des hôtes et des hôtes alternes sont-ils présents dans une zone géographique suffisamment proche pour permettre à l'organisme nuisible de compléter son cycle biologique; c) d'autres espèces végétales pourraient-elles constituer des hôtes appropriés en l'absence des espèces hôtes habituelles; d) si un vecteur est nécessaire à la dispersion de l'organisme nuisible, est-il déjà présent dans la zone ARP ou susceptible d'y être introduit; et e) une autre espèce vectrice est-elle présente dans la zone ARP.[1928]

b. Adaptabilité à l'environnement

    i. La NIMP 11 indique qu'il est nécessaire d'identifier les facteurs de l'environnement (climat, sol, concurrence organisme nuisible/hôtes) qui sont déterminants pour le développement de l'organisme nuisible, de son hôte et, le cas échéant, de son vecteur, et pour leur aptitude à survivre à des périodes de contraintes climatiques et à achever leur cycle biologique.[1929]

c. Pratiques culturales et mesures de lutte

    i. Selon la NIMP 11, il pourrait être approprié de comparer les pratiques culturales de production pour les plantes cultivées hôtes afin de déterminer s'il existe des différences entre la zone ARP et la zone d'origine de l'organisme nuisible qui pourraient influer sur son aptitude à s'établir.[1930]

    ii. Il est également possible d'examiner les programmes de lutte ou les ennemis naturels de l'organisme nuisible qui existent déjà dans la zone ARP et réduisent la probabilité de son établissement et la présence (ou l'absence) de méthodes appropriées d'éradication.[1931]

d. Autres caractéristiques de l'organisme nuisible influant sur la probabilité d'établissement

[1926] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 15.
[1927] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 15.
[1928] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 15.
[1929] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 16.
[1930] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 16.
[1931] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 16.

i. Ces caractéristiques sont notamment les suivantes: a) la stratégie de reproduction et méthode de survie de l'organisme nuisible[1932]; b) l'adaptabilité génétique[1933]; et c) la population minimale nécessaire à l'établissement.[1934]

Probabilité de dissémination après établissement[1935]

7.929. Le calcul de cette probabilité exige d'obtenir des informations biologiques fiables dans les zones où l'organisme nuisible est actuellement présent pour pouvoir comparer la situation de ces zones avec celle de la zone ARP. La NIMP 11 considère qu'on peut examiner avec profit d'autres études concernant des organismes nuisibles comparables.[1936]

7.930. Selon la NIMP 11, les facteurs à prendre en compte sont, par exemple, les suivants: a) l'environnement naturel ou aménagé convient-il pour la dissémination naturelle de l'organisme nuisible; b) la présence d'obstacles naturels; c) les possibilités de déplacement avec des marchandises ou des moyens de transport; d) l'utilisation prévue de la marchandise; e) les vecteurs potentiels de l'organisme nuisible dans la zone ARP; et f) les ennemis naturels potentiels de l'organisme nuisible dans la zone ARP.[1937]

7.931. Après avoir identifié les renseignements qui, selon la NIMP 11, pouvaient être nécessaires au Panama pour évaluer le risque d'entrée, d'établissement et de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas costariciens, le Groupe spécial va maintenant examiner si le Panama disposait de suffisamment de preuves scientifiques pertinentes pour procéder à une telle évaluation au moment de l'adoption de la Mesure 3.

Pertinence et caractère suffisant des preuves scientifiques existantes au moment de l'adoption de la Mesure 3

7.932. Les renseignements que les parties ont identifiés comme étant disponibles pour le Panama au moment de l'adoption de la Mesure 3 peuvent être regroupés en deux catégories: a) les renseignements sur le parasite cochenille rose; et b) les renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard de ce parasite.[1938]

7.933. S'agissant de la *pertinence* de ces renseignements, le Groupe spécial observe que, d'une manière générale, les parties ne sont pas en désaccord sur le fait que ces deux catégories de renseignements peuvent être pertinentes pour le risque en question.[1939] Il pense comme les parties que les renseignements tant sur la cochenille rose que sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard de ce parasite peuvent constituer des preuves scientifiques pertinentes pour le risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination du parasite via l'importation d'ananas frais en provenance du Costa Rica. C'est ce que confirme la NIMP 11, puisqu'elle indique qu'une évaluation des risques peut nécessiter à la fois des renseignements généraux sur le parasite et des renseignements sur la situation et la réglementation phytosanitaires du lieu d'origine du produit à importer (Costa Rica).[1940]

[1932] Renseignements concernant les caractéristiques qui permettent à l'organisme nuisible de se reproduire efficacement dans le nouvel environnement, comme la parthénogénèse/autocroisement, la durée du cycle biologique, le nombre de générations par année, la période de dormance, etc. Voir CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 16.

[1933] Renseignements concernant la question de savoir si l'espèce est polymorphe et dans quelle mesure l'organisme nuisible a prouvé qu'il était capable de s'adapter aux conditions de la zone ARP. Voir CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 16.

[1934] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 16.

[1935] Par "dissémination" d'un organisme nuisible, on entend l'[e]xtension de la distribution géographique d'un organisme nuisible à l'intérieur d'une zone". (CIPV, NIMP 5 (pièce CRI-75), page 11)

[1936] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 17.

[1937] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 17.

[1938] Voir plus haut les paragraphes 7.896 et 7.905.

[1939] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 199; Panama, première communication écrite, paragraphe 289; deuxième communication écrite, paragraphes 144 et 146; et réponse à la question n° 92 du Groupe spécial, paragraphe 257.

[1940] À cet égard, le Groupe spécial partage l'avis de groupes spéciaux antérieurs qui ont considéré que les renseignements généraux sur le parasite en question étaient pertinents. Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.216 (concernant la maladie du feu bactérien); et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.662 et 7.663 (concernant la maladie de la peste porcine africaine).

7.934. En ce qui concerne le *caractère suffisant* de ces renseignements aux fins de l'évaluation du risque en question, le Groupe spécial rappelle que ce qui est pertinent au titre de la première prescription de l'article 5:7 c'est que l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permette pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation appropriée des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie à l'Annexe A 4).[1941]

7.935. Le Groupe spécial observe que le Panama a identifié comme suit les situations d'insuffisance des preuves scientifiques en ce qui concerne l'évaluation du risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais du Costa Rica:

a. situation d'insuffisance des preuves scientifiques découlant de la découverte par les autorités panaméennes, en 2018, d'une preuve scientifique de 2011[1942] faisant état de la présence du parasite cochenille rose dans l'ananas aux Fidji;

b. situation d'insuffisance des preuves scientifiques relatives à la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard du parasite et, plus précisément, les aspects suivants: i) preuves techniques relatives au statut phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard de la cochenille rose; ii) surveillance et contrôle phytosanitaire spécifique du parasite dans les zones de production d'ananas; iii) procédures régissant les enquêtes; et iv) stratégies actuelles d'atténuation ou de gestion du risque.[1943]

7.936. Le Groupe spécial va maintenant examiner ces deux situations d'insuffisance alléguée des preuves scientifiques identifiées par le Panama.

Situation alléguée d'insuffisance des preuves scientifiques relatives au parasite

7.937. S'agissant de la publication scientifique de 2011 qu'il affirme avoir découverte en décembre 2018, le Panama indique que, lorsqu'il a adopté les PPI visant les ananas du Costa Rica en juillet 2008, les preuves scientifiques disponibles ne donnaient pas à penser que l'ananas était un hôte de la cochenille rose.[1944] Il fait valoir que la découverte de cette publication a été l'un des éléments qui ont déclenché l'adoption de la Mesure 3, car elle mettait en question ses conclusions antérieures concernant le risque associé à la transmission de la cochenille rose à l'ananas.[1945]

7.938. Le Costa Rica soutient que la publication scientifique de 2011 a simplement confirmé que l'ananas peut être un hôte de plus parmi les centaines d'hôtes potentiels de la cochenille rose. Il signale que le Panama n'a pas indiqué ce qui, selon lui, avait été mis "en question" après la publication de cette preuve scientifique en 2011.[1946] Il ajoute que le Panama aurait dû savoir que l'ananas apparait comme étant un hôte de la cochenille rose dans des revues scientifiques et des bases de données comme celles du CABI et de l'OEPP, puisqu'il affirme qu'il élabore ses PPI en utilisant ces ressources.[1947]

7.939. Le Groupe spécial observe qu'à la suite de la première réunion de fond, le Panama n'a pas développé son argumentation au sujet de la publication de 2011, mais s'est concentré exclusivement sur la situation d'insuffisance des preuves scientifiques relatives à la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite. C'est ce que le Panama lui-même semble confirmer lorsqu'il affirme

[1941] Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.647 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179). Il convient de rappeler que l'Annexe A 4) de l'Accord SPS définit l'"[é]valuation des risques" pertinente comme l'"[é]valuation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter".

[1942] Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), page 8.

[1943] Panama, première communication écrite, paragraphe 289.

[1944] Panama, première communication écrite, paragraphe 257.

[1945] Panama, première communication écrite, paragraphes 259 et 260. Le Panama identifie deux facteurs qui l'ont amené à "agir avec précaution en suspendant temporairement l'importation d'ananas du Costa Rica": a) l'étude de Hodgson et Łagowska de 2011; et b) la présence de la cochenille rose au Costa Rica. (*Ibid.*, paragraphe 260)

[1946] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 203.

[1947] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 202 (faisant référence à Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial).

que "la seule question à laquelle le Groupe spécial doit encore répondre est celle de savoir si les autorités panaméennes disposaient de renseignements suffisants sur la situation au Costa Rica pour procéder à une évaluation du risque."[1948] Cependant, dans le cadre de son évaluation objective de la question dont il a été saisi, le Groupe spécial va examiner si la découverte par le Panama de cette publication en 2018 a créé une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes.

7.940. Le Groupe spécial souscrit à l'avis du Costa Rica selon lequel le Panama n'a pas indiqué quels "conclusions antérieures" ou aspects spécifiques étaient mis en question par la publication de 2011. D'après l'argument du Panama, il semble que ce qu'il y a de nouveau dans la publication c'est le fait que l'ananas peut héberger le parasite cochenille rose. La publication de 2011 indique que ce parasite a été détecté pour la première fois aux Fidji, mais pas qu'il s'agissait de la première fois qu'il était détecté dans l'ananas. À cet égard, le Groupe spécial observe que la fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus élaborée par le CABI identifie l'ananas comme un hôte du parasite et relie ce renseignement non seulement à la publication de 2011 identifiée par le Panama, mais aussi à une publication de 2004.[1949] Le fait que, en 2004, une preuve scientifique a établi un lien entre le parasite en question et l'ananas remettrait en cause la nouveauté qu'a introduite, selon le Panama, la publication de 2011 en indiquant que l'ananas pouvait héberger le parasite.

7.941. Examinant la publication de 2011, le Groupe spécial observe que, sur les 30 pages qu'elle comporte, quelques lignes à peine sont consacrées à la cochenille rose. Ces lignes signalent la présence de la cochenille rose aux Fidji pour la première fois, dans un cas chez l'hibiscus et dans un autre chez l'ananas.[1950] Le reste de la publication porte principalement sur la découverte de nouvelles espèces de cochenille aux Fidji. Les auteurs rappellent qu'il s'agit d'un parasite polyphage répandu dans le sud de l'Asie, en Australie et en Afrique, qui s'est propagé à de nombreuses zones géographiques ces dernières années. Ils affirment qu'il s'agit d'un parasite susceptible d'envahir diverses cultures, en particulier l'ananas.[1951] La publication contient une liste des espèces de cochenilles enregistrées aux Fidji, qui indique que la cochenille rose a été retrouvée sur deux îles des Fidji dans les végétaux hôtes suivants: *Ficus sp.*[1952], *Hibiscus rosa-sinenesis*[1953] et *Ananas cosmosus* (ananas).[1954]

7.942. Les auteurs de cette publication n'indiquent pas que leurs découvertes remettent en question les preuves scientifiques existantes, mais affirment simplement qu'au cours de leur "petite enquête"[1955], ils ont détecté le parasite cochenille rose aux Fidji pour la première fois et que ce parasite pourrait potentiellement avoir des effets très importants sur le plan économique et écologique.[1956] De l'avis du Groupe spécial, cette publication ne remet pas en question les preuves scientifiques antérieures concernant les hôtes du parasite, mais complète les renseignements existants sur le parasite en indiquant qu'il est présent dans l'ananas aux Fidji. Compte tenu de la nature "éminemment polyphage"[1957] du parasite, que l'on trouve dans plus de 300 espèces végétales de plus de 85 familles[1958], le fait qu'une publication scientifique fait part de sa détection dans l'ananas

[1948] Panama, réponse à la question n° 186 du Groupe spécial, paragraphe 220. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 145.

[1949] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71) (faisant référence à D.J. Williams, *Mealybugs of Southern Asia* (Malaysia: Natural History Museum/Southdene Sdn Bhd, 2004)).

[1950] Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), pages 1 et 8. Le Groupe spécial observe que le tableau figurant à la page 28 de cette publication inclut un troisième hôte de la cochenille rose, à savoir le *Ficus sp*.

[1951] Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), page 8.

[1952] La Global Database de l'OEPP n'indique pas le nom commun de cette plante en espagnol. Voir https://gd.eppo.int/taxon/FIUSS (adresse consultée le 13 août 2024).

[1953] Les noms communs en espagnol qui correspondent à ce nom scientifique sont indiqués ci-après: "clavel japonés", "cucarda", "hibisco pacífico" et "rosa de China". Voir https://gd.eppo.int/taxon/HIBRS (adresse consultée le 13 août 2024).

[1954] Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), page 28.

[1955] Les auteurs font référence à la petite enquête ("small survey") qu'ils ont menée dans le cadre d'un voyage de trois semaines aux Fidji, au cours duquel ils ont recueilli environ 100 lots de matières provenant de cochenilles ("*scale insect material*") à Viti Levu, Kadavu et Taveuni. (Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), pages 2 et 19)

[1956] Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), page 2.

[1957] La qualification du parasite comme étant un parasite "polyphage" renvoie au fait qu'il "se nourrit de nombreuses espèces végétales (hôtes)". (OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 11)

[1958] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), pages 3 et 11.

aux Fidji ne semble pas remettre en cause les preuves scientifiques en la matière mais plutôt confirmer cette nature polyphage.

7.943. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas démontré qu'au moment de l'adoption de la Mesure 3, il existait une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes relatives à l'ananas en tant qu'hôte du parasite résultant de la publication de 2011 que le Panama affirme avoir découverte en 2018.

7.944. S'agissant des autres preuves scientifiques pertinentes relatives au parasite, pour lesquelles le Panama n'a identifié aucune situation d'insuffisance, le Groupe spécial observe que le Costa Rica a versé au dossier un échantillon important de l'abondante littérature existante concernant le parasite. Cette littérature comprend a) les fiches techniques du CABI et de l'OEPP[1959], qui font référence à des sources antérieures à l'adoption de la Mesure 3, b) le dispositif d'intervention face à un foyer du parasite dans un pays de la région de l'OIRSA (publié en 2010)[1960], c) le rapport technique de l'OIRSA sur la situation actuelle du parasite (publié en 2018, peu avant l'adoption de la Mesure 3)[1961], et d) une série d'études et d'articles universitaires accessibles au public.[1962] Ces documents contiennent à leur tour des références bibliographiques supplémentaires concernant le parasite.[1963]

7.945. De l'avis du Groupe spécial, ces preuves scientifiques relatives au parasite traitent suffisamment en détail des questions qui, selon la NIMP 11, devraient être prises en considération dans l'évaluation du risque dans le cadre d'une ARP. Il s'agit notamment des questions suivantes: informations biologiques concernant le parasite, les hôtes, mécanismes de dispersion, adaptabilité à l'environnement, stratégie reproductive et méthode de survie.[1964] Par conséquent, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas démontré qu'il existait une situation d'insuffisance des preuves scientifiques concernant le parasite qui l'empêchait d'évaluer le risque en question.

Situation alléguée d'insuffisance des preuves scientifiques relatives au statut phytosanitaire des zones de production d'ananas du Costa Rica au regard du parasite

7.946. Le Groupe spécial passe à l'examen de la deuxième situation d'insuffisance alléguée des preuves scientifiques que le Panama a identifiée, qui a trait à la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard de la cochenille rose.

7.947. Comme il a été indiqué précédemment, le Panama affirme qu'il ne pouvait pas évaluer le risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais en provenance du Costa Rica parce que, au moment de l'adoption de la Mesure 3, il ne disposait pas de "renseignements complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas" au regard du parasite.[1965] Spécifiquement, ces renseignements sont les suivants:

[1959] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71); et OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144).

[1960] OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de cochenille rose de l'hibiscus* (2010) (pièce CRI-72).

[1961] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70).

[1962] Voir, par exemple, Martínez Rivero, Cochinilla rosada del hibisco, un peligro potencial para la agricultura cubana (2007) (pièce CRI-73); USDA, IICA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003) (pièce CRI-74); Ganjisaffar *et al.* (2019) (pièce CRI-146); SAGARPA, SENASICA, *Cochenille rose de l'hibiscus*, Fiche technique n° 6 (2016) (pièce CRI-147); Seth *et al.* (2016) (pièce CRI-148); Chong *et al.* (2015) (pièces CRI-149, PAN-50); Culik *et al.* (2013) (pièce CRI-150); Briseño Fierro *et al.* (2013) (pièce CRI-151); Isiordia-Aquino *et al.* (2011) (pièce CRI-153); Hernández-Moreno *et al.* (2012) (pièce CRI-154); SINAVEF, *Rapport épidémiologique sur la cochenille rose de l'hibiscus* (2011) (pièce CRI-155); Rosas-García y Parra-Bracamonte (2011) (pièce CRI-156); Isiordia-Aquino *et al.* (2012) (pièce CRI-157); Chong *et al.* (2008) (pièce CRI-158); et SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008) (pièce CRI-159).

[1963] OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144), pages 6 à 8; CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), pages 44 à 60; OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de cochenille rose de l'hibiscus* (2010) (pièce CRI-72), pages 46 à 48, 79, 80, 93, 119, 131, 141 et 142; et OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), pages 28 et 29.

[1964] Pour la liste des questions qui, selon la NIMP 11, devraient être prises en considération dans l'évaluation du risque dans le cadre d'une ARP, voir plus haut les paragraphes 7.928 à 7.930.

[1965] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65).

a) preuves techniques relatives au statut phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard de la cochenille rose; b) renseignements sur la surveillance et le contrôle phytosanitaire spécifique du parasite dans les zones de production d'ananas; c) procédures régissant les enquêtes; et d) stratégies actuelles d'atténuation ou de gestion du risque.[1966]

7.948. Pour sa part, le Costa Rica affirme que le Panama pouvait évaluer le risque en question à l'aide des preuves scientifiques dont il disposait pour ce qui était de la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard de la cochenille rose, à savoir: a) les signalements adressés par le Costa Rica à la CIPV et au Panama en mai 2014 indiquant que la cochenille rose était présente sur son territoire, n'était pas largement disséminée et faisait l'objet d'une lutte officielle[1967]; b) le maintien des importations d'ananas costariciens au Panama après ces signalements de mai 2014 et jusqu'à l'adoption de la Mesure 3, en janvier 2019[1968]; et c) l'absence de détection de la cochenille rose dans les expéditions d'ananas costariciens.[1969]

7.949. Le Groupe spécial observe que, dans des communications au Costa Rica après l'adoption de la Mesure 3 et au cours de la présente procédure, le Panama a indiqué avec divers degrés de précision les renseignements qu'il estimait nécessaires pour procéder à l'évaluation du risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais du Costa Rica. Dans un premier temps, lorsqu'il a notifié la Mesure 3 au Costa Rica en janvier 2019, le Panama lui a demandé des "renseignements complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au regard de la cochenille rose … et d'autres parasites, qui précisent leur situation actuelle".[1970] Plus de deux ans plus tard, c'est-à-dire le 1er mars 2021, le Panama a réitéré sa demande de "renseignements complémentaires sur la situation au regard du parasite … dans les zones de production d'ananas" et a précisé qu'il avait besoin a) de "renseignements sur la surveillance phytosanitaire spécifique du parasite, sur les sites de production dans les zones où le parasite [était] présent, les zones qui en [étaient] exemptes, les procédures régissant les enquêtes, entre autres choses"; b) de "la liste des entreprises exportatrices soumises à un contrôle officiel de la part du SFE qui [étaient] intéressées par l'exportation d'ananas frais" au Panama; et c) de connaître les "mesures d'atténuation utilisées pour le parasite, pendant les périodes de culture et dans les centres de conditionnement".[1971] Dix jours après avoir réitéré sa demande de renseignements complémentaires, et à la demande du Costa Rica, le Panama a adressé à ce dernier une liste détaillée des renseignements requis.[1972]

7.950. Par la suite, dans ses communications écrites au Groupe spécial, le Panama a indiqué que, pour évaluer le risque en question, il requérait "des preuves techniques sur le statut phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard de M. hirsutus; des renseignements sur la surveillance et le contrôle phytosanitaire spécifique au parasite dans les zones de production; les procédures régissant les enquêtes; et les stratégies actuelles d'atténuation ou de gestion du

[1966] Panama, première communication écrite, paragraphe 289.
[1967] Note officielle n° SFE-261-2014 (pièce CRI-68); et Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce CRI-69).
[1968] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781.
[1969] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781.
[1970] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65).
[1971] Note n° AUPSA-DNSV-0127-2021 (pièce CRI-87).
[1972] Note n° DNSV-0177-2021 (pièce CRI-88). Il s'agissait des renseignements suivants: a) liste des entreprises exportant des ananas au Panama faisant l'objet d'un contrôle officiel de la part du SFE (y compris leurs coordonnées); b) nom scientifique du produit (*Ananas comosus*); c) partie spécifique de la plante qui sera importée (fruit); d) utilisation finale du produit importé; e) point de savoir s'il s'agit d'un produit transgénique; f) état du produit à exporter; g) type d'emballage; h) localisation spécifique et description des zones géographiques de production du produit du pays d'origine (y compris division politique, cartes des zones productrices désignées pour l'exportation et des autres zones productrices); i) données climatiques de la région dans laquelle se situent les zones de production (température, humidité, précipitations, vents, etc., y compris cartes); j) phénologie des cultures, période de plantation et de récolte; k) description du parasite; l) renseignements sur la surveillance phytosanitaire spécifique du parasite dans les zones de production; m) procédure régissant les prospections; n) stratégies actuelles pour l'atténuation ou la gestion du risque (techniques de contrôle, surveillance, traitements phytosanitaires); o) pratiques de production, récolte, traitements avant et après récolte et entreposage des cultures avant l'exportation; p) procédure d'inspection officielle pour la certification phytosanitaire, sélection et conditionnement pour l'exportation; q) moyens de transport utilisés pour l'exportation; r) réglementations relatives au produit, existence de zones exemptes et systèmes de surveillance et de certification phytosanitaire; s) volumes et valeurs des exportations vers le pays au cours de la période 2014-2019; t) photographie du produit; et u) références bibliographiques. (*Ibid.*, pages 3 et 4)

risque".[1973] Enfin, dans les réponses qu'il a apportées après la deuxième réunion de fond, le Panama a fourni un tableau dans lequel il comparait les renseignements qu'il avait demandés au Costa Rica le 10 mars 2021 avec les renseignements qui, selon la NIMP 11, étaient nécessaires pour procéder à une évaluation du risque en question.[1974] Les points inclus par le Panama dans ce tableau étaient moins nombreux que ceux qu'il avait énumérés dans sa communication du 10 mars 2021.[1975]

7.951. En dehors de la formulation plus ou moins détaillée choisie par le Panama pour faire référence aux renseignements qu'il avait demandés au Costa Rica au sujet de sa situation phytosanitaire au regard du parasite, le Groupe spécial ne voit pas de contradictions dans les renseignements requis par le Panama. Il observe que ces renseignements concernent les zones de production d'ananas au Costa Rica, comme le Panama lui-même l'a indiqué au Costa Rica lorsqu'il l'a informé de l'adoption de la Mesure 3[1976] et répété dans ses communications au Groupe spécial.[1977]

7.952. Sur cette base, le Groupe spécial va à présent examiner si, au moment de l'adoption de la Mesure 3, le Panama disposait de renseignements suffisants sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard du parasite pour pouvoir évaluer le risque en question.

7.953. À cet égard, le Groupe spécial observe que les renseignements spécifiés dans la NIMP 11 en ce qui concerne l'évaluation de la probabilité d'entrée, d'établissement et de dissémination d'un parasite peuvent être regroupés en trois catégories: a) renseignements sur le parasite[1978]; b) renseignements sur la zone ARP (Panama)[1979]; et c) renseignements sur "les zones où l'organisme nuisible est actuellement présent" ou la "zone d'origine de l'organisme nuisible".[1980] Il rappelle qu'en mai 2014, le Costa Rica a informé le Panama et la CIPV que le parasite était présent sur son territoire, mais pas dans les zones de production d'ananas. Spécifiquement, il apparaît que le parasite est lié à un seul hôte (la plante d'hibiscus), qu'il a une aire de distribution limitée (à Rio Oro de Santa Ana, dans la province de San José) et qu'il fait l'objet d'une lutte officielle.[1981] Le Panama

[1973] Panama, première communication écrite, paragraphe 289; et deuxième communication écrite, paragraphe 146.

[1974] Panama, réponse à la question n° 179 du Groupe spécial, paragraphe 195. Voir aussi la comparaison des renseignements indiqués dans la NIMP 11 avec le rapport sur la situation phytosanitaire du Costa Rica et les renseignements demandés par le Panama le 10 mars 2021 (pièce PAN-140). Le Panama affirme qu'il a demandé moins de renseignements que ce que recommande la NIMP 11. (Panama, réponse à la question n° 179 du Groupe spécial, paragraphe 196)

[1975] Le Panama indique avoir demandé les renseignements ci-après au Costa Rica le 10 mars 2021, sur la base des renseignements mentionnés dans la NIMP 11 aux fins de la réalisation d'une évaluation du risque: a) s'agissant de la probabilité d'entrée d'un parasite: i) répartition géographique et gamme de plantes hôtes de l'organisme nuisible; ii) autres filières comme d'autres types de marchandises, les matériaux d'emballage, etc.; iii) prévalence de l'organisme nuisible dans la zone d'origine; iv) moyens de lutte, procédures culturales et commerciales mises en œuvre au lieu d'origine; v) vitesse et conditions de transport et durée du cycle biologique de l'organisme nuisible compte tenu de la durée du transport et de l'entreposage; vi) procédures commerciales (par exemple réfrigération) appliquées aux envois dans le pays d'origine, le pays de destination, ou pendant le transport ou l'entreposage; vii) procédures de lutte en vigueur (y compris les procédures phytosanitaires) appliquées aux envois, contre d'autres organismes nuisibles de l'origine jusqu'à l'utilisation finale; et viii) utilisation prévue de la marchandise; b) s'agissant de la probabilité d'établissement: i) caractère approprié du climat, du sol et concurrence organisme nuisible/hôtes; ii) pratiques culturales de production pour les plantes cultivées hôtes; iii) adaptabilité génétique; et iv) population minimale nécessaire à l'établissement; et c) s'agissant de la probabilité de dissémination: informations biologiques fiables sur des zones dans lesquelles celui-ci est actuellement présent. (Voir la comparaison des renseignements indiqués dans la NIMP 11 avec le rapport sur la situation phytosanitaire du Costa Rica et les renseignements demandés par le Panama le 10 mars 2021 (pièce PAN-140).)

[1976] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65) (dans laquelle l'AUPSA fait référence à la nécessité de recevoir des "renseignements complémentaires sur la *situation phytosanitaire des zones de production d'ananas* [au Costa Rica] au regard du parasite cochenille rose"). (pas de mise en relief dans l'original)

[1977] Voir, par exemple, Panama, première communication écrite, paragraphes 276 et 319;deuxième communication écrite, paragraphe 182; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 67.

[1978] Par exemple, stratégie de reproduction et méthode de survie de l'organisme nuisible, adaptabilité génétique ou population minimale nécessaire à l'établissement. (CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 16)

[1979] Par exemple, présence, quantité et répartition des hôtes dans la zone ARP, caractère approprié ou non de l'environnement dans la zone ARP, ou ennemis naturels potentiels de l'organisme nuisible dans la zone ARP. (CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), pages 15 et 17)

[1980] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), pages 15 et 16.

[1981] Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce PAN-52).

confirme que, lorsqu'il a adopté la Mesure 3, il a vérifié la présence de la cochenille rose au Costa Rica et savait que la situation du Costa Rica n'avait pas changé depuis le signalement du parasite en 2014, comme les rapports du Costa Rica à la CIPV le confirmaient.[1982]

7.954. En ce qui concerne les renseignements nécessaires pour évaluer la *probabilité d'entrée du parasite*, le Groupe spécial observe que le Panama connaissait le statut du parasite au Costa Rica (absent dans les zones de production d'ananas) et le fait qu'il n'avait pas détecté le parasite dans les expéditions d'ananas du Costa Rica, qui se sont maintenues à un niveau normal entre mai 2014 et l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019. Il estime qu'à la lumière de ce que prévoit la NIMP 11[1983], ces renseignements permettaient au Panama d'évaluer la probabilité d'entrée et, en particulier, la probabilité que le parasite soit associé à la filière, sans avoir besoin de demander des renseignements additionnels sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard du parasite.

7.955. En outre, le Panama disposait de renseignements sur la gestion du parasite dans la région de l'OIRSA puisqu'il fait partie, avec le Costa Rica, de cette organisation. L'OIRSA a publié en 2018, peu avant l'adoption de la Mesure 3, un rapport technique faisant état des stratégies de lutte dans la région de l'OIRSA et dans ses pays membres. Dans le cas du Costa Rica, il est indiqué que "[d]ans les années 2012 et 2013, des parasitoïdes ont été exportés vers le Costa Rica après la détection du parasite dans la province de San José et les zones d'Alajuela voisines de San José".[1984] S'agissant de la région de l'OIRSA, les membres de l'organisation ont réaffirmé "l'importance qu'[avait] depuis son lancement le programme de lutte biologique contre la CRH [cochenille rose de l'hibiscus], qui [avait] permis de maintenir la protection de la région de l'OIRSA contre les effets négatifs du parasite au cours des 18 dernières années d'activité".[1985] Le rapport indique également que "la bonne gestion du parasite a permis d'éviter l'accélération de la dissémination du parasite dans les pays de l'OIRSA".[1986] Par conséquent, le Groupe spécial comprend qu'en tant que membre de l'OIRSA, le Panama disposait de renseignements de première main sur la manière dont le parasite est géré dans la région, y compris le Costa Rica.

7.956. En tout état de cause, le Groupe spécial considère que les renseignements mentionnés dans la NIMP 11 n'incluent pas les renseignements détaillés sur la gestion du parasite dans les zones de production d'ananas au Costa Rica puisque, comme le reconnaît le Panama, il n'est pas fait état de la présence du parasite dans ces zones et, par conséquent, il n'est pas approprié de demander des renseignements sur la gestion d'un parasite dans une zone où il n'est pas présent.

7.957. S'agissant des renseignements nécessaires pour évaluer la *probabilité d'établissement* du parasite, le Groupe spécial observe que la NIMP 11 établit qu'il convient de recueillir des "informations biologiques fiables … dans les zones où l'organisme nuisible est actuellement présent"[1987] ainsi que des renseignements sur la zone ARP (en l'occurrence le Panama).[1988] Par conséquent, pour procéder à cette évaluation, le Panama n'avait pas besoin de renseignements additionnels sur la situation phytosanitaire au regard du parasite dans les zones de production d'ananas au Costa Rica, où le parasite n'était pas présent.

7.958. Enfin, en ce qui concerne la *probabilité de dissémination de l'organisme nuisible*, la NIMP 11 indique qu'il serait nécessaire de disposer d'"informations biologiques fiables dans les zones où l'organisme nuisible est actuellement présent" pour pouvoir comparer la situation de ces zones avec

[1982] Panama, réponse à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 26 (faisant référence au Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce PAN-52). Le Panama affirme que "le signalement des parasites adressé par le Costa Rica à la CIPV qui confirme la présence de *M. hirsutus* [au] Costa Rica a été actualisé pour la dernière fois le 25 octobre 2018". (Panama, réponse à la question n° 6 du Groupe spécial, note de bas de page 37)

[1983] Voir plus haut le paragraphe 7.925.

[1984] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 3. Le rapport indique que le Costa Rica a demandé le soutien du programme régional pour l'achat de 259 000 parasitoïdes à lâcher dans les zones touchées par le parasite. (*Ibid.*, page 26)

[1985] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 4.

[1986] OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 4.

[1987] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 15.

[1988] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 15.

celle de la zone ARP (en l'occurrence le Panama).[1989] Là encore, étant donné qu'il n'est pas fait état de la présence du parasite dans les zones de production d'ananas au Costa Rica, la NIMP 11 n'étaye pas la pertinence des renseignements relatifs à ces zones demandés par le Panama pour l'évaluation de la probabilité de dissémination du parasite.

7.959. Par conséquent, l'examen des renseignements nécessaires pour évaluer le risque en question à la lumière de ce que prévoit la NIMP 11 n'étaye pas l'argument du Panama selon lequel il avait besoin de "renseignements complémentaires sur le statut phytosanitaire des zones de production d'ananas au regard du parasite cochenille rose"[1990], en plus des renseignements ci-après dont il disposait déjà au moment de l'adoption de la Mesure 3:

a. renseignements sur le statut phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite, selon lesquels, au Costa Rica, la cochenille rose constituait un organisme de quarantaine, n'était pas largement disséminée et faisait l'objet d'une lutte officielle, avait été signalée au Panama et à la CIPV en 2014, et était absente des zones de production d'ananas;

b. renseignements découlant du fait que les importations d'ananas du Costa Rica au Panama s'étaient maintenues à un niveau normal depuis le signalement du parasite en 2014 jusqu'à l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019 (par exemple, renseignements requis par les PPI visant les ananas du Costa Rica en ce qui concerne la production, la récolte, l'emballage ou le conditionnement; ou renseignements relatifs aux ports d'entrée et aux moyens de transport utilisés mentionnés dans les déclarations en douane)[1991]; et

c. absence d'interceptions par le Panama de la cochenille rose dans les expéditions d'ananas du Costa Rica, qui, selon la NIMP 11, "peuvent fournir des preuves de l'aptitude d'un organisme nuisible à être associé à une filière et à survivre au transport et à l'entreposage".[1992]

7.960. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 3 dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques relatives à la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard du parasite qui l'empêchait de procéder à l'évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination du parasite au Panama via les ananas du Costa Rica.

Conclusion sur la question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 3 dans une situation où les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes

7.961. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Panama n'a pas démontré qu'au moment de l'adoption de la Mesure 3, il existait une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes pour ce qui était a) des renseignements relatifs au parasite cochenille rose, ou b) de la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard de ce parasite, qui l'empêchait d'évaluer le risque d'entrée, d'établissement et de dissémination du parasite cochenille rose au Panama via l'importation d'ananas en provenance du Costa Rica.

7.962. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 3 dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

7.963. Comme cela a été indiqué dans le cadre de la Mesure 1, la constatation formulée précédemment serait suffisante pour conclure que la Mesure 3 n'est pas couverte par l'article 5:7,

[1989] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), pages 16 et 17.
[1990] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65).
[1991] À titre d'exemple, le fait qu'entre mai 2014 et l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019 les importations d'ananas costariciens au Panama se sont maintenues à un niveau normal signifie que le Panama pouvait, grâce aux déclarations en douane, connaître les moyens de transport utilisés et les ports d'entrée par lesquels la marchandise entrait sur son territoire. (Déclarations douanières d'importation d'ananas au Panama (2014-2016) (pièce PAN-141)) En outre, le Panama savait que ces importations d'ananas étaient soumises aux PPI pertinentes et qu'elles devaient donc satisfaire aux prescriptions concernant le conditionnement ainsi que les conteneurs utilisés ou les matériaux utilisés pour l'emballage et/ou l'amortissement, entre autres aspects. (Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 (pièce CRI-66), articles 6 à 9)
[1992] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 13.

puisque les prescriptions de l'article 5:7 sont cumulatives.[1993] Toutefois, le Groupe spécial juge approprié d'aborder également la deuxième prescription de cette disposition, qui concerne, comme la première, l'adoption de la mesure.

Question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 3 sur la base des renseignements pertinents disponibles

7.964. Conformément au critère juridique décrit plus haut[1994], le Groupe spécial va maintenant examiner si la décision du Panama de "rendre temporairement inactive la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008"[1995], qui établit les PPI visant les ananas frais du Costa Rica, était fondée sur les renseignements pertinents dont disposait le Panama au 29 janvier 2019. Il rappelle que, pour qu'il soit satisfait à cette prescription, le Panama doit démontrer qu'il existe un "lien rationnel et objectif"[1996] entre la Mesure 3 et les renseignements pertinents disponibles concernant le risque d'entrée, d'établissement et de dissémination du parasite cochenille rose au Panama via l'importation d'ananas du Costa Rica. Il examinera les différentes catégories de renseignements identifiées par les parties, résumées dans le tableau ci-après, afin de déterminer, dans un premier temps, si ces renseignements sont pertinents et s'ils étaient disponibles pour le Panama au moment de l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019. Si tel est le cas, il évaluera si le Panama a adopté cette mesure sur la base de ces renseignements.

Tableau 13 – Renseignements pertinents disponibles selon le Costa Rica et le Panama

Costa Rica	Panama
Renseignements généraux sur la cochenille rose: • Fiches techniques du CABI (2021) et de l'OEPP (2021)[1997] • Dispositif d'intervention (2010) et rapport technique de l'OIRSA (2018) • Études et articles universitaires sur le parasite accessibles au public[1998]	Renseignements généraux sur le parasite cochenille rose[1999]: • Publication indiquant la présence du parasite dans l'ananas aux Fidji (2011)

[1993] Voir plus haut le paragraphe 7.203.
[1994] Voir plus haut le paragraphe 7.912.
[1995] Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65). Voir la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66).
[1996] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678.
[1997] Le Groupe spécial observe que les fiches techniques du CABI et de l'OEPP versées au dossier sont datées de 2021, année de leur dernière mise à jour, comme indiqué sur leurs pages Web respectives (voir la bibliothèque numérique du CABI, disponible à l'adresse https://www.cabidigitallibrary.org/doi/10.1079/cabicompendium.40171; et la base de données mondiale de l'OEPP, disponible à l'adresse https://gd.eppo.int/taxon/PHENHI/datasheet (consultées le 13 août 2024). Toutefois, étant donné que ces ressources sont régulièrement mises à jour, cette date ne signifie pas que les versions antérieures de ces fiches n'étaient pas disponibles pour le Panama avant l'adoption de la Mesure 3. C'est ce que le Panama lui-même confirme indirectement lorsqu'il affirme qu'il se servait des bases de données du CABI et de l'OEPP à des fins de vérification phytosanitaire qui, selon lui, constituaient les analyses du risque dans le cadre de l'élaboration des PPI pour les produits alimentaires d'origine végétale. (Panama, réponse à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphes 30 et 31) En outre, il convient de signaler que, s'agissant plus particulièrement de la fiche technique de l'OEPP, son historique figure sur la page Web de l'OEPP et indique qu'elle a été publiée pour la première fois en 2005. L'OEPP indique également que les sections de la fiche technique intitulées "Identité", "Hôtes" et "Répartition géographique" sont automatiquement mises à jour à partir de la base de données, tandis que pour les autres sections, la fiche indique la date de la dernière mise à jour. Voir la base de données mondiale de l'OEPP, disponible à l'adresse https://gd.eppo.int/taxon/PHENHI/datasheet (consultée le 13 août 2024).
[1998] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 780 (citant CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71); OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144); OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de cochenille rose de l'hibiscus* (2010) (pièce CRI-72); et OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70)).
[1999] Panama, première communication écrite, paragraphe 292. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 309.

Costa Rica	Panama
Renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite cochenille rose: • Statut phytosanitaire du Costa Rica: organisme de quarantaine, non largement disséminé et faisant l'objet d'une lutte officielle, signalé au Panama et à la CIPV en 2014 et absent des cultures d'ananas au Costa Rica • Maintien des importations d'ananas costariciens au Panama à un niveau normal depuis le signalement du parasite en 2014 jusqu'à l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019 • Absence d'interceptions de la cochenille rose signalées par le Panama dans les expéditions d'ananas du Costa Rica[2000]	Renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard de la cochenille rose[2001]: • Présence du parasite au Costa Rica • Absence de preuves techniques sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard du parasite et les mesures de surveillance, de contrôle et d'atténuation/de gestion du risque qu'il a adoptées à cet égard
NIMP 2 et 20[2002]	
Mesures appliquées par le Panama, le Pérou et l'Union européenne aux importations de fruits hôtes du parasite (ananas et avocats) en provenance de pays où la cochenille rose est présente (Colombie, Costa Rica et États-Unis)[2003]	

Renseignements généraux sur le parasite cochenille rose

7.965. Le premier groupe de renseignements que le Costa Rica juge pertinents comprend des renseignements généraux sur le parasite cochenille rose, dont: a) les fiches techniques du CABI et de l'OEPP; b) le rapport technique et le dispositif d'intervention de l'OIRSA relatif au parasite; et c) les études et articles universitaires accessibles au public.[2004] Le Panama considère que, bien qu'ils soient pertinents aux fins de l'article 5:7, ces renseignements ne sont pas suffisants.[2005] Il affirme que l'expression ""renseignements pertinents" disponibles, au sens de l'article 5:7, désigne "des éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque, mais pas assez pour pouvoir procéder à l'évaluation du risque.""[2006] Le Groupe spécial comprend que le Panama a identifié un "élément de preuve" portant sur des renseignements relatifs au parasite, à savoir la publication scientifique de 2011 indiquant la présence du parasite dans l'ananas aux Fidji.[2007]

7.966. Le Groupe spécial pense comme les parties que les renseignements sur le parasite cochenille rose sont pertinents, étant donné que le risque identifié par le Panama concerne ce parasite en particulier.[2008] Il considère également qu'en janvier 2019, le Panama disposait de ces renseignements, puisqu'il s'agissait de documents en libre accès ou publiés par des institutions dont

[2000] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781 (citant la Note officielle n° DSFE-261-2014 (pièce CRI-68); le Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce CRI-69); et INEC, Importations d'ananas au Panama (2010-2020) (pièce CRI-77)).

[2001] Panama, première communication écrite, paragraphe 292. Voir aussi *ibid*., paragraphe 309.

[2002] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 783 (faisant référence à CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101); et CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161)); et deuxième communication écrite, paragraphes 221 à 223.

[2003] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 784 à 789 (faisant référence à la Résolution directoriale du Pérou n° 0042-2016-MINAGRI-SENASA-DSV établissant les PPI pour l'avocat frais de Colombie (pièce CRI-163); et à la Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164)); et deuxième communication écrite, paragraphes 224 à 231.

[2004] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 780.

[2005] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 144.

[2006] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 154 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678).

[2007] Panama, première communication écrite, paragraphe 292. Le Panama identifie deux autres éléments de preuve portant sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite: a) la présence du parasite au Costa Rica; et b) l'absence de renseignements sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard du parasite. (*Ibid.*, paragraphe 292; et Panama, réponse a la question n° 182 du Groupe spécial, paragraphes 200 à 202)

[2008] Cette approche correspond à celle qui a été suivie dans des différends antérieurs, dans lesquels les renseignements généraux sur le parasite/la peste en question ont été jugés pertinents. Voir les rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.218; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.661.

le Panama est membre (comme l'OIRSA), ou auxquelles il s'adresse fréquemment pour obtenir des renseignements qui lui permettent d'élaborer ses PPI (par exemple le CABI ou l'OEPP).[2009]

7.967. S'agissant de la question de savoir si la Mesure 3 a été adoptée sur la base de ces renseignements, le Panama affirme que la découverte qu'il a faite en 2018 d'une publication de 2011 faisant état d'un cas de cochenille rose dans l'ananas aux Fidji[2010] a mis en question ses conclusions antérieures concernant le risque de transmission de la cochenille rose via les ananas costariciens. Il affirme que cette publication, associée à la présence du parasite au Costa Rica, l'a amené à adopter la Mesure 3.[2011]

7.968. Comme cela a été indiqué précédemment dans la section relative à la première prescription de l'article 5:7, la publication de 2011 fait simplement état de la présence de la cochenille rose dans l'ananas aux Fidji, et complète ainsi les renseignements existants sur les hôtes du parasite. La publication indique que la cochenille rose est un parasite susceptible d'envahir diverses cultures, et notamment celle de l'ananas[2012], et qu'elle pourrait avoir des effets très importants sur le plan écologique et économique.[2013] Cependant, elle ne développe pas ces affirmations, qui ne sont pas non plus assorties de recommandations sur les mesures à adopter compte tenu de la caractérisation antérieure du parasite.

7.969. Le Groupe spécial rappelle que le fait que la fiche technique du CABI renvoie à une publication de 2004 lorsqu'elle inclut l'ananas parmi les hôtes remet en cause la nouveauté du lien entre l'ananas et le parasite.[2014]

7.970. Le Groupe spécial observe que le Panama n'affirme pas avoir établi la Mesure 3 sur la base d'autres preuves scientifiques disponibles concernant le parasite, comme les fiches techniques du CABI et de l'OEPP, le dispositif d'intervention face à un foyer du parasite dans un pays de la région de l'OIRSA, le rapport technique de l'OIRSA sur la situation actuelle du parasite, ou la littérature scientifique existante à cet égard. L'examen de ces preuves scientifiques montre la pertinence des différentes méthodes de contrôle pour la gestion du parasite, parmi lesquelles le contrôle biologique prévaut, mais qui donnent lieu, le cas échéant, à l'application d'autres mesures de contrôle de type cultural[2015], chimique[2016], physique[2017] et juridique.[2018,2019] Les preuves scientifiques disponibles

[2009] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 31. Voir aussi plus haut la note de bas de page 1997 concernant la date des fiches du CABI et de l'OEPP présentées par le Costa Rica.

[2010] Le Groupe spécial rappelle que les renseignements scientifiques disponibles confirment que, comme il est allégué par le Panama et non contesté par le Costa Rica, l'ananas peut être un hôte de la cochenille rose. (Voir, par exemple, CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 19; et la base de données mondiale de l'OEPP, disponible à l'adresse https://gd.eppo.int/taxon/PHENHI/hosts (consultée le 13 août 2024)).

[2011] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 154.

[2012] Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), page 8.

[2013] Hodgson et Łagowska (2011) (pièce PAN-53), page 1.

[2014] Voir plus haut le paragraphe 7.940.

[2015] Le contrôle cultural s'entend du "contrôle effectué au moyen de pratiques agronomiques qui contribuent à rendre un agroécosystème moins favorable pour le développement et la survie des parasites". (SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008) (pièce CRI-159), page 15)

[2016] Le contrôle chimique est un type de contrôle "utilisant des substances chimiques naturelles ou synthétiques qui ont une activité biologique". (SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008) (pièce CRI-159), page 16)

[2017] "Le contrôle physique de la cochenille rose passe par l'élimination des plantes, des arbustes, des buissons et des résidus de la taille hautement infestés par incinération". (SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008) (pièce CRI-159), page 17)

[2018] Le contrôle juridique a pour fonction de "surveiller que le transport des végétaux, des produits et des sous-produits hôtes de la cochenille rose originaires des zones sous contrôle phytosanitaire est effectué conformément à la réglementation" en vigueur. (SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008) (pièce CRI-159), page 21)

[2019] Voir, par exemple, OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de cochenille rose de l'hibiscus* (2010) (pièce CRI-72), page 38; CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), pages 42 et 43; OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144), page 5; USDA, IICA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003) (pièce CRI-74), page 11; Ganjisaffar *et al.*(pièce CRI-146), page 2; SENASICA, *Manuel technique et pratique de la campagne contre la cochenille rose de l'hibiscus* (2008) (pièce CRI-159), pages 15 à 22; Chong *et al.* (2015) (pièces CRI-149, PAN-50), pages 10 à 12; Culik *et al.* (2013) (pièce CRI-150), pages 390 et 393 à 395; Isiordia-Aquino *et al.* (2011) (pièce CRI-153), page 486; et USDA, APHIS, Pest Alert – The Pink Hibiscus Mealybug (1999) (pièce PAN-49), page 2.

concernant le parasite ne conduisent pas à penser qu'il faut suspendre l'importation du produit hôte du parasite, même s'il provient de zones où le parasite est présent[2020], ce qui n'est pas le cas du Costa Rica puisqu'il n'a pas été fait état de la présence du parasite dans les zones de production d'ananas.

7.971. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Panama n'a adopté la Mesure 3 ni sur la base de la publication scientifique de 2011 ni sur celle des autres renseignements généraux pertinents sur la cochenille rose dont il disposait au moment de l'adoption de la mesure, étant donné que ces renseignements ne justifiaient pas que l'on empêche l'importation d'un produit à titre de mesure de contrôle du parasite dans une situation telle que celle qui existait dans le cadre de la Mesure 3.

Renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite cochenille rose

7.972. Le deuxième groupe des renseignements que le Costa Rica juge pertinents est constitué par des renseignements sur sa situation phytosanitaire au regard du parasite cochenille rose. Le Costa Rica souligne que, lorsque le Panama a adopté la Mesure 3, il disposait de renseignements selon lesquels: a) la cochenille rose est un organisme de quarantaine au Costa Rica (non largement disséminé et faisant l'objet d'une lutte officielle), qui a été signalé au Panama et à la CIPV en 2014; b) la cochenille rose était absente des cultures d'ananas au Costa Rica[2021]; c) pendant près de cinq ans (depuis le signalement de la présence de la cochenille rose au Costa Rica en 2014 jusqu'à l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019), les importations d'ananas du Costa Rica se sont maintenues à un niveau normal; et d) le Panama n'a jamais fait part d'interceptions de cochenille rose dans les expéditions de ce produit.[2022]

7.973. Le Panama ne conteste pas la pertinence de ces renseignements, sauf en ce qui concerne l'absence d'interceptions du parasite dans les expéditions d'ananas du Costa Rica. Selon lui, l'absence d'interceptions ne constitue pas un renseignement pertinent démontrant l'absence de tout risque phytosanitaire car, s'il fallait attendre d'intercepter le parasite dans une expédition d'ananas costariciens pour pouvoir adopter une mesure provisoire, cela viderait de sa substance le droit d'agir avec précaution qui est prévu à l'article 5:7.[2023]

7.974. Le Groupe spécial considère que tous les renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard de la cochenille rose, y compris les renseignements relatifs à l'absence d'interceptions, sont pertinents parce qu'ils se rapportent directement au risque en question, à savoir le risque d'entrée, d'établissement et de dissémination du parasite au Panama via l'importation d'ananas du Costa Rica. Il renvoie à la NIMP 11, selon laquelle "[l]es données relatives à

[2020] Voir, par exemple, OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de cochenille rose de l'hibiscus* (2010) (pièce CRI-72), page 38; et Chong *et al.* (2015) Biology and Management of Maconellicoccus hirsutus (Hemiptera: Pseudococcidae) on Ornamental Plants (pièces CRI-149, PAN-50), page 10: "*In areas where M. hirsutus has not invaded, quarantine and regulatory restrictions on agricultural commodities imported from known M. hirsutus-infested regions or countries are commonly imposed. Exporting areas or countries require successful phytosanitary practices for commodities that meet the necessary regulatory requirements. USDA-APHIS currently recommends a 2-h fumigation with 64, 48, and 40 mg/liter of methyl bromide at 16-21, 21-26, and >26ºC, respectively, for mealybugs (USDA 2014, Treatment Schedule T104-a-2). With pending restrictions on methyl bromide, alternative phytosanitary practices for M. hirsutus include irradiation (Jacobsen and Hara 2003), hot water immersion (Hara and Jacobsen 2005), and vapor heat treatment (Follett 2004).*" (Dans les zones qui ne sont pas envahies par *M. hirsutus,* des restrictions quarantenaires et réglementaires sont couramment imposées aux produits agricoles importés de régions ou de pays connus pour être infestés par *M. hirsutus.* Les zones exportatrices ou les pays exportateurs requièrent des pratiques phytosanitaires efficaces pour les produits qui satisfont aux prescriptions réglementaires nécessaires. Actuellement, pour les cochenilles, l'USDA-APHIS recommande une fumigation de 2 heures avec 64, 48 et 40 mg/l de bromure de méthyle à 16-21, 21-26, et >26ºC, respectivement (USDA 2014, Programme de traitement T104-a-2). Lorsque des restrictions visant le bromure de méthyle subsistent, les autres pratiques phytosanitaires contre *M. hirsutus* sont notamment l'irradiation (Jacobsen et Hara 2003), l'immersion dans l'eau chaude (Hara et Jacobsen 2005) et le traitement thermique à la vapeur (Follett 2004).)

[2021] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781 (citant la Note officielle n° DSFE-261-2014 (pièce CRI-68); et le Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce CRI-69)).

[2022] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 781 (citant INEC, Importations d'ananas au Panama (2010-2020) (pièce CRI-77)).

[2023] Panama, première communication écrite, paragraphe 301; et deuxième communication écrite, paragraphe 159.

l'interception d'un organisme nuisible peuvent fournir des preuves de l'aptitude d'un organisme nuisible à être associé à une filière et à survivre au transport et à l'entreposage".[2024] Il ne voit donc pas de raison de nier la pertinence des renseignements concernant les interceptions du parasite.

7.975. En outre, le Panama disposait des renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite cochenille rose au moment de l'adoption de la Mesure 3. S'agissant de la question de savoir si la Mesure 3 a été adoptée sur la base de ces renseignements, le Panama lui-même indique que cela n'a pas été le cas en affirmant qu'il a adopté la mesure sur la base de deux renseignements relatifs à la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite: a) la présence du parasite au Costa Rica; et b) l'absence de renseignements sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica.[2025] Selon lui, le fait que le parasite était présent au Costa Rica impliquait le "risque que la cochenille rose continue de se propager à d'autres zones du Costa Rica et touche d'autres hôtes, y compris l'ananas".[2026] Par conséquent, et compte tenu de l'absence de "renseignements techniques complémentaires"[2027] qui, selon lui, lui auraient permis d'évaluer ce risque, le Panama a décidé de suspendre les importations d'ananas frais du Costa Rica.

7.976. Le Groupe spécial observe que le Panama a décidé d'adopter la Mesure 3, qui empêche les importations et qui, selon la NIMP 11, est une mesure qui ne sera envisagée qu'"en dernier ressort"[2028], alors qu'il savait que le parasite en question n'était pas largement disséminé au Costa Rica et faisait l'objet d'une lutte officielle, et n'avait été ni détecté dans les zones de production d'ananas au Costa Rica, ni intercepté. En outre, le Panama lui-même a confirmé qu'il savait que la situation au regard du parasite au Costa Rica n'avait pas changé depuis qu'il avait été signalé en 2014.[2029]

7.977. Le Groupe spécial ne trouve rien dans le dossier qui permettrait de penser que les renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite justifieraient la décision de rendre inactives les PPI visant les ananas du Costa Rica, et d'empêcher ainsi l'importation de ce produit au Panama.

7.978. S'agissant de l'absence de données techniques complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au Costa Rica au regard de la cochenille rose, le Groupe spécial renvoie aux conclusions formulées dans la section précédente au sujet des renseignements qui sont nécessaires, selon la NIMP 11.[2030] Comme cela a été expliqué dans l'examen de la première prescription de l'article 5:7, cette NIMP ne confirme pas qu'il est nécessaire de disposer de ces renseignements pour évaluer le risque en question et adopter la mesure correspondant au niveau de risque déterminé lorsqu'il n'est pas fait état de la présence du parasite dans les zones de production d'ananas.

7.979. De l'avis du Groupe spécial, l'ensemble des renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite qui était à la disposition du Panama en janvier 2019 n'étaye pas l'adoption de la Mesure 3. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 3 sur la base des renseignements pertinents relatifs à la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite cochenille rose dont il disposait au moment de l'adoption de cette mesure en janvier 2019.

[2024] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 13.
[2025] Panama, première communication écrite, paragraphe 292. Voir aussi *ibid*., paragraphe 309.
[2026] Panama, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 66.
[2027] Ces renseignements incluent, entre autres aspects, les suivants: a) l'emplacement spécifique et la description des zones géographiques de production et d'exportation d'ananas au Costa Rica; b) le statut phytosanitaire de ces zones au regard de la cochenille rose; c) les procédures régissant les enquêtes; d) les mesures phytosanitaires de surveillance et de contrôle adoptées dans les zones où le parasite est présent et sur les sites de production d'ananas; et e) les stratégies actuelles d'atténuation ou de gestion du risque. (Panama, déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 67)
[2028] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142), page 26. Selon la NIMP 11, la prohibition à l'importation d'un produit est une "mesure [qui] ne sera envisagée qu'en dernier ressort" pour des situations dans lesquelles aucune mesure satisfaisante visant à ramener le risque à un niveau acceptable n'est trouvée, après en avoir soupesé l'efficacité escomptée. (*Ibid*.)
[2029] Panama, réponse à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 26.
[2030] Voir plus haut le paragraphe 7.959.

NIMP 2 et 20

7.980. Le troisième groupe des renseignements que le Costa Rica juge pertinents est constitué par la NIMP 2 et la NIMP 20. Pour le Costa Rica, ces normes sont pertinentes car elles "font référence aux actions "d'urgence" – qui peuvent aboutir à l'adoption d'une mesure provisoire en attendant une justification technique – et indiquent quand ces mesures peuvent être adoptées".[2031] Le Panama ne partage pas l'avis du Costa Rica quant à la pertinence de ces deux NIMP, étant donné que celles-ci ne traitent pas du risque phytosanitaire en question et, selon lui, accepter leur pertinence reviendrait à imposer à tous les Membres de l'OMC le niveau approprié de protection spécifique reflété dans ces normes, en contravention de l'article 3:3 de l'Accord SPS.[2032]

7.981. S'agissant de l'argument du Panama selon lequel les NIMP ne sont pas pertinentes car elles ne traitent pas du risque phytosanitaire en question, le Groupe spécial rappelle que, dans le cadre de la Mesure 1, il a conclu que les renseignements pertinents au sens de l'article 5:7 n'étaient pas exclusivement les renseignements qui traitent du risque spécifique en question.[2033] Comme cela a été expliqué précédemment[2034], il estime que l'article 5:7 n'exclurait pas *a priori* la pertinence des normes internationales de caractère général qui traitent de la gestion d'une situation particulière (par exemple, de non-conformité), même si ces normes ne concernent pas spécifiquement le produit ou le risque en question..

7.982. En vertu de l'Annexe A 3) de l'Accord SPS, le Secrétariat de la CIPV est une organisation internationale compétente pour la préservation des végétaux. En outre, le Groupe spécial observe qu'à la différence de ce qui est prévu à l'Annexe A 3) a) de l'Accord SPS en ce qui concerne les normes du Codex, l'Annexe A 3) c) fait de manière générale référence aux "normes, directives et recommandations internationales élaborées sous les auspices du Secrétariat de la [CIPV]", sans mentionner aucune thématique particulière dans le domaine de la "préservation des végétaux".[2035] À son avis, cette formulation confirme que la pertinence de ces normes n'est pas subordonnée à la question de savoir si elles traitent de parasites ou de produits spécifiques, comme le laisse entendre l'argument du Panama. Le Groupe spécial considère donc que les NIMP, en tant que normes élaborées sous les auspices du Secrétariat de la CIPV, sont des renseignements "qui émanent" de cette organisation et qui pourraient constituer des renseignements "pertinents" aux fins de l'article 5:7.

7.983. Pour ce qui est de la pertinence des NIMP en question, le Groupe spécial observe que le Costa Rica se réfère aux passages ci-après de la NIMP 2, sur le "Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire", et de la NIMP 20, sur les "Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations":

> **NIMP 2**
>
> **1.1.3. Examen des politiques phytosanitaires**
>
> … Dans le cas d'un commerce existant, aucune mesure nouvelle ne devrait être appliquée jusqu'à ce que l'ARP révisée ou nouvelle soit terminée, sauf si cela est rendu nécessaire par une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue pouvant nécessiter des mesures d'urgence.[2036]

[2031] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 223.
[2032] Panama, première communication écrite, paragraphe 303.
[2033] Voir plus haut le paragraphe 7.225.
[2034] Voir plus haut les paragraphes 7.217 à 7.220, 7.223 et 7.225.
[2035] L'Annexe A 3) a) fait spécifiquement référence aux "normes, directives et recommandations établies par la Commission du Codex Alimentarius en ce qui concerne les additifs alimentaires, les résidus de médicaments vétérinaires et de pesticides, les contaminants, les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, ainsi que les codes et les directives en matière d'hygiène".
[2036] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 783 (citant CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 8).

NIMP 20

5.1.6. Non-conformité et action d'urgence

5.1.6.2 Action d'urgence

Une action d'urgence peut être nécessaire dans une situation … nouvelle ou inattendue, par exemple la détection d'organismes de quarantaine[.]

…

5.1.6.4 Retrait ou modification d'une réglementation

En cas de non-conformité répétée, ou dans un cas de non-conformité important ou d'interception nécessitant une action d'urgence, l'ONPV de la partie contractante importatrice peut retirer l'autorisation (par exemple le permis) permettant l'importation, modifier la réglementation, ou instituer une mesure d'urgence ou provisoire qui modifie les procédures d'entrée ou qui résulte en une interdiction.[2037]

7.984. Ces sections des NIMP traitent des actions et des mesures d'urgence, qui visent à prévenir l'entrée, l'établissement ou la dissémination d'un parasite dans une situation nouvelle, imprévue ou inattendue qui n'est pas traitée par les mesures phytosanitaires existantes.[2038]

7.985. La NIMP 2 fournit un cadre décrivant le processus d'ARP dans le contexte de la CIPV. La NIMP 20, quant à elle, décrit la structure et le fonctionnement d'un système phytosanitaire de réglementation des importations et les droits, obligations et responsabilités qui doivent être pris en compte lors de l'établissement, de l'application et de la révision de ce système.[2039]

7.986. Le Groupe spécial pense comme le Costa Rica que les NIMP 2 et 20 sont pertinentes dans la mesure où elles donnent des indications sur le type de situations qui peuvent nécessiter des actions d'urgence aboutissant à l'adoption de mesures provisoires dont la Mesure 3 fait partie, selon le Panama. La NIMP 2 réserve les mesures d'urgence à une "situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue", tandis que la NIMP 20 dispose qu'une "action d'urgence peut être nécessaire dans une situation phytosanitaire … nouvelle ou inattendue".[2040]

7.987. Le Costa Rica affirme qu'au moment de l'adoption de la Mesure 3, aucun événement "nouveau", "inattendu" ou "imprévu" ne s'était produit en ce qui concerne les importations d'ananas costariciens, par exemple, l'interception du parasite ou un cas de non-conformité important qui justifierait l'application de mesures d'urgence provisoires.[2041]

7.988. Le Panama affirme qu'il n'y a "rien dans la NIMP 20 qui limite l'adoption de mesures d'urgence aux cas de non-conformité ou d'interception d'un parasite dans l'expédition d'une marchandise".[2042] À cet égard, il indique que le cas de figure prévu dans la NIMP 20 qui a trait aux "[o]rganismes nuisibles qui ne sont pas réglementés pour une filière donnée" correspond au "cas d'espèce", puisqu'il a suspendu temporairement l'importation d'ananas du Costa Rica compte tenu de la présence de la cochenille rose au Costa Rica et d'une preuve scientifique mettant en question ses conclusions antérieures concernant la transmission du parasite via l'importation d'ananas en

[2037] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 783 (citant CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), pages 247 et 248).

[2038] Une action d'urgence consiste en une "[a]ction phytosanitaire menée rapidement en cas de situation phytosanitaire … nouvelle ou imprévue", tandis qu'une mesure d'urgence est une "[m]esure phytosanitaire adoptée de façon urgente dans une situation phytosanitaire nouvelle ou imprévue." La NIMP 5 précise qu'une mesure d'urgence peut être ou non une mesure provisoire. (CIPV, NIMP 5 (pièce CRI-75), pages 8 et 17)

[2039] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 239.

[2040] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 247.

[2041] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 783.

[2042] Panama, première communication écrite, paragraphe 304. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 225 du Groupe spécial, paragraphe 331.

provenance du Costa Rica.[2043] Il affirme également que l'article 5:7 ne prescrit pas que, pour pouvoir adopter une mesure provisoire comme la Mesure 3, un parasite doit d'abord avoir été détecté.[2044]

7.989. La NIMP 2 ne donne pas d'indications sur ce qui peut être considéré comme une situation nouvelle, imprévue ou inattendue. Le Groupe spécial observe au contraire que, lorsqu'elle aborde les actions d'urgence à la section 5.1.6.2, la NIMP 20 renvoie à des exemples de cas de détection d'organismes nuisibles. Au premier paragraphe de cette section de la NIMP 20, il est explicitement question d'"une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue, par exemple la détection d'organismes de quarantaine ou d'organismes de quarantaine potentiels".[2045] En outre, les paragraphes suivants de cette section de la NIMP 20, reproduits ci-après, décrivent trois "situations courantes nécessitant une action d'urgence".[2046] Dans les trois cas de figure, il est explicitement ou implicitement fait référence à la détection d'organismes nuisibles.

7.990. Dans le premier cas de figure, qui traite des "[o]rganismes nuisibles n'ayant pas été précédemment évalués", la NIMP 20 indique qu'"[a]u moment de l'interception, ils peuvent être classés dans la catégorie des organismes nuisibles réglementés à titre provisoire parce que l'ONPV peut penser qu'ils constituent un risque phytosanitaire".[2047] Dans le deuxième cas de figure, qui traite des "[o]rganismes nuisibles qui ne sont pas réglementés pour une filière donnée", la NIMP 20 fait implicitement référence à l'interception de l'organisme nuisible lorsqu'elle affirme que ces organismes nuisibles "doivent être inscrits sur la liste appropriée ou être visés par d'autres mesures s'il est établi que *leur présence dans des circonstances identiques ou similaires est susceptible de se reproduire à l'avenir*".[2048] De l'avis du Groupe spécial, ce libellé indique que les actions phytosanitaires d'urgence dont il est fait mention dans ce cas de figure peuvent s'appliquer aux organismes nuisibles qui ne sont pas réglementés pour des filières données lorsque leur présence dans une expédition est établie. Enfin, le troisième cas de figure, qui aborde la question des "[organismes nuisibles] qui ne sont pas identifiés de manière adéquate", établit également un lien express entre les actions d'urgence et la détection d'organismes nuisibles en déterminant comment procéder "[l]orsque des organismes nuisibles sont fréquemment détectés sous une forme qui ne permet pas une identification adéquate".[2049]

7.991. Il apparaît que le contexte fourni par d'autres sections de la NIMP 20 ainsi que par d'autres NIMP et la CIPV, qui sont examinées ci-après, confirme cette interprétation selon laquelle le concept de situation nouvelle, imprévue ou inattendue est "coura[mment]"[2050] lié à la détection d'organismes nuisibles dans des envois importés. La section 5.1.6.4 de la NIMP 20 intitulée "Retrait ou modification d'une réglementation" établit que l'ONPV de la partie contractante importatrice pourra prendre certaines mesures de nature provisoire ou d'urgence en "cas de non-conformité répétée, ou dans un cas de non-conformité important ou d'interception nécessitant une action d'urgence".[2051] En ce sens, il convient de noter que la détection d'organismes nuisibles réglementés peut être considérée comme un cas important de non-conformité, comme l'indique la NIMP 13 intitulée "Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence".[2052]

7.992. La NIMP en question donne des indications pour la notification des mesures d'urgence liées au non-respect de prescriptions ou à la détection de parasites ou d'organismes dans des envois importés. Comme l'indique le Costa Rica[2053], la NIMP 13 prévoit que des actions d'urgence seront menées "à la suite de la détection, dans un envoi importé … d'organismes réglementés … ou d'organismes dont l'action est inconnue au plan phytosanitaire et pouvant présenter un risque phytosanitaire".[2054] Le Groupe spécial partage également l'avis du Costa Rica quant à la pertinence de l'article VII.6 de la CIPV[2055], qui confirme ce qui précède en établissant le droit de toutes parties contractantes de "prendre des mesures d'urgence appropriées suite à la détection d'un organisme

[2043] Panama, première communication écrite, paragraphe 304.
[2044] Panama, réponse à la question n° 225 du Groupe spécial, paragraphe 331.
[2045] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 247.
[2046] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 248.
[2047] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 248.
[2048] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 248. (pas de mise en relief dans l'original)
[2049] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 248.
[2050] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 248.
[2051] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 248.
[2052] CIPV, NIMP 13 (pièce CRI-283), page 6.
[2053] Costa Rica, réponse à la question n° 84 du Groupe spécial, paragraphe 3.138.
[2054] CIPV, NIMP 13 (pièce CRI-283), page 6.
[2055] Costa Rica, réponse à la question n° 84 du Groupe spécial, paragraphe 3.141.

nuisible représentant des menaces potentielles pour leur territoire, ou suite à un rapport concernant une telle détection".[2056]

7.993. Cela dit, le Groupe spécial pense comme le Panama que les cas de figure décrits à la section 5.1.6.2 de la NIMP 20 ne constituent pas une liste exhaustive des situations pouvant conduire à mener une action d'urgence. C'est ce qu'il ressort de l'emploi d'expressions comme "une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue, par exemple"[2057] ou "[d]es situations courantes nécessitant une action d'urgence sont notamment les suivantes".[2058] Par conséquent, le Groupe spécial n'écarte pas la possibilité qu'il y ait des cas de figure non prévus explicitement dans la NIMP 20 qui ne comportent pas la détection d'un organisme nuisible et qui nécessitent l'adoption de mesures d'urgence. Toutefois, les cas de figure examinés précédemment, qui sont identifiés expressément dans la section 5.1.6.2 de la NIMP 20, sont liés à la détection d'un organisme nuisible. Étant donné que le Panama affirme que la Mesure 3 relève de l'un de ces cas de figure, à savoir celui des "[o]rganismes nuisibles qui ne sont pas réglementés pour une filière donnée", la Mesure 3 devrait découler de la détection du parasite. Cependant, le dossier n'indique pas que des interceptions du parasite ont eu lieu dans les expéditions d'ananas du Costa Rica.[2059]

7.994. En outre, le Groupe spécial considère que le Panama n'a démontré l'existence d'aucune situation phytosanitaire nouvelle, inattendue ou imprévue qui aurait pu conduire à l'adoption de la Mesure 3. En ce sens, il observe que le Panama affirme qu'il "a suspendu temporairement l'importation d'ananas en provenance du Costa Rica compte tenu de la présence de *M. hirsutus* au Costa Rica et des éléments de preuve qui mettent en cause ses conclusions antérieures concernant la transmission du parasite via l'importation d'ananas costariciens."[2060] Selon lui, les deux éléments mentionnés par le Panama, à savoir la présence de la cochenille rose au Costa Rica et la publication de 2011 faisant état de la présence du parasite dans l'ananas aux Fidji, ne constituent pas une situation nouvelle, inattendue ou imprévue puisque: a) le Panama savait depuis 2014 que le parasite était présent au Costa Rica car ce dernier l'en avait informé[2061]; et b) la publication de 2011 figurait dans les fiches techniques du CABI et de l'OEPP sur le parasite, qui sont périodiquement mises à jour et régulièrement consultées par le Panama. En outre, la fiche du CABI mentionne une publication de 2004 dans laquelle l'ananas est traité comme un hôte du parasite.[2062]

7.995. Cela amène le Groupe spécial à conclure que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 3 sur la base des NIMP 2 et 20 puisque le dossier ne contient pas d'éléments de preuve indiquant qu'il y a eu des interceptions de cochenille rose dans les expéditions d'ananas du Costa Rica. Le Panama n'a pas non plus démontré qu'il s'était produit un autre type de situation nouvelle, imprévue ou inattendue qui aurait pu justifier l'adoption de la Mesure 3.

Mesures phytosanitaires appliquées par d'autres Membres et par le Panama lui-même

7.996. Le Groupe spécial va à présent examiner les mesures phytosanitaires appliquées par d'autres Membres et par le Panama lui-même qui, selon le Costa Rica, sont des renseignements pertinents aux fins de l'article 5:7 de l'Accord SPS. Il examinera tout d'abord si ces mesures, résumées dans le tableau ci-après, constituent des renseignements pertinents aux fins de l'article 5:7 et, dans l'affirmative, évaluera si la Mesure 3 a été adoptée sur la base des renseignements qui en découlent.

[2056] CIPV (1997) (pièce CRI-145), article VII.6.
[2057] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 247.
[2058] CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), page 248.
[2059] Panama, réponse à la question n° 54 du Groupe spécial, paragraphe 158.
[2060] Panama, première communication écrite, paragraphe 304. (mise en relief dans l'original)
[2061] Note officielle n° DSFE-261-2014 (pièce CRI-68).
[2062] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 19. Voir plus haut la note de bas de page 2009.

Tableau 14 – Mesures appliquées par le Panama et par d'autres Membres (identifiées par le Costa Rica)

Membre	Produit et origine	Mesure (ou absence de mesure)
Panama	Importation d'avocats frais de Colombie	Le certificat phytosanitaire officiel doit inclure une déclaration supplémentaire précisant que "[l]e lot est exempt de ... *Maconellicoccus hirsutus*".[2063]
	Importations d'ananas frais des États-Unis	Ces importations ne font l'objet d'aucune PPI en lien avec la cochenille rose.[2064]
	Importations d'ananas frais de Colombie	Ces importations ne font l'objet d'aucune PPI en lien avec la cochenille rose.[2065]
Pérou	Importations d'avocats frais et d'ananas frais de Colombie	L'expédition doit être accompagnée du certificat phytosanitaire officiel avec la déclaration additionnelle "[p]roduit exempt de: Maconellicoccus hirsutus".[2066]
Union européenne	Importations d'ananas frais du Costa Rica	Les ananas sont exemptés de la prescription imposant de joindre un certificat phytosanitaire au produit pour son introduction sur le territoire de l'Union européenne.[2067]

7.997. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:7 permet aux Membres d'adopter provisoirement des mesures SPS "sur la base des renseignements pertinents disponibles, y compris ceux qui émanent des organisations internationales compétentes ainsi que ceux qui découlent des mesures sanitaires ou phytosanitaires appliquées par d'autres Membres."[2068] Par conséquent, il considère que les mesures adoptées par d'autres Membres que le Costa Rica a identifiées pourraient être considérées comme des renseignements pertinents aux fins de la deuxième prescription de l'article 5:7 de l'Accord SPS. S'agissant des mesures adoptées par le Panama, et bien que l'article 5:7 ne fasse pas explicitement référence aux mesures prises par le Membre même qui adopte la mesure provisoire, elles pourraient également être pertinentes pour le risque en question. Le fait que la liste de renseignements pertinents disponibles figurant à l'article 5:7 n'est pas formulée de manière exhaustive, comme l'indique l'utilisation de l'expression "y compris", permettrait de prendre en compte non seulement les catégories de renseignements qui y sont mentionnées, mais aussi d'autres renseignements qui seraient jugés pertinents pour le risque en question et à la disposition du Membre qui adopte la mesure provisoire.

7.998. Le Costa Rica considère que ces mesures sont pertinentes, même si elles concernent des fruits autres que l'ananas, parce qu'elles concernent des risques découlant du parasite cochenille rose.[2069] Pour sa part, le Panama ne les juge pas pertinentes parce que, selon lui, elles ne sont pas liées au risque phytosanitaire en question ou elles ont été adoptées dans des circonstances qui diffèrent de celles du cas d'espèce.[2070]

[2063] Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164), article 3.3. Le Panama considère cette prescription comme "une mesure d'atténuation concernant la cochenille rose". (Panama, réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 163)

[2064] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 226; et Panama, réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 162. Le Panama a fait valoir que la raison pour laquelle il n'y a pas de PPI pour les ananas des États-Unis et de Colombie est qu'"[i]l n'a pas été procédé à des évaluations des risques pour l'importation d'ananas des États-Unis d'Amérique et de Colombie". Il a en outre signalé que "[l]es importations d'ananas frais des États-Unis et de Colombie ne sont pas autorisées" sur son territoire et que "[l]es données enregistrées des importations originaires de Colombie et des États-Unis correspondent à l'ananas séché". (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 226 (citant Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 55, paragraphe 160, et n° 95, paragraphe 270))

[2065] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 226; et Panama, réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 162.

[2066] Résolution directoriale du Pérou n° 0042-2016-MINAGRI-SENASA-DSV établissant les PPI pour l'avocat frais de Colombie (pièce CRI-163), article unique, alinéa 2; et Résolution directoriale du Pérou n° 0041-2016-MINAGRI-SENASA-DSV établissant les prescriptions phytosanitaires pour l'importation d'ananas frais de Colombie (pièce CRI-372), article unique, alinéa 2.

[2067] Union européenne, réponse en tant que tierce partie à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 30. Le Costa Rica a toutefois précisé que, conformément à sa réglementation intérieure, l'expédition d'ananas doit être accompagnée d'un certificat phytosanitaire. Voir SFE, *Renseignements requis pour l'évaluation des risques associés à l'importation d'ananas du Costa Rica au Panama* (2021) (pièce CRI-91), page 34; et Costa Rica, réponse à la question n° 173 du Groupe spécial, paragraphe 3.127.

[2068] Dans la version en espagnol, la référence aux "partes contratantes" (parties contractantes) doit s'entendre comme une référence aux "Miembros" (Membres). Voir plus haut la note de bas de page 400.

[2069] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 785.

[2070] Panama, première communication écrite, paragraphes 306 à 308.

7.999. S'agissant de l'argument du Panama selon lequel les mesures prises par d'autres Membres et appliquées à des produits autres que l'ananas ne sont pas pertinentes parce qu'elles ne sont pas liées au risque phytosanitaire en question[2071], le Groupe spécial pense comme le Costa Rica que les mesures qui concernent l'importation d'avocats sont pertinentes, puisque l'ananas et l'avocat sont tous deux considérés comme des hôtes du parasite.[2072] En conséquence, les pays qui importent ces produits sont confrontés au risque de transmission du parasite via ces importations. En outre, le Groupe spécial observe que la littérature scientifique sur le parasite ne fait pas de distinction entre les hôtes lorsqu'elle traite de questions comme la détection et l'identification du parasite, les filières de dissémination ou les méthodes de contrôle.[2073]

7.1000. Le Groupe spécial ne partage pas non plus la position du Panama selon laquelle certaines mesures prises par d'autres Membres et par le Panama lui-même ne sont pas pertinentes parce qu'elles ont été adoptées dans des circonstances différentes de celles du cas d'espèce pour ce qui était de l'évaluation du risque en question. Le Panama se réfère en particulier au fait que "[l]es mesures applicables aux importations d'avocats [au Panama et au Pérou] découlent d'une évaluation objective du risque phytosanitaire fondée sur les renseignements qui permettaient de procéder à cette évaluation", à la différence de la Mesure 3.[2074] Le Groupe spécial considère que le texte de l'article 5:7 n'étaye pas l'approche du Panama car il fait référence aux "[mesures SPS] appliquées par d'autres Membres". En conséquence, le libellé de la disposition ne permet d'écarter *a priori* aucune mesure appliquée par un Membre. De l'avis du Groupe spécial, la pertinence de la mesure en question devrait être déterminée au cas par cas et à la lumière de tous les faits et circonstances pertinents.

7.1001. En outre, les éléments de preuve versés au dossier étayent partiellement l'affirmation du Panama, puisqu'ils indiquent seulement qu'il a été procédé à des évaluations du risque pour les mesures appliquées par le Pérou aux importations d'avocats et d'ananas en provenance de Colombie.[2075] En ce qui concerne la mesure que le Panama applique aux importations d'avocats de Colombie, les réponses qu'il a fournies aux questions du Groupe spécial à ce sujet ne sont pas concluantes. À la question du Groupe spécial concernant le point de savoir si ses PPI visant les avocats colombiens ont été établies sur la base d'une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS, le Panama a répondu que ces PPI avaient été "établies sur la base du protocole phytosanitaire bilatéral conclu entre la Colombie et le Panama et d'une résolution de l'ICA établissant des dispositions relatives à l'enregistrement et à la gestion des exploitations de production de fruits frais destinés à l'exportation ainsi qu'à l'enregistrement des exportateurs".[2076] Selon lui, ce protocole phytosanitaire bilatéral et la résolution de l'ICA constituent l'évaluation des risques, qui s'est "caractérisée par un échange et une analyse de renseignements phytosanitaires et au terme de laquelle des mesures d'atténuation ont été établies d'un commun accord".[2077]

7.1002. Le Groupe spécial observe que le Panama a adopté les PPI visant les avocats de Colombie en janvier 2007[2078] et les a modifiées en décembre 2009.[2079] Le protocole phytosanitaire bilatéral

[2071] Panama, première communication écrite, paragraphe 306.

[2072] Dans la fiche technique du CABI, l'avocat apparaît en tant qu'hôte principal du parasite, tandis que pour l'ananas, il est indiqué "*Other*" (autre). La liste des hôtes du parasite figurant dans la base de données de l'OEPP comprend une catégorie unique ("*host*", hôte) qui s'applique à tous les produits qui y sont énumérés. Voir la base de données mondiale de l'OEPP, https://gd.eppo.int/taxon/PHENHI/hosts (consultée le 13 août 2024). (CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71); et OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144))

[2073] Voir, par exemple, OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144), pages 4 et 5.

[2074] Panama, première communication écrite, paragraphe 307.

[2075] Résolution directoriale du Pérou n° 0042-2016-MINAGRI-SENASA-DSV établissant les PPI pour l'avocat frais de Colombie (pièce CRI-163); et Résolution directoriale du Pérou n° 0041-2016-MINAGRI-SENASA-DSV établissant les prescriptions phytosanitaires pour l'importation d'ananas frais de Colombie (pièce CRI-372).

[2076] Panama, réponse à la question n° 185 du Groupe spécial, paragraphe 217.

[2077] Panama, réponse à la question n° 185 du Groupe spécial, paragraphe 217. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 188 du Groupe spécial, paragraphe 224.

[2078] Résolution n° AUPSA-DINAN-026-2007 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce PAN-136).

[2079] Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164).

auquel le Panama se réfère est daté du 16 décembre 2008[2080] et la résolution de l'ICA de septembre 2004.[2081] Par conséquent, le Groupe spécial comprend que, lorsque le Panama affirme que le protocole et la résolution constituent l'évaluation des risques pour ce qui est des PPI, il se réfère aux PPI de 2009. En ce qui concerne ces PPI, le Panama affirme qu'il n'a pas évalué le risque associé à la cochenille rose pour les avocats de Colombie parce que, quand il a adopté les PPI de 2007, il savait déjà que le parasite était présent en Colombie depuis 2003 et avait déjà classé la cochenille rose en tant qu'organisme nuisible suscitant des préoccupations pour le pays.[2082] Étant donné que le dossier ne fait pas état d'une évaluation du risque concernant la cochenille rose, le Groupe spécial considère que le Panama n'a pas démontré que les mesures qu'il applique aux importations d'avocats de Colombie découlaient d'une évaluation objective du risque associé à la cochenille rose et, par conséquent, avaient été adoptées dans des circonstances différentes de celles de la Mesure 3 pour ce qui est de l'évaluation du risque à laquelle il se réfère.

7.1003. Le Groupe spécial observe également que le Panama a développé un argument analogue au sujet des différences dans les circonstances affectant les importations d'ananas des États-Unis et de Colombie. Dans un premier temps, le Panama a laissé entendre que la situation des importations d'ananas du Costa Rica était différente de celle des importations d'ananas de Colombie et des États-Unis car, "[à] la différence de la situation relative à ces pays, [il] n'[avait] pas pu procéder à une évaluation plus objective du risque en ce qui concerne les ananas du Costa Rica parce que les renseignements techniques requis n'étaient pas disponibles".[2083] Cependant, il a précisé par la suite qu'il n'avait pas procédé à une évaluation du risque de transmission de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais en provenance de ces deux pays.[2084]

7.1004. Après avoir traité les arguments du Panama en faveur du rejet de la pertinence des mesures identifiées par le Costa Rica, le Groupe spécial examine les similitudes entre les mesures prises par d'autres Membres et le Panama, d'une part, et la Mesure 3, d'autre part, qui, selon lui, justifieraient la prise en compte de ces mesures en tant que renseignements pertinents aux fins de l'article 5:7. Premièrement, il relève des similitudes concernant les produits importés en ce sens que les mesures du Panama et du Pérou visant les avocats de Colombie se rapportent à l'importation d'un produit (l'avocat) qui, comme l'ananas, est considéré comme un hôte du parasite cochenille rose.[2085] Deuxièmement, il relève des similitudes dans le statut phytosanitaire des Membres exportateurs au regard de la cochenille rose. Le parasite est considéré comme un organisme de quarantaine et sa présence est limitée tant en Colombie qu'au Costa Rica.[2086] Troisièmement, les similitudes se situent au niveau des Membres importateurs d'avocats de Colombie: ni le Panama ni le Pérou n'ont signalé la présence de ce parasite sur leur territoire au Secrétariat de la CIPV.[2087] Sur la base de ces similitudes, le Groupe spécial considère que les mesures du Panama et du Pérou concernant l'importation d'avocats de Colombie sont des renseignements pertinents dont le Panama disposait lorsqu'il a adopté la Mesure 3.

7.1005. S'agissant de l'exemption que l'Union européenne applique aux importations d'ananas de tous les pays tiers, y compris le Costa Rica, et en vertu de laquelle il n'est pas nécessaire que les expéditions soient accompagnées d'un certificat phytosanitaire, le Groupe spécial observe que cette exemption est prévue dans la partie C de l'annexe XI du Règlement d'exécution (UE) 2019/2072 de la Commission du 28 novembre 2019.[2088] Le Panama a adopté la Mesure 3 en janvier 2019, c'est-à-dire des mois avant l'entrée en vigueur du Règlement prévoyant l'exemption et, par conséquent, ne disposait pas de ces renseignements au moment de l'adoption de la Mesure. En conséquence, le Groupe spécial considère que la mesure appliquée par l'Union européenne aux

[2080] Protocole phytosanitaire aux fins de l'exportation vers le Panama de fruits et légumes frais ou réfrigérés originaires de Colombie (pièce PAN-139).

[2081] Résolution n° 001806 de 2004 de l'ICA (pièce PAN-144).

[2082] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 56, paragraphe 165, et n° 175, paragraphe 179.

[2083] Panama, première communication écrite, paragraphe 308.

[2084] Panama, réponse à la question n° 185 du Groupe spécial, paragraphe 216. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 160.

[2085] Voir plus haut la note de bas de page 2072.

[2086] OEPP, Distribution de la cochenille rose en Colombie (2022) (pièce CRI-167); et OEPP, Distribution de la cochenille rose au Costa Rica (2022) (pièce CRI-174).

[2087] SFE, *Renseignements requis pour l'évaluation des risques associés à l'importation d'ananas du Costa Rica au Panama* (2021) (pièce CRI-91), pages 32 et 33.

[2088] Union européenne, réponse en tant que tierce partie à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 30. Voir Costa Rica, réponse à la question n° 173 du Groupe spécial, note de bas de page 281.

ananas en provenance du Costa Rica ne constitue pas un renseignement pertinent aux fins de la deuxième prescription de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

7.1006. S'agissant des mesures du Panama concernant l'importation d'ananas de Colombie et des États-Unis, le Groupe spécial relève des désaccords factuels importants entre les parties au sujet de l'existence même de ces importations.

7.1007. Le Costa Rica affirme qu'"après avoir adopté la prohibition à l'importation d'ananas du Costa Rica en raison de la cochenille rose, le Panama a continué d'importer des ananas frais de pays où le parasite est également présent"[2089], en particulier de Colombie et des États-Unis.[2090] Il a présenté des données de l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC) sur les importations d'ananas pour les années 2010-2020[2091] qui, même si elles ne font pas de distinction entre l'ananas frais et l'ananas séché à partir de 2014, indiquent, selon lui, qu'il est "très probable" que les exportations des États-Unis vers le Panama, en 2020 et 2022, concernaient, ou incluaient, également l'ananas frais.[2092] Il a également présenté des données de l'USDA sur les exportations d'ananas pendant la période 2018-2022.[2093] Selon lui, ces données démontrent que le Panama a importé des ananas frais de Colombie et des États-Unis avant et après l'adoption de la Mesure 3. Le Costa Rica ajoute qu'il "semble peu plausible" qu'en 2020, aucun ananas frais n'ait été importé des États-Unis et de Colombie sur le marché panaméen, puisque le Panama a seulement importé des ananas de ces deux pays.[2094] S'agissant de la documentation douanière fournie par le Panama, il souligne que, pour 2015, les quantités d'ananas importées indiquées dans la déclaration en douane, d'une part, et les données officielles de l'INEC, d'autre part, ne coïncident pas.[2095]

7.1008. Pour sa part, le Panama fait valoir qu'il n'existe pas de PPI pour les ananas frais des États-Unis et de Colombie, alors qu'il en existe pour les ananas déshydratés de tous les pays. Selon lui, sans PPI, les importateurs ne peuvent pas présenter de notifications d'importation de produits alimentaires.[2096] En outre, le Panama fournit des documents de ses autorités douanières qui, selon lui, démontrent que les importations d'ananas en provenance des États-Unis et de Colombie, pendant les périodes 2014-2016 et 2020-2022, concernaient l'ananas séché et non l'ananas frais. Il ajoute que les données indiquées dans les déclarations en douane coïncident avec les valeurs c.a.f. enregistrées dans les données de l'INEC du Panama et les corroborent.[2097] Selon lui, le Costa Rica ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait en ce qui concerne son allégation selon laquelle le Panama a importé des ananas frais des États-Unis et de Colombie après l'adoption de la Mesure 3.[2098] Le Groupe spécial va procéder à l'examen de cette question.

[2089] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 229. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 788.

[2090] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 226; et Panama, réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 162.

[2091] INEC, Importations d'ananas au Panama (2010-2020) (pièce CRI-77).

[2092] Costa Rica, réponse à la question n° 174 du Groupe spécial, paragraphe 3.130.

[2093] USDA, Exportations d'ananas frais des États-Unis (2018-2022) (pièce CRI-368).

[2094] Costa Rica, réponse à la question n° 174 du Groupe spécial, paragraphe 3.133.

[2095] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphe 3.312.

[2096] Panama, réponse à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphes 211 et 214.

[2097] Panama, réponse à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphe 215 (faisant référence aux déclarations douanières d'importation d'ananas au Panama (2014-2016) (pièce PAN-141); et à INEC, Importations d'ananas frais ou séché, 2020-2022 (pièce PAN-143)). Le Panama signale que, avec sa déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, il a présenté la pièce PAN-118 pour apporter une correction concernant les renseignements omis dans la pièce CRI-368 du Costa Rica. (*Ibid*., paragraphe 213 (faisant référence à USDA, Exportations d'ananas des États-Unis (2019-2023) (pièce PAN-118))

[2098] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 174 du Groupe spécial, paragraphe 103. Il convient de noter que l'argumentation du Panama a évolué au cours de la présente procédure. Initialement, le Panama a affirmé qu'"[à] la différence de la situation relative à ces pays [la Colombie et les États-Unis], [il] n'[avait] pas pu procéder à une évaluation plus objective du risque en ce qui concerne les ananas du Costa Rica", laissant entendre qu'il avait procédé à une évaluation du risque pour les ananas de Colombie et des États-Unis, et que leur importation était donc autorisée. (Panama, première communication écrite, paragraphe 308) Après la première réunion du Groupe spécial, le Panama a indiqué qu'il n'avait pas procédé à des évaluations du risque pour les importations d'ananas de ces deux origines et que, par conséquent, il n'existait pas non plus de PPI pour ces produits. (Panama, réponse à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 160)

7.1009. Les données de l'INEC et de l'USDA sur les importations d'ananas au Panama présentées par le Costa Rica ne font pas de distinction entre l'ananas frais et l'ananas séché à partir de 2014.[2099] Ces données montrent que, depuis l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019 jusqu'à l'établissement du présent Groupe spécial en septembre 2021, le Panama a importé des ananas des États-Unis, en 2019 et en 2020, et de Colombie, en 2020, mais ne précisent pas s'il s'agissait d'ananas frais ou séché. Selon le Groupe spécial, le fait que le Panama a importé des ananas frais des États-Unis pendant la période 2010-2013, comme les données de l'INEC[2100] l'indiquent, ne signifie pas nécessairement qu'au cours des années suivantes le Panama a continué d'importer des ananas frais de cette origine. Le Groupe spécial considère que les données relatives aux importations d'ananas présentées par le Costa Rica, qui ne font pas de distinction entre les importations d'ananas frais et les importations d'ananas séché pour la période 2019-2021, ne permettent pas de conclure que le Costa Rica a démontré que le Panama a importé des ananas frais des États-Unis et de Colombie après l'adoption de la Mesure 3.

7.1010. En outre, le Groupe spécial observe que trois des quatre déclarations en douane présentées par le Panama pour la période 2020-2021[2101], qui représentent 93,70% de la valeur c.a.f. totale des importations d'ananas des États-Unis et de Colombie au cours de cette période, indiquent que les importations au Panama concernaient l'ananas séché ou transformé.[2102] La déclaration en douane restante, qui porte sur des ananas en provenance des États-Unis expédiés en 2020, d'une valeur c.a.f. très faible de 363,17 balboas[2103], mentionne simplement "ananas".[2104] Le Groupe spécial rappelle que le Panama affirme qu'il n'existe pas de PPI pour les ananas frais des États-Unis et de Colombie[2105] et que, sans PPI, qui "constituent le document officiel en vertu duquel le pays exportateur est déclaré admissible aux fins de l'exportation du produit considéré vers le Panama"[2106], les importateurs ne peuvent pas présenter de notifications d'importation de produits alimentaires."[2107]

7.1011. Le Panama n'indique pas, dans sa réglementation, le fondement qui lui permet d'affirmer que, sans PPI, les importateurs ne peuvent pas présenter de notifications d'importation.[2108] Il apparaît toutefois que les éléments de preuve versés au dossier étayent son affirmation. En particulier, l'article 28 de la Loi n° 47 de 1996, qui réglemente l'adoption des mesures de protection des végétaux, dispose ce qui suit:

> Les personnes physiques ou morales qui souhaitent importer des végétaux, des produits végétaux et des intrants phytosanitaires se conformeront aux prescriptions établies par la [DNSV]. Ces prescriptions seront transparentes, fondées sur des paramètres vérifiés scientifiquement et publiées au Journal officiel.[2109]

7.1012. En outre, le Groupe spécial observe également que le Décret-loi n° 11 de 2006 portant création de l'AUPSA dispose que l'AUPSA et la Direction nationale des normes pour l'importation d'aliments sont chargées d'"établir les prescriptions sanitaires et/ou phytosanitaires auxquelles doivent satisfaire les produits alimentaires en vue de leur introduction" sur le territoire national.[2110]

[2099] La note de bas de page 1 figurant dans la pièce CRI-368 indique que les données qui apparaissent en ce qui concerne les exportations d'ananas frais des États-Unis se rapportent à l'ananas "frais ou séché" ("*Fresh or dried*"). Voir la clarification dans USDA, Exportations d'ananas des États-Unis (2019-2023) (pièce PAN-118).

[2100] INEC, Importations d'ananas au Panama (2010-2020) (pièce CRI-77).

[2101] Déclarations douanières d'importation d'ananas au Panama (2020-2022) (pièce PAN-151). Le Panama a également présenté des déclarations douanières d'importation d'ananas sur son territoire pour les années 2014-2016 (pièce PAN-141) et 2022 (pièce PAN-151).

[2102] Les déclarations en douane concernent l'ananas séché/lyophilisé/déshydraté, les purées d'ananas et les "eezy fruitz-ananas", un snack à base d'ananas déshydraté.

[2103] Un balboa équivaut à un dollar des États-Unis. Voir l'adresse https://www.inec.gob.pa/archivos/P8061tipocambio2014.pdf (consultée le 13 août 2024).

[2104] Voir la déclaration du 18 août 2020 dans Déclarations douanières d'importation d'ananas au Panama (2020-2022) (pièce PAN-151).

[2105] Panama, réponse à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphes 211 et 214. Voir aussi Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 177, paragraphe 185, et n° 185, paragraphe 216.

[2106] Panama, réponse à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphes 211 et 214.

[2107] Panama, réponse à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphes 211 et 214.

[2108] Panama, réponse à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphes 211 et 214.

[2109] Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (pièce PAN-98).

[2110] Assemblée nationale du Panama, Décret-loi n° 11 (2006) (pièce CRI-2), articles 6.4 et 38.1.

7.1013. Le Groupe spécial considère que cette réglementation panaméenne en question confirme la position du Panama selon laquelle l'importation d'un produit végétal, comme l'ananas en l'espèce, est subordonnée au respect des PPI établies par les autorités panaméennes compétentes.

7.1014. Le dossier n'indique pas qu'il existe des PPI pour les ananas frais des États-Unis et de Colombie. Ces PPI qui, si elles existaient, devraient être accessibles au public, comme le prévoit la réglementation panaméenne[2111], n'ont pas été communiquées par le Costa Rica à l'appui de son affirmation selon laquelle l'importation d'ananas frais de ces deux origines est autorisée, et n'apparaissent pas non plus sur le site Web sur lequel les PPI pour les produits alimentaires du Panama sont disponibles.[2112] On peut donc supposer que les importations d'"ananas" en provenance des États-Unis d'une valeur c.a.f. de 363,17 balboas qui figurent dans la déclaration en douane de 2020 ne sont pas des importations d'ananas frais.

7.1015. Le Groupe spécial a comparé les déclarations en douane présentées par le Panama pour la période 2020-2021 avec les données relatives aux importations d'ananas de la base de données de l'INEC du Panama et observe que les valeurs c.a.f. indiquées dans ces déclarations coïncident avec celles de l'INEC. Même si les valeurs de poids brut ne coïncident pas, le fait que les valeurs c.a.f. coïncident porte à croire que les renseignements contenus dans ces déclarations en douane sont exacts. En ce sens, le Groupe spécial observe que le Costa Rica doute que les déclarations en douane présentées par le Panama "démontrent de manière convaincante que la totalité des ananas admis sur le marché panaméen depuis 2014 sont de l'ananas séché".[2113] Le Costa Rica cite comme exemple la différence observée, pour 2015, entre les quantités importées figurant dans la déclaration en douane, d'une part, et les données officielles de l'INEC, d'autre part.[2114] Cependant, il n'explique pas pourquoi cette différence invalide les données indiquées dans les déclarations en douane sur le produit importé et ne donne pas non plus d'autres raisons pour lesquelles le Groupe spécial ne devrait pas prendre en compte cet élément de preuve.

7.1016. Le Groupe spécial rappelle que la charge de la preuve concernant cette question incombe au Costa Rica, qui est la partie qui affirme que des ananas frais ont été importés des États-Unis au Panama après l'adoption de la Mesure 3. À cet égard, il considère que le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama avait importé des ananas frais des États-Unis et de Colombie après l'adoption de la Mesure 3.

7.1017. L'examen des mesures des Membres décrites précédemment montre que le Pérou n'a pas suspendu ses importations d'avocats et d'ananas en provenance de Colombie, alors qu'il s'agissait de produits végétaux frais hôtes de la cochenille rose qui provenaient de Colombie, un pays où le parasite est présent. De même, le Panama lui-même autorise l'importation d'avocats en provenance de Colombie, sans qu'il apparaisse qu'il ait procédé à une évaluation des risques liés à la cochenille rose. Par conséquent, le Groupe spécial considère que la Mesure 3, dès lors qu'elle empêche l'importation d'ananas frais du Costa Rica au Panama, n'a pas de lien rationnel et objectif avec les renseignements découlant des mesures appliquées par le Pérou et par le Panama lui-même que le Costa Rica a identifiées.

7.1018. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Panama n'a pas adopté la Mesure 3 sur la base des renseignements pertinents découlant des mesures appliquées par le Pérou en ce qui concerne les importations d'avocats et d'ananas en provenance de Colombie, ainsi que par le Panama lui-même en ce qui concerne l'importation d'avocats de Colombie.

Conclusion sur le point de savoir si le Panama a adopté la Mesure 3 sur la base des renseignements pertinents disponibles

7.1019. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que la Mesure 3, qui consiste en l'inactivation de la résolution qui énonce les prescriptions phytosanitaires pour l'importation des ananas costariciens au Panama[2115], n'a pas de lien rationnel et objectif avec les renseignements

[2111] Voir plus haut le paragraphe 7.1059.
[2112] APA, Recherche avancée de prescriptions pour l'importation d'ananas (pièce PAN-142).
[2113] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphe 3.312.
[2114] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 184 du Groupe spécial, paragraphe 3.312.
[2115] Voir plus haut le paragraphe 2.16.

indiqués ci-après – et, par conséquent, n'a pas été adoptée sur la base de ces renseignements: a) renseignements généraux sur le parasite cochenille rose; b) renseignements sur la situation phytosanitaire du Costa Rica au regard du parasite cochenille rose; c) NIMP 2 et 20; et d) mesures appliquées par le Pérou et par le Panama lui-même.

7.1020. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 3 sur la base des renseignements disponibles pertinents au sens de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

7.5.1.2.1.3 Conclusion concernant l'article 5:7 de l'Accord SPS

7.1021. Le Groupe spécial a constaté plus haut aux paragraphes 7.962 et 7.1019 que le Panama n'a pas démontré qu'il avait adopté la Mesure 3 dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes ou sur la base des renseignements pertinents disponibles, en violation de deux des prescriptions de l'article 5:7. Compte tenu de ces constatations et du fait que les quatre prescriptions de l'article 5:7 sont cumulatives[2116], il ne juge pas nécessaire, pour régler le présent différend, d'aborder les deux prescriptions énoncées dans la deuxième phrase l'article 5:7, qui concernent le maintien de la mesure.[2117]

7.1022. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 3 ne constitue pas une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS.

7.5.1.2.2 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS

7.1023. Étant donné que le Groupe spécial a constaté que la Mesure 3 n'est pas une mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS, les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS sont applicables à cette mesure. Par conséquent, le Groupe spécial va examiner les allégations du Costa Rica au titre de l'article 5:1, 5:2 et 5:3, qui porte sur l'évaluation des risques et les éléments dont il faut tenir compte dans cette évaluation, et au titre de l'article 2:2, en ce qui concerne l'obligation voulant que la mesure SPS soit fondée sur des principes scientifiques et ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

7.5.1.2.2.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.1024. Le Costa Rica allègue que, comme le Panama n'a pas procédé à une évaluation des risques qui étaye scientifiquement la Mesure 3, il a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 5:1 de l'Accord SPS d'établir sa mesure phytosanitaire sur la base d'une évaluation du risque, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances.[2118] Il estime que l'absence d'évaluation des risques entraîne, à son tour, la violation de l'article 5:2 et 5:3. Il allègue que, du fait de la violation des dispositions de l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS, la Mesure 3 est incompatible avec l'article 2:2 car elle n'est ni fondée sur des principes scientifiques ni maintenue avec des preuves scientifiques suffisantes.[2119]

7.1025. Le Costa Rica fait valoir que la Mesure 3 a été adoptée sans aucun fondement scientifique ni analyse du risque de base, même si le Panama s'est référé à une "évaluation des risques" dans sa communication du 29 janvier 2019.[2120] Selon lui, le Panama n'a fourni aucune explication ni justification technique de la Mesure 3.[2121]

[2116] Voir plus haut le paragraphe 7.110.

[2117] Conformément à ces prescriptions, le Panama doit a) s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque; et b) examiner en conséquence la mesure SPS dans un délai raisonnable.

[2118] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 760.

[2119] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 759 et 760.

[2120] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 745 et 746 (citant la Note n° AUPSA-AG-032-2019 (pièce CRI-65), paragraphe 1).

[2121] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 750.

7.1026. Le Costa Rica affirme qu'il a demandé à plusieurs reprises l'ARP élaborée par le Panama, mais que ses demandes sont toujours restées sans suite.[2122] Il considère que le Panama a simplement indiqué que le Costa Rica n'avait pas fourni de renseignements complémentaires sur la situation phytosanitaire des zones de production d'ananas au regard de la cochenille rose[2123], ce qui, selon lui, indique clairement que le Panama n'a jamais procédé à une analyse du risque avant la fermeture du marché.[2124] D'après lui, cette indication est confirmée par la communication du Panama du 10 mars 2021, dans laquelle celui-ci précise pour la première fois les renseignements dont il avait besoin, selon les allégations, pour procéder à une évaluation du risque, ce qui montre que le Panama ne disposait pas d'une telle évaluation.[2125]

7.1027. Le Costa Rica soutient que la communication du Panama du 29 janvier 2019 ne contient pas ni ne constitue en soi l'évaluation des risques[2126] car a) elle ne peut pas être considérée comme un "processus scientifique" caractérisé par une "analyse et un examen systématiques, rigoureux et objectifs"; b) elle ne contient aucun raisonnement fondé sur des données scientifiques; et c) elle ne contient pas non plus la moindre analyse des probabilités en ce qui concerne l'entrée, l'établissement ou la dissémination du parasite cochenille rose via l'importation d'ananas frais du Costa Rica[2127] au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'Accord SPS. Il ajoute que la NIMP 11, qui énonce les éléments qui devraient être pris en compte dans toute évaluation du risque "appropriée" pour étayer une mesure SPS, confirme que rien de ce qui est indiqué dans cette communication ne constitue une évaluation des risques. En ce sens, il affirme que le Panama n'établit aucun lien entre le parasite en question (la cochenille rose) et la filière ou le produit prohibé (l'ananas frais du Costa Rica); n'analyse pas la probabilité que la cochenille rose soit associée d'une manière ou d'une autre aux ananas frais costariciens, ce qui constitue un point de départ fondamental pour déterminer s'il existe un quelconque risque d'introduction du parasite par la filière en question.[2128]

Panama

7.1028. Le Panama affirme qu'il a adopté des mesures provisoires, dont la Mesure 3, de manière prudentielle, en réponse à des preuves scientifiques qui mettaient en question ses conclusions antérieures concernant le risque sanitaire que représentaient les importations des produits en cause du Costa Rica.[2129] Il soutient que, étant donné qu'il a agi strictement dans les limites des droits que lui confère l'article 5:7 de l'Accord SPS et que l'article 2:2 exempte les mesures provisoires justifiées au regard de l'article 5:7 des obligations fondamentales qui y sont énoncées, ses mesures provisoires ne sont pas incompatibles avec les articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS.[2130]

7.5.1.2.2.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1029. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 3 n'est pas une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS[2131], ce qui signifie que les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS lui sont applicables. Par conséquent, le Groupe spécial va examiner les allégations du Costa Rica au titre de l'article 5:1, 5:2 et 5:3, qui porte sur l'évaluation des risques et les éléments et facteurs dont il faut tenir compte dans cette évaluation, et au titre de l'article 2:2, en ce qui concerne l'indication selon laquelle la mesure SPS doit être fondée sur des principes scientifiques et ne pas être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

[2122] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 747 (citant la Note officielle n° DSFE-083-2019 (pièce CRI-78), paragraphe 3); et 748 et 749 (citant la Note officielle n° DSFE-0838-2019 (pièce CRI-82); la Note officielle n° DSFE-0849-2019 (pièce CRI-83); et la Note officielle n° DSFE-0109-2021 (pièce CRI-84)).

[2123] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 750 (citant la Note n° DNSV-0112-2021.OIAR (pièce CRI-85)).

[2124] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 751 (citant la Note n° DNSV-0127-2021 (pièce CRI-87)).

[2125] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 751 (citant la Note n° DNSV-0177-2021 (pièce CRI-88)).

[2126] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 753 et 758.

[2127] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 755 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones,* paragraphe 187).

[2128] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 756 (citant CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142) et 757).

[2129] Panama, première communication écrite, paragraphe 166.

[2130] Panama, première communication écrite, paragraphe 166. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 435 et 436.

[2131] Voir plus haut le paragraphe 7.1022.

Critère juridique pertinent

7.1030. Comme cela a été indiqué dans le cadre de la Mesure 1[2132], l'article 5:1 de l'Accord SPS exige que le Groupe spécial examine les deux aspects suivants, à savoir:

a. s'il existe une évaluation des risques[2133] appropriée en fonction des circonstances, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes; et

b. dans le cas où il existe une évaluation des risques, si la mesure SPS du Membre en question est établie sur la base de cette évaluation.[2134]

7.1031. Il a également été indiqué que l'article 5:2 de l'Accord SPS mentionne des éléments dont il faut tenir compte dans l'évaluation des risques. De même, l'article 5:3 de l'Accord SPS, reproduit ci-après, et au titre duquel le Costa Rica présente des allégations dans le cadre de la Mesure 3, établit quatre facteurs économiques dont il faut tenir compte dans l'évaluation du risque pour la préservation des végétaux:

> Pour évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux et déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre ce risque, les Membres tiendront compte, en tant que facteurs économiques pertinents: du dommage potentiel en termes de perte de production ou de ventes dans le cas de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie; des coûts de la lutte ou de l'éradication sur le territoire du Membre importateur; et du rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques.

7.1032. Le Groupe spécial souscrit à l'interprétation de l'article 5:2 et de l'article 5:3 selon laquelle ces dispositions mettent en lumière les éléments qui sont pertinents pour l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1.[2135] Par conséquent, des groupes spéciaux antérieurs ont examiné, dans le cadre de leur analyse au titre de l'article 5:1, si les Membres avaient pris en considération les facteurs de l'article 5:2 et 5:3.[2136]

7.1033. S'agissant de l'article 2:2, le Groupe spécial rappelle qu'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:1, l'article 5:2 et l'article 5:3 peut donner lieu à une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'article 2:2.[2137] Cela tient au fait que l'article 5:1, l'article 5:2 et l'article 5:3 de l'Accord SPS constituent une "application spécifique"[2138] de l'obligation énoncée à l'article 2:2

[2132] Voir plus haut le paragraphe 7.310.

[2133] L'Annexe A 4) de l'Accord SPS définit l'"évaluation des risques" comme suit:
Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; ou évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux.

[2134] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.8; et rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.173; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.321.

[2135] Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.767. Il a été estimé que l'article 5:2 est inextricablement lié à l'article 5:1. (Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211) De l'avis du Groupe spécial, l'article 5:3 est lui aussi inextricablement lié à l'article 5:1 car, comme l'article 5:2, il établit une série d'éléments à prendre en compte pour procéder à l'évaluation du risque pertinent.

[2136] Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.232; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.172; *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211; *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.230 et 7.323; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.340 à 7.344 et 7.405.

[2137] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.23 et 5.24; et rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.627; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.368.

[2138] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 82 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180); et *Australie – Pommes*, paragraphe 209 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180).

selon laquelle une mesure SPS est fondée sur des principes scientifiques et sur des preuves scientifiques suffisantes.

7.1034. Le Groupe spécial va examiner les allégations du Costa Rica au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 en ce qui concerne la Mesure 3.

Question de savoir si la Mesure 3 est établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS

7.1035. Le Panama a confirmé que la Mesure 3 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, faisant valoir qu'il s'agit d'une mesure provisoire adoptée dans une situation dans laquelle l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permettait pas de procéder à une évaluation appropriée des risques, telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie à l'Annexe A de l'Accord SPS.[2139]

7.1036. Le Groupe spécial considère que, comme l'affirme le Costa Rica, une mesure ne peut pas être établie sur la base d'une évaluation des risques si cette évaluation des risques n'existe pas. Par conséquent, il constate que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes.

Question de savoir si le Panama a tenu compte des éléments et facteurs énumérés à l'article 5:2 et 5:3 pour évaluer les risques

7.1037. Comme il a été dit plus haut au paragraphe 7.1032, l'article 5:2 et l'article 5:3 sont liés à l'article 5:1 puisqu'ils mettent en lumière les éléments et facteurs qui sont pertinents pour l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1. Comme, dans le cas de la Mesure 3, le Panama ne dispose pas d'une évaluation des risques, le Groupe spécial constate que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS car le Panama n'a pas tenu compte des éléments et facteurs qui sont énoncés dans cet article pour évaluer les risques.

Question de savoir si la Mesure 3 est fondée sur des principes scientifiques et n'est pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes conformément à l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.1038. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:1 constitue une "application spécifique" des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2 de l'Accord SPS.[2140] Il souscrit à l'avis exprimé dans des différends antérieurs selon lequel une mesure qui n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS peut être présumée ne pas être fondée sur des principes scientifiques ou être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes au sens de l'article 2:2.[2141] Il considère que cette présomption, en l'espèce, résulte de sa constatation selon laquelle la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:1, 5:2 et 5:3 en l'absence d'évaluation des risques.[2142] Par ailleurs, il observe que le Panama n'a pas présenté d'arguments pour réfuter cette présomption.

7.1039. Par conséquent, à la lumière de sa constatation selon laquelle la Mesure 3 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS, et en l'absence de réfutation par le Panama de la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 dudit accord, le Groupe spécial constate que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 2:2 car elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

[2139] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 32.

[2140] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 82 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180); et *Australie – Pommes*, paragraphe 209 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180).

[2141] Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.627. Il a été considéré qu'une mesure SPS jugée incompatible avec l'article 5:1 et 5:2 est, d'une manière plus générale, incompatible avec l'article 2:2, qui donnera lieu à une présomption réfragable d'incompatibilité. (Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.23 et 5.24)

[2142] Voir plus haut les paragraphes 7.1040, 7.1036 et 7.1037.

7.5.1.2.2.3 Conclusion concernant les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS

7.1040. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 3 est incompatible avec les dispositions suivantes:

a. l'article 5:1 de l'Accord SPS, car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes;

b. l'article 5:2 de l'Accord SPS, car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des éléments énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques;

c. l'article 5:3 de l'Accord SPS, car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des facteurs économiques énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques; et

d. l'article 2:2 de l'Accord SPS, car elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

7.5.1.3 Allégations au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.5.1.3.1 Principaux arguments des parties

7.5.1.3.1.1 Costa Rica

7.1041. Le Costa Rica allègue que la Mesure 3 est incompatible avec la première et la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle établit une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires et constitue une restriction déguisée au commerce international.[2143]

7.1042. Le Costa Rica maintient que les conditions phytosanitaires pertinentes sont celles qui concernent la présence de la cochenille rose, et que ces conditions sont similaires au Costa Rica et dans d'autres Membres de l'OMC qui exportent des ananas et des avocats vers le Panama, comme, par exemple, les États-Unis ou la Colombie.[2144] Le Costa Rica indique qu'il a communiqué au Panama et à la CIPV la présence de la cochenille rose sur son territoire en tant qu'organisme de quarantaine, non largement disséminé et faisant l'objet d'une lutte officielle[2145], et que d'autres Membres comme les États-Unis ou la Colombie font également état de la "présence" de la cochenille rose selon une distribution restreinte.[2146] Pour le Costa Rica, cela démontre que "le "risque concomitant associé" à la cochenille rose est le même, "indépendamment" du pays de provenance des produits".[2147]

7.1043. Le Costa Rica affirme que la Mesure 3 établit une discrimination à son égard par rapport à d'autres Membres, comme les États-Unis ou la Colombie, étant donné qu'elle prohibe l'importation d'ananas du Costa Rica, d'après les allégations, parce que le parasite est présent sur le territoire costaricien, mais qu'elle permet les importations d'ananas en provenance des États-Unis et de Colombie sans aucune prescription, bien que le statut du parasite sur les territoires de ces deux pays soit le même qu'au Costa Rica.[2148] Le Costa Rica ajoute que le Panama ferme son marché aux ananas du Costa Rica mais qu'il le maintient ouvert aux avocats de Colombie, qui sont un hôte principal de

[2143] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 880; et deuxième communication écrite, paragraphe 287. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 884, 907 et 908.
[2144] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 887; et deuxième communication écrite, paragraphe 291.
[2145] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 889 (citant la Note officielle n° DSFE-261-2014 (pièce CRI-68); et le Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce CRI-69)); et deuxième communication écrite, paragraphe 291.
[2146] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 889 (citant OEPP, Distribution de la cochenille rose aux États Unis (2022) (pièce CRI-165); et OEPP, Distribution de la cochenille rose en Colombie (2022) (pièce CRI-167)); et deuxième communication écrite, paragraphe 291.
[2147] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 291 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.1306 et 7.1311).
[2148] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 893; et deuxième communication écrite, paragraphe 292 (faisant référence à INEC, Importations d'ananas au Panama (2010 2020) (pièce CRI-77)).

la cochenille rose et qui présentent un risque plus important d'être associés au parasite.[2149] Il indique que le Panama exige uniquement que, dans l'expédition d'avocats de Colombie, le certificat phytosanitaire officiel inclue une déclaration supplémentaire précisant que "le lot est exempt de *Maconellicoccus hirsutus*".[2150]

7.1044. Le Costa Rica soutient que la mesure du Panama établit une discrimination arbitraire ou injustifiable entre le Costa Rica et d'autres Membres, comme les États-Unis ou la Colombie[2151], car la différence de traitement accordé aux ananas de différentes origines n'a pas de "lien rationnel" avec l'objectif poursuivi par le Panama lorsqu'il applique la Mesure 3, qui consiste à prévenir l'introduction de la cochenille rose sur son territoire. Pour le Costa Rica, il n'existe aucune "raison d'être" légitime expliquant cette discrimination entre des produits similaires provenant de pays dont les situations phytosanitaires sont similaires et qui, par conséquent, présentent des risques similaires en ce qui concerne l'introduction de la cochenille rose sur le territoire panaméen.[2152]

7.1045. En ce qui concerne la restriction déguisée au commerce international alléguée (deuxième phrase de l'article 2:3), le Costa Rica soutient que la démonstration du fait que la Mesure 3 établit une discrimination arbitraire et injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires en ce qui concerne la cochenille rose implique "nécessairement de constater [que les mesures] sont appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international".[2153] En outre, le Costa Rica soutient que compte tenu du fait que le Panama n'a présenté aucune évaluation du risque à l'appui de la Mesure 3 comme l'exige l'article 5:1 de l'Accord SPS, "tout porte à croire" que la mesure du Panama "n'a pas réellement pour objet de … préserver les végétaux", mais qu'il s'agit plutôt d'une restriction déguisée au commerce international.[2154]

7.5.1.3.1.2 Panama

7.1046. Le Panama allègue que la Mesure 3 est une mesure provisoire conformément à l'article 5:7 de l'Accord SPS et que, par conséquent, elle n'est pas incompatible avec l'article 2:3 de cet Accord.[2155] Il soutient que l'article 5:7 n'exige pas que les Membres adoptent des mesures provisoires de manière non discriminatoire.[2156] En outre, le Panama considère que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 3 était incompatible avec l'article 2:3 de l'Accord SPS.[2157]

7.5.1.3.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1047. Étant donné que le Groupe spécial a constaté que la Mesure 3 ne constituait pas une mesure provisoire au titre de l'article 5:7[2158], il considère que la Mesure 3 est soumise aux obligations des

[2149] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 894 (citant CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), pages 21 et 30; OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 11; OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de cochenille rose de l'hibiscus* (2010) (pièce CRI-72), pages 100 et 115; Martínez Rivero (2007) (pièce CRI-73), page 176; USDA, IICA, *Manuel du projet concernant le contrôle biologique de la cochenille rose de l'hibiscus* (2003) (pièce CRI-74), appendice A; et la Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164)); et deuxième communication écrite, paragraphe 292.

[2150] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 292 (citant la Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164)).

[2151] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 896.

[2152] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 898 (citant le rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1321, qui cite le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphes 225 et 226); et deuxième communication écrite, paragraphe 293.

[2153] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 905 (citant les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.575; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.476; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1389); et deuxième communication écrite, paragraphe 296. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 903 et 906.

[2154] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 905 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 166); et deuxième communication écrite, paragraphe 296.

[2155] Panama, première communication écrite, paragraphes 19 et 166.

[2156] Panama, première communication écrite, paragraphe 437.

[2157] Panama, première communication écrite, paragraphe 443.

[2158] Voir plus haut le paragraphe 7.1022.

articles 2:3 et 5:5.[2159] Par conséquent, le Groupe spécial procède à son analyse de l'allégation du Costa Rica au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS, comme il l'a fait pour la Mesure 2[2160], en commençant par le critère juridique applicable à cette disposition.

7.5.1.3.2.1 Critère juridique pertinent

7.1048. Comme cela a été expliqué dans le cadre de la Mesure 2, l'article 2:3 de l'Accord SPS comporte deux obligations différentes. Dans sa première phrase, l'article 2:3 exige que les mesures SPS n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Dans sa deuxième phrase, l'article 2:3 exige que les mesures SPS ne soient pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.[2161]

7.1049. Le Groupe spécial rappelle que, pour établir l'existence d'une violation de la première phrase de l'article 2:3, le Costa Rica doit démontrer trois éléments cumulatifs:

a. que la mesure établit une discrimination entre les territoires de Membres distincts du Panama, ou entre le territoire du Panama et celui d'un autre Membre;

b. que la discrimination est arbitraire ou injustifiable; et

c. que des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres comparés.[2162]

7.1050. En ce qui concerne la deuxième phrase de l'article 2:3, le Groupe spécial rappelle qu'il a été considéré qu'une restriction déguisée au commerce international comprenait toutes les mesures qui constituaient une discrimination arbitraire ou injustifiable.[2163]

7.5.1.3.2.2 Question de savoir si la Mesure 3 est incompatible avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.1051. Comme pour la Mesure 2, le Groupe spécial passe à son analyse de l'allégation du Costa Rica au titre de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS et examine, en premier lieu, si les conditions identifiées par le Costa Rica sont identiques ou similaires dans les Membres en question, au sens de cette disposition.[2164]

Question de savoir si des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres en question

7.1052. Pour déterminer si des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres en question, le Groupe spécial va examiner, en premier lieu, la pertinence des conditions identifiées par le Costa Rica. Il abordera ensuite la similarité des conditions qu'il aura considérées pertinentes.

[2159] Le Groupe spécial rappelle que les parties sont en désaccord sur le point de savoir si les articles 2:3 et 5:5 sont applicables à une mesure provisoire prise au titre de l'article 5:7. (Panama, première communication écrite, paragraphes 165 et 166; réponse aux questions du Groupe spécial n° 63, paragraphe 190, et n° 75, paragraphe 210; deuxième communication écrite, paragraphe 239; et Costa Rica, réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphe 3.62)

[2160] Voir la section 7.4.2.4.1 sur l'ordre d'analyse applicable aux articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS.

[2161] Voir plus haut les paragraphes 7.717 à 7.719. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins* (UE), paragraphe 7.1296; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.388; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2144.

[2162] Rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1297; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.389; *États-Unis – Chine (Volaille)*, paragraphe 7.317; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.571; et *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.111. Voir plus haut les paragraphes 7.711 à 7.716.

[2163] Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.476 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 27). Voir plus haut les paragraphes 7.717 à 7.719.

[2164] Voir plus haut le paragraphe 7.724.

7.1053. Le Costa Rica soutient que les conditions phytosanitaires pertinentes sont celles qui concernent la présence de la cochenille rose.[2165] Le Panama n'aborde quant à lui pas la question de la pertinence des conditions identifiées par le Costa Rica.

7.1054. Le Groupe spécial souscrit à l'avis des groupes spéciaux antérieurs selon lequel aussi bien l'objectif de la mesure que le risque qu'elle traite sont des aspects pertinents lorsqu'il s'agit d'identifier les conditions pertinentes aux fins de l'article 2:3.[2166] À cet égard, le Groupe spécial a constaté que l'objectif de la Mesure 3 correspondait à l'objectif énoncé à l'Annexe A 1) a), à savoir "préserver les végétaux [sur le territoire du Membre] des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites".[2167] En ce qui concerne le risque traité par la Mesure 3, le Groupe spécial rappelle que les parties ne sont pas en désaccord sur le fait que le risque pertinent est le risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais en provenance du Costa Rica.[2168]

7.1055. De même que les groupes spéciaux antérieurs, le Groupe spécial considère que la présence d'un parasite sur un territoire et le risque associé à ce parasite sont des conditions pertinentes aux fins de l'analyse au titre de l'article 2:3.[2169] C'est pourquoi le Groupe spécial souscrit à l'avis du Costa Rica concernant la pertinence des conditions relatives à la présence de la cochenille rose, car elles sont directement liées à l'objectif de la mesure et au risque d'introduction, d'établissement ou de dissémination de ce parasite sur le territoire panaméen.

7.1056. Le Costa Rica affirme que les conditions relatives à la présence de la cochenille rose sont les mêmes sur son territoire et sur le territoire des États-Unis et de la Colombie car le parasite est présent selon une distribution restreinte dans ces trois pays.[2170] Les renseignements versés au dossier confirment l'affirmation du Costa Rica, étant donné qu'ils indiquent que la situation actuelle du parasite au Costa Rica, aux États-Unis et en Colombie est qu'il est présent selon une distribution restreinte ("*[p]resent, restricted distribution*").[2171]

7.1057. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica présente des conditions similaires à celles des États-Unis et de la Colombie pour ce qui est de son statut phytosanitaire en ce qui concerne la cochenille rose.

Question de savoir si la Mesure 3 établit une discrimination à l'égard des ananas frais du Costa Rica

7.1058. Le Groupe spécial passe à son analyse du point de savoir si la Mesure 3 établit une discrimination à l'égard des ananas frais du Costa Rica par rapport aux ananas des États-Unis et de Colombie et aux avocats de Colombie. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que le Costa Rica soutient que la discrimination réside dans le traitement reçu par les ananas costariciens, dont l'importation est prohibée, par rapport à celui accordé aux ananas des États-Unis et de Colombie, et aux avocats de Colombie, dont l'importation est autorisée.[2172]

7.1059. En ce qui concerne le traitement accordé par le Panama aux ananas frais des États-Unis et de Colombie, le Groupe spécial rappelle que, dans le cadre de l'article 5:7, il a conclu qu'il

[2165] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 887; et deuxième communication écrite, paragraphe 291.
[2166] Voir plus haut le paragraphe 7.713.
[2167] Voir plus haut le paragraphe 7.887.
[2168] Voir plus haut les paragraphes 7.917 à 7.919.
[2169] Il convient de noter que ces groupes spéciaux faisaient référence à des maladies et non à des parasites. Néanmoins, le Groupe spécial considère que la logique qu'ils ont suivie s'applique aussi dans le cas de parasites, comme c'est le cas pour la Mesure 3. (Rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1311; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.460; et *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.113)
[2170] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 889 (citant OEPP, Distribution de la cochenille rose aux États-Unis (2022) (pièce CRI-165); et OEPP, Distribution de la cochenille rose en Colombie (2022) (pièce CRI-167)). Voir aussi OEPP, Distribution de la cochenille rose au Costa Rica (2022) (pièce CRI-174).
[2171] OEPP, Distribution de la cochenille rose aux États Unis (2022) (pièce CRI-165); OEPP, Distribution de la cochenille rose en Colombie (2022) (pièce CRI-167); et OEPP, Distribution de la cochenille rose au Costa Rica (2022) (pièce CRI-174). L'évaluation de l'OEPP a été effectuée sur la base de renseignements datés de 2015 (pour le Costa Rica et les États-Unis) et de 2014 (pour la Colombie).
[2172] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 894.

apparaissait que les éléments de preuve versés au dossier étayaient l'affirmation du Panama selon laquelle l'importation d'ananas frais des États-Unis et de Colombie n'était pas autorisée étant donné qu'il n'existait pas de PPI ciblant ces produits rendant possible leur importation au Panama.[2173] En outre, le Groupe spécial a conclu, après avoir examiné les données relatives aux importations d'ananas au Panama de l'INEC et de l'USDA présentées par le Costa Rica et les déclarations douanières pour la période 2020-2021 présentées par le Panama, que le Costa Rica n'avait pas démontré que le Panama avait importé des ananas frais des États-Unis et de Colombie après l'adoption de la Mesure 3.[2174]

7.1060. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Costa Rica n'a pas démontré que le Panama autorisait l'importation d'ananas frais des États-Unis et de Colombie, étant donné qu'il n'a pas été établi que le Panama avait adopté les PPI correspondantes. En outre, le Groupe spécial rappelle que, dans le cadre de l'article 5:7, il a conclu que le Costa Rica n'avait pas démontré que le Panama avait importé des ananas frais des États-Unis et de Colombie après l'adoption de la Mesure 3.[2175] Par conséquent, le Groupe spécial considère que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 3 établissait une discrimination à l'égard des ananas frais du Costa Rica par rapport aux ananas des États-Unis et de Colombie en prohibant l'importation des premiers et en autorisant celle des seconds.

7.1061. En ce qui concerne le traitement accordé par le Panama aux avocats de Colombie, le Groupe spécial rappelle que, dans le cadre de l'article 5:7, il a été indiqué que le Panama avait adopté les PPI visant les avocats de Colombie en janvier 2007 et les avait modifiées en décembre 2009.[2176] L'existence de ces PPI et le Panama lui-même confirment que l'importation d'avocats de Colombie au Panama est autorisée.[2177] Par conséquent, le Groupe spécial considère que le Costa Rica a démontré que la Mesure 3 établissait une discrimination à l'égard des ananas frais du Costa Rica par rapport aux avocats de Colombie car elle prohibe l'importation des premiers et autorise celle des seconds.

7.1062. Le Groupe spécial conclut par conséquent que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 3 établissait une discrimination à l'égard des ananas du Costa Rica par rapport aux ananas des États-Unis et de Colombie. En outre, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que la Mesure 3 établissait une discrimination à l'égard des ananas du Costa Rica par rapport aux avocats de Colombie.

7.1063. Étant donné que les prescriptions de la première phrase de l'article 2:3 sont cumulatives, cette constatation met fin à l'analyse du Groupe spécial au titre de cette allégation en ce qui concerne les ananas des États-Unis et de Colombie. Le Groupe spécial poursuit son analyse avec l'examen du point de savoir si le Costa Rica a démontré que le traitement discriminatoire accordé aux ananas du Costa Rica par rapport aux avocats de Colombie était arbitraire ou injustifiable.

Question de savoir si la Mesure 3 établit une discrimination arbitraire ou injustifiable

7.1064. Le Costa Rica affirme que le caractère arbitraire de la façon d'agir du Panama est illustré par le fait que, lorsque le Panama a été informé de la présence du parasite au Costa Rica, il n'a pas inclus de prescription similaire aux PPI visant les avocats de Colombie pour faire face au risque d'introduction, d'établissement et de dissémination du parasite via l'importation d'ananas frais du Costa Rica.[2178] Le Costa Rica allègue que le traitement accordé aux ananas du Costa Rica par rapport à celui accordé aux avocats de Colombie est arbitraire car les avocats se voient autoriser l'entrée au

[2173] Voir plus haut les paragraphes 7.1011 à 7.1014.
[2174] Voir plus haut les paragraphes 7.1007 à 7.1010, 7.1015 et 7.1016.
[2175] Voir plus haut le paragraphe 7.1016.
[2176] Voir plus haut le paragraphe 7.1002 (faisant référence à la Résolution n° AUPSA-DINAN-026-2007 (pièce PAN-136) et à la Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164)).
[2177] Panama, première communication écrite, paragraphe 307.
[2178] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama aux questions du Groupe spécial n° 188, paragraphe 3.330; et n° 177, paragraphe 3.260.

Panama et les ananas non, même si, dans les deux cas, aucune évaluation du risque concernant la cochenille rose n'a été effectuée.[2179]

7.1065. Le Panama allègue que les PPI visant les avocats de Colombie incluent une mesure d'atténuation ciblant la cochenille rose, contrairement aux PPI visant les ananas du Costa Rica.[2180] Il indique en outre que les PPI visant les avocats se fondent sur une évaluation du risque[2181], contrairement à celles visant les ananas du Costa Rica, pour lesquels il manquait les renseignements requis pour évaluer les risques en question.[2182] Il ajoute que "les avocats en provenance de Colombie sont conformes à son niveau approprié de protection sur la base d'une évaluation du risque reflétée par un protocole phytosanitaire bilatéral conclu entre la Colombie et le Panama et de la résolution de l'ICA établissant des dispositions relatives à l'enregistrement et à la gestion des exploitations de production de fruits frais destinés à l'exportation ainsi qu'à l'enregistrement des exportateurs".[2183]

7.1066. Le Groupe spécial identifie, dans l'argumentation des parties, trois questions principales qu'il va aborder ci-après. Ces questions concernent: a) les différences entre les PPI visant les avocats de Colombie et celles visant les ananas du Costa Rica en ce qui concerne les mesures d'atténuation de la cochenille rose; b) l'existence ou non d'évaluations du risque découlant de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de la cochenille rose via les importations d'avocats de Colombie et d'ananas du Costa Rica; et c) la conformité ou non-conformité avec le niveau approprié de protection du Panama en ce qui concerne les importations de ces deux produits.

7.1067. En ce qui concerne la première question, relative aux mesures d'atténuation de la cochenille rose prévues par les PPI pertinentes, le Groupe spécial observe que le Panama se concentre sur le fait que, contrairement aux PPI visant les ananas du Costa Rica, les PPI visant les avocats de Colombie prévoient une mesure d'atténuation de la cochenille rose. Cette mesure consiste à exiger que le lot soit accompagné d'un certificat phytosanitaire délivré par l'Institut colombien de l'agriculture et de l'élevage (ICA) dans lequel figure une déclaration supplémentaire certifiant que le lot est exempt de cochenille rose.[2184]

7.1068. Le Panama justifie cette différence entre les PPI visant les avocats et celles visant les ananas par le fait que, lorsqu'il a adopté les PPI visant les avocats en 2007, il avait connaissance de la présence du parasite en Colombie depuis 2003 et considérait qu'il existait un plus haut niveau de risque de transmission du parasite pour les importations d'avocats en provenance de Colombie que pour les importations d'ananas en provenance du Costa Rica. Au contraire, le Panama indique que, lorsqu'il a adopté les PPI visant les ananas du Costa Rica en 2008, il n'avait pas connaissance de la

[2179] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 185 du Groupe spécial, paragraphe 3.318. Voir aussi Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 176 du Groupe spécial, paragraphe 3.256. D'après le Costa Rica, les PPI visant les avocats ne se fondent pas sur une évaluation du risque lié à la cochenille rose au sens de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS car les mesures d'atténuation ne traitent pas le risque lié à la cochenille rose mais à un autre parasite (*Frankliniella occidentalis*). (*Ibid*.)

[2180] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 270. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 163.

[2181] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 180 du Groupe spécial, paragraphe 120.

[2182] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 180 du Groupe spécial, paragraphe 120. Au titre de l'article 5:6, le Panama reprend cet argument lorsqu'il se réfère à la différence de situation entre les avocats de Colombie et les ananas du Costa Rica en ce qui concerne le risque qu'ils supposent. D'après le Panama, "il n'y a pas de preuves scientifiques suffisantes pour évaluer, et encore moins conclure de manière affirmative, que les ananas en provenance du Costa Rica et les avocats en provenance de Colombie présentent une situation similaire en termes de risques". Le Panama explique que, lorsqu'il a adopté la Mesure 3, il ne disposait pas de renseignements suffisants pour évaluer le risque en question, alors que les PPI visant les avocats sont fondées sur une évaluation du risque. (Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 189 du Groupe spécial, paragraphes 133 et 134)

[2183] Panama, réponse à la question n° 188 du Groupe spécial, paragraphe 224.

[2184] Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164), article 3.3.1. Dans la version des PPI de 2007, la mesure d'atténuation prévue était légèrement différente car elle exigeait que l'ONPV de Colombie délivre un certificat sanitaire certifiant que l'expédition provenait de zones et de lieux de production exempts de cochenille rose, entre autres organismes nuisibles qui suscitent des préoccupations pour le Panama. (Résolution n° AUPSA-DINAN-026-2007 (pièce PAN-136), article 3.2)

présence du parasite au Costa Rica, étant donné qu'elle lui a été notifiée pour la première fois des années après, en 2014.[2185]

7.1069. Le Groupe spécial observe que la raison que le Panama donne pour expliquer l'inclusion d'une mesure d'atténuation de la cochenille rose dans les PPI visant les avocats est exclusivement liée à la connaissance qu'il avait du statut phytosanitaire de la Colombie concernant le parasite, et pas à d'autres aspects comme les détections du parasite dans les expéditions d'avocats de Colombie[2186] ou un potentiel risque plus élevé présenté par les avocats en ce qui concerne le parasite, étant donné qu'ils constituent un hôte principal.[2187] Cela correspond à l'explication du Panama sur la façon dont il élabore ses PPI visant les produits alimentaires d'origine végétale dont l'utilisation prévue est la consommation. Le Groupe spécial rappelle que le Panama a indiqué que, pour élaborer ces PPI, l'AUPSA "menait une vérification des organismes nuisibles qui suscitaient des préoccupations signalés par les [ONPV] de chaque pays d'origine de manière officielle et les comparait avec la liste des parasites de l'ONPV du Panama, ainsi qu'une vérification de la capacité du parasite de suivre la filière d'entrée"[2188] et que "[c]ette vérification constituait l'analyse du risque du Panama mais n'était pas documentée comme telle".[2189]

7.1070. Le Panama a confirmé que la présence du parasite en Colombie était le motif de l'inclusion d'une mesure d'atténuation de ce parasite dans ses PPI visant les avocats. Toutefois, lorsque le Panama a été informé de la présence du parasite au Costa Rica en mai 2014, il n'a pas modifié les PPI visant les ananas du Costa Rica pour inclure une mesure d'atténuation, comme il l'avait fait pour les avocats de Colombie. Le Panama a répété à plusieurs reprises que c'étaient la découverte en 2018 d'une publication de 2011 faisant état de la présence du parasite dans les ananas aux Fidji ainsi que la présence du parasite au Costa Rica qui avaient remis en question ses conclusions antérieures concernant le risque associé au parasite.[2190] Néanmoins, comme cela a été mentionné précédemment, la publication en question de 2011 figure dans les principales bases de données que le Panama consulte pour élaborer ses PPI, comme celle du CABI et de l'OEPP[2191], avec une autre publication de 2004 qui associe les ananas à la cochenille rose.[2192] Si, comme l'affirme le Panama, le motif de l'inclusion d'une mesure d'atténuation de la cochenille rose dans les PPI visant les avocats de Colombie en 2007 et de son maintien par la suite dans la version des PPI de 2009 était sa connaissance de la présence du parasite dans ce pays, lorsque, en mai 2014, il a eu connaissance du fait que le parasite était présent au Costa Rica, il aurait également pu évaluer la nécessité d'inclure une mesure d'atténuation dans ses PPI visant les produits en provenance du Costa Rica, y compris les ananas, conformément aux dispositions de l'Accord SPS.[2193]

7.1071. Par conséquent, le Groupe spécial considère que le fait que le Panama autorise l'importation d'avocats de Colombie et n'autorise pas celle d'ananas du Costa Rica n'est pas justifié par l'existence d'une mesure d'atténuation au regard de la cochenille rose pour les avocats de Colombie et pas pour les ananas du Costa Rica.

7.1072. En ce qui concerne la deuxième question, relative à l'existence ou non d'évaluations du risque, le Groupe spécial rappelle que, au titre de l'article 5:7, il a considéré que le Panama n'avait pas démontré que les mesures qu'il applique aux importations d'avocats de Colombie découlaient

[2185] Panama, réponse à la question n° 175 du Groupe spécial, paragraphe 179.

[2186] Le Panama a précisé que les non-conformités ayant donné lieu à la révision des PPI visant les avocats de 2007 n'étaient pas liées à la cochenille rose mais à des "interceptions fréquentes" d'autres parasites sur des fleurs, fruits et légumes en provenance de Colombie. (Panama, réponse à la question n° 176 du Groupe spécial, paragraphe 180)

[2187] Le Groupe spécial rappelle que, dans la fiche technique du CABI, les avocats apparaissent en tant qu'hôte principal ("Main") du parasite , tandis que les ananas relèvent de la catégorie "autre" ("Other"). (CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71))

[2188] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 30.

[2189] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 31.

[2190] Panama, première communication écrite, paragraphe 259.

[2191] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 31.

[2192] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI -71) (faisant référence à D.J. Williams, Mealybugs of Southern Asia (Malaysia: Natural History Museum/Southdene Sdn Bhd, 2004)).

[2193] Le Groupe spécial ne soutient pas que le Panama aurait dû adopter la même mesure d'atténuation dans les PPI visant les ananas du Costa Rica que celle figurant dans les PPI visant les avocats de Colombie. Comme l'établit l'Accord SPS lui-même, ce type de mesure, comme n'importe quelle autre mesure SPS, doit être établi sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux. Voir l'article 5:1 de l'Accord SPS.

d'une évaluation objective du risque associé à la cochenille rose.[2194] En outre, le Panama n'a présenté aucune évaluation du risque sur laquelle il aurait fondé ses PPI visant les ananas du Costa Rica étant donné que, comme il l'indique, sa "vérification" des organismes nuisibles qui suscitent des préoccupations signalés de manière officielle par l'ONPV du Costa Rica, qu'il a par la suite comparés à la liste des parasites de son ONPV, constituait l'analyse du risque mais n'était pas documentée comme telle.[2195]

7.1073. Par conséquent, le Groupe spécial considère que le fait que le Panama autorise l'importation d'avocats de Colombie et n'autorise pas celle d'ananas du Costa Rica ne peut pas être justifié par l'existence d'une évaluation du risque pour le premier cas et non pour le second. En outre, en réponse à l'argument du Panama selon lequel il disposait de renseignements suffisants pour effectuer l'évaluation du risque concernant les avocats mais pas les ananas, le Groupe spécial renvoie à sa constatation au titre de l'article 5:7 selon laquelle le Panama ne se trouvait pas dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes qui l'empêchait de procéder à l'évaluation du risque en question.[2196]

7.1074. S'agissant de la troisième et dernière question, relative à la conformité avec le niveau approprié de protection du Panama[2197], celui-ci affirme que les avocats sont conformes à son niveau approprié de protection "sur la base du protocole phytosanitaire bilatéral conclu entre la Colombie et le Panama et de la résolution de l'ICA établissant des dispositions relatives à l'enregistrement et à la gestion des exploitations de production de fruits frais destinés à l'exportation ainsi qu'à l'enregistrement des exportateurs".[2198] En ce qui concerne les ananas du Costa Rica, le Panama affirme que les PPI de 2008 permettaient de se conformer à son niveau approprié de protection jusqu'à ce qu'une publication qui indiquait que la cochenille rose avait été détectée dans les ananas aux Fidji et la présence du parasite au Costa Rica mettent en question ses conclusions antérieures.[2199] Le Panama ajoute qu'il a adopté la Mesure 3 parce qu'il ne lui était pas possible d'évaluer si les PPI visant les ananas du Costa Rica permettaient d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.[2200]

7.1075. Le Groupe spécial ne souscrit pas à l'avis du Panama selon lequel il ne pouvait pas réévaluer si les PPI de 2008 visant les ananas du Costa Rica permettaient d'obtenir son niveau approprié de protection. Comme l'a constaté le Groupe spécial au titre de l'article 5:7, lors de l'adoption de la Mesure 3 en 2019, le Panama disposait de renseignements suffisants pour procéder à une évaluation du risque qui lui aurait permis de déterminer si les PPI existantes continuaient de permettre d'obtenir son niveau approprié de protection malgré la découverte de la publication de 2011 faisant état de la présence de la cochenille rose dans l'ananas aux Fidji et de la présence du parasite au Costa Rica depuis mai 2014. En outre, le Groupe spécial rappelle que le Panama n'a pas démontré que ses PPI visant les avocats de Colombie se fondaient sur une évaluation du risque lié à la cochenille rose.[2201] Par conséquent, il n'apparaît pas que le fait que le Panama autorise l'importation d'avocats de Colombie et n'autorise pas celle d'ananas du Costa Rica soit justifié par son affirmation selon laquelle pour les avocats de Colombie, il pouvait déterminer qu'il permettait d'obtenir le niveau approprié de protection, tandis que pour les ananas du Costa Rica, il ne le pouvait pas car il ne disposait pas de renseignements suffisants.

7.1076. Une question additionnelle soulevée par le Costa Rica est celle de savoir si le fait qu'il s'agit d'hôtes différents justifie d'une quelconque manière le traitement discriminatoire accordé aux ananas du Costa Rica. À cet égard, le Costa Rica affirme que le fait que l'ananas n'est pas considéré comme un hôte principal ou primaire du parasite, à l'inverse de l'avocat, "signifie que,

[2194] Voir plus haut le paragraphe 7.1002.
[2195] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphes 30 et 31.
[2196] Voir plus haut les paragraphes 7.961 et 7.962.
[2197] Le Groupe spécial rappelle que, d'après le Panama, son niveau approprié de protection en matière de préservation des végétaux vise à "prévenir et endiguer, de manière intégrale", et donc à éviter totalement, "l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux sur le territoire de la République du Panama". Le Panama indique que son niveau approprié de protection est énoncé dans les articles 1er , 2.2 et 8 42) de la Loi n° 47 du 9 juillet 1996, est mis en œuvre de manière spécifique dans les PPI applicables et n'a pas changé après l'adoption de la Mesure 3. (Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267)
[2198] Panama, réponse à la question n° 188 du Groupe spécial, paragraphe 224.
[2199] Panama, réponse à la question n° 191 du Groupe spécial, paragraphe 225.
[2200] Panama, réponse à la question n° 191 du Groupe spécial, paragraphe 226.
[2201] Voir plus haut le paragraphe 7.1002.

techniquement, l'avocat présente un plus grand risque d'être associé à la cochenille rose".[2202] Comme cela a été mentionné dans le cadre des allégations au titre de l'article 5:7, l'avocat et l'ananas sont tous deux considérés comme des hôtes de la cochenille rose.[2203] Certaines sources qualifient l'avocat d'hôte principal ou primaire de la cochenille rose.[2204] Néanmoins, la littérature scientifique sur le parasite ne fait pas de distinction entre les hôtes lorsqu'elle traite de questions comme la détection et l'identification du parasite, les filières de dissémination ou les méthodes de contrôle.[2205] Il est donc possible d'affirmer que, s'agissant des produits en provenance de zones ayant le même statut phytosanitaire en ce qui concerne le parasite, l'avocat présente un risque au moins aussi élevé d'être associé au parasite que l'ananas. Par conséquent, ce qui précède ne justifierait pas non plus un traitement discriminatoire au détriment des ananas du Costa Rica.

7.1077. Dans les paragraphes précédents, le Groupe spécial a déterminé que: a) l'avocat et l'ananas étaient tous deux des fruits hôtes du parasite en provenance de Membres sur le territoire desquels le parasite était présent et avait une aire de distribution limitée; et b) ses PPI respectives avaient été élaborées par l'AUPSA conformément à la même procédure, qui consistait à vérifier les organismes nuisibles qui suscitaient des préoccupations signalés par les ONPV pertinentes de manière officielle et à les comparer avec la liste des parasites de l'ONPV du Panama, ainsi qu'à vérifier la capacité du parasite de suivre la filière d'entrée. En outre, il convient de rappeler que le Groupe spécial a constaté, au titre de l'article 5:7, que le Panama disposait de renseignements suffisants pour procéder à une évaluation du risque en question, et que, donc, le Panama aurait pu évaluer si les PPI visant les ananas du Costa Rica continuaient de permettre d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama après les événements qui, d'après le Panama, avaient mis en question ses conclusions antérieures concernant les risques associés à la cochenille rose. Par conséquent, le Groupe spécial ne trouve rien dans le dossier qui justifie le traitement discriminatoire accordé par le Panama aux ananas du Costa Rica par rapport aux avocats de Colombie.

7.1078. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le traitement discriminatoire accordé par la Mesure 3 aux ananas du Costa Rica par rapport aux avocats de Colombie, qui consiste à empêcher l'importation des premiers et à autoriser celle des seconds, est arbitraire ou injustifiable étant donné qu'il ne conserve pas de lien rationnel avec l'objectif déclaré de la Mesure 3 consistant à préserver les végétaux sur le territoire du Panama des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de la cochenille rose.

7.5.1.3.2.3 Conclusion concernant la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.1079. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 3 est incompatible avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS parce qu'elle établit une discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard des ananas du Costa Rica par rapport aux avocats de Colombie.

7.1080. Le Groupe spécial constate en outre que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 3 est incompatible avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS parce qu'elle établit une discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard des ananas du Costa Rica par rapport aux ananas des États-Unis et de Colombie.

7.5.1.3.2.4 Question de savoir si la Mesure 3 est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.1081. Le Costa Rica allègue que la Mesure 3 établit une discrimination arbitraire et injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires en ce qui concerne la cochenille

[2202] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 894.
[2203] Voir plus haut le paragraphe 7.999.
[2204] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 27; et OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de cochenille rose de l'hibiscus* (2010) (pièce CRI-72), page 115. La base de données de l'OEPP ne contient pas cette distinction, et l'ananas et l'avocat apparaissent tous deux catégorisés en tant qu'"hôte". (Base de données mondiale de l'OEPP, https://gd.eppo.int/taxon/PHENHI/hosts (consultée le 13 août 2024))
[2205] Voir, par exemple, OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144), pages 4 et 5.

rose, et que cela implique "nécessairement de constater [que les mesures] sont appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce".[2206]

7.1082. Le Panama demande quant à lui au Groupe spécial de rejeter les allégations du Costa Rica au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS, étant donné que la Mesure 3 satisfait pleinement aux prescriptions de l'article 5:7 dudit Accord.[2207]

7.1083. Comme cela a été indiqué précédemment, le Groupe spécial souscrit à l'interprétation donnée dans des différends antérieurs selon laquelle une restriction déguisée au commerce international comprend les mesures qui constituent une discrimination arbitraire ou injustifiable.[2208]

7.1084. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 3 est incompatible avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS parce qu'elle établit une discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard des ananas du Costa Rica par rapport aux avocats de Colombie.[2209] Par conséquent, le Groupe spécial constate que la Mesure 3 est également incompatible avec la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

7.5.1.3.2.5 Conclusion concernant la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS

7.1085. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 3 est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS parce qu'elle est appliquée de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.

7.5.1.4 Allégations au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS

7.5.1.4.1 Principaux arguments des parties

7.1086. Le Costa Rica allègue que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 5:5 de l'Accord SPS en appliquant des niveaux appropriés de protection distincts dans des situations différentes mais comparables[2210], puisque ces distinctions sont arbitraires et injustifiables[2211] et entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.[2212]

7.1087. Le Panama soutient que la Mesure 3 n'est pas incompatible avec l'article 5:5 de l'Accord SPS car c'est une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 dudit Accord.[2213]

7.5.1.4.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1088. Comme cela a été expliqué au titre de la section 7.4.2.4.3 relative à la Mesure 2, le Groupe spécial considère que ses constatations au titre de l'article 2:3 sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante.

7.1089. Pour les raisons exposées dans cette section, le Groupe spécial décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS au sujet de la Mesure 3.

[2206] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 296 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux,* paragraphe 7.575).

[2207] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 234.

[2208] Voir les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.476 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 27); *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.575; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1389. Voir plus haut les paragraphes 7.718 à 7.720.

[2209] Voir plus haut le paragraphe 7.1079.

[2210] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 919.

[2211] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 924.

[2212] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 925 à 929.

[2213] Panama, première communication écrite, paragraphe 166.

7.5.1.5 Allégations au titre des articles 5:6 et 2:2 de l'Accord SPS

7.1090. Le Groupe spécial observe que les parties sont en désaccord sur le point de savoir si les articles 5:6 et 2:2 sont applicables à une mesure provisoire prise au titre de l'article 5:7.[2214] Il rappelle qu'il a constaté que la Mesure 3 ne constitue pas une mesure provisoire au titre de l'article 5:7[2215], de sorte qu'il ne juge pas nécessaire de se prononcer sur l'argument du Panama selon lequel les articles 5:6 et 2:2 ne sont pas applicables à des mesures provisoires adoptées au titre de l'article 5:7. En conséquence, il passe à son analyse des allégations du Costa Rica au titre de ces dispositions.

7.5.1.5.1 Principaux arguments des parties

7.5.1.5.1.1 Costa Rica

7.1091. Le Costa Rica allègue que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama. Il estime qu'il existe des mesures de rechange raisonnablement applicables par le Panama, qui lui permettent d'obtenir son niveau approprié de protection et qui sont sensiblement moins restrictives pour le commerce. Il allègue aussi que, par conséquent, la Mesure 3 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour préserver les végétaux.[2216]

7.1092. Le Costa Rica indique deux mesures de rechange que le Panama aurait pu appliquer pour obtenir son niveau approprié de protection face au parasite cochenille rose qui sont sensiblement moins restrictives pour le commerce qu'une "prohibition totale" comme la Mesure 3.[2217] Ces deux mesures de rechange consistent à: a) appliquer les PPI de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas, que le Panama a rendu inactives en janvier 2019 sans qu'il y ait eu aucune situation phytosanitaire nouvelle, inattendue ou pouvant nécessiter des mesures d'urgence[2218]; et b) exiger que les expéditions d'ananas costariciens soient certifiées comme étant exemptes de cochenille rose ou comme provenant de zones, lieux ou sites de production exempts de cochenille rose.[2219]

7.1093. Le Costa Rica soutient que ces mesure de rechange satisfont aux trois prescriptions établies dans la note 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS.[2220]

7.1094. Premièrement, le Costa Rica fait valoir que les mesures de rechange sont raisonnablement applicables compte tenu de la faisabilité technique et économique car le Panama les a déjà appliquées et continue de les appliquer aux ananas du Costa Rica et à d'autres produits importés comme les avocats de Colombie et les amandes de Chine.[2221]

7.1095. Deuxièmement, le Costa Rica soutient que les mesures de rechange permettraient d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama, même s'il était très élevé, car elles permettent d'atteindre un niveau élevé de protection face au parasite, évitant ainsi que celui-ci soit introduit au

[2214] Panama, première communication écrite, paragraphes 165, 166 et 436; réponse aux questions du Groupe spécial n° 63, paragraphe 190, et n° 75, paragraphes 210 et 212; deuxième communication écrite, paragraphe 238; et Costa Rica, réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphe 3.62.

[2215] Voir plus haut le paragraphe 7.1022.

[2216] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7; première communication écrite, paragraphe 848; et deuxième communication écrite, paragraphe 269.

[2217] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 853.

[2218] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 854 (citant la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66)); et deuxième communication écrite, paragraphe 272.

[2219] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 866. Le Costa Rica observe que cela est sans préjudice du fait que, d'après lui, le Panama ne peut pas justifier scientifiquement l'adoption d'une mesure phytosanitaire venant s'ajouter aux prescriptions prévues dans la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008. (*Ibid.*) Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 280.

[2220] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 858, 865, 869, 873 et 875; et deuxième communication écrite, paragraphes 272, 279, 280, 284 et 285.

[2221] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 859 et 870; et deuxième communication écrite, paragraphes 273 et 281.

Panama.[2222] En ce sens, le Costa Rica indique que les prescriptions de certification spécifiques en ce qui concerne la cochenille rose permettent déjà d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama pour les produits en provenance de pays dans lesquels le parasite est présent (à savoir les avocats de Colombie et les amandes de Chine).[2223]

7.1096. Troisièmement, d'après le Costa Rica, les mesures de rechange sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 3 car elles permettraient l'accès des ananas costariciens au marché panaméen.[2224]

7.5.1.5.1.2 Panama

7.1097. Le Panama soutient que la Mesure 3 est exemptée des obligations énoncées aux articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est une mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de cet accord.[2225]

7.1098. Le Panama affirme que le Costa Rica n'a pas démontré la faisabilité des mesures de rechange qu'il propose.[2226] Il considère que le Groupe spécial devrait traiter avec prudence l'affirmation du Groupe spécial *Corée – Radionucléides* selon laquelle l'utilisation existante de la mesure, même dans un contexte différent, milite en faveur d'une constatation de faisabilité de cette mesure.[2227] Le Panama ajoute qu'il ne peut pas évaluer si les mesures de rechange proposées par le Costa Rica permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama car les preuves scientifiques sont insuffisantes pour procéder à une évaluation du risque.[2228]

7.5.1.5.2 Évaluation du Groupe spécial

7.5.1.5.2.1 Critère juridique pertinent

7.1099. Pour déterminer si la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:6, conformément au critère juridique exposé plus haut[2229], le Groupe spécial va examiner si les mesures de rechange proposées par le Costa Rica satisfont aux trois prescriptions cumulatives de la note de bas de page 3 relative à cette disposition, à savoir: a) si elles sont raisonnablement applicables compte tenu de la faisabilité technique et économique; b) si elles permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama; et c) si elles sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 3.

7.1100. Le Groupe spécial rappelle que, dans des différends antérieurs, il a été considéré qu'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:6 entraînait une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'article 2:2.[2230]

[2222] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 860; et deuxième communication écrite, paragraphes 275 et 276.

[2223] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 871; et deuxième communication écrite, paragraphe 283.

[2224] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 864 (citant le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.151) et 872. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 274. Le Costa Rica indique que plusieurs groupes spéciaux ont estimé que "toute mesure imposant des conditions à l'importation, même strictes, "serait encore sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une prohibition pure et simple"". (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 872 (citant le rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.829, qui cite les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.590, et *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182))

[2225] Panama, première communication écrite, paragraphes 166, 435 et 436; et deuxième communication écrite, paragraphe 238.

[2226] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 21.

[2227] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 22.

[2228] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 23.

[2229] Voir plus haut la section 7.3.1.3.2.1.

[2230] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38; et rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.603, 7.614 et 7.615; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.841 et 7.846.

7.1101. Le Groupe spécial partage les appréciations sur le critère juridique applicable au titre des articles 5:6 et 2:2 exposées dans la section 7.3.1.3.2.1 relative à la Mesure 1, et procédera à son évaluation sur cette base.

7.1102. Le Groupe spécial évaluera, en premier lieu, si le Costa Rica a démontré qu'il existait une mesure de rechange pour la Mesure 3 qui satisfaisait aux trois prescriptions cumulatives prévues dans la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS. Ensuite, il examinera l'allégation corollaire du Costa Rica au titre de l'article 2:2 dudit accord.

7.5.1.5.2.2 Question de savoir si la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS

Mesures de rechange proposées par le Costa Rica

7.1103. Le Costa Rica a présenté deux mesures de rechange qui, d'après lui, sont raisonnablement applicables pour le Panama, permettraient d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama et seraient sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 3.

7.1104. La première mesure de rechange consiste à appliquer les PPI figurant dans la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008, dont l'application a été suspendue du fait de l'adoption de la Mesure 3.[2231] Le Costa Rica a confirmé que cette première solution de rechange consistait en "la réactivation de la Résolution … dans sa totalité"[2232] et pas seulement de certaines prescriptions figurant dans cette Résolution.[2233]

7.1105. La deuxième mesure de rechange consiste à imposer des PPI spécifiques ciblant la cochenille rose sur les importations d'ananas du Costa Rica.[2234] À titre d'exemple, le Costa Rica propose que le Panama exige que les expéditions d'ananas frais du Costa Rica a) soient accompagnées d'une déclaration supplémentaire certifiant que l'expédition est exempte de cochenille rose, conformément à la NIMP 12[2235]; ou b) soient certifiées comme provenant de zones, lieux ou sites de production exempts de cochenille rose, conformément aux NIMP 4 et 10.[2236]

7.1106. Le Panama considère que le Costa Rica n'a pas démontré la faisabilité des mesures de rechange pour la Mesure 3 qu'il propose car "dans des circonstances dans lesquelles les preuves scientifiques sont insuffisantes pour procéder à une évaluation du risque, le Panama ne peut pas évaluer si ces mesures de rechange peuvent permettre d'obtenir le niveau approprié de protection en ce qui concerne les ananas costariciens".[2237]

Question de savoir si les mesures de rechange sont raisonnablement applicables

7.1107. Le Groupe spécial rappelle que l'évaluation du point de savoir si les mesures de rechange sont raisonnablement applicables par le défendeur est liée à leur faisabilité technique et économique.[2238]

[2231] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 854; et deuxième communication écrite, paragraphe 272.

[2232] Costa Rica, réponse à la question n° 190 du Groupe spécial, paragraphe 3.153.

[2233] Le Groupe spécial indique que, initialement, le Costa Rica avait fait spécifiquement référence aux prescriptions imposant que "toute expédition d'ananas costariciens frais au Panama [soit] soumise à une inspection et/ou des essais pour déterminer qu'elle est exempte des organismes de quarantaine spécifiés par le Panama" et qu'elle soit "exempte d'insectes vivants de tout type". (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 861)

[2234] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 866; et deuxième communication écrite, paragraphe 280.

[2235] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 867; et deuxième communication écrite, paragraphe 280.

[2236] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 868; et deuxième communication écrite, paragraphe 280.

[2237] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 23.

[2238] Voir plus haut le paragraphe 7.335.

Première mesure de rechange: application de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008

7.1108. Le Costa Rica affirme que la première mesure de rechange est raisonnablement applicable, compte tenu de la faisabilité technique et économique, étant donné que le Panama a appliqué cette mesure pendant plus de 10 ans, du 4 juillet 2008 au 29 janvier 2019. Par conséquent, pour le Costa Rica, il ne s'agit pas d'une solution de rechange "de nature purement théorique" ou qui impose "des coûts prohibitifs ou des difficultés techniques substantielles".[2239] Le Panama n'a quant à lui présenté aucune raison pour laquelle l'application de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 ne serait pas faisable du point de vue technique ou économique, au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.

7.1109. La première mesure de rechange consisterait à appliquer dans leur totalité les prescriptions prévues dans la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008. Cette résolution exige, entre autres choses, que les expéditions d'ananas soient accompagnées d'un certificat phytosanitaire attestant du respect des prescriptions qui y figurent[2240], parmi lesquelles la prescription imposant que les ananas "proviennent de zones, lieux ou sites soumis à inspection" par l'ONPV du Costa Rica pendant la période de croissance active, de récolte et d'emballage du produit alimentaire[2241], et que les lots soient exempts des organismes nuisibles qui suscitent des préoccupations pour le Panama[2242], et d'insectes vivants de tout type.[2243]

7.1110. Le Groupe spécial rappelle que, dans des différends antérieurs, l'utilisation existante par le défendeur de la mesure de rechange, même dans un autre contexte, militait en faveur d'une constatation de faisabilité de cette mesure.[2244] Le Groupe spécial rappelle en outre que le Panama considère que le Groupe spécial devrait traiter avec prudence cette affirmation du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, étant donné qu'il ne s'est pas appuyé sur une évaluation sur le fond de la mesure en cause et de la mesure de rechange.[2245] Selon le Panama, une mesure de rechange qui est techniquement et économiquement faisable dans un contexte peut ne pas l'être dans des contextes différents. Le Panama ajoute que les deux rapports cités par le Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, à savoir *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)* et *Inde – Produits agricoles* n'étayent pas non plus son affirmation.[2246]

7.1111. Comme cela a été expliqué plus haut dans les paragraphes 7.832 et 7.833, le Groupe spécial ne voit aucune raison de ne pas prendre en considération ce qu'a dit le Groupe spécial *Corée – Radionucléides* concernant l'utilisation d'une mesure par le pays importateur et ses implications au moment d'analyser l'applicabilité d'une mesure de rechange pour ce Membre. En outre, le Groupe spécial comprend que l'argument principal du Panama est qu'une mesure qui est techniquement et économiquement faisable dans un contexte peut ne pas l'être dans un autre. Néanmoins, le Panama a appliqué la première mesure de rechange dans le même contexte (à savoir, réglementer l'importation d'ananas frais du Costa Rica) pendant plus de 10 ans, jusqu'à l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019, sans qu'il n'ait été fait état d'un quelconque changement des circonstances relatives à l'importation de ce produit.

7.1112. Par conséquent, et en l'absence d'argumentation contraire du Panama, le Groupe spécial considère que le Costa Rica a démontré que la première mesure de rechange était raisonnablement

---

[2239] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 859 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.74). Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 273.

[2240] Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), article 3.

[2241] Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), article 3.3.2.

[2242] Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), article 3.3.3.

[2243] Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), article 5.

[2244] Rapports des Groupes spéciaux *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.144 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.541 et 7.542; et *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.187). Voir aussi, plus haut, les paragraphe 7.832 et 7.833.

[2245] Panama, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 20 (citant le rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphes 7.145 à 7.149); et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 22.

[2246] Panama, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphes 20 à 22.

applicable pour le Panama aussi bien à la date d'adoption de la Mesure 3 que par la suite pendant sa période d'application.

Deuxième mesure de rechange: PPI spécifiques ciblant la cochenille rose

7.1113. Le Costa Rica indique que le Panama exige déjà des certifications d'"expédition exempte d'organismes nuisibles" ou d'"expédition provenant de zones, lieux ou sites de production exempts d'organismes nuisibles" pour les importations d'avocats de Colombie et d'amandes de Chine, respectivement.[2247] Le Costa Rica fait en outre valoir que la NIMP 12 prévoit que les certificats phytosanitaires peuvent inclure une déclaration supplémentaire.[2248] Le Panama n'a quant à lui présenté aucune raison pour laquelle la deuxième mesure de rechange présentée par le Costa Rica ne serait pas faisable du point de vue technique ou économique, au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.

7.1114. Le premier exemple de PPI spécifiques ciblant la cochenille rose concerne la résolution concernant l'importation d'avocats frais de Colombie. Cette résolution établit que l'expédition doit être accompagnée d'un certificat phytosanitaire délivré par l'ICA. Entre autres choses, ce certificat doit inclure une déclaration supplémentaire certifiant que "[l]e lot est exempt de … *Maconellicoccus hirsutus*", ainsi que d'insectes vivants, de contaminants et de feuilles.[2249] Le deuxième exemple de PPI spécifiques ciblant la cochenille rose concerne la résolution concernant l'importation d'amandes sèches en provenance de Chine. Cette résolution exige que les expéditions d'amandes soient accompagnées d'un certificat phytosanitaire délivré par l'ONPV de la Chine. Ce certificat doit inclure une déclaration supplémentaire dans laquelle il est précisé, entre autres choses, que "[l]a marchandise provient de zones, lieux ou sites de production ayant été reconnus ou certifiés, officiellement, comme étant exempts de cochenille rose (*Maconellicoccus hirsutus*)"; et qu'elle est exempte des organismes nuisibles qui suscitent des préoccupations pour le Panama comme ceux qui y figurent.[2250] En ce qui concerne ces deux exemples, le Costa Rica mentionne également la prescription prévue par la résolution rendue inactive par le Panama en janvier 2019, au titre de laquelle il est demandé que, dans le certificat phytosanitaire, il soit certifié que le lot est exempt du parasite *Paracoccus marginatus*.[2251]

7.1115. Le Groupe spécial considère que les exemples mentionnés par le Costa Rica démontrent que le Panama exige des certificats phytosanitaires délivrés par les ONPV des pays exportateurs pour garantir que les fruits importés au Panama sont conformes à ses PPI. Le Panama exige en outre que ces certificats incluent des déclarations spécifiques selon lesquelles l'expédition est exempte d'un certain organisme nuisible ou provient de zones, lieux ou sites de production exempts de cet organisme nuisible. Le Panama utilise même ces prescriptions relatives à la cochenille rose pour l'importation des fruits hôtes de cet organisme nuisible, comme les avocats.[2252] En outre, le Panama a exigé des certificats phytosanitaires pour l'importation d'ananas costariciens, mais pour certifier l'absence d'un autre organisme nuisible dans l'expédition.[2253]

7.1116. Le Groupe spécial observe que la NIMP 12, intitulée "Certificats phytosanitaires", fournit des modèles de certificats phytosanitaires pouvant être utilisés comme référence. Ces certificats servent à attester que les expéditions sont conformes aux PPI[2254] et peuvent inclure une déclaration

[2247] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 870 (citant la Résolution n° AUPSA-DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164); et la Résolution n° AUPSA-DINAN-414-2007 concernant l'importation d'amandes de Chine (pièce CRI-173)).

[2248] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 867 (citant CIPV, NIMP 12 (pièce CRI-170), page 17).

[2249] Résolution n° AUPSA DINAN-122-2009 concernant l'importation d'avocats de Colombie (pièce CRI-164), articles 3, 3.3.1 b) et 3.3.2.

[2250] Résolution n° AUPSA-DINAN-414-2007 concernant l'importation d'amandes de Chine (pièce CRI-173), article 3.1.

[2251] Costa Rica, première communication écrite, note de bas de page 1274 (faisant référence à la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66); et à SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des ananas du Costa Rica (25 janvier 2019) (pièce CRI-168)).

[2252] Voir la base de données mondiale de l'EPPO, https://gd.eppo.int/taxon/PHENHI/hosts (consultée le 13 août 2024).

[2253] Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), article 3.3 (exigeant qu'il soit certifié que les ananas sont exempts de "*Paracoccus marginatus*").

[2254] CIPV, NIMP 12 (pièce CRI-402), page 7.

supplémentaire.[2255] Le fait que cette mesure est prévue par la NIMP 12 témoigne du fait que ce type de mesure peut être faisable dans le cadre du commerce des produits végétaux.

7.1117. Par conséquent, et en l'absence d'argumentation contraire du Panama, le Groupe spécial considère que le Costa Rica a démontré que la deuxième mesure de rechange était raisonnablement applicable pour le Panama aussi bien à la date d'adoption de la Mesure 3 que par la suite pendant sa période d'application.

7.1118. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que les deux mesures de rechange qu'il proposait étaient raisonnablement applicables, compte tenu de la faisabilité technique et économique, au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.

7.1119. Le Groupe spécial va maintenant examiner si les deux mesures de rechange indiquées par le Costa Rica permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

Question de savoir si les mesures de rechange permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama

7.1120. Conformément au critère juridique décrit plus haut[2256], le Groupe spécial définira d'abord le niveau approprié de protection du Panama pour le comparer ensuite avec le niveau de protection qui serait obtenu au moyen des mesures de rechange.

Niveau approprié de protection du Panama

7.1121. Le Panama indique que son niveau approprié de protection en matière de préservation des végétaux vise à "prévenir et endiguer, de manière intégrale", et donc à éviter totalement, "l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux sur le territoire de la République du Panama".[2257] D'après le Panama, ce niveau approprié de protection est énoncé dans la Loi n° 47 du 9 juillet 1996 et est mis en œuvre de manière spécifique dans les PPI applicables.[2258] Il confirme que ce niveau approprié de protection est appliqué à ses importations d'ananas frais du Costa Rica et qu'il n'a pas changé après l'adoption de la Mesure 3.[2259]

7.1122. Le Costa Rica ne conteste pas la définition donnée par le Panama de son niveau approprié de protection.[2260] Néanmoins, il demande au Groupe spécial que, lorsqu'il évaluera ou déterminera ce niveau approprié de protection, il considère que l'action du Panama n'est pas compatible avec l'objectif qui consiste à réduire au minimum l'incidence négative sur le commerce qui est prévu à l'article 5:4 de l'Accord SPS.[2261]

7.1123. Le Groupe spécial rappelle que le niveau approprié de protection peut être considéré comme un "objectif" que la mesure SPS vise à atteindre[2262], et que l'objectif de la Mesure 3 est de protéger contre le risque d'entrée, d'établissement et de dissémination de la cochenille rose au Panama.[2263] Il rappelle également que la définition du niveau approprié de protection figurant à l'Annexe A 5) de l'Accord SPS indique que ce niveau doit correspondre au "*niveau* de protection" que le Membre juge approprié pour atteindre ses objectifs de protection sanitaire ou phytosanitaire.[2264] Étant donné que

---

[2255] CIPV, NIMP 12 (pièce CRI-402), pages 16 et 17. Ce qui suit est un exemple de déclaration supplémentaire: "L'envoi a été inspecté et déclaré exempt de _____ ([nom du(des) organisme(s) nuisible(s)] ou terre [*à préciser*])". (*Ibid.*, page 27)

[2256] Voir plus haut les paragraphes 7.333 et 7.336.

[2257] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267 (citant Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (pièce PAN-98), articles 1er, 2 2) et 8).

[2258] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267 (citant Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (pièce PAN-98), articles 1er, 2 2) et 8).

[2259] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267.

[2260] Costa Rica, réponse à la question n° 189 du Groupe spécial, paragraphe 3.150.

[2261] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 874; et réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, paragraphe 3.31. Toutefois, compte tenu de la "nature incitative" de la disposition, le Costa Rica ne demande pas au Groupe spécial de formuler des constatations d'incompatibilité avec l'article 5:4. (Costa Rica, réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, paragraphes 3.31 et 3.32)

[2262] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 200.

[2263] Voir plus haut le paragraphe 7.1054.

[2264] Voir plus haut le paragraphe 7.369.

le niveau approprié de protection est également défini comme le "niveau acceptable de *risque*"[2265], le niveau approprié de protection du Panama pertinent pour la Mesure 3 devrait correspondre au niveau acceptable de risque pour ce pays pour ce qui est de l'introduction de la cochenille rose sur son territoire via l'importation d'ananas du Costa Rica.[2266]

7.1124. Le Panama affirme que son niveau approprié de protection est énoncé dans la Loi n° 47 de 1996. Cette Loi indique que ses dispositions "réglementent toutes les mesures relatives à la protection des végétaux du patrimoine agricole national, dans le but principal de prévenir et d'endiguer, de manière intégrale, les problèmes phytosanitaires et d'obtenir des végétaux et produits végétaux de bonne qualité phytosanitaire".[2267] Cette Loi indique en outre que l'un des objectifs fondamentaux du Panama au niveau phytosanitaire est de "prévenir l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux".[2268]

7.1125. Étant donné que le niveau approprié de protection peut être considéré comme un "objectif" que la mesure SPS vise à atteindre[2269], les dispositions pertinentes de la Loi en question peuvent éclairer le niveau approprié de protection pertinent du Panama.[2270] Néanmoins, il doit être exprimé d'une manière suffisamment claire pour qu'il soit possible de voir si l'application d'une mesure SPS permet d'obtenir ce niveau.[2271]

7.1126. Le Panama fait référence à un niveau approprié de protection générique visant à prévenir l'entrée, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux. Dans le cas de la Mesure 3, il s'agit de la prévention de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de la cochenille rose. Le Costa Rica considère quant à lui que le niveau approprié de protection du Panama consiste à "éviter l'introduction de [la cochenille rose] sur son territoire".[2272]

7.1127. Le Groupe spécial considère que cette définition du niveau approprié de protection du Panama est cohérente avec son affirmation selon laquelle il n'avait pas à attendre que le risque que la cochenille rose soit introduite sur son territoire se matérialise pour adopter une mesure permettant de faire face à un tel risque.[2273] Le Groupe spécial croit comprendre que le niveau approprié de protection du Panama face à la cochenille rose est élevé, étant donné qu'il vise à ce que le parasite n'entre pas sur son territoire, mais il ne correspond pas au risque zéro, étant donné que le Panama permet l'importation de produits hôtes de la cochenille rose en provenance de territoires où le parasite est présent, comme c'est le cas des importations d'avocats de Colombie.[2274]

7.1128. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le niveau approprié de protection pertinent du Panama pourrait être défini comme étant un niveau de protection élevé, mais qui ne correspond pas à un risque zéro, permettant d'éviter dans la mesure du possible l'introduction de la cochenille rose sur le territoire panaméen via l'importation d'ananas costariciens.

[2265] L'Accord SPS précise dans la note relative à l'Annexe A 5) que "[d]e nombreux Membres dénomment ce concept [niveau approprié de protection] "niveau acceptable de *risque*"." (pas de mise en relief dans l'original)

[2266] Le Groupe spécial rappelle que le risque en question est le risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de la cochenille rose via l'importation d'ananas frais en provenance du Costa Rica. (Voir plus haut les paragraphes 7.917 à 7.919.)

[2267] Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (pièce PAN-98), article premier.

[2268] Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (pièce PAN-98), article 2.2. Lorsqu'il décrit son niveau approprié de protection, le Panama fait référence au fait d'"éviter *totalement*, "l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux sur le territoire de la République du Panama."" (Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267) (pas de mise en relief dans l'original) Le Groupe spécial observe que le terme "totalement" ne figure pas dans les dispositions de la Loi n° 47 qui contiennent les objectifs de protection phytosanitaire du Panama.

[2269] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 200.

[2270] Il convient d'indiquer que, dans la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas, que le Panama a rendu inactive en janvier 2019, il est indiqué que son fondement juridique inclut la Loi n° 47 du Panama. (Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), page 3)

[2271] Voir plus haut la note de bas de page 808.

[2272] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 276.

[2273] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 160 et 161. Le parasite cochenille rose est absent du territoire panaméen. (Panama, première communication écrite, paragraphe 254) La base de données du CABI le confirme. (CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71))

[2274] Panama, réponse aux questions n° 56, paragraphe 163; et n° 95, paragraphe 270, du Groupe spécial.

Par conséquent, et compte tenu du risque que le Panama vise à traiter, son niveau approprié de protection peut être défini comme la prévention de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination de la cochenille rose sur son territoire.

Niveau de protection que les mesures de rechange permettent d'obtenir

7.1129. Le Groupe spécial va maintenant examiner si les mesures de rechange proposées par le Costa Rica permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama. À cette fin, il va comparer le niveau approprié de protection du Panama avec le niveau de protection que ces mesures de rechange permettraient d'obtenir.

Première mesure de rechange: application de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008

7.1130. Le Costa Rica soutient que la première mesure de rechange permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama en ce qui concerne la cochenille rose, étant donné que:

a. La cochenille rose n'est pas présente dans les zones de production de l'ananas du Costa Rica, ce qui rend par conséquent suffisantes les prescriptions appliquées précédemment, qui exigeaient, entre autres choses, que toute expédition d'ananas costariciens au Panama: i) soit soumise à une inspection et/ou des essais pour déterminer qu'elle est exempte des organismes de quarantaine spécifiés par le Panama et ii) soit "exempte d'insectes vivants de tout type", ce qui inclut la cochenille rose.[2275]

b. Les exportations d'ananas frais du Costa Rica au Panama se sont maintenues à un niveau tout à fait normal, sans que le Panama n'ait signalé aucune incidence, après que le Costa Rica a informé le Panama et le Secrétariat de la CIPV de la présence de cochenille rose sur son territoire en mai 2014.[2276] Le Costa Rica ajoute que, lors de l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019, aucun changement ne s'est produit sur son territoire concernant la cochenille rose.[2277]

c. Le Panama n'applique aucune PPI concernant la cochenille rose aux importations d'ananas frais en provenance des États-Unis ou de Colombie, bien que ces deux pays aient signalé la présence de ce parasite sur leur territoire.[2278]

7.1131. Le Panama répond qu'il ne peut pas évaluer si cette mesure de rechange peut permettre d'obtenir son niveau approprié de protection concernant les ananas costariciens car les preuves scientifiques sont insuffisantes pour procéder à une évaluation du risque.[2279]

7.1132. Comme cela a été indiqué plus haut, le niveau du risque est pertinent pour déterminer si une mesure permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection d'un Membre.[2280] En l'espèce, avant l'adoption de la Mesure 3, la première mesure de rechange permettait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama. Pour déterminer si cette solution de rechange permet toujours d'atteindre ce niveau approprié de protection après l'adoption de la Mesure 3, le Groupe spécial considère qu'il est nécessaire d'examiner si le niveau de risque en question est le même ou si, au contraire, il a augmenté. Dans le cas où le niveau de risque n'aurait pas subi de changements, cela permettrait de conclure que la mesure de rechange continue de permettre d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama, comme c'était le cas avant l'adoption de la Mesure 3.

[2275] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 861 (faisant référence à la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 concernant l'importation d'ananas (pièce CRI-66), articles 3 et 5).

[2276] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 862 (citant la Note officielle n° DSFE-261-2014 (pièce CRI-68); le Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce CRI-69); INEC, Importations d'ananas au Panama (2010-2020) (pièce CRI-77); et SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation d'ananas du Costa Rica (25 janvier 2019) (pièce CRI-168)); et deuxième communication écrite, paragraphe 276.

[2277] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 862.

[2278] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 863; et deuxième communication écrite, paragraphe 277.

[2279] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 23.

[2280] Voir plus haut le paragraphe 7.388.

7.1133. Le Groupe spécial observe que le Costa Rica part du fondement selon lequel le parasite n'est pas présent sur le territoire panaméen et le niveau approprié de protection du Panama consiste à prévenir l'entrée du parasite sur son territoire. Pour le Costa Rica, toute solution de rechange ayant démontré qu'elle évitait l'entrée du parasite au Panama permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.[2281] Le Groupe spécial souscrit à cette affirmation du Costa Rica, étant donné que rien dans le dossier n'indique que des changements concernant la situation phytosanitaire du Costa Rica se soient produits et aient eu une incidence sur le niveau de risque pour ce qui est de l'introduction de la cochenille rose au Panama via l'importation d'ananas costariciens.

7.1134. En ce qui concerne la situation phytosanitaire du Panama concernant le parasite, rien dans le dossier n'indique qu'un quelconque changement se soit produit depuis l'inactivation de la résolution. Le statut du parasite sur le territoire panaméen est toujours "absent", c'est-à-dire que le parasite n'a pas été introduit au Panama[2282], malgré les plus de 10 ans[2283] d'importations d'ananas costariciens réglementées par les PPI de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008. Le Groupe spécial rappelle que, pendant quatre ans et demi au cours de cette période de plus de 10 ans[2284], des ananas ont été importés du Costa Rica alors que le Panama savait que la cochenille rose était présente au Costa Rica, avait une aire de distribution limitée et faisait l'objet d'une lutte officielle, sans que sa présence n'ait été détectée dans les zones de production d'ananas.

7.1135. En ce qui concerne la situation phytosanitaire du Costa Rica concernant le parasite, rien dans le dossier n'indique non plus que des changements se soient produits depuis que le Costa Rica a signalé au Panama et au Secrétariat de la CIPV la présence du parasite sur son territoire en mai 2014.[2285] Le parasite reste présent sur son territoire, a une aire de distribution limitée et fait l'objet d'une lutte officielle.[2286] Rien dans le dossier n'indique que le parasite ait été introduit dans les zones de production d'ananas du Costa Rica depuis mai 2014, et, par conséquent, ces zones sont considérées comme des zones exemptes du parasite. Comme l'indique le Costa Rica et le confirme le Panama, il n'y a pas non plus eu de détections du parasite dans les expéditions d'ananas costariciens au Panama.[2287]

7.1136. D'après le Panama, les PPI de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 ont précédé les preuves scientifiques qui confirment que l'ananas est l'hôte de la cochenille rose et la première détection du parasite au Costa Rica.[2288] Le Panama affirme que ces événements ont mis en question la conclusion précédente du Panama selon laquelle les prescriptions phytosanitaires de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 étaient suffisantes pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama en ce qui concerne l'importation d'ananas costariciens[2289], et que cela l'a conduit à adopter la Mesure 3.[2290] Il apparaît que cela indique que le Panama a estimé que le risque avait augmenté du fait de ces événements. Toutefois, le Groupe spécial observe que le Panama n'a pas évalué le risque même si, comme cela a été indiqué dans le cadre de l'article 5:7, il ne se trouvait pas dans une situation d'insuffisance de preuves scientifiques pertinentes.

7.1137. En outre, comme l'a mentionné précédemment le Groupe spécial dans le cadre de l'article 5:7[2291], les deux éléments mentionnés par le Panama, à savoir la présence de la cochenille rose au Costa Rica et la publication de 2011 faisant état de la présence du parasite dans l'ananas

[2281] Costa Rica, réponse à la question n° 189 du Groupe spécial, paragraphe 3.150.

[2282] Panama, première communication écrite, paragraphe 254 (citant OEPP, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-144)). Voir aussi OIRSA, *Rapport technique sur la situation actuelle de la cochenille rose de l'hibiscus dans les pays de la région de l'OIRSA* (2018) (pièce CRI-70), page 10.

[2283] Le Groupe spécial examine la période allant de l'approbation des PPI visant les ananas du Costa Rica en juillet 2008 à l'adoption de la Mesure 3 en janvier 2019.

[2284] Allant du signalement adressé par le Costa Rica au Panama et au Secrétariat de la CIPV indiquant que le parasite était présent sur son territoire, en mai 2014, à l'adoption de la Mesure 3, en janvier 2019.

[2285] Panama, réponse à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 26. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 48 du Groupe spécial, paragraphes 2.132 et 2.133.

[2286] Costa Rica, réponse à la question n° 48 du Groupe spécial, paragraphe 2.132 (faisant référence à "la dernière liste des organismes de quarantaine au Costa Rica notifiée à la CIPV", du 28 mars 2022, figurant dans SFE, Liste des parasites réglementés du Costa Rica (28 mars 2022) (pièce CRI-76)).

[2287] Costa Rica, réponse à la question n° 189 du Groupe spécial, paragraphe 3.151; et Panama, réponse à la question n° 54 du Groupe spécial, paragraphe 158.

[2288] Panama, réponse à la question n° 191 du Groupe spécial, paragraphe 225.

[2289] Panama, réponse à la question n° 191 du Groupe spécial, paragraphe 225.

[2290] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 134 et 154.

[2291] Voir plus haut le paragraphe 7.994.

aux Fidji, ne constituent pas des situations nouvelles, imprévues ou inattendues qui exigeraient l'adoption de mesures différentes de celles qui sont prévues dans la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008. Cette conclusion est étayée par le fait que: a) le Panama savait depuis 2014 que le parasite était présent au Costa Rica car celui-ci l'en avait informé[2292]; et b) la publication de 2011 était incluse dans les fiches techniques sur le parasite du CABI et de l'OEPP, qui sont mises à jour régulièrement et que le Panama consulte lorsqu'il élabore ses PPI visant les produits alimentaires d'origine végétale[2293], conjointement avec une publication de 2004 à laquelle il est également fait référence lorsque l'ananas est énuméré en tant qu'hôte du parasite.[2294] D'après le Groupe spécial, le Panama n'a pas démontré que le niveau de risque que supposait l'importation d'ananas costariciens avait été modifié du fait d'événements qui, selon le Panama, avaient mis en question ses conclusions précédentes sur ce risque.

7.1138. À la lumière de ces faits, et en l'absence d'autres éléments dans le dossier indiquant le contraire, le Groupe spécial ne considère pas qu'il y ait eu de changement du niveau de risque en janvier 2019 donnant à penser que les PPI de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 ne permettraient pas d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

7.1139. Le Groupe spécial observe que, d'après le Costa Rica, les importations d'ananas frais des États-Unis et de la Colombie ne sont soumises à aucune prescription, ce qui "confirme encore davantage" que la première solution de rechange permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.[2295] Le Groupe spécial rappelle que, dans le cadre des articles 5:7 et 2:3, il a conclu que le Costa Rica n'avait pas démontré: a) que le Panama avait importé des ananas frais des États-Unis et de Colombie après l'adoption de la Mesure 3[2296]; et b) que le Panama autorisait l'importation d'ananas frais des États-Unis et de Colombie, étant donné qu'il n'avait pas été établi que le Panama avait adopté les PPI correspondantes.[2297] Par conséquent, le Groupe spécial rejette la pertinence des arguments du Costa Rica relatifs aux importations d'ananas frais des États-Unis et de Colombie afin de déterminer si la première mesure de rechange permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama. Néanmoins, cela ne compromet pas ses conclusions antérieures sur le fait que l'application des PPI de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama étant donné qu'il n'y a pas eu de changements dans la situation phytosanitaire du Costa Rica entraînant une modification du niveau de risque existant concernant l'introduction de la cochenille rose via les importations d'ananas costariciens.

7.1140. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Costa Rica a démontré que sa première mesure de rechange permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama en ce qui concerne la cochenille rose.

Deuxième mesure de rechange: PPI spécifiques ciblant la cochenille rose

7.1141. Le Costa Rica soutient que si les expéditions d'avocats de Colombie et d'amandes de Chine permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama lorsqu'elles sont certifiées comme étant exemptes de cochenille rose ou provenant de lieux exempts de cochenille rose, les expéditions d'ananas du Costa Rica certifiées de la même manière devraient également permettre d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.[2298]

7.1142. Le Panama répond qu'il ne peut pas évaluer si cette mesure de rechange peut permettre d'obtenir son niveau approprié de protection concernant les ananas costariciens car les preuves scientifiques sont insuffisantes pour procéder à une évaluation du risque.[2299]

[2292] Note officielle n° DSFE-261-2014, (pièce CRI-68).
[2293] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 31.
[2294] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), page 19.
[2295] Costa Rica, réponse à la question n° 189 du Groupe spécial, paragraphe 3.151. Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 190 du Groupe spécial, paragraphe 3.154.
[2296] Voir plus haut le paragraphe 7.1016.
[2297] Voir plus haut le paragraphe 7.1060.
[2298] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 871; et deuxième communication écrite, paragraphe 283.
[2299] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 23.

7.1143. Le Groupe spécial rappelle que le niveau approprié de protection pertinent pour la Mesure 3 s'applique aux végétaux et produits végétaux[2300], et qu'il serait donc le même dans le cas des importations d'avocats de Colombie et d'amandes de Chine. En ce qui concerne le niveau de risque des importations de ces produits par rapport à celui des importations d'ananas du Costa Rica, le Groupe spécial rappelle que l'évaluation du risque à laquelle le Panama affirme procéder pour élaborer ses PPI consiste à vérifier les organismes nuisibles qui suscitent des préoccupations déclarés par les ONPV de chaque pays d'origine de manière officielle et à les comparer avec la liste des parasites de l'ONPV du Panama, ainsi qu'à vérifier la capacité du parasite de suivre la filière d'entrée.[2301] Le Groupe spécial comprend que le Panama était en mesure de procéder à ce type d'évaluation pour les importations d'avocats de Colombie, d'amandes de Chine et d'ananas du Costa Rica.

7.1144. Les avocats et les ananas sont tous deux des hôtes du parasite[2302] et proviennent de pays qui ont le même statut phytosanitaire en ce qui concerne la cochenille rose, c'est-à-dire des pays dans lesquels le parasite est présent selon une distribution restreinte.[2303] Par conséquent, ils présentent un niveau de risque similaire en ce qui concerne la cochenille rose.[2304] Dans le cas des amandes de Chine, le Groupe spécial observe que la Chine détient le même statut phytosanitaire que le Costa Rica en ce qui concerne le parasite.[2305] Toutefois, il ne ressort pas du dossier que ce fruit soit l'hôte du parasite.[2306] Par conséquent, les importations d'amandes de Chine et d'ananas du Costa Rica ne présenteraient pas un risque similaire.

7.1145. Le Groupe spécial considère que si une mesure d'atténuation spécifique, comme la déclaration supplémentaire incluse dans les PPI visant les avocats de Colombie, est conforme au niveau approprié de protection du Panama, comme l'a confirmé le Panama lui-même[2307], l'inclusion d'une mesure similaire dans les PPI visant les ananas du Costa Rica devrait également permettre de l'obtenir, étant donné qu'il s'agit de deux fruits hôtes du parasite en provenance de pays où le parasite est présent selon une distribution restreinte. Dans le cas des avocats de Colombie, il n'est pas précisé si le parasite est présent dans les zones de production d'avocats en Colombie. Dans tous les cas, indépendamment du point de savoir si le parasite est présent dans ces zones, le fait qu'il ne le soit pas dans les zones de production d'ananas au Costa Rica renforce la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'inclusion d'une déclaration supplémentaire dans les PPI visant les ananas du Costa Rica pourrait permettre d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama, de la même façon qu'il est obtenu dans le cas des importations d'avocats de Colombie. En outre, si l'application des PPI de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama, comme l'estime le Groupe spécial, l'application de ces mêmes PPI devrait encore plus le permettre avec l'inclusion d'une mesure d'atténuation spécifique ciblant la cochenille rose.

7.1146. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que le Costa Rica a démontré que sa deuxième mesure de rechange permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama en ce qui concerne la cochenille rose.

7.1147. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que les deux mesures de rechange qu'il avait indiquées permettraient d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

[2300] Voir plus haut le paragraphe 7.1121.

[2301] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 30.

[2302] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71). Voir la base de données mondiale de l'OEPP, https://gd.eppo.int/taxon/PHENHI/hosts (consultée le 13 août 2024).

[2303] OEPP, Distribution de la cochenille rose en Colombie (2022) (pièce CRI-167); Rapport du Costa Rica pour le Secrétariat de la CIPV sur la cochenille rose de l'hibiscus (2014) (pièce CRI-69); et OEPP, Distribution de la cochenille rose au Costa Rica (2022) (pièce CRI-174).

[2304] Le Groupe spécial rappelle que certaines sources considèrent que les avocats sont un hôte principal et que, par conséquent, leur niveau de risque ne serait pas inférieur à celui des ananas du Costa Rica. (CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71))

[2305] CABI, Fiche technique sur la cochenille rose de l'hibiscus (2021) (pièce CRI-71), pages 19 (concernant les ananas) et 29 (concernant les amandes).

[2306] Le Groupe spécial observe que le Panama indique qu'"il existe un risque de transmission accidentelle du parasite si des hôtes du parasite sont transportés accidentellement en même temps que des expéditions d'amandes en provenance de zones dans lesquelles la présence du parasite a été confirmée." (Panama, réponse à la question n° 178 du Groupe spécial, paragraphe 186)

[2307] Panama, réponse à la question n° 188 du Groupe spécial, paragraphe 224.

7.1148. Le Groupe spécial va maintenant examiner la troisième prescription de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, qui consiste à déterminer si les mesures de rechange indiquées par le Costa Rica sont sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 3.

Question de savoir si les mesures de rechange sont sensiblement moins restrictives pour le commerce

7.1149. Le Costa Rica affirme que la première mesure de rechange est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la Mesure 3 car le respect des prescriptions appliquées précédemment, y compris le certificat sanitaire délivré par l'ONPV du Costa Rica, permettrait un "accroissement de l'accès au marché … considérable", bien plus que la Mesure 3, que le Costa Rica qualifie de "prohibition absolue du Panama".[2308] Il ajoute que les certificats phytosanitaires constituent la mesure phytosanitaire type recommandée par la CIPV, comme le reflète la NIMP 12.[2309] Le Costa Rica avance les mêmes arguments en ce qui concerne la deuxième mesure de rechange.[2310] Le Panama ne se prononce pas sur cet élément du critère juridique.

7.1150. Le Groupe spécial rappelle que la Mesure 3 consiste en l'"inactiv[ation]" de la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2008 établissant les PPI visant les ananas du Costa Rica[2311], qui rend impossible l'importation d'ananas costariciens au Panama. En tant que telle, cette mesure a le caractère restrictif le plus fort possible.[2312] Comme le Groupe spécial l'a indiqué plus haut dans son analyse au titre de l'article 5:7, la NIMP 11 considère la prohibition à l'importation d'un produit comme une "mesure [qui] ne sera envisagée qu'en dernier ressort" pour des situations dans lesquelles aucune mesure satisfaisante visant à ramener le risque à un niveau acceptable n'est trouvée, après en avoir soupesé l'efficacité escomptée.[2313] Cela indiquerait que la Mesure 3 est la mesure la plus restrictive qui peut être appliquée aux importations d'ananas.

7.1151. L'application des PPI qui étaient en vigueur jusqu'en janvier 2019 et qui exigent, entre autres choses, un certificat délivré par l'ONPV du pays importateur et l'inclusion d'une déclaration supplémentaire dans le certificat phytosanitaire sur l'absence du parasite dans l'expédition ou dans la zone, le lieu ou le site de production du produit sont toutes deux des mesures qui permettraient l'importation d'ananas costariciens.

7.1152. Comme cela a été indiqué précédemment, pour que les mesures de rechange satisfassent aux prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, elles doivent être "sensiblement" moins restrictives pour le commerce.[2314] D'après le Groupe spécial, les deux mesures de rechange proposées par le Costa Rica seraient sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 3, qui empêche l'importation d'ananas du Costa Rica. C'est que confirme la NIMP 12, qui affirme que "[l]a certification phytosanitaire *facilite* … le commerce international de … produits végétaux … en établissant un document internationalement accepté ainsi que des procédures connexes".[2315]

7.1153. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que les deux mesures de rechange étaient sensiblement moins restrictives pour le commerce que la Mesure 3.

7.5.1.5.2.3 Conclusion concernant l'article 5:6 de l'Accord SPS

7.1154. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que les mesures de rechange pour la Mesure 3 qu'il propose satisfont aux trois prescriptions cumulatives de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, étant donné qu'elles sont raisonnablement applicables compte tenu de la faisabilité technique et économique, qu'elles permettent d'obtenir le

[2308] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 864 (citant le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.151).
[2309] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 864 (faisant référence à CIPV, NIMP 12 (pièce CRI-170), page 7).
[2310] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 872; et deuxième communication écrite, paragraphe 282.
[2311] Voir plus haut les paragraphes 2.15 et 2.16.
[2312] Voir plus haut la note de bas de page 911.
[2313] Voir plus haut le paragraphe 7.976.
[2314] Voir plus haut le paragraphe 7.337.
[2315] CIPV, NIMP 12 (2022) (pièce CRI-402), page 7. (pas de mise en relief dans l'original)

niveau approprié de protection du Panama et qu'elles sont sensiblement moins restrictives pour le commerce.

7.1155. En conséquence, le Groupe spécial constate que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

7.5.1.5.2.4 Question de savoir si la Mesure 3 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.1156. Le Groupe spécial souscrit à l'avis exprimé dans des différends antérieurs selon lequel la constatation établissant qu'une mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Membre, en violation de l'article 5:6, entraîne une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'obligation énoncée à l'article 2:2, qui impose que la mesure SPS ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.[2316] Il estime que cette présomption réfragable procède, en l'espèce, de sa constatation selon laquelle la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS. Le Panama n'a pas présenté d'arguments pour réfuter cette présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2.

7.1157. En conséquence, à la lumière de sa constatation selon laquelle la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, et en l'absence de réfutation par le Panama de la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 de cet accord, le Groupe spécial constate que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 2:2 parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour préserver les végétaux.

7.5.1.5.2.5 Conclusion concernant l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.1158. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 2:2 parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour préserver les végétaux.

7.5.1.6 Allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS

7.5.1.6.1 Principaux arguments des parties

7.5.1.6.1.1 Costa Rica

7.1159. Le Costa Rica allègue que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 3:1 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle n'est pas établie sur la base des NIMP 2 et 20.[2317] Il considère que ces normes sont pertinentes parce que la Mesure 3 est une mesure phytosanitaire et que, conformément à l'Annexe A) 3) c) de l'Accord SPS, les normes, directives ou recommandations internationales pour la préservation des végétaux sont celles qui ont été élaborées sous les auspices du Secrétariat de la CIPV.[2318]

7.1160. Le Costa Rica affirme que la NIMP 2 dispose qu'en cas d'examen national des réglementations, exigences ou opérations phytosanitaires, "[d]ans le cas d'un commerce existant, aucune mesure nouvelle ne devrait être appliquée jusqu'à ce que l'ARP révisée ou nouvelle soit terminée, sauf si cela est rendu nécessaire par une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue pouvant nécessiter des mesures d'urgence".[2319] Le Costa Rica ajoute que, conformément à la NIMP 20, "[une] action d'urgence peut être nécessaire dans une situation phytosanitaire nouvelle

[2316] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38; et rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.603, 7.614 et 7.615; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.841 et 7.846.

[2317] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 836 (citant la NIMP 2 (pièce CRI-101); et la NIMP 20 (pièce CRI-161)); et deuxième communication écrite, paragraphe 259.

[2318] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7; première communication écrite, paragraphes 828, 841 et 847; et deuxième communication écrite, paragraphe 258. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 834 et 835; et deuxième communication écrite, paragraphe 259.

[2319] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 838 (citant CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 8). Voir aussi *ibid.*, paragraphe 837; et deuxième communication écrite, paragraphe 259.

ou inattendue, par exemple la détection d'organismes de quarantaine"; et la prohibition à l'importation "ne doit être utilisée que si aucune alternative de gestion du risque phytosanitaire n'existe", et devrait être réservée "[e]n cas de non-conformité répétée, ou dans un cas de non-conformité important ou d'interception nécessitant une action d'urgence".[2320]

7.1161. Le Costa Rica allègue que le Panama n'a pas établi la Mesure 3 sur la base de ces normes, étant donné qu'il a adopté une "prohibition à l'importation d'ananas frais du Costa Rica".[2321] Selon lui, la Mesure 3 n'est pas la mesure prévue par les NIMP 2 et 20 pour des situations comme celle du Panama en janvier 2019 parce que: a) il existait déjà un commerce d'ananas entre le Costa Rica et le Panama; b) aucune situation "nouvelle", "inattendue" ou "imprévue" ne s'était produite concernant le commerce d'ananas frais avec le Costa Rica; et c) le Panama n'avait signalé aucune "détection", "non-conformité répétée", ni aucun "cas de non-conformité important" dans les expéditions de ce produit en provenance du Costa Rica.[2322] Le Costa Rica soutient que l'adoption d'une *prohibition* à l'importation dans des cas où la norme internationale prévoit la *poursuite* du commerce revient à contredire la norme internationale, raison pour laquelle la mesure n'est logiquement pas établie sur la base de cette norme internationale.[2323]

7.5.1.6.1.2 Panama

7.1162. Le Panama soutient que le Costa Rica ne peut pas établir l'existence d'une violation de l'article 3:1 de l'Accord SPS parce que l'article 5:7 exige que les Membres établissent leurs mesures SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles, y compris les renseignements des organisations internationales compétentes, mais n'exige pas que les Membres établissent leurs mesures provisoires sur la base de normes internationales.[2324] Pour le Panama, cela est particulièrement le cas lorsque les renseignements scientifiques dont un Membre a besoin pour procéder à une évaluation du risque n'ont pas été examinés lors du processus ayant conduit à l'adoption de la norme ou de la directive internationale.[2325]

7.5.1.6.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1163. Le Groupe spécial rappelle que l'article 3:1 de l'Accord SPS établit que "les Membres établiront leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, dans les cas où il en existe, sauf disposition contraire du présent accord, et en particulier les dispositions du paragraphe 3".

7.1164. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 3 n'était pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS et que, dans le cadre de son analyse au titre de cette disposition, le Groupe spécial a conclu que le Panama n'avait pas adopté la Mesure 3 sur la base des NIMP 2 et 20.[2326] Il a aussi constaté que la Mesure 3 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2, 2:3 et 5:6 de l'Accord SPS.[2327] Ces constatations concernent aussi bien le fondement scientifique que le caractère discriminatoire, le caractère restrictif pour le commerce et la nécessité de la Mesure 3.

7.1165. Par conséquent, le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui

---

[2320] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 840 (citant CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), pages 14, 22 et 23). Voir aussi *ibid.*, paragraphe 839; et deuxième communication écrite, paragraphe 259.

[2321] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 841 et 845.

[2322] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 845 et 846. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 843; et deuxième communication écrite, paragraphe 261.

[2323] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 846. (italique dans l'original) Voir aussi *ibid.*, paragraphe 842 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.270 à 7.274; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.100, qui citent le rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 248; et le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.111); et deuxième communication écrite, paragraphes 260 et 261.

[2324] Panama, première communication écrite, paragraphe 438.

[2325] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 71, paragraphe 204; et n° 75, paragraphe 214.

[2326] Voir plus haut le paragraphe 7.995.

[2327] Voir plus haut les paragraphes 7.1040 (concernant les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2), 7.1085 (concernant l'article 2:3) et 7.1155 (concernant l'article 5:6).

soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[2328] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre de l'article 3:1 en ce qui concerne la Mesure 3, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.

7.5.1.7 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS

7.5.1.7.1 Principaux arguments des parties

7.5.1.7.1.1 Costa Rica

7.1166. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica allègue que toutes les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS, "étant donné que le Panama ne s'est pas acquitté de ses obligations en matière de transparence et de publication en relation avec chacune des mesures en cause".[2329]

7.1167. Dans sa première communication écrite, le Costa Rica soutient que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée dans l'Annexe B) 5) b), ou, à titre subsidiaire, avec celle de l'Annexe B) 6) a). Il demande au Groupe spécial de constater que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 7 du fait de l'incompatibilité avec l'Annexe B.[2330]

7.1168. Le Costa Rica fait valoir que sa demande d'établissement d'un groupe spécial inclut également une allégation au titre de l'article 7 de l'Accord SPS qui "peut s'appliquer indépendamment de l'Annexe B".[2331] Il ajoute que, dans le cas où le Groupe spécial considèrerait que l'article 7 pourrait être invoqué indépendamment de l'Annexe B, il dispose de tous les éléments nécessaires pour "constater l'absence de notification à l'OMC des prohibitions du Panama".[2332]

7.5.1.7.1.2 Panama

7.1169. Le Panama indique que la première communication écrite du Costa Rica ne contient aucune allégation au titre de l'Annexe B 1) en ce qui concerne la Mesure 3.[2333]

7.1170. De même, le Panama soutient que les allégations du Costa Rica au titre de l'article 7 et de l'Annexe B) 5) b) et B) 6) a) de l'Accord SPS ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.[2334]

7.5.1.7.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1171. Le Groupe spécial rappelle que, dans son analyse des allégations du Costa Rica au titre de l'article 7 et de l'Annexe B en ce qui concerne la Mesure 1, il a indiqué ce qui suit:

a. Dans sa décision préliminaire du 5 avril 2023, le Groupe spécial a constaté que les allégations au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS sortaient du cadre de son mandat.[2335]

[2328] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial fait observer que d'autres groupes spéciaux se sont abstenus de formuler des constatations au sujet des allégations au titre de l'article 3 après avoir constaté que la mesure en cause était incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS, à savoir les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5 et 5:6. (Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 8.184; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2285)

[2329] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7. Le Costa Rica affirme en outre que l'incompatibilité des mesures en cause avec l'article 7 et l'Annexe B 1) "donne également lieu à une violation de l'article X:1 du GATT de 1994 puisque le Panama n'a pas publié de lois, règlements et décisions administratives d'application générale en matière de prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation." (*Ibid*.)

[2330] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 507.

[2331] Costa Rica, réponse à la question n° 66 du Groupe spécial, paragraphes 3.25 et 3.28.

[2332] Costa Rica, réponse à la question n° 106 du Groupe spécial, paragraphe 2.15 à 2.17.

[2333] Panama, première communication écrite, paragraphe 33.

[2334] Panama, première communication écrite, paragraphe 17.

[2335] Voir plus haut le paragraphe 7.421 (faisant référence à la décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 5.1 b)).

b. L'Annexe B développe les obligations qui doivent être respectées en vertu de l'article 7 et, en conséquence, l'Annexe B et l'article 7 sont corrélés et doivent être lus conjointement.[2336]

c. Dans la présente procédure, le Costa Rica n'a présenté aucun argument à l'appui de son allégation relative à la publication des mesures en cause au titre de l'article 7 et de l'Annexe B 1).[2337]

7.1172. Par conséquent, en l'absence d'argumentation de la part du Costa Rica, le Groupe spécial considère que celui-ci n'a pas démontré que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'Accord SPS en ce qui concerne les obligations de publication que ces dispositions établissent.

7.5.1.7.3 Conclusion concernant l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS

7.1173. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 3 était incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS.

7.5.1.8 Allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS

7.5.1.8.1 Principaux arguments des parties

7.1174. Le Costa Rica allègue que la Mesure 3 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS, étant donné que cette mesure est incompatible avec les dispositions de l'Accord SPS. Il demande à ce que le Groupe spécial, à la lumière de toutes les incompatibilités que le Costa Rica pense avoir démontrées, constate que le Panama agit, en conséquence, d'une manière incompatible avec les obligations des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS.[2338]

7.1175. Le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas pu établir le bien-fondé de ses allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 parce qu'il n'a pas démontré que la Mesure 3 était incompatible avec les dispositions de l'Accord SPS.[2339]

7.5.1.8.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1176. Le Groupe spécial rappelle l'obligation générale prévue aux articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS selon laquelle toute mesure SPS doit être compatible avec les dispositions de cet accord. Il rappelle également que des groupes spéciaux antérieurs ont constaté l'incompatibilité d'une mesure en cause avec les articles 1:1 et 2:1 après avoir constaté l'incompatibilité de cette mesure avec l'une quelconque des obligations de l'Accord SPS.[2340]

7.1177. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 3 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2, 2:3 et 5:6 de l'Accord SPS.[2341] En conséquence, il constate que la Mesure 3 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS, étant donné que cette mesure est incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS.

[2336] Voir plus haut le paragraphe 7.423 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.741; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1416).

[2337] Voir plus haut le paragraphe 7.424.

[2338] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6; première communication écrite, paragraphes 986 à 989; et deuxième communication écrite, paragraphes 322 et 323.

[2339] Panama, première communication écrite, paragraphe 443; et deuxième communication écrite, paragraphe 245.

[2340] Voir plus haut le paragraphe 7.430.

[2341] Voir plus haut les paragraphes 7.1040 (concernant les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2), 7.1085 (concernant l'article 2:3) et 7.1155 (concernant l'article 5:6).

7.5.2 Allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture

7.5.2.1 Principaux arguments des parties

7.5.2.1.1 Costa Rica

7.1178. Le Costa Rica allègue que la Mesure 3 est incompatible avec l'article I:1 du GATT de 1994. Il soutient que cette mesure: a) appartient au groupe de la "réglementation et des formalités afférentes aux importations" couvertes par cet article; b) suppose un avantage pour d'autres Membres (à savoir les États-Unis et la Colombie); c) affecte des produits similaires, étant donné qu'elle donne lieu à une discrimination uniquement fondée sur l'origine des produits; et d) l'avantage octroyé à d'autres Membres n'est pas étendu, immédiatement et sans condition, aux produits du Costa Rica.[2342]

7.1179. Le Costa Rica allègue également que la Mesure 3 est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 parce qu'elle: a) relève de la catégorie résiduelle et large "tout autre procédé" qui peut être contesté au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994; et b) suppose une prohibition à l'importation, étant donné que la décision du Panama de refuser l'importation d'ananas constitue "une prohibition légale imposée au commerce ou à l'importation d'un produit déterminé".[2343]

7.1180. En outre, le Costa Rica allègue que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 4:2 et la note 1 de l'Accord sur l'agriculture. Selon lui, l'Accord sur l'agriculture est applicable à la Mesure 3, étant donné que l'ananas est un produit agricole classé dans le chapitre 8 du Système harmonisé. Le Costa Rica soutient que la violation de l'article XI:1 du GATT de 1994 implique une violation de l'obligation de ne pas adopter de restrictions quantitatives ou de mesures à la frontière similaires visant les produits agricoles énoncée à l'article 4:2 et dans la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[2344]

7.5.2.1.2 Panama

7.1181. Le Panama soutient que le Costa Rica "n'a pas établi le bien-fondé de ses plaintes" au titre des articles I:1 et XI:1 du GATT de 1994, et de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[2345]

7.5.2.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1182. S'agissant des allégations au titre du GATT de 1994, le Groupe spécial observe que des groupes spéciaux antérieurs ont reconnu que la relation entre l'Accord SPS et le GATT de 1994 pourrait donner lieu à un raisonnement circulaire qui ne contribue pas à trouver une solution positive du différend. Ces groupes spéciaux ont considéré qu'une constatation d'incompatibilité avec les dispositions du GATT de 1994 exigerait aussi d'examiner si la mesure était justifiée au regard de l'article XX b) du GATT de 1994, qui fait mention des mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux.[2346] Le Groupe spécial souscrit à ce raisonnement et rappelle que l'Accord SPS constitue un développement de l'article XX b) du GATT de 1994.[2347]

7.1183. En outre, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté que la Mesure 3 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2, 2:3 et 5:6 de l'Accord SPS.[2348] Ces constatations concernent aussi

[2342] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1128 à 1136; et deuxième communication écrite, paragraphes 567 à 573.
[2343] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1237 à 1241; et deuxième communication écrite, paragraphes 574 à 577.
[2344] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1242 à 1246; et deuxième communication écrite, paragraphes 578 à 582.
[2345] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 246. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 443.
[2346] Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 7.19; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.481; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.730; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2318.
[2347] Voir plus haut la note de bas de page 953.
[2348] Voir plus haut les paragraphes 7.1040 (concernant les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2), 7.1085 (concernant l'article 2:3), 7.1155 (concernant l'article 5:6) et 7.1158 (concernant l'article 2:2).

bien le fondement scientifique que le caractère discriminatoire, la nécessité et le caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 3.

7.1184. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais à ces recommandations et décisions.[2349] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre du GATT de 1994, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[2350]

7.1185. En ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture, le Groupe spécial fait observer que, selon le Costa Rica, l'incompatibilité de la Mesure 3 avec l'article 4:2 et la note 1 de l'Accord sur l'agriculture découle de son incompatibilité avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Il rappelle qu'il a décidé d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Costa Rica au titre du GATT de 1994. En outre, il a examiné la question du caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 3 au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[2351] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre de l'Accord sur l'agriculture, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[2352]

7.6 Mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4)

7.1186. Le Groupe spécial va maintenant examiner les allégations du Costa Rica concernant la Mesure 4. Comme il est indiqué dans la section relative à l'ordre d'analyse, il commencera son analyse en examinant les allégations du Costa Rica au titre de l'Accord SPS. Il examinera tout d'abord l'applicabilité dudit accord à la Mesure 4 et, si celui-ci est applicable, continuera avec son analyse des allégations formulées au titre des dispositions pertinentes de l'Accord SPS. Si nécessaire, il abordera ensuite les allégations formulées au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture.

[2349] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord.

[2350] Dans les différends antérieurs dans lesquels des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS et du GATT de 1994, les groupes spéciaux ont appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre du GATT de 1994 après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS. Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.275; *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.272; *Australie – Saumons*, paragraphe 8.185; *Japon – Pommes*, paragraphe 8.328; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.3422 et 6.3429; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.803; *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.731 et 7.732; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2319.

[2351] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord.

[2352] Le Groupe spécial *Japon – Pommes*, affaire dans laquelle des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS et de l'Accord sur l'agriculture, a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS. (Voir le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.332.) Le Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, affaire dans laquelle des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture, a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS et du GATT de 1994. En particulier, ce Groupe spécial a indiqué qu'il avait résolu les aspects du différends liés aux "restrictions". (Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.69 et 7.485 à 7.487.)

7.6.1 Allégations au titre de l'Accord SPS

7.6.1.1 Question de savoir si la Mesure 4 est une mesure sanitaire ou phytosanitaire qui entre dans le champ d'application de l'Accord SPS

7.6.1.1.1 Principaux arguments des parties

7.6.1.1.1.1 Costa Rica

7.1187. Le Costa Rica soutient que la Mesure 4 relève de l'Accord SPS car elle est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) a) dudit accord qui affecte le commerce international au sens de l'article 1:1.[2353]

7.1188. S'agissant de l'objectif visé par la Mesure 4, le Costa Rica affirme qu'il ressort d'une lecture objective des notes présentées par le Panama les 10 et 25 octobre 2019 que les PPI visant les bananes plantains et les bananes du Costa Rica ont été rendues inactives à la suite d'un "processus de révision technique" des résolutions pertinentes (y compris, dans le cas de la banane plantain, l'homologation des usines de conditionnement) qui s'achèverait avec l'approbation de nouvelles prescriptions.[2354] Il soutient que la Mesure 4 a donc pour objectif de préserver les végétaux au Panama contre des risques phytosanitaires potentiels.[2355]

7.1189. Le Costa Rica allègue qu'après l'adoption de la Mesure 4, le Panama a fait valoir deux nouveaux motifs pour justifier cette mesure.[2356] Le premier motif était l'état d'alerte national dû au champignon *Fusarium oxysporum f. sp cubense* de souche tropicale 4 (Foc R4T). Le Panama a fait part de ce motif au Costa Rica deux mois après lui avoir annoncé la Mesure.[2357] Le second motif, qui concerne uniquement la banane, était la détection, dans des échantillons de ce fruit, de résidus du pesticide chlorpyriphos à des niveaux qui dépassaient la LMR établie dans la réglementation panaméenne. Le Panama a fait part de ce motif au Costa Rica un an et quatre mois après lui avoir annoncé la Mesure.[2358] Le Costa Rica souligne que ces motifs précédaient l'adoption de la Mesure 4 dans le temps, de sorte que le Panama aurait pu les indiquer dans les notes d'octobre 2019 au moyen desquelles il a informé le Costa Rica de la Mesure, mais ne l'a pas fait.[2359]

7.1190. Le Costa Rica affirme qu'il est d'une importance capitale de connaître le motif d'une mesure SPS au moment où elle est adoptée, surtout lorsqu'il n'existe pas d'évaluation du risque (qui, si elle avait existé, aurait permis d'identifier l'objectif de la mesure).[2360] Il soutient qu'il ne devrait pas être permis à un Membre d'adopter une mesure SPS en invoquant un motif phytosanitaire et de présenter des motifs additionnels au fil du temps. Selon lui, cette façon de faire

[2353] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 998. Voir aussi *ibid*., paragraphes 1003 et 1015.

[2354] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1000 et 1007 (citant la Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); et la Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97)).

[2355] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1000 et 1001. À l'appui de son argument selon lequel la Mesure 4 est une mesure phytosanitaire, le Costa Rica se réfère au titre et au texte des résolutions qui énonçaient les PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes ainsi qu'aux notes d'octobre 2019 au moyen desquelles l'AUPSA l'a informé qu'elle procédait à l'inactivation de ces prescriptions à la suite d'un processus de révision technique allégué. (*Ibid*. (citant la Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96); la Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97); et la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98)))

[2356] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1006 et 1008. Pour le Costa Rica, l'un des problèmes cruciaux de la Mesure 4 est la constante variation des motifs que le Panama invoque pour l'expliquer. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 326)

[2357] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1004 (citant la Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103)). Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphe 2.143.

[2358] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1005 (citant la Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109)).

[2359] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1008; et deuxième communication écrite, paragraphes 327 et 328. Voir aussi Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 58; et réponse à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphes 2.141 et 2.147.

[2360] Costa Rica, réponse à la question n° 204 du Groupe spécial, paragraphe 3.178.

compromet les droits et les attentes des pays exportateurs d'une manière incompatible avec l'objet et le but de l'Accord SPS.[2361]

7.1191. Le Costa Rica demande au Groupe spécial que, dans son examen de la Mesure 4, il tienne compte de la façon dont cette mesure a initialement été notifiée au Costa Rica, et non des motifs invoqués *a posteriori* par le Panama.[2362] Selon lui, l'explication des motifs invoqués ultérieurement constitue une justification ou une rationalisation *ex post facto* de la mesure.[2363] Le Costa Rica estime que ces rationalisations doivent être rejetées, conformément à la pratique de groupes spéciaux antérieurs.[2364] Il soutient qu'il ne voit pas, et que le Panama n'a pas expliqué, quelle est la relation entre les différents motifs, à savoir le parasite Foc R4T, l'homologation des usines de conditionnement et le non-respect allégué de la LMR du pesticide chlorpyriphos.[2365]

7.1192. S'agissant de ce que le Panama appelle le "contexte" de la Mesure 4, le Costa Rica affirme que, bien que l'objectif d'une mesure puisse ressortir des circonstances relatives à son application, ces circonstances devraient être objectives et sans ambiguïté et ne laisser aucun doute quant à l'objectif de la mesure. Selon lui, tel n'est pas le cas dans le présent différend.[2366] Le Costa Rica estime que le Panama ne peut pas raisonnablement faire valoir que le Costa Rica aurait dû comprendre, d'après le "contexte", que la fermeture du marché était due au Foc R4T, étant donné que:

a. le parasite est absent du Costa Rica[2367];

b. le parasite "n'empêche pas ni n'a empêché" le commerce des fruits du bananier plantain et du bananier car les fruits ne sont pas la principale filière de transmission du Foc R4T[2368];

c. les mesures et actions du Panama relatives au Foc R4T prévues dans ses Résolutions n° OAL-001-ADM-2015, n° OAL-102-ADM-2019 et n° OAL-106-ADM-2019 n'indiquaient pas qu'il avait interrompu le commerce des fruits du bananier plantain et du bananier. Le Costa Rica ajoute qu'en 2015, en vertu de la Résolution n° OAL-001-ADM-2015, le Panama avait déjà déclaré le Foc R4T comme organisme de quarantaine sur son territoire, et que cette résolution et la Résolution n° OAL-102-ADM-2019 disposent toutes deux que la prohibition frappe uniquement l'entrée dans le pays de végétaux, de matériel de reproduction et de matériel végétal provenant de zones où le parasite a été signalé[2369];

[2361] Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 59; et réponse à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphes 2.146 et 2.148. Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 330 et 332; et observations sur la réponse du Panama à la question n° 200 du Groupe spécial, paragraphe 3.384. Le Costa Rica soutient qu'un Membre ne peut pas fermer le marché aujourd'hui et expliquer demain pourquoi il l'a fait. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 330)

[2362] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 332. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1011.

[2363] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1006. Le Costa Rica souligne qu'il ne fait pas référence à des événements *ex post* et ne conteste pas la chronologie des événements. (Costa Rica, réponse à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphe 2.147; et deuxième communication écrite, paragraphes 330 et 331)

[2364] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1007 et 1009 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 6.25 iii); *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.139; et *Ukraine – Véhicules automobiles pour le transport de personnes*, paragraphe 7.82). Voir aussi *ibid*., paragraphe 1011. Le Costa Rica comprend que les éléments dont il est allégué qu'ils motivent l'adoption d'une mesure doivent avoir été présents et examinés au moment de l'adoption de cette mesure, et qu'il n'est pas acceptable qu'ils apparaissent et/ou soient communiqués *ex post facto*. (Costa Rica, réponse à la question n° 204 du Groupe spécial, paragraphe 3.178)

[2365] Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 58.

[2366] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 200 du Groupe spécial, paragraphe 3.385. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1007; et réponse à la question n° 200 du Groupe spécial, paragraphe 3.164.

[2367] Costa Rica, réponse à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphe 2.144; et observations sur la réponse du Panama à la question n° 206 du Groupe spécial, paragraphe 3.405.

[2368] Costa Rica, réponse à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphe 2.144; et observations sur la réponse du Panama à la question n° 206 du Groupe spécial, paragraphe 3.405.

[2369] Costa Rica, réponse à la question n° 215 du Groupe spécial, paragraphe 3.207; et observations sur la réponse du Panama à la question n° 206 du Groupe spécial, paragraphes 3.406 et 3.408 (faisant référence à

d. entre le moment où le Panama a déclaré le Foc R4T comme organisme de quarantaine sur son territoire (en janvier 2015) et celui où il a annoncé la Mesure 4 au Costa Rica (en octobre 2019), ce dernier a exporté des bananes plantains et des bananes au Panama tout à fait normalement, y compris le 21 septembre 2019 – c'est-à-dire bien *après* que le Panama a déclaré l'état d'alerte national en raison du Foc R4T[2370]; et

e. les recommandations de l'OIRSA de juillet 2019 en ce qui concerne le Foc R4T n'incluaient pas les "prohibitions généralisées du commerce des fruits de musacées[2371]".[2372]

7.1193. Cependant, dans le cas où le Groupe spécial déciderait de tenir compte des motifs invoqués par le Panama après l'adoption de la Mesure 4, le Costa Rica soutient que cette mesure resterait couverte par l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.[2373] Il estime que, si elle avait été adoptée en raison de l'alerte nationale du Panama face au Foc R4T, la Mesure 4 serait une mesure SPS appliquée pour préserver, sur le territoire du Panama, les végétaux (bananes plantains et bananes) des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination du parasite en question, au sens de l'Annexe A 1) a). Selon lui, si elle avait été adoptée en raison de la détection alléguée de résidus du chlorpyriphos, la Mesure serait une mesure SPS appliquée pour protéger, sur le territoire du Panama, la santé et la vie des personnes des risques découlant de la présence des contaminants dans les produits alimentaires, au sens de l'Annexe A 1) b).[2374]

7.1194. S'agissant de l'effet sur le commerce international, le Costa Rica soutient que la Mesure 4 affecte le commerce international de la façon la plus directe possible en interdisant l'entrée des bananes plantains et des bananes costariciennes sur le marché panaméen.[2375]

7.6.1.1.1.2 Panama

7.1195. Le Panama ne conteste pas le fait que la Mesure 4 est une mesure SPS telle que définie à l'Annexe A 1) et à l'article 1:1 de l'Accord SPS à laquelle s'applique ledit accord.

7.1196. Cependant, le Panama soutient qu'il a été procédé à l'inactivation temporaire des PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes afin d'atténuer le risque lié au Foc R4T, sur la base d'éléments de preuve qui indiquaient un risque possible de transmission du parasite via l'importation de fruits frais du bananier plantain et du bananier, mais qui étaient insuffisants pour procéder à une évaluation du risque.[2376] Il affirme que le Foc R4T a été la seule raison qu'il a donnée

Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-001-ADM-2015 (pièce PAN-116); Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (pièces CRI-104, PAN-112); et Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019 (pièce PAN-73)). Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 215 du Groupe spécial, paragraphes 3.207 et 3.208.

[2370] Costa Rica, réponse à la question n° 215 du Groupe spécial, paragraphe 3.208; et observations sur la réponse du Panama à la question n° 206 du Groupe spécial, paragraphe 3.406. (mise en relief dans l'original) Le Costa Rica signale que, le 21 septembre 2019 – après que le Panama a déclaré l'état d'alerte national en raison du Foc R4T – il a exporté 22 080 kg de bananes plantains au Panama. Selon lui, ce fait démontre que la fermeture du marché en octobre 2019 n'était pas une réponse au Foc R4T. (Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 331 (citant SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes plantains du Costa Rica (21 septembre 2019) (pièce CRI-191)))

[2371] Le Groupe spécial rappelle que les *musacées* incluent les bananes plantains et les bananes. (Voir, par exemple, OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123), page x.i.)

[2372] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 206 du Groupe spécial, paragraphe 3.407.

[2373] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1012.

[2374] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1013.

[2375] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1002. À cet égard, le Costa Rica signale que plusieurs groupes spéciaux ont constaté qu'une interdiction d'importer affecte le commerce international. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1002 et 1014 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.235 et 7.236; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.44; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.157; *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.26; et *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.23))

[2376] Panama, réponse à la question n° 199 du Groupe spécial, paragraphe 255.

au Costa Rica pour l'adoption de la Mesure 4[2377], et ne constitue pas une rationalisation *ex post facto* de la Mesure.[2378]

7.1197. Le Panama affirme qu'un groupe spécial qui cherche à identifier l'objectif d'une mesure doit tenir compte de tous les éléments de preuve qui lui sont présentés, et pas seulement de la première d'une série de communications entre les parties, et que le but d'une mesure peut être manifeste dans la mesure elle-même ou bien ressortir des circonstances relatives à l'application de la mesure.[2379] Il est d'avis que la justification d'une mesure devrait être acceptée sous réserve que le raisonnement soit fondé sur les éléments de preuve contenus dans le dossier avant le début du différend – comme, selon lui, en l'espèce – ce qui n'était pas le cas dans des procédures antérieures.[2380]

7.1198. Le Panama dit que les communications qu'il a présentées au Costa Rica en octobre 2019 notifient des actions (elles indiquent qu'une révision des PPI a été engagée), mais ne fournissent pas les raisons de ces actions (elles n'indiquent pas pourquoi cette révision a été engagée).[2381] Il affirme que l'Accord SPS n'exige pas que l'objectif d'une mesure SPS soit identifié au moment même où la mesure est communiquée au Membre intéressé.[2382]

7.1199. Le Panama soutient que les circonstances relatives à l'application de la Mesure 4 sont solidement établies dans les éléments de preuve qui figurent dans le dossier et indiquent clairement que le risque d'introduction du Foc R4T au Panama a déclenché la révision des PPI pertinentes et était un risque présent au moment où la Mesure a été adoptée.[2383] Il énumère les événements ci-après dont il considère qu'ils ont conduit à l'imposition de la Mesure 4:

a. le signalement d'une suspicion de présence du Foc R4T en Colombie le 25 juin 2019;

b. l'émission par l'OIRSA d'une alerte régionale le 10 juillet 2019;

c. la confirmation de la présence du Foc R4T en Colombie le 8 août 2019;

d. l'émission de l'alerte nationale du Panama face au risque d'introduction du Foc R4T et l'établissement d'un plan d'action le 12 septembre 2019; et

e. l'établissement d'une Commission technique de soutien pour éviter l'entrée du Foc R4T au Panama le 1er octobre 2019.[2384]

7.1200. Selon le Panama, ses autorités n'ont pas mentionné le Foc R4T dans leurs notes d'octobre 2019 parce que, pour le Costa Rica, il aurait dû être "absolument clair" que les PPI pertinentes étaient rendues inactives dans le "contexte" de la présence confirmée du Foc R4T dans

[2377] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 195 et 198.

[2378] Panama, première communication écrite, paragraphes 382 à 387; et réponse à la question n° 202 du Groupe spécial, paragraphe 266.

[2379] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 192, 193 (citant les rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.144; et *Australie – Pommes*, paragraphe 172) et 194. Le Panama affirme que le Costa Rica se concentre sur la première d'une série de communications et ignore les circonstances qui ont entouré l'application de la Mesure. (Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 60, paragraphe 170, et n° 90, paragraphe 249; et deuxième communication écrite, paragraphe 199)

[2380] Panama, première communication écrite, paragraphe 387; et réponse à la question n° 202 du Groupe spécial, paragraphes 264 à 267.

[2381] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 196.

[2382] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 202 du Groupe spécial, paragraphe 151.

[2383] Panama, première communication écrite, paragraphes 380 et 386; et réponse à la question n° 90 du Groupe spécial, paragraphes 249 et 250.

[2384] Panama, première communication écrite, paragraphe 382; et réponse à la question n° 193 du Groupe spécial, paragraphe 233. Le Panama signale que le Costa Rica est l'un des principaux producteurs de bananes de la région et un État membre de l'OIRSA, et qu'il connaissait les événements qui avaient précédé l'inactivation des PPI pertinentes. (Panama, première communication écrite, paragraphes 382 et 383; et réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 167)

la région[2385] et des alertes régionales et nationales concernant le Foc R4T.[2386] Le Panama soutient en outre qu'il a explicitement précisé au Costa Rica que le Foc R4T était la raison pour laquelle il avait adopté la Mesure 4, bien avant l'établissement du Groupe spécial, et le Costa Rica l'a expressément reconnu et a essayé de dialoguer avec les autorités panaméennes.[2387]

7.1201. Enfin, en ce qui concerne la détection du chlorpyriphos, le Panama précise que cet événement n'a pas motivé l'adoption de la Mesure 4 ni son maintien.[2388]

7.6.1.1.2 Évaluation du Groupe spécial

7.6.1.1.2.1 Critère juridique pertinent

7.1202. Le Groupe spécial va maintenant examiner si, conformément au critère juridique décrit plus haut dans la section 7.3.1.1.2.1, l'Accord SPS est applicable à la Mesure 4. Il examinera en particulier si, comme l'établit l'article 1:1 et 1:2 dudit accord, la Mesure 4: a) constitue une mesure SPS telle que définie à l'Annexe A de l'Accord SPS; et b) peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international.

7.6.1.1.2.2 Question de savoir si la Mesure 4 constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS

7.1203. Comme il est indiqué dans la partie descriptive, la Mesure 4 consiste en l'inactivation des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes du Costa Rica.[2389] Compte tenu du critère juridique exposé ci-dessus, la tâche du présent Groupe spécial consiste à déterminer si la Mesure 4 a été appliquée aux fins de la réalisation d'au moins un des objectifs énumérés à l'Annexe A 1) a) à d)de l'Accord SPS.[2390]

7.1204. Le Groupe spécial rappelle que le Panama n'a pas contesté les affirmations du Costa Rica selon lesquelles la Mesure 4 constitue une mesure SPS adoptée aux fins de la préservation des végétaux au Panama au sens de l'Annexe A 1) a) de l'Accord SPS. Toutefois, les parties sont en désaccord sur le point de savoir si cette mesure a été adoptée pour préserver les végétaux en raison: a) d'un processus de révision technique des PPI visant les bananes plantains et les bananes du Costa Rica et de la nécessité d'homologuer les usines de conditionnement de bananes plantains, comme le soutient le Costa Rica; ou b) du risque d'introduction[2391] du Foc R4T sur le territoire panaméen, comme le fait valoir le Panama.

7.1205. Le Groupe spécial observe que le Costa Rica détermine l'objectif de la Mesure 4 sur la base des notes au moyen desquelles le Panama lui a annoncé la Mesure.[2392] Pour sa part, le Panama demande au Groupe spécial de prendre en considération des éléments factuels additionnels qui, selon lui, "font *indissociablement* partie des circonstances qui entourent l'application de la Mesure" et qui, contrairement à ce qu'allègue le Costa Rica, ne devraient pas être considérés comme "une rationalisation *ex post*".[2393] Ces éléments sont notamment la présence du Foc R4T en Colombie,

[2385] Panama, réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 166; et deuxième communication écrite, paragraphe 197. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphes 357 et 358 (citant Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (pièces CRI-104, PAN-112); et Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019 (pièce PAN-73)).

[2386] Panama, réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 168.

[2387] Panama, première communication écrite, paragraphe 384; réponse aux questions du Groupe spécial n° 60, paragraphe 169, et n° 90, paragraphe 251; et deuxième communication écrite, paragraphe 198. Voir aussi Panama, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 11.

[2388] Panama, réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 171.

[2389] Voir plus haut la section 2.1.5.1.

[2390] Voir plus haut le paragraphe 7.62. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.

[2391] Le Groupe spécial observe que les parties et les pièces versées au dossier font référence à la fois au risque d'*entrée* du Foc R4T et au risque d'*introduction* (qui inclut l'entrée et l'établissement) de ce parasite. (Voir, par exemple, Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1048 et 1069; Panama, première communication écrite, paragraphes 357, 361, 362 et 365; Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (pièce CRI-104, PAN-112); et Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019 (pièce PAN-73).)

[2392] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1001.

[2393] Panama, première communication écrite, paragraphes 382 et 386.

l'alerte phytosanitaire de l'OIRSA en raison du Foc R4T et les Résolutions du Panama concernant le Foc R4T.[2394] Le Panama se réfère également aux communications relatives à la Mesure 4 qu'il a envoyées au Costa Rica après l'adoption de cette mesure.[2395]

7.1206. Le Groupe spécial rappelle qu'il souscrit à l'approche suivie dans des différends antérieurs concernant la détermination de l'objectif d'une mesure. Il rappelle qu'il a été considéré que "le but d'une mesure doit être établi sur la base de considérations objectives"[2396] et que l'examen des circonstances doit révéler "un rapport clair et objectif entre cette mesure et les buts spécifiques énumérés à l'Annexe A 1)".[2397] Il a été noté à cet égard que la détermination pouvait être fondée non seulement sur les objectifs de la mesure tels qu'ils sont exprimés par le défendeur, mais aussi sur le texte et la structure de la mesure pertinente, le contexte réglementaire qui l'entoure et la manière dont elle est conçue et appliquée.[2398] Des groupes spéciaux ont examiné un large éventail d'éléments factuels, aussi bien antérieurs que postérieurs à l'adoption de la mesure en cause, pour déterminer son objectif.[2399]

7.1207. En conséquence, le Groupe spécial commencera son évaluation en examinant le texte des notes au moyen desquelles le Panama a annoncé la Mesure 4 au Costa Rica pour déterminer si, comme l'allègue ce dernier, le texte même de ces notes indique le motif pour lequel le Panama a adopté cette mesure.[2400]

Notes au moyen desquelles le Panama a fait part de la Mesure 4 au Costa Rica

7.1208. Comme il a été indiqué plus haut[2401], le Panama a fait part de la Mesure 4 au Costa Rica en octobre 2019, au moyen des Notes n° AUPSA-AG-392-2019 (concernant les bananes plantains) et n° AUPSA-AG-424-2019 (concernant les bananes).[2402]

7.1209. La partie pertinente de la Note n° AUPSA-AG-392-2019 du 10 octobre 2019 (concernant les bananes plantains) établit ce qui suit:

> [N]ous profitons de la présente pour vous informer que nous avons engagé un processus de révision technique des résolutions publiées dans le cadre duquel nous avons noté que la Résolution n° AUPSA-DINAN-116-2009, concernant l'importation de bananes plantains (*Musa paradisiaca*) originaires du Costa Rica, dispose, dans son article 3, alinéa 3.2, ce qui suit:
>
> > "Les bananes plantains (*Musa paradisiaca*) proviennent de zones ou sites de production et d'usines de conditionnement soumis à inspection et enregistrement par l'[ONPV] du pays d'origine et, s'agissant des usines de conditionnement, à homologation par [l'AUPSA]".
>
> Pour les raisons exposées plus haut, et compte tenu du fait que les homologations des usines de conditionnement n'ont pas été effectuées par l'Autorité, il a été procédé à l'inactivation temporaire des prescriptions pour l'exportation de bananes plantains originaires du Costa Rica vers … [le] Panama, jusqu'à ce que l'ONPV (Sanidad Vegetal-MIDA) procède à la révision de la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 et détermine les actions à entreprendre.[2403]

[2394] Dans le présent rapport, les "Résolutions du Panama concernant le Foc R4T" s'entendent des Résolutions n° OAL-001-ADM-2015, n° OAL-102-ADM-2019 et n° OAL-106-ADM-2019 analysées plus loin.
[2395] Panama, première communication écrite, paragraphe 384.
[2396] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 172.
[2397] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 173.
[2398] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphes 172 et 173. Voir les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.31; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.139; *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.193 et 7.194; *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.25; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphes 7.77, 7.87 et 7.202.
[2399] Voir plus haut les paragraphes 7.63 à 7.65.
[2400] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1007.
[2401] Voir plus haut la section 2.1.5.
[2402] Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); et Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97).
[2403] Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95). (mise en relief de l'original omise)

7.1210. Quant à la Note n° AUPSA-AG-424-2019 du 25 octobre 2019 (concernant les bananes), elle dispose, dans sa partie pertinente, ce qui suit:

> [N]ous profitons de la présente pour vous informer que nous avons engagé un processus de révision technique de la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 régissant l'importation de fruits du bananier (*Musa* spp.) originaires du Costa Rica.
>
> À cet égard, nous vous informons que l'Autorité a procédé à l'inactivation temporaire des prescriptions pour l'importation des fruit du bananier originaires du Costa Rica au Panama, jusqu'à ce que l'ONPV (Sanidad Vegetal-MIDA) procède à la révision de la Résolution et détermine les actions à entreprendre.[2404]

7.1211. De l'avis du Groupe spécial, et contrairement à ce qu'affirme le Panama[2405], le texte de ces deux notes fait explicitement référence au motif de l'inactivation des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes du Costa Rica. La Note n° AUPSA-AG-392-2019 indique que ce qui a déclenché l'adoption de cette mesure c'est le fait que les autorités panaméennes ont entrepris une révision technique de la Résolution qui énonçait les PPI visant les bananes plantains costariciennes et ont constaté qu'il n'avait pas été satisfait à l'une des PPI, à savoir que les usines de conditionnement soient homologuées par l'AUPSA.[2406] Selon le Groupe spécial, les expressions "[p]our les raisons exposées plus haut" et "compte tenu" relient l'adoption de la Mesure 4 à la révision de la Résolution pertinente et à l'absence d'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains. En ce qui concerne la Note n° AUPSA-AG-424-2019, le texte même de la Note indique aussi expressément que l'inactivation de la Résolution pertinente est due à l'engagement d'un processus de révision technique de cette résolution. La locution adverbiale "à cet égard" employée dans cette note sert à relier l'adoption de la Mesure 4 à la révision de la Résolution pertinente.

7.1212. Les notes au moyen desquelles le Panama a fait part de la Mesure 4 au Costa Rica se bornent à indiquer ce qui précède et ne mentionnent aucun parasite particulier, comme le Foc R4T; elles ne font pas non plus référence à un quelconque événement qui pourrait être lié à ce parasite et à la gestion des risques qui en résulte. Comme cela a été indiqué, les seuls documents auxquels renvoient les notes d'octobre 2019 sont la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains et la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes. Ces résolutions incluent la prescription selon laquelle le lot doit être exempt d'insectes vivants de tout type, ainsi que d'autres contaminants biologiques, chimiques et physiques, y compris de terre.[2407] La Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 exige également que le certificat phytosanitaire soit accompagné d'une déclaration additionnelle attestant que les fruits ont été soumis à un traitement de quarantaine spécifique pour lutter contre les mouches des fruits.[2408] Aucune de ces deux résolutions ne mentionne la moindre prescription spécifique concernant le Foc R4T. En l'absence d'une quelconque référence à ce parasite dans les PPI et dans les notes au moyen desquelles leur inactivation a été notifiée, il n'est pas vraisemblable que l'on puisse interpréter que la Mesure 4 était liée à une modification de la gestion du risque concernant ce parasite de la part du Panama.

7.1213. Par conséquent, le Groupe spécial considère que les notes au moyen desquelles le Panama a fait part de la Mesure 4 au Costa Rica indiquent que ce qui a motivé l'adoption de cette mesure a été l'engagement de la révision des résolutions énonçant les PPI pertinentes et l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains. En ce sens, à son avis, l'objectif de la Mesure 4

[2404] Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97).

[2405] Le Groupe spécial rappelle que, selon le Panama, les notifications de la Mesure 4 font état d'*actions* (elles indiquent qu'une révision des PPI a été engagée), mais ne fournissent pas les *raisons* de ces actions. (Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 196) (italique dans l'original)

[2406] Le Groupe spécial observe que, dans la Note n° AUPSA-AG-392-2019, l'AUPSA fait une référence précise au fondement de cette prescription, à savoir l'article 3, alinéa 3.2, de la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009. (Voir la Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); et la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96).)

[2407] Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), article 3.3; et Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98), article 3.3.

[2408] Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), article 3.5.1.

est la protection contre les risques que le Panama cherchait à traiter au moyen de cette révision et de cette homologation.

7.1214. Après avoir examiné les notes au moyen desquelles le Panama a fait part de la Mesure 4 au Costa Rica et avoir conclu qu'elles précisent le motif pour lequel la Mesure a été adoptée, le Groupe spécial va maintenant examiner si, comme l'allègue le Panama, certains éléments de preuve versés au dossier démontrent que l'objectif de la Mesure 4 est la protection contre le risque d'introduction du Foc R4T.

Éléments de preuve qui, selon le Panama, démontreraient que l'objectif de la Mesure 4 était la protection contre le risque d'introduction du Foc R4T sur son territoire

7.1215. Le Groupe spécial procède à l'examen des éléments factuels qui, selon le Panama, démontreraient que l'objectif de la Mesure 4 est la protection contre le risque d'entrée du Foc R4T.[2409]

7.1216. Le Panama indique les éléments suivants:

a. événements antérieurs à l'adoption de la Mesure 4 qu'il qualifie de "contexte"[2410]:

   i. le 25 juin 2019, l'ICA a déclaré une quarantaine phytosanitaire dans une exploitation située sur le territoire colombien en raison de la présence de symptômes associés au Foc R4T[2411];

   ii. le 10 juillet 2019, l'OIRSA a publié une alerte phytosanitaire en vue de l'exclusion et de la prévention du Foc R4T dans la région de l'OIRSA, dans laquelle elle proposait un certain nombre d'actions que pouvaient entreprendre ses États membres[2412];

   iii. le 8 août 2019, après avoir confirmé la présence du Foc R4T en Colombie, l'ICA a annoncé qu'il déclarerait l'état d'urgence phytosanitaire sur le territoire national en raison de la présence du Foc R4T[2413];

[2409] Les parties ne sont pas en désaccord sur la chronologie des événements mentionnés dans la présente section, mais expriment des points de vue opposés sur le point de savoir si le Foc R4T constitue une rationalisation *ex post facto* de la mesure. Quant aux différences mentionnées par le Costa Rica en ce qui concerne les rationalisations *ex post facto* rejetées par des groupes spéciaux antérieurs, le Groupe spécial observe que les circonstances de ces différends sont loin de correspondre à celles du cas d'espèce. Dans le différend *Japon – Boissons alcooliques II*, la rationalisation dont le Groupe spécial a considéré qu'il s'agissait d'une rationalisation *ex post facto,* par rapport à l'adoption de la mesure contestée, a été présentée par le défendeur, à savoir le Japon, pendant la procédure du Groupe spécial dans le cadre de son argumentation. (Rapport du Groupe spécial *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphes 6.24, 6.25 et 6.34) Dans les différends *Chili – Système de fourchettes de prix* et *Ukraine – Véhicules automobiles pour le transport de personnes*, les constatations en question ont été formulées au titre de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes qui, tel qu'il a été interprété, exigeait que l'existence d'une évolution imprévue des circonstances, au sens de l'article XIX:1 du GATT de 1994, soit indiquée dans le rapport publié par les autorités chargées de l'enquête. Dans ces deux différends, les plaignants ont fait valoir pendant la procédure qu'il y avait eu une évolution imprévue des circonstances, mais que cette évolution n'était pas indiquée dans le rapport de l'autorité chargée de l'enquête auquel il était fait référence. (Rapports des Groupes spéciaux *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.134; et *Ukraine – Véhicules automobiles pour le transport de personnes*, paragraphe 7.67)

[2410] Voir Panama, première communication écrite, paragraphes 380 à 382; réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphes 166 et 167; et deuxième communication écrite, paragraphe 197.

[2411] OIRSA, "Alerte phytosanitaire en vue de l'exclusion et de la prévention du flétrissement causé par la fusariose de la banane et de la banane plantain dans la région de l'OIRSA" (2019) (pièce CRI-186), page 1 (citant la Résolution n° 00008573, datée du 25 juin 2019, "en vertu de laquelle l'exploitation Don Marce, située dans la commune de Riohacha du département de La Guajira, est déclarée en quarantaine phytosanitaire").

[2412] OIRSA, "Alerte phytosanitaire en vue de l'exclusion et de la prévention du flétrissement causé par la fusariose de la banane et de la banane plantain dans la région de l'OIRSA" (2019) (pièce CRI-186).

[2413] "La Colombie confirme la présence de Fusarium R4T dans des plantations de bananes de La Guajira", *BananoTecnia* (8 août 2019) (pièce CRI-185); et G. Jackson, "Panamá Disease Tropical Race 4, Banana – Colombia (Magdalena)" (2022), *Pestnet* (pièce PAN-64). Voir aussi la Résolution n° 11912 de l'ICA du 9 août 2019 "portant déclaration de l'état d'urgence phytosanitaire sur le territoire national en raison de la présence de la maladie connue sous le nom de "jaunisse fusarienne" des musacées causée par le Foc R4T", mentionnée dans la pièce CRI-185, disponible à l'adresse suivante: https://members.wto.org/crnattachments/2019/SPS/COL/19_4563_00_s.pdf (consultée le 13 août 2024).

iv. le 12 septembre 2019, le Panama a publié la Résolution n° OAL-102-ADM-2019 en vertu de laquelle il a déclaré "l'état d'alerte national en raison du risque d'introduction du [Foc R4T] en tant qu'organisme de quarantaine dangereux" au Panama[2414];

v. le 1er octobre 2019, le Panama a publié la Résolution n° OAL-106-ADM-2019, en vertu de laquelle il a établi la Commission technique de soutien pour prévenir l'entrée du Foc R4T sur son territoire "afin de protéger et de préserver les plantations de bananes plantains et de bananes".[2415]

b. communications postérieures à l'adoption de la Mesure 4:

i. communication du Ministre du commerce et de l'industrie du Panama à la Ministre du commerce extérieur du Costa Rica du 18 décembre 2019[2416];

ii. communication de la DNSV au SFE du 22 février 2021[2417];

iii. communication de la DNSV au SFE du 1er mars 2021[2418]; et

iv. communication de la DNSV au SFE du 13 mars 2021.[2419]

7.1217. S'agissant des événements liés au Foc R4T en Colombie, à savoir la déclaration d'une quarantaine phytosanitaire dans une exploitation en Colombie en raison d'une suspicion de présence du Foc R4T en juin 2019, ainsi que la confirmation ultérieure de la présence de ce parasite dans ce pays et la déclaration de l'état d'urgence phytosanitaire en août 2019, le Groupe spécial ne considère pas que ces événements constituent en soi une indication de l'objectif de la Mesure 4, adoptée en octobre 2019. À son avis, il n'apparaît pas que l'adoption de la Mesure 4, qui concerne les importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica, soit liée à ces événements, qui ont trait au statut phytosanitaire à l'égard du Foc R4T d'un autre pays, la Colombie.

7.1218. En ce qui concerne l'alerte phytosanitaire de l'OIRSA de juillet 2019, le Groupe spécial observe que l'OIRSA se réfère à la suspicion de la présence du Foc R4T en Colombie et alerte les pays de la région aux fins de la mise en place de mesures phytosanitaires en vue de la prévention et de l'exclusion de ce parasite. L'OIRSA suggère plusieurs actions de mise en œuvre immédiate aux points d'entrée. Ces actions sont principalement les suivantes; a) inspection des bagages, du fret, des colis, des courriers et des passagers dans les pays où le parasite est présent, b) traitement des moyens de transport avec une solution désinfectante et la mise en place de tapis désinfectants, c) invitation des voyageurs et des transporteurs à ne pas introduire de *musacées* dans le pays et d) mesures de gestion des déchets internationaux.[2420] Le Groupe spécial ne voit pas en quoi l'alerte de l'OIRSA ainsi que les actions suggérées par cette institution visant à prévenir l'introduction du Foc R4T indiquent l'existence d'un lien entre l'adoption de la Mesure 4 et le risque d'entrée du Foc R4T au Panama. En particulier, il rappelle qu'aucune des recommandations de l'OIRSA ne consiste à suspendre l'importation des fruits du bananier plantain et du bananier – y compris de territoires où le parasite est présent – et que la Mesure 4 rend impossible l'importation des fruits du bananier plantain et du bananier du Costa Rica, où le parasite n'est pas présent.

7.1219. Les déclarations de certains membres de l'OIRSA[2421] et d'autres membres de la région n'étayent pas non plus la position du Panama selon laquelle, pour le Costa Rica, il aurait dû être "absolument clair" qu'une mesure, comme la Mesure 4, qui empêche l'importation des fruits du bananier et du bananier plantain d'un territoire où le Foc R4T n'est pas présent était adoptée dans

[2414] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (pièces CRI-104, PAN-112), article premier. La Résolution est entrée en vigueur le 23 septembre 2019. (*Ibid.*, article 6)
[2415] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019 (pièce PAN-73).
[2416] Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103).
[2417] Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109).
[2418] Note n° DNSV-0129-2021 (pièce CRI-111).
[2419] Note n° DNSV-0207-2021 (pièce CRI-112).
[2420] OIRSA, "Alerte phytosanitaire en vue de l'exclusion et de la prévention du flétrissement causé par la fusariose de la banane et de la banane plantain dans la région de l'OIRSA" (2019) (pièce CRI-186).
[2421] Belize, Costa Rica, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Panama et République dominicaine.

le "contexte" de la présence confirmée du Foc R4T dans la région[2422] et des alertes régionales concernant le Foc R4T.[2423] À cet égard, le Groupe spécial observe que, lors d'une réunion des autorités agricoles de la Bolivie, du Belize, du Brésil, du Costa Rica, de Cuba, de la Colombie, de l'Équateur, du Guatemala, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou et de la République dominicaine tenue à Quito le 5 août 2019, il a été reconnu que la menace de l'éventualité d'une entrée du Foc R4T en Amérique latine et dans les Caraïbes était une question "hautement prioritaire". Les pays qui participaient à cette réunion ont publié une déclaration qui incluait des résolutions destinées à éviter l'entrée du Foc R4T dans les cultures américaines, y compris: a) "une réglementation pour faire en sorte que l'importation de musacées (plants de bananier) de pays autres que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne s'effectue qu'en cas d'"extrême nécessité", dans des dispositifs de verre, avec la garantie que celles-ci soient exemptes du champignon"; et b) la résolution selon laquelle les études, les diagnostics, les mesures de surveillance et de quarantaine ainsi que la coopération technique et financière devraient être renforcés.[2424] Cette déclaration ne fait pas référence à la nécessité d'empêcher l'importation des fruits du bananier plantain et du bananier des territoires où le Foc R4T n'est pas présent.[2425]

7.1220. Comme il est indiqué plus haut, pour ce qui est des Résolutions relatives au Foc R4T qu'il a publiées, le Panama renvoie à la Résolution n° OAL-102-ADM-2019 du 12 septembre 2019 et à la Résolution n° OAL-106-ADM-2019 du 1er octobre 2019.[2426] Le Costa Rica juge également pertinente la Résolution n° OAL-001-ADM-2015 du 6 janvier 2015, au moyen de laquelle le Panama avait déjà déclaré le Foc R4T comme organisme de quarantaine sur son territoire en 2015.[2427]

7.1221. Le Groupe spécial observe que, dans la présente procédure, le Panama a d'abord affirmé qu'il avait mis un terme aux importations de bananes plantains et de bananes de toutes origines sur la base de la déclaration de l'état d'alerte figurant dans la Résolution n° OAL-102-ADM-2019.[2428] Cependant, le Panama a par la suite affirmé que le fondement juridique spécifique sur lequel avaient été adoptées les mesures visant à atténuer l'entrée du Foc R4T sur son territoire était la Résolution n° OAL-106-ADM-2019. Il indique que cette résolution "établit une Commission technique de soutien pour prévenir l'entrée du Foc R4T [sur son territoire], protéger et préserver la production de bananes et de bananes plantains, et prendre *toute* mesure garantissant que le territoire national reste exempt du Foc R4T".[2429]

7.1222. Pour sa part, le Costa Rica soutient que le Panama n'a présenté aucune décision gouvernementale ni aucun texte réglementaire officiel interdisant les importations de fruits du bananier plantain et du bananier de toutes origines.[2430] Selon lui, la Mesure 4 n'est pas compatible avec la propre réglementation du Panama.[2431] Le Costa Rica affirme que la Résolution n° OAL-102-ADM-2019 reflète les conclusions d'une analyse des risques, dont il ressort que le Panama considère comme étant des filières de transmission du Foc R4T les végétaux, le matériel de reproduction et le matériel végétal, qui sont interdits d'entrée s'ils proviennent de zones où le parasite a été signalé.[2432] Il souligne qu'aucune des trois résolutions du Panama relatives au Foc R4T indiquées plus haut n'établissait que le Panama devait interrompre le commerce de fruits du bananier

[2422] Voir Panama, réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 166; et deuxième communication écrite, paragraphe 197.

[2423] Panama, réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 168.

[2424] EFEAgro, "Latinoamérica, en alerta por un hongo que daña el banano" (9 août 2019) (pièce PAN-65), mentionnant la Déclaration régionale des autorités agricoles sur le Foc R4T.

[2425] Le Groupe spécial observe que le compte rendu de la Déclaration coïncide avec les recommandations de l'OIRSA de juillet 2019. Voir plus haut le paragraphe 7.1218.

[2426] Voir plus haut le paragraphe 7.1200.

[2427] Costa Rica, réponse à la question n° 215 du Groupe spécial, paragraphe 3.207; et observations sur la réponse du Panama à la question n° 206 du Groupe spécial, paragraphe 3.406 (faisant référence à Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-001-ADM-2015 (pièce PAN-116)).

[2428] Panama, réponse à la question n° 61 du Groupe spécial, paragraphe 174 (citant Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (pièces CRI-104, PAN-112)). Voir aussi la Note n° DNSV-0129-2021 (pièce CRI-111).

[2429] Panama, réponse à la question n° 193 du Groupe spécial, paragraphe 228. (italique dans l'original) Voir Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019 (pièce PAN-73), articles 1er et 4 14).

[2430] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 197 du Groupe spécial, paragraphe 3.372.

[2431] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1071; deuxième communication écrite, paragraphe 355 d); et réponse à la question n° 211 du Groupe spécial, paragraphe 3.196.

[2432] Costa Rica, réponse à la question n° 211 du Groupe spécial, paragraphe 3.196.

plantain et du bananier en raison de la menace d'entrée du Foc R4T, ce que le Panama a fait en ce qui concerne les bananes plantains et les bananes costariciennes en procédant à l'inactivation des PPI visant ces produits.[2433]

7.1223. S'agissant des trois Résolutions du Panama relatives au Foc R4T, le Groupe spécial observe ce qui suit:

a. En vertu de la Résolution n° OAL-001-ADM-2015, du 6 janvier 2015, le Panama a déclaré le Foc R4T comme organisme de quarantaine sur le territoire national, et a interdit "l'entrée dans le pays de végétaux, de matériel de reproduction (boutures, rhizomes, culture de méristèmes) et de matériel végétal (comme les feuilles, les écorces ou les tissus) de musacées et d'héliconies provenant de zones où le parasite a été signalé".[2434] La Résolution indiquait également que la DNSV et la Direction exécutive de la quarantaine agricole (DECA) adopteraient "toutes les mesures phytosanitaires et de quarantaine nécessaires pour empêcher l'introduction du parasite sur le territoire national", y compris les suivantes: i) exiger un document attestant de l'absence du parasite dans les expéditions de matériel végétal provenant de zones où le Foc R4T "n'a pas été signalé"; ii) procéder à l'inspection et à l'échantillonnage des expéditions aux points d'entrée pour vérifier leur condition phytosanitaire; iii) en cas de détection du Foc R4T, détruire ou renvoyer la cargaison; et iv) effectuer des inspections à l'origine lorsque cela est jugé pertinent.[2435]

b. En vertu de la Résolution n° OAL-102-ADM-2019, du 12 septembre 2019, le Panama a déclaré l'"état d'alerte national face au risque d'introduction du [Foc R4T] en tant qu'organisme de quarantaine dangereux, sur le territoire national"; et a interdit "l'entrée dans le pays de végétaux, de matériel de reproduction … et de matériel végétal … de musacées et d'héliconies provenant de zones où le parasite a été signalé", conformément aux dispositions de la Résolution n° OAL-001-ADM-2015 du 6 janvier 2015.[2436] En outre, le Panama a établi "un plan d'action pour la prévention de l'introduction du [Foc R4T], qui sera[it] développé par la [DNSV], en coordination avec la [DECA], et a adopté toutes les mesures phytosanitaires et de quarantaine nécessaires".[2437] Le Groupe spécial observe que cette résolution fait référence à la préoccupation que la présence du Foc R4T en Colombie inspire au Panama.[2438]

c. En vertu de la Résolution n° OAL-106-ADM-2019, du 1er octobre 2019, le Panama a créé la Commission technique de soutien "pour prévenir l'entrée du [Foc R4T] en République du Panama, afin de protéger et de préserver les plantations de bananes et de bananes plantains". Cette commission a été chargée de mettre en œuvre plusieurs mesures, y compris les suivantes: a) formation professionnelle et divulgation de renseignements sur le Foc R4T aux entités publiques, aux producteurs, à la population en général et dans les aéroports; b) inspection des colis et courriers; c) établissement de profils de risque pour l'inspection sélective des passagers; d) inclusion de renseignements sur l'entrée de matériel végétal de bananes plantains et de bananes dans la déclaration de marchandises des passagers; e) traitement des moyens de transport avec une solution désinfectante; f) mise en place de tapis sanitaires; g) établissement d'un programme de communication et de divulgation, invitant les voyageurs, les équipages et les transporteurs à ne pas introduire de produits ni de sous-produits de bananes plantains et de bananes; h) contrôle des déchets internationaux; i) surveillance des expéditions en provenance de pays où le Foc R4T est présent; j) patrouilles pour la détection de matériel végétal de bananes plantains et de bananes; et k) détection de matériel organique végétal aux points de sortie

[2433] Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 206 du Groupe spécial, paragraphes 3.406 et 3.408.

[2434] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-001-ADM-2015 (pièce PAN-116), articles 1er et 2.

[2435] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-001-ADM-2015 (pièce PAN-116), article 3.

[2436] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (pièces CRI-104, PAN-112), huitième considérant et articles 1er et 2.

[2437] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (pièces CRI-104, PAN-112), article 3.

[2438] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-102-ADM-2019 (pièces CRI-104, PAN-112), sixième considérant.

> des aéroports.[2439] Il a également été établi que la Commission pourrait adopter "toute autre mesure garantissant que le territoire national reste exempt du [Foc R4T]".[2440]

7.1224. Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial observe que les Résolutions n° OAL-001-ADM-2015 et n° OAL-102-ADM-2019 établissent explicitement une prohibition à l'importation de *matériel végétal* provenant de zones où le Foc R4T a été signalé, qu'il est prévu d'utiliser pour l'ensemencement ou la plantation (y compris les végétaux, le matériel de reproduction et le matériel végétal). Cependant, ces résolutions ne contiennent aucune prescription relative aux *fruits* du bananier plantain et du bananier. Il convient également de signaler que la Résolution n° OAL-106-ADM-2019 indique que le parasite est disséminé par le déplacement du matériel d'ensemencement, la terre, les outils, les véhicules et l'eau[2441], et ne mentionne pas la dispersion via les fruits. En conséquence, les Résolutions figurant dans le dossier ne prescrivent pas qu'il faut procéder à l'inactivation des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes *fraîches* ou empêcher de toute autre manière l'importation de ces fruits en tant que mesure de prévention de l'entrée du Foc R4T.

7.1225. Comme il est mentionné plus haut, la Résolution n° OAL-001-ADM-2015 indique que la DNSV et la DECA adopteraient également d'autres mesures phytosanitaires et de quarantaine nécessaires pour empêcher l'introduction du parasite sur le territoire national, et la Résolution n° OAL-106-ADM-2019 confère à la Commission technique de soutien le pouvoir de mettre en œuvre *toute* autre mesure garantissant que le territoire panaméen reste exempt du Foc R4T. Cependant, le Groupe spécial ne trouve pas dans le dossier d'éléments de preuve démontrant que l'adoption de la Mesure 4 par le Panama relevait de l'exercice de la faculté qu'ont la DNSV et la DECA, ou la Commission, d'adopter et de mettre en œuvre des mesures pour éviter l'introduction du Foc R4T au Panama. En outre, le dossier ne contient pas le "plan d'action pour la prévention de l'introduction du [Foc R4T], dont le développement sera[it] assuré par la [DNSV], en coordination avec la [DECA]", établi en vertu de la Résolution n° AL-102-ADM-2019. Par conséquent, le dossier n'indique pas non plus que la Mesure 4 a été adoptée dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan.

7.1226. S'agissant de son argument selon lequel il a mis un terme aux importations de bananes plantains et de bananes de toutes origines, le Panama fournit les notes au moyen desquelles il a fait part de la suspension des PPI visant les bananes plantains d'Équateur et du Guatemala le 10 octobre 2019, date à laquelle l'AUPSA a informé le SFE de l'inactivation de la Résolution concernant l'importation de bananes plantains du Costa Rica.[2442] Le Groupe spécial observe que ces notes contiennent essentiellement le même texte que les notes au moyen desquelles le Panama a fait part de la Mesure 4[2443] et, par conséquent, n'étayent pas l'argument du Panama selon lequel l'objectif de la Mesure 4 était la protection contre le risque d'introduction du Foc R4T sur son territoire.[2444]

[2439] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019 (pièce PAN-73), article 4, paragraphes 1 à 13.

[2440] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019 (pièce PAN-73), article 4, paragraphe 14.

[2441] Ministère du développement agricole du Panama, Résolution n° OAL-106-ADM-2019 (pièce PAN-73), quatrième considérant.

[2442] Panama, réponse à la question n° 193 du Groupe spécial, paragraphe 229 (citant la Note n° AUPSA-AG-395-2019 (pièce PAN-145); et la Note n° AUPSA-AG-398-2019 (pièce PAN-146)).

[2443] Voir plus haut, aux paragraphes 7.1208 à 7.1213, l'examen des notes au moyen desquelles le Panama a fait part de la Mesure 4. La Note n° AUPSA-AG-395-2019 envoyée à AGROCALIDAD (Équateur) indique que l'AUPSA avait "entamé un processus de révision technique des résolutions publiées" lors duquel il avait été constaté que la Résolution pertinente établissait que les bananes plantains devaient provenir de "zones ou sites de production et d'usines de conditionnement soumis à inspection et enregistrement par l'[ONPV] du pays d'origine et, s'agissant des usines de conditionnement, à homologation par l'[AUPSA]". L'AUPSA a ajouté dans cette note qu'étant donné qu'elle n'avait pas homologué les usines de conditionnement de bananes plantains, elle avait procédé à "l'inactivation temporaire des prescriptions" visant l'importation de bananes plantains (*Musa paradisiaca*) originaires d'Équateur. La Note n° AUPSA-AG-398-2019 adressée au Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation du Guatemala informe que l'AUPSA a "entamé un processus de révision technique" de la Résolution pertinente et "a procédé à l'inactivation temporaire des prescriptions" visant l'importation de bananes plantains originaires du Guatemala. (Note n° AUPSA-AG-395-2019 (pièce PAN-145); et Note n° AUPSA-AG-398-2019 (pièce PAN-146))

[2444] Le Panama présente également des données sur l'importation qui, selon lui, "démontrent le caractère non discriminatoire de la suspension temporaire des importations de bananes et de bananes

7.1227. À la lumière de tout ce qui précède, le Groupe spécial considère que les événements et actions que le Panama qualifie de "contexte", à savoir les événements en lien avec la présence du Foc R4T en Colombie, l'alerte de l'OIRSA et les résolutions du Panama concernant le Foc R4T, ainsi que le statut phytosanitaire du Costa Rica au regard du Foc R4T, ne permettent pas de relier l'adoption de la Mesure 4 à l'objectif de prévention de l'entrée de ce parasite sur le territoire panaméen.

7.1228. Pour ce qui est des communications que le Panama a envoyées au Costa Rica après l'adoption de la Mesure 4, le Groupe spécial rappelle que, selon le Panama, ces communications ont permis de préciser le motif de la mesure. Le Panama ajoute que le Costa Rica a explicitement reconnu la raison ayant motivé l'adoption de la mesure et s'est engagé envers les autorités panaméennes à effectuer les démarches nécessaires pour pouvoir obtenir l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains et de bananes.[2445] Selon lui, le Costa Rica a reconnu "les graves conséquences économiques que [le Foc R4T] [pouvait] entraîner pour la production de bananes et de bananes plantains" et "s'est efforcé d'assurer au Panama qu'"[il] fai[sait] tout son possible pour prévenir l'introduction du parasite Foc R4T"".[2446] Pour le Costa Rica, le Panama a certes mentionné une préoccupation concernant le Foc R4T pour la première fois le 18 décembre 2019 (deux mois après l'adoption de la Mesure), mais cette préoccupation était liée à la nécessité d'homologuer les usines de conditionnement, et les autorités costariciennes n'ont pas compris que c'était le Foc R4T qui avait motivé l'adoption de la Mesure 4. Le Costa Rica ajoute que, le 22 février 2021, le Panama a en outre mentionné le non-respect allégué de la LMR du chlorpyriphos, laissant ainsi les autorités costariciennes "dans une confusion totale" quant au motif de la Mesure.[2447]

7.1229. Le Groupe spécial observe que la communication que le Panama a envoyée au Costa Rica le 18 décembre 2019, soit deux mois après l'adoption de la Mesure 4 et après avoir reçu deux communications du Costa Rica, dont une note de la Ministre du commerce extérieur, est la première dans laquelle le Panama mentionne le Foc R4T.[2448] Dans cette communication, le Ministre panaméen du commerce et de l'industrie indiquait que les autorités panaméennes compétentes l'avaient informé que, le 12 septembre 2019, le Panama avait déclaré "l'état d'alerte national face au risque d'introduction du [Foc R4T]". Le Ministre a ajouté que, "[d]ans cette situation d'urgence, l'application des contrôles pertinents [avait] clairement fait apparaître la nécessité de séparer les prescriptions phytosanitaires applicables aux bananes et aux bananes plantains, ce qui [avait] abouti à leur inactivation, au cours du processus de révision et de mise à jour".[2449] Il a également dit qu'il espérait que les nouvelles prescriptions seraient en vigueur en janvier 2020 et qu'il était nécessaire de procéder à une analyse des risques comprenant une évaluation des "établissements ou usines de transformation, ce qui n'[avait] jamais été réalisé dans des établissements costariciens".[2450]

---

plantains fraîches". (Panama, réponse à la question n° 193 du Groupe spécial, paragraphe 230 (citant Trade Map – Données relatives à l'importation par le Panama de bananes plantains et de bananes (fraîches ou séchées) (2018-2022) (pièce PAN-147)) Pour sa part, le Costa Rica fournit des données commerciales et des articles de presse qui démontrent, selon lui, que le Panama a continué d'importer des bananes plantains fraîches d'autres pays. (Costa Rica, observations sur la réponse du Panama à la question n° 197 du Groupe spécial, paragraphe 3.372. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 3.345 et 3.346 (citant INEC, Dashboard, Importations de bananes plantains des États-Unis au Panama (pièce CRI-401); INEC, Dashboard, disponible à l'adresse suivante: https://www.inec.gob.pa/DASHBOARDS/Comercio/ImportacionesporPaises; et Communiqués de presse sur les exportations de bananes du Pérou (2023) (pièce CRI-407)).) Le Groupe spécial considère que le point de savoir si le Panama a appliqué la même mesure aux bananes plantains et aux bananes de *toutes* origines touche des questions de discrimination, et ne considère pas que régler cette question aide à déterminer l'objectif de la Mesure 4 appliquée au Costa Rica.

[2445] Panama, première communication écrite, paragraphe 384; réponse aux questions du Groupe spécial n° 60, paragraphe 169, et n° 90, paragraphe 251; et deuxième communication écrite, paragraphe 198. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 206 du Groupe spécial, paragraphes 274 et 275; et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 205 du Groupe spécial, paragraphe 162. Le Panama se réfère à la Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103); à la Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109); à la Note n° DNSV-0129-2021 (pièce CRI-111); et à la Note n° DNSV-0207-2021 (pièce CRI-112), publiées par ses autorités, ainsi qu'à la Note officielle n° DSFE-0079-2020 (pièce CRI-105) du SFE du Costa Rica.

[2446] Panama, première communication écrite, paragraphe 384 (citant la Note officielle n° DSFE-0079-2020 (pièce CRI-105)).

[2447] Costa Rica, réponse à la question n° 205 du Groupe spécial, paragraphes 3.181 à 3.183.

[2448] Note officielle n° DSFE-0909-2019 (pièce CRI-99); et Note n° DM-COR-CAE-0615-2019 (pièce CRI-102).

[2449] Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103), page 1.

[2450] Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103), page 2.

7.1230. Dans ses communications ultérieures des 22 février, 1er mars et 13 mars 2021, le Panama a mentionné l'alerte phytosanitaire concernant le Foc R4T émise par l'OIRSA en juillet 2019, la présence du Foc R4T en Colombie et l'alerte émise par l'ICA, la déclaration d'alerte phytosanitaire du Panama concernant le Foc R4T, le plan d'action pour la prévention du Panama et la création de la Commission technique de soutien pour prévenir l'entrée du Foc R4T.[2451] Après avoir rappelé ces événements, le Panama a affirmé, dans sa communication du 22 février 2021, que le "processus de révision "des politiques phytosanitaires et en matière d'innocuité"" avait été établi en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan d'action pour la prévention de l'entrée du Foc R4T.[2452] Il a également mentionné sa Note n° AUPSA-AG-392-2019 du 10 octobre 2019, soulignant que celle-ci indiquait qu'en ce qui concerne les usines de conditionnement pour l'exportation de bananes plantains du Costa Rica, "il n'y [avait] pas de rapport d'inspection de l'ONPV du Costa Rica et leurs homologation et enregistrement n'[avaient] pas non plus été communiqués à l'AUPSA".[2453]

7.1231. Pour le Groupe spécial, les simples références, dans ces communications, aux événements et actions que le Panama qualifie de "contexte", même si ceux-ci étaient antérieurs à l'adoption de la Mesure 4, n'expliquent pas en quoi cette mesure est liée à l'objectif de protection contre le risque d'introduction du Foc R4T. Le Groupe spécial considère que la teneur de ces communications ultérieures est conforme à l'objectif déclaré dans les notes au moyen desquelles le Panama a fait part de la Mesure 4. En particulier, il observe que le Panama a une fois de plus mentionné la nécessité d'évaluer les usines de conditionnement costariciennes ainsi que la révision des PPI visant les bananes plantains et les bananes. À aucun moment le Panama n'a demandé des renseignements sur le Foc R4T au Costa Rica, renseignements que ce dernier a communiqués de son propre chef en août 2021, après que le Panama avait mentionné le Foc R4T dans ses communications de décembre 2019 et 2021.[2454]

7.1232. En outre, le Groupe spécial observe que le Panama n'a pas fourni d'éléments de preuve additionnels concernant l'application de la Mesure 4 qui la relieraient à l'objectif de protection contre le risque d'introduction du Foc R4T.

7.1233. Pour le Groupe spécial, le texte des communications ultérieures du Panama ainsi que le temps écoulé entre la notification de la Mesure 4 (en octobre 2019) et ces communications (en décembre 2019 et en 2021) ne permettent pas de conclure que l'objectif de cette mesure est la protection contre le risque d'introduction du Foc R4T au Panama.

7.1234. En conclusion, le Groupe spécial ne considère pas que les événements qui, selon le Panama, constituent le "contexte" de la Mesure 4 ni les communications du Panama postérieures à l'adoption de cette mesure démontrent que l'objectif de la Mesure 4 est la protection contre le risque d'introduction du Foc R4T sur le territoire panaméen. Cette constatation est sans préjudice de l'intention du Panama de protéger, sur son territoire, les bananes plantains et les bananes contre l'introduction de ce parasite.

[2451] Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109), page 1; Note n° DNSV-0129-2021 (pièce CRI-111), page 1; et Note n° DNSV-0207-2021 (pièce CRI-112), page 1.

[2452] Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109). Dans le même ordre d'idées, le Panama a indiqué, dans la Note n° DNSV-0129-2021 (pièce CRI-111) et la Note n° DNSV-0207-2021 (pièce CRI-112), qu'il poursuivait la révision de la politique phytosanitaire concernant l'importation de bananes plantains et de bananes ainsi que le développement du plan d'action concernant le Foc R4T. Dans ces notes, il a également mentionné sa position géographique et sa "condition de pays de transit et de transbordement au service du commerce international". (*Ibid*.)

[2453] Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109).

[2454] Dans sa Note officielle du 6 août 2021, le Costa Rica a spécifiquement indiqué qu'il n'y avait pas "eu de changement dans la situation phytosanitaire de [son territoire], d'où le parasite [Foc R4T] [était] absent"; et que, depuis 2013, "il s'emplo[yait] à prévenir l'introduction de ce parasite, conformément aux règles internationales et sans interrompre le commerce avec les pays où le statut au regard du parasite [était] aussi absent". (Note officielle n° DSFE-0533-2021 (pièce CRI-113), page 1) (souligné dans l'original) De plus, il convient de signaler que, dans sa communication du 22 février 2021, après avoir fait référence à la Note n° AUPSA-AG-392-2019, le Panama a précisé que la "procédure technique" mentionnée englobait "*tous les aspects* associés au niveau de protection requis pour sauvegarder l'activité de production de musacées" sur son territoire. (Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109) (pas d'italique dans l'original)) Le Groupe spécial comprend que la procédure technique correspond à la révision technique, et il est indiqué que cette révision a un objectif général de protection des bananes plantains et des bananes sans qu'un lien soit établi entre cet objectif spécifique et le Foc R4T.

Question de savoir si l'objectif de la Mesure 4 correspond à l'un des objectifs énumérés à l'Annexe A 1)

7.1235. Le Groupe spécial a constaté que le motif pour lequel le Panama avait adopté la Mesure 4, tel qu'il avait été communiqué au Costa Rica dans les notes d'octobre 2019, était l'engagement de la révision des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes et l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains. En ce sens, il considère que l'objectif de la Mesure 4 est la protection contre les risques que le Panama cherchait à traiter au moyen de cette révision et de cette homologation.

7.1236. Le Groupe spécial va maintenant examiner si l'objectif dont il a déterminé qu'il était poursuivi par la Mesure 4 correspond à l'un des objectifs énumérés à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS. À cet égard, il observe que les notes au moyen desquelles le Panama a fait part de la Mesure 4 en octobre 2019 ne mentionnent pas explicitement ce qu'il s'agit de protéger, ni contre quel risque. Cependant, il observe que les deux notes d'octobre 2019 sont adressées au SFE (Service *phytosanitaire* de l'État du Costa Rica) et indiquent que l'entité du Panama chargée de la révision des résolutions rendues inactives est son organisation nationale de protection *des végétaux*, à savoir Sanidad Vegetal – MIDA. Il s'agit de la même autorité que celle qui a envoyé au SFE trois communications concernant la Mesure 4 après son adoption.[2455] En outre, le Groupe spécial observe que les résolutions en question établissent les PPI (prescriptions *phytosanitaires* pour l'importation) visant les bananes plantains et les bananes du Costa Rica.[2456] En outre, comme il a été indiqué plus haut, dans sa communication du 22 février 2021, après avoir fait référence à la Note n° AUPSA-AG-392-2019, le Panama a précisé que la "procédure technique" mentionnée englobait "tous les aspects associés au niveau de protection requis *pour sauvegarder l'activité de production de musacées*" sur son territoire.[2457] Ce qui précède s'inscrit dans le cadre de la Mesure 4 dans le contexte de la préservation des végétaux et, en particulier, de la préservation des bananes plantains et des bananes au Panama. Le Groupe spécial observe également que les résolutions mentionnent, entre autres choses, que l'objectif principal de l'AUPSA est de protéger la santé des personnes ainsi que le patrimoine animal et végétal du pays, et indiquent que le pays, le lieu et le site de production doivent avoir été reconnus comme zone exempte d'organismes nuisibles qui suscitent des préoccupations. Par conséquent, il estime que la Mesure est liée à la protection contre des parasites qui sont susceptibles d'affecter la banane plantain et la banane.

7.1237. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère que la Mesure 4 a été appliquée dans l'objectif de préserver, sur le territoire du Panama, les bananes plantains et les bananes des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites. Par conséquent, il considère que l'objectif de la Mesure 4 correspond à l'objectif énoncé à l'Annexe A 1) a).

7.1238. Pour ce qui est du type de mesure, le Groupe spécial considère que la Mesure 4, qui consiste en l'inactivation des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes, rend impossible l'importation de ces produits. Par conséquent, selon lui, la Mesure 4 pourrait être qualifiée de prescription aux fins de l'Annexe A 1).[2458] En tout état de cause, le Groupe spécial rappelle que, même si une mesure n'est pas expressément incluse dans la liste figurant à l'Annexe A 1), elle peut être considérée comme une mesure SPS si elle est appliquée aux fins de la réalisation de l'un des objectifs énumérés dans cette disposition.[2459] La Mesure 4 satisfait à cette prescription et peut donc être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS.

[2455] Voir la Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109); la Note n° DNSV-0129-2021 (pièce CRI-111); et la Note n° DNSV-0207-2021 (pièce CRI-112). La quatrième communication envoyée par le Panama fait également référence à l'autorité en matière de préservation des végétaux. (Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103))

[2456] Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), deuxième et cinquième considérants; et Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98), deuxième et cinquième considérants.

[2457] Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109). (pas d'italique dans l'original)

[2458] Voir plus haut la note de bas de page 310.

[2459] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphes 175 et 176.

7.6.1.1.2.3 Question de savoir si la Mesure 4 peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international

7.1239. Le Groupe spécial considère que la Mesure 4, du fait de sa nature, et comme cela a été expliqué précédemment[2460], affecte directement le commerce international en empêchant l'importation des bananes plantains et des bananes du Costa Rica au Panama par suite de l'inactivation des résolutions énonçant les PPI visant ces produits.

7.6.1.1.3 Conclusion concernant l'applicabilité de l'Accord SPS à la Mesure 4

7.1240. Ayant déterminé que la Mesure 4 constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) a) de l'Accord SPS et qu'elle affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord SPS, le Groupe spécial constate que l'Accord SPS s'applique à cette mesure.

7.1241. En conséquence, le Groupe spécial va maintenant examiner les allégations formulées par le Costa Rica au titre de l'Accord SPS au sujet de la Mesure 4, en commençant par celles qui ont été formulées au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:7 dudit accord en ce qui concerne le fondement scientifique de cette mesure.

7.6.1.2 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:7 de l'Accord SPS

7.1242. Le Costa Rica allègue que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la préservation des végétaux. Il allègue également que la Mesure 4 est donc également incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.[2461] Il soutient en outre que la Mesure 4 n'est pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle ne satisfait pas aux prescriptions de cette disposition.[2462]

7.1243. Pour sa part, le Panama affirme que le Costa Rica n'a pas établi *prima facie* qu'il ne satisfaisait pas aux quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7 de l'Accord SPS. Le Panama demande au Groupe spécial de conclure que la Mesure 4 est une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 et qu'il n'a donc pas agi d'une manière incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS.[2463]

7.1244. Comme pour les Mesures 1 et 3, le Groupe spécial analysera, tout d'abord, si le Panama a démontré que la Mesure 4 constituait une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial rappelle que, dans le cas où la Mesure 4 serait couverte par l'exemption de l'article 5:7, les obligations énoncées aux articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:3 ne lui seraient pas applicables.[2464] Il procédera ensuite à son examen des allégations au titre des articles 5:1, 5:2 et 2:2 si nécessaire.

7.6.1.2.1 Question de savoir si la Mesure 4 est une mesure SPS couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS

7.6.1.2.1.1 Principaux arguments des parties

Costa Rica

7.1245. Le Costa Rica soutient que le Panama ne s'est pas acquitté de la charge qu'il lui incombait de démontrer qu'il avait été satisfait à chacune des quatre prescriptions cumulatives de l'article 5:7.[2465]

[2460] Voir plus haut le paragraphe 7.73.

[2461] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6; et première communication écrite, paragraphes 994 et 1016.

[2462] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1035.

[2463] Panama, première communication écrite, paragraphes 166 et 434 à 436. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 234 à 236.

[2464] Voir plus haut la note de bas de page 1851.

[2465] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 370.

7.1246. S'agissant de la *première prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas démontré qu'au moment de l'adoption de la Mesure 4, en octobre 2019, il se trouvait dans une situation où il n'y avait pas assez de preuves scientifiques pertinentes pour pouvoir procéder à une évaluation suffisamment objective du risque pour la préservation des bananes plantains et des bananes.[2466]

7.1247. Le Costa Rica soutient que "le processus de révision technique" de la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant les bananes plantains (y compris "les homologations des usines de conditionnement" de bananes plantains) et de la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant les bananes est la question pour laquelle il faudrait déterminer si, au mois d'octobre 2019, il existait "des éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque, mais pas assez pour pouvoir procéder à l'évaluation du risque".[2467] À cet égard, le Costa Rica soutient qu'au mois d'octobre 2019, il n'existait pas d'éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque associé à cette révision technique.[2468] Il affirme qu'on ne peut pas prohiber les importations d'un produit uniquement parce qu'on engage un processus de révision technique des PPI.[2469] Pour le Costa Rica, le Panama ne se trouvait pas dans une situation "où il n'avait pas ou peu de preuves dignes de foi sur la question considérée".[2470] Selon lui, le Panama disposait des données sur le commerce historique des bananes plantains et des bananes avec le Costa Rica et savait que le Panama (comme d'autres pays) avait importé ces fruits du Costa Rica sans qu'il y ait eu de situation de risque phytosanitaire.[2471] Le Costa Rica ajoute que, même s'il devait être procédé à l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains, cette absence d'homologation n'indiquait pas l'existence possible d'un risque concernant les importations de bananes plantains et n'avait jamais constitué une raison pour que le Panama empêche l'entrée de bananes plantains costariciennes sur son marché.[2472]

7.1248. Si le Groupe spécial devait considérer que le motif de la Mesure 4 est de prévenir l'introduction du Foc R4T au Panama, le Costa Rica allègue que le Panama disposait de preuves scientifiques suffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la Mesure 4.[2473] Le Costa Rica affirme que le Foc est l'un des parasites les plus étudiés au monde et que le Panama avait toutes les preuves nécessaires pour examiner s'il existait un risque possible d'introduction du Foc R4T par l'intermédiaire des bananes plantains et des bananes du Costa Rica.[2474] Selon le Costa Rica, le Panama disposait non seulement de toutes les preuves nécessaires concernant le parasite et la situation d'absence du parasite au Costa Rica, mais aussi de l'ARP de l'OIRSA pour le Foc R4T, qui est une évaluation des risques effectuée par une organisation internationale compétente qui lui aurait permis de se conformer à l'article 5:1 de l'Accord SPS "on ne peut plus facilement".[2475] Le Costa Rica fait valoir que l'ARP de l'OIRSA a été élaborée sur la base d'une littérature scientifique "très complète", a un niveau d'incertitude très faible et est donc largement recommandée pour être considérée comme une référence étayée pour la prise de décisions. Pour lui, cette ARP n'est pas invalidée par le fait qu'elle indique qu'il faudrait étudier plus avant la possibilité d'association du Foc R4T avec le fruit du bananier.[2476]

[2466] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 349. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1045.

[2467] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1040 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678; Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); et Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97)).

[2468] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1040.

[2469] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1041.

[2470] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1042 (citant le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.219).

[2471] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1042. Le Costa Rica affirme que le Panama importait des bananes du Costa Rica normalement depuis 2000. (*Ibid.*, paragraphe 1044 (citant INEC, Importations de bananes au Panama (2000) (pièce CRI-114))

[2472] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1043.

[2473] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1048 et 1050.

[2474] Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 62.

[2475] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 348. Voir aussi Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 63; et réponse à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphe 2.158.

[2476] Costa Rica, réponse à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphes 2.156 et 2.157 (citant OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123)). Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphes 346 et 347.

7.1249. En ce qui concerne la *deuxième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica soutient que la Mesure 4 n'a pas été fondée sur les renseignements pertinents disponibles au moment de son adoption.[2477]

7.1250. Le Costa Rica soutient que les "renseignements pertinents" dont le Panama disposait en octobre 2019 révélaient l'absence d'un risque associé aux importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica justifiant la fermeture du marché pendant la révision technique des PPI.[2478] Par conséquent, de l'avis du Costa Rica, la Mesure 4 n'a aucun "lien rationnel et objectif" avec les renseignements pertinents dont le Panama disposait en octobre 2019.[2479]

7.1251. S'agissant de la révision technique des PPI, le Costa Rica affirme que le Panama disposait des renseignements pertinents suivants:

a. Des renseignements sur le commerce historique des bananes plantains et des bananes avec le Costa Rica, y compris le fait que toutes les exportations étaient accompagnées d'un certificat phytosanitaire officiel d'exportation attestant que les expéditions avaient été inspectées et/ou testées pour veiller à ce qu'elles soient exemptes des organismes de quarantaine spécifiés par le Panama.[2480] Selon le Costa Rica, le Panama n'a identifié aucune situation nouvelle ou inattendue en ce qui concerne les importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica, ni aucun changement de la situation phytosanitaire du Costa Rica en ce qui concerne ces cultures.[2481]

b. Les renseignements pertinents des organisations internationales compétentes, à savoir les NIMP 2 et 20 élaborées sous les auspices du Secrétariat de la CIPV.[2482] Le Costa Rica allègue que le Panama a fait abstraction de la NIMP 2 étant donné que, bien qu'il y ait déjà un commerce de bananes plantains et de bananes avec le Costa Rica et qu'aucune situation nouvelle ou inattendue ne se soit présentée, il a appliqué une prohibition à l'importation.[2483] Il allègue également que le Panama n'a pas tenu compte de ce qui est prévu dans la NIMP 20 car, lorsqu'il a appliqué la Mesure 4, le Panama n'avait connaissance d'aucune situation "nouvelle ou inattendue" et n'avait signalé aucune "détection" ou "non-conformité répétée" ni aucun "cas de non-conformité important" en ce qui concerne les importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica nécessitant une action d'urgence, la suspension de permis ou la prohibition à l'importation.[2484]

[2477] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1065 et 1066; et deuxième communication écrite, paragraphe 350.

[2478] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1054. Le Costa Rica affirme en outre que les renseignements pertinents "n'indiquaient pas l'existence d'un risque phytosanitaire" et ne justifiaient pas la fermeture du marché, même à titre provisoire. (*Ibid.*, paragraphe 1065)

[2479] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1065; et deuxième communication écrite, paragraphe 356.

[2480] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1055 (citant SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes du Costa Rica (4 juillet 2019) (pièce CRI-190); et SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes plantains du Costa Rica (21 septembre 2019) (pièce CRI-191)).

[2481] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1056.

[2482] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1058 et 1061.

[2483] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1059 (citant CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 8, section 1.1.3).

[2484] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1060 (citant CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), pages 22 et 23).

c. Les renseignements pertinents qui découlent des mesures appliquées par d'autres Membres – en particulier l'Union européenne[2485] et les États-Unis[2486], étant donné que ces Membres n'interrompent pas le commerce pendant qu'ils révisent leurs PPI.[2487]

7.1252. S'il devait être considéré que la Mesure 4 a été adoptée pour faire face au risque d'introduction du Foc R4T, le Costa Rica soutient que le Panama n'avait aucune base objective lui permettant de prohiber les importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica en raison du Foc R4T en octobre 2019[2488] et disposait des renseignements suivants:

a. L'historique du commerce, qui démontre qu'avant d'adopter la Mesure 4, le Panama avait importé des bananes plantains et des bananes du Costa Rica tout à fait normalement.[2489]

b. Les NIMP 2 et 20, qui ne prévoient pas la fermeture du marché, à moins d'une situation nouvelle ou inattendue qui justifierait une mesure d'urgence. Selon le Costa Rica, une telle situation ne s'était pas présentée en ce qui concerne sa situation phytosanitaire au mois d'octobre 2019.[2490]

c. De nombreuses études de l'OIRSA concernant le Foc R4T, telles que son Dispositif d'intervention et l'ARP pour le Foc R4T, qui indiquaient, à l'unanimité, que les fruits du bananier plantain et du bananier ne sont pas des agents importants de transmission du parasite.[2491]

d. Les renseignements qui indiquent que le parasite est absent du territoire du Costa Rica.[2492]

e. Les mesures d'autres Membres – en particulier des États-Unis et d'autres pays de la région de l'OIRSA (tels que le Nicaragua, le Honduras, la République dominicaine, le Guatemala et le Costa Rica) – qui confirment que le Foc R4T est un parasite qui entraîne une prohibition à l'importation non pas de *fruits* du bananier plantain et du bananier, mais seulement de matériel de propagation, de parties de plantes et de sol *provenant de pays où le parasite est présent*.[2493]

[2485] Voir Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1063 (citant Projet de règlement d'exécution (UE) …/… de la Commission modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 2019/2072 (pièce CRI-193); et Commission européenne, Graphique concernant les agrumes: importations d'oranges (pièce CRI-194)).

[2486] Voir Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1063 (citant APHIS, USDA, Ordonnance fédérale DA-2017-34 (pièce CRI-195); et J. Kramer, "Fresh Blueberry Supplies Expand as U.S. Consumers Develop a Taste for Year-Round Blueberries", *Département de l'agriculture des États-Unis (USDA)* (7 décembre 2020) (pièce CRI-196)).

[2487] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1062 et 1064.

[2488] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 352.

[2489] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 352. Voir aussi Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1055.

[2490] Selon le Costa Rica, le Panama n'avait signalé aucune détection ou non-conformité répétée ni aucun "cas de non-conformité important" en ce qui concerne les importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica. Voir Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1067 et 1068; et deuxième communication écrite, paragraphe 354 (faisant référence à CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 8; et à CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161)), page 22).

[2491] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1069; et deuxième communication écrite, paragraphe 351 (citant les études suivantes de l'OIRSA: OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de Foc R4T dans un pays de la région de l'OIRSA* (2013) (pièce CRI-124); OIRSA, *Dispositif d'intervention face à un foyer de Foc R4T dans un pays de la région de l'OIRSA* (2017) (pièce CRI-187); OIRSA, *Analyse des risques phytosanitaires concernant le Foc R4T* (2018) (pièce CRI-188); OIRSA, *Analyse des risques phytosanitaires concernant le Foc R4T* (décembre 2018) (pièce CRI-189); et OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123)).

[2492] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1069; et deuxième communication écrite, paragraphe 351. Pour le Costa Rica, le fait qu'il pouvait exister une certaine incertitude en ce qui concerne le "niveau de l'association du parasite avec le fruit" n'avait aucune pertinence pour son cas, étant donné que le Foc R4T n'est pas présent sur son territoire. (*Ibid.*, paragraphe 352)

[2493] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1070 et 1071 (citant APHIS, USDA, Ordonnance fédérale DA-2021-10 (pièce CRI-197); Institut de la protection phytosanitaire et zoosanitaire du Nicaragua, Résolution exécutive n° 054-2019 (pièce CRI-198); Secrétariat d'État à l'agriculture et à l'élevage du Honduras, Décision n° 287-2016 (pièce CRI-199); Ministère de l'agriculture de la République dominicaine,

7.1253. En ce qui concerne la *troisième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica allègue que le Panama n'a identifié aucune insuffisance des renseignements dans ses communications d'octobre et décembre 2019.[2494] Il affirme qu'il s'est efforcé de coordonner les visites d'inspection dans ses usines de conditionnement sans succès.[2495] Il ajoute que, jusqu'au 22 février 2021, le Panama n'a pas répondu à ses communications ni n'a demandé de renseignements additionnels pour mettre fin à la fermeture du marché. Il ajoute qu'à cette date, le Panama n'avait pas non plus répondu aux demandes de coordination des visites ni identifié les renseignements additionnels nécessaires.[2496]

7.1254. Le Costa Rica soutient que, même à supposer que le Foc R4T soit la raison d'être de la mesure, le Panama n'a pas cherché à obtenir les renseignements additionnels nécessaires sur ce parasite.[2497] Il ajoute que le Panama n'a pas expliqué ce qu'il avait fait depuis octobre 2019 pour tenter d'obtenir des renseignements additionnels sur le risque présenté par le Foc R4T dans les fruits du bananier plantain et du bananier[2498], et n'est même pas en mesure d'identifier les lacunes en matière de renseignements avec clarté et cohérence.[2499] Le Costa Rica ajoute que les communications du Panama démontrent que celui-ci ne lui a jamais demandé de renseignements de quelque type que ce soit, ni sur ses usines de conditionnement ni sur le Foc R4T.[2500] Le Costa Rica soutient que le Panama aurait pu prendre en compte l'ARP pour le Foc R4T que l'OIRSA a publiée en octobre 2019.[2501] Il affirme que, dans une communication adressée au Panama, il s'est référé à cet ARP, a proactivement fourni des renseignements au Panama et a expliqué toutes les mesures que le Costa Rica mettait en œuvre depuis des années en ce qui concerne le Foc R4T, y compris les mesures recommandées et soutenues par l'OIRSA.[2502]

7.1255. En ce qui concerne la *quatrième prescription* de l'article 5:7, le Costa Rica allègue que le Panama n'a pas examiné sa mesure dans "un délai raisonnable"[2503] en faisant preuve d'"inactivité sans justification" pendant 1 an et 11 mois, depuis l'adoption de la Mesure 4, en octobre 2019, jusqu'à la date d'établissement du Groupe spécial, le 27 septembre 2021.[2504]

7.1256. Le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas mené son processus de révision technique des PPI avec la rapidité adéquate. Pour le Costa Rica, la pandémie de COVID-19 peut expliquer certains retards dans les inspections sur place des usines de conditionnement, mais elle ne peut pas justifier les changements de discours du Panama en ce qui concerne les raisons de la fermeture du marché, ou le silence absolu qu'il a maintenu face aux communications du Costa Rica pendant plus

Résolution n° RES-MA-2019-43 (pièce CRI-200); Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation du Guatemala, Décision ministérielle n° 260-2019 (pièce CRI-201); et SFE, Résolution n° 004- 2017-NR-SFE (pièce CRI-116)). Voir aussi Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 65; et deuxième communication écrite, paragraphe 355 a) à c). (italique dans l'original)

[2494] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1077 et 1079 (faisant référence à la Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); à la Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97); et à la Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103)).

[2495] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1080; et deuxième communication écrite, paragraphe 359 (citant la Note officielle n° DSFE-0079-2020 (pièce CRI-105), la Note officielle n° DSFE-0080-2020 (pièce CRI-106); et la Note officielle n° DSFE-0110-2021 (pièce CRI-108)).

[2496] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1080 et 1081 (citant la Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109)).

[2497] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1084, 1086 et 1088.

[2498] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 359.

[2499] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 361.

[2500] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 360 (faisant référence à Panama, réponse à la question n° 5 du Groupe spécial, page 14, et en particulier à l'affirmation du Panama selon laquelle il a demandé au Costa Rica "des renseignements sur le développement du Foc R4T et des renseignements vérifiés sur les établissements ou usines de transformation de bananes plantains et de bananes du Costa Rica").

[2501] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1085; et réponse à la question n° 79 du Groupe spécial, paragraphe 3.98 (citant OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123), page xii). Pour le Costa Rica, les ARP de l'OIRSA de 2018 et 2019 démontrent que le Panama n'avait aucun effort à faire pour obtenir des renseignements additionnels nécessaires à une évaluation plus objective du risque présenté par le Foc R4T. (Costa Rica, réponse à la question n° 79 du Groupe spécial, paragraphe 3.96) Voir aussi Costa Rica, réponse à la question n° 79 du Groupe spécial, paragraphe 3.99.

[2502] Costa Rica, réponse à la question n° 79 du Groupe spécial, note de bas de page 359 (faisant référence à la Note officielle n° DSFE-0533-2021 (pièce CRI-113)).

[2503] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1101.

[2504] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1102; et deuxième communication écrite, paragraphe 369.

d'un an.[2505] Le Costa Rica affirme que le Panama n'a eu aucune difficulté à obtenir les renseignements nécessaires à une révision technique de ses PPI et qu'il a bénéficié de toutes les facilités accordées par le Costa Rica pour procéder à l'homologation des usines de conditionnement.[2506]

7.1257. Le Costa Rica soutient en outre que, même si le Foc R4T était le motif de la Mesure 4, le Panama n'a pas examiné sa mesure dans un délai raisonnable.[2507] Selon lui, le Panama n'a eu aucune difficulté à obtenir les renseignements additionnels nécessaires parce qu'il disposait de renseignements généraux détaillés sur le Foc R4T. Le Costa Rica ajoute que, quasiment dès la date à laquelle il a adopté sa mesure, le Panama disposait d'une ARP complète et révisée, effectuée par un organisme régional pour la protection des plantes et la santé animale dont le Panama fait partie.[2508] Le Costa Rica considère que le Panama aurait pu examiner la Mesure 4 immédiatement, à la lumière de cette ARP.[2509] Il ajoute qu'il a fourni des renseignements au Panama sans que celui-ci les lui demande, afin de dissiper tout doute quant au sérieux avec lequel le Costa Rica gère les risques associés au Foc R4T.[2510] Le Costa Rica répète que ce n'est pas la pandémie de COVID-19 mais la passivité du Panama qui a empêché la vérification et l'homologation des usines de conditionnement costariciennes.[2511]

Panama

7.1258. Le Panama soutient que le Costa Rica ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait de démontrer que l'article 5:7 est inapplicable à la Mesure 4.[2512]

7.1259. S'agissant de la *première prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas démontré que, lorsque le Panama a adopté la Mesure 4, les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour procéder à une évaluation du risque de transmission du Foc R4T dans les bananes plantains et les bananes.[2513] Le Panama fait valoir que les preuves scientifiques indiquent l'existence possible d'un risque que le Foc R4T infecte les fruits du bananier et du bananier plantain, mais conclut qu'il faut davantage d'échantillons et d'enquêtes pour déterminer la probabilité que ce risque se concrétise.[2514]

7.1260. Le Panama fait valoir que l'OIRSA a confirmé qu'il n'y a pas suffisamment de renseignements scientifiques concernant le risque de transmission du Foc R4T dans le fruit du bananier plantain et du bananier, et que davantage d'études sont nécessaires pour déterminer le

[2505] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1100 et 1102. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 1092 à 1099 (où le Costa Rica présente son décompte des communications qu'il a échangées avec le Panama après la notification de la Mesure 4 au Costa Rica).

[2506] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1101.

[2507] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1103.

[2508] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1104; et réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphes 3.116 et 3.117.

[2509] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1104 (citant OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123); OIRSA, *Analyse des risques phytosanitaires concernant le Foc R4T* (2018) (pièce CRI-188); et OIRSA, *Analyse des risques phytosanitaires concernant le Foc R4T* (décembre 2018) (pièce CRI-189)).

[2510] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 368 (faisant référence à la Note officielle n° DSFE-0533-2021 (pièce CRI-113) et à ses annexes (voir les pièces CRI-116, CRI-118, CRI-119, CRI-120 à CRI-124 et CRI-360 à CRI-382)).

[2511] Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 68; et deuxième communication écrite, paragraphes 364 à 366 et 369 (citant la Note officielle n° DSFE-0079-2020 (pièce CRI-105); la Note officielle n° DSFE-0080-2020 (pièce CRI-106); la Note officielle n° DSFE-0348-2020 (pièce CRI-107); et la Note officielle n° DSFE-0110-2021 (pièce CRI-108)).

[2512] Panama, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 39; et deuxième communication écrite, paragraphe 233.

[2513] Panama, première communication écrite, paragraphe 397; et deuxième communication écrite, paragraphe 201. Il convient de noter que le Panama considère que "les bananes plantains *sont* des bananes", et se réfère parfois seulement aux "bananes", et non aux "bananes plantains et bananes". (Voir Panama, réponse à la question n° 62 du Groupe spécial, paragraphe 177.)

[2514] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 202. Pour le Panama, il s'agit d'un exemple typique de la situation prévue à l'article 5:7 car il y a des éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque, mais pas assez pour pouvoir procéder à une évaluation du risque. (Panama, première communication écrite, paragraphe 396; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 51; et deuxième communication écrite, paragraphes 204 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678) et 212)

niveau de l'association du parasite avec le fruit comme contaminant.[2515] Il identifie d'autres preuves scientifiques qui, à son avis, sont dans le même esprit, comme l'avis scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) de décembre 2021.[2516] Le Panama note que les preuves scientifiques figurant dans cette étude – qui montrent que le Foc R4T peut envahir le pédoncule par l'intermédiaire du faisceau vasculaire du xylème, causant une décoloration – ont mis en question les preuves scientifiques antérieures qui avaient écarté la possibilité d'une propagation du Foc R4T par le biais du fruit du bananier. Il affirme que ces preuves scientifiques ultérieures ont conduit ses autorités à réviser leurs conclusions antérieures concernant le risque de transmission du Foc R4T dans les bananes plantains et les bananes une fois que l'entrée du Foc R4T dans la région a été confirmée.[2517]

7.1261. Le Panama soutient que, pour évaluer le risque d'entrée et d'établissement du Foc R4T, l'ARP de l'OIRSA s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle les processus de nettoyage et de conditionnement appliqués dans les pays exportateurs sont suffisants pour obtenir le niveau approprié de protection reflété dans cette ARP.[2518] Il affirme qu'il n'était pas prêt à procéder sur la base de telles suppositions étant donné le niveau approprié de protection "très restrictif" qu'il a adopté en tenant compte du fait que le Foc R4T est "une *menace existentielle*" pour la production de bananes plantains et de bananes.[2519] Selon le Panama, il a donc engagé un processus de révision des PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes et a ensuite insisté pour vérifier sur place les conditions phytosanitaires des établissements produisant ces fruits.[2520]

7.1262. En ce qui concerne la *deuxième prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 4 n'avait pas été adoptée sur la base des renseignements pertinents disponibles au sens de cette disposition.[2521] Il note que cette mesure a été fondée sur les "renseignements pertinents" disponibles au moment de son adoption, à savoir a) les preuves scientifiques indiquant l'existence possible d'un risque présenté par le Foc R4T dans les fruits du bananier et du bananier plantain; et b) l'absence de renseignements vérifiés sur les conditions phytosanitaires des établissements costariciens produisant des bananes plantains et des bananes, étant donné que ces établissements n'avaient jamais été homologués par les autorités du Panama.[2522]

7.1263. Le Panama soutient que les NIMP 2 et 20 identifiées par le Costa Rica ne constituent pas des "renseignements pertinents" au sens de l'article 5:7 parce qu'il s'agit de normes génériques qui ne traitent pas du risque phytosanitaire présenté par le Foc R4T dans le fruit du bananier plantain et du bananier.[2523] Il ajoute qu'il n'était pas tenu d'attendre que le Foc R4T soit détecté sur son

[2515] Panama, première communication écrite, paragraphe 394 (citant OIRSA, *Analyse des risques phytosanitaires concernant le Foc R4T* (2018) (pièce CRI-188), page 118; et OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123), page 122); et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 49.

[2516] Voir Panama, première communication écrite, paragraphe 395 (citant EFSA, Groupe de travail sur la préservation des végétaux, "Scientific opinion on the pest categorisation of *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* Tropical Race 4" (2022) (pièce PAN-59), pages 9 et 11; et Bai *et al.* (2020) (pièce PAN-75), page 315); déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 50; et deuxième communication écrite, paragraphes 202 et 203. Le Panama affirme que davantage d'études sur "[l]a capacité [du Foc R4T] de coloniser encore davantage le xylème des régimes et des doigts" sont nécessaires pour évaluer ce risque. (Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 212)

[2517] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 204 (citant EFSA, Groupe de travail sur la préservation des végétaux, "Scientific opinion on the pest categorisation of *Fusarium oxysporum* f. sp. *cubense* Tropical Race 4" (2022) (pièce PAN-59), page 9).

[2518] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 210.

[2519] Voir Panama, déclaration finale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 9. (italique dans l'original) Le Panama affirme que le Foc R4T est la "menace la plus grave pour la production de bananes et de bananes plantains". (Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 188; et déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 38)

[2520] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 211; et réponse à la question n° 216 du Groupe spécial, paragraphe 301.

[2521] Panama, première communication écrite, paragraphe 408; et deuxième communication écrite, paragraphe 220.

[2522] Panama, première communication écrite, paragraphe 398; déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 51; et deuxième communication écrite, paragraphe 213.

[2523] Panama, première communication écrite, paragraphe 401; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 54.

territoire avant de suspendre temporairement l'importation de bananes plantains et de bananes.[2524] Selon le Panama, cette interprétation le priverait de son droit d'adopter un niveau approprié de protection supérieur à celui qui est reflété dans les NIMP, et irait à l'encontre du consensus scientifique selon lequel les mesures préventives sont les plus efficaces en ce qui concerne le Foc R4T.[2525]

7.1264. Le Panama affirme en outre que l'OIRSA – dans le même esprit que d'autres preuves scientifiques – a indiqué qu'il y a des éléments de preuve reconnaissant la possibilité d'un risque présenté par le Foc R4T dans le fruit du bananier plantain et du bananier, mais note que davantage d'études sont nécessaires pour déterminer le niveau de l'association du parasite avec le fruit comme contaminant.[2526] Par ailleurs, le Panama affirme que les mesures identifiées par le Costa Rica n'indiquent pas que les fruits du bananier et du bananier plantain ne sont pas une filière de dissémination du Foc R4T.[2527] Le Panama ajoute que le fait que d'autres Membres ont adopté des mesures fondées sur un niveau approprié de protection inférieur au sien ne nie pas son droit d'adopter une mesure provisoire fondée sur certains éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque, mais pas assez pour pouvoir procéder à l'évaluation du risque.[2528] Le Panama affirme que le Costa Rica s'appuie sur l'hypothèse erronée que le niveau approprié de protection d'un Membre n'est pas pertinent pour la détermination de la mesure provisoire à adopter.[2529] Le Panama soutient qu'à la lumière de son expérience d'une autre variante du Foc, il a établi un niveau approprié de protection plus élevé qui l'oblige à mener, dans le cadre de son évaluation du risque, certaines enquêtes qui s'écartent des paramètres pris en considération par l'OIRSA et d'autres Membres et des enquêtes menées par eux.[2530] Selon le Panama, son niveau approprié de protection exige de vérifier sur place les conditions phytosanitaires des établissements produisant des bananes plantains et des bananes au Costa Rica.[2531]

7.1265. S'agissant de la *troisième prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas démontré qu'il n'avait pas essayé d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires à une évaluation plus objective du risque en question.[2532] Le Panama affirme qu'il a essayé d'obtenir ces renseignements en demandant des renseignements vérifiés par les autorités panaméennes sur les conditions phytosanitaires dans les établissements du Costa Rica produisant des bananes plantains et des bananes.[2533] Selon lui, comme le confirme l'OIRSA[2534], ces renseignements sont

[2524] Le Panama note qu'il serait absurde que la NIMP 20 constitue des renseignements pertinents aux fins de l'article 5:7, étant donné que le Foc R4T représente la plus grande menace pour la production bananière actuelle et que, "[u]ne fois qu'il est détecté, il est trop tard, et il est probable qu'il se soit déjà étendu hors de cette zone sans être reconnu". (Panama, première communication écrite, paragraphe 403; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 54)

[2525] Panama, première communication écrite, paragraphe 402.

[2526] Panama, première communication écrite, paragraphe 404 (citant OIRSA, *Analyse des risques phytosanitaires concernant le Foc R4T* (2018) (pièce CRI-188), page 118; et OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123), page 122). Selon le Panama, l'OIRSA n'a pas affirmé que les fruits du bananier plantain et du bananier ne sont pas une filière de dissémination du Foc R4T. (Panama, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 55)

[2527] Panama, première communication écrite, paragraphe 406 (citant APHIS, USDA, Ordonnance fédérale DA-2021-10 (pièce CRI-197)). Selon le Panama, les mesures du Nicaragua, de la République dominicaine, du Guatemala et du Costa Rica ne disent rien à cet égard, tandis que la mesure des États-Unis considère expressément que le fruit n'est pas une filière "importante" pour le Foc R4T. (*Ibid*.)

[2528] Panama, première communication écrite, paragraphe 406 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678).

[2529] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 217.

[2530] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 218 et 219 (citant les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 685).

[2531] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 219.

[2532] Panama, première communication écrite, paragraphes 409 et 420; et deuxième communication écrite, paragraphe 221.

[2533] Panama, première communication écrite, paragraphe 410; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 56.

[2534] Le Panama affirme que l'OIRSA admet que les renseignements sur les conditions phytosanitaires qui existent dans les usines de bananes sont pertinents pour une évaluation du risque concernant la probabilité de transmission du Foc R4T à partir d'un pays exportateur via la filière du fruit du bananier. Il se réfère aux affirmations de l'OIRSA selon lesquelles la mise en œuvre de processus visant à garantir que les produits alimentaires sont exempts de contamination physique, chimique et biologique fait que les fruits frais du bananier destinés à l'exportation présentent un risque d'établissement du parasite très faible; et le fait que les fruits frais destinés à l'exportation passent généralement par un processus de lavage et de conditionnement fait aussi que la dissémination du parasite a un niveau de risque très faible. Toutefois, selon le Panama,

pertinents pour procéder à une évaluation du risque présenté par le Foc R4T dans la banane et la banane plantain du Costa Rica.[2535] Le Panama affirme que, dans sa note du 18 décembre 2019, il a clairement communiqué les renseignements nécessaires au Costa Rica. Il ajoute qu'il a rappelé au Costa Rica qu'il était nécessaire de réviser et de modifier les PPI pertinentes en raison de l'alerte nationale au Foc R4T du Panama, et que les prescriptions en vigueur prévoyaient l'évaluation des établissements ou des usines de conditionnement. Le Panama soutient qu'il s'est dit disposé à effectuer les visites de vérification en 2020[2536], et que le Costa Rica a reconnu la tentative du Panama d'obtenir les renseignements additionnels et a essayé, du moins initialement, de faciliter ses efforts.[2537] Le Panama affirme que les efforts qu'il a faits pour obtenir les renseignements additionnels nécessaires ont été contrariés par les mesures prises pour contenir la pandémie de COVID-19, tant au Panama qu'au Costa Rica.[2538]

7.1266. En ce qui concerne la *quatrième prescription* de l'article 5:7, le Panama soutient que le Costa Rica n'est pas parvenu à établir qu'il n'avait pas examiné la Mesure 4 dans "un délai raisonnable".[2539] Pour le Panama, la question pertinente est de savoir s'il a été possible pour ses autorités de procéder à la vérification sur place des établissements costariciens produisant des bananes plantains et des bananes entre le 30 janvier 2020, date à laquelle le Costa Rica a confirmé qu'il était prêt à prendre les mesures nécessaires pour pouvoir obtenir l'homologation des usines de conditionnement des deux produits, et le 27 septembre 2021, date à laquelle le présent Groupe spécial a été établi. Le Panama soutient qu'il ressort clairement du dossier que les circonstances liées à la pandémie de COVID-19 ont rendu impossibles la coordination, la programmation et la réalisation des visites de vérification sur place pendant la période considérée.[2540] Pour lui, dans ces circonstances, il n'y a pas eu de retard dans la réponse ou l'examen des communications du Costa Rica du 30 janvier et du 6 mai 2020.[2541] Le Panama ajoute que le Membre importateur ne peut pas être considéré comme n'ayant pas satisfait à la prescription de l'article 5:7 imposant d'examiner la mesure provisoire dans un délai raisonnable tant qu'il lui manque les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque parce que le Membre exportateur a refusé de les communiquer.[2542]

7.6.1.2.1.2 Évaluation du Groupe spécial

Critère juridique pertinent

7.1267. Comme cela a été indiqué précédemment, pour qu'une mesure SPS soit considérée comme couverte par l'article 5:7, le Membre qui l'adopte doit satisfaire à quatre prescriptions cumulatives, à savoir: adopter la mesure a) dans une situation où "les preuves scientifiques pertinentes [sont] insuffisantes"; et b) "sur la base des renseignements pertinents disponibles"; c) "s'efforcer[]

l'OIRSA s'appuie sur une supposition sur les conditions phytosanitaires pertinentes que le Panama n'est pas disposé à accepter. (Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 224 et 225)

[2535] Panama, déclaration finale à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 12.

[2536] Panama, première communication écrite, paragraphe 411 (citant la Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103)).

[2537] Panama, première communication écrite, paragraphe 412; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 57 (faisant référence à la Note officielle DSFE-0079-2020 (pièce CRI-105)).

[2538] Panama, première communication écrite, paragraphes 413 (citant la Note officielle n° DSFE-0348-2020 (pièce CRI-107)) et 414; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 58. Voir aussi Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 230 et 231.

[2539] Panama, première communication écrite, paragraphe 432; et deuxième communication écrite, paragraphes 227 et 232.

[2540] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 229 (citant la Note officielle n° DSFE-0079-2020 (pièce CRI-105) et faisant référence à Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 76 à 80). Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphes 423 et 430; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 59. Le Panama fait valoir que, depuis décembre 2019, il s'est montré disposé à effectuer les visites de vérification nécessaires dans les établissements costariciens concernés en 2020, mais la pandémie de COVID-19 a empêché ces visites. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 424 à 428 (citant la Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103)))

[2541] Panama, réponse à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 58.

[2542] Panama, réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphes 243 à 245.

d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et d) "examiner[] en conséquence la mesure … dans un délai raisonnable".[2543]

7.1268. Comme pour les Mesures 1 et 3, le Groupe spécial examinera tout d'abord si le Panama a adopté la mesure dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes.

Question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 4 dans une situation où les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes

7.1269. Le Groupe spécial observe que le Costa Rica présente deux axes d'argumentation, faisant valoir que le Panama a changé son discours en ce qui concerne l'objectif de la Mesure 4. L'axe d'argumentation principal du Costa Rica est centré sur la révision technique des PPI visant les bananes plantains et les bananes comme motif de la Mesure 4. Cependant, le Costa Rica a également développé un autre axe d'argumentation au cas où le Groupe spécial considérerait que l'adoption de la Mesure 4 est liée au risque d'introduction du Foc R4T sur le territoire panaméen, comme l'allègue le Panama.

7.1270. En ce qui concerne l'existence d'une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes, le Costa Rica soutient que la révision technique des PPI est la question pour laquelle il faudrait déterminer si, au mois d'octobre 2019, il existait "des éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque, mais pas assez pour pouvoir procéder à l'évaluation du risque". À cet égard, le Costa Rica soutient qu'il n'existait pas d'éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque associé à la révision technique des PPI.[2544] Il considère qu'on ne peut pas prohiber les importations d'un produit uniquement parce qu'on engage un processus de révision technique des PPI.[2545]

7.1271. Si le Groupe spécial devait considérer que le motif de la Mesure 4 est le Foc R4T, le Costa Rica allègue que le Panama disposait de preuves scientifiques suffisantes pour procéder à une évaluation des risques lorsqu'il a adopté cette mesure[2546], étant donné que le Foc est l'un des parasites les plus étudiés au monde[2547], et que l'OIRSA avait élaboré une ARP concernant le Foc R4T.[2548]

7.1272. Le Panama, quant à lui, met l'accent sur l'insuffisance alléguée des preuves scientifiques concernant le risque possible que le Foc R4T infecte les fruits du bananier plantain et du bananier qui, à son avis, a déclenché la révision des PPI.[2549] Il indique en outre qu'il avait besoin de renseignements vérifiés par les autorités panaméennes sur les conditions phytosanitaires dans les établissements du Costa Rica produisant des bananes plantains et des bananes.[2550]

7.1273. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:7 vise les situations dans lesquelles les lacunes de l'ensemble des preuves scientifiques ne permettent pas à un Membre, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques.[2551] Cette disposition fait en outre référence à l'objectif consistant à "procéder à une évaluation plus objective du risque". Par conséquent, le risque auquel le Membre cherche à faire face a une incidence sur l'évaluation à laquelle le Membre doit procéder et les renseignements nécessaires à cette fin.

7.1274. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que le risque auquel le Membre qui impose la mesure cherche à faire face fait également partie de la détermination de l'objectif de la mesure. Il rappelle

---

[2543] Voir plus haut le paragraphe 7.109 (citant les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89; *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 676; *Japon – Pommes*, paragraphe 176; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 5.107).

[2544] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1040.

[2545] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1041.

[2546] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1048 et 1050.

[2547] Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 62.

[2548] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 348. Voir aussi Costa Rica, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 63; et réponse à la question n° 59 du Groupe spécial, paragraphe 2.158.

[2549] Panama, première communication écrite, paragraphe 380.

[2550] Panama, première communication écrite, paragraphe 410; et déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 56.

[2551] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179; et *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 674 et 677.

également la constatation qu'il a faite plus haut au paragraphe 7.1213 selon laquelle, comme cela a été communiqué au Costa Rica dans les notes d'octobre 2019, le motif pour lequel le Panama a adopté la Mesure 4 était l'engagement de la révision des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes et l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains. En ce sens, il a estimé que l'objectif de la Mesure 4 est de protéger contre les risques que le Panama cherchait à traiter au moyen de cette révision et de cette homologation. À son avis, les éléments de preuve versés au dossier ne démontrent pas que l'objectif de la Mesure 4 est de protéger contre le risque d'introduction du Foc R4T sur le territoire panaméen. Compte tenu de ces constatations concernant l'objectif de la Mesure 4, le Groupe spécial axera son analyse au titre de l'article 5:7 sur l'objectif de protection phytosanitaire face aux risques que le Panama cherchait à traiter au moyen de la révision des résolutions pertinentes et de l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains. En conséquence, il n'examinera pas les arguments des parties relatifs au risque d'introduction du Foc R4T sur le territoire panaméen.

7.1275. Le Groupe spécial observe que le Panama n'identifie aucune lacune dans les preuves scientifiques concernant le processus de révision technique des PPI. Comme il est expliqué ci-après, dans son argumentation, le Panama établit un lien entre l'absence de renseignements vérifiés par ses autorités au sujet des usines de conditionnement du Costa Rica et le risque d'introduction du Foc R4T. Par conséquent, toute l'argumentation du Panama au titre de l'article 5:7 se rapporte au Foc R4T, et l'exclusion des arguments relatifs au Foc R4T comprend tous les arguments du Panama au titre de l'article 5:7. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que, dans la Note n° AUPSA-AG-392-2019, au moyen de laquelle il a informé le Costa Rica de la Mesure 4 visant la banane plantain, le Panama indique que, lorsque le processus de révision technique des PPI a été engagé, il a été observé que l'AUPSA n'avait pas procédé à l'homologation des usines de conditionnement prévue dans la résolution rendue inactive.[2552] Par la suite, le Panama a également évoqué la nécessité d'homologuer les usines de conditionnement de bananes.[2553] Toutefois, au cours de la présente procédure, le Panama a affirmé que l'absence d'homologation des usines par ses autorités était préoccupante compte tenu de l'état d'alerte national au Foc R4T, de son niveau approprié de protection correspondant et du fait qu'il partage une frontière avec le Costa Rica.[2554] Il a ajouté que son "niveau approprié de protection très restrictif" pour le Foc R4T ne lui permettait pas de procéder sur la base de suppositions selon lesquelles les processus de nettoyage et de conditionnement des pays exportateurs étaient suffisants.[2555]

7.1276. Le Panama n'a pas présenté d'arguments pour réfuter l'allégation du Costa Rica selon laquelle il n'y avait pas de situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes en ce qui concerne la révision technique des PPI, au cas où le Groupe spécial n'accepterait pas que le motif de la Mesure 4 était le Foc R4T.

7.1277. Dans ce contexte, étant donné l'absence d'arguments du Panama qui réfutent l'allégation du Costa Rica selon laquelle il n'y avait pas de situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes en ce qui concerne la révision technique des PPI, le Groupe spécial évaluera si le Costa Rica s'est acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait au titre de l'article 5:7. Comme il a été indiqué plus haut, le Groupe spécial considère que, ayant invoqué l'inapplicabilité de l'article 5:7 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica doit s'acquitter de la charge initiale qui lui incombe de montrer que la Mesure 4 n'est pas couverte par l'article 5:7.

[2552] Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95).

[2553] Note n° DM-N-1352-2019 (pièce CRI-103). Le Groupe spécial observe que la prescription relative à l'homologation des usines de conditionnement est expressément établie uniquement dans le règlement relatif à l'importation de bananes plantains, et non dans le règlement relatif à l'importation de bananes. Le Panama affirme qu'il peut exiger l'inspection et l'homologation des usines de bananes plantains comme de bananes, étant donné que la loi panaméenne autorise les autorités panaméennes à prendre des mesures pour atténuer le risque phytosanitaire, y compris des mesures préventives. (Panama, réponse à la question n° 62 du Groupe spécial, paragraphes 180 à 184) Bien qu'il ait noté que l'homologation des usines de conditionnement de bananes ne semblait pas avoir de fondement juridique, le Costa Rica s'est dit disposé à faciliter l'homologation des usines pour les deux produits. (Voir la Note officielle n° DSFE-0079-2020 (pièce CRI-105); la Note officielle n° DFSE-0080-2020 (pièce CRI-106); et Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 367.)

[2554] Panama, première communication écrite, paragraphe 361. Voir aussi Panama, réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 172.

[2555] Panama, deuxième communication écrite, paragraphes 210 et 211.

Pour ce faire, le Costa Rica doit montrer que la Mesure 4 ne satisfait pas à au moins une des prescriptions cumulatives énoncées à l'article 5:7.[2556]

7.1278. Le Groupe spécial procède à l'examen des arguments du Costa Rica concernant le point de savoir si le Panama disposait de preuves scientifiques suffisantes au sujet de la révision technique des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes.

7.1279. Le Costa Rica soutient qu'en octobre 2019, le Panama ne se trouvait pas dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes, étant donné qu'il disposait des données sur le commerce historique des bananes plantains et des bananes avec le Costa Rica. Selon lui, le Panama savait que, comme d'autres pays, il avait importé ces fruits du Costa Rica sans qu'il y ait eu de situation de risque phytosanitaire.[2557] En ce qui concerne les renseignements sur le commerce historique des bananes plantains et des bananes avec le Costa Rica, celui-ci affirme que le Panama savait que toutes les exportations du Costa Rica étaient accompagnées d'un certificat phytosanitaire officiel d'exportation attestant que les expéditions avaient été inspectées et/ou testées pour veiller à ce qu'elles soient exemptes des organismes de quarantaine spécifiés par le Panama.[2558]

7.1280. Le Costa Rica fournit des données commerciales de l'INEC du Panama qui montrent qu'il y a eu des importations de bananes plantains fraîches du Costa Rica au Panama en 2014 et 2019[2559] et de bananes fraîches en 2000 et pendant la période 2017-2019.[2560] Le Groupe spécial convient avec le Costa Rica que l'importation préalable de bananes plantains et de bananes, y compris au cours des années précédant immédiatement l'adoption de la Mesure 4, fournit des renseignements pertinents concernant les risques liés à cette importation. En particulier, conformément aux PPI applicables[2561], le Costa Rica présentait des certificats phytosanitaires qui contenaient des renseignements sur l'exportateur et le lieu d'origine, entre autres choses, et certifiaient que les produits "ont été inspectés … et sont considérés comme exempts des organismes de quarantaine spécifiés par [le Panama] et comme satisfaisant aux prescriptions phytosanitaires en vigueur [du Panama], … et sont considérés comme étant substantiellement exempts d'autres parasites".[2562]

7.1281. Le Costa Rica considère qu'il faut déterminer si, en ce qui concerne la révision technique des PPI, il existait, au mois d'octobre 2019, "des éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque, mais pas assez pour pouvoir procéder à l'évaluation du risque".[2563] À cet égard, le Costa Rica soutient qu'en octobre 2019, il n'existait pas d'éléments de preuve indiquant l'existence possible d'un risque associés à cette révision. Le Costa Rica soutient que la révision des politiques phytosanitaires n'engendre pas l'apparition de risques phytosanitaires, et qu'on ne peut pas prohiber les importations d'un produit uniquement parce qu'on engage un processus de révision technique des PPI.[2564] Le Groupe spécial comprend que la position du Costa Rica est qu'en l'absence de nouvelles preuves scientifiques liées au risque associé à l'importation de bananes plantains et de

[2556] Voir plus haut le paragraphe 7.121.

[2557] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1042. Le Costa Rica affirme que le Panama importait des bananes du Costa Rica normalement depuis 2000. (*Ibid.*, paragraphe 1044 (citant INEC, Importations de bananes au Panama (2000) (pièce CRI-114)) Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 352 (citant INEC, Importations de bananes plantains au Panama (2014) (pièce CRI-117); INEC, Importations de bananes plantains au Panama (2019-2020) (pièce CRI-143); et INEC, Importations de bananes au Panama (2017-2020) (pièce CRI-115)).

[2558] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1055 (citant SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes du Costa Rica (4 juillet 2019) (pièce CRI-190); et SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes plantains du Costa Rica (21 septembre 2019) (pièce CRI-191)).

[2559] INEC, Importations de bananes plantains au Panama (2014) (pièce CRI-117); et INEC, Importations de bananes plantains au Panama (2019-2020) (pièce CRI-143).

[2560] INEC, Importations de bananes au Panama (2000) (pièce CRI-114); et INEC, Importations de bananes au Panama (2017-2020) (pièce CRI-115).

[2561] Voir la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), article 3; et la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98), article 3.

[2562] SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes du Costa Rica (4 juillet 2019) (pièce CRI-190); et SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes plantains du Costa Rica (21 septembre 2019) (pièce CRI-191). Le certificat phytosanitaire pour les bananes plantains contient une déclaration additionnelle certifiant que, d'après le résultat de l'analyse en laboratoire, "[i]l n'a pas été signalé de mouches des fruits dans les musacées vertes au Costa Rica".

[2563] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1040 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678).

[2564] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1040 et 1041.

bananes costariciennes, il ne se présente pas de situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes.

7.1282. Le Groupe spécial observe que, selon le Panama, lorsque l'AUPSA élaborait les PPI pour les bananes plantains et les bananes, elle procédait à une vérification des organismes nuisibles suscitant des préoccupations signalés par les ONPV des pays d'origine, qui "constituait l'analyse du risque du Panama mais n'était pas documentée comme telle".[2565] Par conséquent, avant l'imposition de la Mesure 4, l'importation des produits en question était autorisée conformément aux PPI établies sur la base d'une vérification des parasites que le Panama considérait comme une évaluation des risques suffisante pour obtenir son niveau approprié de protection.

7.1283. Dans ces circonstances, le Groupe spécial comprend que, comme le soutient le Costa Rica, pour que les preuves scientifiques que le Panama juge suffisantes deviennent insuffisantes pour procéder à une évaluation du risque, il doit y avoir une nouvelle preuve scientifique qui remette en question ce qui était connu auparavant au sujet du risque pertinent. Le Groupe spécial considère qu'en l'absence d'une quelconque modification de l'ensemble des preuves scientifiques pertinentes à la disposition du Panama en l'espèce, on ne peut pas étayer l'idée que la situation de ces preuves scientifiques pertinentes soit passée d'un état de suffisance à un état d'insuffisance. En tout état de cause, le Groupe spécial rappelle que l'évolution des preuves scientifiques n'implique pas nécessairement que les preuves scientifiques pertinentes qui étaient jusqu'à présent suffisantes deviennent insuffisantes, mais peut signifier qu'il faut revoir l'évaluation du risque existante ou procéder à une nouvelle évaluation.[2566]

7.1284. Le Costa Rica se réfère à la NIMP 2 pour affirmer que, bien que les pays puissent entreprendre "un examen national des réglementations, exigences ou opérations phytosanitaires", "[d]ans le cas d'un commerce existant, aucune mesure nouvelle ne devrait être appliquée jusqu'à ce que l'ARP révisée ou nouvelle soit terminée, sauf si cela est rendu nécessaire par une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue pouvant nécessiter des mesures d'urgence".[2567]

7.1285. De l'avis du Groupe spécial, en faisant référence à cette orientation de la NIMP 2, le Costa Rica laisse entendre que de nouvelles mesures peuvent être appliquées: a) lorsqu'une ARP nouvelle ou révisée a été achevée, ou b) lorsqu'il existe des situations phytosanitaires nouvelles ou inattendues qui peuvent exiger des mesures d'urgence. Dans le cadre de la CIPV et des NIMP, les mesures d'urgence sont appliquées dans des situations d'urgence face à une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue et peuvent être ou non des mesures provisoires.[2568] Par conséquent, les NIMP étayent également l'idée qu'en l'absence d'une évaluation des risques, il doit y avoir une modification de la situation pour qu'une nouvelle mesure soit adoptée, qu'elle soit provisoire ou non.

7.1286. Le Groupe spécial rappelle que les NIMP qui peuvent servir de contexte à la NIMP 2 établissent un lien entre l'adoption de mesures ou d'actions d'urgence et la détection préalable d'un parasite.[2569] Le dossier n'indique pas que des situations nouvelles ou inattendues soient survenues en ce qui concerne l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes. Le Panama ne présente aucun argument ou élément de preuve concernant l'existence de détections de parasites (qu'il s'agisse du Foc R4T ou d'un autre parasite) dans des expéditions de bananes plantains et de bananes costariciennes liées à l'adoption de la Mesure 4. Même si l'on tient compte du fait que les détections à l'origine peuvent constituer une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue[2570], le Panama n'affirme pas que le statut phytosanitaire du Costa Rica en ce qui concerne un organisme nuisible qui suscite des préoccupations affectant les bananes plantains ou les bananes (qu'il s'agisse du Foc R4T ou d'un autre parasite) ait changé d'une manière qui aurait conduit à l'adoption de la Mesure 4. En outre, sachant que les situations nouvelles ou inattendues peuvent ne pas se limiter à

[2565] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphes 30 et 31.

[2566] Voir plus haut le paragraphe 7.136.

[2567] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1041 (citant CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 8, section 1.1.3).

[2568] La version de la NIMP 5 de 2018 qui figure dans le dossier définit une "mesure d'urgence" comme une "[m]esure phytosanitaire adoptée de façon urgente dans une situation phytosanitaire nouvelle ou imprévue. Une mesure d'urgence peut être provisoire mais ne l'est pas nécessairement." (CIPV, NIMP 5 (pièce CRI-75), page 17)

[2569] Voir plus haut les paragraphes 7.989 à 7.992.

[2570] D'après la NIMP 2, un changement dans la situation phytosanitaire dans une zone peut être une raison d'entreprendre une nouvelle ARP, même s'il n'est pas indiqué qu'un tel changement justifie une mesure d'urgence. (CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 8, sections 1.1.2 et 1.1.3)

une détection[2571], le Groupe spécial observe que le Panama ne présente aucun argument ou élément de preuve concernant l'existence de situations nouvelles ou inattendues associées à l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes.[2572]

7.1287. La seule détection dans des expéditions des produits en question que le Panama mentionne est celle du pesticide chlorpyriphos à des niveaux supérieurs à la LMR pertinente dans une expédition de bananes costariciennes le 26 septembre 2019.[2573] Selon le Panama, cette détection "a suscité de nouvelles préoccupations concernant les conditions phytosanitaires de la production de bananes au Costa Rica".[2574] Toutefois, le Panama a confirmé que la détection de chlorpyriphos dans des bananes costariciennes pendant l'alerte nationale au Foc R4T n'avait pas motivé l'adoption de la Mesure 4 et que, par conséquent, dans son analyse au titre de l'article 5:7, le Groupe spécial ne devait pas examiner si les preuves scientifiques étaient insuffisantes en ce qui concerne les risques associés au chlorpyriphos dans des bananes costariciennes.[2575] En outre, le Groupe spécial observe que le non-respect de la LMR pertinente constitue un non-respect des prescriptions en matière de sécurité sanitaire et ne concerne pas le caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes pour une évaluation du risque d'entrée, d'établissement ou de dissémination de parasites ou de maladies et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter.[2576]

7.1288. Pour les raisons exposées plus haut, le Groupe spécial considère que le dossier ne contient aucun élément de preuve attestant qu'une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue se soit produite en ce qui concerne l'importation de bananes plantains et de bananes originaires du Costa Rica dans le cadre du processus de révision des résolutions pertinentes.

7.1289. En plus de faire valoir qu'en l'absence de situations phytosanitaires nouvelles ou inattendues, il n'y avait aucun risque lié à l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes, le Costa Rica allègue que l'absence d'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains n'indiquait pas non plus l'existence possible d'un risque concernant les importations de bananes plantains. Le Costa Rica ajoute que l'absence de cette homologation n'avait jamais constitué une raison pour que le Panama empêche l'entrée de bananes plantains costariciennes sur son marché.[2577]

7.1290. À cet égard, le Groupe spécial observe que, comme il ressort de la communication du Panama au Costa Rica du 10 octobre 2019, le Panama s'est rendu compte du non-respect d'une prescription de la réglementation en vigueur avant l'adoption de la Mesure 4.[2578] La prescription en question exige que, dans le certificat phytosanitaire qui accompagne les importations de bananes plantains costariciennes, il soit déclaré que les bananes plantains proviennent de zones ou sites de production et d'usines de conditionnement soumis à inspection et enregistrement par l'ONPV du pays d'origine et, s'agissant des *usines de conditionnement*, à *homologation par l'AUPSA*".[2579] Comme indiqué plus haut, l'importation des produits en question au Panama était autorisée conformément aux PPI établies sur la base d'une vérification des parasites que le Panama considérait comme une évaluation des risques suffisante pour obtenir son niveau approprié de protection.[2580] En outre, comme le Costa Rica l'a observé, l'absence d'homologation des usines de conditionnement n'a pas,

[2571] Voir plus haut le paragraphe 7.993.

[2572] Le Groupe spécial rappelle que le Panama indique seulement qu'il ne pouvait attendre d'intercepter le Foc R4T, considérant que ce parasite représente la *plus grande* menace pour la production bananière actuelle. (Panama, déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 54) (italique dans l'original)

[2573] Note n° DNSV-0113-2021-OIAR (pièce CRI-109).

[2574] Panama, première communication écrite, paragraphes 361 et 362; et réponse à la question n° 60 du Groupe spécial, paragraphe 172.

[2575] Panama, réponse à la question n° 198 du Groupe spécial, paragraphe 252.

[2576] Comme l'objectif de la Mesure 4 est de préserver les bananes plantains et les bananes sur le territoire du Panama des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, de l'avis du Groupe spécial, l'évaluation des risques pertinente est celle qui est définie dans la première phrase de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS, à savoir l'"[é]valuation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter".

[2577] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1043.

[2578] Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95).

[2579] Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), article 3.2. (pas d'italique dans l'original)

[2580] Voir plus haut le paragraphe 7.1282.

auparavant, empêché l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes conformément aux PPI applicables et, en octobre 2019, il n'y avait pas eu de situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue concernant un quelconque parasite dans les bananes plantains et les bananes du Costa Rica. Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, le fait que le Panama s'est rendu compte du non-respect de cette prescription par ses propres autorités ne démontre pas en soi que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques pour la préservation des végétaux au sens de l'article 5:1 de l'Accord SPS.

Conclusion sur la question de savoir si le Panama a adopté la Mesure 4 dans une situation où les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes

7.1291. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré, et le Panama n'a pas réfuté, qu'en octobre 2019, au moment de l'adoption de la Mesure 4, il n'y avait pas de situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes concernant les risques que le Panama entendait traiter au moyen de la révision des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes et de l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains.

7.1292. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Costa Rica s'est acquitté de la charge qui lui incombait de démontrer que la Mesure 4 ne satisfait pas à au moins une des prescriptions cumulatives énoncées à l'article 5:7 et a donc démontré que la Mesure 4 ne constitue pas une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS.

7.6.1.2.1.3 Conclusion concernant l'article 5:7 de l'Accord SPS

7.1293. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 4 ne constitue pas une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS car le Costa Rica a démontré, et le Panama n'a pas réfuté, que ce dernier ne l'a pas adoptée dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes.

7.6.1.3 Allégations au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS

7.1294. Étant donné que le Groupe spécial a constaté que la Mesure 4 n'est pas une mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS, les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS sont applicables à cette mesure. Par conséquent, le Groupe spécial va examiner les allégations du Costa Rica au titre de l'article 5:1, 5:2 et 5:3, qui porte sur l'évaluation du risque et les éléments et aspects dont il faut tenir compte dans cette évaluation, et au titre de l'article 2:2, en ce qui concerne l'indication selon laquelle la mesure SPS doit être fondée sur des principes scientifiques et ne pas être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

7.6.1.3.1 Principaux arguments des parties

7.6.1.3.1.1 Costa Rica

7.1295. Le Costa Rica allègue que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS, car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation du risque et que, en conséquence, elle est également incompatible avec l'article 2:2, étant donné qu'elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.[2581]

7.1296. Le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas procédé à une évaluation du risque au sens de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS qui étaye scientifiquement la Mesure 4, de sorte qu'il a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 5:1 de l'Accord SPS d'établir sa mesure sur la base d'une évaluation du risque, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances.[2582]

7.1297. Le Costa Rica fait valoir que, dans les communications au moyen desquelles le Panama l'a informé de l'adoption de la Mesure 4, ce dernier n'a fait référence à aucune évaluation du risque qui

[2581] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 6 et 7; première communication écrite, paragraphe 1016.
[2582] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1033.

justifie suffisamment ou qui appuie raisonnablement cette mesure.[2583] Selon lui, la teneur de ces communications ne constitue pas non plus, en soi, une "évaluation des risques" au sens de l'Annexe A 4) de l'Accord SPS[2584], étant donné que la simple référence à l'engagement d'un processus de révision technique des résolutions ne peut pas être considéré comme un "processus scientifique" caractérisé par une "analyse et un examen systématiques, rigoureux et objectifs".[2585] Il ajoute qu'il n'y a aucun raisonnement fondé sur des données scientifiques, ni la moindre analyse des probabilités en ce qui concerne l'entrée, l'établissement ou la dissémination de parasites via l'importation de bananes plantains ou de bananes du Costa Rica.[2586]

7.1298. Le Costa Rica ajoute que le Panama a reconnu expressément que la Mesure 4 n'est pas établie sur la base d'une évaluation du risque.[2587] Selon lui, le Panama a fermé son marché sans disposer d'une base scientifique et technique qui étaye cette fermeture pendant un processus allégué de révision technique des prescriptions phytosanitaires, et sans qu'il existe aucun risque nouveau ou inattendu en ce qui concerne les importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica.[2588]

7.1299. Le Costa Rica soutient que, du fait qu'il a agi d'une manière incompatible avec l'article 5:1, le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 5:2 et 5:3. De même, en conséquence des violations des dispositions de l'article 5:1, 5:2 et 5:3, le Costa Rica allègue que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 2:2, étant donné qu'elle n'est ni fondée sur des principes scientifiques ni maintenue avec des preuves scientifiques suffisantes.[2589]

7.6.1.3.1.2 Panama

7.1300. Le Panama affirme qu'il a adopté des mesures provisoires, dont la Mesure 4, de manière prudentielle, en réponse à des preuves scientifiques qui remettaient en question ses conclusions antérieures concernant le risque sanitaire que représentaient les importations des produits en cause du Costa Rica.[2590] Il soutient que, étant donné qu'il a agi strictement dans les limites des droits que lui confère l'article 5:7 de l'Accord SPS, et que l'article 2:2 exempte les mesures provisoires justifiées au regard de l'article 5:7 des obligations fondamentales qui y sont énoncées, ses mesures provisoires ne sont pas, en conséquence, incompatibles avec les articles 2:2, 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS.[2591]

7.6.1.3.2 Évaluation du Groupe spécial

7.6.1.3.2.1 Critère juridique pertinent

7.1301. Comme cela a été indiqué dans le cadre de la Mesure 1[2592], l'article 5:1 de l'Accord SPS exige que le Groupe spécial examine les deux aspects suivants, à savoir:

a. s'il existe une évaluation du risque appropriée en fonction des circonstances, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes; et

b. dans le cas où il existe une évaluation du risque, si la mesure SPS du Membre en question est établie sur la base de cette évaluation.

[2583] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1022 (citant la Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); la Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97); et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.180, qui cite le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 193 et 194).

[2584] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1023.

[2585] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1023 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones,* paragraphe 187).

[2586] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1023.

[2587] Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 338 (citant Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 32).

[2588] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1025.

[2589] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1026 (citant le rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE),* paragraphes 7.713 et 7.770) et 1033.

[2590] Panama, première communication écrite, paragraphe 166.

[2591] Panama, première communication écrite, paragraphe 166. Voir aussi *ibid.*, paragraphes 435 et 436.

[2592] Voir plus haut le paragraphe 7.310.

7.1302. Le Groupe spécial rappelle que l'article 5:2 et 5:3 met en lumière les éléments et facteurs qui sont pertinents pour l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1 et que, par conséquent, ces éléments et facteurs ont été évalués dans le cadre de l'analyse au titre de cette disposition.[2593] Il rappelle également qu'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:1, l'article 5:2 et l'article 5:3 peut donner lieu à une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'article 2:2.[2594]

7.1303. Le Groupe spécial va maintenant examiner les allégations du Costa Rica au titre des articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 en ce qui concerne la Mesure 4.

7.6.1.3.2.2 Question de savoir si la Mesure 4 est établie sur la base d'une évaluation du risque conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS

7.1304. Le Panama a confirmé que la Mesure 4 n'est pas établie sur la base d'une évaluation du risque, faisant valoir qu'il s'agit d'une mesure provisoire adoptée dans une situation dans laquelle l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permettait pas de procéder à une évaluation appropriée des risques, telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie à l'Annexe A de l'Accord SPS.[2595]

7.1305. Le Groupe spécial considère que, comme l'affirme le Costa Rica, une mesure ne peut pas être établie sur la base d'une évaluation des risques si cette évaluation des risques n'existe pas. Par conséquent, il constate que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes.

7.6.1.3.2.3 Question de savoir si le Panama a tenu compte des éléments et facteurs énumérés à l'article 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS pour évaluer les risques

7.1306. Comme il a été indiqué précédemment, l'article 5:2 et l'article 5:3 sont liés à l'article 5:1 puisqu'ils mettent en lumière les éléments et facteurs qui sont pertinents pour l'évaluation des risques prévue à l'article 5:1.[2596] En l'absence d'une évaluation du risque, le Groupe spécial constate que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS car le Panama n'a pas tenu compte des éléments et facteurs qui sont énoncés dans cet article pour évaluer les risques.

7.6.1.3.2.4 Question de savoir si la Mesure 4 est fondée sur des principes scientifiques et n'est pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes conformément à l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.1307. Comme il a été indiqué précédemment, l'article 5:1 constitue une "application spécifique" des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2 de l'Accord SPS.[2597] Le Groupe spécial souscrit à l'avis exprimé dans des différends antérieurs selon lequel une mesure qui n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS peut être présumée ne pas être fondée sur des principes scientifiques ou être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes au sens de l'article 2:2.[2598] Il considère que cette présomption, en l'espèce, résulte de sa constatation selon laquelle, en l'absence d'évaluation des risques, la Mesure 4 est incompatible

[2593] Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230; et *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211 (concernant l'article 5:2); et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.323; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.405 (concernant l'article 5:3). Voir aussi, plus haut, les paragraphes 7.1031 et 7.1032.

[2594] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.23 et 5.24; et rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.627; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.368.

[2595] Panama, réponse à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 32.

[2596] Rapports des Groupes spéciaux *Japon – Pommes*, paragraphe 8.230; et *Australie – Pommes*, paragraphe 7.211 (concernant l'article 5:2); et *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.323; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.405 (concernant l'article 5:3). Voir plus haut le paragraphe 7.1302.

[2597] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 82 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180); et *Australie – Pommes*, paragraphe 209 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180).

[2598] Rapport du Groupe spécial *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.627. Il a été considéré qu'une mesure SPS jugée incompatible avec l'article 5:1 et 5:2 est incompatible avec l'article 2:2. (Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.23)

avec l'article 5:1, 5:2 et 5:3.[2599] Par ailleurs, il observe que le Panama n'a pas présenté d'arguments pour réfuter cette présomption.

7.1308. Par conséquent, à la lumière de sa constatation selon laquelle la Mesure 4 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1, 5:2 et 5:3 de l'Accord SPS, et en l'absence de réfutation par le Panama de la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 de cet accord, le Groupe spécial constate que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 2:2 car elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

7.6.1.3.3 Conclusion concernant les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2 de l'Accord SPS

7.1309. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 4 est incompatible avec les dispositions suivantes de l'Accord SPS:

a. l'article 5:1, car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes;

b. l'article 5:2, car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des éléments énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques;

c. l'article 5:3, car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des facteurs énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques; et

d. l'article 2:2, car elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes.

7.6.1.4 Allégations au titre des articles 5:6 et 2:2

7.1310. Le Groupe spécial observe que les parties sont en désaccord sur le point de savoir si les articles 5:6 et 2:2 sont applicables à une mesure provisoire prise au titre de l'article 5:7.[2600] Il rappelle qu'il a constaté que la Mesure 4 ne constitue pas une mesure provisoire au titre de l'article 5:7[2601], de sorte qu'il ne juge pas nécessaire de se prononcer sur l'argument du Panama selon lequel les articles 5:6 et 2:2 ne sont pas applicables à des mesures provisoires adoptées au titre de l'article 5:7. En conséquence, il passe à son analyse des allégations du Costa Rica au titre de ces dispositions.

7.6.1.4.1 Principaux arguments des parties

7.6.1.4.1.1 Costa Rica

7.1311. Le Costa Rica allègue que la Mesure 4, qu'elle soit considérée comme imposée en raison d'un processus de révision technique des PPI[2602] ou en raison du Foc R4T[2603], est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis. Il considère que, en conséquence, la Mesure 4 est également incompatible avec l'article 2:2 parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour préserver les végétaux.[2604]

7.1312. Dans les deux scénarios, le Costa Rica indique que la mesure de rechange consiste en l'application des PPI visant les bananes plantains et les bananes du Costa Rica prévues dans les Résolutions n° AUPSA-DINAN-106-2009 et AUPSA-DINAN-019-2012, qui ont été rendues inactives

[2599] Voir plus haut les paragraphes 7.1305 et 7.1306.
[2600] Panama, première communication écrite, paragraphes 165, 166 et 436; réponse aux questions du Groupe spécial n° 63, paragraphe 190, et n° 75, paragraphes 210 et 212; deuxième communication écrite, paragraphe 238; et Costa Rica, réponse à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphe 3.62.
[2601] Voir plus haut le paragraphe 7.1293.
[2602] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1133.
[2603] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1146; et deuxième communication écrite, paragraphe 383.
[2604] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7; première communication écrite, paragraphe 1130; et deuxième communication écrite, paragraphe 381.

en octobre 2019.[2605] Il soutient que cette mesure de rechange peut être appliquée "en remplacement" de la Mesure 4, et qu'elle est suffisante pour permettre d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.[2606]

7.1313. À supposer que le motif de la Mesure 4 soit le processus de révision technique des PPI, le Costa Rica affirme que le postulat sous-tendant l'application d'une mesure SPS est l'existence d'un risque concret[2607], et qu'aucune situation phytosanitaire nouvelle ou imprévue indiquant l'existence d'un risque associé aux importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica ne s'était produite.[2608] Selon lui, l'application des PPI prévues dans les résolutions pertinentes est la mesure de rechange recommandée par les NIMP 2 et 20 dans des situations d'examen ou de révision de politiques phytosanitaires, en l'absence d'événements nouveaux ou inattendus.[2609]

7.1314. Le Costa Rica soutient que la mesure de rechange satisfait aux trois prescriptions cumulatives de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'accord SPS.[2610]

7.1315. Premièrement, le Costa Rica fait valoir que la mesure de rechange est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique parce que cela faisait près de 10 ans que le Panama appliquait la résolution relative à l'importation de bananes plantains et plus de 7 ans qu'il appliquait la résolution relative à l'importation de bananes.[2611]

7.1316. Deuxièmement, le Costa Rica affirme que l'application des résolutions en question permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama pendant leur révision par l'autorité panaméenne, même à supposer que ce dernier ait fixé un niveau approprié de protection très élevé. Il fait valoir que, en octobre 2019, aucune situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue liée à la production de bananes plantains et de bananes ne s'était produite. Pour lui, la Mesure 4 est disproportionnée compte tenu de l'absence de risque nouveau associé à la révision des prescriptions.[2612] S'agissant de la banane plantain, il ajoute que, si l'absence d'homologation des usines de conditionnement n'a pas empêché les importations de ce produit du Costa Rica dans le passé, les PPI prévues dans la résolution pertinente permettent d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama pendant qu'est menée à bien l'organisation permettant de procéder à cette homologation.[2613]

7.1317. S'agissant du Foc R4T, le Costa Rica soutient que la mesure de rechange permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama pour ce parasite et les importations de bananes plantains et de bananes costariciennes, qui consiste à éviter totalement "l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux sur le territoire de la République du Panama".[2614] Selon lui, l'ARP de l'OIRSA conclut que les fruits frais du

[2605] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1134 (en ce qui concerne la révision technique des PPI) et 1147 (en ce qui concerne le Foc R4T).

[2606] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1135 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 159; et le rapport du Groupe spécial *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.1819); et deuxième communication écrite, paragraphe 383.

[2607] Le Costa Rica se réfère à la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1). (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1133)

[2608] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1133.

[2609] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1134 et 1145.

[2610] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1135 et 1145. Le Costa Rica ajoute que, même à supposer que la Mesure 4 soit adoptée pour prévenir l'introduction du Foc R4T, la fermeture du marché pour les bananes plantains et les bananes du Costa Rica est plus restrictive qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama face à ce parasite, et la mesure de rechange satisfait aux trois conditions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6. (Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1147; et deuxième communication écrite, paragraphe 388)

[2611] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1136 (faisant référence à la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96); et à la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98)) (en ce qui concerne les PPI); et 1147 (en ce qui concerne le Foc R4T). Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 384.

[2612] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1137, 1140 et 1142. Le Costa Rica se réfère également aux NIMP 2 et 20 qui, à son avis, confirment que le fait qu'un Membre procède à un examen de ses politiques ou mesures phytosanitaires n'implique pas qu'il doive paralyser le commerce pendant le processus d'examen. (*Ibid.*, paragraphe 1141)

[2613] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1144.

[2614] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1147; et deuxième communication écrite, paragraphe 385 (citant Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267).

bananier plantain et du bananier présentent une probabilité de risque "très faible" et, dans cette ARP, en aucun cas la prohibition à l'importation de ces fruits n'est envisagée, en particulier s'ils proviennent de pays où le parasite Foc R4T est absent.[2615] Le Costa Rica signale que, pour les importations de fruits du bananier plantain et du bananier provenant de pays où le Foc R4T est absent, l'ARP de l'OIRSA recommande un certificat sanitaire délivré par l'ONPV du pays exportateur indiquant que l'expédition a été inspectée et qu'il a été déterminé qu'elle était exempte d'organismes nuisibles qui suscitent des préoccupations.[2616] Il affirme que cela fait des années qu'il respecte cette mesure, conformément aux résolutions pertinentes.[2617] Il répète que les autres Membres ne prohibent pas les importations de fruits du bananier plantain et du bananier en raison du Foc R4T[2618], et il affirme que la Mesure 4 est disproportionnée et sans fondement technique.[2619]

7.1318. Troisièmement, le Costa Rica affirme que la mesure de rechange serait sensiblement moins restrictive pour le commerce car les PPI et la certification qu'elles supposent permettent un "accroissement de l'accès au marché … considérable" par rapport à la Mesure 4 qui, selon lui, constitue une "prohibition absolue".[2620]

7.6.1.4.1.2 Panama

7.1319. Le Panama soutient que la Mesure 4 est exemptée des obligations énoncées aux articles 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est une mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de cet accord.[2621]

7.1320. Le Panama ajoute que, même en admettant que l'article 5:6 s'applique à la Mesure 4, le Costa Rica n'a pas démontré la faisabilité de la mesure de rechange proposée.[2622]

7.1321. Le Panama soutient qu'à partir d'octobre 2019, il n'a pas pu déterminer si les PPI énoncées dans les Résolutions n° AUPSA-DINAN-106-2009 et AUPSA-DINAN-019-2012 étaient suffisantes pour satisfaire à son niveau approprié de protection car il fallait des inspections sur place pour évaluer le risque pertinent. À cet égard, il affirme qu'il a adopté un niveau approprié de protection très restrictif pour le Foc R4T, du fait que la présence de ce parasite en Amérique latine a été confirmée. Selon le Panama, son niveau approprié de protection, à la différence de celui qui figure dans l'ARP de l'OIRSA, ne lui permettait pas d'évaluer le risque de transmission du Foc R4T via l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes en l'absence d'inspection physique et de vérification des conditions et pratiques sur les sites de production et dans les usines de conditionnement au Costa Rica.[2623]

[2615] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1148 (citant OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123), pages 8 et 205); et deuxième communication écrite, paragraphe 386.

[2616] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1149 (citant OIRSA, *Analyse des risques concernant le Foc R4T* (2019) (pièce CRI-123), page 205); et deuxième communication écrite, paragraphe 386.

[2617] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1150 et 1151 (citant SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes du Costa Rica (4 juillet 2019) (pièce CRI-190); et SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes plantains du Costa Rica (21 septembre 2019) (pièce CRI-191)); et deuxième communication écrite, paragraphe 386.

[2618] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1148; et deuxième communication écrite, paragraphe 387.

[2619] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1152; et deuxième communication écrite, paragraphe 388.

[2620] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1144 (en ce qui concerne la révision technique des PPI); et 1147 (en ce qui concerne le Foc R4T). Le Costa Rica indique que plusieurs groupes spéciaux ont estimé que "toute mesure imposant des conditions à l'importation, même strictes, "serait encore sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une prohibition pure et simple"". (*Ibid*. (citant les rapports des Groupes spéciaux *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.829, qui cite le rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.590; et *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182)) Voir aussi Costa Rica, deuxième communication écrite, paragraphe 384.

[2621] Panama, première communication écrite, paragraphes 166, 435 et 436; et deuxième communication écrite, paragraphe 238.

[2622] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 21.

[2623] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 197, paragraphes 246 à 249; n° 226, paragraphes 333 et 334; et n° 227, paragraphes 335 et 336.

7.6.1.4.2 Évaluation du Groupe spécial

7.6.1.4.2.1 Critère juridique pertinent

7.1322. Pour déterminer si la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:6, conformément au critère juridique exposé plus haut[2624], le Groupe spécial va examiner si la mesure de rechange proposée par le Costa Rica satisfait aux trois prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, à savoir: a) si elle est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique; b) si elle permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama; et c) si elle est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la Mesure 4.

7.1323. S'agissant de l'allégation corollaire du Costa Rica au titre de l'article 2:2, le Groupe spécial rappelle que, sur la base des similitudes entre les articles 2:2 et 5:6, il a été interprété dans des différends antérieurs qu'une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:6 entraîne une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'article 2:2.[2625]

7.1324. Le Groupe spécial partage les appréciations sur le critère juridique applicable au titre des articles 5:6 et 2:2 exposées dans la section 7.3.1.3.2.1 relative à la Mesure 1, et procédera à son évaluation sur cette base.

7.1325. Le Groupe spécial va maintenant aborder les allégations du Costa Rica au titre des articles 5:6 et 2:2 en ce qui concerne la Mesure 4. Il évaluera, en premier lieu, si le Costa Rica a démontré qu'il existe une mesure de rechange pour la Mesure 4 qui satisfait aux trois prescriptions cumulatives prévues dans la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6 de l'Accord SPS. Ensuite, il abordera l'allégation corollaire du Costa Rica au titre de l'article 2:2 dudit accord.

7.6.1.4.2.2 Question de savoir si la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS

Mesure de rechange proposée par le Costa Rica

7.1326. Le Costa Rica soutient que la mesure de rechange pour la Mesure 4 consiste en l'application des PPI prévues dans les Résolutions n° AUPSA-DINAN-106-2009 et AUPSA-DINAN-019-2012.[2626] Ces résolutions exigeaient la délivrance d'un certificat phytosanitaire, en plus du respect d'autres prescriptions relatives à la production, à la récolte, à l'emballage et au transport du produit.[2627] Le Costa Rica affirme qu'il a satisfait à cette prescription relative à la certification pendant des années.[2628] Pour lui, indépendamment de l'objectif que, selon le Groupe spécial, la Mesure 4 poursuit, cette même mesure de rechange démontre que la Mesure 4 est plus restrictive qu'il n'est requis.

7.1327. Le Panama considère que la Mesure 4 est exemptée des obligations énoncées aux articles 5:6 et 2:2, et il affirme que, même si ces articles s'appliquaient à la Mesure 4, le Costa Rica n'a pas démontré la faisabilité de la mesure de rechange proposée.[2629]

[2624] Voir plus haut la section 7.3.1.3.2.1.

[2625] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38; et rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.603, 7.614 et 7.615; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.841 et 7.846.

[2626] Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96); et Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98).

[2627] Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 concernant l'importation de bananes plantains (pièce CRI-96), article 3; et Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012 concernant l'importation de bananes (pièce CRI-98), article 3.

[2628] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1150 et 1151 (citant SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes du Costa Rica (4 juillet 2019) (pièce CRI-190); et SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes plantains du Costa Rica (21 septembre 2019) (pièce CRI-191)); et deuxième communication écrite, paragraphe 386.

[2629] Panama, observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 21.

7.1328. Le Groupe spécial observe que les arguments du Panama selon lesquels la mesure de rechange ne lui permettrait pas d'obtenir son niveau approprié de protection[2630] ont trait au risque d'introduction du Foc R4T. Étant donné que le niveau approprié de protection est aussi appelé "niveau acceptable de *risque*"[2631], le risque auquel le Membre cherche à faire face a une incidence sur l'évaluation de la mesure de rechange et, en particulier, sur le point de savoir si cette mesure permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Membre.

7.1329. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que le risque auquel le Membre qui impose la mesure cherche à faire face fait également partie de la détermination de l'objectif de la mesure. Il rappelle également la constatation qu'il a faite plus haut au paragraphe 7.1213 selon laquelle comme cela a été communiqué au Costa Rica dans les notes d'octobre 2019, le motif pour lequel le Panama a adopté la Mesure 4 était l'engagement de la révision des résolutions qui énoncent les PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes et l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains. En ce sens, il a estimé que l'objectif de la Mesure 4 est la protection contre les risques que le Panama cherchait à traiter au moyen de cette révision et de cette homologation. À son avis, les éléments de preuve versés au dossier ne démontrent pas que l'objectif de la Mesure 4 est la protection contre le risque d'introduction du Foc R4T sur le territoire panaméen. Compte tenu de ces constatations concernant l'objectif de la Mesure 4, le Groupe spécial axera son analyse au titre de l'article 5:6 sur l'objectif de protection phytosanitaire face aux risques que le Panama cherchait à traiter au moyen de la révision des résolutions pertinentes et de l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains. En conséquence, il n'abordera pas les arguments des parties relatifs au risque d'introduction du Foc R4T sur le territoire panaméen.

7.1330. Bien que les arguments du Panama, en particulier les arguments relatifs au niveau approprié de protection pertinent, ne portent pas sur le cas où le Groupe spécial n'accepterait pas que le motif de la Mesure 4 soit le Foc R4T, le Groupe spécial doit s'assurer que le Costa Rica a démontré *prima facie* que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.[2632]

Question de savoir si la mesure de rechange est raisonnablement applicable

7.1331. Le Costa Rica soutient que la mesure de rechange est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique. Pour lui, cette mesure n'est pas "de nature purement théorique" et elle n'impose pas au Panama "une charge indue", par exemple "des coûts prohibitifs ou des difficultés techniques substantielles", puisque cela faisait près de 10 ans que ce dernier appliquait la Résolution n° AUPSA-DINAN-106-2009 et plus de 7 ans qu'il appliquait la Résolution n° AUPSA-DINAN-019-2012.[2633]

7.1332. Le Groupe spécial rappelle que, dans des différends antérieurs, il a été estimé que l'utilisation existante de la mesure, même dans un contexte différent, militait en faveur d'une constatation de faisabilité de cette mesure.[2634] Il rappelle en outre que, de l'avis du Panama, il devrait traiter avec prudence cette affirmation du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, étant donné qu'il ne s'est pas appuyé sur une évaluation sur le fond de la mesure en cause et de la mesure de rechange.[2635] Selon le Panama, une mesure de rechange qui est techniquement et économiquement faisable dans un contexte peut ne pas l'être dans des contextes différents. Le Panama ajoute que les deux rapports cités par le Groupe spécial *Corée – Radionucléides* – à savoir

[2630] Costa Rica, réponse aux questions du Groupe spécial n° 197, paragraphes 246 à 249; n° 226, paragraphes 333 et 334; et n° 227, paragraphes 335 et 336.

[2631] Note relative à la définition du niveau approprié de protection donnée à l'Annexe A 5) de l'Accord SPS. (pas d'italique dans l'original)

[2632] Le Groupe spécial observe qu'il ne doit pas se prononcer sur une allégation avant que la partie assumant la charge de la preuve ait fourni des éléments *prima facie*. (Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes (Équateur)*, paragraphes 7.9 et 7.10.)

[2633] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1136 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Colombie – Textiles*, paragraphe 5.74).

[2634] Rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.144 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.541 et 7.542; et *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 8.187).

[2635] Panama, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 20 (citant le rapport du Groupe spécial *Corée – Radionucléides*, paragraphes 7.145 à 7.149); et observations sur la réponse du Costa Rica à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphe 22.

Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis) et *Inde – Produits agricoles* – n'étayent pas non plus son affirmation.[2636]

7.1333. Comme cela a été expliqué plus haut aux paragraphes 7.832 et 7.833, le Groupe spécial ne voit aucune raison de ne pas prendre en considération ce qu'a dit le Groupe spécial *Corée – Radionucléides* concernant l'utilisation d'une mesure par le pays importateur et ses implications au moment d'analyser l'applicabilité d'une mesure de rechange pour ce Membre. En outre, il croit comprendre que l'argument principal du Panama est qu'une mesure qui est techniquement et économiquement faisable dans un contexte peut ne pas l'être dans un autre. Néanmoins, la mesure de rechange en l'espèce a été utilisée dans le même contexte que celui dans lequel le Costa Rica propose qu'elle soit utilisée à nouveau, à savoir pour réglementer l'importation de bananes plantains et de bananes du Costa Rica.

7.1334. Le Groupe spécial considère que le fait que le Panama a appliqué dans le passé la mesure de rechange consistant en l'application des Résolutions n° AUPSA-DINAN-106-2009 et n° AUPSA-DINAN-019-2012 est la preuve que cette mesure serait applicable pour le Panama, du point de vue technique et économique. En outre, le Panama ne démontre pas que les circonstances relatives à l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes ont changé en octobre 2019 de telle sorte que cette mesure n'est plus techniquement et économiquement faisable. Compte tenu de l'utilisation antérieure de la mesure de rechange, et en l'absence de réfutation de la part du Panama, le Groupe spécial considère que, pour le contexte spécifique de l'importation de bananes plantains et de bananes du Costa Rica, la mesure de rechange est faisable techniquement et économiquement.

7.1335. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que cette mesure de rechange est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique, au sens de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6.

7.1336. Le Groupe spécial va maintenant examiner si la mesure de rechange indiquée par le Costa Rica permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

Question de savoir si la mesure de rechange permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama

7.1337. Conformément au critère juridique décrit plus haut[2637], le Groupe spécial définira, en premier lieu, le niveau approprié de protection du Panama pour le comparer ensuite avec le niveau de protection qui serait obtenu au moyen de la mesure de rechange.

Niveau approprié de protection du Panama

7.1338. Le Panama affirme que son niveau approprié de protection en matière de préservation des végétaux, y compris en ce qui concerne les importations de bananes plantains et de bananes costariciennes, consiste à "prévenir et endiguer, de manière intégrale", et donc à éviter totalement, "l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux sur le territoire de la République du Panama". D'après lui, ce niveau approprié de protection est énoncé dans la Loi n° 47 du 9 juillet 1996 et est mis en œuvre de manière spécifique dans les PPI applicables.[2638]

7.1339. Le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas indiqué son niveau approprié de protection avec le niveau de détail suffisant[2639], et il demande au Groupe spécial que, lorsqu'il évaluera ou déterminera ce niveau approprié de protection, il considère que l'action du Panama n'est pas

[2636] Panama, réponse à la question n° 105 du Groupe spécial, paragraphes 20 à 22.
[2637] Voir plus haut les paragraphes 7.333 et 7.336.
[2638] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267 (citant Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (pièce PAN-98), articles 1er, 2.2 et 8).
[2639] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1138.

compatible avec l'objectif qui consiste à réduire au minimum l'incidence négative sur le commerce prévu à l'article 5:4 de l'Accord SPS.[2640]

7.1340. Le Groupe spécial observe que les dispositions de la Loi n° 47 de 1996 qui font référence au "but principal de prévenir et d'endiguer, de manière intégrale, les problèmes phytosanitaires" et au fait de "prévenir l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux"[2641] peuvent éclairer le niveau approprié de protection pertinent du Panama.[2642] Comme cela a été indiqué dans le cadre de la Mesure 3, il peut être considéré que, comme cela arrive fréquemment, le Panama a indiqué un niveau approprié de protection générique visant à prévenir l'entrée, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux.[2643]

7.1341. De l'avis du Groupe spécial, dans le cas de la Mesure 4, il est difficile de préciser le niveau approprié de protection du Panama, étant donné que les notes au moyen desquelles ce dernier a informé le Costa Rica de cette mesure ne mentionnent aucun parasite particulier, comme le Foc R4T.[2644] Le Groupe spécial rappelle que l'objectif de la Mesure 4 est la protection contre les risques que le Panama cherchait à traiter au moyen de la révision des résolutions qui contiennent les PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes et de l'homologation des usines de conditionnement de bananes plantains. Par conséquent, compte tenu du risque que le Panama cherche à traiter, son niveau approprié de protection peut être défini comme la prévention de l'entrée, de l'établissement et de la dissémination d'organismes nuisibles suscitant des préoccupations pour le pays qui peuvent affecter la banane plantain et la banane.

Niveau de protection que la mesure de rechange permet d'obtenir

7.1342. Le Groupe spécial va maintenant examiner si la mesure de rechange permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama, identifié plus haut au paragraphe 7.1340. À cette fin, il va comparer le niveau approprié de protection du Panama avec le niveau de protection que la mesure de rechange proposée par le Costa Rica permettrait d'obtenir.

7.1343. Le Costa Rica soutient que la mesure de rechange serait suffisante pour permettre d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama, même à supposer que celui-ci soit très élevé[2645] pour les raisons suivantes: a) en octobre 2019, aucun risque nouveau associé à la révision des prescriptions phytosanitaires n'est survenu[2646]; b) l'absence d'homologation des usines de conditionnement n'a pas empêché les importations de bananes plantains du Costa Rica dans le passé[2647]; et c) le Costa Rica a toujours satisfait aux prescriptions des Résolutions n° AUPSA-DINAN-106-2009 et n° AUPSA-DINAN-019-2012, y compris la prescription relative à la certification phytosanitaire et celle selon laquelle "[l]e lot doit être exempt d'insectes vivants de tout

[2640] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1139. Toutefois, compte tenu de la "nature incitative" de la disposition, le Costa Rica ne demande pas au Groupe spécial de formuler des constatations d'incompatibilité avec l'article 5:4. (Costa Rica, réponse à la question n° 67 du Groupe spécial, paragraphes 3.31 et 3.32)

[2641] Assemblée législative du Panama, Loi n° 47 du 9 juillet 1996 (pièce PAN-98), articles 1er et 2. Comme il a été indiqué, le Panama affirme que son niveau approprié de protection consiste à "éviter *totalement* … "l'introduction, l'établissement et la dissémination de parasites des végétaux et des produits végétaux sur le territoire de la République du Panama"". (Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267) (pas d'italique dans l'original) Le Groupe spécial observe que le terme "totalement" ne figure pas dans les dispositions de la Loi n° 47 de 1996 qui contiennent les objectifs de protection phytosanitaire du Panama.

[2642] Le Groupe spécial rappelle que les directives pertinentes du Comité SPS précisent que l'indication concernant le niveau approprié de protection d'un Membre "peut figurer dans une déclaration de politique générale publiée ou dans tout autre texte généralement accessible aux parties intéressées". À titre d'exemple, on peut citer les déclarations de politique générale concernant les niveaux appropriés de protection contre certains risques ou les documents énonçant des objectifs relatifs à la protection de la santé des animaux ou à la préservation des végétaux. (Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5 dans la pratique, document G/SPS/15 du 18 juillet 2000, paragraphe A.1) Voir plus haut la note de bas de page 808.

[2643] Voir plus haut le paragraphe 7.1126.

[2644] Note n° AUPSA-AG-392-2019 (pièce CRI-95); et Note n° AUPSA-AG-424-2019 (pièce CRI-97). Voir aussi, plus haut, les paragraphes 7.1208 à 7.1214.

[2645] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1137, 1140 et 1142.

[2646] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1142.

[2647] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1143.

type, ainsi que d'autres contaminants …, y compris de terre" et "de feuilles ou de tout résidu végétal", qui peuvent héberger potentiellement des parasites comme le Foc R4T.[2648]

7.1344. En substance, le Costa Rica fait valoir qu'il n'y a pas de nouveaux risques ni de cas de non-respect des PPI. Par conséquent, selon lui, le niveau de risque relatif aux importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica n'a pas changé, et les résolutions précédemment applicables permettraient toujours d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama. Les arguments du Costa Rica semblent indiquer que la question de savoir si la mesure de rechange satisfait au niveau approprié de protection du Panama dépendrait de celle de savoir s'il s'est produit un quelconque changement dans le risque associé aux importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica expliquant pourquoi les PPI qui étaient appliquées ne permettent plus d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

7.1345. Comme il est indiqué plus haut, le Groupe spécial considère que le niveau de risque que présentent les importations peut être pertinent pour la question de savoir si une mesure permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection d'un Membre.[2649]

7.1346. Le Groupe spécial rappelle que le dossier n'indique pas que des situations nouvelles ou inattendues sont survenues en ce qui concerne l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes.[2650] Par ailleurs, il observe que le niveau approprié de protection du Panama pour les importations de bananes plantains et de bananes n'a pas changé après l'adoption de la Mesure 4.[2651] Étant donné que le dossier ne contient pas d'élément de preuve indiquant que la situation phytosanitaire pertinente a changé, le Groupe spécial considère que l'application des Résolutions n° AUPSA-DINAN-106-2009 et n° AUPSA-DINAN-019-2012 permet encore de prévenir l'entrée, l'établissement et la dissémination d'organismes nuisibles suscitant des préoccupations pour le Panama qui affectent la banane plantain et la banane, dans la même mesure qu'avant octobre 2019. À cet égard, le Groupe spécial observe également que, selon la NIMP11, la délivrance de certificats phytosanitaires fournit l'assurance officielle qu'une expédition est estimée exempte d'organismes de quarantaine spécifiés par le pays importateur et qu'elle est conforme à ses PPI.[2652]

7.1347. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que la mesure de rechange qu'il propose permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

7.1348. Le Groupe spécial va maintenant examiner la troisième prescription de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, qui consiste à déterminer si la mesure de rechange indiquée par le Costa Rica est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la Mesure 4.

Question de savoir si la mesure de rechange est sensiblement moins restrictive pour le commerce

7.1349. Le Costa Rica soutient que la mesure de rechange permettrait un "accroissement de l'accès au marché … considérable" par rapport à la Mesure 4.[2653] Il ajoute que les certificats phytosanitaires constituent la mesure type reconnue par la CIPV et réglementée dans la NIMP 12.[2654] Le Panama ne répond pas à ces arguments du Costa Rica.

[2648] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1150 et 1151. Voir aussi *ibid*., paragraphe 1144. L'argument du Costa Rica concernant la prescription selon laquelle "[l]e lot doit être exempt d'insectes vivants de tout type, ainsi que d'autres contaminants … , y compris de terre" et "de feuilles ou de tout résidu végétal" fait partie de son argumentation au cas où le Groupe spécial considérerait que l'objectif de la Mesure 4 est de prévenir l'introduction du Foc R4T au Panama. Toutefois, cet argument traite également le risque possible d'autres parasites qui peuvent affecter la banane plantain et la banane, de sorte que le Groupe spécial considère qu'il est pertinent de le mentionner.

[2649] Voir plus haut le paragraphe 7.388.

[2650] Voir plus haut le paragraphe 7.1286.

[2651] Panama, réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphe 267.

[2652] CIPV, NIMP 11 (pièce CRI-142). Voir aussi SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes du Costa Rica (4 juillet 2019) (pièce CRI-190); et SFE, Certificat phytosanitaire d'exportation des bananes plantains du Costa Rica (21 septembre 2019) (pièce CRI-191).

[2653] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1144.

[2654] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1144 (faisant référence à CIPV, NIMP 12 (pièce CRI-170)).

7.1350. Le Groupe spécial rappelle que, pour que les mesures de rechange satisfassent aux prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, la différence dans le caractère restrictif doit être notable.[2655]

7.1351. La Mesure 4 consiste en l'inactivation des résolutions qui énonçaient les PPI visant les bananes plantains et les bananes costariciennes.[2656] Par conséquent, elle empêche l'importation de bananes plantains et de bananes costariciennes au Panama et a le caractère restrictif le plus fort possible.[2657]

7.1352. En revanche, la mesure de rechange proposée par le Costa Rica, qui consiste à exiger un certificat délivré par l'ONPV du Costa Rica, permet le respect des autres PPI et, en plus, l'importation. De l'avis du Groupe spécial, pour les exportateurs, il y aurait une différence notable entre, d'une part, l'impossibilité d'exporter et, d'autre part, la possibilité d'exporter même soumise aux PPI établies dans les Résolutions n° AUPSA-DINAN-106-2009 et n° AUPSA-DINAN-019-2012. Par conséquent, le Groupe spécial considère que la mesure de rechange est sensiblement moins restrictive pour le commerce qu'une prohibition à l'importation.[2658] La NIMP 12 confirme ce qui précède, étant donné que, comme l'affirme le Costa Rica, elle indique que le certificat sanitaire "*facilite* … le commerce international de végétaux, de produits végétaux et d'autres articles réglementés en établissant un document internationalement accepté ainsi que des procédures connexes".[2659]

7.1353. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que la mesure de rechange indiquée par le Costa Rica serait sensiblement moins restrictive pour le commerce que la Mesure 4.

7.6.1.4.2.3 Conclusion concernant l'article 5:6 de l'Accord SPS

7.1354. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que le Costa Rica a démontré que la mesure de rechange pour la Mesure 4 qu'il propose satisfait aux trois prescriptions de la note de bas de page 3 relative à l'article 5:6, étant donné qu'elle est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique, permet d'obtenir le niveau approprié de protection du Panama et est sensiblement moins restrictive pour le commerce.

7.1355. En conséquence, le Groupe spécial constate que le Costa Rica a démontré que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama.

7.6.1.4.2.4 Question de savoir si la Mesure 4 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.1356. Le Groupe spécial souscrit à l'avis exprimé dans des différends antérieurs selon lequel la constatation établissant qu'une mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Membre, en violation de l'article 5:6, entraîne une présomption réfragable d'incompatibilité avec l'obligation énoncée à l'article 2:2, qui impose que la mesure SPS ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.[2660] Il estime que cette présomption réfragable procède, en l'espèce, de sa constatation selon laquelle la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.[2661] Le Panama n'a pas présenté d'arguments pour réfuter cette présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2.

[2655] Voir plus haut le paragraphe 7.336.

[2656] Voir plus haut les paragraphes 2.19 et 2.20.

[2657] Voir plus haut la note de bas de page 911.

[2658] Le Groupe spécial rappelle qu'une mesure de rechange qui impose des conditions à l'importation, mais qui permet les échanges, pourrait être considérée comme étant sensiblement moins restrictive qu'une autre qui ne les permet pas. (Voir les rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 8.182; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.590, 7.595 et 7.596.)

[2659] CIPV, NIMP 12 (2022) (pièce CRI-402), page 7. (pas d'italique dans l'original)

[2660] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 5.37 et 5.38; et rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.603, 7.614 et 7.615; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphes 7.841 et 7.846.

[2661] Voir plus haut le paragraphe 7.1354.

7.1357. En conséquence, à la lumière de sa constatation selon laquelle la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS, et en l'absence de réfutation par le Panama de la présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 de cet accord, le Groupe spécial constate que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 2:2 parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour préserver les végétaux.

7.6.1.4.2.5 Conclusion concernant l'article 2:2 de l'Accord SPS

7.1358. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 2:2 parce qu'elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour préserver les végétaux.

7.6.1.5 Allégations au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS

7.6.1.5.1 Principaux arguments des parties

7.6.1.5.1.1 Costa Rica

7.1359. Le Costa Rica allègue que la Mesure 4, adoptée en raison d'un processus de révision technique des PPI visant les bananes plantains et les bananes, est incompatible avec l'article 3:1 de l'Accord SPS, étant donné qu'elle n'est pas établie sur la base des NIMP 2 et 20.[2662] Il soutient que ces normes sont pertinentes pour la Mesure 4 étant donné que celle-ci est une mesure phytosanitaire et que, conformément à l'Annexe A) 3) c) de l'Accord SPS, les normes, directives et recommandations internationales pour la préservation des végétaux sont celles qui ont été élaborées sous les auspices du Secrétariat de la CIPV.[2663]

7.1360. Le Costa Rica affirme que la NIMP 2 dispose qu'en cas d'examen national des réglementations, exigences ou opérations phytosanitaires, "[d]ans le cas d'un commerce existant, aucune mesure nouvelle ne devrait être appliquée jusqu'à ce que l'ARP révisée ou nouvelle soit terminée, sauf si cela est rendu nécessaire par une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue pouvant nécessiter des mesures d'urgence".[2664] Selon le Costa Rica, conformément à la NIMP 20, "[l']action d'urgence peut être nécessaire dans une situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue, par exemple la détection d'organismes de quarantaine"; et la prohibition à l'importation "ne doit être utilisée que si aucune alternative de gestion du risque phytosanitaire n'existe", et devrait être réservée "[e]n cas de non-conformité répétée, ou dans un cas de non-conformité important ou d'interception nécessitant une action d'urgence".[2665]

7.1361. Le Costa Rica soutient que le Panama n'a pas établi la Mesure 4 sur la base de ces normes, étant donné qu'il a adopté une "prohibition à l'importation de bananes plantains et de bananes du Costa Rica".[2666] Il affirme que la Mesure 4 n'est pas la mesure prévue par la NIMP 2 et la NIMP 20 dans les situations où un pays entreprend un examen ou une révision de ses prescriptions phytosanitaires. Selon lui, l'adoption d'une *prohibition* à l'importation dans des cas où la norme internationale prévoit la *poursuite* du commerce revient à contredire la norme internationale, raison pour laquelle la mesure n'est logiquement pas établie sur la base de cette norme internationale.[2667]

7.1362. Le Costa Rica soutient en outre que, même si le Groupe spécial devait considérer que le motif de la Mesure 4 est de prévenir l'introduction du Foc R4T, cette mesure serait également une

---

[2662] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7; première communication écrite, paragraphes 1109 et 1120; et deuxième communication écrite, paragraphe 372. Voir Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1115 (citant CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101); et CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161)); et deuxième communication écrite, paragraphe 373.

[2663] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1112 et 1113.

[2664] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1116 (citant CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 8); et deuxième communication écrite, paragraphe 373.

[2665] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1117 (citant CIPV, NIMP 20 (pièce CRI-161), pages 14, 22 et 23); et deuxième communication écrite, paragraphe 373.

[2666] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1118.

[2667] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1118 et 1119. Voir aussi *ibid.*, paragraphe 1114 (citant les rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphes 7.270 à 7.274; et *Corée – Radionucléides*, paragraphe 7.100, qui citent le rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 248; et le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.111); et deuxième communication écrite, paragraphes 375 et 376.

mesure phytosanitaire qui n'est pas établie sur la base des NIMP 2 et 20, contrairement à ce que prévoit l'article 3:1 de l'Accord SPS.[2668] Selon lui, au mois d'octobre 2019 et s'agissant du Foc R4T, il n'y avait eu aucune situation "nouvelle ou inattendue" concernant la situation phytosanitaire d'absence de ce parasite du Costa Rica qui rendrait nécessaire une mesure d'urgence conformément aux NIMP 2 et 20. À cet égard, le Costa Rica note que le Panama n'avait fait part d'aucune "détection" du parasite ou "non-conformité répétée" ni d'aucun "cas de non-conformité important" dans les importations de bananes plantains et de bananes du Costa Rica.[2669] Il soutient que la Mesure 4 n'aurait donc pas de "relation très forte et très étroite" avec les normes de la CIPV, de telle sorte que ces normes ne pourraient pas constituer "la base" de la mesure du Panama.[2670]

7.6.1.5.1.2 Panama

7.1363. Le Panama soutient que le Costa Rica ne peut pas établir l'existence d'une violation de l'article 3:1 de l'Accord SPS parce que l'article 5:7 exige que les Membres établissent leurs mesures SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles, y compris les renseignements des organisations internationales compétentes, mais n'exige pas que les Membres établissent leurs mesures provisoires sur la base de normes internationales.[2671] Pour le Panama, cela est particulièrement le cas lorsque les renseignements scientifiques dont un Membre a besoin pour procéder à une évaluation du risque n'ont pas été examinés lors du processus ayant conduit à l'adoption de la norme ou de la directive internationale.[2672]

7.6.1.5.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1364. Le Groupe spécial rappelle que l'article 3:1 établit que "les Membres établiront leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, dans les cas où il en existe, sauf disposition contraire du présent accord, et en particulier les dispositions du paragraphe 3".

7.1365. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 4 n'était pas couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS.[2673] Dans le cadre de son analyse au titre de cette disposition, il a conclu que le dossier n'indiquait pas que les situations phytosanitaires nouvelles ou inattendues mentionnées dans la section de la NIMP 2 que le Costa Rica cite également au titre de l'article 3:1 soient survenues.[2674] Il a aussi constaté que la Mesure 4 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS.[2675] Ces constatations concernent tant le fondement scientifique que le caractère restrictif pour le commerce et la nécessité de la Mesure 4.

7.1366. Par conséquent, le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[2676] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre de l'article 3:1 en ce qui concerne la Mesure 4, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.

[2668] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1121 à 1123.

[2669] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1123 (citant CIPV, NIMP 2 (pièce CRI-101), page 8; et NIMP 20 (pièce CRI-161), pages 22 et 23); et deuxième communication écrite, paragraphe 375.

[2670] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 1124 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines,* paragraphe 245).

[2671] Panama, première communication écrite, paragraphe 438.

[2672] Panama, réponse aux questions du Groupe spécial n° 71, paragraphe 204; et n° 75, paragraphe 214.

[2673] Voir plus haut le paragraphe 7.1293.

[2674] Voir plus haut le paragraphe 7.1286.

[2675] Voir plus haut les paragraphes 7.1309 (concernant les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2), 7.1355 (concernant l'article 5:6) et 7.1358 (concernant l'article 2:2).

[2676] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial fait observer que d'autres groupes spéciaux se sont abstenus de formuler des constatations au sujet des allégations au titre de l'article 3 après avoir constaté que la mesure en cause était incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS, à savoir les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5 et 5:6. (Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 8.184; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2285)

7.6.1.6 Allégations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS

7.6.1.6.1 Principaux arguments des parties

7.6.1.6.1.1 Costa Rica

7.1367. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Costa Rica allègue que toutes les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS, "étant donné que le Panama ne s'est pas acquitté de ses obligations en matière de transparence et de publication en relation avec chacune des mesures en cause".[2677]

7.1368. Dans sa première communication écrite, le Costa Rica soutient que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée dans l'Annexe B) 5) b), ou, à titre subsidiaire, avec celle de l'Annexe B) 6) a). Il demande au Groupe spécial de constater que le Panama a agi d'une manière incompatible avec l'article 7 du fait de l'incompatibilité avec l'Annexe B.[2678]

7.1369. Le Costa Rica fait valoir que sa demande d'établissement d'un groupe spécial inclut également une allégation au titre de l'article 7 de l'Accord SPS qui "peut s'appliquer indépendamment de l'Annexe B".[2679] Il ajoute que, dans le cas où le Groupe spécial considèrerait que l'article 7 pourrait être invoqué indépendamment de l'Annexe B, il dispose de tous les éléments nécessaires pour "constater l'absence de notification à l'OMC des prohibitions du Panama".[2680]

7.6.1.6.1.2 Panama

7.1370. Le Panama indique que la première communication écrite du Costa Rica ne contient aucune allégation au titre de l'Annexe B 1) en ce qui concerne la Mesure 1.[2681]

7.1371. De même, le Panama soutient que les allégations du Costa Rica au titre de l'article 7 et de l'Annexe B) 5) b) et de l'Annexe B) 6) a) de l'Accord SPS ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.[2682]

7.6.1.6.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1372. Le Groupe spécial rappelle que, dans son analyse des allégations du Costa Rica au titre de l'article 7 et de l'Annexe B en ce qui concerne la Mesure 1, il a indiqué ce qui suit:

a. Dans sa décision préliminaire du 5 avril 2023, le Groupe spécial a constaté que les allégations au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS sortaient du cadre de son mandat.[2683]

b. L'Annexe B développe les obligations qui doivent être respectées en vertu de l'article 7 et, en conséquence, l'Annexe B et l'article 7 sont corrélés et doivent être lus conjointement.[2684]

[2677] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7. Le Costa Rica affirme en outre que l'incompatibilité des mesures en cause avec l'article 7 et l'Annexe B 1) "donne également lieu à une violation de l'article X:1 du GATT de 1994 puisque le Panama n'a pas publié de lois, règlements et décisions administratives d'application générale en matière de prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation." *Ibid.*

[2678] Costa Rica, première communication écrite, paragraphe 507.

[2679] Costa Rica, réponse à la question n° 66 du Groupe spécial, paragraphes 3.25 et 3.28.

[2680] Costa Rica, réponse à la question n° 106 du Groupe spécial, paragraphes 2.15 à 2.17.

[2681] Panama, première communication écrite, paragraphe 33.

[2682] Panama, première communication écrite, paragraphe 17.

[2683] Voir plus haut le paragraphe 7.421 (faisant référence à la décision préliminaire du Groupe spécial du 5 avril 2023, paragraphe 5.1 b)).

[2684] Voir plus haut le paragraphe 7.423 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.741; et *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 7.1416).

c. Dans la présente procédure, le Costa Rica n'a présenté aucun argument à l'appui de son allégation relative à la publication des mesures en cause au titre de l'article 7 et de l'Annexe B 1).[2685]

7.1373. Par conséquent, en l'absence d'argumentation de la part du Costa Rica, le Groupe spécial considère que celui-ci n'a pas démontré que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'Accord SPS en ce qui concerne les obligations de publication que ces dispositions établissent.

7.6.1.6.3 Conclusion concernant l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS

7.1374. À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial constate que le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 4 était incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'Accord SPS.

7.6.1.7 Allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS

7.6.1.7.1 Principaux arguments des parties

7.1375. Le Costa Rica allègue que la Mesure 4 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS étant donné que cette mesure est incompatible avec les dispositions de l'Accord SPS. Il demande à ce que le Groupe spécial, à la lumière de toutes les incompatibilités que le Costa Rica pense avoir démontrées, constate que le Panama agit, en conséquence, d'une manière incompatible avec les obligations des articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS.[2686]

7.1376. Le Panama soutient que le Costa Rica n'a pas pu établir le bien-fondé de ses allégations au titre des articles 1:1 et 2:1 parce qu'il n'a pas démontré que la Mesure 4 était incompatible avec les dispositions de l'Accord SPS.[2687]

7.6.1.7.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1377. Le Groupe spécial rappelle l'obligation générale prévue aux articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS selon laquelle toute mesure SPS doit être compatible avec les dispositions de cet accord. Il rappelle également que des groupes spéciaux antérieurs ont constaté l'incompatibilité d'une mesure en cause avec les articles 1:1 et 2:1 après avoir constaté l'incompatibilité de cette mesure avec une des obligations de l'Accord SPS.[2688]

7.1378. Le Groupe spécial a constaté que la Mesure 4 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS.[2689] En conséquence, il constate que la Mesure 4 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS étant donné que cette mesure est incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS.

7.6.2 Allégations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture

7.6.2.1 Principaux arguments des parties

7.6.2.1.1 Costa Rica

7.1379. Le Costa Rica allègue que la Mesure 4 est incompatible avec l'article XI:1 du GATT de 1994 parce qu'elle: a) relève de la catégorie résiduelle et large "tout autre procédé" qui peut être contesté au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994; et b) suppose une prohibition à l'importation, étant donné

[2685] Voir plus haut le paragraphe 7.424.
[2686] Costa Rica, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6; première communication écrite, paragraphes 1221 à 1224; et deuxième communication écrite, paragraphes 405 à 406.
[2687] Panama, première communication écrite, paragraphe 443; et deuxième communication écrite, paragraphe 245.
[2688] Voir plus haut le paragraphe 7.430.
[2689] Voir plus haut les paragraphes 7.1309 (concernant les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2), 7.1355 (concernant l'article 5:6) et 7.1358 (concernant l'article 2:2).

que la décision du Panama de refuser l'importation de bananes plantains et de bananes constitue "une prohibition légale imposée au commerce ou à l'importation d'un produit déterminé".[2690]

7.1380. Le Costa Rica allègue également que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture. Selon lui, l'Accord sur l'agriculture est applicable à la Mesure 4, étant donné que la banane plantain et la banane sont des produits agricoles classés dans le chapitre 8 du Système harmonisé. Le Costa Rica soutient que la violation de l'article XI:1 du GATT de 1994 implique une violation de l'obligation de ne pas adopter de restrictions quantitatives ou de mesures à la frontière similaires visant les produits agricoles énoncée à l'article 4:2 et dans la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[2691]

7.6.2.1.2 Panama

7.1381. Le Panama soutient que le Costa Rica "n'a pas établi le bien-fondé de ses plaintes" au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994, et de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture.[2692]

7.6.2.2 Évaluation du Groupe spécial

7.1382. S'agissant des allégations au titre du GATT de 1994, le Groupe spécial observe que des groupes spéciaux antérieurs ont reconnu que la relation entre l'Accord SPS et le GATT de 1994 pourrait donner lieu à un raisonnement circulaire qui ne contribue pas à trouver une solution positive du différend. Ces groupes spéciaux ont considéré qu'une constatation d'incompatibilité avec les dispositions du GATT de 1994 exigerait aussi d'examiner si la mesure était justifiée au regard de l'article XX b) du GATT de 1994, qui fait mention des mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux.[2693] Le Groupe spécial souscrit à ce raisonnement et rappelle que l'Accord SPS constitue un développement de l'article XX b) du GATT de 1994.[2694]

7.1383. En outre, le Groupe spécial rappelle qu'il a constaté que la Mesure 4 était incompatible avec les articles 5:1, 5:2, 5:3, 2:2 et 5:6 de l'Accord SPS.[2695] Ces constatations concernent tant le fondement scientifique que la nécessité et le caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 4.

7.1384. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[2696] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre du GATT de 1994, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[2697]

[2690] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1237 à 1241; et deuxième communication écrite, paragraphes 574 à 577.

[2691] Costa Rica, première communication écrite, paragraphes 1242 à 1246; et deuxième communication écrite, paragraphes 578 à 582.

[2692] Panama, deuxième communication écrite, paragraphe 246. Voir aussi Panama, première communication écrite, paragraphe 443.

[2693] Rapports des Groupes spéciaux *Australie – Saumons*, paragraphe 7.19; *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphe 7.481; *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.730; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2318.

[2694] Voir plus haut la note de bas de page 953.

[2695] Voir plus haut les paragraphes 7.1309 (concernant les articles 5:1, 5:2, 5:3 et 2:2), 7.1355 (concernant l'article 5:6) et 7.1358 (concernant l'article 2:2).

[2696] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord.

[2697] Dans les différends antérieurs dans lesquels des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS et du GATT de 1994, les groupes spéciaux ont appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre du GATT de 1994 après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS. Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.275; *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.272; *Australie – Saumons*, paragraphe 8.185; *Japon – Pommes*, paragraphe 8.328; *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.3422 et 6.3429; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.803; *États-Unis – Animaux*, paragraphes 7.731 et 7.732; et *Costa Rica – Avocats (Mexique)*, paragraphe 7.2319.

7.1385. S'agissant des allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture, le Groupe spécial observe que, selon le Costa Rica, l'incompatibilité de la Mesure 4 avec l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture résulte de son incompatibilité avec l'article XI:1 du GATT de 1994. Le Groupe spécial rappelle qu'il a décidé d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Costa Rica au titre du GATT de 1994. En outre, il a examiné la question du caractère restrictif pour le commerce de la Mesure 4 au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS. Le Groupe spécial considère que, dans les circonstances du présent différend, les constatations antérieures sont suffisantes pour permettre à l'ORD de formuler des recommandations ou des décisions qui visent à régler la question de manière satisfaisante et qui soient suffisamment précises pour qu'il puisse leur être donné suite dans les moindres délais.[2698] En conséquence, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'aborder les allégations du Costa Rica au titre de l'Accord sur l'agriculture, et décide d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne ces allégations.[2699]

8 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

a. Pour ce qui est de son mandat:

i. la demande d'établissement d'un groupe spécial du Costa Rica n'est pas incompatible avec la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord imposant de présenter "un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème";

ii. les allégations du Costa Rica au titre de l'Annexe B 5) b) et de l'Annexe B 6) a) de l'Accord SPS sortent du cadre du mandat du Groupe spécial; et

iii. les procédures relatives aux Mesures 1, 3 et 4 contestées par le Costa Rica sortent du cadre du mandat du Groupe spécial.

b. Pour ce qui est de la Mesure concernant l'importation de fraises (Mesure 1):

i. l'Accord SPS est applicable à la Mesure 1 car ladite mesure constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) b) de l'Accord SPS et affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord SPS;

ii. la Mesure 1 ne constitue pas une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS car le Panama n'a pas démontré qu'il l'a adoptée dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes et sur la base des renseignements pertinents disponibles, en violation de deux des prescriptions de l'article 5:7;

iii. la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé des personnes, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes;

[2698] Voir les articles 3:4, 3:7, 11 et 21:1 du Mémorandum d'accord.

[2699] Le Groupe spécial *Japon – Pommes*, affaire dans laquelle des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS et de l'Accord sur l'agriculture, a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS. (Voir le rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.332.) Le Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, affaire dans laquelle des mesures ont été contestées au titre de l'Accord SPS, du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture, a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations au titre de l'Accord sur l'agriculture après avoir constaté des incompatibilités avec les dispositions de l'Accord SPS et du GATT de 1994. En particulier, ce Groupe spécial a indiqué qu'il avait résolu les aspects du différend liés aux "restrictions". (Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille (Chine)*, paragraphes 7.69 et 7.485 à 7.487.)

iv. la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:2 de l'Accord SPS car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des éléments énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques;

v. la Mesure 1 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS car elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama;

vi. la Mesure 1 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS car elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé des personnes, elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques, et elle est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes;

vii. le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 1 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'Accord SPS en ce qui concerne les obligations de publication que ces dispositions établissent;

viii. la Mesure 1 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS car elle est incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS;

ix. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS; et

x. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture.

c. Pour ce qui est de la Mesure concernant l'importation de produits laitiers et de produits carnés (Mesure 2):

i. le Costa Rica a démontré que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés du Costa Rica qui est maintenue en vertu du non-renouvellement des homologations sanitaires de 16 des 18 établissements indiqués par le Costa Rica dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial;

ii. le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 2 consiste en une prohibition à l'importation de produits laitiers et de produits carnés qui est maintenue en vertu de la décision du Panama de révoquer l'admissibilité sanitaire/zoosanitaire, car il n'a pas démontré que le Panama a révoqué ou cessé de reconnaître cette admissibilité zoosanitaire du Costa Rica pour les produits en question;

iii. l'Accord SPS est applicable à la Mesure 2 car ladite mesure constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) b) et c) de l'Accord SPS et affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord SPS;

iv. la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS parce que le Panama a pris des retards injustifiés dans la conduite des procédures de renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens;

v. la Mesure 2 est incompatible avec l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS parce que le Panama a demandé au Costa Rica des renseignements qui n'étaient pas limités à ce qui était nécessaire pour conclure la procédure de renouvellement des homologations sanitaires de 16 établissements costariciens;

vi. du fait de l'incompatibilité avec l'Annexe C 1) a) et l'Annexe C 1) c), la Mesure 2 est incompatible avec l'article 8 de l'Accord SPS;

vii. la Mesure 2 est incompatible avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS parce qu'elle établit une discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard de 16 établissements du Costa Rica par rapport aux établissements du Pérou et de la Nouvelle-Zélande;

viii. le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 2 est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS;

ix. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS;

x. la Mesure 2 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS car elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama;

xi. la Mesure 2 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS car elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes;

xii. le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 2 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'Accord SPS en ce qui concerne les obligations de publication que ces dispositions établissent;

xiii. la Mesure 2 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS car elle est incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS; et

xiv. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture.

d. Pour ce qui est de la Mesure concernant l'importation d'ananas (Mesure 3):

i. l'Accord SPS est applicable à la Mesure 3 car ladite mesure constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) a) de l'Accord SPS et affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord SPS;

ii. la Mesure 3 ne constitue pas une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS car le Panama n'a pas démontré qu'il l'a adoptée dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes et sur la base des renseignements pertinents disponibles, en violation de deux des prescriptions de l'article 5:7;

iii. la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes;

iv. la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:2 de l'Accord SPS car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des éléments énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques;

v. la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:3 de l'Accord SPS car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des facteurs économiques énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques;

vi. la Mesure 3 est incompatible avec la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS parce qu'elle établit une discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard des ananas du Costa Rica par rapport aux avocats de Colombie;

vii. le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 3 établit une discrimination arbitraire ou injustifiable à l'égard des ananas du Costa Rica par rapport aux ananas des États-Unis et de Colombie, en violation de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS;

viii. la Mesure 3 est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS parce qu'elle est appliquée de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international;

ix. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS;

x. la Mesure 3 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS car elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama;

xi. la Mesure 3 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS car elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour préserver les végétaux, elle n'est pas fondée sur des principes scientifiques et elle est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes;

xii. le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 3 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'Accord SPS en ce qui concerne les obligations de publication que ces dispositions établissent;

xiii. la Mesure 3 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS car elle est incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS;

xiv. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS; et

xv. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture.

e. Pour ce qui est de la Mesure concernant l'importation de bananes plantains et de bananes (Mesure 4):

i. l'Accord SPS est applicable à la Mesure 4 car ladite mesure constitue une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) a) de l'Accord SPS et affecte directement le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'Accord SPS;

ii. la Mesure 4 ne constitue pas une mesure provisoire couverte par l'article 5:7 de l'Accord SPS car le Costa Rica a démontré, et le Panama n'a pas réfuté, que ce dernier ne l'a pas adoptée dans une situation d'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes;

iii. la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord SPS car elle n'est pas établie sur la base d'une évaluation, selon qu'il était approprié en fonction des circonstances, des risques pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes;

iv. la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:2 de l'Accord SPS car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des éléments énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques;

v. la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:3 de l'Accord SPS car, en l'absence d'évaluation des risques, le Panama n'a pas tenu compte des facteurs économiques énumérés dans cette disposition pour évaluer les risques;

vi. la Mesure 4 est incompatible avec l'article 5:6 de l'Accord SPS car elle est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection du Panama;

vii. la Mesure 4 est incompatible avec l'article 2:2 de l'Accord SPS car elle n'est pas appliquée que dans la mesure nécessaire pour préserver les végétaux, elle n'est pas

fondée sur des principes scientifiques et elle est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes;

viii. le Costa Rica n'a pas démontré que la Mesure 4 est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'Accord SPS en ce qui concerne les obligations de publication que ces dispositions établissent;

ix. la Mesure 4 est incompatible avec les articles 1:1 et 2:1 de l'Accord SPS car elle est incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord SPS;

x. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre de l'article 3:1 de l'Accord SPS; et

xi. le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Costa Rica au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'agriculture.

8.2. Aux termes de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. Le Groupe spécial conclut que, dès lors que les mesures en cause sont incompatibles avec l'Accord SPS, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour le Costa Rica de cet accord.

8.3. Conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial recommande que le Panama rende ses mesures conformes à ses obligations au titre de l'Accord SPS.

APPENDICE 1 – CHRONOLOGIE DES FAITS RELATIFS AU RENOUVELLEMENT DES HOMOLOGATIONS SANITAIRES DES 18 ÉTABLISSEMENTS COSTARICIENS EN QUESTION (MESURE 2)

Le tableau figurant ci-après présente une chronologie des faits relatifs à la Mesure 2, y compris les échanges de communications entre les parties et d'autres éléments de preuve concernant la Mesure 2 présentés par les parties (tels que des captures d'écran de la page Web de l'AUPSA).[2700] Cette chronologie comprend les faits survenus depuis janvier 2014, date à laquelle le Panama a accordé les premières homologations sanitaires aux établissements costariciens en question, jusqu'en mai 2023, date à laquelle le Panama a accordé la dernière prorogation[2701] d'une homologation sanitaire à l'un des établissements costariciens en question.

Date	Fait
23 janvier 2014	L'AUPSA accorde une homologation sanitaire d'une validité de trois ans à l'établissement n° 46B de la *Cooperativa de Productores de Leche Dos Pinos (Dos Pinos)*.[2702]
3 mars 2014	L'AUPSA accorde une homologation sanitaire d'une validité de trois ans à l'établissement n° 8 de l'entreprise *Coopemontecillo*[2703], à l'établissement n° 12 de l'entreprise *CIISA-El Arreo*[2704] et à l'établissement n° 9 de l'entreprise *Gico*.[2705]
3 avril 2014	L'AUPSA accorde une homologation sanitaire d'une validité de trois ans à l'établissement n° 12C de l'entreprise *Camsa*[2706], à l'établissement n° 21 de l'entreprise *Distribuidora de Carnes Zamora*[2707] et à l'établissement n° 8C de l'entreprise *Coopemontecillo*.[2708]
7 mai 2014	L'AUPSA accorde une homologation sanitaire d'une validité de trois ans aux établissements n° 46A[2709] et 46C[2710] de l'entreprise *Dos Pinos*.
18 juin 2014	L'AUPSA accorde une homologation sanitaire d'une validité de trois ans à l'établissement n° 48 de l'entreprise *Nutrilac*.[2711]
21 juillet 2014	L'AUPSA accorde une homologation sanitaire d'une validité de trois ans à l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar Aqua Corporation Products (Biomar)*.[2712]

[2700] Par souci de clarté, le Groupe spécial fait référence au "renouvellement des homologations sanitaires" qui, d'après ce qu'il comprend, constitue ce à quoi le SENASA et l'AUPSA font référence lorsque, dans leurs communications postérieures à l'homologation des établissements costariciens en question, ils utilisent des expressions telles que l'"habilitation pour l'exportation", le "renouvellement du permis d'exportation", l'"approbation" des établissements, entre autres expressions similaires. En outre, le Groupe spécial fait référence à des "audits", même si, dans les communications, on utilise des termes tels que "visites" ou "inspections".

[2701] Le Groupe spécial rappelle que, dans le présent rapport, il utilise les termes "prorogation" ou "prorogations" pour désigner toute référence, dans les communications des autorités des parties, à l'"extension" ou à la "prolongation" de la validité des homologations sanitaires accordées par le Panama aux établissements d'autres pays qui ne satisfont pas à toutes les prescriptions pour obtenir un renouvellement, conformément à la réglementation panaméenne. Voir plus haut les notes de bas de page 1070 et 1110.

[2702] AUPSA, Résolution n° 029-2014 (pièce CRI-236).
[2703] AUPSA, Résolution n° 16 (2014) (pièce CRI-225).
[2704] AUPSA, Résolution n° 14 (2014) (pièce CRI-241).
[2705] AUPSA, Résolution n° 15 (2014) (pièce CRI-244).
[2706] AUPSA, Résolution n° 10 (2014) (pièce CRI-215).
[2707] AUPSA, Résolution n° 12 (2014) (pièce CRI-231).
[2708] AUPSA, Résolution n° 11 (2014) (pièce CRI-228).
[2709] AUPSA, Résolution n° 028-2014 (pièce CRI-234).
[2710] AUPSA, Résolution n° 030-2014 (pièce CRI-237).
[2711] AUPSA, Résolution n° 039-2014 (pièce CRI-247).
[2712] AUPSA, Résolution n° 43 (2014) (pièce CRI-206).

Date	Fait
7 novembre 2014	L'AUPSA accorde une homologation sanitaire d'une validité de trois ans à l'établissement n° 5 de l'entreprise *Planta Cinta Azul (Pipasa)*[2713], à l'établissement n° 30E de l'entreprise *Proceso Posterior (Pipasa*)[2714] et à l'établissement n° 7 de l'entreprise *Sigma Alimentos*.[2715] L'AUPSA accorde une homologation sanitaire d'une validité de cinq ans à l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria*.[2716]
15 février 2016	L'AUPSA accorde un renouvellement d'homologation sanitaire d'une validité de trois ans à l'établissement n° 40 de l'entreprise *El Ángel*[2717] et aux établissements n° 45[2718] et 47[2719] de l'entreprise *Sigma Alimentos*.
13 janvier 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 8C de l'entreprise *Coopemontecillo*[2720] et de l'établissement n° 21 de l'entreprise *Distribuidora de Carnes Zamora,* et d'indiquer la date prévue pour la réalisation des audits.[2721]
17 janvier 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 8 de l'entreprise *Coopemontecillo* et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.[2722]
23 janvier 2017	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire accordée le 23 janvier 2014 à l'établissement n° 46B de l'entreprise *Dos Pinos*.[2723]
24 janvier 2017	L'AUPSA indique que: • La demande de renouvellement des homologations a été enregistrée et sera transmise de façon à inclure les établissements n° 8 et 8C de l'entreprise *Coopemontecillo* dans le cadre des missions d'audit pour 2017, à une date restant à communiquer. • En attendant que se concrétisent les audits de renouvellement des homologations qui sont sur le point d'expirer, ces établissements pourront continuer d'exporter leurs produits vers le Panama.[2724]
2 février 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 48 de l'entreprise *Nutrilac* et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.[2725]
9 février 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire des établissements n° 12C de l'entreprise *Camsa*[2726] et n° 12 de l'entreprise *CIISA-El Arreo*, et d'indiquer la date prévue pour la réalisation des audits.[2727]
14 février 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire des établissements n° 46A[2728], 46B[2729] et 46C[2730] de l'entreprise *Dos Pinos*, et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.

[2713] AUPSA, Résolution n° 46 (2014) (pièce CRI-250).
[2714] AUPSA, Résolution n° 45 (2014) (pièce CRI-253).
[2715] AUPSA, Résolution n° 44 (2014) (pièce CRI-256).
[2716] AUPSA, Résolution n° 48 (2014) (pièce CRI-219).
[2717] AUPSA, Résolution n° 10-CTI-16 (pièce CRI-238). L'homologation sanitaire qui a été renouvelée au moyen de cette résolution ne figure pas dans le dossier.
[2718] AUPSA, Résolution n° 008-CTI-16 (pièce CRI-259). L'homologation sanitaire qui a été renouvelée au moyen de cette résolution ne figure pas dans le dossier.
[2719] AUPSA, Résolution n° 007-CTI-16 (pièce CRI-262). L'homologation sanitaire qui a été renouvelée au moyen de cette résolution ne figure pas dans le dossier.
[2720] Note officielle n° SENASA-DG-047-2017 (pièce CRI-229).
[2721] Note officielle n° SENASA-DG-512-2017 (pièce CRI-232). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 3 avril 2014.
[2722] Note officielle n° SENASA-DG-046-2017 (pièce CRI-226). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 3 mars 2014.
[2723] Le Groupe spécial rappelle que, conformément à la réglementation panaméenne, toutes les homologations sanitaires ont été accordées par l'AUPSA.
[2724] Note officielle n° AUPSA-DINAN-009-2017 (pièce CRI-31).
[2725] Note officielle n° SENASA-DG-246-2017 (pièce CRI-248). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 18 juin 2014.
[2726] Note officielle n° SENASA-DG-0139-2017 (pièce CRI-216).
[2727] Note officielle n° SENASA-DG-140-2017 (pièce CRI-242). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne les homologations sanitaires accordées le 3 avril et le 3 mars 2014, respectivement.
[2728] Note officielle n° SENASA-DG-0159-2017 (pièce CRI-37). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 7 mai 2014.
[2729] Note officielle n° SENASA-DG-0160-2017 (pièce CRI-141). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 23 janvier 2014.
[2730] Note officielle n° SENASA-DG-0161-2017 (pièce CRI-204). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 7 mai 2014.

Date	Fait
16 février 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 9 de l'entreprise *Gico* et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.[2731]
3 mars 2017	Date d'expiration prévue pour les homologations sanitaires accordées le 3 mars 2014 à l'établissement n° 8 de l'entreprise *Coopemontecillo*, à l'établissement n° 12 de l'entreprise *CIISA-El Arreo* et à l'établissement n° 9 de l'entreprise *Gico*.
3 avril 2017	Date d'expiration prévue pour les homologations sanitaires accordées le 3 avril 2014 à l'établissement n° 12C de l'entreprise *Camsa*, à l'établissement n° 21 de l'entreprise *Distribuidora de Carnes Zamora* et à l'établissement n° 8C de l'entreprise *Coopemontecillo*.
7 mai 2017	Date d'expiration prévue pour les homologations sanitaires accordées le 7 mai 2014 aux établissements n° 46A et 46C de l'entreprise *Dos Pinos*.
18 juin 2017	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire accordée le 18 juin 2014 à l'établissement n° 48 de l'entreprise *Nutrilac*.
21 juin 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 30E de l'entreprise *Proceso Posterior (Pipasa)* et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.[2732]
21 juillet 2017	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire accordée le 21 juillet 2014 à l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*.
4 août 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 7 de l'entreprise *Sigma Alimentos* et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.[2733]
9 août 2017	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 5 de l'entreprise *Planta Cinta Azul (Pipasa)* et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.[2734] L'AUPSA informe le SENASA que la programmation de l'audit à l'origine aux fins du renouvellement de l'homologation sanitaire de l'établissement n° 7 de l'entreprise *Sigma Alimentos*, ainsi que de celle des autres établissements qui ont exprimé de l'intérêt pour un renouvellement par l'intermédiaire du SENASA, est en cours et que, "en raison du faible nombre d'auditeurs et du volume élevé de demandes, la date estimée pour la programmation de la visite sera un peu différée".[2735]
7 novembre 2017	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire accordée le 7 novembre 2014 à l'établissement n° 5 de l'entreprise *Planta Cinta Azul (Pipasa)*, à l'établissement n° 30E de l'entreprise *Proceso Posterior (Pipasa)* et à l'établissement n° 7 de l'entreprise *Sigma Alimentos*.
5 décembre 2017	L'entreprise *Biomar* demande à l'AUPSA de prolonger la validité de l'homologation sanitaire de son établissement n° 762, en attendant la réalisation de l'audit de l'usine, programmé pour janvier 2018.[2736]
6 décembre 2017	En réponse à la communication du 5 décembre 2017, l'AUPSA fait savoir qu'une prorogation de quatre mois a été accordée à l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*, et indique que l'audit de l'usine est en cours de programmation pour le premier trimestre de 2018.[2737]
19 mars 2018	L'entreprise *Biomar* demande à l'AUPSA s'il y a du nouveau concernant la programmation de l'audit de l'établissement n° 762.[2738]
12 avril 2018	L'entreprise *Biomar* signale à l'AUPSA que l'audit de l'établissement n° 762 reste encore à effectuer en raison de l'expiration de la prorogation de quatre mois qui a été accordée en décembre 2017.[2739]

[2731] Note officielle n° SENASA-DG-170-2017 (pièce CRI-245). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 3 mars 2014.
[2732] Note officielle n° SENASA-DG-704-2017 (pièce CRI-254). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 7 novembre 2014.
[2733] Note officielle n° SENASA-DG-963-2017 (pièce CRI-257). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 7 novembre 2014.
[2734] Note officielle n° SENASA-DG-983-2017 (pièce CRI-251). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 7 novembre 2014.
[2735] Note n° AUPSA-DINAN-154 (pièce CRI-32).
[2736] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 12.
[2737] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 12.
[2738] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 11.
[2739] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 11.

Date	Fait
13 avril 2018	En réponse à la communication du 12 avril envoyée par l'entreprise *Biomar*, l'AUPSA indique qu'elle va prolonger la prorogation de l'homologation sanitaire pour l'établissement n° 762 et que "dès que [l'audit] sera programmé[], les autorités à l'origine se chargeront de le lui faire savoir".[2740]
30 juillet 2018	L'entreprise *Biomar* demande à l'AUPSA si elle a une date estimative pour la réalisation de l'audit de l'établissement n° 762.[2741]
31 juillet 2018	En réponse à la communication du 30 juillet envoyée par l'entreprise *Biomar*, l'AUPSA indique qu'elle a un calendrier "assez chargé" et que, dès qu'elle aura une date probable pour la réalisation de l'audit de l'établissement n° 762, elle la communiquera à l'entreprise. L'AUPSA indique également que la prorogation sera modifiée si nécessaire.[2742]
6 septembre 2018	L'entreprise *Biomar* demande à l'AUPSA une nouvelle prorogation de l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762.[2743]
7 septembre 2018	En réponse à la communication du 6 septembre envoyée par l'entreprise *Biomar*, l'AUPSA indique que "[l]a question est réglée pour le moment".[2744]
12 novembre 2018	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire des établissements n° 45[2745] et 47[2746] de l'entreprise *Sigma Alimentos*, et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.
4 décembre 2018	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 40 de l'entreprise *El Ángel* et d'indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.[2747]
10 et 22 janvier 2019	L'entreprise *Biomar:* • demande à l'AUPSA, à ces deux reprises, "de nouveau son aide concernant la question de l'homologation" de l'établissement n° 762; • indique que la dernière prorogation accordée arrivera à expiration le 31 janvier 2019, et que l'audit de l'établissement n° 762 reste encore à effectuer.[2748]
23 janvier 2019	En réponse aux communications de janvier 2019 envoyées par l'entreprise *Biomar*, l'AUPSA indique qu'elle va donner suite à la demande.[2749]
4 février 2019	Le SENASA demande à l'AUPSA des indications pour faire avancer le renouvellement de l'homologation sanitaire des établissements n° 8 et 8C de l'entreprise *Coopemontecillo*. Il lui demande également de lui indiquer la date prévue pour la réalisation de l'audit.[2750]
15 février 2019	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire accordée le 15 février 2016 à l'établissement n° 40 de l'entreprise *El Ángel*, et aux établissements n° 45 et 47 de l'entreprise *Sigma Alimentos*.
17 avril 2019	L'entreprise *Biomar* demande à l'AUPSA une nouvelle prorogation de son homologation sanitaire qui doit arriver à expiration le 25 avril 2019 et la réalisation de l'audit de l'établissement n° 762.[2751]
23 avril 2019	Suite à la communication de l'AUPSA du 17 avril 2019, l'entreprise *Biomar* demande de nouveau à la personne chargée de la question à l'AUPSA son aide pour obtenir une nouvelle prorogation de l'homologation sanitaire, étant donné que la prorogation en vigueur à ce moment-là doit arriver à expiration le 25 avril 2019.[2752]

[2740] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 10. Voir aussi *ibid.*, page 9, où l'AUPSA indique que la prorogation a pris effet et fournit un lien dont il est allégué qu'il confirme cette prorogation.
[2741] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), pages 8 et 9.
[2742] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 8.
[2743] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), pages 7 et 8.
[2744] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 7.
[2745] Note officielle n° SENASA-DG-1512-2018 (pièce CRI-260). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne les homologations sanitaires accordées à ces établissements le 15 février 2016.
[2746] Note officielle n° SENASA-DG-1511-2018 (pièce CRI-263). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne les homologations sanitaires accordées à ces établissements le 15 février 2016.
[2747] Note officielle n° SENASA-DG-1587-2018 (pièce CRI-239). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 15 février 2016.
[2748] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 6.
[2749] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 5.
[2750] Note officielle n° SENASA-DG-0090-2019 (pièce CRI-54). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne les homologations sanitaires accordées à ces établissements le 3 mars et le 3 avril 2014, respectivement.
[2751] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), pages 4 et 5.
[2752] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 4.

Date	Fait
30 avril 2019	Le SENASA demande à l'AUPSA d'organiser la visite de ses fonctionnaires en vue d'effectuer l'audit de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar* aux fins du renouvellement de l'homologation sanitaire de cet établissement.[2753]
21 mai 2019	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler les homologations sanitaires des établissements n° 8 et 8C de l'entreprise *Coopemontecillo*, en attendant qu'elle indique une date pour la réalisation des audits de ces établissements.[2754]
22 juillet 2019	L'entreprise *Biomar* se renseigne auprès de l'AUPSA sur les mesures prises à la suite de la note officielle envoyée par le SENASA le 30 avril 2019 concernant la programmation de l'audit de l'usine en question, et demande l'octroi d'une nouvelle prorogation de l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762, étant donné que la prorogation en vigueur à ce moment-là doit arriver à expiration le 31 juillet 2019.[2755]
23 juillet 2019	En réponse à la communication de l'entreprise *Biomar* du 22 juillet 2019, l'AUPSA fait savoir qu'elle se trouve en période de transition administrative et que le nouveau responsable de l'entité n'a pas encore pris ses fonctions, de sorte que la procédure reste en suspens.[2756]
10 octobre 2019	L'entreprise *Biomar:* • demande à l'AUPSA une nouvelle prorogation de son homologation sanitaire, étant donné que, le 31 octobre 2019, la prorogation en vigueur à ce moment-là doit arriver à expiration; • demande des renseignements sur la situation concernant l'audit de l'établissement n° 762 et sur la possibilité d'organiser celui-ci.[2757]
15 octobre 2019	L'AUPSA: • informe le SENASA qu'elle a accordé une prorogation de deux mois (du 31 octobre au 31 décembre 2019) s'agissant des homologations sanitaires des établissements costariciens qui sont arrivées à expiration et dont le renouvellement a été demandé par écrit; • indique que, à l'expiration de ce délai, les échanges commerciaux ne seront pas interrompus, car elle organisera immédiatement le lancement de la procédure d'audit.[2758] Le Groupe spécial observe que l'AUPSA ne fait pas référence à des établissements particuliers.
31 octobre 2019	L'entreprise *Biomar* demande à l'AUPSA sa collaboration en vue de l'octroi d'une nouvelle prorogation, étant donné qu'elle n'a pas reçu de réponse à sa communication du 10 octobre et que le système indique encore le 31 octobre 2019 comme date d'expiration de l'homologation.[2759]
7 novembre 2019	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire accordée le 7 novembre 2014 à l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria*.
8 novembre 2019	L'AUPSA accorde une prorogation de l'homologation sanitaire de l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria* jusqu'au 31 octobre 2020.[2760]
2 décembre 2019	L'AUPSA envoie au SENASA une communication l'informant qu'en ce moment elle est engagée dans une "procédure d'analyse et de renouvellement" de l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*. En outre, elle lui demande a) de confirmer que l'établissement n° 762 est autorisé à exporter les produits en question, et b) de délivrer une certification sanitaire indiquant que, dans cet établissement, "il n'existe pas et ne s'est pas produit de situations de risque sanitaire", s'agissant des produits en question, au cours des cinq dernières années.[2761]

[2753] Note officielle n° SENASA-DG-550-2019 (pièce CRI-10). D'après ce que le Groupe spécial comprend, ce renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 21 juillet 2014.

[2754] Note officielle n° SENASA-DG-627-2019 (pièce CRI-175) ((faisant référence à la Note officielle n° SENASA-DG-046-2017 (pièce CRI-226); à la Note officielle n° SENASA-DG-047-2017 (pièce CRI-229); et à la Note officielle n° AUPSA-DINAN-009-2017 (pièce CRI-31)). Le SENASA fait référence à ses communications à l'AUPSA des 13 et 17 janvier 2017, et à la note officielle de l'AUPSA du 24 janvier 2017.

[2755] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), pages 3 et 4.

[2756] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 3.

[2757] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 2.

[2758] Note n° AUPSA-AG-399-2019 (pièce CRI-35).

[2759] Communications entre Biomar et l'AUPSA (2017-2019) (pièce CRI-393), page 2.

[2760] AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2020) (pièce CRI-398). Voir aussi le tableau figurant dans la réponse du Costa Rica à la question n° 139 du Groupe spécial.

[2761] Note n° AUPSA-AG-451-2019 (pièce CRI-207).

Date	Fait
26 décembre 2019	En ce qui concerne les établissements de traitement des produits d'origine bovine, porcine, aviaire et aquacole, l'AUPSA proroge les homologations sanitaires de tous les établissements dont l'homologation sanitaire doit arriver à expiration le 31 décembre 2019 pour une durée de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 2020.[2762] Le Groupe spécial observe que, parmi les établissements énumérés, figurent 17 des 18 établissements costariciens en question.[2763]
2 janvier 2020	L'AUPSA informe le SENASA qu'elle programme l'audit sur place dans les établissements n° 46A et 46C de l'entreprise *Dos Pinos* pour la fin du mois de janvier 2020 et demande à celui-ci d'actualiser les renseignements contenus dans le questionnaire joint.[2764]
7 janvier 2020	En réponse à sa communication du 2 décembre 2019, le SENASA envoie à l'AUPSA une proposition de certificat sanitaire pour les produits destinés à l'alimentation animale aux fins de la procédure de renouvellement de l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*.[2765]
3 février 2020	L'AUPSA informe le SENASA qu'elle a organisé l'audit sur place dans les établissements n° 46A et 46C de l'entreprise *Dos Pinos* pour la première semaine de mars 2020.[2766] En réponse à la note officielle de l'AUPSA du même jour, le SENASA demande l'inclusion de l'établissement n° 46B de l'entreprise *Dos Pinos* dans l'audit sur place programmé pour la première semaine de mars dans les établissements n° 46A et 46C de la même entreprise.[2767]
19 février 2020	Le SENASA communique les réponses au questionnaire envoyé le 2 janvier 2020 concernant le renouvellement des homologations sanitaires des établissements n° 46A et 46C de l'entreprise *Dos Pinos*.[2768]
20 février 2020	L'AUPSA accuse réception des documents envoyés par le SENASA le 19 février 2020.[2769] Le même jour, l'AUPSA informe le SENASA que l'audit sur place dans les établissements n° 46A et 46C de l'entreprise *Dos Pinos* aura lieu entre le 2 et le 6 mars 2020 et donne des détails à ce sujet.[2770]
27 février 2020	L'AUPSA: • informe le SENASA que, en réponse à la demande qu'il a présentée le 3 février 2020, elle a inclus dans l'audit l'établissement n° 46B de l'entreprise *Dos Pinos*; • demande que la date de l'audit soit décalée à la semaine du 9 au 13 mars 2020 en raison du "retard dans la procédure administrative de délivrance du passeport de l'un de [ses] auditeurs".[2771]
9 mars 2020	L'AUPSA informe le SENASA de sa décision de reporter l'audit sur place dans les établissements n° 46A, 46B et 46C de l'entreprise *Dos Pinos* à la suite de l'alerte jaune décrétée par le Costa Rica en raison des cas de COVID-19 dans le pays.[2772] Le Groupe spécial observe qu'il n'est pas indiqué de date proposée pour la réalisation de l'audit.

[2762] AUPSA, Résolution n° 145-AG-2019 (pièce PAN-2). Voir aussi AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217).

[2763] Le seul établissement qui n'est pas mentionné dans la Résolution n° 145-AG-2019 est Central Veterinaria, car son homologation sanitaire est restée en vigueur jusqu'au 31 octobre 2020. AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2020) (pièce CRI-398). Voir aussi AUPSA, Résolution n° 143-AG-2019 (pièce PAN-129), par laquelle la validité de l'homologation sanitaire de Biomar a été prorogée pour la période en question.

[2764] Note n° AUPSA-AG-001-2020 (pièce CRI-38). Bien qu'il soit fait référence aux établissements n° "41A" et "41C" de l'entreprise Dos Pinos, le Groupe spécial croit comprendre qu'il s'agit d'une erreur typographique, et qu'en réalité, il était fait référence aux établissements n° 46A et 46C de cette entreprise.

[2765] Note officielle n° SENASA-DG-0025-2020 (pièce CRI-208).

[2766] Note officielle n° AUPSA-AG-025-2020 (pièce CRI-176).

[2767] Note officielle n° SENASA-DG-132-2020 (pièce CRI-181).

[2768] Courrier électronique du Directeur de la quarantaine animale du SENASA à l'Administrateur général de l'AUPSA (19 février 2020) (pièce CRI-39). Voir aussi Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (19 février 2020) (pièce CRI-6).

[2769] Courrier électronique du Directeur de la quarantaine animale du SENASA à l'Administrateur général de l'AUPSA (19 février 2020) (pièce CRI-39).

[2770] Note n° AUPSA-AG-049-2020 (pièce CRI-180).

[2771] Note n° AUPSA-AG-059-2020 (pièce CRI-40).

[2772] Note n° AUPSA-AG-078-2020 (pièce CRI-41).

Date	Fait
12 juin 2020	Le SENASA demande à l'AUPSA de "prolonger la durée de validité de" (proroger) l'homologation sanitaire de tous les établissements costariciens exportateurs de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine qui disposaient d'une homologation en vigueur jusqu'au 30 juin 2020, de manière qu'ils bénéficient d'une "sécurité juridique pour poursuivre les exportations vers le Panama". Il propose que, conformément à l'article 13 du Règlement centraméricain sur les mesures et procédures sanitaires et phytosanitaires, l'AUPSA procède à une évaluation documentaire des établissements en raison de la situation sanitaire résultant de la pandémie de COVID-19, et que l'audit sur place soit effectué à un autre moment.[2773]
26 juin 2020	Le SENASA demande de nouveau à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 7 de l'entreprise *Sigma Alimentos* et précise que, dans le cas où un audit sur place serait exigé, l'établissement en assumerait les frais.[2774]
29 juin 2020	Le SENASA indique à l'AUPSA qu'il n'a pas reçu de réponse à sa proposition de certificat sanitaire envoyée le 7 janvier 2020 en ce qui concerne l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*. Il indique qu'il faut que cet établissement poursuive la procédure d'homologation.[2775]
30 juin 2020	Date d'expiration prévue pour la prorogation de l'homologation sanitaire qui a été accordée le 26 décembre 2019 à certains établissements costariciens et dont le renouvellement a été demandé par écrit.
3 juillet 2020	Le SENASA demande à l'AUPSA de proroger l'homologation sanitaire des établissements n° 46A, 46B et 46C de l'entreprise *Dos Pinos*, en indiquant que l'audit pourra être effectué lorsque les conditions sanitaires le permettront. Il fait référence aux communications envoyées au sujet de ces établissements entre février 2017 et juin 2020 et il signale qu'il n'a pas encore reçu de réponse à sa demande du 16 juin 2020 visant à proroger la durée de validité de l'homologation pour les établissements exportateurs de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.[2776]
10 juillet 2020	En réponse à la communication du SENASA du 12 juin 2020, l'AUPSA confirme que la prorogation concernant les établissements en question est arrivée à expiration le 30 juin 2020. Elle indique en outre qu'une évaluation uniquement documentaire ne satisfait pas aux prescriptions de la législation sanitaire du Panama, ni ne garantit leur respect, et que, compte tenu des circonstances de la pandémie de COVID-19, les établissements du Costa Rica pourront faire l'objet d'une nouvelle procédure en vue de leur homologation.[2777]
16 juillet 2020	Le SENASA demande à l'AUPSA: • de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria*; et • d'indiquer "les prescriptions à respecter pour se conformer aux dispositions établies par [le Panama]" aux fins du renouvellement des homologations sanitaires et de la poursuite des relations commerciales.[2778]
11 août 2020	Le SENASA réitère sa demande du 3 juillet 2020 à l'AUPSA en vue du renouvellement des homologations sanitaires des établissements n° 46A, 46B et 46C de l'entreprise *Dos Pinos* sur la base d'un examen documentaire au lieu d'un audit effectué sur place, compte tenu de la situation sanitaire mondiale due à la pandémie de COVID-19. Il fait de nouveau référence à l'article 13 du Règlement centraméricain sur les mesures et procédures sanitaires et phytosanitaires, et indique qu'il s'est déjà conformé à l'évaluation documentaire au moyen du questionnaire requis en février 2020.[2779]

[2773] Note officielle n° SENASA-DG-0721-2020 (pièce CRI-43).
[2774] Note officielle n° SENASA-DG-778-2020 (pièce CRI-182).
[2775] Note officielle n° SENASA-DG-781-2020 (pièce CRI-209).
[2776] Note officielle n° SENASA-DG-805-2020 (pièce CRI-235).
[2777] Note n° AUPSA-AG-229-2020 (pièce CRI-45).
[2778] Note officielle n° SENASA-DG-840-2020 (pièce CRI-220). D'après ce que le Groupe spécial comprend, cette demande de renouvellement concerne l'homologation sanitaire accordée le 7 novembre 2014.
[2779] Note officielle n° SENASA-DG-946-2020 (pièce CRI-50).

Date	Fait
11 août 2020	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 48 de l'entreprise *Nutrilac* sur la base d'un examen documentaire au lieu d'une visite effectuée sur place, compte tenu de la situation sanitaire mondiale due à la pandémie de COVID-19 et de ce qui est prévu à l'article 13 du Règlement centraméricain sur les mesures et procédures sanitaires et phytosanitaires.[2780]
12 août 2020	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire des établissements mentionnés ci-après, sur la base d'un examen documentaire au lieu d'une visite effectuée sur place, compte tenu de la situation sanitaire mondiale due à la pandémie de COVID-19 et de ce qui est prévu à l'article 13 du Règlement centraméricain sur les mesures et procédures sanitaires et phytosanitaires: n° 12C[2781] de l'entreprise*Camsa*, n° 8[2782] et 8C[2783] de l'entreprise *Coopemontecillo*, n° 40[2784] de l'entreprise *El Ángel*, n° 12 de l'entreprise *CIISA-El Arreo*[2785], et n° 45[2786] et 47[2787] de l'entreprise *Sigma Alimentos*.
13 août 2020	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire des établissements mentionnés ci-après, sur la base d'un examen documentaire au lieu d'un audit effectué sur place, compte tenu de la situation sanitaire mondiale due à la COVID-19 et de ce qui est prévu à l'article 13 du Règlement centraméricain sur les mesures et procédures sanitaires et phytosanitaires: n° 21 de l'entreprise *Distribuidora de Carnes Zamora*[2788], n° 9 de l'entreprise *Gico*[2789], n° 5[2790] de l'entreprise *Planta Cinta Azul (Pipasa)*, n° 30E[2791] de l'entreprise *Proceso Posterior (Pipasa)* et n° 7[2792] de l'entreprise *Sigma Alimentos*. À la même date, l'AUPSA fait référence à la communication du SENASA du 10 août 2020 (SENASA-DG-0940-2020)[2793] et souligne que rien dans le dossier n'indique qu'elle a reçu la Note officielle n° SENASA-DG-0025-2020 envoyée le 7 janvier 2020, concernant la proposition de certificat sanitaire pour les produits de l'entreprise *Biomar.*[2794]
21 août 2020	L'AUPSA informe le SENASA qu'il est nécessaire de lancer un processus d'évaluation zoosanitaire pour déterminer l'admissibilité, aux fins de l'exportation d'animaux et de produits et sous-produits d'origine animale vers le Panama, des établissements suivants: n° 46A, 46B et 46C de l'entreprise *Dos Pinos*, n° 48 de l'entreprise *Nutrilac*, n° 45 et 47 de l'entreprise *Sigma Alimentos*, n° 12C de l'entreprise *Camsa*, n° 8 et 8C de l'entreprise *Coopemontecillo*, n° 12 de l'entreprise *CIISA-El Arreo*, n° 21 de l'entreprise *Distribuidora de Carnes Zamora*, n° 5 de l'entreprise *Planta Cinta Azul (Pipasa)* et n° 30E de l'entreprise *Proceso Posterior (Pipasa)*.[2795]
8 octobre 2020	Le SENASA: • demande de nouveau à l'AUPSA de renouveler les homologations sanitaires de l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria*, et • réitère sa demande du 16 juillet 2020 visant à ce qu'il soit indiqué à cette entreprise les prescriptions à respecter aux fins du renouvellement des homologations sanitaires et de la poursuite des relations commerciales avec le Panama.[2796]

[2780] Note officielle n° SENASA-DG-950-2020 (pièce CRI-249).
[2781] Note officielle n° SENASA-DG-941-2020 (pièce CRI-218).
[2782] Note officielle n° SENASA-DG-958-2020 (pièce CRI-227).
[2783] Note officielle n° SENASA-DG-959-2020 (pièce CRI-230).
[2784] Note officielle n° SENASA-DG-957-2020 (pièce CRI-240).
[2785] Note officielle n° SENASA-DG-960-2020 (pièce CRI-243).
[2786] Note officielle n° SENASA-DG-951-2020 (pièce CRI-261).
[2787] Note officielle n° SENASA-DG-952-2020 (pièce CRI-264).
[2788] Note officielle n° SENASA-DG-962-2020 (pièce CRI-233).
[2789] Note officielle n° SENASA-DG-963-2020 (pièce CRI-246).
[2790] Note officielle n° SENASA-DG-961-2020 (pièce CRI-252).
[2791] Note officielle n° SENASA-DG-966-2020 (pièce CRI-255).
[2792] Note officielle n° SENASA-DG-967-2020 (pièce CRI-258).
[2793] Cette communication ne figure pas dans le dossier.
[2794] Note n° AUPSA-AG-383-2020 (pièce CRI-394).
[2795] Note n° AUPSA-AG-395-2020 (pièce CRI-51).
[2796] Note officielle n° SENASA-DG-1215-2020 (pièce CRI-221).

Date	Fait
13 octobre 2020	Le SENASA fait observer, dans une note adressée à l'AUPSA, qu'il ne s'est présenté aucun des cas de figure prévus par le Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE dans lesquels il serait lancé un "processus d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica qui permette de déterminer son admissibilité aux fins de l'exportation d'animaux et de produits et sous-produits d'origine animale vers le Panama".[2797] En conséquence, le SENASA demande à l'AUPSA d'ouvrir le marché panaméen aux produits que le Costa Rica exportait vers le Panama avant le 30 juin 2020, et d'appliquer l'article 2.1.2 du Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE parce qu'il ne s'est pas présenté de cas de figure dans lequel il serait procédé à une évaluation des risques.[2798]
31 octobre 2020	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire accordée le 8 novembre 2019 à l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria.*
23 novembre 2020	En réponse à la communication du SENASA du 13 octobre 2020, l'AUPSA réaffirme qu'il est nécessaire de lancer un processus d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica qui permette de déterminer son admissibilité aux fins de l'exportation d'animaux et de produits et sous-produits d'origine animale vers le Panama. À cet effet, elle demande une réponse de la part du SENASA afin de pouvoir engager la procédure d'évaluation zoosanitaire.[2799]
24 novembre 2020	Le SENASA: • fait référence à la communication de l'AUPSA du jour précédent et indique que, conformément aux documents de l'OIE, une évaluation du risque ou une évaluation zoosanitaire est généralement entreprise dans quatre cas de figure qui ne se sont pas présentés au Costa Rica[2800]; • demande, en conséquence, à l'AUPSA de fournir "le fondement scientifique sur lequel repose cette mesure"; • informe l'AUPSA que "les frontières sont actuellement ouvertes, raison pour laquelle [elle] peut effectuer les audits qu'elle juge pertinents"; • réitère sa demande du 12 juin 2020 à l'AUPSA en vue du renouvellement des homologations sanitaires sur la base d'un examen documentaire au lieu d'un audit de vérification, s'agissant de plusieurs établissements costariciens, conformément à ce que dispose l'article 13 du Règlement centraméricain sur les mesures et procédures sanitaires et phytosanitaires.[2801]
7 décembre 2020	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*.[2802]
12 février 2021	Il se tient à Paso Canoas une réunion bilatérale de haut niveau, à laquelle il est convenu: • de constituer une Commission technique bilatérale de travail sur les questions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires, réunissant les autorités du Costa Rica et du Panama; • que, avant le 19 février 2021, le Panama homologuera les usines de *Biomar* et de *Central Veterinaria* et qu'il procédera à "une évaluation du système sanitaire costaricien concernant les produits présentant un intérêt commercial, dont la durée ne dépassera pas 30 jours ouvrables à compter de la date de la demande". Au cas où le résultat de l'évaluation serait positif, le Panama accorderait automatiquement un renouvellement pour six mois aux usines exportant des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.[2803]

[2797] Le Costa Rica fait référence aux cas de figure suivants: a) lorsqu'il est envisagé d'importer un produit qui n'a pas été importé auparavant, b) lorsqu'il est envisagé d'importer d'un pays ou d'une région en provenance duquel ou de laquelle cela n'a pas été fait auparavant, c) lorsqu'il y a un changement dans la situation sanitaire d'un pays ou d'une région, ou d) lorsqu'on dispose de nouveaux renseignements concernant une maladie. (Note officielle n° SENASA-DG-1420-2020 (pièce CRI-42), pages 2 et 3)

[2798] Note officielle n° SENASA-DG-1233-2020 (pièce CRI-53). Le Groupe spécial observe que l'article 2.1.2 du Code terrestre auquel fait référence le SENASA dispose qu'"[u]n pays importateur peut également décider d'autoriser l'importation en utilisant les normes sanitaires pertinentes recommandées par le Code terrestre; il n'est plus alors besoin de réaliser une appréciation du risque". (*Ibid.*, page 4)

[2799] Note n° AUPSA-AG-571-2020 (pièce CRI-55).

[2800] Voir plus haut la note de bas de page 2797.

[2801] Note officielle n° SENASA-DG-1420-2020 (pièce CRI-42).

[2802] Note officielle n° SENASA-DG-1461-2020 (pièce CRI-210). D'après ce que le Groupe spécial comprend, le renouvellement concerne l'homologation sanitaire du 21 juillet 2014, qui a été prorogée pour la dernière fois le 26 décembre 2019 jusqu'au 30 juin 2020. (AUPSA, Résolution n° 143-AG-2019 (pièce PAN-129))

[2803] Accord bilatéral de Paso Canoas (12 février 2021) (pièce CRI-14).

Date	Fait
15 février 2021	Dans le cadre des engagements de Paso Canoas, l'AUPSA informe le SENASA qu'il a été accordé à l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria* et à l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar* une prorogation de leur homologation sanitaire pour six mois. Par ailleurs, elle lui demande une note dans laquelle il "exprime son accord pour le lancement de la procédure d'admissibilité zoosanitaire [du Costa Rica]".[2804]
16 février 2021	En réponse à la communication de l'AUPSA du jour précédent, le SENASA demande "la date à laquelle le Panama entend lancer le processus, afin de préparer les renseignements qui sont requis".[2805]
18 février 2021	Il se tient la première réunion de la Commission technique bilatérale et il est convenu, entre autres: • que le Panama effectuera l'évaluation du système sanitaire du Costa Rica dans les 30 jours ouvrables à compter de l'accord des Ministres; • que le Panama indiquera au Costa Rica les renseignements requis par ses autorités; et • que le Panama communiquera au Costa Rica les renseignements requis aux fins de l'homologation sanitaire d'usines panaméennes au plus tard le 22 février 2021.[2806]
22 février 2021	Suite aux engagements pris à Paso Canoas, l'AUPSA: • notifie au SENASA le lancement formel de la procédure d'évaluation zoosanitaire du Costa Rica; • envoie un nouveau questionnaire; et • indique que, "à un stade ultérieur, le Panama procédera aux vérifications pertinentes sur place, telles qu'elles sont prévues dans [sa] réglementation".[2807]
24 février 2021	En réponse à la communication de l'AUPSA du 22 février 2021, le SENASA expose, entre autres choses, les raisons pour lesquelles il estime que les renseignements demandés par l'AUPSA sont excessifs et il indique que l'accord conclu à Paso Canoas visait à soumettre le Costa Rica à une évaluation de son système sanitaire afin de rétablir le commerce dans un délai de 30 jours, et non à une procédure d'admissibilité en tant que pays.[2808]
11 mars 2021	Il se tient la quatrième réunion de la Commission technique bilatérale, au cours de laquelle: • il est indiqué que le Panama a demandé au Costa Rica de fournir les renseignements requis pour l'évaluation de son système sanitaire, conformément au questionnaire envoyé le 22 février 2021; • il est rapporté que le Costa Rica a confirmé qu'il était pleinement disposé à fournir les renseignements requis pour l'évaluation de son système sanitaire et qu'il a proposé d'envoyer au Panama les renseignements actualisés pour 2021 qui ont été inclus dans la réponse au questionnaire reçu du Panama en février 2020.[2809]
24 mars 2021	Suite à ce qui a été convenu à la réunion du 11 mars 2021, le SENASA envoie à l'AUPSA des renseignements actualisés pour 2020 en réponse au questionnaire que l'AUPSA a envoyé le 2 janvier 2020 aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays. Il est indiqué que sont inclus de nouveaux renseignements sur la population de différentes espèces animales, la ventilation de la population bovine, des liens vers des cartes et des références additionnelles à la législation.[2810]

[2804] Note n° AUPSA-AG-078-2021 (pièce CRI-274). Voir Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session n° 1 (18 février 2021) (pièce CRI-15); point I:4, où il est indiqué que la prorogation a une durée de six mois. Voir aussi le tableau figurant dans la réponse du Costa Rica à la question n° 139 du Groupe spécial.

[2805] Note officielle n° SENASA-DG-168-2021 (pièce CRI-275). Voir aussi la Note officielle n° SENASA-DG-152-2021 (pièce CRI-56).

[2806] Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session n° 1 (18 février 2021) (pièce CRI-15).

[2807] Note n° AUPSA-AG-100-2021 (pièce CRI-57); et Questionnaire d'évaluation zoosanitaire (22 février 2021) (pièce CRI-268).

[2808] Note officielle n° SENASA-DG-191-2021 (pièce CRI-58).

[2809] Commission technique bilatérale de travail, Aide-mémoire, Session n° 4 (11 mars 2021) (pièce CRI-20).

[2810] Note officielle n° SENASA-DG-340-2021 (pièce CRI-60); et Réponses actualisées du Costa Rica au questionnaire du Panama aux fins de la vérification du statut sanitaire d'un pays (24 mars 2021) (pièce CRI-61).

Date	Fait
1 avril 2021	L'AUPSA: • informe le SENASA que les renseignements fournis le 24 mars "[ne sont] pas conforme[s] aux renseignements demandés" le 22 février 2021; et • demande au SENASA de "[lui] envoyer de nouveau le questionnaire susmentionné avec les réponses respectives, pour que les autorités sanitaires panaméennes [soient] en mesure de procéder à l'évaluation requise du système sanitaire costaricien, selon ce qui a été convenu".[2811]
21 mai 2021	Le SENASA demande à l'AUPSA de renouveler: • l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*[2812]; et • l'homologation sanitaire de l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria*.[2813]
3 juin 2021	Le SENASA fait référence à ce qui a été convenu à la réunion virtuelle bilatérale du 16 avril 2021[2814] et à l'Accord de Paso Canoas, et communique à l'AUPSA les réponses au questionnaire envoyé le 22 février 2021 "afin que le Panama procède à l'évaluation du système sanitaire costaricien, avec pour objectif la réouverture en vue de l'exportation de produits d'origine animale vers" le Panama. Le SENASA répète que ces renseignements ne sont pas fournis dans le cadre d'une procédure d'admissibilité en tant que pays, étant donné que les marchandises visées dans les réponses au questionnaire "ne sont pas censées être exportées pour la première fois".[2815]
21 juillet 2021	Le SENASA demande de nouveau à l'AUPSA: • de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*, en mentionnant qu'il n'a pas obtenu de réponse à sa demande du 21 mai 2021[2816]; et • de renouveler l'homologation sanitaire de l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria*, en mentionnant qu'il n'a pas obtenu de réponse à sa demande du 21 mai 2021.[2817]
12 juillet 2021	La DINASA: • indique que l'AUPSA lui a envoyé pour examen les renseignements communiqués par le SENASA le 3 juin 2021, et signale que la procédure d'évaluation du système sanitaire costaricien est en cours et que "l'équipe chargée de l'évaluation a accompli des progrès dans l'examen des renseignements fournis"; et • indique que, dans le cadre de la procédure d'évaluation, l'UNESYF a recensé des sujets de préoccupation concernant la capacité et la fiabilité du contrôle sanitaire; par exemple dans les domaines concernant le système de traçabilité des bovins, les contrôles des mouvements d'animaux au niveau intérieur, et les programmes de lutte et d'éradication visant l'infection à *Brucella* et la tuberculose bovine.[2818]
16 août 2021	L'AUPSA: • confirme qu'elle accorde aux établissements n° 762 de l'entreprise *Biomar* et n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria* une prorogation de leurs homologations sanitaires respectives jusqu'au 28 février 2022[2819]; et • indique que, dans le cadre de la procédure de renouvellement de tous les établissements du Costa Rica, ceux-ci "devront se conformer à la procédure d'admissibilité zoosanitaire comme le dispose la réglementation panaméenne dans la Loi n° 23 du 15 juillet 1997".[2820]

[2811] Note n° AUPSA-AG-176-2021 (pièce CRI-62).
[2812] Note officielle n° SENASA-DG-665-2020 (pièce CRI-211).
[2813] Note officielle n° SENASA-DG-666-2021 (pièce CRI-222).
[2814] Le dossier ne contient aucun procès-verbal ni aide-mémoire concernant cette réunion.
[2815] Note officielle n° SENASA-DG-725-2021 (pièce CRI-63); et Réponses du Costa Rica au questionnaire du Panama concernant l'évaluation sanitaire du Costa Rica (3 juin 2021) (pièce CRI-29).
[2816] Note officielle n° SENASA-DG-937-2021 (pièce CRI-212).
[2817] Note officielle n° SENASA-DG-936-2021 (pièce CRI-223).
[2818] Note n° DSA-335-21 (pièce CRI-64).
[2819] L'AUPSA fait référence à une communication du même jour, dans laquelle elle a indiqué, par erreur, que la prorogation allait jusqu'au 28 février 2021. Cette communication ne figure pas dans le dossier.
[2820] Note n° AUPSA-AG-428-2021 (pièce CRI-213).

Date	Fait
17 mars 2022	L'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria* reçoit une prorogation de son homologation sanitaire d'une durée de six mois. À cet égard, l'Agence panaméenne de l'alimentation (APA), qui a succédé à l'AUPSA, explique que la DINASA a procédé à une évaluation épidémiologique de la demande de prorogation de l'entreprise et a déterminé que le produit exporté par l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria* "présent[ait] un risque négligeable pour" le Panama.[2821]
1er avril 2022	Le SENASA demande à la DINASA du MIDA d'indiquer les conditions nécessaires aux fins de l'octroi du certificat sanitaire d'exportation et de la certification officielle conformément aux prescriptions de la réglementation du Panama, afin de donner suite à la demande de renouvellement de l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*.[2822]
25 juillet 2022	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*, telle qu'elle apparaît enregistrée sur l'une des captures d'écran de la page Web de l'AUPSA.[2823]
18 septembre 2022	Date d'expiration prévue pour la prorogation accordée à l'établissement n° 158 de l'entreprise *Central Veterinaria* le 17 mars 2022.[2824]
18 mai 2023	L'APA et la DINASA accordent à l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar* le renouvellement de son homologation sanitaire pour deux ans. Le rapport de la DINASA indique que ce renouvellement est approuvé, "car ce produit ne présente pas de risque zoosanitaire pour" le Panama.[2825] D'après ce que le Groupe spécial comprend, cette période de deux ans commence à courir à compter du 18 mai 2023.
30 juin 2023	Date d'expiration prévue pour l'homologation sanitaire de l'établissement n° 762 de l'entreprise *Biomar*, telle qu'elle apparaît enregistrée sur l'une des captures d'écran de la page Web de l'AUPSA.[2826]

[2821] DINASA, Note n° DSA-212-2022 (pièce PAN-107).
[2822] Note officielle n° SENASA-DG-352-2022 (pièce CRI-396).
[2823] AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (avril 2022) (pièce CRI-395).
[2824] AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217).
[2825] Note n° APA-DD-410-2023 (pièce CRI-397).
[2826] AUPSA, Homologation des usines de transformation: Costa Rica (juillet 2022) (pièce CRI-217).